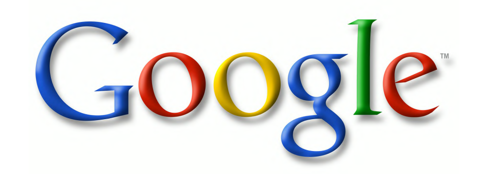
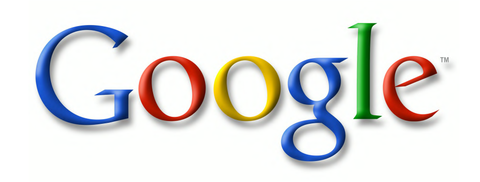







DOMI NUS ILLU
MINA TIO MEA
Taylor Institution.



HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

—

TOME VIII.

Imprimerie d'Amédée GRATIOT et Ce, rue de la Monnaie, 11.


Rouargue sc.

VENISE

(Vue prise de la Mer.)

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN ÂGE

J.-C.-L. SIMONDE DE SISMONDI

NOUVELLE ÉDITION

TOME DEUXIÈME

PARIS

FURNE ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

[illegible]

TREUTTEL ET WÜRTZ, [illegible]

[illegible]

[illegible]

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE

PAR

J. C. L. SIMONDE DE SISMONDI.

NOUVELLE ÉDITION.

TOME HUITIÈME.

Paris

FURNE ET Ce, LIBRAIRES-ÉDITEURS

55, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARCS ;

TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES

17, RUE DE LILLE.

1840

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

CHAPITRE I.

Charles VIII abandonne le royaume de Naples ; il traverse Rome et la Toscane ; il s'ouvre un passage à Fornovo, malgré les confédérés, et parvient jusqu'à Asti. — Il traite à Verceil avec le duc de Milan, délivre le duc d'Orléans, assiégé dans Novare, et repasse les Alpes.

1495.

Quelque mépris que Charles VIII et sa cour eussent conçu pour la nation italienne depuis leur facile victoire, ils avaient senti cependant qu'ils avaient besoin de s'assurer l'affection du peuple pour maintenir dans l'obéissance le royaume qu'ils avaient conquis. Charles VIII avait en effet cherché à le gagner par une ordonnance qui, réduisant les impôts à ce qu'ils étaient au temps des rois angevins, déchargeait le royaume de

près de deux cent mille ducats de contributions [1]; mais comme il avait accordé cette grâce avec la légèreté qui le caractérisait, sans calculer les besoins de l'état, ni les rapports entre les revenus et les dépenses, il n'inspira par elle aucune confiance, d'autant plus qu'on voyait dans tout le reste de son administration la rapacité de tous ses subordonnés, leur désordre et leur mépris absolu pour toutes les lois et les coutumes de la nation. Le royaume de Naples était la seule contrée de l'Italie où les institutions féodales eussent conservé une grande vigueur; Alfonse Ier les avait confirmées par de nouvelles concessions qu'il avait faites aux gentilshommes. Les provinces dépendaient presque absolument de la noblesse; et pour s'assurer du royaume, il fallait, ou gagner l'affection des grands, en conservant l'organisation antique, ou rendre les communes indépendantes d'eux, et en les affranchissant, leur donner une importance qu'elles n'avaient encore jamais eue. Mais les Français, n'écoutant que leurs préjugés, étaient plutôt disposés à augmenter l'esclavage du tiers-état; et cependant ils avaient offensé toute la noblesse.

Après avoir publié son édit sur la remise des impositions, le roi ne s'occupa plus que des fêtes et des tournois où il croyait briller; et tous ses courtisans ne songèrent qu'aux moyens les plus rapides de faire leur fortune. Ils demandaient avec importunité tous les emplois, tous les titres, tous les fiefs demeurés à la disposition de la couronne; et Charles VIII, qui ne savait rien refuser, leur accordait souvent ce dont il n'avait pas le droit de disposer; il envahissait les propriétés particulières, et blessait dans leurs intérêts ou dans leurs affections les peuples dont il disposait si légèrement. Cette inconsidération lui fit perdre les deux villes de Tropéa et Amantéa, qui, plutôt que de se soumettre au seigneur de

[1] Fr. Guicciardini. Lib. II, p. 89. — Mémoires de Phil. de Comines. Liv II, ch. XVII, p. 230.

Précy, auquel il les avait données, relevèrent les bannières d'Aragon[1]. Il ne songea point à réduire ces deux villes lorsqu'il le pouvait : bientôt après, les Espagnols débarqués de Sicile y mirent garnison ; d'autres s'établirent à Reggio en Calabre : on relevait de même les enseignes d'Aragon en Pouille, où l'on ne voyait point arriver de troupes françaises, et où l'on était déjà averti de la signature de la ligue et de la prochaine arrivée d'Antonio Grimani avec la flotte vénitienne; enfin Otrante ouvrit ses portes à don Frédéric, qui avait établi son quartier-général à Brindes[2].

Mais c'était surtout la haute noblesse qui était mécontente. Une partie de ce corps puissant croyait avoir acquis des droits à la reconnaissance des Français par son long dévouement à la maison d'Anjou, une autre faisait valoir ses services tout récents, et même la facilité avec laquelle elle avait abandonné le parti d'Aragon auquel elle avait été attachée. Les uns et les autres, accoutumés à être connus, à être craints de leurs souverains, comptaient sur de puissants souvenirs, dans un pays où tant d'affections et tant de haines étaient héréditaires. Ils étaient humiliés et offensés de voir que ni le roi, ni aucun seigneur français, ne connaissaient leurs noms, et leurs anciens intérêts ou leurs anciens services. Obligés d'expliquer sans cesse ce qu'ils étaient, ce qu'ils avaient droit de prétendre, et les injustices qu'on leur faisait, ils ne trouvaient personne qui les écoutât, qui les comprît, qui les aidât à faire redresser leurs torts ; et avant qu'ils eussent obtenu raison d'un premier passe-droit, un nouvel édit du roi, une nouvelle concession qu'il faisait à quelque seigneur français leur apportait une nouvelle offense. Lorsqu'ils voulaient parvenir à Charles VIII, ils avaient la plus grande peine à obtenir audience : on les laissait languir dans les antichambres, et quand

[1] Mémoires de Phil. de Comines. Liv. VII, chap. XVI, p. 226. — [2] *Ibid.* Liv. VIII, chap. I, p. 262. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.* Lib. VI, p. 155.

enfin ils étaient admis, ils éprouvaient une difficulté bien plus grande encore, celle d'engager ce jeune roi, toujours dissipé, toujours ennemi du travail et incapable d'attention, à fixer son esprit et à parler d'affaires[1].

On avait détesté la tyrannie, la fausseté et l'avarice des rois aragonais; mais les avantages qui étaient attachés à l'administration régulière, économe et bien informée, de ces rois, avantages auxquels on n'avait fait aucune attention pendant sa durée, devinrent frappants par le contraste. Le souvenir de Ferdinand II, auquel on ne pouvait adresser aucun des reproches qui pesaient sur son père et sur son aïeul, devenait cher par la grandeur de sa chute, par la noblesse avec laquelle on lui voyait supporter son malheur, et par le courage, la magnanimité et la douceur en même temps, qu'il avait manifestés pendant le peu de jours qu'avait duré son règne. Après s'être promis du retour de l'ancienne race française un bien-être et des avantages qu'il ne dépend d'aucun prince d'assurer à aucun peuple, on était d'autant plus frappé de l'incapacité du roi, de son inapplication, de sa paresse, du désordre inouï de sa maison, de l'impossibilité d'avoir accès auprès de lui; de l'orgueil et de l'insolence de ses courtisans, qui méprisaient une nation qu'ils venaient gouverner, et à laquelle ils ne s'étaient jamais montrés que dans les rangs ennemis. Le dégoût du présent inspirait le regret d'un passé qu'on avait cru intolérable. Celui qu'on avait si longtemps appelé tyran, avant même qu'il montât sur le trône, avait dans son exil cessé d'être odieux. On se rappelait les victoires qu'il avait remportées à la tête d'armées nationales, en Toscane et à Otrante, au pont de Lamentana; et l'on préférait le joug ancien, affermi par des conquêtes, au joug nouveau, qui n'était établi que par les défaites de l'armée et la honte de ses chefs. Une nation se soumet plutôt encore

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 89.

à être opprimée qu'à être méprisée et rendue méprisable par ceux qui la gouvernent. Le nom, jusqu'alors si odieux, d'Alfonse, n'inspirait plus d'effroi : on appelait juste sévérité cette même conduite qu'on avait si longtemps qualifiée de cruauté; et l'on croyait voir une preuve de sincérité dans ces déportements taxés si souvent d'orgueil et de hauteur[1].

Tandis qu'une fermentation universelle était la conséquence de la comparaison entre les anciens et les nouveaux maîtres, les Français, rassasiés de leurs victoires, soupiraient déjà après leur retour dans leur patrie. Ils croyaient avoir assez fait pour leur gloire, et ils languissaient d'aller jouir de celle qu'ils avaient acquise aux yeux de leurs compatriotes, et surtout des femmes. Ceux qui étaient demeurés à la cour ou à l'armée, tout comme ceux qui étaient épars dans les provinces, sentaient également qu'ils n'étaient là qu'en passant. Ils ne songeaient point à plaire à leurs administrés, à faire au milieu d'eux un établissement durable, ou à y laisser une bonne réputation. Leurs yeux étaient toujours tournés vers la France, et tous leurs projets, toute leur ambition, se rapportaient à leur retour. Cette disposition était déjà universelle avant que l'on connût à Naples la ligue des puissances qui se fortifiaient dans le nord de l'Italie. Mais dès que la nouvelle en fut parvenue au roi, tous ses conseillers sentirent la nécessité de le ramener en France, avant que le chemin lui en fût fermé par des forces supérieures[2].

Charles VIII, qui négociait depuis longtemps avec Alexandre VI pour obtenir de l'église l'investiture du royaume de Naples, lorsqu'il vit la nécessité de repartir, offrit de se contenter d'une investiture qui serait donnée avec la clause : *sans préjudice des droits de tout autre prétendant* ; et ne pouvant l'obtenir même à cette condition, il résolut d'y sup-

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 90. — [2] *Ibid.* — *Fr. Belcarii Comm.* Lib. VI, p. 156.

pléer par une autre cérémonie. Il fit, le 12 mai, son entrée à Naples, couvert d'un manteau impérial, tenant le globe de la main droite et le sceptre de la gauche, et accompagné par toute la noblesse française et napolitaine ; il se rendit avec ce cortége à l'église de Saint-Janvier, où il fit serment aux Napolitains de les *gouverner et entretenir en leurs droits, libertés et franchises*. Il fit chevaliers un grand nombre de jeunes gentilshommes qui lui demandèrent cette grâce, et, sans avoir été autrement couronné ou avoir reçu l'investiture de l'église, il se retira en son palais [1].

Jean Jovianus Pontanus, le plus célèbre, à cette époque, des hommes de lettres napolitains, fut choisi par Charles VIII pour faire un discours au peuple, le jour de son inauguration. Cet homme, qui avait été élevé par les faveurs des rois d'Aragon, et qui avait été comblé de leurs bienfaits, ne consulta que sa vanité de rhéteur, et ne songea qu'à la pompe de ses phrases, non aux sentiments qui devaient l'animer. Il parla du prince français avec autant d'emphase, des Aragonais avec autant d'amertume, que si le premier avait en effet comblé tous les vœux du peuple, et que si les seconds n'avaient droit de sa part à aucune reconnaissance. Cette bassesse était un vice commun chez les gens de lettres de ce siècle, qui, nourris, comme les anciens troubadours, des bienfaits des grands seigneurs, n'avaient ni dignité de caractère ni indépendance. Cependant le public fut révolté de la conduite de Pontanus, et sa réputation littéraire elle-même en fut diminuée [2].

L'inauguration de Charles VIII était en quelque sorte le dernier acte de souveraineté qu'il avait intention d'exercer à Naples ; car il était résolu à partir huit jours après. Il nomma pour son vice-roi Gilbert de Montpensier, de la maison de Bourbon, brave chevalier, mais qui manquait de talents, de

[1] André de La Vigne, Journal de Charles VIII, dans Denys Godefroy, p. 147. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.* L. VI, p. 159. — [2] *Fr. Guicciardini. Lib.* II, p. 98.

de connaissances et surtout d'activité : jamais il n'était levé avant midi, encore que de son temps on ne fût point accoutumé aux heures tardives que la mode a introduites aujourd'hui [1]. D'Aubigny, de la maison Stuart d'Écosse, que Charles VIII avait fait connétable du royaume, comte d'Acri et marquis de Squillace, fut nommé lieutenant du roi en Calabre. C'était, dit Comines, un chevalier sage, bon et honorable ; et les Italiens lui donnent aussi le premier rang parmi les généraux de l'armée française. Étienne de Vesc, sénéchal de Beaucaire, grand chambellan de Naples, duc de Nola, et surintendant des finances du royaume, fut chargé du commandement de Gaëte. Il avoit, dit Comines, *plus de faix qu'il ne pouvoit et n'eût sceu porter*. Un gentilhomme lorrain, nommé don Julien, fut laissé à Santo-Angélo avec le titre de duc ; Gabriel de Montfaulcon, à Manfrédonia ; Guillaume de Villeneuve, à Trani ; Georges de Silly, à Tarente ; le bailli de Vitry, à l'Aquila, et Graziano Guerra, à Sulmone, dans les Abruzzes [2].

Charles VIII partagea son armée en ces différents chefs. Il leur laissa la moitié des Suisses, une partie des Gascons, huit cents lances françaises, et environ cinq cents hommes d'armes italiens, que commandaient le préfet de Rome, frère du cardinal de La Rovère, Prosper et Fabrice Colonna, et Antonello Savelli. Ces grands seigneurs italiens, les plus renommés parmi ceux qui faisaient le métier de condottieri, étaient aussi ceux que le roi avait le plus cherché à s'attacher. Il avait surtout comblé de faveurs les Colonna : il avait donné à Fabrice les comtés d'Albi et de Tagliacozzo ; à Prosper, le duché de Tragitto, la ville de Fondi et plusieurs châteaux enlevés aux maisons des Gaëtani et des Conti. Parmi les nobles napolitains il comptait surtout le prince de Salerne, et son frère le prince

[1] Mémoires de Phil. de Comines. Liv. VIII, ch. I, p. 264. — [2] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 57. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallicar.* Lib. VI, p. 160.—*Arnoldi Ferroni*. Lib. I, p. 13.

de Bisignano, qui avaient vécu longtemps à la cour de France comme émigrés, et qui ne pouvaient avoir d'autres intérêts que les siens. Il avait rendu au premier la charge de grand amiral; et comme il le connaissait autant qu'aucun de ses courtisans français, il l'avait traité avec la même faveur [1]. Mais il n'avait pas pris pied assez solidement en Italie, pour espérer que les Italiens se défendissent par eux-mêmes; et après avoir partagé son armée, il ne laissait point assez de monde dans le royaume pour le garder, et il n'en emmenait point assez avec lui pour être assuré de s'ouvrir un passage.

Ce fut le 20 mai, après midi, que Charles partit de Naples pour retourner en France. Il menait avec lui huit cents lances françaises, sans compter les deux cents gentilshommes de sa garde, Jean-Jacques Trivulzio, avec cent hommes d'armes italiens, trois mille fantassins suisses, mille Français et mille Gascons; et il devait être rejoint en Toscane par Camille Vitelli et ses frères, avec deux cent cinquante hommes d'armes [2]. Le même soir il alla coucher à Averse, prenant la route de Rome.

Il avait envoyé devant lui l'archevêque de Lyon, pour prier le pape de l'attendre à Rome, l'assurer que c'était en fils obéissant de l'église qu'il désirait s'approcher de lui, et que comme il n'apportait que des intentions pacifiques, toutes leurs difficultés seraient arrangées dès la première conférence [3]. D'autre part, le duc de Milan et les Vénitiens, pour affermir Alexandre dans leur alliance, lui avaient déjà envoyé mille chevau-légers et deux mille fantassins. Ils furent sur le point d'y joindre encore mille gendarmes; cependant ils trouvèrent imprudent d'éloigner si fort leurs différents corps d'armée, et surtout d'en confier un aussi important à la foi d'un homme

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 91. — *Fr. Belcarii.* Lib. VI, p. 160. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 91. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 47. — Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, chap. II, p. 256. — [3] *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 57.

qu'aucun serment ne pouvait lier, et qui à l'heure même traitait avec leurs ennemis. Ils engagèrent donc le pape à se retirer lorsque Charles approcherait; et en effet Alexandre VI, accompagné par le collége des cardinaux, par deux cents hommes d'armes, mille chevau-légers et trois mille fantassins, sortit de Rome le 30 mai, se dirigeant sur Orviéto, tandis que le roi y entra le 1er de juin [1].

1494. — Charles VIII ne voulait point se montrer à Rome en ennemi; et de son côté le pape évitait toute hostilité. Le château Saint-Ange était défendu par une forte garnison; mais en même temps Alexandre avait laissé à Rome le cardinal de Saint-Anastase, pour y recevoir le monarque avec honneur et lui offrir un logement au Vatican. Charles ne l'accepta pas; et il alla se loger dans le quartier nommé le Borgo [2].

Charles VIII ne demeura que trois jours à Rome : quelque mécontent qu'il fût du pape, au lieu d'écouter ses ennemis, qui proposaient encore de le faire déposer, il essaya de le fléchir, en faisant remettre à ses officiers les forteresses de Civita-Vecchia et de Terracina; il garda cependant celle d'Ostie, qu'il consigna ensuite au cardinal de Saint-Pierre *ad Vincula*. Son armée était moins que lui disposée à de tels ménagements : elle se dirigea sur trois colonnes, de Rome vers la Toscane; et à son passage elle ravagea une grande partie du territoire de l'Église, pilla Toscanella, et en massacra tous les habitants [3]. 1495. — Alors le pape, effrayé, se retira d'Orviéto à Pérouse, avec l'intention de s'enfuir à Ancône, et de là par mer à Venise, si le roi continuait plus longtemps à suivre la même route que lui.

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 94. — André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 150. — *Bern. Oricellarii de bello Italico*, p. 73. — *Andrea Navagiero stor. Venez.* T. XXIII, p. 1204. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. II, p. 33. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 94. — [3] *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 57. — *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 94. — André de La Vigne, Journal, p. 151. — *Petri Bembi Hist. Venet.* Lib. II, p. 34. — *Annal. eccles. Raynaldi.* 1495, § 22, 23, p. 444. — *Arnoldi Ferroni.* Lib. I, p. 14.

Mais Charles VIII, après avoir traversé l'État de l'Église, prenait sa route par la Toscane. Le 13 juin il fit son entrée à Sienne ; c'est là qu'il avait ordonné à Philippe de Comines de venir le rencontrer. Dès qu'il le vit, il lui demanda en riant si les Vénitiens songeaient réellement à le combattre ; et quoique son ambassadeur l'assurât qu'ils auraient quarante mille hommes sous les armes, il n'en tint compte : « car toute sa « compagnie étoient jeunes gens, et ne croyoient point qu'il « fût autres gens qui portassent armes [1]. » En effet, au lieu de se presser d'avancer, et de prévenir le rassemblement de tous ses ennemis, surtout des Allemands, qui étaient les plus à craindre, il s'arrêta six jours à Sienne, pour s'occuper des troubles de cette ville, où le mont du peuple et celui des réformateurs était jaloux de celui des Neuf, et voulaient forcer ce dernier à licencier une garde de trois cents hommes, qui lui étaient uniquement dévouée [2]. M. de Ligny, de la maison de Luxembourg, un des favoris de Charles VIII, se figura qu'il pourrait tirer parti de ces dissensions, pour obtenir la souveraineté de Sienne. Quelques factieux siennois l'encouragèrent dans cette espérance ; et le roi, qui avait plus besoin que jamais de toutes ses forces pour lui-même, laissa cependant trois cents hommes à Sienne, sous le commandement de Gaucher de Tinteville, pour garder cette prétendue souveraineté de Ligny. Celui-ci fut en effet nommé capitaine-général de la république, avec vingt mille florins d'appointements par année, en retour de ce que le roi s'engageait à garantir aux Siennais tout leur territoire, à la réserve de Montépulciano. Mais, avant la fin de juillet, de nouveaux soulèvements avaient chassé de Sienne le lieutenant de Ligny et tous les Français [3].

[1] Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, ch. II, p. 267. — [2] *Orlando Malavolti storia di Siena.* P. III, Lib. VI, f. 101. — *Allegretto Allegretti diari Sanesi*, p. 847. — [3] *Orlando Malavolti storia di Siena.* P. III, Lib. VI, f. 101. — *Franc. Guicciardini.* Lib. II, p. 85.

En même temps les Florentins avaient entamé avec Charles VIII de nouvelles négociations, pour obtenir de lui qu'il leur rendît Pise, selon ses précédentes promesses. Ils lui offraient pour cela, non seulement de lui payer les trente mille florins que d'après leur traité ils lui devaient encore, mais de lui en prêter de plus soixante-et-dix mille, et de le faire accompagner jusqu'à Asti, par Francesco Secco, leur capitaine, avec trois cents hommes d'armes et deux mille fantassins. A n'écouter que la politique, Charles recueillait de grands avantages en acceptant ces propositions; et comme de plus il s'agissait d'exécuter des engagements signés de lui, et confirmés par serment, aucun de ses conseillers ne trouvait de motifs à alléguer pour s'y opposer. Cependant les Pisans avaient inspiré une telle pitié à tous les capitaines suisses et français qui les avaient vus de près; leur situation était si malheureuse, et leur confiance dans le roi si entière, que Charles ne pouvait se résoudre à les livrer à leurs ennemis. Selon son usage, il ajourna ce qu'il ne savait comment décider. Il donna ordre aux ambassadeurs florentins de le suivre à Lucques, assurant qu'il prendrait dans cette ville une résolution qui les contenterait [1].

Charles VIII n'était pas encore déterminé sur la route qu'il devait prendre pour traverser la Toscane. Les Florentins, qui avaient eu si peu de raisons d'être contents de lui, ne se souciaient point de le recevoir de nouveau dans leurs murs. Ils étaient surtout alarmés par l'avis qu'ils avaient reçu que Pierre de Médicis s'était échappé de Venise, qu'il avait joint Charles VIII, qu'il suivait ce monarque à son retour, et qu'il comptait profiter de son passage à Florence pour se faire réinstaller dans sa première autorité. Une lettre

— Mémoires de Comines. L. VIII, chap. II, p. 269. — *Allegretto Allegretti diari Sanesi*, p. 849 et 853.—[1] *Fr. Guicciardini*. L. II, p. 95.—Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, chap. II, p. 268.

interceptée de Pierre de Médicis à Pierre Corsini ne laissait aucun doute sur ce projet; l'exemple de la seigneurie demandée à Sienne en faveur de Ligny confirmait encore ces craintes. Les Florentins, qui jusqu'alors avaient supporté avec une étrange patience les injustices, l'orgueil et la négligence du roi des Français, montrèrent pour la défense de leur liberté une décision inattendue. Ils se fournirent rapidement d'armes et de soldats qu'ils firent entrer dans leur ville; ils barricadèrent toutes leurs rues, à la réserve d'une seule; et, sans avoir voulu s'associer à la ligue, ils appelèrent cependant des troupes vénitiennes à leur aide[1]; enfin, ils firent déclarer au roi que, déterminés à mourir tous pour la défense de leur liberté, non seulement ils ne permettraient jamais à Pierre de rentrer dans leur ville, mais même de traverser leur territoire. Charles VIII céda sur ce point; il donna ordre à Pierre de Médicis de se rendre à Lucques sans toucher au territoire florentin; Ghérardo Corsini et Nicolas Pazzi l'accompagnèrent avec un hérant d'armes, pour s'assurer que cet ordre fût exécuté[2].

Cependant Charles s'avança de Sienne à Poggibonzi; il y rencontra le frère Jérôme Savonarole, envoyé de nouveau par la république florentine en ambassade auprès de lui. Ce moine employant, selon son usage, l'autorité divine au lieu de motifs politiques, tança le roi des désordres qu'avait commis son armée, de son mépris pour des serments prêtés sur les autels, de sa négligence à réformer l'église, œuvre pour laquelle Dieu l'avait appelé en Italie, et l'y avait conduit par la main. Il l'avertit que s'il ne se repentait pas, que s'il ne changeait pas de conduite, Dieu ne tarderait pas à l'en punir d'une manière sévère; et l'on crut voir ensuite l'accomplissement de cette menace dans la mort du dauphin. Charles,

[1] Lettres de Pietro Delphino à Augustin Barbadigo, doge de Venise, du 7, du 17 et du 21 juin. *Raynaldi Annal. eccl.* T. XIX, p. 444, § 24-26. — *Bern. Oricellarii Comm.*, p. 75. — [2] *Scipione Ammirato.* Lib. XXVI, p. 213.

troublé par ces prophéties, abandonna la route de Florence, et prit celle de Pise[1].

Il ne fut pas plus tôt arrivé dans cette ville qu'il s'y vit entouré par un peuple tout en larmes : les hommes, les femmes, les enfants se précipitaient autour de lui à genoux ; ils le suppliaient de les sauver ; ils lui rappelaient que c'était à lui qu'ils devaient leur liberté, que leur confiance en sa parole royale les avait engagés à se compromettre sans retour avec les Florentins ; en sorte que si le joug qu'ils portaient était déjà intolérable avant leur révolte, il deviendrait plus lourd encore à l'avenir, parce que leurs oppresseurs croiraient avoir à se venger. En même temps, comme tous les officiers de l'armée étaient logés dans les maisons des bourgeois, chaque famille pisane entourait son hôte, lui racontait ses souffrances passées, se recommandait à lui, et implorait sa miséricorde avec des sanglots. Déjà tous ceux qui avaient été envoyés successivement à Pise par le roi avaient été gagnés par les Pisans ; et ils se joignirent aux habitants de la ville pour solliciter la compassion de leurs frères d'armes. On ne saurait se figurer à quel point l'armée française fut émue par ces sollicitations, et avec combien d'ardeur ces hommes assez durs, souvent assez féroces, embrassèrent une cause qui leur était étrangère. Le cardinal de Saint-Malo, le maréchal de Gié, et le président de Gannay, qu'on savait avoir insisté pour la restitution de Pise, furent menacés par des soldats et des archers, et accusés de s'être laissé gagner par l'argent des Florentins. Cinquante gentilshommes de la maison du roi, portant leur hache au col, vinrent le trouver dans la chambre où il jouait aux tables avec M. de Piennes ; Sallezard, l'un d'eux, porta la parole ; il sollicita le roi en faveur des Pisans,

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 98. — *Vita del Padre Savonarola.* Lib. II, § 15, p. 82. — Mém. de Comines. Liv. VIII, chap. III, p. 270. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVI, p. 214.

et il accusa de trahison ceux qui leur étaient contraires : plutôt que de laisser le besoin d'argent réduire le roi à une action déshonorante pour le nom français, il offrit, de la part de toute l'armée, l'abandon des soldes arriérées, et même les colliers et les chaînes d'argent dont les officiers étaient parés. Si le roi avait été digne de sa brave armée, il aurait cherché à se dégager honorablement des paroles contradictoires qu'il avait imprudemment données, à traiter, à des conditions équitables, une réconciliation entre les Pisans et les Florentins, à garantir la liberté des premiers, en accordant quelque chose aux droits des seconds, et à profiter de ce que la possession des citadelles le rendait arbitre absolu de Pise, pour n'ordonner rien que de juste et d'avantageux aux deux partis. Au lieu de prendre une décision ferme, il se montra embarrassé ; il se refusa à faire aux Pisans aucune nouvelle promesse, et il fit dire aux ambassadeurs florentins qui l'attendaient à Lucques, de partir pour Asti, où il les retrouverait[1].

Mais, sans prendre de résolution pour l'avenir, Charles VIII satisfit les amis des Pisans, par le choix des commandants qu'il donna aux forteresses de la ville et de son territoire. Il les prit tous parmi les gens dévoués à Ligny, le grand avocat des Pisans. Il donna le commandement de la citadelle, dont il avait changé la garnison, à un serviteur du duc d'Orléans et de Ligny, Rostec de Balzac, seigneur d'Entragues, qu'on ne jugeait pas digne d'une telle confiance. Il laissa sous ses ordres les citadelles de Librafratta, de Piétra-Santa et de Mutrone. Il confia Sarzane au bâtard de Roussi, serviteur de Ligny, et Sarzanello à une autre des créatures du

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 99. — Mém. de Comines. Liv. VIII, chap. IV, p. 273. — *Pauli Jovii Hist. sui tempor*. Lib II, p. 61. — *Arnoldi Ferroni de rebus gestis Gallor.* Lib. I, p. 14. — *Scipione Ammirato*. Lib XXVI, p. 215. — *Franc. Belcarii Commentar.* Lib. VI, p 164. — André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 154.

même comte. Le roi se reposa quatre ou cinq jours à Pise ; et il y laissa, de même que dans les autres forteresses de Toscane, des soldats dont il devait bientôt sentir qu'il avait lui-même besoin[1].

Cependant la situation de l'armée française devenait de jour en jour plus inquiétante. Les hostilités avaient commencé en Lombardie, et c'étaient les Français qui en avaient donné le signal. Les Vénitiens avaient protesté qu'ils n'attaqueraient point le roi à son retour, et qu'ils se tiendraient prêts seulement pour défendre le duc de Milan contre quiconque entreprendrait quelque chose à son désavantage[2]. Sur ces entrefaites, le duc d'Orléans, demeuré à Asti, surprit Novare ; et la nouvelle en fut portée à Charles VIII avant qu'il eût quitté Sienne.

Le roi avait donné les ordres les plus précis au duc d'Orléans de respecter le territoire milanais et de se tenir tranquille à Asti. Mais Louis Sforza, après la conclusion de la ligue à Venise, était bien aise d'engager les Vénitiens au combat en provoquant son rival. Il fit marcher de son côté sept cents hommes d'armes, et trois mille fantassins sous les ordres de Galéaz de San-Sévérino ; et il fit sommer le duc d'Orléans de s'abstenir de prendre le titre de duc de Milan, titre que le duc Charles d'Orléans, père de celui qui vivait alors, avait déjà porté, comme héritier de Valentine Visconti : il le requit en même temps d'empêcher de nouvelles troupes françaises de descendre en Italie, et de confier la garde d'Asti à Galéaz de San-Sévérino, que le roi avait décoré l'année précédente de son ordre de Saint-Michel, et qu'il avait ainsi désigné comme un homme en qui il prenait confiance[3]. Le duc d'Orléans, loin de se laisser intimider par cette arrogance, ou par l'énumération des forces que la ligue mettait en cam-

[1] Mémoires de Comines. Liv. VIII, chap. IV, p. 274. — [2] *Ibid.* ch. II, p. 267. — [3] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 66.

pagne contre lui, attaqua le premier la bourgade et le château de Gualfinara dans le marquisat de Saluces, et força San-Sévérino à se retirer à Non, château du duc de Milan, peu éloigné d'Asti.

Cependant Sforza, qui s'était engagé à faire venir beaucoup de troupes d'Allemagne, n'avait point envoyé dans cette contrée assez d'argent pour les solder. L'armée de San-Sévérino diminuait par les désertions; celle du duc d'Orléans s'augmentait tous les jours par les renforts qu'il recevait de France; elle était forte de trois cents lances, trois mille fantassins suisses et autant de Gascons. Déjà assuré de l'avantage du nombre, il prêta l'oreille aux propositions des mécontents du duc de Novare, dont les chefs Opicino Caccia et Manfrédo Tornielli avaient éprouvé de la part de Sforza les plus criantes injustices dans leurs propriétés. Ces deux gentilshommes ouvrirent, le 11 juin, les portes de Novare aux Français, et y reçurent le duc d'Orléans avec toute son armée[1].

La surprise de Novare répandit une extrême terreur dans tout l'état de Milan; si le duc d'Orléans s'était aussitôt après porté en avant avec ses troupes, il aurait probablement causé une révolution en Lombardie. L'empoisonnement supposé de Jean Galéaz avait aliéné de Louis-le-Maure tous les cœurs, et donnait bien plus d'amertume aux plaintes qu'excitait le poids des impôts ou les injustices du gouvernement; mais le duc d'Orléans ne fut pas bien informé de la disposition des esprits ou des forces de ses adversaires. Avant de se compromettre, il crut devoir s'assurer de la forteresse de Novare, qui ne se rendit à lui que six jours après la ville; ce retard donna le temps à Galéaz de San-Sévérino de conduire son armée à Vigevano, d'y recevoir tous les renforts qu'il put ras-

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib II, p. 62. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 97. — *Fr. Belcarii Comment. rer. Gall.* Lib. VI, p. 162. — *Arnoldi Ferroni.* Lib. II, p. 20.

sembler dans le voisinage, et d'y être joint bientôt après par un corps d'armée que Sforza avait d'abord destiné au camp vénitien dans l'État de Parme, comme par un bataillon de Stradiotes que lui céda la seigneurie de Venise. Mille chevaux et deux mille fantassins allemands vinrent encore se réunir à San-Sévérino, et le duc d'Orléans ayant laissé échapper le moment favorable pour attaquer fut réduit à s'enfermer dans Novare [1].

La première nouvelle de la surprise de Novare avait causé beaucoup de joie au roi et à l'armée française; mais lorsque les difficultés dans lesquelles le duc d'Orléans se trouvait engagé furent connues, les plus sages sentirent que la position en était devenue beaucoup plus critique. Cependant Charles VIII n'avançait que lentement; il voulait se donner le temps de jouir des fêtes qu'on lui préparait dans chaque ville et des flatteries qu'on lui adressait. Il était parti le 23 juin de Pise par Lucques, et il n'arriva que le 29 à Pontrémoli [2]. Un de ses motifs pour traverser si lentement la Toscane était l'entreprise sur Gênes dont on l'occupait. Les cardinaux de la Rovère et Frégoso suivaient le camp de Charles avec Hybletto de Fieschi : tous trois émigrés de Gênes, ils avaient dans la force de leur parti la confiance qui trompe presque toujours les émigrés; si on leur donnait quelques troupes pour se présenter devant Gênes, ils se faisaient forts d'y exciter une révolution. Ils comptaient rassembler de nombreux partisans dans les montagnes, soulever les villes et en chasser facilement les Adorni. En vain les conseillers du roi lui représentaient combien il était imprudent de partager ses forces, tandis qu'il en avait à peine assez pour s'ouvrir un passage au travers de la Lombardie; les émigrés génois furent seuls

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 97. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 63. — Ph. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, ch. IV, p. 276.—*Fr. Belcarii Comment.* Lib. VI, p. 162. —
[2] André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 154.

écoutés, d'autant plus que Philippe, comte de Bresse, grand-oncle du duc de Savoie, auquel il succéda bientôt après, employa tout le crédit dont il jouissait au près du roi, à seconder cette entreprise dont il se fit donner le commandement. Le roi lui laissa prendre cent vingt lances françaises et cinq cents fantassins; les frères Vitelli de Città di Castello, qui s'étaient mis à la solde de la France, mais qui n'avaient pas encore pu rejoindre l'armée, reçurent ordre de suivre Philippe de Bresse avec deux cents hommes d'armes et deux cents chevau-légers italiens. Jean de Polignac, seigneur de Beaumont, beau-père de Comines, et Hugues d'Amboise, baron d'Aubijoux, furent mis sous ses ordres; la flotte, commandée par M. de Miolans, réduite alors à sept galères, deux gallions et deux fustes, dut le seconder par mer, et les deux cardinaux ayant levé des fantassins dans l'état de Lucques, la Garfagnana et la Ligurie, conduisirent cette petite armée jusqu'aux portes de Gênes. Mais loin de pouvoir y causer quelque soulèvement, ils eurent bien de la peine à se défendre contre Jean-Louis de Fieschi qui les poursuivait; et ils n'arrivèrent à Asti, fort diminués en nombre, qu'après avoir échappé, au travers des montagnes, à des périls infinis, tandis que la petite flotte française fut défaite dans le même golfe de Rapallo, où elle avait remporté une victoire peu de mois auparavant [1].

L'avant-garde française, conduite par le maréchal de Gié et Jean-Jacques Trivulzio, avait trouvé la ville de Pontrémoli occupée par quatre cents hommes de pied du duc de Milan. Cette garnison aurait pu faire une assez longue résistance, et exposer ainsi l'armée à de dures privations; mais Trivulzio l'engagea à capituler sous des conditions honorables. Cepen-

[1] *Agost. Giustiniani Annali di Genova*. Lib. V, p. 251. — *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 99 et 111. — *Pauli Jovii Histor.* Lib. II, p. 63, et Lib. III, p. 76. — Phil. de Comines. Liv. VIII, ch. V, p. 279. — *Barthol. Senaregæ de rebus Genuens.* T. XXIV, 556. — *Uberti Folietæ*. Lib. XII, p. 670.

dant, à peine les Suisses furent-ils entrés à Pontrémoli, que se souvenant d'une querelle qu'ils y avaient eue avec les habitants du lieu, à leur premier passage, querelle dans laquelle quarante de leurs compatriotes avaient été tués, ils tombèrent sur les bourgeois, massacrèrent tous ceux qu'ils purent atteindre, et mirent le feu à la ville. De grands magasins de vivres furent détruits par cet incendie au moment où l'armée commençait à en sentir le besoin; mais la violation de la capitulation lui fut encore plus préjudiciable que la destruction des greniers de l'ennemi, parce que les paysans perdant toute confiance dans des hommes capables d'un tel manque de foi, cessèrent d'apporter des vivres au camp [1].

Cependant le roi avait été s'établir dans un petit hameau, par-delà Pontrémoli, tandis que le maréchal de Gié avait traversé les montagnes avec l'avant-garde, et s'était placé en face de l'ennemi à Fornovo; il avait compté être suivi immédiatement par le reste de l'armée, mais Charles VIII ne voulut point s'engager dans les montagnes que son artillerie ne fût passée, et il demeura cinq jours dans un hameau près de Pontrémoli; sa troupe y souffrit beaucoup du manque de vivres. Jean de La Grange, maître de l'artillerie, et le sire de La Trémouille avaient pris la charge de transporter au-delà des montagnes tout cet attirail militaire; et ils furent bien secondés par les Suisses, qui, pour faire oublier les excès dont ils s'étaient rendus coupables à Pontrémoli, s'employèrent avec beaucoup de zèle à tirer les affûts à force de bras. Il y avait quatorze pièces de gros canon, beaucoup de petites, et un nombre proportionné de caissons et de munitions de guerre. La montagne, sur laquelle un sentier avait été négligemment tracé, sans qu'aucun travail en adoucît la rudesse, s'élevait au-dessus de Pontrémoli par une pente rapide que les mulets avaient peine à franchir; elle

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 99. — Phil. de Comines, Mém. Liv. VIII, ch. V, p. 282. — *Arnoldi Ferroni.* Lib. I, p. 15.

descendait ensuite avec la même rapidité dans un vallon pour remonter encore. Les Suisses s'attelaient deux à deux au nombre de cent ou deux cents, avec de longues cordes pour traîner une seule pièce; et après l'avoir amenée jusqu'au sommet de la montagne, ils avaient plus de peine encore, et surtout ils couraient plus de danger à la retenir en descendant. Des ouvriers travaillaient dans toute la longueur de la route pour abattre des rochers qui barraient le passage, combler des creux, relever des canons renversés ou réparer leur train. Les soldats et les cavaliers s'étaient partagés les munitions, et, quelque raide que fût la montagne, quelque ardente que fût la chaleur, aucun ne se mettait en route sans être chargé de boulets ou de gargousses, jusqu'au poids de cinquante livres. Jamais armée n'avait encore fait une expédition si difficile, ou n'avait supporté une telle fatigue. Enfin, au bout de cinq jours toute l'artillerie fut de l'autre côté de la montagne, et le roi lui-même partit le 3 juillet pour la traverser, par Bercetto, Casi et San-Terenzo [1].

L'avant-garde du maréchal de Gié établie à Fornovo, n'était composée que de six cents lances, et quinze cents Suisses. L'armée des confédérés qui s'était rassemblée près de Parme, était commandée par François de Gonzague, marquis de Mantoue, qui, malgré sa jeunesse, passait pour un des meilleurs capitaines de l'Italie. Luca Pisani et Marco Trévisani, provéditeurs vénitiens, lui avaient été donnés pour conseillers. Les troupes milanaises étaient commandées par le comte de Caiazzo, secondé par François Bernardin Visconti, commissaire, et l'un des principaux chefs du parti Gibelin à Milan. On comptait dans leur armée deux mille cinq cents hommes d'armes, et plus de cinq mille chevau-légers, dont la moitié étaient des Stradiotes d'outre-mer. Le nombre réel de la cavalerie est tou-

[1] Mémoires de Phil. de Comines. L. VIII, ch. VII, p. 267. — Journal de Charles VIII, par André de La Vigne, p. 155.

jours difficile à calculer dans toutes les relations de cette époque, parce que tantôt l'on comptait six chevaux par lance, tantôt quatre, et quelquefois moins. Piétro Bembo, l'historien vénitien, cherche à représenter l'armée de sa patrie comme bien plus faible qu'elle n'était réellement; et il ne donne en tout au marquis de Gonzague, que douze mille chevaux et autant de gens de pied. D'après les autres historiens, il avait en tout près de quarante mille hommes [1]. Les confédérés auraient pu aisément occuper Fornovo; ils préférèrent asseoir leur camp à la Ghiaruole, trois milles plus bas, pour attirer leur ennemi en rase campagne, et ne pas le réduire à prendre le chemin de Borgo de Val di Taro, et du mont de Cento Croci, qui l'aurait conduit par des pays fort âpres et fort difficiles, il est vrai, jusque dans le voisinage de Tortone [2].

Le maréchal de Gié, arrivé à Fornovo, à une si petite distance d'une armée si supérieure en forces, envoya au camp ennemi un trompette, qui demanda un libre passage pour son roi, et des vivres à un prix équitable. En même temps Gié chargea quelques coureurs de reconnaître le pays ennemi; mais ceux-ci furent repoussés par les Stradiotes. Les capitaines italiens laissèrent échapper, ce jour-là, la plus belle occasion de détruire l'armée française. S'ils avaient attaqué l'avant-garde qui se trouvait alors à plus de trente milles du corps de bataille, ils en auraient eu bon marché : mais ils ne connurent point sa force ou la distance qui séparait les deux corps; et ils laissèrent à Charles VIII le temps d'arriver avec son artillerie et tout le reste de son armée [3].

Même après la réunion de toute l'armée française, elle était encore bien inférieure en forces à celle des alliés. Charles VIII

[1] *Petri Bembi Hist. Venetæ.* Lib. II, p. 55. — Phil. de Comines. Liv. VIII, chap. V. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 100. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 64. — [3] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 100. — Mémoires de Comines. L. VIII, ch. VII, p. 289. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. II, p. 36.

l'avait imprudemment affaiblie par beaucoup de détachements; Comines ne lui donne que neuf cents hommes d'armes, en y comprenant la maison du roi, deux mille cinq cents Suisses, et en tout sept mille hommes payés. Mais il pouvait y avoir de plus quinze cents hommes propres à combattre, qui suivaient le train de la cour comme serviteurs; en effet, Comines ajoute : « Le comte de Pitigliano, qui les avoit mieux comptés « que moi, disoit qu'en tout y avoit neuf mille hommes, et « le me dit depuis notre bataille dont sera parlé [1]. » Ainsi l'armée italienne était quatre fois plus forte. De plus, le manque de vivres au passage de la montagne, et la fatigue, avaient épuisé les Français; enfin l'armure et la manière inaccoutumée de combattre des Stradiotes leur inspiraient quelque terreur.

Le roi, arrivé à Fornovo le dimanche 5 juillet à midi, découvrit, de la hauteur qu'il occupait, le camp des ennemis, comme le sien. L'un et l'autre étaient sur la rive droite du Taro, rivière qui descend des montagnes de Gênes pour se jeter dans le Pô. Les Français, pour continuer leur voyage, devaient passer sur la rive gauche du Taro; cependant le marquis de Gonzague, au lieu d'occuper cette autre rive, avait préféré s'établir du même côté qu'eux, et un peu plus bas, près d'Oppiano, pour conserver une communication facile avec Parme, et empêcher les Français de se jeter dans cette ville. Les collines, rangées en amphithéâtre, laissaient entre elles et les deux camps une large plaine, couverte de graviers, que le torrent dévastait tout entière, mais dont il n'occupait ordinairement que la moindre partie. On pouvait presque toujours le passer à gué, excepté lorsqu'il s'enflait avec une étonnante rapidité par les pluies des montagnes. Alors, il roulait de grosses masses de rocher avec un bruit prodigieux, et

[1] Phil. de Comines. Lib. VIII, ch. II, p. 267.

il coupait toute communication entre ses deux rives. Un petit bois s'étendait sur la droite du Taro, du camp vénitien jusque tout près du camp français ; et il couvrait les Stradiotes lorsqu'ils s'approchaient pour engager des escarmouches [1].

Les Français avoient trouvé à Fornovo beaucoup de vivres dont ils avaient un grand besoin : mais comme ils étaient toujours disposés à soupçonner les Italiens de toute espèce de perfidie, ils craignirent quelque temps que ces vivres ne fussent empoisonnés ; et ce ne fut qu'après beaucoup d'essais faits sur leurs chevaux, qu'ils se hasardèrent enfin à en profiter. Les riches plaines de Lombardie s'étendaient devant leurs yeux ; mais avant d'y parvenir il fallait livrer bataille ; le marquis de Gonzague, en se logeant si près d'eux, manifestait son intention d'en venir aux mains ; il fallait absolument passer devant lui : la vallée n'avait pas d'autre issue, et la grandeur de son camp inspirait quelque terreur aux plus audacieux ; d'autant plus que, selon l'usage italien, il comprenait un espace assez grand en dehors des tentes pour que toute l'armée y pût être rangée en bataille.

Philippe de Comines était tout récemment revenu de Venise ; il connaissait tous les chefs de l'armée ennemie, et il s'était séparé d'eux en bonne intelligence. Le roi désira qu'il renouât avec eux quelque négociation, et il le chargea d'écrire aux deux provéditeurs vénitiens. Mais il ne put cependant se résoudre à proposer aucun terme sur lequel il voulût entrer en accommodement [2]. De son côté, Gonzague, lorsqu'il avait reçu le trompette du maréchal de Gié, avait déjà mis en delibération s'il compromettrait toutes les forces de l'Italie pour arrêter et réduire au désespoir un ennemi qui fuyait. Les chefs de son armée, balançant entre l'honneur et la prudence,

[1] *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 65. — *Fr. Guicciardini Hist.* L. II, p. 101. — Mémoires de Comines. Liv. VIII, ch. IX, p. 295. — *Fr. Belcarii.* L. VI, p. 167. — *Bern. Oricellarii de bello Italico*, p. 77. — [2] Mémoires de Phil. de Comines. L. VIII, ch. IX, p. 298.

n'avaient pu demeurer d'accord : ils avaient demandé de nouveaux ordres à Milan et à Venise; et leurs gouvernements s'étaient décidés à permettre au roi de se retirer sans combat ; les ambassadeurs d'Espagne et d'Allemagne, espérant que leurs maîtres recueilleraient les fruits de la guerre sans être exposés à aucun danger, avaient vainement remontré que l'honneur des armées italiennes serait compromis, si elles n'osaient combattre un ennemi si inférieur en forces, et que les Français ne tarderaient pas à redescendre les Alpes, s'ils étaient assurés que les Italiens ne montreraient jamais le visage[1].

Les provéditeurs vénitiens ne voulurent donc point rejeter absolument les ouvertures de Comines : ils répondirent que le duc d'Orléans, en attaquant Novare, avait commencé les hostilités; que dès lors leurs dispositions n'étaient plus si pacifiques; que cependant l'un d'eux se rendrait volontiers le lendemain à moitié chemin entre les deux armées, pour rencontrer le négociateur français. Cette réponse parvint à Comines le dimanche soir. Les Français passèrent la nuit dans leur camp avec beaucoup d'inquiétude, soit à cause de deux alarmes données successivement par les Stradiotes, contre lesquels on ne s'était point assez soigneusement mis en garde, soit à cause d'une pluie orageuse, accompagnée d'éclairs et de tonnerres, qui commençait déjà à gonfler le Taro; les éclats de la foudre retentissaient dans les gorges de l'Apennin, tandis que le torrent roulait avec fracas des rochers parmi ses flots[2].

Le lendemain, lundi 6 juillet, le roi, déjà armé et à cheval, fit appeler, à sept heures du matin, Comines auprès de lui; il le chargea d'aller avec le cardinal de Saint-Malo, déclarer aux Vénitiens qu'il ne voulait autre chose que continuer sa route, sans faire ni recevoir de dommages. En même temps il tra-

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 101. — [2] Mémoires de Comines. Liv. VIII, chap. IX, p. 299. — *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 102.

versa le Taro en face de Fornovo, pour continuer à le descendre sur la rive gauche, et passer devant le camp vénitien qu'il laissait sur la rive droite, à un quart de lieue de distance. Des escarmouches étaient engagées de tous côtés entre les troupes légères; et le canon commença à tirer au moment où la lettre de Comines et du cardinal de Saint-Malo parvint aux provéditeurs vénitiens. Ils montrèrent cependant encore quelque désir d'entrer en négociation; mais le comte de Caiazzo s'écria qu'il n'était plus temps de parlementer, et que les Français étaient déjà à demi vaincus. L'un des provéditeurs et le marquis de Mantoue furent du même avis; ils imposèrent silence à ceux qui voulaient encore traiter, et la bataille commença[1].

L'avant-garde française était commandée par le maréchal de Gié et Jean-Jacques Trivulzio : elle était forte de trois cent cinquante hommes d'armes, les meilleurs de l'armée; trois mille Suisses les suivaient, sous la conduite d'Engelbert de Clèves, frère du duc de Nevers, du bailli de Dijon, et de Lornay, grand écuyer de la reine: enfin, ils étaient soutenus par trois cents archers de la garde, auxquels le roi avait fait mettre pied à terre. Le roi, qui commandait la bataille, laissa partir cette avant-garde pendant qu'il passait la rivière, en sorte qu'elle était déjà parvenue en face du camp italien, lorsqu'il en était encore à une grande distance. Guynot de Lousières, un des maîtres d'hôtel du roi, et Jean de la Grange, bailli d'Auxonne, commandaient l'artillerie. Gilles Caronnel de Normandie portait l'enseigne des cent gentilshommes de la garde, et Aymar de Prie, celles des pensionnaires. Deux cents arbalétriers à cheval, les Écossais et deux cents archers français étaient conduits par M. de Crussols. Claude de la Chastre commandait le corps de bataille sous le roi, et l'as-

[1] Mémoires de Comines Liv. VIII, ch. X, p. 305.

sistait de ses conseils. Enfin l'arrière-garde était commandée par MM. de Guise et de La Trémouille. Tous les bagages, portés par près de six mille bêtes de somme, furent envoyés du côté de la montagne qui était à quelque distance de l'armée, à sa gauche, sous la conduite du capitaine Odet de Riberac, mais sans troupes pour les couvrir[1].

L'armée italienne avait jusqu'alors observé les mouvements des Français, et les avait laissés se déployer sur la grève; mais lorsqu'ils furent en pleine marche, et que leurs trois corps se furent assez éloignés les uns des autres pour ne plus se soutenir, François de Gonzague fit commencer l'attaque. Pendant que le roi descendait sur la rive gauche du Taro, Gonzague remontait sur la droite: il avait occupé Fornovo, d'où les Français venaient de partir; et c'est là qu'il passa la rivière à leur suite, à la tête de six cents hommes d'armes, la fleur de toutes son armée, d'un gros escadron de Stradiotes, et de cinq mille fantassins. Il laissa sur l'autre rive Antoine de Montéfeltro, fils naturel du précédent duc d'Urbin, avec une forte réserve, pour le seconder quand il en aurait besoin. Il avait ordonné que lorsqu'on le verrait engagé avec l'arrière-garde, un autre bataillon de Stradiotes passât la rivière un peu plus bas, et vînt donner sur les flancs de l'armée française, qu'un troisième suivît, sur la gauche et vers les montagnes, les bagages que le capitaine Odet cherchait à éloigner. D'autre part, le comte de Caiazzo, avec quatre cents gendarmes et deux mille fantassins, passa le Taro en face de l'avant-garde française, pour l'attaquer de front. Il laissa sur l'autre bord Annibal Bentivoglio, avec une réserve de deux cents hommes d'armes; enfin, les provéditeurs vénitiens demeurèrent chargés de la garde du camp, avec deux fortes

[1] André de La Vigne, Journal, p. 158. — Ph. de Comines. Liv. VIII, ch. XI, p. 307. — *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 103.—*Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 68.—*Arnoldi Ferroni.* Lib. I, p. 16.

compagnies de gendarmerie et mille fantassins. Ainsi les Vénitiens se préparaient à attaquer en même temps l'armée française, en tête, en queue et en flanc : mais accoutumés aux batailles d'Italie, dans lesquelles un escadron se présentait après l'autre, et s'attendait toujours à être soutenu par des troupes nouvelles, ils négligèrent de faire usage de toutes leurs forces à la fois; ils affaiblirent leur armée par de fortes réserves qu'ils laissèrent au-delà du fleuve, et leur plus grande faute fut de ne pas régler d'avance la marche de ses réserves, pour qu'elles arrivassent successivement au combat [1].

Cependant l'attaque du marquis de Mantoue était conduite avec une grande bravoure : au premier choc entre sa gendarmerie et celle de l'arrière-garde française, toutes les lances volèrent en éclats; et les deux corps se mêlèrent, combattant de près avec leurs masses d'armes et leurs estocs. Le roi, qui dans ce moment armait des chevaliers au corps de bataille, averti par le bruit qu'il entendait derrière lui, fit faire volte-face à son corps d'armée, et vint secourir son arrière-garde. Il se séparait ainsi toujours plus de l'avant-garde qui, pendant cette marche rétrograde, continuait à avancer le long de la grève. Chacun courant plus ou moins vite, selon son ardeur à entrer dans le combat, le roi se trouva presque seul, tandis qu'un autre corps ennemi qui avait passé la rivière sur ses flancs n'était pas à cent pas de lui. Le bâtard de Bourbon, qui marchait à côté de lui, ayant tourné sur ces nouveaux ennemis pour les charger, fut emporté par son cheval et fait prisonnier. Charles VIII, à ce qu'on assure, se conduisit dans ce danger avec une remarquable intrépidité, se jetant hardiment au plus fort de la mêlée, encourageant ses soldats, et paraissant se croire assuré du secours divin [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 104. — *Pauli Jovii Hist.* L. II, p. 69. — *Barthol. Senaregæ de rebus Gen.* T. XXIV, p. 554. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. II, p. 38. — *Andrea Navagiero Stor. Venez.* p. 1205. — [2] Phil. de Comines, Mémoires. L. VIII, ch. XI,

Les Français, attaqués par des forces très supérieures, n'auraient probablement pas pu résister longtemps, si quinze cents Stradiotes avaient exécuté les ordres qu'ils avaient reçus, et s'étaient mêlés avec les gendarmes ; une fois que l'ordonnance des derniers était rompue, les Stradiotes, avec leurs longs sabres, acquéraient l'avantage sur des cavaliers armés de lances, et ils auraient fait un grand carnage des chevaliers français. Mais au milieu du combat, ces troupes légères s'aperçurent que leurs camarades avaient atteint les bagages de l'ennemi, qu'ils se partageaient ce butin considérable, et qu'ils s'enrichissaient, tandis qu'eux ne trouvaient sur leur route que des dangers. Tous les Stradiotes quittèrent aussitôt la bataille pour se jeter sur les bagages qu'ils voyaient livrés au pillage : bientôt les fantassins, et même plusieurs gendarmes, prirent la même route. François de Gonzague, abandonné par ceux sur lesquels il avait le plus compté, perdit alors l'avantage qu'il avait eu au commencement. Son oncle, Rodolphe de Gonzague, avait été tué presque dès les premiers coups de lance. Il avait la commission de faire avancer Antoine de Montéfeltro : celui-ci ne recevant point d'ordre, resta immobile. François de Gonzague fut enfin repoussé : ses cavaliers en fuyant traversèrent la rivière, les uns pour rentrer dans leur camp, les autres pour se jeter sur Fornovo ; et l'arrière-garde française, les poursuivant à bride abattue, s'éloigna du roi, qui se trouva de nouveau séparé de tous les siens, et exposé à d'assez grands dangers[1].

Pendant le même temps le comte de Caiazzo avait chargé l'avant-garde française, mais avec beaucoup moins d'ardeur : quand il fut arrivé sur le front de la gendarmerie française, il tourna bride sans rompre une lance, et commença à fuir,

p. 308. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 68. — [1] Mémoires de Phil. de Comines. Lib. VII, ch. XI, p. 309. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 105. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 71. — *Petri Bembi Histor. Ven.* Lib. II, p. 68.

peut-être avec l'intention de se faire poursuivre, et d'éloigner ainsi toujours plus l'avant-garde du lieu où combattait le roi : du moins le maréchal de Gié le soupçonna ; car il retint, quoiqu'à grand peine, ses gendarmes qui voulaient poursuivre les fuyards. Le roi, laissé quelques moments seul entre les deux troupes, se vit entouré et attaqué par des cavaliers ennemis, qui, fuyant le long de la grève, s'aperçurent de son isolement. Cependant Charles VIII fut secouru à temps par une bande de gentilshommes qui revinrent à lui. Bientôt après, l'arrière-garde qui avait poursuivi l'ennemi jusque près de Fornovo, tourna bride pour rejoindre le roi ; et alors tous ensemble ils continuèrent à descendre sur la gauche du fleuve, pour rejoindre l'avant-garde du maréchal de Gié[1].

Celui-ci voyait vis-à-vis de lui, sur l'autre bord du fleuve, le comte de Cajazzo qui avait rejoint sa réserve, et auquel le marquis de Gonzague vint bientôt après se réunir, ramenant tout ce qui s'était enfui du côté de Fornovo. L'armée italienne était encore fort supérieure en nombre à la française. Dans le conseil de cette dernière, on mit cependant en délibération si elle attaquerait à son tour. Jean-Jacques Trivulzio, Camille Vitelli et Francesco Secco, condottieri italiens attachés au roi, voulaient qu'il poursuivît sa victoire, qu'il repassât le Taro, qu'il attaquât le camp italien sur l'autre rive, et qu'il profitât de la terreur dont les ennemis laissaient voir les signes. Ces généraux faisaient remarquer que la route de Parme était couverte de monde ; ce qui donnait lieu de croire que beaucoup de fuyards avaient déjà abandonné le camp, et se sauvaient dans cette direction. Mais les capitaines français qui connaissaient mal les chemins, qui croyaient difficilement à tant de terreur dans une si grande armée, et qui sentaient leurs chevaux et leurs hommes fatigués, ne voulurent pas

[1] Mémoires de Ph. de Comines. Liv. VIII, ch. XII, p. 313.

s'exposer à perdre l'avantage qu'ils avaient déjà obtenu. Après quelque discussion, le roi alla loger à un hameau sur le Taro, un peu plus bas que l'endroit où la bataille s'était donnée, dans une petite maison, où il se mit à couvert de la pluie qui n'avait pas cessé de tomber[1].

Le choc entre la gendarmerie du marquis de Mantoue et l'arrière-garde française, n'avait pas duré plus d'un quart d'heure, et la poursuite plus de trois quarts d'heure; tant l'impétuosité française et la violence des charges de gendarmerie avaient confondu les tacticiens italiens. Les vainqueurs ne perdirent guère plus de deux cents hommes; les vaincus près de trois mille cinq cents. Un grand nombre de cavaliers renversés dès le premier choc, furent massacrés par terre, à coups de haches, par les valets de l'armée; les fantassins séparés de leur cavalerie furent hachés en pièces : on compta parmi les Italiens tués à cette journée, Rodolphe de Gonzague, oncle du marquis; Ranuccio Farnèse, Jean Piccinino, petit-fils du fameux Nicolas; Galéaz de Correggio, Robert Strozzi et Alexandre Béroaldi; Bernardino de Montone, petit-fils du grand Braccio, avait aussi été laissé parmi les morts, mais il guérit de ses blessures[2]. Les Français ne firent pas un seul prisonnier, par le même motif qui les détournait ou de défendre leur propre bagage, ou de chercher à piller les ennemis. Ils étaient en trop petit nombre, et trop éloignés de leur pays, pour vouloir se charger de rien qui retardât leur marche. Plusieurs fois, pendant le combat, on les entendit s'écrier : *Souvenez-vous des Guinegates !* Dans ce lieu, en ef-

[1] Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, ch. XII, p. 318. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 107. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 73. — *Franc. Belcarii Comment. rerum Gall.* L. VI, p. 169. — *Arn. Ferroni.* Lib. I. p. 17. — [2] *Rosmini Hist. di Gian-Jac. Trivulzio.* L. VI, p. 250. — *Franc. Guicciardini.* Lib. II, p. 107. — *Pauli Jovii.* Lib. II, p. 73. — André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 166. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. II, p. 38. — *Bern. Oricellarius.* p. 75-83. Mais cet auteur, pour avoir un style plus classique, supprime tous les détails qui donneraient de la vérité à son récit.

fet, ils avaient perdu une victoire déjà assurée, pour s'être attachés à piller[1].

La terreur était plus grande dans le camp des Italiens que les Français ne pouvaient le supposer. La perte prodigieuse que les premiers avaient faite en si peu de temps avait frappé leur imagination, et il fut difficile pendant la nuit de retenir les soldats, qui voulaient tous s'enfuir à Parme. Le comte de Pitigliano, qui avait été fait prisonnier à Nola, et qui était conduit par le roi à la suite de son armée avec le comte Virginio Orsini, son cousin, s'étant échappé au milieu de la bataille et ayant été joindre les Vénitiens, contribua beaucoup à les calmer. Il poursuivit les fuyards pendant près de deux heures pour les rappeler au combat, en criant : *Pitigliano*. S'il avait pu les réunir, il se croyait assuré qu'une nouvelle attaque sur les Français perdrait ces derniers sans ressources. Il avait vu en effet le désordre de leur camp ; il s'était convaincu que leur ordonnance de bataille avait été presque l'ouvrage du hasard, et qu'un seul choc de cavalerie, mal soutenu par les Italiens, avait décidé du sort de la journée. Il savait que les Français n'étaient point encore tranquilles sur leur retraite, et qu'il serait facile de leur faire ressentir à leur tour la terreur qu'ils imprimaient à leurs ennemis. Mais tous ses efforts n'aboutirent qu'à empêcher l'armée de se dissiper. Il lui fut impossible de l'engager à une nouvelle attaque qu'il voulait tenter pendant la nuit. D'ailleurs, la pluie continuelle avait enfin gonflé le Taro, et ce torrent opposait déjà entre les deux armées une barrière difficile à franchir[2].

Dans la journée du 7 juillet, le roi alla loger à Médésana, un mille plus bas que l'endroit où il avait couché. En même temps il chargea Comines de renouer les négociations, s'il était

[1] *Fr. Guicciardini*, Lib. II, p. 107. — Phil. de Comines. L. VIII, chap. XII, p. 315. —
[2] *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 109. — Mém. de Comines. L. VIII, ch. XII, p. 318 — *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 72 et 74. — *Petri Bembi Hist. Venetæ*, Lib. II, p. 38.

possible, car il désirait s'assurer une retraite tranquille, et il ne l'entreprenait pas sans inquiétude devant une armée fort supérieure en nombre. Il nomma, pour traiter de concert avec Comines, le cardinal de Saint-Malo, le maréchal de Gié et Louis de Hallewin, seigneur de Piennes. Les commissaires italiens furent le marquis de Mantoue, le comte de Caiazzo, et les deux provéditeurs vénitiens. C'étaient de part et d'autre les principaux personnages des deux armées. Mais la difficulté était de les réunir. Ils s'avancèrent les uns et les autres, chacun de leur côté, sur la grève ; aucun cependant ne voulait passer la rivière, et les pluies l'avaient tellement accrue et la rendaient si bruyante, qu'il ne pouvait être question de traiter d'une rive à l'autre. Comines passa vers les Vénitiens avec Robertet, secrétaire du roi ; mais il n'était chargé pour eux d'aucune proposition autre que de les amener à une conférence. Dans ce pourparler, il fut question de la bataille précédente, et le marquis de Mantoue, qui croyait son oncle encore vivant, le recommanda à Comines, ainsi que tous les prisonniers. Celui-ci n'eut garde de répondre que les Français n'avaient fait de quartier à personne. Il fut convenu qu'on aurait une seconde conférence le soir ; mais les Vénitiens firent ensuite avertir Comines de la remettre au lendemain, pour ne point se hasarder à rencontrer les Stradiotes, qu'on ne pouvait soumettre à aucune discipline. Le roi n'avait point intention d'attendre ce lendemain. Une heure avant le jour les trompettes sonnèrent, avec le cri ordinaire : *faites bon gué*. C'était le signal convenu pour que chacun montât à cheval, et prit le chemin de Borgo San-Donnino[1].

Ce départ de nuit, en tournant le dos à l'ennemi, était fait pour répandre la terreur dans l'armée. En effet, elle entreprenait de traverser dans des bois un pays montueux et diffi-

[1] Phil. de Comines. L. VIII, ch. XIII, p. 322. — André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 166. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 75.

cile, avant de parvenir à la plaine et à la grande route ; et comme, par la négligence du grand écuyer, elle partait sans guides, elle s'y égara. Mais les feux que les Français avaient laissés dans leur camp trompèrent les Vénitiens, qui ne s'aperçurent point de leur départ avant midi. Des pluies continuelles avaient gonflé toujours plus la rivière ; et jusqu'à quatre heures personne ne s'aventura à la passer. Enfin le comte de Caiazzo la traversa avec deux cents chevaux italiens, non sans y perdre un homme ou deux. Cet heureux incident donna aux Français le loisir de parcourir environ six milles dans un pays de collines, où ils auraient pu être fort inquiétés, et de parvenir dans une grande plaine, où leur avant-garde, leur artillerie et leurs bagages, partis beaucoup plus tôt pendant la nuit, les attendaient déjà [1].

Une armée qui recule devant l'ennemi perd bientôt courage, lors même qu'elle n'a eu que des succès. L'arrière-garde, en arrivant dans la plaine, vit avec effroi le corps d'armée qui l'attendait, au milieu duquel le drapeau de Trivulzio lui parut être celui du marquis de Mantoue. L'avant-garde n'eut pas moins de crainte en voyant approcher l'arrière-garde, jusqu'à ce que les coureurs des deux parts se fussent reconnus. A peine les Français étaient-ils arrivés à San-Donnino qu'une fausse alarme les obligea d'en ressortir ; elle sauva au reste ce bourg du pillage, que les Suisses commençaient déjà [2].

La première nuit le roi alla coucher à Firenzuola, et la seconde sur la Trebbia, au-delà de Plaisance ; jusque-là il avait cheminé sans être atteint par la cavalerie légère des ennemis. Il crut n'avoir plus de dangers à courir, et il ne fit passer la Trebbia qu'à une partie de son armée, laissant de l'autre côté de la rivière presque toute son artillerie avec deux cents lances, et les Suisses pour la garder. Il n'avait eu d'autre motif,

[1] Mémoires de Ph. de Comines. L. VIII, ch. XIII, p. 328. — [2] Journal d'André de La Vigne, p. 167.

en partageant ainsi ses soldats, que de trouver pour tous des logements plus commodes. Mais les rivières d'Italie sont sujettes à des crues d'eau si subites qu'on ne doit jamais compter sur les gués qu'on y a reconnus. A dix heures du soir la rivière s'éleva rapidement à une si grande hauteur, par l'effet des pluies tombées dans les Apennins, qu'il eût été impossible de la traverser aussi bien à cheval qu'à pied. Une moitié de l'armée n'avait déjà plus aucun moyen de secourir l'autre ; et cependant l'ennemi était fort près d'elle, car le comte de Caiazzo était entré dans Plaisance, dont il avait renforcé la garnison. Les Français, sur l'une et l'autre rive, cherchèrent toute la nuit, avec une extrême inquiétude, quelque moyen de communiquer, sans pouvoir en découvrir aucun ; lorsque vers cinq heures du matin les eaux commencèrent à s'abaisser d'elles-mêmes. Alors on se hâta de tendre des cordes d'une rive à l'autre, pour soutenir les gens de pied qui passèrent à gué, ayant de l'eau jusqu'au-dessus de l'estomac, et l'on réunit les deux corps d'armée, que l'on se reprochait d'avoir séparés[1].

Le comte de Caiazzo avait trouvé à Plaisance cinq cents fantassins allemands ; il les joignit aux chevau-légers qu'il avait amenés, et ayant atteint à la Trebbia l'armée française, il ne cessa plus de l'inquiéter dans sa retraite, tandis qu'elle se dirigeait par Castel San-Giovanni, Voghera, Tortone et Nizza de Montferrat. Les provéditeurs vénitiens ne voulurent pas permettre que leur armée se rapprochât jamais assez de celle de Charles, pour lui livrer une seconde bataille. Cependant, plus les Français approchaient du pays où ils comptaient enfin se trouver en sûreté, moins ils montraient d'envie de combattre[2]. Trois cents Suisses, armés de couleuvrines et d'arquebuses à chevalet, couvrirent seuls leur retraite. Ils atten-

[1] Phil. de Comines. Liv. VIII, chap. XIII, p. 330. — *Fr. Guicciardini*. lib. II, p. 110. — André de la Vigne, Journal, p. 168. — [2] Mémoires de Comines. Liv. VIII, chap. XIII, p. 332.

daient les Stradiotes jusqu'à demi-portée de leurs pièces, avec un flegme qui ne se démentit jamais; et ils les faisaient reculer ensuite par un feu bien nourri. Les Français montraient beaucoup moins de sang-froid pour affronter le danger; mais ils supportaient sans murmurer les incommodités d'une retraite fort pénible. Les logements n'étaient plus distribués par les fourriers, et chacun s'établissait comme il pouvait, sans troubles ni débats : on n'obtenait des vivres qu'avec beaucoup de difficulté; et sans le crédit que Jean-Jacques Trivulzio exerçait sur le parti guelfe dans toute la Lombardie, l'armée aurait cruellement souffert de la faim. Le besoin d'eau tourmentait davantage encore le soldat. Il marchait pendant les plus grandes chaleurs de l'été; et pour éteindre la soif qui le dévorait, il entrait jusqu'à la ceinture dans les fossés fangeux des petites villes et villages. Les premiers arrivés trouvaient ainsi de l'eau qui n'était pas encore troublée : mais la foule des soldats, des valets et des chevaux qui se pressaient derrière eux, épuisait bientôt ces fossés, ou en mêlait l'eau avec une boue infecte [1].

Le roi partait avant le jour, et marchait jusqu'à midi; alors chacun prenait place où il pouvait; les seigneurs comme les valets étaient réduits à aller chercher des vivres et du fourrage pour leurs chevaux. Comines, qui dit être un de ceux qui souffrirent le moins, et qui était déjà avancé en âge, fut par deux fois obligé d'aller au fourrage pour son cheval, et de se contenter d'un morceau du plus mauvais pain. Mais lui, qui avait suivi le duc de Bourgogne dans des guerres désastreuses, où ses troupes n'avaient cependant jamais autant souffert, ne pouvait assez admirer la patience et la gaîté de ces soldats français, qui ne proféraient jamais une plainte. La grosse artillerie retardait singulièrement la marche de

1. Mémoires de Ph. de Comines. L. VIII, ch. XIV, p. 334. — *Bern. Oricellarii de bello Italico*, p. 86.

l'armée; à toute heure les affûts éprouvaient quelque accident, ou les chevaux manquaient; mais il n'y avait pas un chevalier qui refusât de mettre la main à l'œuvre, ou de prêter son cheval, pour tirer un canon d'un mauvais pas, en sorte que dans ce pénible voyage il ne se perdit pas une pièce ni une livre de poudre. Enfin le mercredi 15 juillet, huitième jour depuis le départ de Médésana, les Français, qui avaient passé la veille sous les murs d'Alexandrie, arrivèrent à Asti, où ils se trouvèrent en même temps dans un lieu de sûreté et de repos, et dans une place abondamment pourvue de vivres[1].

Le duc d'Orléans n'avait pas pu revenir à Asti pour y recevoir Charles VIII; il était allé s'enfermer dans Novare, et c'était là qu'il avait réuni tous les renforts qui étaient successivement arrivés de France. Son armée était en bon état et bien disciplinée; entre les Suisses et les Français, elle était forte de sept mille cinq cents hommes touchant la solde. Mais le duc comptant sur la richesse et la fertilité de la province, loin de faire de nouveaux magasins à Novare, avait laissé dilapider ceux qu'il y avait trouvés. L'armée du duc de Milan était venue l'assiéger avant qu'il eût réparé cette erreur; et celle des Vénitiens, qui avait combattu les Français à Fornovo, au lieu de suivre Charles VIII, avait joint les assiégeants. Aussi, à peine le duc d'Orléans sut-il l'arrivée du roi à Asti qu'il le fit presser de venir le délivrer[2].

Charles VIII, non plus que ses soldats, n'était plus si empressé de combattre; au bout de peu de jours, il passa d'Asti à Turin pour essayer de traiter avec les confédérés, par l'entremise de la duchesse régente de Savoie. Ceux-ci avaient également envie de conclure une bonne paix, et ils auraient vu

[1] Mémoires de Philippe de Comines. Liv. VIII, ch. XIV, p. 337. — André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 170. — *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 111. — *Pauli Jovii Hist. sui tempor.* Lib. II, p. 76. — [2] Phil. de Comines, Liv. VIII, ch. XIV, p. 338. — *Franc. Guicciardini*. Lib. II, p. 111. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. II, p. 81. — *Pauli Jovii*. L. III, p. 93. — *Bern. Oricellarii Comm.* p. 87.

avec plaisir Comines revenir à eux pour négocier ; mais des intrigues de cour et la jalousie du cardinal de Saint-Malo l'en empêchèrent ; et comme l'un et l'autre parti craignait de faire les premières avances, le roi envoya le bailli de Dijon aux Suisses pour lever chez eux et conduire à Novare cinq mille soldats[1].

Le temps s'écoulait cependant ; Charles VIII, oubliant la guerre, ne s'occupait déjà plus que de ses plaisirs. Il avait été logé à Chiéri, chez un des hommes les plus distingués de la province, Jean de Soléri, dont la fille avait été chargée, par la ville, de lui adresser une harangue. Elle s'en était acquittée avec beaucoup de grâce[2], et le roi avait cru dès lors n'avoir plus d'autres affaires que de séduire Anne de Soléri. Il allait sans cesse de Turin à Chiéri, sans trop songer à l'état d'anxiété et de pénurie où se trouvait le duc d'Orléans. Celui-ci, qui était alors même affaibli par une fièvre quarte, voyait tous les jours croître le nombre des ennemis qui l'assiégeaient. On ne comptait pas moins de onze mille landsknechts dans leur armée, à la tête desquels on remarquait un duc de Brunswick et George de Piétra Plana (Ébenstein), capitaine allemand distingué. Maximilien n'avait fourni que la plus petite partie de ces soldats, les autres avaient été levés en Allemagne avec l'argent des confédérés[3].

Les amis du duc d'Orléans l'avaient invité à se retirer à Verceil ou à Asti, avec une partie de ses troupes, avant que toutes les issues lui fussent fermées à Novare : il aurait ainsi diminué la garnison que devaient nourrir les magasins presque épuisés de cette ville, et il aurait en même temps exercé plus

[1] Phil. de Comines. Liv. VIII, ch. XV, p. 339. — Il partit le 15 août. André de La Vigne, p. 172. — [2] « Sans fléchir, tousser, cracher, ne varier en aucune manière, » dit André de La Vigne. Journal, p. 171. — *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 118. — *Pauli Jovii Hist.* L. III, p. 93. — [3] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 116. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. III, p. 95. — *Fr. Belcarii Comment.* Lib. VII, p. 181. — *Bernardi Oricellarii,* p. 88.

d'influence sur les conseils du roi; mais George d'Amboise, son favori, alors archevêque de Rouen, et depuis cardinal, avait été envoyé par lui à Asti; il s'était lié avec le cardinal de Saint-Malo, favori de Charles VIII, et ces deux hommes d'église, jugeant des affaires de la guerre d'après leurs propres préjugés, sans vouloir entendre l'opinion des militaires, persistaient à assurer au duc d'Orléans que le roi ne tarderait pas à marcher sur Novare pour le délivrer par une bataille, tandis que l'observateur le moins attentif aurait pu reconnaître que l'armée ne retournerait point au combat sans y être conduite par le roi, et que le roi n'avait aucune envie de l'y conduire[1].

Ces fausses informations engagèrent le duc d'Orléans à s'obstiner à rester dans Novare, encore que les besoins de son armée s'accrussent tous les jours, et qu'ils se changeassent enfin en une effroyable famine. Les généraux de Charles VIII essayèrent, il est vrai, à plusieurs reprises, de faire passer des vivres aux assiégés; mais leurs convois tombèrent presque tous entre les mains de l'ennemi, avec beaucoup de perte pour l'armée française; en même temps, la misère allait croissant à Novare, et chaque jour des bourgeois et même des soldats y mouraient de faim. Tous les hommes sages de l'armée, mais surtout les militaires, désiraient terminer la campagne par un traité honorable. Ils représentaient que l'hiver approchait, que le roi n'avait plus d'argent, qu'il ne restait que très peu de Français à l'armée, que plusieurs d'entre eux étaient tombés malades, que les autres avaient tant d'impatience de retourner en France qu'il en partait tous les jours, les uns avec congé du roi, les autres sans l'attendre. Le prince d'Orange, arrivé tout récemment de France, et qui comptait peu sur les ressources du pays, insistait sur la nécessité de traiter, et l'on

[1] Phil. de Comines. L. VIII, chap. XVI, p. 348. — *Arn. Ferroni. lib.* II, p. 21.

savait d'autre part que Louis-le-Maure ne demandait pour toute condition que la restitution de Novare. Mais le conseil était alors uniquement dirigé par les ecclésiastiques, et le cardinal de Saint-Malo profitait de l'absence ou des amours du roi, qui ne se mêlait plus d'aucune affaire, pour empêcher toute négociation [1].

L'armée italienne ne se contentait pas de bloquer Novare, elle avait successivement attaqué et forcé les postes avancés que les Français avaient fortifiés autour de cette ville ; elle s'était établie à Saint-François, à Saint-Nazare, à Bolgari, de manière à fermer aux assiégés toute communication avec la campagne, et en même temps à rendre ses propres positions presque inattaquables [2]. Encore que de part et d'autre on eût une égale envie de traiter, on n'arrivait point à ouvrir des négociations, parce que chacun mettait son point d'honneur à ne pas faire les premières avances. Mais, sur ces entrefaites, la marquise de Montferrat vint à mourir. Cette sage et belle princesse avait toujours été une alliée fidèle au roi. Elle périssait à vingt-neuf ans, laissant en bas âge ses enfants, dont la tutelle était disputée entre le marquis de Saluces et Constantin Arianités, l'un des seigneurs de Bazan en Épire, oncle et principal conseiller de la marquise qui venait de mourir. Charles VIII, par reconnaissance pour sa mémoire, envoya Comines à Cassal pour régler cette tutelle, qui fut déférée au seigneur Constantin [3]. Mais pendant le séjour de Comines à cette cour, il y rencontra un envoyé du marquis de Mantoue, que celui-ci avait chargé de complimenter le jeune marquis de Montferrat, son parent. Cette rencontre donna lieu à l'ouverture de négociations qui devinrent bientôt plus directes, parce

[1] Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, ch. XVI, p. 346. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 97. — *Fr. Belcarii Comment.* Lib. VII, p. 188. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 118. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 96. — [3] Phil. de Comines. Liv. VIII, ch. XVI, p. 350. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 122. — *Fr. Belcarii Rer. Gallic.* Lib. VII, p. 184.

que Comines écrivit aux deux procurateurs vénitiens[1].

Les deux partis, ayant une égale envie de traiter, et une égale inquiétude sur les chances de la guerre, convinrent d'ouvrir des conférences, à moitié chemin de Novare à Verceil, entre Bolgaré et Camariano. Le prince d'Orange, le maréchal de Gié, de Piennes et Comines, traitaient pour la France; le marquis de Mantoue et Bernard Contarini, pour les alliés. Le roi, qui n'espérait plus sauver Novare, cherchait seulement à en retirer son cousin avec honneur. Il proposait que cette ville, reconnue comme relevant de l'Empire, fût remise aux officiers de Maximilien qui se trouvaient avec les confédérés[2]. Mais n'ayant pu obtenir cette condition, et la faim pressant toujours plus les assiégés, on convint seulement que le duc d'Orléans sortirait de Novare avec toutes ses troupes, à la réserve de trente hommes qu'il laisserait dans le château, et que, jusqu'à l'issue des négociations, la ville ne serait plus gardée que par les bourgeois, auxquels le duc de Milan laisserait parvenir des vivres seulement jour par jour[3].

La ville était déjà évacuée, et les conférences, qui se continuaient chaque jour, semblaient devoir approcher d'un heureux résultat. Louis-le-Maure y assistait avec la duchesse de Milan, sa femme, en qui il avait la plus grande confiance, lorsque le bailli de Dijon, qui avait été envoyé en Suisse pour y lever cinq mille hommes, arriva à portée du camp français avec les premières colonnes de ces nouvelles troupes. L'expédition dans le royaume de Naples, où Charles VIII avait conduit pour la première fois des soldats suisses, avait animé ces montagnards d'une ardeur nouvelle, et les avait remplis des plus grandes espérances; les riches plaines de Lombardie

[1] *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 97. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 128. — Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, chap. XVI, p. 357. — [3] Ph. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, ch. XVII, p. 360.

leur paraissaient abandonnées à leur discrétion. C'était tout récemment qu'ils avaient commencé à se mettre à la solde des nations étrangères ; et cette carrière de fortune et de gloire avait pour eux tout l'attrait de la nouveauté. Le bailli de Dijon n'avait voulu lever que cinq mille Suisses ; vingt mille d'entre eux se mirent en mouvement, et l'on fut obligé de donner des ordres aux frontières de Piémont, pour n'en pas laisser passer davantage : autrement jusqu'aux femmes et aux enfants paraissaient déterminés à se jeter sur l'Italie[1].

L'arrivée de cette multitude inattendue, qui changeait, à un tel point la proportion des forces des deux armées, aurait certainement empêché l'évacuation de Novare, si on ne l'avait pas effectuée deux ou trois jours auparavant. Elle pouvait de même faire mettre en délibération s'il ne valait pas mieux rompre toute négociation, et si le roi avec une armée si nombreuse, si belliqueuse, et commandée par d'aussi bons officiers, ne devait pas saisir l'occasion de tenter la conquête de la Lombardie. On ne pouvait douter que l'abandon de Novare, et la retraite de Charles VIII au-delà des Alpes, ne dût jeter un découragement extrême dans l'armée qui défendait encore le royaume de Naples, et ne déconcertât tous les partisans de la France ; qu'elle ne dût relever tout autant les espérances et l'orgueil du parti ennemi. Le camp vénitien, il est vrai, était assis dans un lieu si fort et appuyé par des ouvrages si redoutables, qu'on pouvait regarder comme téméraire l'entreprise de le forcer : mais si les Français, au lieu de l'attaquer, eussent marché sur Milan ou sur Pavie, ils auraient contraint le marquis de Mantoue à les suivre, et ils ne lui auraient laissé de choix qu'entre une bataille et la perte du pays qu'il s'était chargé de défendre. Jamais les Français

[1] Phil. de Comines, Liv. VIII, chap. XVII, p. 563. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II. p. 123. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 97. — *Fr. Belcarii Comment. Rerum Gallic.* Lib. VII, p. 186.

n'avaient eu une plus belle occasion de s'assurer l'empire de l'Italie ; et le duc d'Orléans employait tous ses moyens de persuasion et tout son crédit pour le faire sentir [1].

Ce crédit, il est vrai, était fort limité ; le duc d'Orléans était suspect aux favoris du roi ; la mémoire des guerres civiles où il s'était engagé était encore toute récente, et loin de faciliter son agrandissement, la cour était disposée à mettre obstacle à ce qu'il acquît le Milanais : aussi Jean-Jacques Trivulzio proposait aux Vénitiens un traité particulier avec Charles VIII, en vertu duquel Louis-le-Maure aurait été forcé à résigner le duché de Milan à Maximilien Sforza, fils de son neveu Jean Galéaz, tandis que Crémone avec son territoire aurait été cédée aux Vénitiens, en compensation des frais de la guerre [2]. Cette négociation, qui n'eut pas de succès, contribua cependant à ébranler la confiance mutuelle des puissances italiennes.

Mais c'était la disposition de la noblesse française qui mettait surtout obstacle au renouvellement de la guerre ; elle était fatiguée de cette expédition, et ne voulait plus combattre ; son impatience de retourner en France était extrême : elle prétendait que ce qu'il restait de gendarmerie dans l'armée n'était plus en proportion avec une si grande masse d'infanterie étrangère ; cette observation même lui donna bientôt lieu d'élever d'étranges soupçons contre ces milices suisses qui étaient accourues avec tant d'empressement. Les courtisans déclaraient que c'était le comble de l'imprudence, de commettre le roi et toute la noblesse du royaume entre les mains d'une multitude indomptée, orgueilleuse, et qui se sentait toute puissante. Ils s'opposèrent à la réunion de dix mille hommes qui étaient restés en arrière de Verceil, avec les dix mille autres qui étaient déjà au camp ; et ils donnèrent

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 123. — Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, chap. XVII, p. 364. — [2] *Bernardi Oricellarii Comm. de bello Italico*, p. 89.

tant de crédit à ces craintes absurdes que la troupe qui devait inspirer le plus de confiance était devenue au contraire le plus grand objet de terreur. . . . .

Dans cette situation, Charles VIII se montra disposé à abandonner tous ses avantages, s'il pouvait à ce prix engager le duc de Milan à se détacher de la ligue pour faire avec lui un traité particulier. Les négociations précédentes avec Venise l'y avaient préparé; et les Vénitiens eux-mêmes n'y mirent point d'obstacle, assurés que la seule chose qui importât au repos de l'Italie, c'était la retraite de Charles VIII au-delà des Alpes. Un traité de paix et d'amitié fut en effet conclu, le 19 octobre, au camp de Verceil, entre Charles VIII et Louis-le-Maure, duc de Milan. On convint que Novare serait rendue à ce dernier, que Gênes demeurerait entre ses mains, mais comme fief de la France, et que le roi pourrait continuer à faire dans cette ville les armements destinés à défendre Naples. Le duc promettait encore de pardonner à tous ceux de ses sujets qui avaient suivi le parti français, de rendre à Jean-Jacques Trivulzio la jouissance de ses biens, de renoncer à l'alliance de don Ferdinand de Naples, et de se joindre au roi contre la république de Venise, si dans l'espace de deux mois elle n'accédait pas à ce même traité. Mais pour sûreté de toutes ces promesses, auxquelles personne n'accordait aucune confiance, même parmi ceux qui dans l'armée française demandaient la paix, le roi ne devait avoir d'autre garantie que la forteresse du Castelletto de Gênes; encore celle-ci ne devait-elle pas lui être remise, mais bien au duc de Ferrare, beau-père du duc de Milan, qui promettait de la livrer au roi de France, si son gendre venait à manquer à ses engagements[1].

[1] Le traité lui-même, en quarante-six articles, est rapporté dans Denys Godefroy, *Observations sur l'Histoire de Charles VIII*, p. 722-727. — Mém. de Ph. de Comines. L. VIII, ch. XVIII, p. 566. — *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 124. — André de La Vigne,

A peine le roi eut-il signé et juré cette paix que, cédant à l'impatience de retourner en France, qu'il ressentait à l'égal de toute sa noblesse, il se prépara à partir dès le lendemain pour Trino de Montferrat. Les Suisses, il est vrai, qui étaient arrivés avec de si hautes espérances, et qu'on parlait de renvoyer, sans même assurer leur solde, commencèrent à se rassembler en tumulte; et l'on avait alors quelque motif de craindre, ce qu'on avait auparavant affecté de croire sans aucun fondement, qu'ils voudraient retenir le roi comme otage de ce qui leur était dû. On ne leur offrait qu'un mois de paye; ce qui compensait à peine les frais qu'ils avaient faits pour sortir de leur pays et ceux qu'ils devaient faire pour y retourner. Ils demandaient qu'on leur payât la solde de trois mois, comme Louis XI, par les capitulations signées avec leurs cantons, s'était engagé à le faire toutes les fois qu'il les appellerait. L'on fut enfin obligé de les satisfaire, non point en argent, ce qui était impossible, mais en leur donnant des otages et des lettres de change[1]. Ils se retirèrent alors dans leurs montagnes. Le roi laissa à Asti Jean-Jacques Trivulzio avec cinq cents lances françaises, pour se ménager à l'avenir l'entrée de l'Italie. Mais ces chevaliers, impatients de revoir leur pays, n'obéirent point; et dans le cours de peu de jours, ils repassèrent presque tous les Alpes sans congé[2]. Le roi, avec le reste de son armée, partit de Turin, le 22 octobre, par Suze, Briançon et Embrun; et il repassa les Alpes avec autant de précipitation que s'il avait fui devant une armée victorieuse. Il arriva le 25 octobre à Gap en Dauphiné, et le 27 à Grenoble[3].

Journal, p. 186. — *Chron. Venetum.* T. XXIV, p. 28. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 98. — *Bern. Oricellarii Comm.* p. 91. — *Arn. Ferroni.* Lib. II, p. 22. — [1] Phil. de Comines. L. VIII, chap. XVIII, p. 369. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 129. — [3] André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 187. Il termine son Journal à l'entrée du roi à Lyon, le 7 novembre 1495, p. 189. Il était secrétaire d'Anne de Bretagne, et c'était de l'exprès *vouloir et commandement du roi qu'il écrivait* sa narration. Elle est naïve, et quel-

Cette courte expédition du roi de France, qui abandonnait si rapidement des conquêtes faites avec une égale rapidité, sema d'une extrémité à l'autre de l'Italie des germes de guerres nouvelles, de révolutions et de calamités; et de même qu'un levain inconnu de haines et de malheurs avait été développé par son passage dans chaque principauté et dans chaque république, un poison nouveau, le virus d'une maladie jusqu'alors inconnue, fut répandu dans le sein des familles par cette même armée française à son retour de Naples. Cette maladie cruelle, que les Français appelèrent longtemps le mal de Naples, et les Italiens le mal français, avait été apportée sans doute à Naples par quelques Espagnols, qui l'avaient reçue des premiers compagnons que Cristophe Colomb avait ramenés de son expédition d'Amérique. Peut-être, comme elle se trouvait alors restreinte à un petit nombre d'individus, aurait-elle pu être étouffée dès son origine, si une guerre aussi universelle, des marches d'armées aussi longues, et la licence des camps, ne l'avaient répandue avec une étonnante rapidité, et ne l'avaient communiquée en peu de temps à la masse du peuple en France et en Italie. C'était seulement le 15 mars 1493 que Christophe Colomb était rentré dans le port de Palos, de retour de son premier voyage; et durant ce printemps même, la maladie commença à se répandre dans le Portugal, l'Andalousie et la Biscaye[1]. Deux ans après, cette même maladie, qui ne se communique point comme les contagions ordinaires, et qui n'atteignait jamais un nouvel individu sans qu'il dût son mal à une faute, avait déjà répandu son poison chez les Espagnols, les Italiens, les Français, les Suisses, les Allemands, enfin dans plus de la moitié de l'Europe[2].

quefois amusante; mais souvent il flatte le roi ou la vanité de ses compatriotes, sans aucun ménagement pour la vérité. — [1] *Barthol. Senarega de rebus Genuens.* T. XXIV, p. 553. — [2] *Guicciardini.* Lib. II, p. 190. — *Fr. Belcarii.* Lib. VII, p. 189. — L'empereur Maximilien, persuadé que cette maladie était la conséquence des blasphèmes que des

hommes débauchés prononçaient souvent dans de mauvais lieux, publia à cette occasion, à Worms, le 7 août 1495, un édit sévère contre les blasphémateurs. *Extat apud Raynaldum.* T. XIX, p. 448, § 39, 40, 41. — *Agostino Giustiniani Ann. di Genova* f. 153. Il semble que personne ne soupçonnait alors de quelle manière la maladie se communique.

CHAPITRE II.

Ferdinand II rentre dans le royaume de Naples, et recouvre sa capitale. — Les Français vendent aux ennemis des Florentins les forteresses qu'ils occupaient en Toscane. — Ils sont réduits à capituler à Atella, et évacuent le royaume de Naples. — Mort de Ferdinand II.

1495-1496.

Les temps modernes, au milieu de guerres continuelles, ont offert un si petit nombre de conquérants; il y a eu si peu de rois qui aient conduit eux-mêmes leurs armées, si peu qui n'aient pas éprouvé de grands revers après s'être mis à leur tête, que Charles VIII, par la conquête rapide du royaume de Naples, joue un rôle très éclatant dans l'histoire de France. Il est, après saint Louis, le premier monarque dont les historiens français aient à raconter une brillante et lointaine expédition : ses successeurs, quoique bien plus sages que lui, et bien plus habiles dans l'art de la guerre, furent loin d'égaler son bonheur : aussi les Français l'ont-ils le plus souvent représenté comme un conquérant glorieux; et parmi leurs historiens courtisans, la plupart s'indignent contre Comines et contre les écrivains italiens, pour avoir donné à en-

tendre qu'il manquait de talent, d'application et de caractère; tant il y a, dans les conquêtes et dans la conduite d'une armée triomphante, quelque chose qui éblouit le vulgaire et qui entraîne son admiration.

Cependant, il est bien moins important d'examiner, pour juger Charles VIII, s'il manquait en effet de talents militaires, et s'il ne dut qu'au hasard sa brillante conquête, que de chercher ce qu'il pouvait attendre de ses succès, et quels résultats heureux pour la France ou pour le pays où il portait ses armes, compenseraient les maux inévitables de la guerre. Or, l'impossibilité où Charles VIII s'était mis de conserver le royaume de Naples, soit qu'il y restât, soit qu'il s'en éloignât, montre assez avec quelle légèreté il avait conçu ses projets, et avec quelle insouciance il sacrifiait la vie des hommes à sa vaine gloire.

Sans doute, ce serait un bonheur pour l'humanité, si l'histoire était toujours sévère en jugeant l'esprit de conquête, si elle travaillait toujours à détruire cet enthousiasme funeste, cette ivresse des victoires qui séduit les nations et leurs chefs, et qui leur fait sacrifier le bonheur à une gloire sanglante. Mais elle doit avant tout être juste avec les conquérants; et les reproches qu'elle adresse à chacun d'eux ne doivent point être de même nature : elle doit reconnaître qu'Alexandre a réussi par ses victoires à fonder un empire, à réformer les mœurs et la législation d'un peuple asservi et corrompu, à humilier un puissant ennemi; mais elle est aussi en droit de lui demander s'il n'a point acheté trop cher l'accomplissement de ses projets, lorsqu'il a bouleversé une moitié de l'Asie, et fait répandre plus de sang ou dissipé plus de trésors que le succès de ses entreprises ne promettait à l'humanité de bonheur dans l'avenir : elle peut demander à Charlemagne, à Frédéric II, de quel droit ils jouèrent le sort de l'humanité d'après leurs propres calculs, et sacrifièrent la génération

présente aux générations à venir, en admettant même qu'après l'achèvement de leurs projets ils aient assuré aux peuples conquis une amélioration de condition ou une prospérité durable.

Dans l'expédition de Charles VIII, la postérité ne peut trouver rien qui lui serve d'excuse, et qui permette d'oublier un moment le mal affreux qu'il fit à l'humanité. Ce ne furent ni de vastes projets de législation ou d'ordre social qui lui mirent les armes à la main, ni le désir de porter des secours à des malheureux opprimés, ni l'intention de mettre un terme à des abus criants, à un brigandage, à une tyrannie, à une persécution qui déshonoraient l'humanité; il n'avait point d'ancienne inimitié nationale à satisfaire, point d'offense à l'honneur de son peuple à venger, point de danger à prévenir : enfin, il n'avait pas même de chances pour conserver ce qu'il tentait d'acquérir. Parce que le père de Charles VIII s'était fait céder, par une suite de contrats illégaux, les droits prétendus des héritiers d'un usurpateur, Charles n'hésita point à porter la guerre dans un pays où il n'avait aucune possibilité de se maintenir, à bouleverser la constitution de tous les états que traversait son armée, à épuiser par des efforts excessifs son propre royaume, et à introduire dans celui où il s'était annoncé comme libérateur, non seulement les maux inhérents à la conquête, mais tous ceux de la guerre civile, d'une longue anarchie et de la tyrannie de soldats sans pitié.

Charles VIII, avant d'entrer dans le royaume de Naples, avait été averti par Fonséca du mécontentement du roi d'Espagne, et par Comines, des négociations du duc de Milan et des Vénitiens : il devait donc s'attendre avec certitude à la ligue qui se forma contre lui dans le nord de l'Italie, et aussitôt qu'elle fut déclarée, il n'eut plus d'autre parti à prendre que celui de se retirer au plus vite. Le seul point sur lequel il ne pût délibérer, c'était de savoir s'il lais-

serait une partie de son armée pour défendre ses conquêtes, ou s'il évacuerait le royaume aussi complétement que l'avait fait peu de mois auparavant son compétiteur de la maison d'Aragon. Dans le premier cas, il y avait impossibilité à ce que la moitié de son armée défendît ce que la totalité n'était pas en état de conserver ; dans le second, il sacrifiait ceux des Napolitains qui s'étaient compromis pour lui avec leurs anciens maîtres, et il payait d'ingratitude les services que tous les partisans de la maison d'Anjou lui avaient rendus. De quelque manière qu'il se conduisît, il ne pouvait occasionner que des souffrances et des calamités sans nombre.

Ferdinand II s'était retiré à Messine après la perte de son royaume ; il y reçut la visite de son père Alfonse, qui vint de Mazara l'y trouver en habit religieux : il y rencontra aussi Fernand Gonzalve, de la maison d'Aguilar, natif de Cordoue, que les rois d'Espagne avaient envoyé en Sicile avec cinq mille fantassins et six cents cavaliers espagnols, pour défendre cette île [1]. Les Espagnols, avec leur jactance accoutumée, avaient nommé Gonzalve de Cordoue généralissime ou *grand capitaine* de leur très-petite armée ; mais c'est dans un autre sens que la postérité a attaché cette épithète au nom de Gonzalve, en rendant justice à ses rares talents militaires et à la réputation qu'il s'était déjà acquise dans les guerres de Grenade [2].

Charles VIII n'était pas encore parti de Naples ; mais Ferdinand II était déjà averti de la révolution qui s'était faite en sa faveur dans les esprits : il savait qu'il était vivement regretté par les peuples qui l'avaient si légèrement abandonné. Ses partisans le rappelaient, et il était déterminé à répondre à leur invitation. Alfonse lui ouvrit les trésors qu'il

[1] *Pauli Jovii de Vita magni Gonsalvi Cordubensis*. Lib. I, p. 176, editio Florentiæ, in-fol. 1651. — [2] *Fr. Guicciardini Istor*. Lib. II, p. 112. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 79. — *Summonte del Hist. di Napoli*. L. VI, cap. II, p. 516.

avait emportés au moment de sa fuite ; Hugues de Cardone, beau-frère du marquis d'Avalos, le plus dévoué parmi les serviteurs de la maison d'Aragon, leva pour lui quelques compagnies d'infanterie en Sicile : Gonzalve s'engagea à le seconder avec une partie des Espagnols qu'il avait amenés ; et avant la fin de mai 1495, Ferdinand se présenta devant Reggio de Calabre, dont la forteresse avait toujours été occupée par ses soldats : la ville se déclara aussitôt pour lui, et en peu de jours le monarque fugitif y rassembla une armée de six mille hommes[1].

Le parti d'Aragon reprenait courage en même temps dans d'autres provinces du royaume, et partout il commençait à menacer les Français. Antonio Grimani avait paru sur les côtes de la Pouille avec vingt-quatre galères vénitiennes. Aussitôt don Frédéric, oncle du roi, don César, son frère naturel, et Camille Pandonne, étaient venus le joindre avec trois galères. Ils attaquèrent Monopoli, ville défendue par une garnison française assez nombreuse, que les bourgeois étaient disposés à seconder. Grimani, pour exciter le courage et la cupidité des Stradiotes qu'il avait amenés de Corfou, leur promit le pillage de la ville s'ils s'en rendaient maîtres. En effet, Monopoli fut prise, et traitée avec une extrême barbarie. L'amiral vénitien ne sauva qu'avec peine la vie des femmes et des enfants qui s'étaient réfugiés dans les églises[2].

Cet acte de barbarie fut presque immédiatement imité par le parti contraire. La ville de Gaëte, une des plus riches comme des plus fortes du royaume, avait été donnée en fief au sénéchal de Beaucaire : elle n'était gardée que par un petit nombre de soldats français ; les bourgeois, déjà fatigués de

[1] *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi Cordub.* L. I, p. 176. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 112.—*Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. III, p. 80.—*Fr. Belcarii Comm.* Lib. VI, p. 175. —[2] *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 80. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 114. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. III, p. 47.

leur gouvernement, prirent tumultuairement les armes, ne doutant pas de réussir à les chasser de leurs murs. Ils les attaquèrent en s'encourageant à grands cris par le nom de Ferdinand. Mais les vieux soldats français, formés en un seul peloton, reçurent leur choc sans s'émouvoir. Bientôt les insurgés, s'apercevant qu'ils ne faisaient aucune impression sur ce corps immobile, perdirent courage : ils s'enfuirent en désordre, et s'embarrassant de leurs armes, dans les rues étroites de la ville, ils ne purent plus opposer aucune résistance aux Français qui les poursuivaient. Ceux-ci continuèrent cependant le massacre longtemps après que le combat eut cessé ; ils étaient d'autant plus furieux qu'ils croyaient avoir couru un plus grand danger. Ils n'acceptaient aucun prisonnier, ils ne songeaient point à rassembler du butin ; mais ils s'avançaient de rue en rue, tuant sans distinction d'âge ni de sexe tout ce qui se présentait sous leurs mains. Dans les quartiers qu'ils parcoururent, personne n'échappa à la mort, que ceux qui, s'élançant à la mer du haut des rochers, parvinrent à s'enfuir à la nage. Aucun habitant de Gaëte n'aurait survécu, si la nuit qui survint n'avait mis un terme à cette boucherie. Ainsi le massacre et le pillage des habitants de deux villes florissantes, l'une sur le golfe Adriatique, l'autre sur la mer Tyrrhénienne ; l'une par les soldats grecs des Vénitiens, l'autre par les Français, fut comme le prélude des calamités que les barbares apportaient à l'Italie, avec leur nouveau système de guerre[1].

Cependant Ferdinand II réduisait sous son obéissance les petites villes de la Calabre. Sainte-Agathe lui ouvrit ses portes ; et il s'avança vers Séminara, où il surprit et fit prisonnier un petit corps de troupes françaises. Aubigny, qui commandait en Calabre, sentit la nécessité de réprimer promptement

[1] *Bern. Oricellarii Comment.* p. 93. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 81. — *Petri Bembi.* L. III, p. 45. — *Fr. Belcarii.* L. VI, p. 176.

ces mouvements d'insurrection. Il n'avait que très peu de troupes sous ses ordres; mais il joignit tout ce que les barons du parti d'Anjou purent lui fournir de milices provinciales, et le petit corps français que Précy, frère d'Ives d'Alégre, commandait dans la Basilicate. Ce dernier déroba sa marche à Ferdinand, qui ne fut point informé de cette jonction. Toutefois Gonzalve de Cordoue conseillait au roi d'éviter la bataille. Dans toute son armée, il ne croyait pouvoir compter que sur sept cents cavaliers espagnols; et même il était loin de les croire égaux à des gendarmes français [1]. Mais les milices calabroises, qui s'étaient réunies autour de Ferdinand, le sollicitaient de les conduire au combat. Ses gentilshommes lui disaient qu'ils surpassaient deux ou trois fois en nombre la petite armée française; qu'il fallait relever les espérances des peuples par une victoire, et qu'on ne reconquerrait point le royaume en montrant toujours la même pusillanimité avec laquelle on l'avait perdu. Ferdinand, impatient lui-même de rétablir sa réputation militaire, fit sortir ces troupes de Séminara, et marcha au-devant de l'ennemi [2].

D'Aubigny avait environ quatre cents cuirassiers et le double de chevau-légers; il les avait rangés dans la plaine, le long d'une rivière qu'il trouvait sur sa route, à trois milles de Séminara, en venant de Terranova. Derrière eux était l'infanterie suisse; et les milices du pays, bien plus destinées à faire nombre pour les yeux qu'à combattre, faisaient l'arrière-garde. Ferdinand attendait l'attaque sur l'autre bord de la rivière, auprès des collines qui s'étendent jusqu'à Séminara. D'Aubigny n'hésita point à traverser le lit du fleuve, et à venir charger la cavalerie espagnole; celle-ci, qui sentait son infériorité, fit, selon l'usage des Maures, avec lesquels elle était accoutumée à combattre, une évolution en arrière pour reve-

[1] *Pauli Jovii de Vita Gonsalvi*. Lib. I, p. 177. — [2] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 84.

nir à la charge. Ce mouvement parut à toute l'infanterie napolitaine le signal de sa défaite. Elle s'enfuit aussitôt en désordre sans avoir combattu; mais, atteinte dans sa course par la cavalerie, elle fut sabrée avant même d'avoir éprouvé le choc des Suisses [1]. Ferdinand, ayant vainement tenté de rallier ses soldats, fut entraîné dans leur fuite; son cheval, dans un passage glissant, se renversa sur lui. Ferdinand, retenu par ses étriers et par les arçons élevés de sa selle, allait tomber entre les mains des ennemis, lorsque Jean d'Altavilla, frère du duc de Termini, le releva, lui donna son cheval, le fit partir, et, resté à pied au milieu des ennemis, fut presque immédiatement massacré [2].

Ferdinand s'enfuit à Valence, et Gonsalve à Reggio; tous deux s'embarquèrent ensuite, et se réunirent de nouveau en Sicile; mais au lieu de se laisser décourager par ce mauvais succès, ils en profitèrent pour renouer des correspondances avec tout l'intérieur du royaume, dont cette courte expédition leur avait appris à connaître le mécontentement; et avant que le bruit de leur défaite se fût répandu dans les autres provinces, Ferdinand voulut étonner les Français par une nouvelle entreprise. Il rassembla à Messine tous les vaisseaux aragonais, siciliens, calabrois, qui pouvaient faire nombre, encore qu'il n'eût presque point de soldats pour les faire monter. De cette manière il se trouva avoir soixante vaisseaux pontés et vingt bâtiments ouverts. Avec cette flotte, commandée par l'amiral espagnol Réquesens, il entra dans le golfe de Salerne, dans le temps à peu près où Charles VIII arrivait avec son armée à Pontrémoli. Salerne, Amalfi et la Cava arborèrent aussitôt les étendards d'Aragon [3].

[1] *Pauli Jovii Hist.* L. III, p. 84. — Idem, *Vita Consalvi.* Lib. I, p. 178. — *Fr. Belcarii Comm.* Lib. VI, p. 176. — [2] Mém. de Guill. de Villeneuve. T. XIV, p. 64. — *Pauli Jovii.* Lib. III, p. 85. — Idem *Vita Consalvi.* Lib. I, p. 179. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p 112. — *Bern. Oricellarii de bello Italico,* p. 22. — *Summonte storia di Napoli.* L. VI, cap. II, p. 516. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 113. — *Pauli Jovii Vita*

Ferdinand conduisit ensuite sa flotte devant Naples, où elle causa la fermentation la plus vive. Graziano Guerra, qui se trouvait alors dans cette capitale, reconnut que la flotte aragonaise n'avait qu'une apparence trompeuse sans force réelle, et il pressa le vice-roi, Gilbert de Montpensier, de l'attaquer avant qu'elle eût entraîné les peuples à la révolte; mais le nombre des vaisseaux français parut trop disproportionné avec celui des ennemis; et tandis que Ferdinand, pendant trois jours de suite, courait des bordées dans le golfe de Naples, Montpensier se tint sur ses gardes pour prévenir un soulèvement dont il se croyait menacé à toute heure. En effet, les partisans d'Aragon n'osaient pas se montrer, et Ferdinand, perdant l'espérance d'exciter une révolution, avait déjà donné ordre à sa flotte de faire voile vers la Sicile, lorsque ceux qui avaient correspondu avec lui, jugeant qu'ils étaient déjà découverts, et que les Français attendaient seulement un moment plus tranquille pour s'assurer d'eux, firent inviter le roi à tenter un débarquement, lui promettant que de leur côté ils prendraient les armes[1].

D'après cette invitation, le 7 juillet, lendemain du jour où la bataille de Fornovo s'était livrée, Ferdinand vint prendre terre à l'embouchure du petit ruisseau du Sébète, près de la Madelaine, au levant de Naples. Montpensier sortit aussitôt de la ville avec l'élite de sa gendarmerie, pour s'opposer au débarquement des Aragonais. En même temps il donna l'ordre d'arrêter les chefs des mécontents, parmi lesquels on remarquait André Gennaro, Albéric Caraffa, Jean Cinicelli, Colas Brancaccio, les Sangri, les Pignatelli, et le poëte Sannasar, dont la fidélité pour la maison d'Aragon n'avait jamais été ébranlée. Cependant cet acte de rigueur causa l'explosion longtemps suspendue; chacun se sentant coupable se crut appelé

magni Consalvi. Lib. I, p. 180. — *Fr. Belcarii.* Lib. VI, p. 177. — [1] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 118. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 86. — *Bern. Oricellarii*, p. 88.

à défendre les plus exposés : la cloche d'alarme sonna dans tous les quartiers à la fois ; le peuple se jeta avec fureur sur les Français demeurés dans la ville, et les massacra tous : la porte par laquelle Montpensier était sorti fut fermée sur lui ; et Ferdinand, qui, après l'avoir attiré hors de la ville, avait passé au rivage opposé, devant l'île de Nisida, fut rappelé dans le port par des signaux, et reçu partout le peuple avec des transports d'allégresse[1].

Sa situation toutefois n'était encore rien moins qu'assurée. Montpensier se trouvait, il est vrai, exclu de la ville, et séparé des forts, qui sont tous au couchant ; mais la difficulté du chemin, pour faire, par dehors, le tour des murailles, ne pouvait le retarder que de quelques heures : en effet, il ramena sa cavalerie sur la place du Château-Neuf, avant que Ferdinand et les deux frères d'Avalos en eussent pu fermer toutes les issues. Montpensier, à la tête d'une colonne de gendarmerie, s'efforçait de pénétrer jusqu'à la place de l'Olmo, tandis que Ives d'Alègre, avec une autre colonne, suivait la via Catalana. D'autre part le peuple napolitain lui opposait une résistance obstinée. Tandis que ceux sous les fenêtres desquels passaient les Français les accablaient à coups de pierres, dans le reste de la rue, chacun portait hors de sa maison les tonneaux, les chars, le fumier, dont il pouvait faire des barricades mobiles. A mesure que la populace gagnait quelques pas sur les gendarmes, elle s'en assurait par de nouveaux retranchements. Ives d'Alègre, qui combattait dans une rue plus étroite, fut beaucoup plus maltraité, et obligé de faire plus tôt sa retraite. Montpensier se maintint dans la sienne jusqu'à la nuit ; mais alors il fut aussi obligé de se retirer sur la place du château. Ferdinand profita de cette nuit avec une

[1] *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 86. — *Fr. Guicciardini Hist.* Lib. II, p. 113. — *Summonte Hist. di Napoli.* Lib. VI, cap. II, p. 519.

activité extraordinaire. Les citoyens, les matelots de la flotte, les soldats, travaillèrent tous aux fortifications, que les deux frères d'Avalos dirigeaient. Des gabions pleins de sable, des tonneaux remplis de pierres, des chars de fumier, disposés de manière à laisser des embrasures pour l'artillerie, fermèrent toutes les avenues de la place du château; les murs intérieurs des maisons furent ouverts, pour que les défenseurs pussent passer de l'une à l'autre, et tandis que les Français s'assuraient la communication entre les trois forteresses du château Neuf, du château de l'Œuf et du fort Saint-Élme, et qu'ils dressaient leurs tentes dans l'espace qui les sépare, les Napolitains non seulement avaient coupé toute communication entre ces forteresses et la ville, mais même leur avaient fermé toute issue sur la campagne; en sorte que dès le lendemain Montpensier se trouva assiégé dans l'enceinte où il s'était empressé d'entrer[1].

Six mille Français étaient enfermés dans les châteaux de Naples: quoique leurs magasins fussent abondamment pourvus de vivres, ils ne pouvaient suffire pour maintenir longtemps une troupe aussi nombreuse. Les chevaux manquaient de fourrages, et en peu de temps il en périt un grand nombre. Une garnison si forte et si valeureuse ne se laissa pas enfermer, il est vrai, sans tenter plusieurs sorties. Quelques-unes furent conduites avec tant de courage et d'impétuosité qu'elles tinrent en suspens le sort de Naples et de la monarchie. Ce fut surtout par la bravoure et l'activité des deux frères d'Avalos qu'elles furent toutes repoussées, et que tous les Français furent chassés des postes d'où ils incommodaient le plus la ville. A peine ces deux frères avaient obtenu ces succès que le cadet fut blessé dans un de ces combats; et l'aîné, Al-

1. *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 88. — *Fr. Guicciardini.* Lib II, p. 114. — *Bern. Oricellarii Comment.* p. 102.

fonse d'Avalos, marquis de Pescaire, fut tué en trahison par un Maure, qui lui avait promis de lui livrer le fort du Mont-Sainte-Croix [1].

La mort du marquis de Pescaire causa une profonde douleur à Ferdinand, qui était lié avec toute cette famille, non seulement par une juste reconnaissance, mais par son amour pour Constance, sœur du marquis. Il fut quelque temps incapable de s'occuper des affaires publiques; mais Prosper Colonna en prit la direction à sa place. Celui-ci, que les Français regardaient comme le capitaine italien sur lequel ils pouvaient le plus compter, qu'ils avaient le premier associé à leur cause, et qu'ils avaient récompensé par les plus riches dons, venait de passer au parti aragonais, à la persuasion du pape et du cardinal Ascagno Sforza. Bientôt son cousin, Fabrizio Colonna, avait imité sa défection; et pour donner un gage de son attachement au nouveau parti qu'il embrassait, il avait marié sa fille, Victoire Colonna, qui fut ensuite si célèbre comme poëte, à Ferdinand d'Avalos, fils encore en bas âge du marquis de Pescaire, qui venait d'être tué. Les prétextes par lesquels les Colonna excusèrent leur changement de parti ne lavèrent qu'imparfaitement leur honneur : on les vit bien plus occupés de sauver leur fortune dans une révolution que de défendre celui à qui ils devaient leurs richesses [2].

Le parti d'Aragon acquérait cependant tous les jours de nouvelles forces. Capoue, Averse, Mondragone, et les principales villes de la province avaient suivi l'exemple de Naples; et Alfonse reprenant courage à la nouvelle de la rentrée de son fils dans la capitale, lui fit demander de lui rendre le trône, qu'il n'avait abdiqué que par politique. Ferdinand répondit avec quelque amertume qu'il serait plus prudent de

[1] *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 91. — *Franc. Guicciardini.* Lib. II, p. 115. — *Bern. Oricellarii Comment.* p. 107. — *Summonte.* Lib. VI, c. II, p. 520. — [2] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 92. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 115.

lui laisser auparavant le temps de l'affermir un peu mieux, pour qu'Alfonse ne fût pas appelé à l'abandonner une seconde fois[1].

Montpensier, enfermé dans les châteaux de Naples, commençait déjà à manquer de vivres. Il mettait toute son espérance dans la flotte que Charles VIII, dès son arrivée à Asti, avait fait armer à Villefranche; mais cette flotte, ayant aperçu près de l'île de Ponzo celle de Ferdinand, qui lui était supérieure en nombre, s'enfuit précipitamment vers Livourne; et elle n'y eut pas plus tôt pris terre que tous les soldats qu'elle portait désertèrent. Ce désastre fit perdre courage à Montpensier. Il fit avertir les généraux français qui tenaient encore la campagne dans le royaume de Naples que, s'il n'était incessamment secouru, il serait réduit à capituler. En effet, après trois mois de siége, il commença, dans les premiers jours d'octobre, à prêter l'oreille aux propositions de Ferdinand; justement à l'époque où Charles VIII signait le traité de Verceil[2].

Les généraux français, ayant consulté les plus zélés partisans de la maison d'Anjou, convinrent de réunir tous leurs soldats en deux armées; avec l'une, d'Aubigny se chargea de marcher contre Gonzalve de Cordoue, qui avait reçu des renforts de Sicile, et qui recommençait l'invasion de la Calabre; avec l'autre, Précy et le prince de Bisignano devaient s'approcher de Naples pour délivrer Montpensier. Ces derniers s'avancèrent en effet de la Basilicate, où ils étaient cantonnés, jusqu'auprès d'Éboli, à dix-huit milles de Salerne, et sur le même golfe. Ferdinand chargea Thomas Caraffa, prince de Matalone, de les arrêter, tandis qu'il continuait ses négociations avec Montpensier, et qu'il tâchait de lui dérober la connaissance de l'armée qui venait à son secours[3].

[1] *Bern. Oricellarii Comment.* p. 107. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 136. — *Pauli Jovii.* Lib III, p. 111. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* Lib. VI, p. 178. — [3] *Pauli Jovii Hist.*

L'armée du prince de Matalone était quatre fois plus nombreuse que celle de Précy. Ce dernier n'avait sous ses ordres que mille cavaliers, gendarmes ou chevau-légers, italiens ou français, mille Suisses et huit cents fantassins de Calabre, qui ne suivaient l'armée que pour faire nombre. Les Napolitains, qui n'avaient encore jamais combattu, méprisaient cette petite troupe; leur jactance inspira une confiance trompeuse au prince de Matalone, qui se flatta d'envelopper les Français et de les détruire tous. Tandis que ceux-ci prenaient la route de Salerne, après avoir passé le Sèle, l'ancien Sylaris, il étendit ses deux ailes pour leur couper toute retraite vers la mer, ou vers la forêt voisine. En même temps plusieurs de ses gendarmes partirent du front de l'armée napolitaine, pour charger les Français avant d'en avoir reçu l'ordre. De même l'infanterie aragonaise s'élança à la course sur les Suisses : l'immobilité de l'une et de l'autre phalange fit échouer ces deux attaques intempestives. La cavalerie napolitaine, repoussée, retomba sur son infanterie et la mit en désordre; les Aragonais, arrivés sur le front des Suisses, se trouvèrent dans l'impossibilité de les atteindre ou de leur porter un seul coup, au travers de la forêt de lances et de hallebarbes qui les couvrait. La terreur succédant au moment même à une folle confiance, l'armée napolitaine fut dissipée en moins de demi-heure. Mais elle n'avait point assez d'agilité pour se dérober ou à la cavalerie française, ou à l'impétuosité des Suisses; l'infanterie, atteinte dans sa fuite, fut presque toute massacrée; surtout il n'échappa presque personne d'une cohorte qui avait été levée à Naples parmi les assassins de profession : ces malheureux étaient en grand nombre dans les Deux-Siciles, et le gouvernement les épargnait dans la croyance qu'après s'être familiarisés avec le sang, ils devaient faire de bons soldats[1].

sui temp. Lib. III, p. 111. — *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 118. — [1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. III, p. 112.

Le prince de Matalone s'enfuit avec trois cents chevaux vers Éboli, et il eut beaucoup de peine à persuader aux bourgeois frappés de terreur de l'admettre dans leur ville. Si Précy l'y avait poursuivi, il l'aurait aisément fait prisonnier avec le reste de la cavalerie napolitaine. Mais il n'était guère moins étonné de sa victoire que ses ennemis de leur défaite; et il n'en connut pas de suite toute l'étendue. Il donna quelque temps à ses soldats pour se reposer, au prince de Busignano pour se faire panser de ses blessures, et il ne parvint que le surlendemain à Sarno, à quinze milles de Naples, où une nouvelle résistance l'attendait[1].

Ferdinand avait envoyé dans cette ville Tuttavilla et Prosper Colonne pour chercher à arrêter les Français : ces chefs coupèrent le pont de la rivière de Sarno; Précy le rétablit sans attaquer la ville, et continua son chemin vers Naples. Ferdinand s'y trouvait alors dans la plus extrême anxiété. Montpensier, manquant de vivres et perdant toute espérance d'être secouru, était entré en négociation pour capituler; mais le moindre accident, le zèle d'un Napolitain partisan de la maison d'Anjou, la capture d'un seul prisonnier, pouvaient lui révéler l'approche de Précy et sa victoire à Éboli. Ferdinand craignait même à toute heure que Montpensier n'entendît le canon des Français, ou qu'il ne vît paraître leurs drapeaux sur les montagnes. Il appela ses ennemis à une conférence, en les avertissant que, s'ils n'acceptaient pas ses propositions dans le jour, il ne leur ferait plus de quartier. Cependant les chefs qui s'étaient réunis en nombre égal sur un vaisseau, au lieu de conclure, semblaient s'aigrir par la dispute. Toutes les minutes qui s'écoulaient étaient précieuses : mais Ferdinand craignait d'éveiller, par son impatience même, les soupçons de son adversaire. Il affecta de l'indifférence, et

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. VIII, p. 113. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 116. — *Fr. Belcarii Comment.* Lib. VI, p. 179.

ordonna à ses commissaires de se retirer, si les Français n'acceptaient pas à l'heure même son *ultimatum*. Montpensier se laissa intimider, et signa. L'accord portait que toute hostilité serait suspendue pendant trente jours, à moins qu'il ne survînt une armée française qui contraignît Ferdinand à abandonner la campagne. Durant le même temps, le roi de Naples s'engageait à faire passer aux assiégés des vivres jour par jour. Au bout de ce terme, si Montpensier n'était pas secouru, il devait remettre à Ferdinand tous les châteaux de Naples, et être reconduit en France avec toute la garnison et ses équipages. Ives d'Alégre, Robert de La Marck, La Chapelle d'Anjou, Roccabertino et Genlis, furent donnés en otages aux Aragonais pour l'observation de ces conventions [1].

Mais cette capitulation même ne mettait pas Ferdinand en sûreté : son armée, découragée par deux défaites, ne semblait plus en état de tenir tête aux Français, et plusieurs de ses capitaines lui conseillaient de laisser entrer Précy dans les forteresses ; bien assurés que, quelque convoi qu'il conduisît avec lui, une armée nouvelle aurait bientôt épuisé les magasins de la garnison. Ferdinand jugea, au contraire, que Précy, après avoir ravitaillé les châteaux, se hâterait d'en ressortir avec Montpensier et la plus grande partie de la garnison. Il résolut donc de faire un nouvel effort pour l'arrêter. Déjà les Français avaient fait le tour de la ville, et s'approchaient des forts le long du rivage occidental ; mais ce rivage, resserré entre la mer et les rochers, présentait plusieurs points susceptibles de défense. Prosper Colonne fortifia soigneusement le passage autour du promontoire d'Eccia, près de Pausilippe : il rangea l'armée napolitaine en bataille derrière ces retranchements. Ses tambours, ses trompettes et les décharges continuelles de son artillerie, lui don-

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 114. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 146.

naient une apparence belliqueuse qu'elle aurait probablement démentie à l'épreuve [1].

Mais ce qui étonnait Précy, plus encore que la contenance guerrière de l'armée napolitaine, c'était le silence de Montpensier et de l'artillerie des châteaux. Il eut beaucoup de peine à lui faire parvenir, par quelques pêcheurs, la nouvelle de sa victoire à Eboli, et des secours qu'il lui amenait. Montpensier répondit avec douleur qu'il s'était lié les mains, que tant que Ferdinand tiendrait la campagne, il ne lui était plus permis de combattre; mais que, si Ferdinand était repoussé dans la ville, il l'attaquerait à son tour par une vigoureuse sortie. Précy n'avait point des forces suffisantes pour attaquer dans ses retranchements une armée nombreuse, qui avait tout l'avantage du terrain. La flotte aragonaise s'était approchée du rivage, et il commençait à se trouver sous son feu; il se vit donc contraint à la retraite. La cavalerie napolitaine le suivit jusqu'à Nola, mais en se tenant toujours assez éloignée pour éviter le combat. Là elle crut surprendre dans un cabaret quelques gendarmes français qui s'y étaient arrêtés; ceux-ci firent bientôt fuir leurs agresseurs. Ces premiers fuyards répandirent dans tout le reste de l'armée une terreur panique; et si des nuages de poudre, absolument impénétrables aux regards, n'avaient pas dérobé aux Français le désordre de cette armée, elle aurait éprouvé dans ce lieu une troisième défaite, plus fatale que les deux précédentes. Précy, qui ne l'avait point soupçonné, continua sa retraite par Sarno et San-Sévérino, et mit ses troupes en quartier d'hiver [2].

Montpensier, honteux d'avoir fait échouer une expédition si bien calculée pour sa délivrance, honteux d'avoir été dupe de la fermeté que Ferdinand lui avait montrée, au moment

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 116. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 116. —
[2] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 118.

où ce roi courait le plus grand danger, sollicité de plus par le prince de Salerne, dont l'inimitié pour la maison d'Aragon n'admettait aucun tempérament, se montra peu scrupuleux sur l'observation de la capitulation qu'il avait signée. Avant que le mois fût écoulé, il profita de l'éloignement de la flotte napolitaine, pour s'embarquer de nuit avec deux mille cinq cents hommes enfermés, comme lui, dans les forts, et les transporter à Salerne. Il ne laissa que trois cents hommes à la garde des châteaux. Ceux-ci refusèrent de les rendre au terme qui avait été fixé; et ils se défendirent, tant qu'il leur resta quelques provisions, encore que Ferdinand menaçât à plusieurs reprises de faire pendre les otages qu'il avait entre ses mains. Le château Neuf lui fut enfin consigné vers la fin de l'année, et le château de l'Œuf, au commencement de la suivante[1].

Toutes les pertes que les Français éprouvaient dans le royaume de Naples étaient d'autant plus douloureuses pour eux qu'ils se sentaient plus séparés de leur patrie et plus abandonnés de leur souverain. Pendant qu'ils combattaient, et qu'ils perdaient successivement la capitale et les meilleures villes du royaume, ils savaient que Charles VIII s'éloignait toujours plus, et qu'arrivé enfin dans ses états, il avait entièrement rejeté tous les soins du gouvernement, pour courir après les plaisirs dont il s'était montré si avide. S'ils étaient faibles eux-mêmes, ils n'avaient jusqu'alors été attaqués que par un ennemi aussi faible qu'eux; mais ils jetaient avec inquiétude les yeux sur le reste de l'Italie : leurs ennemis y acquéraient une prépondérance irrésistible, tandis que de nouvelles fautes y faisaient perdre à leur roi jusqu'à ses der-

[1] Le château Neuf, le 8 décembre, et celui de l'Œuf, le 17 février. *Pauli Jovii Histor. sui temp.* Lib. III, p. 119. — *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 116. — *Chronic. Venet.* T. XXIV, p. 31-34. — *Allegretto Allegretti* p. 854. — Mémoires de Guill. de Villeneuve. XIV, p. 47.

niers partisans. La république de Florence était la seule alliée qui restât à la France. C'était par ses états seulement que Charles VIII pouvait conserver encore quelque communication avec Montpensier; c'était par ses subsides qu'il pouvait faire passer quelque argent à l'armée : cependant, loin de rendre aux Florentins les forteresses qu'il avait reçues d'eux, et dont il avait promis à tant de reprises la restitution, il avait laissé une partie de ses troupes au service de leurs ennemis. Un corps de soldats gascons était demeuré à la solde des Pisans; il avait été employé tout l'été, contre les Florentins, à recouvrer toutes les forteresses du territoire de Pise, et il avait introduit en Toscane des habitudes de férocité dont les anciennes guerres d'Italie ne présentaient point d'exemples. Les soldats avaient appris des Français à avaler, avant les batailles, tout l'or qu'ils portaient, pour le soustraire à leurs ennemis s'ils étaient faits prisonniers; les Gascons enseignèrent ensuite aux Italiens à éventrer les prisonniers, pour chercher dans leurs entrailles cet or dérobé à leurs vainqueurs. Ces atrocités se répétèrent de part et d'autre, jusqu'à ce que les Gascons fussent presque tous massacrés, après la prise des châteaux de Ponsacco, Lario, Peccioli, Toiano et Palaïa, par les Florentins[1].

Guid'Ubaldo, duc d'Urbin, et Ranuccio de Marciano, étaient entrés au service de la république florentine, et ils avaient remporté plusieurs avantages sur les Pisans pendant la dernière partie de la campagne. Cependant c'était surtout sur des négociations que la seigneurie comptait pour recouvrer Pise. Ses ambassadeurs avaient suivi le roi à Asti; ils avaient profité de ce que ce monarque oubliait les Pisans dès qu'il en était éloigné, et ils avaient obtenu de lui toutes les promesses

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXVI, p. 216. — *Petri Delphini*. Lib. IV, *epist.* 47, *apud Raynald. Annal.* 1495, § 32, T. XIX, p. 445. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 100. — *Fr. Guicciardini.* L. III. p. 135. — *Jac. Nardi*. Lib. II, p. 42.

qu'ils désiraient, moyennant de nouveaux sacrifices d'argent. Ils payèrent les trente mille ducats qu'ils devaient encore sur leur ancien traité, après avoir reçu en gage des pierreries de la couronne qu'ils ne devaient rendre qu'au moment où leurs forteresses leur seraient restituées. Ils promirent de plus d'avancer soixante-dix mille ducats aux généraux français dans le royaume de Naples, et de prendre en paiement une obligation des quatre receveurs généraux de France [1].

Nicolas Alamani, qui avait signé ce traité pour sa république, revint à Florence le 7 septembre, rapportant à tous les commandants des forteresses l'ordre de les remettre immédiatement aux Florentins, et à tous les soldats du roi l'ordre de quitter le service des Pisans. Le commandant de Livourne obéit à ces ordres le 15 septembre, aussi bien que les frères Vitelli, qui passèrent de Pise au camp florentin avec toute leur cavalerie [2]. Mais d'Entragues, gouverneur de la citadelle de Pise, prétendit avoir reçu de son maître des ordres secrets qui n'avaient point encore été révoqués; Ligny, qui l'avait placé là, s'était engagé à prendre sur lui toute la responsabilité de sa désobéissance. Les gouverneurs de Piétra-Santa, de Mutrone, de Sarzane et de Sarzanello ne voulurent recevoir d'ordre que de lui, et d'Entragues, séduit par son amour pour la fille de Lucas del Lante, gentilhomme pisan, embrassa les intérêts de la ville où il commandait avec autant de zèle que ses anciens citoyens [3].

D'Entragues n'avait cependant point caché aux Pisans que pour les protéger il ne pourrait pas toujours désobéir formellement aux ordres de son souverain. Il leur avait conseillé de chercher ailleurs des secours que Sylvestre Poggio, leur am-

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 120. — [2] *Scipione Ammirato.* L. XXVI, p. 218. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 134. — [3] *Scipione Ammirato.* Lib. XXVI, p. 219. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 134. — *Pauli Jovii.* L. III, p. 101. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* Lib. VII, p. 190. — *Chronicha di Pisa di Jacopo Arrosti in archivio Pisano*, fol. 205, verso.

bassadeur, obtint en effet de Louis Sforza et des Vénitiens[1]; il leur avait aussi permis d'enfermer sa forteresse par une circonvallation pour que les Florentins ne pussent point arriver jusqu'à lui, supposé qu'il fût enfin obligé de promettre d'ouvrir ses portes. Mais ce nouveau retranchement, que les Pisans élevèrent en effet de la porte du faubourg jusqu'à l'Arno, fut perdu par une conséquence de leur impétuosité. L'armée florentine s'étant approchée de leurs murs, ils l'attaquèrent en rase campagne malgré l'infériorité de leurs forces. Ils furent repoussés et poursuivis l'épée dans les reins jusqu'au milieu du faubourg; le nouveau retranchement fut pris, et la ville l'aurait été aussi, si d'Entragues n'avait dans ce moment fait tirer le canon de sa forteresse sur la mêlée, et forcé ainsi les deux partis à se séparer[2].

Le lendemain, Fracassa San-Sévérino arriva de Gênes, amenant quelques soldats milanais au secours des Pisans; un commissaire vénitien leur apporta aussi quelque argent pour lever des troupes; enfin d'Entragues consentit à faire avec eux un traité par lequel il s'engageait à leur remettre sa forteresse au bout de cent jours, si le roi ne rentrait pas avant ce terme en Italie. Jusqu'alors les Pisans devaient lui payer chaque mois deux mille florins pour la solde de sa garnison, et quatorze mille au moment où la citadelle leur serait livrée. Des otages furent donnés de part et d'autre pour garantir l'exécution de ces engagements[3]. Bientôt après, on reçut en Toscane la nouvelle de la signature du traité de Verceil; et comme en même temps Pierre de Médicis était arrivé à Sienne, qu'il liait à Cortone des intrigues pour surprendre cette place, que les Orsini se rapprochaient du territoire florentin avec un appareil menaçant, la république florentine fit évacuer,

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 133. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 102. — [2] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. III, p. 104. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 135. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* L. II, p. 43. — [3] *Pauli Jovii Hist.* L. III, p. 106.

le 10 octobre, le faubourg de Pise par son armée, pour lui faire couvrir toutes ses frontières par les quartiers d'hiver qu'elle prit, en trois corps différents [1].

Le temps fixé par d'Entragues devait échoir le 1er janvier 1496. Ce jour-là en effet il réunit l'assemblée du peuple ; et en lui consignant la forteresse, il lui demanda de prêter serment de fidélité au roi de France. Il voulut que cette formalité pût servir d'excuse à sa désobéissance ; et les Pisans ne s'y refusèrent pas. Mais il leur était plus difficile de trouver l'argent nécessaire pour le payer ; car, outre les quatorze mille écus qu'ils lui avaient promis, il en fallait encore donner vingt-six mille pour l'artillerie et les munitions que d'Entragues leur cédait. Cependant les gabelles ne rendaient presque rien à l'état en temps de guerre ; et chaque citoyen avait déjà fait à la patrie des sacrifices qui semblaient supérieurs à sa fortune. Toutes les dames pisanes apportèrent à la seigneurie tous leurs joyaux ; un vaisseau portugais, qui vint échouer à l'embouchure du Serchio, fut vendu au profit du trésor public ; enfin, les Génois et les Lucquois avancèrent quelque argent. D'Entragues fut payé ; et la forteresse qu'il avait livrée fut rasée en peu de temps par le travail opiniâtre de toute la population [2].

La pitié, les liens de l'hospitalité, les engagements précédents du roi et de l'armée, pouvaient excuser en partie la conduite de d'Entragues à Pise ; mais pour disposer des autres forteresses, il n'écouta que sa cupidité. Le 26 février, il vendit aux Génois Sarzane et Sarzanello, pour le prix de vingt-quatre mille florins ; et le 30 mars, le bâtard de Roussi, son lieutenant, vendit Piétra-Santa aux Lucquois, pour trente mille florins [3] ; en sorte que les forteresses que Charles VIII

[1] *Scipione Ammirato.* Lib. XXVI, p. 290. — *Pauli Jovii.* Lib. III, p. 107. — [2] *Pauli Jovii.* Lib. III, p. 109. — *Istorie di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 93. — [3] *Allegretto Allegretti Diari Sanesi.* T. XXIII, p. 855. — *Barthol. Senaregæ de rebus Genuens.* T. XXIV, p. 558.

avait si solennellement promis de rendre aux Florentins, et qu'il leur avait néanmoins ensuite fait racheter à un si haut prix, passèrent toutes entre les mains de leurs ennemis.

Les Florentins ressentaient beaucoup d'inquiétude du voisinage de Pierre de Médicis; et jamais ce chef de parti ne s'approchait de leurs frontières sans que la république surveillât tous ses mouvements avec la plus extrême jalousie. Cependant sa conduite montrait assez qu'il n'avait point en lui le talent, le caractère, ou les ressources qui auraient pu mettre en danger leur liberté. Il s'était échappé de Venise pour joindre Charles VIII, lorsque celui-ci marchait à la conquête de Naples, et à sa cour il avait été constamment oublié; son parti s'affaiblissait à Florence par l'établissement d'un gouvernement vraiment populaire. Environ dix-huit cents citoyens avaient prouvé que leurs ancêtres jouissaient des honneurs de l'état, et avaient en conséquence été admis au grand conseil. Ce conseil, mieux organisé que ceux qui l'avaient précédé, se trouvait en état de remplir par lui-même ses fonctions, au lieu de n'être qu'une machine entre les mains du parti dominant. On avait surtout senti qu'il était éminemment propre à faire de bonnes élections; et, depuis le 1er juillet 1495, il avait seul nommé tous les magistrats de la république[1].

Mais les émigrés se figurent toujours que le public entier partage leurs opinions et leurs sentiments; ils n'ont de correspondance qu'avec les gens de leur parti; ils ne tiennent aucun compte des autres, et ils se persuadent que la moindre assistance étrangère suffirait pour les rétablir dans leur patrie. Pierre de Médicis crut les circonstances favorables pour attaquer Florence. Virginio Orsini, son parent, qui, pendant la bataille de Fornovo, s'était échappé de sa captivité, et retiré

— *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 106. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 224. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 141 et 147. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 45. — *Fr. Belcarii Comm.* Lib. VII, p. 192. — [1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 41.

dans son fief de Bracciano, lui offrait l'aide de ses gendarmes, pourvu que Pierre, de son côté, lui fournît assez d'argent pour les rassembler et les armer de nouveau. Pise, Sienne et Lucques étaient en guerre avec les Florentins; Pérouse lui offrait aussi l'assistance de sa population guerrière. Cette ville, qui relevait de l'église, mais qui lui obéissait à peine, était gouvernée au nom du parti guelfe par la famille des Baglioni, qui n'avait pas acquis moins d'autorité dans cette république que les Médicis à Florence, ou les Bentivoglio à Bologne. Ces chefs de parti se faisaient une règle de politique de maintenir dans toutes les républiques l'autorité des usurpateurs : aussi permirent-ils à Pierre de Médicis de rassembler ses partisans sur le lac de Pérouse, non loin de Cortone, ville sur laquelle il avait des desseins; et prirent-ils à leur solde Virginio Orsini, pour lui donner une occasion de faire avancer ses gendarmes sur les frontières florentines [1].

A cette époque même, les Baglioni furent sur le point d'être chassés de leur patrie par les Oddi, leurs rivaux : ceux-ci étaient chefs du parti gibelin; ils avaient pour eux les habitants de Foligno, d'Assise, et une nombreuse clientèle. Le 3 septembre 1495, ils surprirent une des portes de Pérouse; ils entrèrent dans la ville à la tête de leur cavalerie; ils mirent en fuite les Baglioni, et déjà ils se croyaient assurés du succès lorsqu'ils furent frappés d'une terreur panique qui leur arracha des mains la victoire. Parvenus à peu de distance du palais, ils travaillaient à renverser une barricade qui les arrêtait encore; les premiers rangs, pressés par la foule qui les suivait, ne pouvaient faire usage de leurs bras ou élever leurs haches. Un des Oddi se retourna vers ceux qui le pressaient, en criant : *En arrière! retirez-vous.* Ce cri, répété de rang

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 136. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 46. — *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 121. — *Allegretto Allegretti Diari Sanesi.* T. XXIII, p. 854. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. VII, p. 192.

en rang, parut aux plus éloignés le signal de la fuite; tous se dispersèrent, et la troupe victorieuse, sans être poussée par aucun adversaire, ressortit de la ville, plus rapidement qu'elle n'y était entrée. Les Baglioni, demeurés les maîtres, furent d'autant plus cruels envers leurs ennemis qu'ils avaient couru un plus grand danger [1].

Virginio Orsini, après avoir recruté sa compagnie, sous prétexte de servir les Baglioni, posa leurs drapeaux, passa le marais des Chiane avec trois cents hommes d'armes et trois mille fantassins, et vint s'établir sur la frontière siennaise, vis-à-vis de San-Sovino, où il eut quelques escarmouches avec Ranuccio de Marciano, général florentin qui occupait Cortone. Pendant le même temps, Julien de Médicis sollicitait Jean Bentivoglio d'attaquer les Florentins; et le cardinal Jean, son frère, s'était rendu à Milan, pour intéresser le duc Sforza et les Vénitiens à la même cause. Les Médicis émigrés auraient voulu soulever tous les princes de l'Europe contre leur patrie : quelques calamités qu'ils attirassent sur Florence, ils auraient été satisfaits, si à ce prix ils avaient pu remonter sur le trône; mais ils ne trouvèrent point d'empressement chez les autres puissances, pour former la coalition qu'ils leur proposaient. Bentivoglio fit assurer le gouvernement florentin qu'il ne troublerait point le bon voisinage. Le duc de Milan, se souvenant qu'il avait trompé Pierre de Médicis, ne voulut point lui donner le pouvoir de s'en venger. Les Vénitiens tournaient tous leurs regards vers le royaume de Naples; et la république florentine ayant mis à prix la tête des deux Médicis, Pierre se retira à Rome, et Julien alla rejoindre le cardinal son frère, à Milan [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 137. — *Macchiavelli Discorsi sopra Tito Livio.* Lib. III, c. 14, T. VI, p. 81. — *Allegretto Allegretti.* p. 853. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 138. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 46. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 121.

Deux agents de Charles VIII, Camillo Vitelli et Jomelle, avaient pendant le même temps entamé une négociation avec Virginio Orsini, pour le faire entrer au service de France. Sa compagnie s'était de nouveau rassemblée et armée avec l'argent des Médicis et des Baglioni; il n'avait pas lieu d'espérer de grands succès en Toscane; et comme les Colonne, ses rivaux, étaient entrés au service du monarque aragonais, il saisit avec empressement une occasion de les combattre. Il donna son fils en otage aux Français, pour leur répondre de sa fidélité; et il s'engagea à conduire six cents chevaux dans le royaume de Naples, après s'être joint à Camillo et à Paul Vitelli, qui de leur côté devaient en conduire quatre cents[1].

Ce fut là le seul secours que Charles VIII fit passer à ces chevaliers français, qui, en nombre extrêmement inférieur, défendaient l'honneur de sa couronne dans le royaume de Naples. Déjà il ne songeait plus qu'aux fêtes de sa cour, à ses tournois, et surtout à cette galanterie qui l'occupait d'autant plus que sa figure et sa faible complexion l'y rendaient moins propre. Il promettait toujours des secours qui n'arrivaient jamais; il donnait des ordres qui ne s'exécutaient point, et dont il ne demandait jamais compte; il dissipait follement tous les revenus de la France, et ne songeait point aux dépenses nécessaires auxquelles il aurait dû pourvoir; et tandis qu'il se mettait dans l'impossibilité de sauver le royaume de Naples, il rejetait toute espèce d'arrangement avec le prince qui allait le lui enlever. Il avait envoyé Comines à Venise, pour engager les Vénitiens à ratifier le traité de Verceil: ceux-ci n'y consentirent pas; mais ils lui offrirent d'obliger Ferdinand à se reconnaître pour feudataire de la couronne de France, et à payer cinquante mille ducats de cens annuel pour le royaume de Naples, en donnant aux Français plusieurs forteresses pour

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 121.

gages de sa fidélité. Charles VIII, en réponse, refusa péremptoirement d'abandonner aucune partie d'une conquête qu'il ne songeait point à défendre[1].

La guerre se faisait partout à la fois dans le royaume de Naples, mais partout avec faiblesse. Le duc de Montpensier occupait le voisinage de San-Séverino et de Salerne, et il avait en tête le roi Ferdinand. Montfaucon, Villeneuve et Silly, se défendaient dans la Pouille contre don Frédéric et don César, frère naturel du roi. Gratiano Guerra commandait les Français dans les Abruzzes, et le comte de Popoli lui était opposé. Jean de la Rovère, préfet de Sinigallia, qui avait conduit deux cents gendarmes à la solde de Charles VIII, occupait et ravageait le voisinage du Mont-Cassin. Aubigny défendait la Calabre et la principauté ultérieure contre Gonsalve de Cordoue : mais le climat avait vaincu celui que ne pouvaient abattre les efforts de ses ennemis ; il succombait à une longue maladie, et ne pouvait poursuivre les avantages qu'il avait d'abord obtenus. Dans toutes ces provinces, et de part et d'autre, la guerre se faisait avec une égale langueur. Toutes les ressources manquaient aux deux partis : les villes détruites, les campagnes ravagées, ne payaient plus d'impositions ; et Ferdinand, aussi pauvre que les Français, ne pouvait triompher d'une poignée d'hommes demeurée seule dans son royaume pour lui résister[2].

Ferdinand n'avait point été compris dans la ligue d'Italie, signée à Venise l'année précédente. Il sollicitait les Vénitiens de l'y faire admettre ; mais ceux-ci, voulant profiter de l'embarras où il se trouvait, ne lui offraient des secours qu'autant qu'il les paierait à un prix usuraire. C'était un traité de subsides qu'ils voulaient conclure, et non une alliance. En effet,

[1] Philippe de Comines, Mémoires. Liv. VIII, ch. XIX, p. 373. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 141. — [2] *Fr. Guicciardini*, *Ist.* Lib. III, p. 140. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 122.

ils s'engagèrent à lui envoyer le marquis de Mantoue leur général avec sept cents gendarmes, autant de Stradiotes, et trois mille fantassins ; et ils promirent de lui fournir en outre quinze mille ducats : mais Ferdinand dut se reconnaître leur débiteur pour deux cent mille ducats, et leur donner pour garantie de cette somme les villes d'Otrante, Brindes, Trani, Monopoli et Pulignano. Le duc de Milan, qui ne vouloit point encore contrevenir ouvertement au traité de Verceil, fit en même temps passer secrètement quelques secours au roi de Naples. François de Gonzague partit de Mantoue au commencement de février ; et il entra dans le royaume de Naples par San-Germano, Capoue et Bénévent [1].

Dans l'état de pénurie où se trouvaient les deux armées, c'était pour elles un objet de grande importance que de s'assurer le péage du bétail en Pouille, qui est payé par les troupeaux voyageurs, auprès du Mont-Gargano, lorsqu'ils quittent les pâturages d'hiver des plaines d'Apulie, pour ceux de l'été dans les montagnes de l'Abruzze et auprès de Sulmone. Non moins de six cent mille moutons et de deux cent mille bœufs ou vaches devaient passer à ce péage dans le courant d'un mois ; ils devaient payer de quatre-vingts à cent mille ducats, et c'était le revenu le plus net de la couronne. Les chefs des deux armées sentirent également que s'ils s'empêchaient réciproquement de percevoir le péage, en arrêtant les troupeaux, ils ruineraient la moitié du royaume ; que le bétail périrait de faim pendant l'été dans les plaines de la Pouille, et que les pâturages des montagnes de l'Abruzze seraient infructueux, si aucun troupeau ne consommait leurs fourrages. Ils convinrent donc que celui des deux qui tiendrait la campagne percevrait seul le péage, sans que l'autre pût l'inquiéter

[1] *Pauli Jovii Hist.* L. IV, P. 122. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 151. — *Petri Bembi* L. III, p. 51. — *Andrea Navagiero, Storia Veneziana.* p. 1207. — *Chronicon Venet.* T. XXIV. p. 31.

ou retenir les troupeaux. Après avoir signé cette convention, l'un et l'autre parti ne songea plus qu'à se rendre le plus fort dans les campagnes de la Pouille. Ferdinand, qui était alors dans le comté de Molise, vint établir son quartier à Foggia. Montpensier, rejetant le conseil de Virginio Orsini, qui lui représentait que le moment était venu d'attaquer Naples pendant l'absence du roi, se dirigea aussi vers la Pouille, où Orsini avait déjà son quartier à San-Sévéro. Les deux généraux espéraient, en déployant beaucoup de forces, intimider l'ennemi, l'obliger à refuser la bataille qu'ils lui offriraient, à s'enfermer dans les villes et à confesser ainsi son infériorité. Dans ce but, pour venir plus tôt au secours d'Orsini, Montpensier laissa à Gambatesa son artillerie pesante dont il ne croyait pas avoir besoin. Il se réunit à Orsini devant Selva-Piana, dans le territoire de Troia, et l'armée française se trouva avoir trois cents cuirassiers, quatorze cents chevau-légers, six mille Suisses ou Allemands et dix mille Gascons ou régnicoles[1].

Avant la réunion de Montpensier avec Orsini, Ferdinand avait vainement cherché à provoquer au combat le second, auquel il était supérieur en force. Depuis cette jonction, c'était l'armée française qui avait acquis la supériorité et qui s'efforçait de provoquer Ferdinand avant que celui-ci fût joint par le marquis de Mantoue. Ferdinand cependant s'enfermait dans Foggia, tandis qu'une seconde division de son armée, commandée par Fabrice Colonna, défendait Troia, et qu'une troisième, sous les ordres de Prosper Colonna, occupait Lucéria. Les Français, pour se rendre à Manfrédonia, où se percevait le péage, devaient passer sous les murs de Lucéria et de Troia. Comme ils suivaient cette route, ils rencontrèrent sept cents fantassins allemands à la solde du roi de Naples, qui étaient

[1] *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 124. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 150.

sortis de Troia pour se rendre à Lucéria, sans être protégés par aucune cavalerie. Les Vitelli, qui conduisaient l'avant-garde de l'armée française, les attaquèrent les premiers avec leur gendarmerie sans pouvoir les mettre en désordre; bientôt l'armée entière les enveloppa; néanmoins, ni Heiderlin, qui commandait ces braves gens, ni personne de sa troupe ne montra aucun signe de crainte. Ils marchaient en bataillon carré, sans ralentir leur pas, présentant aux attaques de la cavalerie, sur chaque front, une forêt de piques. Les Vitelli renoncèrent à l'espoir de rompre leur ordonnance; ils les firent seulement entourer à quelque distance par la cavalerie légère, qui à coups de flèches et de carabines abattait un grand nombre d'Allemands, sans se mettre à portée de leurs piques. Heiderlin arriva ainsi jusque sur les bords de la rivière Chilone. Pour la passer il fut obligé de rompre les rangs de ses soldats : Camille Vitelli fit aussitôt mettre pied à terre à ses gendarmes, et, les conduisant dans le lit du torrent, il attaqua les Allemands corps à corps. Ceux-ci, dès qu'ils n'étaient plus en bataille, ne pouvaient faire aucun usage de leurs longues piques, tandis que les gendarmes à pied, recouverts d'une armure impénétrable, étaient d'autant plus redoutables qu'ils s'approchaient de plus près. Il n'y avait plus aucun salut à espérer pour les Allemands; mais leur courage ne les abandonna pas : ils se défendirent avec rage et furent tués jusqu'au dernier [1].

Après cette boucherie, Montpensier, voulant profiter de l'effroi qu'elle avait causé aux Napolitains, vint offrir la bataille sous les murs de Foggia; Ferdinand ne la refusa pas; mais il disposa si habilement son armée sous le canon de la ville que le général français, qui avait imprudemment laissé sa grosse artillerie en arrière, n'osa pas attaquer le roi. Sans

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. IV, p. 135. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 151.

cette faute, il aurait peut-être pu terminer la guerre en ce lieu par une grande victoire. Renonçant à cette espérance, il continua sa marche vers Manfrédonia. Dans le même temps le marquis de Mantoue vint joindre Ferdinand : après leur réunion ils attaquèrent et saccagèrent les villes du comté de Molise, qui avaient arboré les étendards des Français. Montpensier était bien parvenu au lieu où devait se percevoir la gabelle, et les bergers de la Pouille arrivaient devant son camp avec leurs troupeaux : mais Ferdinand les y venait poursuivre à la tête de sa cavalerie légère ; et comme l'un et l'autre chef tenaient la campagne, il était impossible de décider, d'après la convention précédente, à qui la gabelle devait appartenir. Bientôt l'un et l'autre perdirent l'espérance de la percevoir : dès lors ils abandonnèrent les bergers en proie à leurs soldats ; les bœufs et les moutons de la moitié du royaume, qui se trouvaient en même temps entre leurs mains, furent égorgés : les champs furent couverts de leurs carcasses qu'on abandonnait à la putréfaction, tandis que les soldats se chargeaient seulement des peaux qu'ils espéraient de vendre[1].

Encore que l'objet principal qui avait attiré les deux armées dans les plaines de l'Apulie leur eût échappé, les deux partis dirigeaient toujours tout le reste de leurs forces vers cette même province : huit cents Allemands du duché de Gueldres, quelques Suisses et quelques Gascons, tout récemment débarqués à Gaëte, y étaient venus joindre Montpensier ; d'autre part, après le marquis de Mantoue, qui avait fait au mois de juin sa jonction avec Ferdinand, ce dernier avait reçu les renforts de Jean de Gonzague, de Jean Sforza, seigneur de Pésaro, et de don César d'Aragon. Les deux armées se menaçaient de près, et semblaient ne pouvoir tarder longtemps

[1] *Pauli Jovii Hist.* l. IV, p. 18?. — *Fr. Guicciard.* l. III, p. 161.

encore à décider le sort de la guerre par une bataille[1].

Avant que les affaires fussent arrivées à cette crise, les émigrés italiens, qui avaient suivi Charles VIII, n'avaient pas négligé de le solliciter pour qu'il envoyât, selon sa promesse, de puissants secours à Montpensier et aux armées qui défendaient le parti français. Les ambassadeurs des Florentins, le cardinal Julien de La Rovère, Jean-Jacques Trivulzio, Vitellozzo, Carlo Orsini et le comte de Montorio, ne lui permettaient point d'oublier les compagnons d'armes qu'il avait laissés dans le danger. Cette partie même de la noblesse française, qui s'était opposée à la première expédition de Charles VIII, trouvait désormais l'honneur national engagé à défendre ce qu'elle avait acquis par son sang : chaque famille illustre avait quelqu'un de ses membres dans l'armée qui combattait dans le royaume de Naples, et demandait avec instance qu'il n'y fût pas abandonné. Charles VIII, réveillé en quelque sorte de sa léthargie, annonça qu'il allait rentrer en Italie avec une armée plus puissante que celle qui l'avait accompagné l'année précédente. Jean-Jacques Trivulzio reçut ordre de partir pour Asti avec huit cents lances, deux mille Suisses et autant de Gascons; le duc d'Orléans, et ensuite le roi lui-même, devaient le suivre à peu de distance. Tous les cantons suisses avaient promis des troupes, à la réserve de celui de Berne, qui avait pris des engagements contraires avec le duc de Milan. Trente vaisseaux devaient mettre à la voile des ports français sur l'Océan, et se réunir en Provence avec autant de galères, pour porter à Gaëte des vivres, des munitions de guerre et de l'argent; et Rigault, maître de la maison du roi, fut dépêché à Milan pour demander au duc de faire armer à Gênes les galères promises par le traité de Verceil, et l'assurer que s'il se rattachait désormais sincère-

[1] *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 128. — *Fr. Guicciard.* L. III, p. 151.

ment à la France, sa conduite passée serait oubliée[1].

Mais cette ardeur guerrière ne pouvait se soutenir longtemps dans un caractère aussi futile et aussi inconséquent que celui de Charles VIII. Le cardinal de Saint-Malo, surintendant des finances, craignait une guerre qui augmenterait les embarras où le mettaient déjà les folles dépenses de la cour. Sans contredire son maître, il faisait naître des obstacles journaliers à l'exécution de ses projets; et celui-ci n'avait jamais la patience de les examiner, ou la persévérance de les écarter. Tout à coup le roi, qui était toujours à Lyon, déclara à la fin de mai qu'avant de se mettre en marche, il voulait encore faire un voyage à Tours et à Paris, pour se recommander à saint Martin et à saint Denis dans leurs principales églises, et pour engager en même temps ses meilleures villes à lui faire des avances d'argent. Son vrai motif était de revoir à Tours une des dames d'honneur de la reine, pour laquelle il avait alors de l'amour. En vain tous ceux qui s'intéressaient à la défense du royaume de Naples lui représentèrent-ils que s'il s'éloignait des frontières d'Italie, au moment où ses ennemis étaient effrayés, où ses soldats mettaient en lui toute leur espérance, il rendrait le courage aux premiers, et il ferait tomber les armes des mains des seconds; Charles VIII fut inébranlable : après avoir perdu encore un mois à Lyon, il partit pour le nord de la France. Il abandonna le projet d'envoyer le duc d'Orléans en Italie : il ne donna à Trivulzio qu'un petit nombre de soldats, et il ne fit autre chose en faveur de Montpensier que d'ordonner aux Florentins de lui faire passer quarante mille ducats[2].

Montpensier n'était plus en situation d'attendre l'issue de ces longues délibérations : il assiégeait Circello, à dix milles

[1] *Fr. Guicciard.* Lib. III, p. 152. — *Fr. Belcar. Comm. Rer. Gall.* Lib. VII, p. 195.
[2] *Fr. Guicciard.* Lib. III, p. 155. — *Fr. Belcar. Comment. Rer. Gall.* Lib. VII, p. 196. — *Chronicon Venetum.* p. 34.

de Bénévent ; et Camille Vitelli, un de ses meilleurs officiers, y avait été tué comme il s'était mis à pied à la tête des Gascons, pour les animer au combat. Ferdinand, pour faire diversion, vint attaquer Frangetto de Montfort, à quatre milles du camp français : il avait alors sous ses ordres douze cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers et quatre mille fantassins ; et il se croyait en état de hasarder une bataille. Les Français quittèrent Circello pour secourir Frangetto ; mais quand ils arrivèrent sur une colline en face de cette bourgade, ils virent qu'elle était prise. Montpensier et Virginio Orsini n'en insistaient pas moins pour avancer toujours, et attaquer les soldats de Ferdinand, tandis qu'occupés à piller, ils ne pourraient faire aucune résistance. Ferdinand, prévoyant ce danger, avait rangé son armée en bataille devant le château de Frangetto ; et il avait mis le feu à la bourgade pour en chasser les pillards ; cependant telle était leur avidité à amasser leur butin, ou leur terreur de rencontrer l'armée française, que la moitié des soldats courait encore au milieu de l'incendie, et qu'on ne pouvait les rappeler à leurs rangs. Mais dans le conseil de guerre de l'armée française, Précy, Barthélemi d'Alviano, et Paul Orsini, s'accordèrent à représenter que pour attaquer les Napolitains, il fallait s'engager dans une vallée étroite et fort dangereuse, dominée par le château de Frangetto, et que c'était ainsi faire dépendre son salut de la seule folie de ceux qu'on avait à combattre. Pendant qu'on disputait encore, les Suisses et les Allemands de l'armée, qui, depuis qu'ils servaient dans le royaume, n'avaient touché que deux mois de leur solde, demandèrent à être payés avant qu'on les menât au combat. Leur indiscipline et leur insolence croissaient avec l'embarras de leurs chefs ; et Montpensier, obligé de leur céder, perdit ainsi la dernière occasion où il pouvait espérer de relever les affaires des Français dans le royaume de Naples [1].

[1] *Fr. Guicciard.* Lib. III, p. 157. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 180. —

Dès ce moment, les Suisses et les Allemands ne cessèrent de menacer leurs généraux pour obtenir un paiement que ceux-ci n'avaient aucun moyen d'effectuer. Les princes de Salerne, de Bisignano et de Conza quittèrent l'armée, et retournèrent dans leurs fiefs pour se défendre contre Gonsalve de Cordoue ; les Napolitains à la solde française désertaient toutes les fois qu'ils en trouvaient l'occasion : non seulement ils n'étaient pas mieux payés que les autres, ils se trouvaient de plus sans cesse exposés à l'insolence de leurs compagnons d'armes français et allemands, qui prétendaient toujours obtenir leurs vivres ou leurs logements avant les regnicoles. Enfin, Précy et Montpensier n'étaient jamais d'accord, et leurs disputes divisaient tout le conseil de guerre [1].

L'armée, qui s'affaiblissait tous les jours, se vit contrainte à reculer ; elle voulut regagner la Pouille, et du voisinage d'Ariano et de Bénévent, se diriger sur Vénosa. Pour dérober sa marche à Ferdinand, elle partit au commencement de la nuit, et fit vingt-cinq milles sans s'arrêter. Elle comptait encore que Ferdinand, qui la suivait, serait retenu devant le château de Gésualdo, qu'on avait vu, dans un autre temps, soutenir un siége de quatorze mois : dans cette espérance, les Français, ayant trouvé de la résistance à Atella, prirent et pillèrent cette ville, et s'y arrêtèrent beaucoup plus qu'ils n'auraient dû le faire. Ferdinand prit Gésualdo sans coup férir, et arriva sur eux avant qu'ils pussent se remettre en route. Montpensier n'eut plus alors d'autre parti à prendre que celui de se défendre dans Atella, pour donner encore au roi de France le temps de lui envoyer des secours [2].

La ville d'Atella, où l'armée française se trouvait enfermée, n'est point celle qui a donné son nom aux fables atellanes,

Ejusdem Vita magni Consalvi. Lib. I, p. 181. — *Fr. Belcar. Comment.* Lib. VII, p. 197. — [1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 130. — [2] *Fr. Guicciard.* Lib. III, p. 158. — *Fr. Belcarii. Comm.* L. VII, p. 198.

et qui était située à peu près dans le lieu qu'occupe aujourd'hui la ville d'Aversa. Atella de la Basilicate est bâtie dans une plaine fertile; mais à un mille de ses murs commencent les montagnes qui s'élèvent de trois côtés, en formant un riche amphithéâtre de trois quarts de mille de largeur. Leur pente n'est point escarpée; et dans les gradins qu'elle forme, on emploie la charrue pour labourer les champs : là où le terrain est plus incliné, des vignes et de superbes arbres fruitiers le revêtent entièrement. Cet amphithéâtre s'ouvre du côté de l'ouest, et laisse voir à gauche la ville de Melphi, à droite le chemin de Conza, couvert par des forêts très épaisses. Une petite rivière arrose la plaine, et la traverse au couchant d'été, après avoir embrassé dans un long détour la bourgade d'Atella. Là, elle est resserrée entre des rives plus élevées, et elle fait tourner des moulins; ensuite elle se jette dans l'Ofanto. Au levant, la bourgade de Ripa Candida, sur le chemin de Vénosa, était occupée par une garnison française; c'était par là que l'armée espérait recevoir des vivres et des secours, d'autant plus que tout le pays s'était déclaré pour le parti angevin : mais la cavalerie légère des Stradiotes eut bientôt appris à en connaître tous les passages, et elle réussit à les fermer aux partisans français [1].

Ferdinand n'avait garde de s'exposer à un combat contre des gens désespérés; il s'occupa de leur couper tous les chemins, de rendre plus difficiles tous les arrivages de vivres, et d'abattre les moulins dont ils se servaient. Bientôt les Allemands qui étaient dans l'armée française, et qui depuis longtemps avaient menacé de déserter, si on ne leur payait pas leurs soldes arriérées, arrivèrent tous dans son camp; peu après, il apprit que Gonsalve de Cordoue avait surpris au château de Lario, sur le fleuve Saprio, qui divise la Calabre

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. IV, p. 132.

d'avec la principauté, une petite armée rassemblée par les partisans de la France; qu'il avait fait prisonniers onze barons angevins, et presque toute leur infanterie. Après cette victoire, la première que Gonsalve de Cordoue eût remportée dans le royaume de Naples, il vint avec six mille hommes joindre, devant Atella, le roi Ferdinand; et son arrivée fit perdre aux assiégés leur dernière espérance [1].

Le 5 juillet, Montpensier, qui commençait à manquer de vivres, fit partir pour Venosa le tiers de sa cavalerie, afin de protéger un convoi; mais quoiqu'elle fût sortie à midi, heure à laquelle on devait croire que les ennemis reposaient, plutôt que de braver les chaleurs excessives de la Basilicate, elle fut aperçue par les Stradiotes, surprise, entourée et mise en déroute. Les Français perdirent alors plus de trois cents cavaliers; et ce qui ajoutait à leur douleur, c'est que leur gendarmerie était battue par une cavalerie légère qu'elle était accoutumée à mépriser. Après ce combat, Ferdinand s'empara de Ripa Candida, et assit son camp sur la route même de Venosa, de manière à fermer toute issue aux assiégés [2].

Gonsalve de Cordoue, le jour même de son arrivée devant Atella, avait attaqué les moulins des assiégés, et les avait tous détruits : aussi commençaient-ils à être absolument dépourvus de farines. Bientôt ils éprouvèrent une privation plus cruelle encore : l'eau même leur manqua, ou du moins ils ne purent plus arriver à la rivière qui baignait les murs d'Atella qu'en s'ouvrant le chemin à la pointe de l'épée, et chaque tonne d'eau leur coûtait un combat. Les Français avaient pratiqué un abreuvoir dans la rivière; ils l'avaient entouré de quelques retranchements, et ils en avaient donné la garde à leurs Suisses : mais ces retranchements furent emportés de vive

[1] *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 133. — *Ejusdem Vita magni Gonsalvi.* Lib. I, p. 182. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 159. — [2] *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 133. — *Vita magni Gonsalvi.* L. I, p. 183.

forcé, et trois cents Suisses y furent taillés en pièces ; parmi les morts on trouva un enseigne dont la main droite était coupée, la main gauche horriblement blessée, et qui, même après sa mort, serrait encore entre ses dents le drapeau qui lui avait été confié[1].

Il y avait trente-deux jours que les Français étaient enfermés dans Atella ; ils voyaient tous les jours augmenter le nombre de leurs ennemis et diminuer celui de leurs soldats ; les fourrages, les vivres, l'eau même leur manquaient, lorsqu'ils prirent enfin le parti de capituler. Précy, Barthélemy d'Alviano et un capitaine suisse furent envoyés à Ferdinand. Ils demandèrent que Gilbert de Montpensier eût la faculté de dépêcher un courrier à son roi, pour en obtenir des secours ; mais s'il ne les recevait pas avant trente jours, il devait au bout de ce terme remettre à Ferdinand toutes les places qui dépendaient de lui, avec leur artillerie. Jusqu'à cette époque il ne devait point tenter de sortir d'Atella, où le roi de Naples lui fournirait des vivres jour par jour. Lorsqu'ensuite les Français remettraient la place, ils devaient avoir la faculté de se retirer en France, les Italiens hors du royaume, et les Napolitains auraient quinze jours pour faire leur soumission au roi, qui leur promettait une amnistie complète, et la restitution de tous leurs biens. Cette convention fut signée le 20 juillet 1496 ; et les trois villes de Venosa, Gaëte et Tarente, dont les gouverneurs avaient été nommés immédiatement par le roi, en furent expressément exceptées[2].

Il paraît que Montpensier n'attendit point l'expiration des trente jours qu'il avait demandés pour livrer Atella, mais que, pressé par le besoin d'argent et par l'impatience de ses soldats, il remit dès le troisième jour cette ville à Ferdinand,

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. IV, p. 135. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 160. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 136. — *Petri Bembi Hist. Veneta.* L. III, p. 56. — *Allegretto Allegretti*, p. 857. — *Fr. Belcarius Comment.* L. VII, p. 199.

moyennant dix mille florins, qu'il distribua à ses troupes à compte de leur solde[1]. Il sortit d'Atella avec environ cinq mille hommes, qui furent conduits à Baia et à Pozzuoli, pour y attendre un embarquement. Il livra en même temps au roi toutes les forteresses de son gouvernement ; mais Ferdinand lui demandait toutes celles du royaume, dont plusieurs ne voulaient point reconnaître l'autorité du lieutenant du roi. Tandis qu'on disputait sur l'exécution de cette partie de la capitulation, l'armée française fut retenue au milieu de l'été, sur le rivage pestilentiel de Baia. Bientôt une affreuse épidémie s'y manifesta. Gilbert de Montpensier y mourut des premiers ; la mortalité atteignit ensuite ses cavaliers et ses soldats : elle les poursuivit dans leur voyage, lorsqu'on leur permit de l'entreprendre, et il n'arriva pas cinq cents guerriers en France, des cinq mille qui étaient sortis d'Atella[2].

Alexandre VI, qui destinait les dépouilles des Orsini à ses enfants, et qui voulait auparavant exterminer cette famille, non seulement délia Ferdinand II du serment prêté en confirmation de la capitulation d'Atella, mais même le menaça des peines ecclésiastiques s'il l'exécutait. Pour lui obéir, le roi de Naples fit arrêter Virginio et Paul Orsini, et les fit enfermer au château de l'Œuf. Leurs troupes italiennes, qui se retiraient par l'Abruzze, sous les ordres de Gian Giordiano Orsini, et de l'Alviano, furent attaquées par le duc d'Urbin, et dépouillées de tout. En même temps Graziano Guerra, ne pouvant plus se soutenir dans l'Abruzze, se retira à Gaëte, avec huit cents chevaux; d'Aubigny, après avoir défendu quelque temps encore la Calabre, fut obligé de capituler à Groppoli, et eut la liberté de se retirer en France.

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. III, p. 56. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 161. — *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 137. — *Ejusdem Vita magni Consalvi.* Lib. I, p. 183. — *Fr. Belcarii.* Lib. VII, p. 200. — *Arnoldi Ferroni.* Lib. II, p. 24.

Les princes de Salerne et de Bisignano profitèrent de l'amnistie, et furent reçus en grâce par Ferdinand, après qu'ils lui eurent livré leurs forteresses. Enfin, à la réserve de Tarente, qui tenait toujours sous les ordres de Georges de Silly, de Gaëte, où s'était enfermé le sénéchal de Beaucaire, et de Mont Saint-Ange, où Julien de Lorraine se défendait avec beaucoup de bravoure, les Français furent chassés de toutes leurs conquêtes ; et le royaume de Naples fut en entier réduit sous l'obéissance de Ferdinand[1].

Mais au moment même où ce jeune prince rentrait à Naples, de retour d'une guerre qui lui avait valu un royaume, et qui avait fait briller son courage, sa constance, sa connaissance de l'art de la guerre et son adresse à manier les esprits, il étonna la chrétienté par un mariage qu'aucune dispense du pape ne devait autoriser. Il épousa sa propre tante, Jeanne, sœur de son père, qui était à peu près de son âge. Ce choix ne lui avait point été suggéré par la politique, mais par l'amour ; et cet amour lui fut funeste. Ferdinand revenait de la campagne la plus fatigante, dans un pays malsain, où presque tous les chefs des deux armées avaient été attaqués de maladies. Il ne fit point attention à l'effet que tant de fatigues avaient produit sur sa propre constitution ; il se crut dans toute la vigueur de sa santé, et il se conduisit comme s'il l'était en effet : mais à peine était-il établi avec sa nouvelle épouse à la Somma, château de plaisance au pied du Vésuve, qu'il y mourut d'épuisement, le 7 septembre 1496, à l'âge de vingt-sept ans un mois et onze jours. Comme il ne laissait point d'enfants, son oncle, don Frédéric, lui succéda sur le trône de Naples, qui en trois ans avait été occupé par cinq rois : en effet, Ferdinand Ier, Alfonse II, Charles VIII, Fer-

[1] *Fr. Guicciardini*, L. III, p. 161. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 137. — Mémoires de Guill. de Villeneuve. T. XIV, Mém. p. 82.

dinand II et Frédéric, s'étaient succédé sur ce trône avec une rapidité qui avait ajouté aux calamités du royaume, déjà désolé par une guerre cruelle [1].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 161. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 138. — *Petri Bembi.* Lib. III, p. 57. — *Summonte, Storia di Napoli.* L. VI, c. II, p. 523. — *Giannone, Ist. civile del regno di Napoli.* L. XXIX, c. 2, p. 676. — *Burchardi Diarium.* Lib. II, apud *Raynaldum, Annal. eccles.* 1496, § 13, p. 452. — *Chronicon Venetum.* L. XXIV, p. 39. — *Fr. Belcarius, Comment. Rer. Gall.* L. VII, p. 201.

CHAPITRE III.

Guerre de Pise; les Pisans secourus par le duc de Milan, les Vénitiens et l'empereur Maximilien. — Trève en Italie. — Déclin du crédit de Savonarole à Florence. — Épreuve du feu qui lui est proposée par un moine; sa condamnation et sa mort.

1496-1498.

L'ébranlement donné à toute la politique de l'Italie par l'expédition de Charles VIII semblait s'être arrêté; ce monarque, de retour à sa résidence ordinaire, n'était plus occupé que de tournois, de fêtes, et d'une vaine pompe chevaleresque, qui lui faisait oublier cette guerre même dont elle était l'image. Sans cesse enlacé dans des intrigues de femmes où l'engageaient ses nombreuses et inconstantes amours, il ne donnait plus à l'Italie que des regards distraits. De temps en temps il annonçait encore l'intention de délivrer les frères d'armes qu'il avait exposés à des dangers infinis, et qui languissaient déjà pour lui dans les prisons et la misère; il parlait de venger les insultes que recevait son nom, et de recouvrer la gloire qu'il avait acquise à trop peu de frais, et trop

rapidement perdue : mais bientôt il retombait dans la mollesse et l'oubli de toute chose ; déjà ses menaces ne causaient plus d'effroi, et ses promesses n'entretenaient plus d'espérance.

La mort de Ferdinand II et l'élévation de Frédéric d'Aragon sur le trône de Naples semblaient devoir concourir, avec l'indolence de Charles VIII, à donner plus de stabilité à cette monarchie. Frédéric était depuis longtemps cher aux Napolitains; c'était le même prince que les barons mécontents avaient voulu, en 1485, substituer à son père le vieux Ferdinand, et à son frère aîné Alfonse; c'était lui qui avait préféré demeurer en prison entre les mains des factieux plutôt que de monter sur le trône par un crime. Tous les partis connaissaient sa modération et son impartialité; tous avaient en lui la même confiance. Son prédécesseur, Frédéric II, n'avait pas le même avantage; on avait vu briller sa constance et sa valeur dans la dernière guerre; mais les Angevins craignaient sans cesse de voir reparaître, dans son caractère, le vieux levain aragonais, la perfidie et la cruauté qui semblaient héréditaires dans sa famille. Ils racontaient même que, déjà atteint de la maladie dont il mourut, il avait donné à ses gens l'ordre de faire périr l'évêque de Théano, qu'il retenait prisonnier; et que, craignant que ceux-ci, dans l'attente de sa mort prochaine, ne lui dissent que son ordre était exécuté quand il ne l'était pas, il s'était fait apporter sa tête sur son lit de mort[1].

Frédéric, en montant sur le trône au milieu d'un peuple déchiré par tant de factions et ruiné par une guerre civile et étrangère, sentit qu'il devait se présenter aux Napolitains en conciliateur et non en vainqueur. Il accueillit tous les partis avec une égale indulgence; montra à l'égard de tous un égal

[1] Petri Bembi Hist. Venetæ. Lib. III, p. 57.

respect pour la bravoure et le malheur : il renvoya en France les restes de l'armée qui avait capitulé à Atella, échappés au mauvais air de Baia. Il se réconcilia pleinement avec le prince de Bisignano et celui de Conza, qui, pendant leur long exil en France, avaient préparé la guerre dont le royaume avait tant souffert. Il promit la même indulgence au prince de Salerne, et il l'invita à la fête de son couronnement. Mais ce prince vieilli dans les factions, et souvent victime des trahisons royales, ne put croire à la bonne foi du nouveau roi ; il attribua à celui-ci une tentative d'assassinat contre son frère, qui n'était cependant qu'une vengeance particulière[1]. Il recommença la guerre ; et poursuivi de château en château, dans la Lucanie, il fut enfin obligé de sortir du royaume, et de se retirer à Sinigallia, dans la petite principauté de Jean de la Rovère, préfet de Rome, chez qui il mourut en exil au bout de peu de temps[2].

D'Aubigny, qui avait commandé avec gloire les Français en Calabre, ne crut pas devoir prolonger plus longtemps une guerre qui, pour la France, était sans espoir, tandis qu'elle réduisait ses anciens partisans au dernier degré de misère et de danger. Non seulement il traita pour lui-même et ses compagnons d'armes à des conditions honorables ; il engagea aussi Aubert de Rosset, qui s'était défendu à Gaëte avec un courage et une constance admirables, à réserver ses soldats pour un temps plus heureux, et à remettre cette ville à Frédéric. Vers le même temps, Graziano Guerra abandonna les Abruzzes, et les garnisons de Vénosa et de Tarente firent également leur soumission ; en sorte que les Français ne gardèrent plus, dans le royaume de Naples, aucun gage de leur rapide conquête[3].

Mais la guerre que Charles VIII avait excitée à son passage

[1] *Fr. Guicciardini Hist.* L. III, p. 175.—[2] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 188. —[3] *Idem*, p. 139. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 172.

en Toscane, en rendant la liberté à Pise, restait toujours allumée; c'était une étincelle prête à causer en Italie un incendie nouveau. Cette guerre se poursuivait selon l'ancienne tactique des guerres italiennes; et la lenteur de toutes ses opérations contrastait étrangement avec l'impétuosité qu'on avait vu déployer aux Français. Des siéges de petits châteaux, des surprises, des affaires de postes, semblaient épuiser tout l'art des capitaines; et cependant on voyait à la tête de l'une et de l'autre armée des hommes qui s'étaient fait un nom dans l'art militaire : du côté des Florentins, Francesco Secco, et Ranuccio de Marciano; du côté des Pisans, Lucio Malvezzi de Bologne, occasionnellement secondé par les plus habiles condottiéri du duc de Milan ou des Vénitiens. La guerre, il est vrai, se faisait entre eux d'une manière plus sanglante que dans la précédente période, parce qu'un grand nombre de soldats étrangers qui servaient dans l'une et l'autre armée ne faisaient et ne demandaient point de quartier. Si les Florentins avaient en une seule fois levé une armée assez considérable pour s'ouvrir le chemin jusqu'à Pise, planter leur artillerie devant ses murailles, et y faire une brèche, ils se seraient épargnés en même temps beaucoup de sang et beaucoup d'argent. Mais ils n'avaient point encore renoncé à l'espoir de recouvrer Pise par des négociations; ils en avaient d'entamées avec toutes les puissances; ils n'étaient en guerre déclarée avec aucune, et ils furent appelés successivement à combattre les Français, l'empereur, les Milanais, les Vénitiens, les Génois, les Lucquois et les Siennais, qui se présentèrent tour à tour comme auxiliaires des Pisans : car c'était alors un principe reçu dans le droit public, qu'on pouvait faire la guerre pour son allié sans la déclarer soi-même.

De même que, par une complication bizarre d'intrigues politiques, les Florentins, pour recouvrer Pise, eurent à combattre en même temps les Français leurs vrais alliés, et tous

les ennemis des Français; de leur côté, les Pisans envoyèrent recommander en même temps leur république à Charles VIII, et à tous les ennemis de Charles VIII. En un même jour Mariano Peccioli fut envoyé par la seigneurie de Pise à Louis Sforza, Agostino Donizzo au pape Alexandre VI, Bernardino Agnelli à la république de Venise, et Piétro Griffo à la cour de France[1]. Ces ambassades étaient déjà parties avant que d'Entragues eût mis les Pisans en possession de leurs forteresses. Celles qui s'adressaient aux ennemis de la France eurent le plus heureux succès; Sforza envoya aux Pisans Louis de La Mirandole, avec une brigade de cavalerie et trois cents fantassins allemands; les Vénitiens leur firent passer Paul Manfroni, avec deux cents chevaux, et de l'argent pour lever de l'infanterie[2].

Louis Sforza, qui se figurait toujours pouvoir tout diriger, tout maîtriser par son habile politique, s'abstenait souvent, par avarice, de faire les dépenses nécessaires à la réussite de ses projets; mais il comptait alors sur son adresse pour les faire faire par ses propres ennemis. C'était dans cette vue qu'il avait lui-même instamment sollicité les Vénitiens de l'aider à défendre Pise : cette guerre, leur disait-il, ayant pour but d'affaiblir les Florentins, seuls alliés qui fussent demeurés aux Français, était également conforme aux intérêts de Venise et de Milan, et devait être soutenue à frais communs. Il ne pouvait alors croire que les Vénitiens songeassent jamais à s'emparer de Pise, ville séparée d'eux par tant d'états, tandis qu'elle s'unissait facilement à la Ligurie, dont il était déjà souverain[3].

Mais les Pisans n'avaient plus pour Louis Sforza la même inclination qu'ils avaient manifestée au commencement de la

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 108. — [2] *Ibid.* p. 102. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 146. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 227. — [3] *Fr. Guicciardini*, Lib. III, p. 142.

guerre. Son avarice les avait découragés, ses négociations avec les Florentins avaient excité leur défiance; et la proposition qu'il leur avait faite tout récemment de donner la seigneurie de leur ville aux frères San Séverini ses créatures leur avait manifesté ses desseins secrets : aussi tournaient-ils désormais tous leurs regards vers les Vénitiens. Ils avaient obtenu de toutes les puissances de la ligue des promesses de garantir leur liberté. Maximilien avait reconnu leurs droits par un privilége impérial : le pape leur avait adressé un bref pour les encourager à se défendre; et les ambassadeurs d'Espagne avaient témoigné que leurs maîtres verraient avec plaisir les ports de la Toscane fermés aux Français, par l'affermissement d'une république rivale de celle de Florence [1].

Au commencement du mois de mars 1496, les Florentins avaient remporté quelques avantages dans cette partie du territoire pisan qui est entre le lac de Bientina, les montagnes et l'Arno. Ils avaient pris Buti, Saint-Michel de Verrucola et Calci; mais à cette époque même on publia dans tout le territoire pisan, avec de grandes démonstrations de joie, les lettres que la seigneurie venait de recevoir du doge Agostino Barberigo, par lesquelles il déclarait que la république de Venise avait pris celle de Pise sous sa protection [2].

Cette détermination publique, qui engageait en quelque sorte l'honneur des Vénitiens à défendre Pise, avait été long-temps combattue dans les conseils mêmes de Venise par les plus vieux sénateurs, et par ceux dont la prudence obtenait ordinairement le plus de crédit. Ils trouvaient que dans cette occasion leur république courait le double danger d'alarmer tous les autres états par l'aveu d'une ambition insatiable, et d'entreprendre cependant ce qu'elle ne pourrait point accomplir avec honneur [3].

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 142. — [2] *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 227. — *Macchiavelli Frammenti istorici*, T. III, p. 35. — [3] *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 143.

Dès ce moment, les affaires des Pisans commencèrent à prospérer. Francesco Secco fut surpris par eux au commencement d'avril; il lui tuèrent une cinquantaine d'hommes, lui prirent deux cent vingt chevaux, et le forcèrent à lever le siége de Verrucola. Peu de jours après, Francesco Secco, impatient de se venger, attira, près de Vico, les Pisans commandés par Paul Manfroni, dans une embuscade; il les défit en effet; mais comme il les poursuivait, il fut atteint d'une arquebuse et blessé mortellement. Sa perte équivalut, pour les Florentins, à une seconde déroute [1]. Le 30 mai, Lucio Malvezzi, capitaine des Pisans, surprit et pilla Ponsacco, où il fit prisonnier Louis de Marciano, frère de Rannuccio, qui commandait l'armée florentine [2]. Enfin, dans les premiers jours de juin, Giustiniano Morosini, gentilhomme vénitien, arriva à Pise avec huit cents Stradiotes. Ces soldats barbares, qui étaient devenus redoutables à toute l'Italie, qui avaient souvent tenu tête à la gendarmerie française, et qui avaient fait connaître tout ce qu'on pouvait attendre d'une bonne cavalerie légère, remplirent bientôt la Toscane de la terreur de leurs armes. Le 23 juin, ils se jetèrent dans le val de Niévole, ils passèrent sous Montécarlo; Buggiano leur ayant résisté, ils le prirent, le pillèrent et le brûlèrent ensuite; aussi bien que Stignano, et ils firent éprouver aux Florentins combien il était malheureux pour un peuple arrivé au plus haut degré de civilisation d'être envahi par des soldats à peine sortis de la barbarie. [3]

La présomption de Louis Sforza s'était accrue par les événements de l'année précédente; il se vantait d'avoir appelé les Français en Italie et de les en avoir chassés, d'avoir puni

[1] *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 227. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 165. — *Macchiavelli Frammenti istorici.* T. III, p. 37. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. III, p. 59. —
[2] *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 236. — *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 143. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 165. — [3] *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 230. — *Macchiavelli Framm.* p. 39.

la maison d'Aragon et de l'avoir ensuite replacée sur le trône, d'avoir disposé des forteresses que les Français avaient reçues des Florentins, comme s'il les avait lui-même tenues en garde. Il avait adopté le surnom de Maure que son teint noir lui avait fait donner; mais il voulait qu'on y vît l'emblème de sa finesse et de sa force, les deux qualités par lesquelles il se croyait supérieur à tous les hommes [1]. Il avait vu avec plaisir les Vénitiens s'engager dans la guerre de Pise; il disait avec complaisance que c'était pour lui seul qu'ils y dépensaient leurs trésors et qu'ils y versaient leur sang.

Cependant, comme il commençait à s'apercevoir que les Pisans avaient plus de penchant pour les Vénitiens que pour lui, il crut que le moment était venu d'introduire en Italie un nouveau potentat, qu'il comptait mener avec autant de facilité qu'il croyait diriger tous les autres. Dans ce but, il envoya des ambassadeurs au roi des Romains, Maximilien, qu'il invita à venir prendre à Milan la couronne de Lombardie, et à Rome celle de l'empire, afin de rétablir dans toute l'Italie l'ancienne autorité des empereurs. Maximilien avait épousé la nièce de Louis Sforza, et dès lors il avait montré de la disposition à suivre ses conseils. D'ailleurs, ce monarque, toujours dépourvu d'argent, dont les forces disproportionnées avec ses titres, et l'étendue de ses états ne suffisaient jamais à achever les entreprises qu'il avait commencées, était sans cesse mis en mouvement par un désir vague de gloire, tandis qu'il ne trouvait en lui-même ni constance pour la poursuivre ni vrai talent pour l'obtenir. Il se jetait avec passion dans toutes les aventures nouvelles, parce qu'elles étaient pour lui une occasion d'abandonner les anciennes. Il avait toujours un égal empressement à diriger les affaires des autres, parce qu'elles lui servaient de prétexte pour négliger les siennes; et comme il se sentait sans

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. III. p. 147.

cesse contrarié dans ses états, il saisissait toutes les occasions d'en sortir. Il était donc moins difficile à Sforza de l'attirer en Italie que de persuader aux Vénitiens de concourir avec lui pour l'y appeler. Néanmoins, comme Charles VIII éclatait de nouveau en menaces, comme on croyait ses armées prêtes à passer les Alpes, comme on savait qu'il avait tout dernièrement encore sollicité Sforza de rentrer dans son alliance, les Vénitiens craignirent que le duc de Milan, qui se défiait d'eux, ne finît par se jeter dans les bras du roi de France, et ils consentirent à envoyer de leur côté des ambassadeurs à Maximilien pour lui promettre un subside [1].

Maximilien s'avança jusqu'à Manshut, sur les confins du Tyrol et de la Vlateline; c'est là que Louis-le-Maure alla le trouver avec les ambassadeurs de Venise et du pape. Il convint avec lui que les alliés d'Italie lui paieraient pendant trois mois 40,000 ducats par mois; savoir : les Vénitiens 16,000, lui-même 16,000, et le pape 8,000, pourvu que Maximilien entrât en Italie avec une armée digne d'un empereur, et qu'il l'employât pendant les mêmes trois mois au service de la ligue. Le lendemain de la signature de cette convention, Maximilien passa à son tour les Alpes en équipage de chasse, et vint rendre à Louis-le-Maure sa visite à Bormio, où il eut avec lui une nouvelle conférence. Il retourna ensuite en Allemagne pour y lever l'armée qu'il avait promise [2].

Avant de se mettre en marche, cependant, il envoya deux ambassadeurs à Florence, qui se présentèrent à la seigneurie le 19 avril. Ils lui déclarèrent que l'empereur, voulant tourner les armes de la chrétienté contre les infidèles, avait résolu d'assurer auparavant le repos de l'Italie, de détruire tous les germes de discorde qu'y avaient semés les Français, et de le

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 164. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. IV, p. 142. —

[2] *Andrea Navagiero stor. Venez.* T. XXIII, p. 1207. — *Petri Bembi Hist. Veneta.* Lib. III, p. 61. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 163. — *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 142.

réunir tout entière en une seule ligue. Les Florentins, ajoutèrent-ils, restaient seuls en dehors de l'alliance commune; Maximilien les invitait à s'y joindre, à déposer les armes qu'ils avaient prises contre les Pisans, et à soumettre leur querelle avec cette ville aux lois de l'empire et à son arbitrage[1]. Les Florentins répondirent qu'ils avaient déjà nommé deux de leurs citoyens les plus considérés pour se rendre auprès de l'empereur, et lui porter l'hommage de leur respect et de leur obéissance; que ces ambassadeurs lui exposeraient les droits de leur république sur Pise, et qu'ils invoquaient pour eux-mêmes les lois de l'empire, d'après lesquelles aucun état n'était obligé à soumettre ses prétentions à un arbitrage, si au préalable il n'était pas remis en possession de tout ce qui lui avait été enlevé par la violence[2].

Bientôt les Pisans furent avertis par leurs alliés que l'empereur élu arriverait incessamment dans leurs murs; mais déjà sans son assistance ils se trouvaient supérieurs aux Florentins en rase campagne. Chaque jour ils recevaient de nouveaux secours des Vénitiens; deux provéditeurs de Saint-Marc, Morosini et Domenico Delfino étaient venus s'établir dans leur ville; le comte Braccio de Montone leur avait amené un corps de gendarmerie, reste de l'ancienne école de son aïeul. Peu après, Annibal, fils de Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, était aussi arrivé parmi eux. Les Vénitiens, il est vrai, avaient envoyé ce dernier, bien moins pour secourir Pise que pour acquérir dans cette ville une prépondérance décidée sur le duc de Milan. Ils soupçonnaient Lucio Malvezzi, général des Pisans, d'être absolument dévoué à la maison Sforza, et ils voulaient le décider à quitter de lui-même le service de cette république. Or, Malvezzi était de cette famille qui, en 1488,

[1] *Scipione Ammirato* L. XXVII, p. 232. — *Fr. Guicciardini Hist.* Lib. III, p. 167. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 48. — [2] *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 233. — *Macchiavelli Framm.* p. 46.

avait conjuré à Bologne contre les Bentivoglio; tous ses parents avaient été massacrés par ceux-ci : sa tête avait été mise à prix, et il n'était pas probable qu'il se crût en sûreté dans une place où son ennemi le plus acharné recevait un commandement. En effet, aussitôt que Lucio Malvezzi vit entrer Bentivoglio dans Pise, il demanda et obtint son congé[1].

Les Pisans, sous les ordres de Jean-Paul Manfroni, attaquèrent successivement tous les châteaux-forts que les Florentins possédaient encore sur leur territoire; surtout ils cherchèrent à leur couper toute communication avec Livourne. S'ils avaient pu y réussir, s'ils avaient ainsi repoussé les Florentins loin de la mer, ils leur auraient ôté toute espérance de recevoir des secours de France : en même temps ils auraient interrompu tout leur commerce maritime, et leur auraient ainsi causé une assez grande perte pour les déterminer à la paix. Au commencement de septembre, Manfroni prit les châteaux de Soiana, Morrana, Chianna, Terricciuola et Cigoli. Il fut moins heureux dans un combat près du lac de Bientina, qui se termina par la retraite des deux armées, avec une perte considérable des deux parts; mais bientôt recommençant dans les collines sa guerre aux châteaux, il soumit avant le 20 septembre San-Regolo, Sant-Alluce, Usigliano, Casa-Nuova, et quelques autres lieux forts. Pierre Capponi, commissaire des Florentins auprès de leur armée, le même qui avait déchiré les propositions de Charles VIII, et l'un des plus éloquents comme des plus courageux parmi les citoyens de Florence, voulut arrêter ces conquêtes et reprendre Soiana; mais comme il faisait conduire l'artillerie florentine devant ce château, et qu'il s'avançait dans un lieu découvert, pour y

[1] *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 234. — *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 167. — *Macchiavelli Frammenti istorici*. T. III, p. 52. — *Petri Bembi Hist. Venetae*. Lib. III, p. 63.

faire dresser une batterie, il fut atteint à la tête par un fauconneau, et tué sur la place. Florence pleura dans ce grand citoyen celui dont la fermeté l'avait sauvée, et le digne représentant d'une famille qui, même aux temps les plus factieux, avait toujours brillé par des vertus publiques, sans se dévouer à aucun parti [1].

Sur ces entrefaites, Maximilien était entré en Italie; mais au lieu de l'armée impériale qu'il avait promise aux confédérés, à peine avait-il conduit avec lui trois cents chevaux et quinze cents hommes d'infanterie : aussi se sentait-il embarrassé de répondre si mal à l'attente des peuples, et évitait-il la foule qui se rassemblait pour le voir. Il prit un chemin détourné pour ne point traverser Como, où une fête somptueuse avait été préparée pour lui; de même il s'arrêta à Vigevano, pour ne point se montrer à Milan [2]. Les alliés lui demandèrent de contraindre le duc de Savoie et le marquis de Montferrat, en leur qualité de membres de l'empire, à se détacher de l'alliance française; mais ses forces étaient trop peu considérables pour donner aucun poids à ses décrets. Il voulut aussi faire renoncer le duc de Ferrare à sa neutralité, et il le somma, comme son feudataire, pour les duchés de Modène et de Reggio, de se rendre auprès de lui; mais Hercule d'Este s'y refusa, déclarant que ce serait se départir de la médiation qu'il avait acceptée dans le traité avec la France, et manquer à l'engagement qu'il avait pris, lorsqu'il avait reçu en dépôt le Castelletto de Gênes. Maximilien, ne pouvant faire aucun autre usage de sa puissance impériale, s'achemina vers Gênes, pour de là se rendre à Pise [3].

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 283. — *Fr. Guicciardini*. L. III, p. 166. — *Pauli Jovii*. Lib. IV, p. 144. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 97. — Macchiavelli seul paraît faire peu de cas de Capponi, qu'il accuse d'inconséquence. *Framm. istorici*. T. III, p. 44. — [2] *Pauli Jovii Hist. sui temp*. L. IV, p. 145. — *Fr. Guicciardini*. L. III, p. 163. — [3] *Fr. Guicciardini*. L. III, p. 163. — *Barthol. Senaregœ de rebus Genuens*. T. XXIV, p. 561.

Encore que l'armée de l'empereur ne fût pas considérable, son approche causait beaucoup d'inquiétude aux Florentins; ils avaient sur les bras la ligue toute entière qui avait chassé les Français d'Italie. Les souverains de l'Espagne et le pape, s'ils n'agissaient pas contre eux avec vigueur, manifestaient du moins leur inimitié, et fournissaient de l'argent à leurs ennemis. Le duc de Milan et les Vénitiens les accablaient par des forces supérieures; et tous les petits peuples de la Toscane, tous les voisins de Florence, qui n'auraient pas osé prendre une part active à la guerre contre un plus grand potentat, mettaient en œuvre toutes leurs ressources contre la république dont ils étaient jaloux. Florence, épuisée par trois années de guerre, et par les subsides prodigieux qu'elle avait payés à la France, tandis qu'elle avait perdu les douanes de Pise et de la mer, qui faisaient une partie considérable de son revenu, ne semblait point en état de supporter ce nouveau fardeau. L'inconséquence et la mauvaise foi de Charles VIII lui avaient été démontrées; on ne pouvait s'attendre à ce que ce monarque secourût ses alliés, après qu'on lui avait vu abandonner à la dernière détresse ses propres armées dans le royaume de Naples. Si la république n'avait consulté que la politique mondaine, sans aucun doute, elle aurait accepté dès longtemps l'offre que lui faisait Louis Sforza, de la faire admettre dans la ligue italienne : mais le parti des pénitents (*piagnoni*), qui dominait alors à Florence, était composé d'hommes qui allaient apprendre chaque jour, aux sermons de Jérôme Savonarole, comment ils devaient gouverner la république; qui voyaient dans tous les échecs qu'éprouvait l'état la punition des vices des particuliers, et non celle des fautes du gouvernement; qui ne comptaient sur d'autre force que sur celle des prières, et sur d'autre prudence que celle des inspirations. Or Savonarole leur annonçait sans cesse que le temps des épreuves allait bientôt être terminé, que l'église de Dieu

allait bientôt être réformée par la puissance des Français, et que, pourvu que les Florentins fussent fidèles au parti qu'ils avaient embrassé, ils allaient, après toutes leurs tribulations, se trouver maîtres, non seulement de leur ancien territoire, mais encore de toute la Toscane. Ces prédications inspiraient aux conseils de la république une constance qui ne fut jamais mise à une plus forte épreuve [1].

L'évêque Pazzi, et François Pépi, jurisconsulte, que la république avait envoyés en ambassade auprès de Maximilien, arrivèrent à Tortone le lendemain de son départ pour Gênes. Ils le suivirent dans cette ville; mais après leur audience de présentation, l'empereur les renvoya, pour avoir une réponse, au cardinal de Sainte-Croix, légat du pape, tandis qu'il s'embarqua le 8 octobre pour Pise. Le cardinal les renvoya à son tour au duc de Milan, qui était alors à Tortone. Avant de se rendre auprès de lui, ils eurent soin d'informer leur république de la manière dont ils avaient été ballottés. Ils suivirent cependant le duc à Tortone, puis à Milan; et là ils reçurent de la seigneurie l'ordre de prendre congé de lui, sans lui exposer leur commission. Le vaniteux Louis-le-Maure, toujours empressé d'étaler aux yeux d'un public nombreux son pouvoir et son éloquence, avait appelé tous les ambassadeurs de la ligue, et tous les sénateurs de Milan à l'audience publique qu'il destinait aux Florentins. Il avait préparé un discours soigné, dans lequel il comptait leur retracer les conseils qu'il leur avait donnés, et les fautes contre lesquelles il les avait tenus en garde. Il voulait leur faire voir que c'étaient celles-là mêmes où ils étaient tombés, et dont ils éprouvaient la conséquence. Mais les ambassadeurs, introduits devant lui, se contentèrent de lui dire que, retournant à Florence, ils n'avaient pas craint d'allonger leur route pour saisir l'occasion

[1] Fr. Guicciardini. L. III, p. 161. — Scipione Ammirato, L. XXVII, p. 215.

de l'assurer de leur respect, et de l'intention de leur patrie de rester avec lui sur le pied de leur ancienne amitié. Sforza, étonné de ce compliment, leur demanda quelle réponse ils avaient eue de l'empereur. — D'après les lois de notre république, répondirent-ils, nous ne pouvons exposer ses commissions qu'au prince même, auprès duquel nous sommes envoyés, et nous ne rendrons compte qu'à nos seigneurs de ses réponses. — Mais je sais, dit le duc, que l'empereur vous a renvoyés à nous pour une réponse, ne voulez-vous donc pas l'entendre? — Il ne nous est jamais défendu d'entendre, reprirent-ils, et nous n'avons aucun droit d'empêcher votre altesse de parler. — Mais nous ne pouvons, dit le duc, faire une réponse, sans que vous ayez vous-mêmes exposé la demande que vous lui avez faite. — Et nous, reprirent les ambassadeurs, nous ne pouvons sortir de la commission qui nous a été donnée : mais si l'empereur a chargé votre altesse de répondre, apparemment qu'il lui aura aussi communiqué notre proposition. — Louis-le-Maure, ne pouvant obtenir d'eux une demande plus explicite, les renvoya enfin, aussi bien que toute l'assemblée, devant laquelle il comptait briller en les humiliant, et à laquelle il ne sut pas même dissimuler son dépit[1].

Maximilien avait trouvé à Gênes six galères vénitiennes, envoyées pour l'attendre; il s'y était embarqué le 8 octobre avec mille fantassins allemands; mille autres fantassins avec cinq cents chevaux se rendirent par terre à la Spézia, et les galères génoises transportèrent sur les rivages de Toscane une nombreuse artillerie[2]. Maximilien, ayant réuni ces deux troupes, fit son entrée à Pise à leur tête. Il fut reçu à la porte de la ville par les dix Anziani, et par les procurateurs de

[1] *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 168. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 234. — *Macchiavelli Frammenti istorici.* T. III, p. 56. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 169. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 145.

Saint-Marc, qui y résidaient au nom des Vénitiens ; et il fut conduit au logement qu'on lui avait préparé dans le palais que les Médicis avaient bâti à Pise. Des réjouissances publiques célébrèrent son arrivée ; et l'écusson de marbre, chargé de lis d'or, qui avait été élevé sur le pont en l'honneur de Charles VIII, fut précipité dans la rivière, pour faire place aux armoiries de Maximilien. Dès le lendemain l'empereur, qui regardait la conquête de Livourne comme le but principal de son expédition, monta sur une galère vénitienne pour aller reconnaître cette place. Les Florentins y avaient envoyé une bonne garnison et une nombreuse artillerie ; ils l'avaient fortifiée récemment par des ouvrages nouveaux, et ils en avaient donné le commandement à Bettino Ricasoli, celui de leurs concitoyens qui se distinguait le plus par ses talents militaires [1].

Le siége de Livourne fut aussitôt entrepris par terre et par mer ; mais si Maximilien était empressé de signaler son arrivée en Toscane par une conquête, ni les Vénitiens ni Sforza ne le secondaient de bonne foi. Ils n'étaient point encore convenus entre eux de celui des deux qui mettrait garnison dans Livourne. En attendant que ce point fût déterminé, ils attaquèrent avec leur artillerie trois tours qui sont bâties sur des écueils, en avant du port, tours dont la possession n'était avantageuse à personne. Maximilien faisait la guerre en prince : il croyait donner l'exemple de la bravoure aux soldats par une certaine galanterie militaire dont il faisait profession. Il croyait aussi diriger leurs chefs, parce qu'il assistait à tous leurs conseils de guerre ; et il ne s'apercevait pas que les décharges continuelles de son artillerie n'avaient point de but, et qu'elles étaient la risée des deux armées [2].

Cependant deux sorties de la garnison de Livourne avaient

[1] Pauli Jovii Hist. Lib. IV, p. 11. — [2] Ibid. p. 146. — Fr. Guicciardini. Hist. Lib. III, p. 170.

dispersé les assiégeants, et leur avaient tué assez de monde près du pont de Stagno. D'autre part, quatre cents chevaux et autant de fantassins allemands s'étaient avancés dans la Maremme, au-delà de la Cécina, et y avaient pris la grosse bourgade de Bolghéri. Ils la pillèrent, et en massacrèrent les habitants avec la plus insigne cruauté, égorgeant les femmes et les enfants jusqu'au pied des autels. Castagnéto, qui, de même que Bolghéri, appartenait aux comtes de la Ghérardesca, se hâta de se rendre, pour éviter de semblables malheurs; et Bibbona allait en faire autant, lorsqu'on vit, par un très gros temps, arriver en face du port de Livourne une flotte française de six vaisseaux et deux galions, chargés de blé et de soldats. La violence du vent obligeait la flotte des alliés à se mettre à couvert derrière la Méloria, en sorte que les Français n'eurent point à disputer leur passage, et qu'ils entrèrent à pleines voiles dans le port de Livourne[1].

Savonarole avait depuis longtemps annoncé un secours divin; et les Florentins, sans cesse animés par les discours de ce prédicateur, attendaient en effet un miracle, et crurent en voir un dans l'arrivée de cette flotte. La seigneurie, il est vrai, avait depuis longtemps fait acheter six mille muids de blé en France, et elle avait engagé à sa solde le seigneur d'Albigeon avec mille soldats : tout le blé qui avait été acheté, tous les soldats dont on avait payé la solde, n'arrivaient point sur cette flotte, et le plus gros des vaisseaux qui étaient entrés dans le port en ressortit bientôt pour continuer sa route vers Gaëte, où il devait porter du renfort. Mais ce secours était arrivé si à propos que les assiégés reprirent courage, et que les ennemis tremblèrent, comme si un prodige avait été opéré à leurs yeux[2].

Les vents, qui avaient déjà si bien secondé les Florentins,

[1] *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 255. — *Istorie di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 98. — *Macchiavelli Frammenti istorici.* T. III, p. 54. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 110.

leur rendirent bientôt de nouveaux services. Le 14 novembre, une tempête assaillit à l'improviste la flotte qui assiégeait Livourne. Le vaisseau génois la *Grimalda*, que l'empereur avait monté longtemps, vint échouer contre la nouvelle citadelle; deux galères vénitiennes furent jetées à la côte près de Saint-Jacob : le reste des vaisseaux fut tellement endommagé qu'on reconnut l'impossibilité de continuer le siége. Maximilien ramena son armée à Pise, déclarant qu'il ne pouvait pas faire la guerre en même temps à Dieu et aux hommes[1]. Il annonça qu'il porterait ses armes d'un autre côté, et il fit jeter des ponts, près de Cascina et de Vico Pisano, sur l'Arno et sur le Cilecchio. Il marcha en effet sur Monté-Carlo, le 19 novembre; mais un paysan lucquois, pris à l'avant-garde, lui déclara qu'il y avait dans cette forteresse deux mille fantassins et mille cavaliers arrivés de la veille. Soit que cet homme eût été aposté par Antonio Giacomini, commandant de Monte-Carlo, ou par l'empereur lui-même, qui cherchait un prétexte pour se retirer, Maximilien le crut ou feignit de le croire. Il prit aussitôt le chemin de Sarzane, sans vouloir seulement parler au comte de Caiazzo, qui l'accompagnait au nom de Louis-le-Maure, et sans donner à personne de motif de sa détermination. Il passa ainsi en Lombardie, par la route de Pontrémoli, après avoir séjourné moins d'un mois à Pise[2].

Maximilien, arrivé à Pavie, déclara à ses alliés qu'il avait des raisons pressantes de retourner en Allemagne. Cependant il s'arrêta dans cette ville pour entendre quelles propositions on lui ferait à l'égard d'un nouveau subside. Il offrit de demeurer encore tout l'hiver en Italie au service des confédérés, avec le peu de monde qui lui était resté, pourvu qu'on lui

[1] *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 146.—*Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 236. —[2] *Macchiavelli, Frammenti istorici.* T. III, p. 55.—*Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 237. —*Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 146. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 171.

payât vingt-deux mille florins du Rhin par mois. Les alliés en avaient déjà offert vingt mille. Maximilien, en attendant une dernière réponse de Venise, s'arrêta dans la Lomelline; il revint même à Cusago au lieu de se rendre à Milan, où il était attendu, puis il partit tout à coup pour Como, trompant sans cesse l'attente des négociateurs qui traitaient avec lui, et donnant en même temps à connaître et son inconstance et son avidité. Enfin, il rentra en Allemagne par le lac de Como, et il laissa aux Italiens un mépris pour son inconséquence qu'il ne put point effacer ensuite dans tout le cours des guerres par lesquelles il désola leur pays[1].

1497. — Louis-le-Maure n'avait compté s'établir à Pise que par l'appui de l'empereur. Quand il se vit abandonné de lui, il rappela les troupes qu'il avait encore en Toscane, et les dépenses qu'il occasiona aux Vénitiens, ses voisins, sur lesquels il rejetait tout le poids de la guerre, parurent lui fournir quelque consolation de ce que ses espérances avaient été trompées. De leur côté, les Vénitiens commençaient à se rebuter, et les Florentins, profitant de la division de leurs ennemis, recouvrèrent pendant l'hiver la plupart des châteaux qu'on leur avait enlevés dans les collines[2].

[1] Maximilien a écrit ou fait écrire une espèce de roman allégorique, *der Alte Weisse Kunig*, dans lequel, sous des noms empruntés, il célèbre ses exploits. La plupart des faits qu'il raconte à sa louange sont ou faux ou dénaturés; mais il règne dans ses récits une si extrême confusion, qu'on ne peut le plus souvent en démontrer la fausseté. Ainsi, en parlant de cette expédition de Livourne, il dit que quoique sa troupe souffrît de la tempête, ses ennemis souffrirent bien plus encore; que six de leurs vaisseaux échouèrent, que tous leurs équipages furent faits prisonniers ou se noyèrent; que leur perte fut de plus de mille hommes, presque tous Français. *Erster Tail*, p. 201. Mais de toutes ces circonstances racontées dans un langage énigmatique, il n'y en a pas une de vraie. *Voyez* Fr. Guicciardini, Lib. III, p. 171.

Le Journal de Sienne, d'Allegretto Allegretti, finit à l'arrivée de l'empereur à Pise. Son auteur est un homme du peuple fort ignorant, fort mauvais critique et fort mauvais politique; mais comme il écrit jour par jour, il donne assez exactement la date des événements, et fait connaître l'impression qu'en recevait le public au moment même. Il est imprimé *Script. Rer. Italic.* T. XXIII, p. 765-860. — [2] *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 237. — *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 171. — *Macchiavelli*, *Frammenti istor.* T. III, p. 57. — *Petri Bembi Hist. Veneta*. L. III, p. 64.

Mais au moment où l'épuisement mutuel des combattants réduisait la guerre de Toscane à de simples escarmouches, l'ambition d'Alexandre VI en allumait une autre dans l'état de Rome qui pouvait, non moins que la précédente, y attirer des armées étrangères. Le pape n'avait d'autre pensée que celle d'agrandir ses enfants; il crut que le moment était venu de les enrichir, sans exciter les réclamations de l'église, en saisissant tous les fiefs des Orsini, tandis que les chefs de cette famille étaient retenus à Naples en prison. Dès le 1er juin 1496, il avait condamné Virginio Orsini comme rebelle pour avoir passé à la solde des Français, et avoir porté pour eux les armes dans le royaume de Naples. Il avait en même temps sommé Ferdinand de le retenir prisonnier, sans égard pour la capitulation d'Atella[1]. Le 26 octobre suivant, il prononça, dans un consistoire secret, la peine de confiscation contre Virginio Orsini et toute sa famille, et il chargea son fils François Borgia, duc de Gandie, et Bernardin Lunato, cardinal de Pavie, de le dépouiller de ses fiefs. Il s'assura de la coopération des Colonne, toujours prêts à combattre les Orsini, leurs rivaux et leurs voisins; et malgré la répugnance des Vénitiens pour cette nouvelle guerre, il obtint d'eux que le duc d'Urbin, dont ils payaient la solde par égales portions avec lui, serait envoyé à lui pour le seconder. Avant la fin de l'année, l'armée pontificale était déjà maîtresse du plus grand nombre des châteaux des Orsini[2]. Au commencement de la suivante, elle attaqua Triboniano, puis l'Isola, et enfin Bracciano. Mais pendant le siége des deux premières places, Barthélemy d'Alviano surprit César Borgia qui conduisait l'artillerie du pape; il défit sa cavalerie et le poursuivit lui-même jusqu'aux portes de Rome. L'Alviano était d'une branche cadette ou peut-être bâtarde des Orsini : il avait été élevé dans leur maison, il avait

[1] *Annal. eccles. Raynaldi*, 1496, § 16, p. 452. — [2] *Burchardi Diarium ap. Raynald.* 1496, § 18, p. 453.

appris d'eux l'art de la guerre, et pendant la captivité de ses patrons, il leur donna les premières preuves de sa fidélité, de ses talents, et de cette activité entreprenante qui le distingua entre tous les capitaines italiens [1].

Bracciano était considéré comme le chef-lieu de la principauté des Orsini. Virginio y avait laissé sa sœur Barthélemie, dont l'esprit mâle et intrépide n'était rebuté par aucun des dangers de la guerre. Cette demoiselle avait recueilli tous les soldats de ses frères, qui revenaient en fugitifs du royaume de Naples. Elle leur avait donné de nouvelles armes et de nouveaux chevaux; elle avait rétabli l'artillerie endommagée, relevé les fortifications de Bracciano, garni les parapets de pierres et de pots de feu à lancer sur les assaillants: elle avait exercé aux armes les paysans, et elle prenait avec confiance le commandement de la forteresse sur elle seule, tandis que Barthélemi d'Alviano tenait la campagne, inquiétait les fourrageurs de l'ennemi, et cherchait à rassembler une armée qui pût la délivrer [2].

Cependant Triboniano avait été pris, et le siége de Bracciano se poursuivait avec activité. Malgré les succès des attaques de l'Alviano, et encore qu'il eût réussi à plusieurs reprises à enclouer les canons et à détruire les travaux des assiégeants, il avait enfin été obligé de se renfermer dans la place; et elle aurait bientôt été prise si les alliés des Orsini n'étaient pas parvenus à former une armée pour faire lever le siége. Charles Orsini, fils de Virginio, et Vitellozzo Vitelli étaient arrivés de France sur la petite flotte qui avait secouru Livourne si à propos; ils avaient apporté de l'argent que Charles VIII leur avait donné pour rétablir leur gendarmerie. Ils se rendirent à Città di Castello, où les Vitelli exerçaient la souveraineté. Les deux frères de Vitellozzo, Paul et Camillo Vitelli, qu'on met-

[1] *Pietro Bembo*. L. IV, p. 77. — *Fr. Guicciardini*, L. III, p. 173. — [2] *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 147.

toit avec raison au nombre des meilleurs condottiéri de l'Italie, avaient cherché à introduire dans leur petite principauté la tactique militaire qui réussissait si bien aux ultramontains. Ils avaient donné à leurs canons des affûts à la française, bien plus faciles à manœuvrer que ceux des Italiens ; ils avaient armé leurs fantassins de piques semblables à celles des Suisses, mais plus longues de deux pieds, et ils les avaient exercés à les manier. Les Vitelli s'étaient ainsi approprié tout ce qu'il y avait de meilleur dans la pratique militaire des ultramontains, qu'ils ne connaissaient cependant que depuis trois ans. Ils étaient intimement liés aux Orsini, et ils sentaient bien que si ceux-ci succombaient, le pape les attaquerait eux-mêmes à leur tour.

Malgré la disproportion de puissance, ils se résolurent donc à attaquer les premiers le pontife. Ils engagèrent les villes de Pérouse, de Todi et de Narni à leur fournir quelques secours, et avec leur petite et brave armée, ils marchèrent du côté de Bracciano. Le duc d'Urbin, averti de leur approche, leva le siége et vint les rencontrer à moitié chemin sur la route de Soriano. La bataille fut longue et acharnée ; mais un corps de huit cents Allemands, l'élite de l'armée pontificale, fut détruit par l'infanterie de Città di Castello, qui, à cause de la longueur supérieure de ses piques, les transperçaient sans pouvoir être atteinte par eux. Tout le reste de l'armée du pape fut bientôt après mis en déroute, le duc d'Urbin lui-même fut fait prisonnier avec beaucoup de gentilshommes. Le duc de Gandie fut blessé au visage, il se sauva à Ronciglione avec le légat et Fabrice Colonne ; mais tous leurs bagages et toute leur artillerie demeurèrent au pouvoir des vainqueurs, et dans les jours qui suivirent, tous les châteaux qui avaient été pris aux Orsini rentrèrent en leur puissance, à l'exception de l'Anguillara et de Triboniano [1].

[1] *Fr. Guicciardini* Lib. III, p. 174. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. IV, p. 149.

Le pape se laissait aisément décourager par les premiers échecs, parce qu'il craignait toutes les occasions de dépenser de l'argent : aussi prêta-t-il volontiers l'oreille aux propositions de paix que lui fit faire Vitellozzo après sa victoire. Celui-ci, de son côté, sentait qu'il n'avait aucun allié en Italie, qu'il serait bientôt abandonné par la France, que son petit trésor s'épuiserait aussi bien que celui des Orsini, et qu'il succomberait à la longue. Les deux partis également disposés à la paix convinrent aisément des conditions. Les Orsini et les Vitelli obtinrent l'agrément du pape pour demeurer au service de France jusqu'à la fin de leur engagement, sous condition cependant qu'ils ne porteraient jamais les armes contre l'Église. Les Orsini promirent soixante-et-dix mille florins pour les frais de la guerre. Tous les prisonniers durent être rendus sans rançon de part et d'autre, à la réserve du seul duc d'Urbin. Jean Jordan et Paul Orsini, prisonniers de Frédéric, roi de Naples, devaient être remis en liberté au moment où les premiers vingt mille florins seraient payés ; Virginio Orsini, qui était retenu au château de l'Œuf, y était mort probablement de poison huit jours auparavant. Un terme de huit mois était accordé aux Orsini pour le paiement du reste ; mais pour sûreté de cette dette, ils devaient laisser entre les mains des cardinaux Sforza et San-Sévérino les châteaux de l'Anguillara et de Cervétri, et leur prisonnier, le duc d'Urbin. Ce dernier fut ainsi forcé de se racheter des mains du pape lui-même, au service duquel il avait été fait prisonnier. Alexandre, qui savait que les Orsini n'avaient point d'argent, avait excepté le seul duc d'Urbin de la restitution mutuelle des captifs, et il ne rougit pas de recevoir, à compte du tribut qu'il leur avait imposé, les quarante mille ducats que son propre général paya pour sa rançon [1].

[1] *Macchiavelli, Frammenti Istor.* p. 63. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 175. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 150. C'est ici que se terminent les quatre pre-

D'autre part, Charles VIII, qui ne mettait jamais assez de suite dans ses volontés, pour protéger ses amis en Italie, ou faire réussir ses projets, ne pouvait non plus renoncer entièrement à des conquêtes sur lesquelles il fondait la gloire qu'il croyait avoir acquise. Quelques hostilités sur les frontières d'Aragon, pendant lesquelles ses troupes avaient pris et brûlé la ville de Salse, s'étant terminées par un armistice de deux mois, Charles put diriger plus de forces vers l'Italie. Il fit passer à Asti, sous les ordres de Jean-Jacques Trivulzio, mille lances, trois mille Suisses et autant de Gascons, pour seconder Batistino Frégoso et le cardinal de Saint-Pierre *ad Vincula*, qui voulaient faire une entreprise sur Gênes. En même temps, Octavien Frégoso vint solliciter les Florentins d'attaquer les Génois dans la Lunigiane; et Paul-Baptiste Frégoso, avec six galères, menaça la rivière de Ponent[1].

Les Italiens ne prêtaient plus aucune foi aux paroles de Charles VIII, en sorte que l'attaque de Jean-Jacques Trivulzio les étonna autant que si elle n'avait pas été annoncée. Trivulzio surprit Novi, d'où le comte de Caiazzo fut obligé de se retirer; il prit également Bosco dans l'Alexandrin, et il paraissait vouloir couper toute communication entre Milan et Gênes. Déjà le Milanais, où Louis Sforza avait de nombreux ennemis, était sur le point d'éprouver une révolution; mais Trivulzio, qui avait eu ordre d'attaquer les Génois et non la Lombardie, n'osa pas poursuivre ses avantages, et il donna au duc de Milan le temps de rassembler ses troupes et de recevoir de nombreux renforts de Venise. Le cardinal de La Rovère s'était approché de Savone avec deux cents lances et trois mille fantassins; il ne put y exciter aucun soulèvement, et il

miers livres de Paul Jove; le manuscrit des six suivants fut perdu au sac de Rome, et ne s'est jamais retrouvé. L'histoire recommence au onzième, avec le pontificat de Léon X; mais cette seconde partie est fort inférieure à la première, pour l'impartialité ou la véracité. — [1] *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 172. — *Macchiavelli, Framm. istor.* p. 58. — *Chron. Venetum*. T. XXIV, p. 42. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. III, p. 65.

se vit forcé de reculer à l'arrivée de Jean Adorno; Batistino Frégoso n'eut pas plus de succès devant Gênes, dont il s'était aussi approché. Les Florentins ne voulurent pas se compromettre avant d'avoir vu les Français faire marcher de plus grandes forces en Italie. La Rovère et Frégoso furent bientôt forcés de venir rejoindre Trivulzio près de Bosco, et celui-ci, voyant que l'armée vénitienne commandée par Nicolas Orsini, comte de Pitigliano, recevait chaque jour des renforts, fit sa retraite sur Asti, sans avoir obtenu aucun succès par cette levée de boucliers [1].

Trivulzio n'aurait pu réussir dans son attaque sur Gênes qu'autant qu'il aurait été suivi de près par le duc d'Orléans avec une nouvelle armée, ainsi que Charles VIII l'avait annoncé; mais la santé de ce monarque commençait déjà à donner des inquiétudes à ses courtisans et des espérances à son successeur. Ses fils étaient morts avant lui et en bas âge, et le duc d'Orléans, qui ne voyait plus personne entre le trône et lui, ne voulait pas s'éloigner. D'autre part, on croyait que Louis Sforza faisait passer des sommes considérables au duc de Bourbon et au cardinal de Saint-Malo pour les engager à faire échouer toute entreprise sur l'Italie. Soit que leur trahison secondât ou non l'inconstance de Charles, tous les projets de celui-ci furent abandonnés presque aussitôt que conçus, et ses partisans se virent de nouveau sacrifiés [2].

Quelques négociations avaient dejà été entamées entre Charles VIII d'une part, et Ferdinand et Isabelle de l'autre: le premier avait toujours désiré assurer ses frontières du côté de l'Espagne; les seconds n'avaient plus de motifs pour faire la guerre, depuis que leur cousin était remonté sur le trône de Naples. Une trève semblait devoir plaire également aux deux partis; mais Charles VIII voulait qu'elle le laissât

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 176. — *Chron. Venet.* T. XXIV, p. 43. — *Arnoldi Ferroni Rer. Gall.* Lib. II, p. 30. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 178.

libre de poursuivre la guerre en Italie; les monarques espagnols n'avaient point de scrupule à abandonner leurs alliés, qu'ils croyaient bien en état de se défendre par eux-mêmes; ils voulaient seulement n'avoir pas toute la honte de cet acte de mauvaise foi, et ils exigeaient que la trève fût d'abord commune à ces alliés, pour qu'en la stipulant ils parussent avoir songé à leurs intérêts. Le mauvais succès de l'expédition de Gênes décida Charles VIII à se relâcher de ses prétentions : la trève entre les monarques français et espagnols, leurs sujets, et les alliés qu'ils nommeraient de part et d'autre, fut signée le 5 mars pour durer jusqu'à la fin d'octobre; tous les états italiens y furent compris dès le 25 avril, et la guerre de Pise fut ainsi suspendue, au grand regret des Florentins, qui ne pouvaient, pour cinq mois seulement, congédier leur armée, et qui se trouvaient ainsi obligés à autant de dépenses que si les hostilités avaient continué[1].

Florence était plus que jamais sous l'influence de ces citoyens vertueux, mais rigoristes et enthousiastes, auxquels Jérôme Savonarole avait prêché la réforme. Le premier gonfalonier de cette année avait été Francesco Valori, qu'on pouvait considérer comme le chef de ce parti. Sa taille haute et imposante, et sa noble figure, ajoutaient, dans l'esprit de la multitude, au crédit que lui donnaient ses talents pour le gouvernement, et ses vertus publiques et privées. Attentif à fortifier toujours plus le parti populaire, il fit admettre au conseil souverain tous les jeunes gens de vingt-quatre à trente ans, exigeant en même temps par une loi nouvelle que, pour prendre une décision, le conseil eût au moins mille membres présents[2].

L'interdiction faite aux conseils de délibérer, lorsqu'ils ne

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 178. — *Andrea Navagiero*, *Storia Veneziana*. T. XXIII, p. 1201. — *Chron. Venetum*. T. XXIV, p. 44. — *Petri Bembi Hist. Veneta*. Lib. IV, p. 69. — [2] *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 238.

sont pas complets, a sans doute l'inconvénient de mettre au pouvoir d'une minorité de paralyser la majorité par son absence; l'obligation d'assister et de voter, imposée aux conseillers, est également fâcheuse, puisqu'elle les contraint souvent à émettre un vote, quand ils n'ont pas d'opinion, et qu'elle transforme ce vote en loi. Mais la règle contraire n'a pas de moindres dangers. Lorsqu'une partie des membres d'un conseil s'accoutume à s'absenter, la volonté souveraine se trouve changée selon qu'ils assistent ou non aux assemblées; et cette fluctuation, après avoir fait prendre à l'état des résolutions contradictoires, peut le précipiter dans de violentes révolutions. Florence éprouvait alors cet inconvénient, qui se faisait d'autant plus sentir que la magistrature suprême siégeait pour un temps plus court. Dès qu'un parti avait obtenu un avantage, ou qu'il avait fait un élection à son gré, il se relâchait de sa vigilance, il s'absentait de l'élection prochaine, et ses adversaires, combinant mieux leurs intrigues, et mettant à profit la sécurité qu'inspire une victoire, obtenaient une élection dans un sens tout opposé. A François Valori succéda Bernard del Néro : celui-ci avait été intimement lié avec Laurent de Médicis, qui favorisait tous les partisans de cette maison, et que Pierre lui-même avait coûtume d'appeler son père[1].

Pendant la magistrature de Bernard del Néro la trève conclue entre la France et l'Espagne fut publiée à Florence, et les négociations pour la paix générale commencèrent. Louis Sforza, devenu jaloux des Vénitiens, proposait, pour les empêcher de s'établir à Pise, de rendre cette ville aux Florentins, pourvu qu'à ce prix ils entrassent de bonne foi dans la ligue d'Italie. Alexandre VI adopta cette proposition, et il envoya l'évêque Pazzi à Florence, pour offrir la restitution de Pise, si les Florentins donnaient aux confédérés, ou Li-

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 239. — *Commentari di ser Filippo de' Nerli*. Lib. IV, p. 70.

vourne, ou Volterre, en gage de leur attachement aux intérêts de l'indépendance italienne. Cependant les Vénitiens ne voulaient point consentir à évacuer Pise, ni les Florentins à donner aucune forteresse en échange; en sorte que par leurs efforts opposés, la négociation se rompit. Mais pendant sa durée, les Florentins, qui avaient montré auparavant une grande aversion et un grand mépris pour le pape, se crurent de nouveau obligés de le ménager[1].

Les négociations avec Rome donnèrent aussi occasion à Pierre de Médicis d'en renouer de plus secrètes avec ses partisans à Florence. Les alliés commençaient à désirer sa rentrée dans une ville où le parti républicain paraissait trop dévoué à la France. Encouragé par eux, il crut devoir tenter encore une fois sa fortune, avant que son ami Bernard del Néro eût achevé le temps de son emploi. Le 23 avril il se rendit à Sienne, où Pandolfe Pétrucci et son frère, qui avaient acquis sur cette république une autorité presque absolue, lui étaient entièrement dévoués. Barthélemi d'Alviano l'y vint joindre avec huit cents chevaux et trois mille fantassins; alors il s'avança rapidement, de nuit et par des chemins détournés, jusqu'aux portes de Florence, où il parut le 29 avril au matin. Mais la porte romaine, qu'il avait espéré surprendre, se trouva garnie de soldats : Paul Vitelli, qui était arrivé la veille de Mantoue, y avait été placé pour la défendre. Ranuccio de Marciano, qui commandait l'armée florentine sur la frontière pisane, en avait été rappelé en toute hâte, et Pierre de Médicis, après être demeuré quatre heures devant la porte, sans avoir le courage de l'attaquer, se retira lorsqu'il vit qu'il n'éclatait aucun mouvement dans la ville. Son frère Julien, qui, dans le même temps, avait pénétré dans la Romagne florentine, vit en peu de jours dissiper sa petite troupe[2].

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 179. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 239. —
[2] *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 240. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 180. — *Ja-*

Mais cette attaque imprudente devint bientôt également fatale, et aux partisans des Médicis qui l'avaient provoquée, et à leurs ennemis qui la punirent. Lamberto dell' Antella, exilé de Florence, fut arrêté sur le territoire florentin ; et quoiqu'il prétendît qu'il revenait dans sa patrie pour révéler la conspiration dont il avait eu connaissance, il fut mis à la torture ; car alors on ne croyait point à la vérité des dépositions que des tourments affreux n'avaient pas confirmées. Il inculpait les hommes les plus considérés de la république, et surtout Bernard del Néro, qui venait de déposer l'office de gonfalonier. Les huit juges du tribunal criminel n'osèrent pas prendre sur eux seuls de juger une cause de si grande importance ; cent soixante citoyens, les plus considérés de l'état, furent appelés à prendre connaissance des pièces du procès.

Nicolas Ridolfi, dont le fils avait épousé une sœur de Médicis, Laurent Tornabuoni, qui était également son parent, Giovanni Cambi et Giannozzo Pucci, tous deux employés par lui dans les affaires d'état, furent accusés d'avoir appelé Pierre de Médicis, et de lui avoir promis qu'ils lui livreraient une porte de la ville. Bernard del Néro fut accusé d'avoir eu connaissance de leur complot et de ne l'avoir pas révélé dans le temps où ses fonctions de gonfalonier de justice l'obligeaient, par-dessus tous les autres citoyens, à veiller à la conservation de la république et à sa défense.

Le délit des prévenus ne parut douteux à aucun de ceux qui examinèrent les pièces du procès : mais ce qui était un crime aux yeux des républicains devenait un acte d'héroïsme aux yeux des partisans des Médicis. Ce n'était donc ni sur le fait ni sur le droit que les juges avaient à prononcer, mais sur la base même du gouvernement. S'ils condamnaient les accusés, c'est qu'ils regardaient comme criminelle toute atta-

copo Nardi, Ist. Fior. Lib. II, p. 59. — *Commentari di Filippo de' Nerli.* Lib. IV, p. 71. — *Macchiavelli, Framm. istor.* T. III, p. 65.

que contre l'état populaire ; s'ils les absolvaient, au contraire, ils condamnaient ainsi la révolution de 1494, et semblaient reconnaître dans les Médicis une autorité légitime. Une question de politique étant ainsi soumise aux juges, la seigneurie crut devoir les diriger. Elle assembla tous les premiers magistrats de l'état, les capitaines du parti guelfe, les conservateurs des lois, les officiers du mont-de-piété, et le conseil des Richiesti, ou des cent soixante notables qui avaient pris connaissance de la procédure. Cette assemblée, consultée selon les formes légales, donna ordre au tribunal des huit de justice de condamner à mort les prévenus, et de confisquer leurs biens. La sentence fut en effet prononcée le 17 août[1].

D'après la loi que Jérôme Savonarole avait fait porter en établissant le gouvernement populaire, tout condamné à une peine capitale pouvait en appeler au grand conseil. Les condamnés demandèrent en effet à profiter du bénéfice de la loi ; et ils avaient de grandes chances pour être acquittés par l'assemblée de tous leurs concitoyens. L'âge avancé de deux d'entre eux, les honneurs dont ils avaient été comblés, le nombre de leurs parents, celui de leurs clients, les recommandations puissantes des cours de Rome, de Milan et de France, auraient ajouté au sentiment de compassion si naturel dans une grande assemblée. Cependant l'administration de la justice n'avait jamais été impartiale dans la république de Florence ; le gouvernement y avait toujours paru être à la tête d'une faction. Si ce gouvernement échouait dans une tentative pour faire punir ses adversaires, il semblait condamné par le peuple ; et cette défaite seule pouvait entraîner sa chute. Les fautes des Florentins, et les habitudes subversives de l'ordre social qu'ils avaient laissé introduire dans leur république,

[1] *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 242. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 65. — *Giovanni Cambi Hist. Flor.* T. XXI, p. 106. — *Comment. di Fil. de' Nerli.* Lib. IV, p. 72. — *Macchiavelli, Framm. Istor.* p. 95.

rendaient dangereux pour eux l'exercice des droits les plus sacrés des citoyens. Un nouveau conseil de Richiesti fut assemblé, le 21 août, pour décider sur l'appel au peuple. Le parti de la liberté fut justement celui qu'on y vit s'élever avec le plus de force contre l'exécution d'une loi libérale, qu'il avait portée lui-même. François Valori, et tous les amis de Savonarole, protestèrent contre l'appel au peuple, et déclarèrent que les conspirateurs ne seraient pas plus tôt acquittés que les Médicis seraient rappelés à Florence.

La seigneurie n'était cependant point unanime pour rejeter l'appel au peuple. Or, d'après la forme de ses délibérations, il fallait que l'un des prieurs, à tour de rôle, présentât la proposition sur laquelle on devait aller aux voix. Celui qui était pour un jour chargé de cette fonction de *proposer* se nommait le *proposto*. Celui du jour était Lucas Martini, qui, jugeant équitable d'admettre l'appel au peuple, déclara qu'il ne mettrait point aux voix une proposition contraire aux lois existantes. Deux de ses collègues se rangèrent à son opinion. Leur opposition était décisive : mais tous les gonfaloniers de compagnie, et les douze Bons-hommes qui siégeaient près de la seigneurie, se levèrent avec des cris menaçants, et déclarèrent que, pour sauver la patrie, ils ne se laisseraient pas arrêter par l'opposition de ses ennemis. Le gonfalonier Dominique Bartoli, prenant sur lui de violer le réglement, fit lui-même la proposition : elle portait que, pour éviter les dangers de l'appel au peuple, la sentence serait exécutée la nuit même. Alors le *proposto* déclara que, pour maintenir le réglement, il consentirait à faire la proposition énoncée par le gonfalonier, si elle réunissait six des neuf suffrages de la seigneurie. Les clameurs insensées du parti le plus violent le firent taire, et le forcèrent à donner son assentiment, sans aucune condition. Les réglements de délibération de la seigneurie florentine rendaient assez difficile de passer un décret

(ou, selon l'expression usitée à Florence, *di vincere un partito*). Il fallait l'assentiment du *proposto*, des deux tiers de la seigneurie, des deux tiers du collége et du corps des gonfaloniers. Les suffrages étaient pris séparément, puis cumulativement, et en secret, avec des fèves blanches et noires déposées dans des boîtes couvertes (*bussolotti*). Toutes ces formalités, qui, selon le vrai esprit d'un réglement de délibération, étaient protectrices de la minorité, c'est-à-dire, qui devaient empêcher que sa détermination ne fût violentée, furent toujours observées avec une scrupuleuse rigueur, mais seulement en apparence, et non dans leur esprit. Le parti victorieux ne passait point outre, en dépit de l'opposition du parti le plus faible; mais il forçait celui-ci à lever cette opposition. Quand on en vint au scrutin secret, quatre suffrages ou quatre fèves blanches dans la boîte de la seigneurie furent contraires au décret proposé. Un nouveau tumulte, plus violent que le précédent, éclata alors dans l'assemblée. Tous les gonfaloniers de compagnie se levèrent, en menaçant de massacrer les quatre prieurs dont ils soupçonnaient l'opposition; et comme les membres du collége se jetèrent entre eux pour les sauver, les gonfaloniers déclarèrent qu'ils allaient sortir leurs drapeaux et faire piller par leurs compagnies les maisons de ceux qui perdaient ainsi la république. Le gonfalonier de justice obtint avec peine que l'assemblée s'assît de nouveau pour un second tour de scrutin. La terreur avait gagné les plus courageux : l'appel au peuple fut rejeté à l'unanimité. La sentence de mort fut exécutée cette nuit même, celle du 21 août; et les plus furieux ne voulurent point quitter la salle du conseil, jusqu'à ce qu'on leur vînt annoncer que leurs ennemis ne vivaient plus [1].

Cette vengeance parut d'abord un triomphe au parti démo-

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 242. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* Lib. II, p. 66. — *Giovanni Cambi Hist.* T. XXI, p. 111. — *Comment. di Fil. de' Nerli.* Lib. IV, p. 73.

cratique ; mais ce triomphe était l'avant-coureur d'une défaite. Le public ne pardonnait point à ceux qui se disaient amis de la liberté d'avoir les premiers violé, sans nécessité, la loi protectrice de la liberté qu'ils avaient portée eux-mêmes. Ils rapprochaient les anciens discours de Savonarole sur l'amnistie, de la conduite de ses partisans, de son silence à lui-même, au moment où il aurait dû, pour la défense de ses ennemis illégalement mis en jugement, tonner de cette chaire dont il avait fait une tribune aux harangues. Ils l'accusaient de se montrer aussi mauvais chrétien qu'il avait été mauvais prophète ; ils lui demandaient où étaient ces secours miraculeux qu'il avait promis à ses concitoyens, en les engageant seuls dans une lutte contre toute l'Italie ; et chaque preuve de l'inconséquence ou de l'indolence de Charles VIII, que Savonarole avait représenté comme un envoyé du ciel, était produite contre lui avec amertume par ceux qui voulaient venger les dernières victimes, ou par ceux dont la cour de Rome excitait le zèle et le ressentiment.

Savonarole n'avait point craint de provoquer toute la colère d'Alexandre VI. Il ne pouvait reconnaître, dans un homme aussi criminel, le représentant des apôtres ; et la réforme qu'il prêchait devait commencer par le chef de l'église. Il était scandalisé de voir une maîtresse du pape, Julie Farnèse, qu'on désignait par le nom de Giula-Bella, se produire avec ostentation dans toutes les fêtes de l'église, et donner, au mois d'avril de cette même année, un nouveau fils au pontife [1]. Un tel scandale ne pouvait point cependant se comparer à celui que donna la famille du pape deux mois plus tard. François Borgia, duc de Gandie, fils aîné d'Alexandre VI, fut assassiné, le 14 juin, dans les rues de Rome, au sortir d'un repas. Bientôt on découvrit que son meurtrier était son pro-

[1] *Chron. Venetum.* T. XXIV, p. 44.

pre frère, César Borgia, cardinal de Valence; et pour ajouter encore à l'horreur de ce crime, on répandit sourdement que la jalousie de César contre son frère, amant comme lui de sa sœur Lucrézia, avait aiguisé son poignard [1]. Le pape, profondément affligé de cette perte, avait déploré avec des sanglots, en plein consistoire, les désordres de sa vie passée, et la corruption de sa cour, qui avait attiré sur lui ce juste châtiment de Dieu. Il s'était engagé solennellement à une prompte réforme : mais bientôt un nouveau débordement de vices et de forfaits avait succédé à ces projets d'amendement.

En retournant à sa vie criminelle, le pape ne pouvait pardonner à l'éloquent prédicateur qui le dénonçait à toute la chrétienté. Le crédit de Savonarole à Florence mettait son trône en danger; et plus il apprenait que ce moine avait changé les mœurs de la république et en avait exilé les vices, plus il redoutait qu'un tel exemple ne fût tourné contre la cour de Rome. Il avait accusé Savonarole comme hérétique; il lui avait fait interdire la chaire : mais le silence forcé de ce religieux, qui se faisait alors remplacer par frère Dominique Bonvicini de Pescia, son disciple et son ami, ne suffisait ni à la politique ni à la vengeance d'Alexandre VI [2]. Il fit alliance avec tous ceux qui avaient quelque motif d'inimitié contre Savonarole, par attachement aux Médicis ou au parti de l'aristocratie, ou parce qu'ils ne voulaient point se soumettre aux rigueurs monacales que le réformateur voulait faire succéder à l'ancienne licence des mœurs. Les ennemis du moine, se sentant sûrs de l'appui de Rome, osèrent l'attaquer publiquement, dans sa propre église, d'une manière grossière et indécente. Comme il venait pour prêcher, le jour de l'Ascen-

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 182. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 241. — *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 65. — *Macchiavelli estratti di lettere e diari di Balia*. T. III, p. 93. — *Burchardi Diar. ap. Raynald. Ann. eccles*. 1497, § 4, p. 461. — [2] Lettres de Pietro Delphino de Florence à Pietro Barrozzi, évêque de Padoue. *Apud Raynald. Ann. eccles*. 1496, § 41, T. XIX, p. 460.

sion, il trouva sa chaire occupée par un âne empaillé. Les libertins, profitant du désordre que cette pasquinade avait causé dans l'église, insultèrent le prédicateur par des cris menaçants, et proposèrent à son auditoire, ou de le chasser, ou de le tuer[1]. En même temps, les moines de Saint-Augustin, animés par une jalousie de corps contre l'ordre de Saint-Dominique, servaient le pape dans son désir de vengeance, et dénonçaient, dans leurs prédications, le réformateur dominicain comme hérétique et anathème. A peine vingt ans s'écoulèrent dès lors jusqu'au moment où les dominicains s'armèrent à leur tour contre Luther, réformateur augustinien[2].

La seigneurie florentine, depuis qu'elle se sentait abandonnée par le roi de France, ménageait beaucoup plus la cour de Rome; elle avait besoin du pape pour ses négociations avec la ligue italienne, et elle ne voulait pas aigrir son ressentiment. Elle lui écrivit le 8 juillet pour justifier Savonarole[3]; mais en même temps elle engagea celui-ci à suspendre ses prédications. Dès le mois de mai, il avait été excommunié comme prêchant une doctrine hérétique; et la sentence avait été étendue à tous ceux qui converseraient avec lui. Ce moine reconnut d'abord l'autorité de la cour de Rome, et chercha à y faire parvenir sa justification. Mais bientôt opposant à la persécution les mêmes principes et la même fermeté qui soutinrent Luther, lorsque, le 10 décembre 1520, il fit brûler à Wittemberg la bulle d'excommunication de Léon X[4], il déclara, sur l'autorité du pape Pélage, qu'une excommunication injuste était sans efficace, et que celui qui en était frappé ne devait pas même chercher à s'en faire absoudre[5]. Il affirma

[1] *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 241. — *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 62. — *Istor. di Gio. Cambi*. T. XXI. p. 105. — *Vita del P. Savonarola*. Lib. IV, ch. 7, p. 253. — [2] *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 62. — *Vita di Savonar*. L. IV, ch. XII, p. 264. — [3] *Annal. ecclés.* 1497, § 16, p. 463. — Les lettres du pape au couvent de Saint-Marc, et les réponses de Savonarole. *Ibid.* § 17-28, p. 465. — [4] *Lutheri opera*. Vol. II, p. 320. — [5] *Vita del Padre Savonarola*. L. IV, c. 10, p. 261; c. 14, p. 266.

qu'une inspiration de Dieu l'obligeait à secouer l'obéissance d'un tribunal corrompu ; et, le jour de Noël, il célébra publiquement la messe dans son église de Saint-Marc ; il y communia avec ses moines et un grand nombre de séculiers ; il conduisit une procession solennelle autour de l'église ; il publia son apologie et son livre du triomphe de la Croix, et il recommença à prêcher à l'église cathédrale, devant une assemblée plus nombreuse que jamais [1].

1498. — Léonard de Médicis, vicaire de l'archevêché de Florence, publia un mandement pour empêcher les fidèles de suivre les prédications de Savonarole. Ceux qui y auraient assisté ne devaient point être reçus à la confession et à la communion, ni leurs corps à la sépulture ; mais la seigneurie qui était entrée en charge au commencement de l'année 1498 était toute favorable à Savonarole, et elle donna ordre au vicaire archiépiscopal de sortir sous deux heures de la ville [2].

Le dernier jour de carnaval, Savonarole, voulant changer cette fête mondaine en un jour de contrition religieuse, engagea un nombre infini d'enfants à se diviser par bandes, et à parcourir la ville en demandant, de maison en maison, qu'on leur remît tous les livres déshonnêtes, toutes les peintures indécentes, toutes les cartes et les dés à jouer, tous les luths, les harpes et les instruments de musique, tous les faux cheveux, le musc, les parfums et les cosmétiques des femmes ; les enfants demandaient toutes ces choses sous le nom d'anathème : ils les portèrent sur la place publique, où ils en formèrent un immense bûcher, et ils les brûlèrent en chantant, autour du feu, des psaumes et des hymnes religieux. Ils avaient fait déjà, l'année précédente, une exécution semblable sous la direction de Savonarole ; et le plus grand nombre des exem-

[1] *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 69. — *Vita del Savonarola*. L. IV, c. 18, p. 278. — [2] *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 69. — *Comm. di Filippo de' Nerli*. Lib. IV, p. 74.

plaires de Boccace et du Morgante Maggiore y avaient été consumés [1].

Mais plus le crédit de Savonarole paraissait s'accroître, plus le pape en ressentait d'inquiétude et de ressentiment. Sa colère était sans cesse excitée par frère Mariano de Ghinazzano, général des augustins, qui était attaché à la maison de Médicis, et qui avait été mal accueilli à Florence. Un prédicateur nommé frère François de Pouille, mineur observantin, fut envoyé pour tenir tête à Savonarole. Il prêcha dans l'église de Sainte-Croix de Florence; il accusa avec véhémence l'hérésiarque qui séduisait la république : en même temps le pape, par un nouveau bref, ordonna à la seigneurie d'imposer silence à Savonarole, si elle ne voulait pas exposer tous les biens des marchands florentins en pays étranger à être confisqués, le territoire même de la république à être mis sous l'interdit, et peut-être envahi par les armées de l'église. Les Florentins, abandonnés par la France, n'avaient plus aucun allié : ils avaient besoin du pape, ils cédèrent; et le 17 mars, ils donnèrent à Savonarole l'ordre de cesser de prêcher. Celui-ci prit en effet congé de son auditoire, par un discours éloquent et hardi [2].

Au milieu de cette fermentation, le moine Francesco de Pouille, qui prêchait à Sainte-Croix, déclara en chaire qu'il avait appris que Savonarole parlait de prouver ses fausses doctrines par un miracle; qu'il avait offert de descendre dans l'église souterraine où se trouvaient les tombeaux avec un moine franciscain, si tout le parti qui lui était opposé voulait s'engager à reconnaître pour vraie la doctrine du premier des deux qui ressusciterait un mort [3]. Frère François déclarait qu'il se re-

[1] *Jacopo Nardi*. L. II, p. 57 et 71. — *Vita di Savonarola*. L. IV, c. 5, p. 247. — [2] *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 72. — *Vita del P. Savonarola*. L. IV, c. 6, p. 251. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 245. — *Comm. del Nerli*. L. IV, p. 76. — [3] *Vita del P. Savonarola*. L. IV, c. 23, p. 283.

connaissait pour pécheur, et qu'il n'avait pas la présomption de compter sur un miracle, mais qu'il proposait au contraire à son adversaire d'entrer dans un bûcher ardent. « Je suis sûr d'y « périr, disait le franciscain; mais la charité chrétienne m'en- « seigne à ne point estimer ma vie, si à ce prix je puis déli- « vrer l'église d'un hérésiarque qui a déjà entraîné et qui « entraînera encore tant d'âmes dans la damnation éter- « nelle. »

Cette étrange proposition fut aussitôt rapportée à Savonarole; elle lui répugnait, non qu'il eût aucune défiance de son pouvoir d'opérer des miracles, mais parce qu'il craignait qu'elle ne cachât quelque piége de ses ennemis; tandis que son disciple et son confident, frère Dominique Bonvicini de Pescia, plus ardent et plus enthousiaste que lui, déclara aussitôt qu'il était prêt à subir l'épreuve du feu pour maintenir la vérité des prédications de son maître, et qu'il ne doutait point qu'à son intercession un miracle de Dieu ne le sauvât. A l'instant même toute la populace accueillit avec une ardeur inouïe ce terrible défi, empressée de soumettre à une épreuve publique les ministres de la nouvelle réforme. Les dévots se réjouissaient de remporter sur Rome un triomphe éclatant par le miracle dont ils se croyaient assurés; leurs ennemis n'avaient pas moins de joie de voir un hérésiarque se condamner lui-même aux flammes qu'ils invoquaient sans cesse contre lui; la foule était avide d'un spectacle aussi extraordinaire, et les magistrats embrassaient avec joie une occasion de sortir de la position critique où ils se trouvaient entre l'église et le réformateur. Le pape, de son côté, écrivit le 11 avril aux franciscains de Florence pour les remercier du zèle avec lequel ils allaient sacrifier leur vie pour la défense de l'autorité du Saint-Siége, et il déclara que la mémoire de cet exploit glorieux ne périrait jamais [1].

[1] *Vita del P. Savonarola.* Lib. IV, c. 27, p. 288.

Mais le frère Francesco de Pouille protesta qu'il n'entrerait dans le bûcher qu'avec Savonarole lui-même, et qu'il ne se dévouerait à une mort certaine qu'autant qu'il entraînerait le grand hérésiarque dans sa chute. Cependant deux autres moines franciscains se présentèrent aussitôt pour subir l'épreuve avec Dominique de Pescia; l'un des deux, frère Nicolas de Pilli, sentit bientôt manquer son courage et se dédit; l'autre, frère André Rondinelli, convers du même couvent, persista à demander l'épreuve. D'autre part, les partisans de Savonarole s'offrirent avec la plus étonnante émulation à entrer pour lui dans le feu. Frère Robert Salviati fut celui qui brigua cet honneur avec le plus d'instances; mais bientôt tous les dominicains toscans, beaucoup de prêtres et de séculiers, et jusqu'à des femmes et des enfants supplièrent la seigneurie de les préférer, ou du moins de leur permettre d'entrer en même temps dans le bûcher, et de partager la faveur de Dieu sur laquelle ils comptaient. La seigneurie borna l'épreuve cependant à frère Dominique Bonvicini de Pescia et à frère André Rondinelli. Elle nomma dix citoyens, cinq de chaque parti, pour en régler les détails, et elle en fixa le temps et le lieu au 7 avril 1498, et à la place du palais [1].

Un échafaud de cinq pieds de hauteur, de dix pieds de largeur, de quatre-vingts pieds de longueur, avait été dressé au milieu de la place; il était couvert de terre et de briques crues pour le préserver de la violence du feu. Sur cet échafaud, on avait élevé deux piles de grosses pièces de bois, entremêlées de fagots et de bruyères faciles à enflammer. Un passage de deux pieds de large était réservé dans toute la longueur de ce bûcher, entre les deux rangées de combustibles qui avaient chacune quatre pieds d'épaisseur; la vue seule en était effrayante. On y entrait par la Loggia des Lanzi, qui elle-même

[1] *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* Lib. II, p. 74.

avait été partagée en deux par une cloison pour en donner une moitié aux franciscains et l'autre aux dominicains. Les deux moines devaient sortir ensemble de ce portique, et traverser dans toute sa longueur le bûcher enflammé; ou plutôt l'un des deux déclarait que dans tous les cas il était sûr d'y périr, puisque, dût-il s'y opérer un miracle, ce ne pourrait être que contre lui. Les franciscains arrivèrent sans bruit dans leur partie de la loge, tandis que Jérôme Savonarole se rendit à la sienne, couvert des habits sacerdotaux avec lesquels il venait de célébrer la messe, et tenant dans un tabernacle de cristal le sacrement entre ses mains. Frère Dominique de Pescia portait un crucifix, et tous leurs moines suivaient en psalmodiant avec des croix rouges à la main. Après eux venait une foule de citoyens portant des torches allumées. Il restait encore six heures de jour, et la place, les fenêtres, les toits des maisons étaient remplis de spectateurs. Non seulement toute la ville, mais tous les habitants du territoire, jusqu'à une grande distance, s'étaient réunis pour voir cet étrange spectacle. La plupart des ouvertures de la place avaient été barricadées, et une forte garde était placée à l'entrée des deux rues qu'on avait laissées ouvertes. La partie de la loge qu'occupaient les dominicains était ornée comme une chapelle, et pendant quatre heures ils ne cessèrent d'y chanter des antiennes.

Cependant la terrible épreuve était retardée par les difficultés sans nombre que suscitaient les franciscains. Peut-être, disaient-ils, que le père dominicain est un enchanteur, et qu'il porte sur lui quelque sortilége; en conséquence ils exigèrent qu'il fût entièrement dépouillé de ses habits, et qu'il en revêtit d'autres de leur choix. Après de longues discussions, frère Dominique se soumit à cette visite humiliante et à ce changement de froc. Ensuite Savonarole lui remit le tabernacle qui contenait le sacrement, et qu'il regardait comme sa sauve-

garde. Aussitôt les franciscains s'écrièrent que c'était un acte impie que d'exposer l'hostie à être brûlée, et que cet événement très probable ébranlerait la foi des plus faibles entre les fidèles. Mais sur ce point Savonarole fut inflexible ; il répondit que de ce Dieu seul qu'il portait, son compagnon et son ami pouvaient attendre son salut. La discussion se prolongea pendant plusieurs heures. Le peuple cependant, qui pour mieux jouir de ce spectacle était venu occuper les toits des maisons dès le point du jour, et qui souffrait de la faim et de la soif, ne contenait plus son impatience ; et quoique les franciscains fussent réellement ceux qui s'opposaient à l'expérience, les partisans de Savonarole eux-mêmes trouvaient, qu'assuré comme il l'était d'un miracle, il aurait dû se rendre plus facile sur toutes les demandes de son adversaire. La foule savait mal quels motifs les moines alléguaient de part et d'autre ; elle voyait seulement cet effrayant bûcher auquel elle languissait de voir mettre le feu, et elle comprenait que les deux champions refusaient d'y entrer. Leurs terreurs, qui n'étaient que trop fondées, lui paraissaient ridicules ; elle se croyait jouée, et cette journée d'attente changea en mépris ou en indignation tout l'enthousiasme de la populace. Enfin, comme la nuit approchait, et que les deux confréries n'étaient point encore d'accord, une pluie violente et inattendue baigna le bûcher et les spectateurs, et détermina la seigneurie à congédier l'assemblée [1].

Jérôme Savonarole, en rentrant dans son couvent de Saint-Marc, monta immédiatement en chaire, et raconta à la foule qui l'avait suivi tout ce qui venait de se passer. Mais déjà la populace l'avait insulté, comme il passait au milieu

[1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 71. — *Istor. di Giov. Cambi.* Lib. XXI, p. 115. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 245. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 180. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1498, § 12 et 13, p. 472. — *Comment. di Filippo de' Nerli.* Lib. IV, p. 78. — *Vita del P. Savonarola.* Lib. IV, c. 29-32, p. 290.

d'elle pour se rendre à son couvent. Le lendemain, dimanche des Rameaux, il prêcha de nouveau avec beaucoup d'onction, en prenant en quelque sorte congé de son auditoire, et lui annonçant qu'il se dévouait à Dieu en sacrifice. En effet, ses ennemis profitaient de l'attente trompée du peuple, pour l'ameuter contre lui. Cette société de libertins, connus sous le nom de *compagnacci*, qui dès le commencement l'avait accusé d'hypocrisie, sommait le peuple de ne pas se laisser jouer plus longtemps par un faux prophète, qui, au moment du danger, avait reculé devant l'épreuve de sa mission, offerte par lui-même. Ils s'attroupèrent à la cathédrale; et au milieu du sermon des vêpres, ils remplirent l'église du cri « aux armes! à « Saint-Marc! » Aussitôt, une populace effrénée les suivit au couvent de Saint-Marc, et l'attaqua avec des armes, des haches, et des torches enflammées. Une congrégation assez nombreuse y était assemblée pour assister au service divin; elle s'y défendit quelque temps, quoique sans armes; mais lorsque les portes furent brûlées, et qu'il n'y eut plus moyen d'arrêter les insurgés, elle capitula, et Jérôme Savonarole, Dominique Bonvicini et Silvestro Maruffi, tous trois arrêtés dans le couvent, furent conduits en prison, au milieu des insultes de la populace[1].

Il était déjà sept heures du soir, lorsque le siége du couvent de Saint-Marc avait commencé; et l'on devait croire que la nuit calmerait les factieux. Mais un parti dès longtemps ennemi, et que le supplice de ses chefs avait irrité davantage encore, n'avait garde de laisser échapper cette occasion de se venger. Le lendemain matin la foule se porta chez François Valori : on le saisit; et comme on le conduisait en prison, Vincent Ridolfi, parent de celui qui, peu de mois auparavant,

[1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 76. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 119. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 246. — *Vita del P. Savonarola.* L. IV, c. 34-46, p. 298.

avait été envoyé à l'échafaud, se jeta sur lui et le tua : sa femme fut tuée au moment où elle se mettait à la fenêtre pour implorer grâce, et leur maison fut pillée et brûlée. Celle d'André Cambini, leur ami, le fut également. Tous ceux qui avaient montré de l'attachement à Savonarole furent livrés aux insultes de la populace, qui, les poursuivant par les noms d'hypocrites et de pénitents, ne leur permettait de se montrer en aucun lieu public. La seigneurie, qui était entrée en charge au commencement de mars, aurait peut-être pu arrêter les insurgés; mais elle était secrètement de leur parti : sur neuf membres dont elle était composée, six étaient ennemis du moine Savonarole. Dans le conseil souverain, tous ceux qui lui étaient attachés n'osèrent point venir prendre leur place; en sorte que le parti contraire s'y sentit assuré d'une grande majorité. Il en profita aussitôt pour nommer de nouveaux décemvirs de la guerre, et de nouveaux juges criminels, ou huit de balle, en déposant ceux qui occupaient alors ces emplois, et qui étaient favorables à Savonarole. Ainsi l'autorité de la république passa en de nouvelles mains ; tous ceux qui l'avaient exercée jusqu'alors furent déposés ou proscrits; et les nouveaux chefs du gouvernement, voulant signaler leur haine pour les manières austères du réformateur et pour l'hypocrisie dont ils l'accusaient, prirent à tâche d'encourager les jeux, les divertissements et même les vices qu'il avait si sévèrement réprimés [1].

Le jour même de l'insurrection, on avait envoyé un courrier au pape, pour lui donner avis de la captivité de Savonarole. Alexandre VI paraissait sentir qu'il ne fallait plus au parti de la réforme qu'un chef courageux pour renverser un édifice ébranlé depuis longtemps; sa sûreté exigeait la mort

[1] *Istorie di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 121. — *Jacopo Nardi, Ist. di Fior.* Lib II, p. 77-82. — *Comment. di Filippo de' Nerli.* Lib. IV, p. 79. — *Vita del Padre Savonarola.* Lib. IV, c. 42, p. 310.

de Savonarole, et il demanda avec instance que cet hérésiarque lui fût livré : en même temps, il accorda des indulgences aux Florentins, et il ordonna de réconcilier à l'église tous ceux qui, en assistant aux sermons du moine, avaient encouru les excommunications[1]. Mais la seigneurie voulut que le procès de Savonarole fût instruit à Florence ; et elle demanda seulement au pape de lui envoyer deux juges ecclésiastiques pour y assister. Alexandre VI députa en effet, pour cet objet, frère Joaquin Turriano de Venise, général de l'ordre des Dominicains, et François Romolini, docteur de droit espagnol : en les faisant partir, il prononça par avance la condamnation de frère Jérôme Savonarole, et il le déclara hérétique, schismatique, persécuteur de la sainte église, et séducteur des peuples[2].

Le procès, instruit en même temps devant le nouveau tribunal des huit, tout composé d'ennemis de Savonarole, et devant les juges députés par le pape, commença par la torture, qui fut donnée au moine à plusieurs reprises. Cet homme, dont la constitution était faible, et dont les nerfs étaient très irritables, ne put supporter les douleurs qu'on lui fit souffrir. Il avoua, pour les faire cesser, que ses prophéties n'étaient que de simples conjectures. Mais aussitôt qu'on voulut prendre ses dépositions sans tourments, il maintint de nouveau la vérité de ses révélations et de toute sa prédication. Quand on lui opposa les aveux qu'on lui avait arrachés par l'estrapade, il répondit qu'il reconnaissait ou son peu de constance, ou la faiblesse de ses organes pour supporter les tourments ; qu'aussi souvent qu'on l'exposerait à la torture, il sentait bien qu'il se démentirait lui-même ; que cependant la vérité ne se trouvait que dans les paroles qu'il prononçait lorsque la douleur ou la terreur ne troublaient point son es-

[1] *Jacopo Nardi Hist.* L. II, p. 79. — *Vita di Savonarola.* Lib. IV, c. 43, p. 311. —
[2] *Jacopo Nardi.* Lib. II, p. 80. — *Istorie di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 126.

prit. On lui fit en effet supporter de nouveaux tourments qui lui firent faire de nouveaux aveux, toujours désavoués ensuite; et les juges, ne voulant pas s'exposer à ce qu'il les démentît encore une fois, ne firent point, suivant l'usage, lire sa confession devant lui, pour qu'il la reconnût publiquement[1].

Pendant le mois que Savonarole passa en prison, il composa un commentaire du *Miserere*, ou psaume cinquante-unième, qu'il avait laissé de côté lorsqu'il écrivait l'exposition des autres psaumes, déclarant alors qu'il réservait ce travail pour le temps de ses propres calamités. Cette exposition est imprimée avec le reste de ses œuvres. Cependant, le 23 mai, un nouveau bûcher fut élevé sur cette même place où son ami avait dû entrer volontairement dans le feu. Les trois religieux Jérôme Savonarole, Dominique Bonvicini et Silvestro Maruffi, après avoir été dégradés par les juges ecclésiastiques, y furent attachés autour d'un pieu. Lorsque l'évêque Pagagnotti leur déclara qu'il les séparait de l'église, Savonarole répondit seulement ces mots, *de la militante*, donnant à entendre qu'il entrait dès lors dans l'église triomphante. Il ne dit rien de plus. Le feu fut mis au bûcher par l'un de ses ennemis, qui prévint l'office du bourreau. Ainsi mourut, entre ses deux disciples, le père Jérôme, à l'âge de quarante-cinq ans et huit mois. Des ordres sévères avaient été donnés par la seigneurie pour recueillir les cendres des trois religieux, et les jeter dans l'Arno. Cependant quelques reliques en furent dérobées par les soldats mêmes qui gardaient la place; et elles sont jusqu'à ce jour exposées à Florence, à l'adoration des dévots[2].

[1] *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 81. — *Vita del P. Savonarola*. Lib. IV, c. 44, p. 312. —
[2] *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 82. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 127. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 247. — *Fr. Guicciardini*. L. III, p. 190. — *Petri Delphini*. L. V, Epist. 73. *apud Raynald*. 1498, § 18, p. 473. — *Vita del Padre Savonarola*. Lib. IV, c. 49, p. 326. — *Comment. del Nerli*. Lib. IV, p. 81. — Mémoires de Phil. de Comines. Liv VIII, chap. XXVI, p. 433.

CHAPITRE IV.

Négociation de Louis XII en Italie. — Suite de la guerre de Pise; cette ville, abandonnée par les Vénitiens, continue à se défendre.—Conquête du duché de Milan par les Français : Louis Sforza y rentre au bout de cinq mois; mais il est trahi par les Suisses, et fait prisonnier à Novare.

1498-1500.

Au moment où Savonarole, abandonné par la faveur populaire, voyait les révélations dont il avait longtemps entretenu ses fidèles à Florence se changer en accusations contre lui, la plus importante de ses prophéties semblait recevoir son accomplissement. Il avait annoncé à Charles VIII que Dieu l'avait choisi pour délivrer l'Italie de ses tyrans et réformer l'église : dès lors il n'avait pas cessé de lui reprocher, au nom du ciel irrité, la lenteur qu'il apportait à l'accomplissement de ce grand ouvrage, et de le menacer d'une punition exemplaire. Il avait voulu faire reconnaître le commencement de cette punition dans la mort successive des deux dauphins, que Charles perdit en bas âge; mais un nouveau châtiment,

disait-il, menaçait encore le monarque abandonné à ses plaisirs ; et le jour même où Savonarole devait faire sur la place de Florence la terrible épreuve de sa doctrine, en envoyant Dominique Bonvicini, son disciple, au milieu d'un bûcher ardent ; le 7 avril 1489, veille du dimanche des Rameaux, Charles VIII fut frappé d'apoplexie dans son château d'Amboise, on ne put point le transporter hors de la galerie où il se trouvait alors, passage souillé d'immondices, et le plus *déshonnête lieu de céans*, dit Comines ; on l'y étendit sur un lit de paille, et il y mourut au bout de neuf heures[1].

Charles VIII ne laissait point d'enfants ; et sa couronne passait à Louis d'Orléans, le plus prochain des princes du sang. Celui-ci était né à Blois le 27 juin 1462 : il était fils de Charles, petit-fils de Louis, l'époux de Valentine Visconti, et arrière-petit-fils de Charles V. Ce prince, quoique gendre de Louis XI, et le plus proche héritier du trône, avait vécu dans l'adversité ; il s'était mis à plusieurs reprises à la tête des partis mécontents en France ; il avait éprouvé tour à tour la prison et l'exil, et il avait reçu de la fortune la seule éducation qui puisse faire que les rois sentent comme des hommes. Il était déjà âgé de trente-six ans, lorsqu'il monta sur le trône sous le nom de Louis XII ; et quoique son esprit ne fût ni vaste ni susceptible d'une longue contention, quoiqu'il eût donné à connaître sa propre faiblesse, par le besoin constant qu'il avait eu d'un favori, il inspirait cependant aux états voisins bien plus de considération et de crainte que Charles VIII, dont on avait appris à connaître l'extrême inconséquence et l'inapplication[2].

Mais c'était surtout aux Italiens que Louis XII pouvait causer de l'appréhension en montant sur le trône. Il n'avait

[1] Mémoires de Phil. de Comines. L. VIII, ch. XXV, p. 431. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. VII, p. 213. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 187. — *Arn. Ferroni Burdig.* L. II, p. 32. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 191.

jamais cessé d'invoquer les droits de Valentine Visconti son aïeule sur l'héritage de Milan. Pour que ces droits prétendus eussent quelque validité, il aurait fallu cependant que la souveraineté de Milan fût un héritage dévolu nécessairement des pères aux enfants, et non une seigneurie italienne, où le droit du prince n'était fondé que sur l'acquiescement présumé du peuple. Il aurait fallu encore que cet héritage pût tomber en quenouille ; ce qui était aussi contraire au droit de la couronne en France qu'au droit italien. Charles, duc d'Orléans, père de Louis XII, alternativement prisonnier des Anglais et chef de parti dans les guerres civiles de France, n'avait pu faire valoir ses prétentions par les armes ; à sa mort son fils n'avait que trois ans. Louis XI cependant s'était allié avec les Sforza ; Charles VIII avait persisté dans la même alliance ; et loin de seconder les réclamations de son cousin sur le duché de Milan, c'était sur l'appui de Louis-le-Maure, fils de François Sforza, qu'il avait le plus compté, lorsqu'il avait entrepris son expédition en Italie. Après avoir éprouvé la mauvaise foi de ce prince, il n'avait point encore voulu lui ôter tout espoir de réconciliation ; tandis qu'au contraire il avait manifesté de la défiance et de la jalousie contre le duc d'Orléans, lorsque celui-ci, pendant son séjour à Asti, avait menacé le Milanais d'une invasion. Mais Louis XII, en montant sur le trône, annonça aussitôt les prétentions qu'on l'avait si longtemps empêché de faire valoir. Il ajouta au titre de roi de France ceux du duc de Milan, et de roi des Deux-Siciles et de Jérusalem ; il ne dissimula pas qu'il comptait soutenir ces titres avec toutes les forces d'un puissant empire[1].

Tant de passions agitaient alors l'Italie que cette seconde invasion des Français, qui, après l'épreuve qu'on avait faite de la première, devait être redoutée de tout le monde, était

[1] *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall. L. VIII, p. 216.*

devenue au contraire l'espoir de plusieurs puissants états ; en sorte qu'avant de l'entreprendre Louis XII trouva le moyen de changer le système des alliances de son prédécesseur, et de s'assurer d'utiles coopérateurs pour les conquêtes qu'il méditait.

La guerre de Pise, qui était demeurée allumée comme un flambeau destiné à exciter un nouvel incendie, avait plus contribué qu'aucune circonstance à changer les affections des divers partis. Cette guerre avait ruiné les Florentins ; elle leur avait fait éprouver toute la mauvaise foi de Charles VIII et de ses lieutenants ; elle leur avait laissé le vif regret de s'être fiés aux promesses de la France. La même guerre, après avoir flatté vivement les espérances de Louis-le-Maure, ne promettait plus qu'à ses rivaux le prix auquel il prétendait lui-même. Il était trompé pour la seconde fois par ses propres calculs, en suivant cette politique astucieuse dont il se glorifiait tant ; et il commençait à désirer de se rapprocher des Florentins, pour chasser de Pise les Vénitiens, après avoir en quelque sorte donné lui-même cette ville à ces derniers. D'autre part, les Vénitiens, qui se vantaient d'avoir défendu, d'avoir sauvé deux fois Louis-le-Maure, ressentaient tant d'indignation de ce qu'ils appelaient son ingratitude qu'ils étaient disposés à commettre, pour se venger de lui, la même faute qu'on lui avait si vivement reprochée, et à lui susciter un antagoniste plus puissant qu'eux et que lui [1].

En effet, à peine eurent-ils appris la mort de Charles VIII qu'ils ordonnèrent au secrétaire de leur république, résidant à Turin, de passer auprès de son successeur : bientôt ils le firent suivre par trois ambassadeurs chargés d'excuser les hostilités précédentes, et de les faire considérer comme les conséquences d'une querelle terminée par la mort du dernier roi.

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 193. — *Fr. Belcarii Commentar.* Lib. VIII, p. 217.

Le pape, qui vers le même temps avait résolu de dégager son fils César Borgia des ordres sacrés, et de le faire passer du rang de cardinal à celui de prince temporel, saisit de son côté, avec empressement, cette occasion d'exciter de nouvelles guerres, et de vendre tout ensemble à un puissant allié, l'appui de sa souveraineté temporelle, et les grâces spirituelles dont il disposait. Il savait que le roi de France avait besoin de lui pour satisfaire à la fois ses passions et sa politique ; que, marié depuis vingt ans à une fille de Louis XI, qu'il n'avait jamais aimée, il désirait se séparer d'elle ; qu'amoureux depuis longtemps aussi de la veuve de son prédécesseur, il désirait l'épouser, et conserver ainsi la Bretagne à la France. Alexandre VI pouvait seul sanctionner ce divorce et cette union nouvelle ; il le fit offrir par ses ambassadeurs, et il comptait bien mettre à un prix élevé le scandale qu'il donnerait ainsi à la chrétienté. Les Florentins envoyèrent de leur côté des ambassadeurs à Louis XII, pour confirmer leur ancienne alliance, et rappeler à sa mémoire tout ce qu'ils venaient de souffrir pour la cause française. Tous ces ambassadeurs furent également bien reçus par le nouveau roi ; il entama avec tous des négociations, bien décidé cependant à ne point tenter d'expédition en Italie qu'il n'eût auparavant assuré les frontières françaises par de nouveaux traités avec tous ses voisins[1].

En effet il consacra la première année de son règne au soin de l'administration intérieure de ses états, et à des négociations étrangères qui demeurèrent ensevelies dans le silence du cabinet. On put seulement juger que celles qu'il entretenait avec le pape avaient eu pour résultat un complet rapprochement des deux cours, lorsqu'on vit George d'Amboise, favori de Louis XII et archevêque de Rouen, recevoir, le 17 sep-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 194. — *Cronica Veneta.* T. XXIV. *Rer. Ital.* p. 49. — *Arn. Ferroni.* L. III, p. 36.

tembre, le chapeau de cardinal. Dans le mois suivant, César Borgia renonça en plein consistoire à la pourpre romaine, prenant pour prétexte la violence que lui avait faite son père pour le faire entrer dans les ordres. Il partit ensuite pour la France, afin d'y traiter au nom d'Alexandre le divorce du roi. Peu s'en fallut cependant que, pour avoir usé de trop de finesse, il ne perdît le prix auquel il espérait vendre cette grâce. Il prétendit n'avoir point apporté la bulle du pape qui annulait le précédent mariage de Louis. Celui-ci, averti par l'évêque de Cette que la bulle était expédiée, au lieu d'exiger qu'elle lui fût remise, fit prononcer le divorce le 12 décembre 1498, par les juges ecclésiastiques qu'il tenait sous sa dépendance; et il passa, le 8 janvier 1499, à de secondes noces avec Anne de Bretagne. César Borgia se hâta alors de se réconcilier avec le roi, de signer le traité en discussion entre eux, et de lui remettre la bulle de son père : en échange il reçut de Louis le duché de Valence en Dauphiné, et il prit le titre de duc de Valentinois, au lieu de celui de cardinal évêque de Valence en Espagne, qu'il avait porté jusqu'alors. Mais il ne pardonna point à l'évêque de Cette d'avoir révélé au roi son secret, et de lui avoir fait comprendre qu'une fois la bulle expédiée, encore qu'elle ne lui fût pas délivrée, sa conscience devait être en repos. L'évêque de Cette mourut peu après, empoisonné par Borgia [1].

Pendant que Louis XII formait des alliances nouvelles en Italie, et qu'il se préparait à y porter ses armes, la guerre se continuait en Toscane : elle avait recommencé autour de Pise, dès le mois d'octobre 1497, à l'époque où avait fini l'armis-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 207. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* Lib. III, p. 95. — *Macchiavelli, Frammenti istor.* p. 127. — Les Annales ecclésiastiques de Raynaldus sont d'une brièveté extrême sur ce divorce et sur toutes ces transactions scandaleuses; l'auteur se contente de rapporter le texte de l'historien français Ferronius, *ad Ann.* 1498, § 4 et 5, T. XIX, p. 471. L'évêque de Beaucaire est fort court aussi. *Commentar. Rer. Gall.* L. VIII, p. 222. — *Fr. Ferroni Rer. Gall.* Lib. III, p. 37.

tice stipulé par les rois de France et d'Espagne; cependant jusqu'au mois de mai 1498, elle n'avait été marquée par aucun événement de quelque importance. Les Pisans à cette époque envoyèrent Jacob Savorgnano, capitaine vénitien à leur solde, dans l'état de Volterra, pour le ravager. Il en revenait chargé de butin, avec sept cents chevaux et mille fantassins, lorsqu'il fut attaqué près de San Régolo, par le comte Ranuccio de Marciano, et par Guillaume des Pazzi, généraux des Florentins. Il fut mis en déroute; mais tandis que les vainqueurs étaient occupés au pillage, ils furent attaqués à leur tour par Thomas Zéno, qui arrivait de Pise avec cent cinquante chevaux seulement, et qui, profitant de leur désordre, délivra leurs prisonniers, reprit leur butin, et les tailla en pièces[1]. Les Florentins perdirent beaucoup de monde dans cette affaire; et comme leurs deux généraux s'accusaient réciproquement de s'être attiré ce malheur par leur faute, la république donna, le 6 juin, le commandement de ses forces à un chef plus célèbre, mais dont l'ambition pouvait aussi inspirer plus de craintes; elle choisit Paul Vitelli de Città di Castello, qui passait pour avoir acquis dans l'armée française la connaissance de tous les progrès que les ultramontains avaient fait faire à l'art de la guerre[2]. Cette même déroute détermina Louis-le-Maure à secourir efficacement les Florentins, pour les empêcher de faire la paix, et de laisser les Vénitiens s'établir définitivement à Pise. Il envoya aux premiers trois cents arbalétriers; il prit à sa solde en commun avec eux Jean-Paul Baglione, seigneur de Pérouse, et le seigneur de Piombino, et il leur prêta en différentes fois jusqu'à la somme de trois cent mille ducats[3].

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 194. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 248. — *Macchiavelli, Framm. istor.* p. 71. — *Petri Bembi Hist. Venetæ.* L. IV, p. 73. — [2] *Jac. Nardi, Ist. Fior.* L. III, p. 87. — *Chroniche di Pisa, di Jacopo Arrosti, in archivio Pisano mss.*, 1 vol. fol. p. 206. — *Macchiavelli, in Princip.* Chap. XII, p. 285. — [3] *Fr. Guicciardini.* Lib IV, p. 195. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. IV, p. 75. — *Cronica Veneta.* T. XXIV, p. 52.

Les Vénitiens avaient alors dans Pise, sous les ordres de Marco Martinengo, quatre cents gendarmes, huit cents Stradiotes et deux mille fantassins. Ils n'avaient éprouvé jusqu'alors aucune difficulté à faire passer des renforts à cette armée : mais le duc de Milan, en embrassant ouvertement l'alliance des Florentins, refusa le passage aux troupes qui marchaient pour les combattre. Il engagea Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, à prendre la même détermination ; Catherine Sforza, mère d'Octavien Riario, seigneur d'Imola et de Forli, et la république de Lucques, suivirent cet exemple. La route la plus directe que prenaient les troupes vénitiennes pour se rendre à Pise, par le Ferrarais, le Modénais et l'état de Lucques, leur fut ainsi fermée ; le duc de Milan se chargea d'empêcher les Génois de donner passage aux ennemis de ses alliés [1]. La route de Romagne paraissait également fermée par Bentivoglio et Riario ; mais comme ces petits princes pouvaient craindre de se compromettre avec la puissante république de Venise, les Florentins, pour éviter qu'on ne pût tourner leurs frontières, voulurent aussi s'assurer de la neutralité de Sienne, afin de n'avoir aucun ennemi pour voisin. Ils signèrent une trève de cinq ans avec Pandolfe Pétrucci, qui, par le seul crédit de la garnison de Sienne dont il était capitaine, s'élevait à la tyrannie dans cette république [2].

Les Florentins, après avoir ôté aux Pisans toute communication avec leurs alliés, firent marcher contre eux, sous les ordres de Paul Vitelli, des forces supérieures à celles que commandait Martinengo. Celui-ci fut fort maltraité dans une embuscade où il tomba près de Cascina : il abandonna ensuite la campagne ; et Vitelli, suivant la rive droite de l'Arno, soumit les châteaux de Buti, Calcinaia, Vico Pisano, et la vallée de Calci ; c'est la partie tout à la fois la plus riche et la

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 197. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. IV, p. 74. — [2] *Orlando Malavolti, Storia di Siena.* Part. III, Lib. VI, f. 104.

plus facile à défendre du territoire de Pise, puisqu'elle est fortifiée par les escarpements des monts Saint-Julien et par les eaux du lac de Bientina [1].

Les Vénitiens, qui avaient pris les Pisans sous leur protection, étaient bien résolus à ne pas les laisser sans secours. Aucun chemin ne leur était ouvert pour arriver sur le territoire de Pise; mais il leur en restait un pour parvenir jusqu'aux frontières des Florentins. Le seigneur de Faenza avait reconnu leur protection, et ne pouvait leur refuser le passage par le val de Lamone, qui dépendait de lui. Charles Orsini et Barthélemi d'Alviano, partant de la Romagne vénitienne, arrivèrent par cette route jusqu'à Marradi, château-fort qui leur fermait l'entrée de la Romagne toscane. Pierre et Julien de Médicis, toujours prêts à se joindre à tous les ennemis de leur patrie, dans l'espérance d'y rentrer à la suite des armées étrangères, s'étaient rendus au camp vénitien, et avaient promis à ses chefs qu'ils trouveraient des traîtres parmi les commandants florentins des châteaux de l'Apennin, où ils ne pouvaient manquer de rencontrer quelques anciens partisans de leur famille. En effet, la bourgade de Marradi, devant laquelle ils se présentèrent au mois de septembre, leur fut livrée sans résistance; mais la citadelle, nommée Castiglione, qui commande cette bourgade, et qui ferme le chemin pour entrer en Toscane, fut défendue avec obstination par Donigi Naldo; et cette résistance donna aux Florentins le temps de rassembler de ce côté les troupes qui devaient les protéger [2].

Pendant que l'armée vénitienne était arrêtée dans les Apennins, celle des Florentins, commandée par Paul Vitelli, continuait avec succès ses opérations contre Pise; et, au commen-

[1] *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 249. — *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 198. — *Jacopo Nardi*. Lib. III, p. 88. — *Cron. di Pisa di Jac. Arrosti*. f. 207. — [2] *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 202. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 251. — *Jacopo Nardi*. Lib. III, p. 89.

cement d'octobre, elle s'empara de Librafatta [1]. Les généraux vénitiens s'efforçaient de pénétrer sans retard en Toscane pour secourir les Pisans. Ils tentaient toutes les routes; mais il les trouvaient toutes fermées par des châteaux-forts. Enfin, un petit seigneur feudataire, Rambert de Sogliano, d'une branche cadette de la maison Malatesti, leur ouvrit le château qu'il possédait sur les frontières, entre l'état d'Urbin et le Casentin [2]. Barthélemi d'Alviano profita, avec la célérité qui le distinguait, du passage qui lui était accordé. En une seule nuit, il se rendit de Césène, par Sogliano, devant l'abbaye de Camaldoni, où il arriva comme les moines chantaient matines, sans croire courir aucun danger. Les moines assurent que saint Romuald, fondateur de leur couvent, les défendit, et qu'on le vit, pendant tout le combat, lancer d'une main vigoureuse des briques sur les assaillants Les Vénitiens affirment, au contraire, que le couvent fut pris : du moins est-il certain qu'il n'arrêta point l'Alviano [3]. Celui-ci fit porter immédiatement à Bibbiéna un faux message des décemvirs de la guerre, ordonnant des logements pour cinquante cavaliers de la troupe de Vitelli; et, suivant de près ce message, il entra à Bibbiéna, le 15 octobre, avec cent gendarmes, avant que le pays fût averti qu'il avait passé les frontières; et il fut reçu dans cette forte bourgade, où on le prit pour un capitaine florentin. Le gros de l'armée vénitienne le suivait de près; et Charles Orsini mit en sûreté, avec huit cents chevaux, une conquête qu'Alviano devait à la tromperie autant qu'à son intrépidité [4].

[1] *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 252. — *Fr. Guicciardini*. L. IV, p. 203. —*Macchiavelli, Framm. istor*. p. 82.—*Petri Bembi Hist. Ven*. Lib. IV, p 77. — [2] *Petri Bembi Hist. Ven*. L. IV, p. 79. — [3] Le général lui-même des Camaldules, Pietro Delphino, atteste ce miracle, *Epist*. 83, *Lib. V*, *apud Raynald. Annal. eccles*. 1498, § 9, p. 491. Il est vrai qu'il n'était pas présent; et qu'il remarque même, *en confirmation du fait qu'il rapporte*, que plus on s'eloignait de Toscane, et plus la foi à ce miracle était ferme parmi le peuple. — Voyez *Pietro Bembo*. L. IV, p. 79. — *Andrea Navagiero*. T. XXIII, p. 1216.—*Macchiavelli, Framm. Istor*. T. III, p. 124, qui, chacun rapportent cet événement d'une manière différente. — [4] *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 252. — *Jacopo*

Barthélemi d'Alviano avait espéré pousser plus loin ces premiers succès, et s'emparer avec la même facilité de Poppi, forteresse qui serait devenue entre ses mains la clef du val d'Arno et de l'Arétin, et qui lui aurait donné le moyen de descendre enfin dans les plaines de la Toscane : mais Antonio Giacomini, un des plus braves et des plus déterminés parmi les citoyens florentins, était alors commissaire à Poppi, et il fit échouer l'entreprise de l'Alviano [1].

L'automne cependant était déjà avancé; et la guerre se trouvait transportée dans la province la plus âpre et la plus montueuse de la Toscane, pays stérile, fermé de défilés, et dont les montagnes étaient déjà couvertes d'épaisses neiges. Paul Vitelli, qui y fut rappelé en hâte par les Florentins, et qui ne laissa dans la campagne de Pise que des garnisons dans les forteresses qu'il avait conquises, était aussi prudent et aussi méthodique que l'Alviano était impétueux. Il avait sous ses ordres Fracassa San-Sévérino, envoyé par le duc de Milan, et Ranuccio de Marciano. Son armée, à laquelle les Florentins envoyaient sans cesse des renforts, se trouva bientôt supérieure en nombre à celle des Vénitiens, qui comptaient cependant, sous Carlo Orsini, Barthélemi d'Alviano, et le duc d'Urbin, sept cents hommes d'armes et six mille fantassins, parmi lesquels se trouvaient quelques compagnies d'Allemands. Mais Vitelli était résolu à ne point leur livrer de combat, tandis qu'il pouvait plus facilement les vaincre, en les enfermant dans le pays stérile qu'ils occupaient. Il s'empara des passages de la Vernia, de Chiusi et de Montalone, par lesquels l'armée vénitienne pouvait communiquer avec la Romagne; il fortifia Arezzo et tous les débouchés du Casentin. Du côté

Nardi. Lib. III, p. 90. — *Macchiavelli*, *Framm.* p. 119. — *Fr. Guicciardini*. L. IV, p. 204.—[1] *Macchiavelli*, *Nature d' uomini fiorentini*. T. III, p. 139, et *Framm. Istor.* T. III, p. 121. — *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 253. — *Jacopo Nardi*. L. III, p. 91. — *Marin Sanuto*, *Ist. Ven.* T. XXIV, p. 63.

de la Toscane, il excita les paysans à prendre les armes et à se mettre partout en défense contre les ennemis; et resserrant ainsi toujours plus ces derniers, il les exposa bientôt à toutes les souffrances résultant du manque de vivres et de fourrages[1].

Ainsi l'armée que les Vénitiens avaient envoyée en Toscane pour faire lever le siége de Pise était assiégée elle-même, et le duc d'Urbin, loin de pouvoir délivrer Marco Martinengo, comme il en était chargé, avait besoin d'être délivré à son tour. 1499. — La république s'en occupa sans perdre de temps; elle envoya à Ravenne, au commencement de l'année 1499, Nicolas, comte de Pitigliano, pour y former une nouvelle armée. Celui-ci, ayant rassemblé sous ses ordres quatre mille fantassins, s'avança jusqu'à Elci, château frontière du duché d'Urbin, d'où il comptait pénétrer dans le Casentin, et dégager l'armée assiégée. D'autre part, Vitelli vint se placer vis-à-vis de lui, à la Piève de San-Stéfano, pour lui disputer le passage. Les deux républiques, également fatiguées des dépenses infinies d'une guerre ruineuse, pressaient leurs généraux d'en venir à un combat décisif; mais les deux capitaines, Pitigliano et Vitelli, élevés dans le système circonspect de l'école militaire italienne, demeurèrent sourds à toutes les instances qu'on leur adressait, et ne voulurent point hasarder leur réputation par une bataille[2].

[1] *Fr. Guicciardini*. L. IV, p. 205. — *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 253. — *Jacopo Nardi*. L. III, p. 91. — *Petri Bembi Hist. Ven*. L. IV, p. 82. — *Paolo Giovio vita di Leone X*, L. I, p. 68. — Navagiero finit abruptement à cette époque son histoire de Venise. On pourrait supposer qu'elle était pour lui seulement l'ébauche d'une histoire de Venise en dix livres, qu'on sait qu'il écrivit en latin; et qu'il fit brûler à sa mort. En effet, le manuscrit que Muratori a fait imprimer, *Scr. Rer. Ital.* T. XXIII, p. 921-1216, ne présente qu'un ouvrage très incomplet et très peu digne de la réputation de Navagiero. Celui-ci fut l'un des restaurateurs des lettres en Italie, des amis de Bembo, et en même temps des hommes d'état les plus distingués de Venise. Il mourut à Blois, le 8 mai 1529, ambassadeur de sa république auprès de François Ier. Une partie cependant de cette histoire, avant la fin du XVe siècle, a le mérite de la véracité, de l'intérêt et de la naïveté. — [2] *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 253. — *Jacopo Nardi*. L. III, p. 98. — *Macchiavelli, Framm. Istor.* p. 128.

L'une et l'autre république avait en effet les plus fortes raisons pour s'éloigner dans cette occasion de sa prudence accoutumée, et vouloir remettre sa fortune au sort douteux d'un combat. Chacune espérait, en obtenant la victoire, faire la paix à des conditions plus avantageuses, tandis que chacune sentait que, dût son armée être défaite, à cette distance de la capitale, et dans un pays facile à défendre, son existence ne pouvait être compromise. Toutes deux auraient mieux aimé peut-être qu'une déroute les forçât à se relacher sur leurs prétentions, que de continuer avec peu d'espérance une guerre ruineuse et interminable. Les Vénitiens languissaient de dégager leurs trois armées, qui demeuraient immobiles à Pise, à Bibbiéna et à Elci : les Florentins n'étaient pas moins impatients de renvoyer leur commandant Paul Vitelli, contre lequel ils avaient conçu une extrême défiance. Celui-ci venait d'accorder un sauf-conduit au duc d'Urbin, qui était malade. Julien de Médicis avait profité de ce sauf-conduit pour sortir de Bibbiéna avec le duc, et les Florentins s'étaient plaints amèrement de ce qu'un rebelle de leur république, assiégé par leur armée avait été dérobé par leur propre général à la punition dont les lois le menaçaient[1].

Les deux républiques soupiraient pour la paix plus encore que pour la bataille, et deux puissants médiateurs se présentèrent en même temps pour négocier entre elles. D'une part, Louis XII cherchait à s'assurer l'alliance de l'une comme de l'autre république ; et, pour les réconcilier l'une et l'autre, il demandait que Pise fût remise en dépôt entre ses mains, promettant secrètement aux Florentins de leur rendre ensuite cette ville, et aux Vénitiens de leur procurer d'amples dédommagements dans l'état de Milan[2]. D'autre part, Louis-le-

[1] *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 254. — *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 216. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* Lib. III, p. 93. — *Paolo Giovio vita di Leone X*. Lib. I, p. 69 — [2] *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 208.

Maure, en pressant les Florentins de se réconcilier avec les Vénitiens, espérait faire lui-même de cette manière sa paix avec les derniers. Il voyait le roi de France persister dans les projets d'invasion en Lombardie, que celui-ci avait annoncés dès les premiers jours de son règne. Il connaissait les négociations de ce monarque avec le pape, le renouvellement de son alliance avec le roi d'Angleterre, la trêve conclue pour plusieurs mois entre Louis XII et Maximilien, sans que le dernier y eut fait suivant sa promesse comprendre le duché de Milan. Sforza savait encore que Louis XII offrait aux Vénitiens de partager ce même duché de Milan. Dans la guerre, il avait tout à craindre du ressentiment de ses voisins : mais s'il rétablissait la paix en Italie, il pouvait espérer que la république de Venise, revenant à des desseins plus sages, abandonnerait des projets de vengeance trop dangereux pour elle-même[1].

Louis XII ayant renoncé au rôle de médiateur pour s'unir d'une manière plus intime avec la république de Venise, les Florentins, qui désiraient ardemment la paix, n'en furent que plus disposés à prêter l'oreille aux conseils de Louis-le-Maure. Les Vénitiens, de leur côté, qui se préparaient sécrètement à une guerre contre le même duc de Milan, eux qui savaient que les Turcs s'armaient pour attaquer leurs établissements en Grèce, et qui étaient aussi inquiétés par les prétentions inouïes et les menaces de Maximilien, encore qu'ils fussent accoutumés à les voir ensuite se résoudre en fumée, ne voulurent pas être distraits par la guerre de Pise au milieu de circonstances qui pouvaient devenir plus sérieuses. Les affaires de Pise furent dévolues du conseil des Prégadi à celui des Dix qu'on regardait comme bien moins accessible aux passions généreuses, et bien plus dominé par la seule politique. Ce conseil, adoptant

[1] *Barthol. Senaregæ de rebus Genuens.* T. XXIV, p. 565.

la proposition qui lui avait été faite par Louis-le-Maure, signa un compromis par lequel il remettait tous les droits de la république entre les mains d'Hercule d'Este, duc de Ferrare, beau-père du duc de Milan; et ce dernier obligea les Florentins à reconnaître le même arbitre. Huit jours lui furent accordés pour porter une sentence entre les deux peuples, qui tous deux s'engagèrent à s'y soumettre [1].

Le duc de Ferrare prononça, le 6 avril 1499, l'arrêt entre les deux républiques qui l'avaient choisi pour arbitre. Il imposa aux Vénitiens l'obligation de retirer, avant la prochaine fête de Saint-Marc, toutes leurs troupes du territoire de Pise, de Bibbiéna et du Casentin, et aux Florentins celle de payer pendant douze ans aux Vénitiens, pour frais de la guerre, quinze mille ducats chaque année. Il voulut encore que les Florentins accordassent une amnistie sans réserve aux habitants de Bibbiéna et aux Pisans; qu'ils concédassent de plus aux derniers la permission d'exercer, à l'égal des Florentins, toute espèce d'industrie, et par mer et par terre; qu'ils laissassent aux Pisans leurs forteresses, sous condition que ceux-ci demanderaient l'agrément de la seigneurie florentine pour tous les capitaines qu'ils engageraient à leur service, et réduiraient leurs garnisons au même nombre qu'y entretenait Florence avant la rébellion. Le duc de Ferrare ordonna encore que les jugements civils seraient prononcés à Pise par un podestat étranger, choisi par les Pisans eux-mêmes dans un pays allié de Florence, et que les jugements criminels seraient rendus par le capitaine de justice florentin, mais sous l'inspection d'un assesseur nommé par le duc de Ferrare [2].

On pourrait considérer le mécontentement universel qu'ex-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 219. — *Jac. Nardi Ist. Fior.* L. III, p. 96. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 139. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib IV, p. 85. — *Chron. Veneta.* T. XXIV, p. 69. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IV. p. 219. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 254. — *Diario Ferrarese anonimo.* T. XXIV, p. 363. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 140. — *Chronica Veneta,* p. 70.

cita ce prononcé comme une preuve de son impartialité. Jamais sentence ne fut reçue par toutes les parties avec plus de défaveur. Les Vénitiens, honteux de manquer ouvertement à tous les engagements qu'ils avaient pris avec les Pisans, ne voulurent pas qu'un acte public pût témoigner de leur mauvaise foi; et, encore qu'ils exécutassent la sentence, et qu'au terme fixé ils retirassent leurs troupes de Toscane, ils ne consentirent jamais à s'y soumettre formellement. Les Florentins se récrièrent sur ce qu'on ne leur rendait point Pise, tandis qu'on en laissait les forteresses entre les mains de leurs sujets rebelles, et sur ce que rien n'était plus injuste que de les forcer à payer les frais d'une guerre dans laquelle ils avaient été attaqués sans provocation. Cependant ils acceptèrent expressément la sentence arbitrale, mais cette acceptation fut sans effet, car les Pisans considérant toutes les garanties que leur offrait le duc de Ferrare comme faciles à éluder, et préférant la mort à la servitude, refusèrent de se soumettre; et, quoique abandonnés de tout le monde, ils protestèrent qu'ils persisteraient à se défendre. Ils se hâtèrent même de faire sortir de leur ville et de leurs forteresses les troupes vénitiennes de peur qu'elles ne les livrassent à leurs ennemis [1].

Lorsque les Florentins furent instruits de la résolution qu'avaient prise les Pisans de continuer à se défendre, ils rappelèrent du Casentin Paul Vitelli avec son armée, et ils l'envoyèrent contre Pise qui leur paraissait ne pouvoir plus opposer une longue résistance. Louis-le-Maure, toujours plus alarmé des préparatifs de guerre des Français, de même qu'il avait sollicité les Florentins d'accepter l'arbitrage du duc de Ferrare, pressait les Pisans de s'y soumettre, et s'efforçait de rétablir la paix en Toscane pour s'assurer les secours de cette

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 220. — *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 255. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* L. III, p. 97.

province; mais il ne trouvait de crédit auprès de personne. Les Pisans se souvenaient que, sous prétexte de protéger leur liberté, il avait cherché à s'emparer de la souveraineté de leur ville; les Florentins le soupçonnaient de persister encore dans ces projets, et d'encourager secrètement leurs ennemis à la résistance. Fermant donc les uns et les autres l'oreille à ses conseils, et abandonnant la Lombardie aux révolutions qu'une invasion nouvelle allait y produire, ils recommencèrent leurs combats avec plus d'acharnement que jamais.

Paul Vitelli se réunit, le 25 juin, au comte Ranuccio Marciano devant Cascina, dont il entreprit l'attaque; et, au bout de vingt-six heures, ce fort château se rendit à eux [1]. Quelques petites garnisons pisanes, qui occupaient encore la tour de Foce d'Arno et la redoute de Stagno, se retirèrent à la première sommation, et il ne restait plus aux Pisans, sur tout le territoire, que la forteresse de la Verrucola et la petite tour d'Ascagno. Au lieu de les attaquer, Paul Vitelli crut le moment favorable pour commencer le siége de la place elle-même. Il vint tracer son camp, le 1er août, sous les murs de Pise, avec une cavalerie suffisante pour tenir seule la campagne, une artillerie formidable et dix mille hommes d'infanterie. Il annonça à la seigneurie qui l'employait que, d'après ses calculs, le siége ne devait pas durer plus de quinze jours. Les murs de Pise n'étaient point entourés de fossés, ou soutenus par des terre-pleins; cependant leur épaisseur et la ténacité particulière du mortier employé à leur construction les rendaient propres à résister plus que d'autres aux efforts de l'artillerie. Les Pisans n'avaient plus à leur solde d'autre capitaine étranger que Gurlino Tombasi, brave officier de Ravenne qui avait quitté le service des Vénitiens pour le leur. Mais tous les habitants de la ville, tous les paysans qui y avaient cherché

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 222. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 255. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* L. III, p. 97.

un refuge, aguerris par cinq ans de combats continuels, pouvaient être comparés aux meilleures troupes de ligne[1].

Vitelli avait tracé son camp sur la rive gauche de l'Arno, et il avait dressé ses batteries contre le mur attenant à la tour ou forteresse de Stampacé. En se logeant du côté opposé, il aurait plus efficacement prévenu l'arrivée de tout renfort; mais, dans la situation où se trouvait alors l'Italie, il ne voyait aucune puissance qui pût songer à secourir les Pisans, et il savait que ceux-ci avaient fait du côté de Lucques des ouvrages intérieurs pour fortifier leurs murs, tandis qu'ils n'avaient point cru nécessaire d'en commencer encore du côté de Livourne.

Deux attaques étaient poursuivies en même temps, l'une entre Santo-Antonio et Stampacé, l'autre entre Stampacé et la porte de la mer, et vingt pièces d'artillerie y étaient dressées en batterie. Vitelli, persistant dans l'ancienne tactique italienne, et ne voulant combattre qu'avec la certitude de vaincre, était résolu à ne point donner d'assaut, que les brèches ouvertes par son artillerie ne présentassent un libre passage à ses bataillons. Déjà de larges pans de mur avaient été abattus, mais il ne trouvait point que ce fût assez; et cependant ses retards donnaient aux Pisans le temps d'élever derrière le mur qu'il battait en brèche un fort parapet défendu par un large fossé. Aucun danger ne ralentissait leur ardeur; l'artillerie balayait leurs ouvrages, sans que les femmes ou les enfants abandonnassent la pelle. Deux sœurs travaillaient l'une à côté de l'autre; l'une fut tuée par un boulet : l'autre, relevant aussitôt ses membres épars, leur donna la sépulture dans le gabion même qu'elle remplissait; et tout en prenant congé d'elle avec des gémissements et des sanglots, elle con-

[1] *Fr. Guicciardini. L. IV, p. 252. — Iacopo Arrosti Chroniche di Pisa in archivio Pisano. f. 207 v.*

tinua son ouvrage sous le feu de la même batterie qui venait de lui enlever sa compagne [1].

Enfin, les murs qui liaient Stampacé aux fortifications de la ville se trouvèrent également abattus sur la droite et sur la gauche de cette grosse tour. Le comte Ranuccio avait été blessé dans une escarmouche; et Paul Vitelli, demeuré seul chargé du commandement de l'armée, résolut, le dixième jour du siége, d'attaquer cette forteresse par un assaut. Elle était déjà ébranlée par des brèches fort dangereuses; et, quoique les Pisans opposassent une résistance obstinée, les Florentins plantèrent leurs drapeaux sur le haut de la grosse tour de Stampacé. Dans la première terreur de cet événement, les Pisans crurent que leur ville même était perdue sans ressource. Pierre Gambacorti s'enfuit par la porte opposée, du côté de Lucques, avec quarante arbalétriers à cheval qui servaient sous lui; la garde du parapet, qui faisait désormais la seule défense de la ville, était ébranlée, et sur le point de fuir. Mais Vitelli n'avait donné d'ordres que pour l'assaut de la forteresse, et non pour celui de la ville Rien n'était plus éloigné de son caractère et de sa pratique militaire, que de compromettre un succès déjà obtenu, en voulant le poursuivre et en recueillir des fruits qu'il ne s'était point proposés d'avance. Il craignait de s'engager dans une ville occupée par une population valeureuse; et il fit reculer ses soldats, qui ne demandaient qu'à donner un nouvel assaut. Bientôt l'occasion, qu'il n'avait point voulu saisir, lui échappa sans retour. Les Pisans, dont un grand nombre avaient voulu se cacher dans leurs maisons, furent renvoyés au combat par leurs femmes; et ils revinrent avec courage occuper la brèche. Leur artillerie reçut une direction nouvelle, sur les murs voisins, pour en écarter les assaillants; et,

[1] *Jacopo Nardi Ist.* L. III, p. 98. — *Jacopo Arrosti Cronache di Pisa.* [illegible]

après la prise de Stampacé, la ville fut encore jugée susceptible de défense [1].

Vitelli avait compté placer une batterie sur la tour même de Stampacé, et dominer ainsi les ouvrages des assiégés; mais cette tour, déjà ébranlée par les brèches qu'il y avait faites lui-même, et ensuite par les attaques des Pisans, ne fut pas jugée assez solide pour porter les canons qu'il y avait fait monter. Cependant il continuait à faire battre en brèche les murs de la ville : l'ouverture qu'avait fait son artillerie avait déjà cinquante brasses de largeur, et il n'était pas content encore. Il ne voulait pas qu'à l'assaut ses soldats courussent le moindre danger, ou plutôt, comme les Florentins commencèrent à l'en accuser ouvertement et d'un commun accord, il ne voulait pas prendre la ville, mais il désirait conserver le plus longtemps possible les honneurs et les profits du commandement, demeurer à la tête d'une armée puissante, pour mettre son aide à l'enchère, au moment où les révolutions de Lombardie décideraient une des puissances qui se faisaient la guerre à appeler un nouveau condottiére, et pour se faire payer peut-être par les Pisans pour sa modération ou sa lenteur. Mais ces projets ambitieux furent contrariés par la nature. Dans le sol humide de la plaine de Pise, les fossés continuent à être pleins d'eau pendant la plus grande partie de l'été; puis au milieu d'août, l'ardeur du soleil les dessèche; et frappant alors sur le limon putréfié, elle en fait sortir des exhalaisons pestilentielles. En deux jours, la moitié de l'armée fut atteinte d'une fièvre maremmane. Paul Vitelli avait annoncé qu'il donnerait l'assaut le 23 août : la brèche était praticable; et le succès aurait été certain, s'il avait pu mettre en mouvement assez de soldats pour exécuter ses projets : mais ses officiers, les commissaires florentins au-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 234. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* L. III, p. 98. — *Jacopo Arrosti Chroniche di Pisa.* f. 215.

près de l'armée, et lui-même, tout était atteint de la même maladie. Cependant des ordres furent donnés aussitôt pour faire arriver au camp de nouveaux renforts, et mettre le général en état de livrer, au jour fixé, un assaut qui devait être décisif. Toute leur diligence fut inutile; le nombre des malades croissait plus rapidement encore que celui des arrivants, et chaque jour Vitelli était moins en état de faire un effort vigoureux. Des pluies chaudes succédèrent à la sécheresse, et, au lieu de rassainir l'air, elles augmentèrent la mortalité. Il ne restait plus aucune possibilité de succès; aussi Paul Vitelli abandonna le siége, et transporta son armée à Cascina. Il fit embarquer sur l'Arno sa grosse artillerie, pour l'envoyer à Livourne: une partie de ce convoi tomba entre les mains des Pisans. Malgré les instances des commissaires florentins, il abandonna la tour de Stampacé, déclarant qu'ébranlée comme elle l'était par ses propres batteries, elle ne pouvait se défendre, et que la garnison qu'on y laisserait serait bientôt faite prisonnière de guerre [1].

Autant les Florentins avaient eu de confiance dans les talents de Paul Vitelli, autant ils éprouvèrent d'irritation de son mauvais succès. Ils crurent que les lenteurs et les précautions exagérées de leur général ne pouvaient avoir pour cause que sa perfidie. Déjà ils lui reprochaient le sauf-conduit qu'il avait donné au duc d'Urbin et à Julien de Médicis, pour sortir de Bibbiéna; ils avaient aussi témoigné beaucoup de défiance des conférences que Paul Vitelli avait eues avec ce même Julien et avec Pierre encore qu'elles fussent publiques, en présence des deux armées, et que ces chefs ne conversassent qu'au travers de l'Arno, qui coulait entre eux. Cependant Vitelli avait ensuite envoyé des présents aux Médicis; il avait entretenu avec Pandolfe Pétrucci, tyran de Sienne, une correspondance

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 235. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 257. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* L. III, p. 100. — *Jacopo Arrosti Chroniche di Pisa*, mss., f. 219.

presque aussi suspecte ; il était entré en négociation avec Louis XII pour passer à son service ; et tout l'ensemble de sa conduite était l'objet des soupçons publics et des accusations les plus graves. D'ailleurs il existait une violente jalousie entre lui et le comte Ranuccio de Marciano, qui avait partagé avec lui le commandement. Vitelli s'était intimement lié avec la faction des *Arrabiati* et avec l'aristocratie, qui se rapprochait secrètement des Médicis. Ranuccio était au contraire le favori des *Piagnoni* et des disciples de Savonarole. Ceux-ci, qui avaient perdu leur chef par un supplice cruel, saisirent avec empressement l'occasion de se venger sur la créature et l'instrument du parti contraire [1].

Vitelli, ayant conduit son armée à Cascina, demandait à la seigneurie de lui envoyer des renforts suffisants pour qu'il pût recommencer ses opérations dès que les pluies se seraient arrêtées. Les Florentins lui firent passer en effet de nouveaux soldats, de l'obéissance desquels ils étaient sûrs : ils les firent conduire par deux commissaires, Antonio Canigiani et Braccio Martelli, auxquels les décemvirs de la guerre confièrent leurs ordres secrets. Les commissaires se rendirent dans le château de Cascina, à dix milles à l'est de Pise, sur la gauche de l'Arno : le camp de Vitelli était à un mille de distance de ce château. Mais ce capitaine, sur l'invitation des commissaires florentins, se rendit auprès d'eux à Cascina, et ils dînèrent ensemble. Vitellozzo Vitelli, frère de Paul, qui avait été invité à se rendre à la même conférence, était resté malade dans son camp. Les commissaires dépêchèrent auprès de lui quelques hommes affidés pour l'arrêter. Déjà Vitellozzo avait été placé sans bruit à cheval, et on l'emmenait vers Cascina, lorsque quelques-uns de ses gendarmes le rencontrant, l'un d'eux lui tendit la lance qu'il portait, en l'exhortant à ne point se laisser conduire

[1] *Comment. di Fil. de' Nerli.* Lib. IV, p. 84.

comme un mouton à la boucherie. Vitellozzo s'en saisit, et en fit vigoureusement usage pour se dégager. Les archers qui l'emmenaient, voyant la disposition des soldats n'osèrent pas les provoquer à une résistance plus ouverte. Ils laissèrent échapper Vitellozzo, qui s'enfuit à Pise, où il fut reçu avec des transports de joie. Les commissaires florentins ayant manqué leur coup sur lui, arrêtèrent cependant Paul Vitelli, et l'envoyèrent aussitôt à Florence. Celui-ci fut immédiatement mis à la torture, pour lui arracher la confession des trahisons dont on l'accusait. On n'avait contre lui aucune preuve authentique, aucun écrit de sa main, et les tourments qu'il supporta avec constance ne tirèrent de lui aucune preuve nouvelle ni aucun aveu. Cependant il fut condamné à perdre la tête, et cette sentence cruelle fut exécutée le lendemain matin, 1er octobre, dans une des salles du palais [1].

La barbare jurisprudence qui admettait l'usage de la torture, aurait dû elle-même garantir la vie de Paul Vitelli, car cette odieuse procédure n'avait été inventée, que parce qu'on regardait la confession d'un prévenu comme nécessaire à sa conviction. La conduite de Vitelli avait été suspecte; ses liaisons intimes avec les Orsini, amis et parents des Médicis, devaient faire craindre qu'il ne songeât comme eux à rétablir les Médicis à Florence. La correspondance de ses secrétaires qui fut saisie chez lui, ne laissait pas de doute qu'il ne fut engagé dans une machination secrète dont on n'était point parvenu à connaître le but. La prudence ordonnait de lui ôter un commandement qu'on n'aurait jamais dû lui confier; mais la justice exigeait qu'on respectât sa vie puisqu'il n'était convaincu d'aucun crime. Son supplice fut aussi impolitique qu'il était cruel; il laissa dans les seigneurs de Città di Cas-

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 235. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 257. — *Jacopo Nardi.* Lib. III, p. 100. — *Istorie di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 144. — *Jacopo Arrosti Chroniche di Pisa*, f. 219-221.

tello un violent ressentiment contre Florence, dont la république eut à souffrir aussi longtemps qu'elle continua d'exister ; il irrita également tous les généraux français qui avaient servi avec les frères Vitelli dans la guerre de Naples, et qui avaient pour eux beaucoup d'estime. Or, pendant ce temps même, il était survenu en Lombardie des événements qui rendaient plus importants que jamais, pour les petits états italiens, de ménager les affections du roi et de l'armée française.

Justement à l'époque où la république de Venise acceptait le duc de Ferrare pour arbitre de ses différends avec Florence, et retirait ses armées de Toscane, elle concluait avec Louis XII une négociation plus importante, et s'engageait dans une alliance qui semblait démentir sa réputation antique de prudence et de modération. Le traité entre la république de Venise et Louis XII fut signé le 9 février 1499 ; mais il fut dérobé pendant trois mois aux soupçons de Louis-le-Maure et de toute l'Italie : lorsqu'il fut publié plus tard, il porta la date de Blois et du 15 avril [1]. Les Vénitiens, par ce traité, reconnaissaient les droits de Louis XII sur le duché de Milan, et s'engageaient à concourir avec lui pour l'en mettre en possession. Ils devaient lui fournir pour cela quinze cents chevaux et quatre mille fantassins, que le roi entretiendrait à ses frais, en même temps qu'ils promettaient d'attaquer le duché de Milan par sa frontière orientale, au moment où l'armée française l'attaquerait par l'occidentale. En compensation de ce service, Louis XII leur cédait Crémone et la Ghiara d'Adda, jusqu'à quatre-vingts pieds de distance de la rivière d'Adda ; et les deux états se promettaient mutuellement de se garantir les possessions dont ils se partageaient par avance la conquête [2].

Sans avoir eu immédiatement connaissance de ce traité,

[1] *Pietro Bembo Hist. Ven.* Lib. IV, p. 85. — Léonard, Traités de paix. T. I, p. 419 et seq. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 213.

Louis-le-Maure savait du moins quelle était envers lui la malveillance des Vénitiens, et avec quelle activité Louis XII se préparait à lui faire la guerre : aussi cherchait-il de son côté à se fortifier par des alliances. Il avait surtout compté sur celle de Maximilien, qui avait épousé sa nièce, et qui, en retour de ses protestations d'attachement et de protection, lui empruntait sans cesse de l'argent. Maximilien avait contre les Français une animosité toujours prête à éclater : il voulait faire revivre sur les provinces vénitiennes et sur toute l'Italie, les droits de l'empire oubliés depuis plusieurs siècles. Ses intérêts et ses passions semblaient donc concourir à la défense de Louis-le-Maure; mais on ne pouvait pas plus compter sur ses projets que sur ses promesses : ne prenant conseil que du moment présent, il faisait presque toujours ce qu'il n'avait pas prévu, et ce qu'il n'avait pas voulu. Il s'était engagé envers Louis-le-Maure à ne faire aucune convention avec la France sans l'y comprendre; cela ne l'empêcha point de prolonger jusqu'à la fin du mois d'août la trève qu'il avait conclue avec Louis XII, sans y faire aucune mention du duc de Milan [1]. Pendant ce temps il faisait la guerre dans la Gueldre. Mais, vers la fin de février, quelques hostilités éclatèrent entre ses sujets et les Suisses, dans le voisinage des sources du Rhin. La ligue de Souabe prit la défense des possessions autrichiennes : Maximilien accourut aussitôt pour se mettre à la tête de ses armées; il fit déclarer l'empire contre les Suisses; il entra dans leur pays avec des forces très supérieures, il en fut constamment repoussé; et sans pouvoir en venir à une grande bataille, il vit ses troupes se fondre sous ses ordres, dans des engagements meurtriers. On assure que vingt mille hommes tombèrent sous le glaive dans cette courte guerre; un bien plus grand nombre périt de famine et de

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 222. — *Barthol. Senarega de rebus Genuens.* T. XXIV, p. 565.

misère. Maximilien, qui s'était engagé dans cette querelle par colère et par orgueil plutôt que par politique, brûlait les maisons, les châlets, les gréniers, les villages, et se flattait de faire périr par la faim, au milieu de leurs glaces et de leurs rochers, les paysans qu'il n'avait pu atteindre. Mais ces actes féroces amenaient d'horribles représailles; et Louis Sforza, en lui voyant consumer ses forces contre les Suisses, ne pouvait placer aucune espérance en lui [1].

Louis-le-Maure avait aussi cherché des secours auprès de Bajazeth II, empereur des Turcs; il lui avait envoyé deux de ses secrétaires, pour lui représenter que Louis XII formait les mêmes projets de conquêtes que son prédécesseur; qu'il menaçait l'empire d'Orient, et que s'étant allié aux Vénitiens, il avait bien plus de moyens de nuire à la Porte-Ottomane, que n'en avait eu Charles VIII; que c'était en conséquence contre les Vénitiens qu'il fallait tenter de bonne heure une diversion, et que les Turcs sauveraient la Grèce en attaquant l'Italie. Frédéric de Naples seconda de tout son crédit les députés de Louis Sforza; et Bajazeth, à leur persuasion, donna des ordres pour attaquer les Vénitiens dans le Péloponèse, la Macédoine et l'Istrie [2].

En effet, au mois d'octobre 1499, Scander Bassa qui gouvernait la Bosnie, entra dans le Frioul, avec sa cavalerie, et le ravagea jusqu'aux rives de la Livenza, détruisant et livrant aux flammes toutes les richesses du pays qu'il parcourait. Il y

[1] Bilibald Pyrckeimer de Nuremberg, qui servait dans l'armée de l'empereur, vit sur les frontières de la Valteline, pendant cette guerre, un troupeau de quarante enfants des deux sexes, conduit dans les champs par deux vieilles femmes, pour y cueillir des herbes crues dont ils pussent se nourrir. Leurs parents avaient été massacrés, leur maisons brûlées, leurs provisions détruites, et il ne restait que cette misérable nourriture. Au reste, elle soutenait à peine leur existence; le troupeau, d'abord composé de plus de quatre-vingts enfants, était déjà réduit à quarante, et ceux-ci, d'après leur maigreur et leur pâleur mortelle, paraissaient n'avoir plus qu'un souffle de vie. *Apud Raynald. Annal. eccles.* 1499, § 19, p. 481. — [2] *Ann. eccles.* 1499, § 5, p. 480. — *Fr. Belcarii Comm.* Lib. VIII, p. 231.

avait enlevé un nombre prodigieux de captifs : mais lorsque dans sa retraite il fut parvenu sur les bords du Tagliamento, il ne voulut pas embarrasser son armée d'une si grande multitude, et, après avoir fait choix des prisonniers dont il pourrait tirer le meilleur service, il fit massacrer tous les autres [1].

Quoique les rois d'Espagne n'eussent presque point contribué à la guerre contre Charles VIII, ils étaient cependant entrés dans la précédente ligue d'Italie : mais le duc de Milan ne pouvait plus placer en eux aucune confiance ; ils avaient formellement renoncé à leurs précédents engagements ; et, par le traité que Ferdinand et Isabelle avaient signé avec Louis XII à Marcoussi, le 5 août 1498, ils n'avaient nommé, parmi les alliés qu'ils se réservaient le droit de secourir même contre la France, que l'empereur, l'archiduc son fils, le duc de Lorraine et le roi d'Angleterre, tandis qu'ils n'avaient fait une semblable réserve en faveur d'aucun des souverains d'Italie [2].

Le pape avait donné quelques espérances à Louis-le-Maure ; toute son ambition était de faire épouser à son fils, César Borgia, une princesse de sang royal, et il avait porté ses vues sur Charlotte, fille de Frédéric, roi de Naples. Il chargea Louis-le-Maure de négocier pour lui ce mariage, qui devait être suivi d'une étroite alliance entre le pape, le roi de Naples, et le duc de Milan. Mais Frédéric et sa fille Charlotte sentaient, pour le prêtre apostat, bâtard et fils de prêtre, pour l'assassin de son frère et l'amant de sa sœur, une si invincible répugnance, qu'ils ne voulurent point à ce prix acheter leur sûreté. Sur leur refus, César Borgia épousa Charlotte, fille d'Alain d'Albret, et sœur du roi de Navarre. Cette alliance

[1] *Ann. eccles.* 1499, § 7 et 8, p. 480. — *Chron. Veneta.* p. 116. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediol.* Lib. VII, p. 662. — *Pauli Jovii de Vita magni Consalvi.* Lib. I, p. 188. — [2] Garnier, Hist. de France. T. XI, p. 55. — Dumont, Corps diplomatique. T. III.

l'unissait à la famille royale de France, et l'attachait au parti français [1].

Le roi Frédéric de Naples avait promis à Louis-le-Maure de lui envoyer Prosper Colonne, avec quatre cents cavaliers, et quinze cents fantassins; mais, épuisé comme il l'était par la guerre précédente, il n'accomplit point cette promesse, encore qu'il l'eût faite autant pour son propre avantage que pour celui de son allié. Les Florentins, engagés dans la guerre de Pise, ne pouvaient donner au duc de Milan aucun secours; le duc de Ferrare, quoique beau-père de Louis Sforza, ne voulut pas lui promettre la moindre assistance, de peur de compromettre sa neutralité auprès du roi de France.

Louis Sforza, abandonné par tout le monde, ne s'abandonna du moins pas lui-même; il fortifia soigneusement le château d'Annone, à peu de distance d'Asti, aussi bien qu'Alexandrie et Novare : il chargea Galéaz de San-Sévérino de s'opposer aux Français qui, du Piémont ou du Montferrat, voudraient pénétrer en Lombardie; il lui donna à commander seize cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers, dix mille fantassins italiens, et cinq cents Allemands : la guerre de la ligue de Souabe et des Suisses ne lui avait pas permis de faire parmi ces derniers des levées plus considérables. Il avait compté opposer le marquis de Mantoue, avec une autre armée, aux Vénitiens, mais il mécontenta ce marquis pour complaire à Galéaz de San-Sévérino, dont la vanité ne pouvait souffrir qu'un autre général eût un titre supérieur au sien. Sur le refus de Gonzague, il confia cette armée au comte de Caiazzo. On assure qu'un serviteur fidèle avertit Louis-le-Maure que ce Galéaz de San-Sévérino, auquel il abandonnait avec le commandement de toutes ses forces, un si absolu pouvoir, le trahissait. Louis réfléchit quelque temps sur les indices

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 223. — *Belcarius*, *Comm. Rer. Gall.* Lib. VIII, p. 232.

qu'on lui donnait de cette perfidie, puis il répondit en soupirant qu'il ne pouvait se figurer tant d'ingratitude, et que, fût-elle vraie, il ne saurait comment y pourvoir; que personne ne pouvait avoir plus de droits à sa confiance que ceux qu'il avait comblés de bienfaits, et qu'il valait autant pour lui risquer d'être trahi par ses amis que de s'exposer à se priver de leurs secours sur des soupçons mal fondés[1].

Louis Sforza avait recommandé à ses généraux d'éviter toute action décisive, de s'enfermer dans les places fortes et de traîner la guerre en longueur pour laisser le temps à Galéaz Visconti, qu'il avait envoyé en Suisse, de négocier un traité de paix entre Maximilien et les cantons, et de ramener à son service des armées qui s'affaiblissaient dans une guerre impolitique. San-Sévérino ne fit en effet aucun mouvement contre les Français qui s'assemblaient en Piémont, et il attendit leur attaque. Ceux-ci passaient les Alpes sous les ordres de Jean-Jacques Trivulzio, de Louis de Luxembourg, comte de Ligny, et d'Éverard Stuard, seigneur d'Aubigny. Ils avaient sous leurs ordres seize cents lances ou neuf mille six cents chevaux, cinq mille Suisses, quatre mille Gascons et quatre mille aventuriers levés dans le reste de la France. Louis XII était resté à Lyon, d'où il dirigeait les mouvements de ses généraux et les renforts qu'il leur faisait passer[2].

L'armée française, étant enfin réunie, attaqua, le 13 août 1499, la petite forteresse d'Arazzo, située sur les bords du Tanaro, en face d'Annone. Cinq cents fantassins étaient chargés de la défendre : ils la rendirent lâchement dès les premiers coups de canon. Annone fut attaquée immédiatement après. Cette bourgade avait été fortifiée avec soin par Louis Sforza : mais les sept cents hommes de garnison qu'il y avait

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 225. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. VIII, p. 234.
— [2] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 226. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IV, p. 86. Ce dernier fait l'armée française plus nombreuse.

placés étaient de nouvelles levées; et lorsque San-Sévérino voulut y jeter du renfort, il ne fut plus temps. La brèche fut ouverte dès le second jour; Annone fut prise d'assaut, et toute la garnison passée au fil de l'épée. Les Français se répandirent alors dans tout le pays d'outre Pô. Trivulzio faisait en leur nom les promesses les plus magnifiques aux peuples; les soldats n'osaient pas se mesurer avec ces armées barbares, et les bourgeois craignaient le sort de ceux d'Annone : aussi Valenza, Basignano, Voghéra, Castel-Nuovo, Ponte-Corone, et enfin Tortone et sa forteresse, se hâtèrent-elles d'ouvrir leurs portes [1].

Le peuple de Milan supportait avec impatience la domination de Louis Sforza; il se plaignait des contributions excessives dont il était accablé : il trouvait l'orgueil du souverain ridicule, sa politique imprudente autant qu'entachée de mauvaise foi; et il ne lui pardonnait point son usurpation, à laquelle s'attachait le soupçon de l'empoisonnement de son neveu. Cependant, lorsque Louis-le-Maure vit sa puissance ébranlée par les rapides conquêtes des Français, il essaya de recouvrer sa popularité, pour associer ses sujets à sa défense. Il assembla un conseil, auquel il invita tous les hommes distingués à Milan par leur rang, leurs richesses ou leur réputation. Il leur expliqua sa conduite, et la nécessité où il s'était trouvé d'entretenir beaucoup de troupes, de payer des subsides aux étrangers, et de lever en conséquence des impôts considérables, pour écarter la guerre loin des frontières de ses états. Il rappela que, pendant sa longue administration, le Milanais n'avait jamais vu de soldats étrangers; que si son gouvernement avait coûté beaucoup d'argent au peuple, il

[1] *Arnoldi Ferroni*. Lib. III, p. 38.—*Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 226.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior*. Lib. III, p. 103. — *Petri Bembi Hist. Venetæ*. L. IV, p. 87. Mais le nom de Novi est substitué, par faute d'impression peut-être, à celui de Non ou *Annone*. — *Chronica Veneta*. T. XXIV, p. 92.—*Barth. Senaregæ de rebus Genuens*. T. XXIV, p. 566. — *Fr. Belcarii Comment*. Lib. VIII, p. 233.

avait d'autre part toujours été juste et égal; qu'il s'était toujours rendu lui-même accessible à tous ses sujets, qu'il n'avait jamais négligé les soins et les travaux de l'administration pour se livrer à ses plaisirs; qu'on ne lui pouvait reprocher aucune cruauté; qu'aucun souverain d'Italie n'avait plus que lui épargné le sang et les supplices. Il invita les Milanais à comparer cette administration indulgente avec celle qu'ils devaient attendre des Français, étrangers de mœurs et de langage, orgueilleux, et toujours disposés à mépriser et à opprimer la nation italienne. Il ne s'agissait, leur disait-il, que d'opposer un peu de fermeté et de constance au premier choc de l'ennemi; et les secours du roi de Naples, de l'empereur et des Suisses, ne tarderaient pas à leur arriver [1].

Mais ces discours faisaient peu d'impression sur les esprits d'un peuple ébranlé et intimidé, qui cherchait à excuser son effroi, en affectant le mécontentement. Sforza avait fait faire à Milan un dénombrement de tous les hommes en état de porter les armes; il avait en même temps aboli plusieurs des impôts les plus onéreux; on ne vit dans ces mesures tardives que des preuves de *sa terreur* et de sa faiblesse. Encore que les Vénitiens, l'attaquant en même temps que les Français, se fussent déjà emparés de Caravaggio [2], il rappela le comte de Caiazzo, qui leur était opposé, pour le faire passer à Pavie, et lui faire rejoindre son frère devant Alexandrie. Mais ce frère, favori et gendre de Louis-le-Maure, ce Galéaz de San-Sévérino, qu'on regardait comme un grand militaire, parce qu'on lui voyait manier avec grâce sa lance dans les tournois et vaincre dans des combats simulés, était déjà secrètement gagné par les Français. Trois jours après que ceux-ci furent arrivés à Alexandrie, il quitta lâchement, dans la nuit du

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 227. — *Josephi Ripamontii Hist. Urbis Mediolani.* L. VII, p. 658. — [2] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IV, p. 87. — *Chronica Ven.* T. XXIV, p. 98. — *Fr. Belcari Comment.* L. VIII, p. 234.

25 août, son armée, qui comptait encore douze cents hommes d'armes, autant de chevau-légers, et trois mille fantassins. Lucio Malvezzi l'accompagna ; et bientôt le bruit de son évasion s'étant répandu dans Alexandrie, les soldats ne songèrent plus qu'à s'enfuir ou se cacher, et toute l'armée se dissipa [1].

Les Français entrèrent dans Alexandrie le matin suivant ; ils dévalisèrent les soldats italiens qu'ils y trouvèrent encore, et ils livrèrent la ville au pillage. Cependant San-Sévérino, pour excuser sa fuite, publiait qu'il avait reçu des ordres pressants de Louis-le-Maure de revenir à Milan. Quelques-uns crurent que les lettres qu'il alléguait avaient été falsifiées par son frère le comte de Caiazzo ; et, dans le désordre universel, on ne put point éclaircir s'il était perfide ou trompé : aussi Louis-le-Maure ne lui retira point sa confiance. Cependant les Français avaient passé le Pô, ils attaquèrent Mortara, et ils reçurent la capitulation de Pavie avant d'être arrivés jusqu'aux portes de cette ville. En même temps les Vénitiens s'étaient rendus maîtres de la forteresse de Caravaggio, et leurs avant-postes arrivaient jusqu'à Lodi. Une fermentation extrême régnait dans toutes les villes de Lombardie ; et à Milan même, le peuple déjà soulevé, tua en plein midi Antoine Landriano, trésorier du duc, comme il sortait du château [2]. Sforza, sentant l'impossibilité de se maintenir plus longtemps, fit partir ses enfants pour l'Allemagne, sous la garde de son frère le cardinal Ascagne, avec les restes de son trésor, alors réduit à 240,000 ducats. Il tira de captivité François Sforza, fils de Jean Galéaz, son neveu et son prédécesseur, et il le remit à sa mère, Isabelle d'Aragon, en la pressant cependant de le soustraire à la jalouse défiance de Louis XII. Isabelle, à qui il montrait une affection tardive,

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 226.—*Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. IV, p. 87. — *Chronica Veneta*. T. XXIV, p. 99. — [2] *Josephi Ripamontii Hist. Urbis Mediolani*. Lib. VII, p. 656.

le craignait plus encore que ses ennemis : au lieu de passer en Allemagne, elle préféra attendre les Français, et remettre son fils entre leurs mains ; mais ces vengeurs qu'elle avait invoqués se montrèrent bientôt plus cruels encore pour elle que l'usurpateur auquel elle se félicitait d'avoir échappé [1].

Louis-le-Maure fit entrer dans le château de Milan, qu'on regardait comme presque imprenable, des provisions et des munitions de guerre qui suffisaient pour soutenir un long siége. Il en porta la garnison à trois mille fantassins, sous des officiers choisis avec soin : il en donna le commandement à Bernardino de Corte, natif de Pavie, qu'il avait élevé, et en qui il avait tant de confiance qu'il le préféra à son frère Ascagne, encore que celui-ci se fût offert à s'enfermer dans le château. Il laissa le commandement de Gênes à Agostino et à Giovanni Adorno ; il distribua des grâces aux principaux gentilshommes de Milan ; et le 2 septembre, il sortit de sa capitale, sous la protection d'un petit corps de troupes que commandaient Galéaz de San-Sévérino et Lucio Malvezzi : il prit par la Valteline la route de l'Allemagne [2]. Cependant à peine était-il sorti du château de Milan que le comte de Caiazzo s'approcha de lui, pour lui déclarer que, puisqu'il abandonnait ses états, il dégageait par là ses soldats de leur serment de fidélité, et les laissait maîtres de pourvoir à leur propre sûreté. En même temps il arbora les étendards de France ; et avec cette même troupe formée aux dépens du duc de Milan, il suivit ce prince en ennemi, jusqu'à ce qu'il fût sorti de ses états. Sforza, arrivé à Como, s'embarqua sur le lac, pour Bellagio, d'où il se rendit à Bormio, et ensuite à Inspruck [3].

[1] *Josephi Ripamontii Hist. Urbis Mediolani.* Lib. VII, p. 659. — [2] *Jacopo Nardi, Hist. Fior.* Lib. III, p. 104. — *Josephi Ripamontii.* L. VII, p. 659. — *Arnoldi Ferroni.* L. III, p. 38. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 230. — *Burchardi Diarium.* T. V, p. 580. *Raynald. Annal. eccles.* 1499, § 17, p 582. — *Petri Bembi Hist. Venetæ.* Lib. IV, p. 88.

Les Français s'avançaient rapidement pour profiter du soulèvement de la Lombardie et de la terreur de la famille Sforza. A six milles de Milan, ils trouvèrent des députés de cette ville, qui venaient leur offrir les clefs de ses portes, en se réservant cependant de traiter avec le roi lui-même, lorsqu'il viendrait prendre possession de ses nouveaux états. Crémone, déjà assiégée par les Vénitiens, offrit aux Français de se rendre à eux ; mais ceux-ci renvoyèrent les députés de cette ville aux généraux de la république. Gênes se soumit avec la même rapidité, les Adorni et Jean-Louis de Fieschi se disputant à qui montrerait plus d'empressement pour la France. Enfin le commandant du château de Milan, que Sforza avait choisi entre tous les siens, pour lui confier cette place importante, n'attendit pas même le premier coup de canon ; le douzième jour depuis l'arrivée des Français, il leur rendit sa forteresse, moyennant une grosse somme d'argent : mais ceux mêmes qui l'avaient corrompu lui témoignèrent tant de mépris que, ne pouvant supporter l'opprobre où il s'était plongé, il mourut de désespoir peu de jours après[1].

La conquête du duché de Milan n'avait coûté aux Français que vingt jours. Le peuple, fatigué du gouvernement auquel il avait été soumis jusqu'alors, s'était rangé de lui-même sous le joug des étrangers. Louis XII, averti de l'accueil qu'on avait fait à ses capitaines, se hâta de passer en Italie, pour prendre possession de sa nouvelle conquête. A son approche, tous les ordres de citoyens s'avancèrent jusqu'à trois milles de Milan pour le recevoir : quarante enfants revêtus de drap d'or et de soie le précédèrent à son entrée ; ils chantaient des hymnes devant lui, en l'appelant le grand roi et le libérateur

— *Chronica Veneta*. T. XXIV, p. 100. — *Barth. Senaregœ de reb. Genuens*. T. XXIV, p. 568. — *Fr. Belcarii Comm*. Lib. IV, p. 233. — [1] *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 231. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior*. Lib. III, p. 105. — *Petri Bembi, Hist. Ven*. Lib. IV, p. 88. — *Ag. Giustiniani*, *Cron. di Genova*. Lib. V, f. 255.

de leur patrie. Les sénateurs, les juges, le clergé, la noblesse, les marchands, s'empressaient tous autour de Louis XII, comme s'il apportait à leur pays la paix et la liberté [1].

Le premier soin de Louis XII fut de s'affermir dans sa possession nouvelle, par des traités avec les états d'Italie ses voisins. Il trouva dans sa capitale des ambassadeurs de tous leurs souverains, à la réserve du seul roi de Naples don Frédéric. Il accueillit avec faveur le marquis de Mantoue, auquel il savait gré de n'être pas entré au service de Louis Sforza; mais avant de consentir à recevoir sous sa protection le duc de Ferrare, et Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, il exigea d'eux le paiement de sommes considérables, comme une compensation de la faveur qu'ils avaient montrée à Louis-le-Maure. Le roi accueillit plus mal encore les ambassadeurs de Florence. Tous les capitaines de son armée accusaient cette république d'avoir fait périr injustement Paul Vitelli, qui avait servi avec eux dans le royaume de Naples, et qui avait gagné leur estime et leur attachement. D'ailleurs ils n'avaient point renoncé à leur ancienne affection pour les Pisans, qu'ils trouvaient encore plus dignes d'estime depuis leur valeureuse résistance. Ils oubliaient les longs services et l'ancienne alliance des Florentins, pour ne se souvenir que de la liaison que ceux-ci avaient récemment contractée avec Louis Sforza. Enfin le roi consentit, après beaucoup de difficulté, à renouveler l'alliance entre les deux états. Il promit que si les Florentins étaient attaqués, il les défendrait avec six cents lances et quatre mille fantassins; les Florentins, de leur côté, promirent de garantir les états du roi en Italie, avec quatre cents lances et trois mille fantassins : ils s'engagèrent de plus à lui fournir cinq cents lances et cinquante mille ducats, pour son expédition de Naples, mais seulement après qu'ils

[1] *Nauclerus.* Lib. II, *apud Raynaldi, Annal. eccles.* 1499, § 29, p. 483.

auraient recouvré Pise. A ces conditions, le roi promit de les aider à se remettre en possession de Pise et de Montépulciano[1].

Louis XII ne séjourna que peu de semaines à Milan ; mais, pendant ce court espace de temps, il perdit la confiance populaire qui lui avait procuré la domination de la Lombardie. Les partisans de la France, pour prévenir le peuple en sa *faveur*, lui avaient annoncé avec assurance que le roi était assez riche pour abolir tous les impôts, ou du moins pour les réduire au pied où ils étaient du temps des Visconti. Louis XII accorda en effet quelques grâces pécuniaires à ses nouveaux sujets, mais elles étaient bien au-dessous de l'attente imprudemment excitée ; en sorte que le mécontentement fut aussi général que l'espérance avait été trompeuse. D'ailleurs Jean-Jacques Trivulzio, que Louis XII avait nommé à son départ pour être son lieutenant dans le duché de Milan, était bien plus propre à conquérir un état nouveau qu'à le conserver. Il était chef du parti guelfe, et il n'oubliait point cette partialité au moment où il aurait dû songer seulement à gouverner les deux factions avec une égale justice, et à les rapprocher l'une de l'autre. Les nobles gibelins ne voyaient en lui qu'un chef de factieux, la bourgeoisie qu'un soldat qui apportait dans une grande ville la rudesse et la férocité des camps. On l'avait vu tuer de sa main quelques bouchers sur la place du marché, parce qu'ils refusaient de payer la gabelle ; et il avait excité, par ses actes arbitraires et son arrogance, une haine universelle contre lui-même, et contre le souverain qu'il représentait[2].

[1] *Fr. Guicciardini*, qui lui-même, d'après Nardi, était un des ambassadeurs. Liv. IV, p. 237. — *Jacopo Nardi*. Lib. III, p. 106. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 258. —
[2] *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 247. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* Lib. III, p. 107. — *Chron. Veneta*. T. XXIV, p. 122. — *Diario Ferrarese anon*. T. XXIV, p. 376. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolan*. L. VII, p. 671. — *Fr. Belcarii Comment*. Lib. VIII, p. 238.

Cependant Louis-le-Maure et le cardinal Ascagne, arrivés auprès de Maximilien, l'avaient trouvé pacifié avec les Suisses. Ils avaient été reçus par lui avec cet intérêt vif que leur malheur devait exciter, et avec ces promesses de secours dont Maximilien était toujours prodigue. Mais ce prince n'avait *jamais* su accomplir une seule des grandes choses qu'il avait annoncées : un de ses conseillers disait de lui que *jamais* il ne prît conseil de personne, et qu'il ne fit en aucun temps sa propre volonté, parce que gardant un secret profond sur ses desseins, il n'admettait *jamais* un homme sage à les méditer avec lui ; tandis que, dès qu'il les faisait connaître, en commençant à les exécuter, il se laissait décourager par la première objection qui lui était adressée[1]. Maximilien, après avoir promis les plus puissants secours au duc de Milan, dont il avait épousé la nièce, n'eut pas honte de lui demander à emprunter, pour lever son armée, cet argent qui était, entre les mains de Sforza, le seul reste de son ancienne puissance. Mais Louis-le-Maure savait bien que tout l'argent qu'il avancerait au roi des Romains serait immédiatement dissipé entre ses favoris ; il aima mieux employer les restes de son trésor à lever lui-même des troupes. La guerre de Suisse, qui venait de se terminer, avait laissé, dans le pays même où il se trouvait, beaucoup de soldats sans emploi. Il put donc sans peine rassembler et prendre à sa solde cinq cents gendarmes bourguignons et huit mille fantassins suisses ; et avant même que cette troupe fût en entier réunie sous ses drapeaux, il se mit en marche vers les frontières de la Lombardie[2].

Au moment où Jean-Jacques Trivulzio fut averti de l'approche de Sforza, il demanda au sénat de Venise de faire

[1] *Macchiavelli il Principe.* Chap. XXIII, p. 342. — [2] *Fr. Guicciardini.* Liv. IV, p. 247. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 99. — *Cronica Veneta.* T. XXIV, p. 136. — *Diario Ferrarese anon.* T. XXIV, p. 378. — *Jos. Ripamontii Hist. urbis Mediol.* L. VII, p. 672. — *Arnoldi Ferroni.* L. III, p. 39.

avancer ses troupes sur l'Adda; et il rappela Ives d'Allègre, qui s'était porté vers la Romagne, avec une armée, pour seconder les projets de César Borgia. Mais la rapidité de Louis Sforza ne laissa point aux Français et à leurs alliés le loisir de se réunir.

1500. — Au commencement de février de l'an 1500, il passa les Alpes; il traversa le lac de Como dans les barques qu'il trouva sur ses bords. Les bourgeois de Como, en apprenant son arrivée, laissèrent éclater si vivement leur partialité pour lui que les Français sentirent la nécessité de se retirer et de lui abandonner cette ville. Les citoyens de Milan, et surtout ceux qui tenaient à la faction gibeline, avertis de l'entrée de Sforza à Como, célébrèrent son retour avec un enthousiasme menaçant pour leurs hôtes actuels. Trivulzio, se croyant au moment d'un soulèvement, s'enferma en hâte dans le château : après y avoir établi une garnison suffisante, il en sortit le lendemain, et il se retira vers Novare; mais le peuple insurgé le poursuivit avec fureur jusqu'aux rives du Tésin. Trivulzio laissa encore quatre cents lances à Novare; puis il conduisit le reste de son armée à Mortara, pour y attendre les secours qu'il demandait avec instance au roi de lui envoyer de France [1].

A peine les Français s'étaient retirés de Milan que le cardinal Ascagne y rentra, et son frère le suivit de près; celui-ci était sorti de sa capitale le 2 septembre 1499, accompagné par les malédictions du peuple qui pressait sa fuite : il y rentra cinq mois après, le 5 février 1500, et les Milanais semblaient ivres de joie de revoir leur ancien souverain. Ces changements rapides ne sont point une marque de l'inconstance du peuple; ce peuple ressentait toujours une égale horreur pour les vexations arbitraires, les extorsions des

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 248. — *Chronica Veneta.* T. XXIV, p. 138.—*Fr. Belcarii Comment.* Lib. VIII, p. 239. — *Ag. Giustiniani, Cron. di Gen.* L. V, f. 255 v.

financiers, les perfidies de cour et le despotisme : seulement il prêtait une oreille trop crédule aux promesses des princes ; il s'empressait avec une prévention trop favorable à rejeter sur les ministres tous les vices des rois, et à attribuer à ces derniers tous les sentiments nobles et généreux ; il croyait trop facilement que le malheur aurait corrigé ceux qu'il voyait exposés à ses coups ; et le souverain actuel, ne manquant jamais de le dégager de sa foi par la violation de ses promesses, le peuple n'avait d'autre tort que de conserver un souvenir trop tendre du souverain précédent : il était séduit par la constance de ses attachements bien plus que par sa légèreté.

Toute la Lombardie était animée des mêmes sentiments en faveur des Sforza ; Parme et Pavie proclamèrent immédiatement leur ancien duc. Lodi et Plaisance étaient sur le point d'en faire autant ; mais l'armée vénitienne, marchant rapidement sur ces deux villes, les contint. Alexandrie, et tout le pays d'outre Pô, se trouvant plus exposé aux attaques des Français, attendit les événements pour se décider : Gênes ne voulut pas prendre part à la révolution. Sforza cependant ne perdait pas de temps ; il ne négligeait rien pour s'affermir dans l'état qu'il venait de recouvrer : il envoya le cardinal de San-Sévérino à Maximilien, pour lui rendre compte de ses premiers succès et lui demander des secours ; l'évêque de Crémone à Venise, pour offrir à cette république de se soumettre à toutes les conditions que son sénat voudrait lui imposer : il fit demander aux Florentins de lui faire quelque paiement à compte des sommes qu'il leur avait prêtées ; ce que ceux-ci refusèrent avec plus de prudence que de bonne foi. Les petits princes saisirent avec plus d'empressement cette occasion de rentrer dans un service actif. Le frère du marquis de Mantoue, les seigneurs de La Mirandole, de Carpi et de Correggio, Philippe des Rossi et les comtes de Verme

se rendirent maîtres des fiefs qui avaient été confisqués sur eux par les Français ou par Sforza lui-même; et ils joignirent ensuite le duc de Milan, avec les compagnies de gendarmerie que chacun d'eux avait formées. Sforza réunit avec leur aide quinze cents gendarmes et un grand nombre de fantassins italiens : il chargea son frère Ascagne d'assiéger le château de Milan, tandis que lui-même il passa le Tésin, prit Vigévano et assiégea Novare. Pendant ce temps, Ives d'Allégre revenant de Romagne avec l'armée française et tous les Suisses demeurés en Italie à la solde de France, traversa le territoire de Parme et de Plaisance, après être convenu avec ces deux peuples d'une suspension d'hostilités pendant la marche de son armée. Arrivé à Tortone, il reçut une députation des Guelfes de cette ville, qui lui demandaient de les venger des Gibelins : ceux-ci, disaient-ils, avaient des intelligences avec ceux de Milan, et se réjouissaient de la fuite des Français. Ives d'Allégre se chargea volontiers de cette vengeance; il se fit ouvrir les portes de la ville, et la livra tout entière au pillage, sans distinction de Guelfes ou de Gibelins. Il continua ensuite sa route vers Alexandrie [1].

Les Suisses, qui auparavant vivaient renfermés dans leurs montagnes et ne faisaient la guerre que pour la défense de leur liberté étaient depuis six années devenus presque les seuls soldats de l'Europe. Aucune autre infanterie ne pouvait leur tenir tête; aussi toutes les puissances mettaient-elles leurs services à l'enchère : on leur permettait tous les excès de l'indiscipline, on les couvrait d'or; et les conduisant dans les pays les plus riches et les plus voluptueux de l'Europe, on mettait à leur portée toutes les jouissances de l'opulence. Une effroyable corruption avait été la conséquence de ce changement subit dans toutes les habitudes d'un peuple autrefois

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 249. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 109. — *Chronica Veneta.* T. XXIV, p. 141.

renommé pour ses mœurs pures et sa bonne foi. La nation entière était devenue aventurière et mercenaire; la Suisse avait fourni aux différentes armées des puissances en guerre infiniment plus d'hommes qu'un gouvernement sage n'en armerait, même pour la défense de la patrie, dans le plus grand danger. L'habitude de ne voir dans la guerre que l'argent à gagner et les jouissances d'une vie indépendante s'était répandue dans toute la population : l'antique point d'honneur était sacrifié à la cupidité et au goût des plaisirs; et aussi longtemps que dura ce premier enivrement de jouissances nouvelles, la nation ne ressembla plus à elle-même. Alors même elle était sur le point de souiller sa gloire par d'odieuses trahisons.

Ce furent les Français qui souffrirent les premiers du manque de foi des Suisses. Ceux qui avaient suivi Ives d'Allégre, et qui étaient entrés avec lui dans Novare au nombre de quatre mille pour en renforcer la garnison, ne tardèrent pas à converser avec leurs compatriotes qui les assiégeaient : apprenant d'eux que dans le camp ennemi on était mieux nourri, mieux payé, et qu'autant qu'ils en pouvaient juger, on avait plus d'espérances de succès, ils passèrent tous sous les drapeaux de Louis Sforza. Leur arrivée facilita la prise de Novare, qui se rendit par capitulation. Sforza fit religieusement conduire à Verceil la garnison française qui était demeurée dans la place; et il entreprit le siége de la citadelle, qu'il aurait peut-être mieux fait d'abandonner, pour aller attaquer l'armée française à Mortara, avant qu'elle eût reçu de nouveaux renforts[1].

En effet, Louis XII avait opposé à la diligence de Sforza une diligence égale : dès qu'il avait appris la révolution de Milan, il avait hâté le départ de toute sa gendarmerie; il avait

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 249. — *Barth. Senaregæ de rebus Genuens*. T. XXIV, p. 571. — *Chronica Veneta*. T. XXIV, p. 148. — *Diario Ferrarese anon*. T. XXIV, p. 382.

envoyé le bailli de Dijon solder de nouveaux Suisses ; et le cardinal d'Amboise, son premier ministre, avait lui-même passé les Alpes, et était venu s'établir à Asti, pour presser le rassemblement de l'armée. Celle-ci devint bientôt formidable ; La Trémouille lui amena quinze cents lances et six mille fantassins français, et le bailli de Dijon dix mille Suisses. Au commencement d'avril cette armée se trouvant supérieure à celle de Sforza, elle vint se placer entre Novare et Milan. Dans l'une et l'autre armée les Suisses formaient seuls presque toute l'infanterie ; et prêts à combattre les uns contre les autres, ils recommencèrent à se réunir aux avant-postes, à tenir entre eux des conférences, et à resserrer les liens d'amitié ou de parenté qui les unissaient les uns aux autres. Ceux qui servaient dans l'armée française avaient été fournis avec l'agrément exprès de la confédération, et ils marchaient sous les bannières de leurs cantons : ceux du duc au contraire s'étaient engagés individuellement à sa solde, et ils n'étaient point reconnus par leurs gouvernements. Les uns et les autres reçurent en même temps un ordre de la diète, qui les rappelait dans leur patrie, et leur interdisait de verser réciproquement le sang de leurs frères. Les Suisses du duc, séduits par les intrigues de leurs compatriotes, et probablement aussi par l'argent de la France, se regardèrent comme plus particulièrement obligés à obéir. Ils déclarèrent qu'en combattant contre les bannières de leurs cantons, ils se rendaient coupables de rébellion, et s'exposaient à un châtiment capital. Cependant ils cherchaient un prétexte pour abandonner le prince qu'ils servaient ; et ils demandèrent à Sforza, avec des cris menaçants et tumultueux, de leur payer leur solde arriérée. Le duc courut aussitôt au milieu de leurs rangs, il se recommanda à leur générosité ; il leur distribua toute son argenterie, et tout ce qu'il avait d'effets précieux ; il leur jura qu'il avait fait demander de l'argent à Milan, et il les supplia d'attendre avec

patience, seulement jusqu'à ce que cet argent fût arrivé. Il parvint ainsi à les calmer momentanément; puis il écrivit à son frère, pour le presser de lui amener quatre cents chevaux et huit mille fantassins italiens qu'il avait rassemblés, afin de lui servir de sauve-garde au milieu de cette soldatesque barbare[1].

Cependant les Français s'avançaient entre le Tésin et Novare : si Louis Sforza voulait tenir ouverte sa communication avec Milan, il fallait qu'il leur livrât bataille ; il s'y résolut : il fit sortir le 10 avril son armée des murs, et il engagea le combat avec sa cavalerie légère et ses gendarmes bourguignons. Mais les Suisses, déjà rangés en bataille, déclarèrent qu'ils ne combattraient point contre leurs compatriotes, et qu'ils voulaient retourner immédiatement dans leur patrie. En même temps ils rentrèrent tumultueusement dans la ville; et tout le reste de l'armée, se voyant abandonné par eux, fut obligé de les suivre. Sforza, désespérant de les conduire au combat ou de remporter la victoire avec des troupes aussi mal disposées, demanda du moins, avec les instances les plus touchantes, que les troupes qui voulaient se retirer pourvussent auparavant à sa sûreté ou l'emmenassent avec elles. C'était le devoir étroit des Suisses; l'honneur de leur nation y était tellement intéressé que leurs compatriotes dans l'armée ennemie l'auraient senti, et qu'il n'aurait pas été difficile de faire de la retraite de Sforza une condition expresse de leur capitulation : les Suisses le refusèrent durement ; seulement ils offrirent à Sforza et à ceux de ses généraux qui pouvaient craindre d'être personnellement maltraités, de les cacher sous leurs habits et dans leurs rangs. Sforza, déjà vieux, basané, et d'une taille grêle, ne pouvait passer pour un de ces vigoureux montagnards. Il s'habilla en cordelier, et monté sur un

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 250. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediol.* Lib. VII, p. 672. — *Barth. Senaregæ de reb. Genuens.* p. 572

méchant cheval, il essaya de se donner pour leur chapelain. Galéaz de San-Sévérino, Fracassa et Anton Maria, ses frères, revêtirent des habits de soldats suisses ; ils défilèrent ainsi entre les rangs de l'armée française ; mais tous quatre furent reconnus et arrêtés, sans que leurs prétendus frères d'armes fissent un mouvement pour les défendre. Des traîtres parmi eux avaient ajouté à la honte des Suisses, en désignant ces quatres victimes à leurs ennemis [1]. . . . .

Les Suisses, après s'être souillés par cette trahison, reprirent le chemin de leurs montagnes. Cependant, à leur passage à Bellinzona, ceux d'entre eux qui étaient sortis des quatre cantons riverains du lac s'emparèrent de cette ville, qui devenait pour eux la clef de la Lombardie, et ils profitèrent de la multiplicité des occupations de Louis XII pour s'affermir dans une conquête qu'ils avaient faite en pleine paix [2]. . . .

Les troupes italiennes, abandonnées à Novare par les Suisses, furent dévalisées. Le cardinal Ascagne, ne pouvant se défendre à Milan avec le peu de soldats qui lui restaient, s'enfuit avec les principaux chefs de la noblesse gibeline. Il prit la route de l'état de Plaisance, pour gagner ensuite le royaume de Naples; mais arrivé à Rivolta, chez Conrad Lando, gentilhomme, son parent et ancien ami, il lui demanda l'hospitalité pour se reposer une nuit de son extrême fatigue. Conrad lui promit toute sûreté, tandis qu'il fit avertir à Plaisance des capitaines

[1] Mémoires de Louis de La Trémouille. T. XIV, chap. X, p. 162. L'auteur déclare avoir reconnu lui-même et arrêté Louis Sforza en habit de cordelier. Les autres parlent de son déguisement en soldat suisse. — Jean d'Auton, Histoire de Louis XII, p. 210. — Mémoires pour l'Histoire de France. T. XIV, p. 292. — Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, publiée par Théod. Godefroi. *Paris*, 1622, in-4°, p. 159. — Garnier, Histoire de France. T. XI, p. 125, édit. in-4°. — *Chron. Veneta.* T. XXIV, p. 151. — Rodolphe de Salis, surnommé le Long, Grison, et Gaspard Silen d'Ury, qui tous deux servaient dans l'armée de Louis-le-Maure, sont accusés de l'avoir fait connaître aux Français, par Giovo, et, d'après lui, par Beaucaire. *Comment. Rer. Gall.* L. VIII, p. 240. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 250. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 110. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 100. — *Barth. Senaregœ de rebus Genuens.* T. XXIV, p. 512. — *Jos. Ripamontii Hist. urbis Med.* L. VII, p. 673.

vénitiens, qui, pendant la nuit, entourèrent sa maison et arrêtèrent Ascagne avec tous les gentilshommes qui l'accompagnaient. Louis XII, averti que ces prisonniers avaient été conduits à Venise, les fit redemander au sénat. Il ne voulait pas laisser entre les mains d'un peuple voisin des prétendants à l'état qu'il venait de conquérir, et il pressa ses demandes avec tant de hauteur et tant de menaces que non seulement le cardinal Ascagne et ceux qui avaient été arrêtés avec lui furent livrés à la France, mais que le sénat abandonna de même des gentilshommes milanais auxquels il avait accordé une sauve-garde formelle[1].

François Sforza avait fondé sa souveraineté par ses talents militaires, et il avait dû croire sa dynastie solidement établie : Louis XII, au contraire, qui se regardait comme héritier légitime du duché de Milan, nourrissait autant d'envie que de haine contre celui qu'il appelait l'usurpateur. Il montra ces sentiments après sa victoire ; et il disposa de toute la partie de la famille de François Sforza qui était tombée entre ses mains, d'après cette dureté impitoyable avec laquelle la médiocrité se venge du génie quand la fortune lui devient favorable. Parmi les prisonniers du roi se trouvaient deux fils du grand François Sforza, Louis-le-Maure et Ascagne, un neveu légitime, Hermès, et deux bâtards, Alexandre et Contino, tous trois fils de Galéaz, enfin un petit neveu, François, fils de Jean Galéaz et d'Isabelle d'Aragon, que celle-ci avait eu l'imprudence de remettre à Louis XII. Le roi contraignit ce dernier à revêtir en France l'habit monastique [2]. Il fit enfermer le cardinal Ascagne dans la même tour de Bourges où lui-même avait été deux ans prisonnier. Il fit jeter les trois

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 251. — *Chronica Veneta.* T. XXIV, p. 153, 155, 157. — *Jos. Ripamontii Hist. Mediol.* L. VII, p. 673. — Mémoires de messire Louis de La Trémouille. T. XIV, p. 165. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 247. — *Raynald. Annal. eccles.* 1499, § 24, p. 483. — *Diario Ferrarese.* T. XXIV, p. 384.

fils de Galéaz dans une prison obscure. Louis-le-Maure, plus dangereux qu'eux tous par ses grands talents, son éloquence, son esprit insinuant, le souvenir de son père et la compassion qu'inspiraient sa fortune et ses malheurs, fut amené à Lyon, où se trouvait alors le roi. Il fut introduit dans cette ville en plein midi, au milieu d'une foule infinie, qui se réjouissait de sa misère : il demanda avec instance à voir le roi, mais cette grâce lui fut refusée ; et après avoir été transféré de Pierre-en-Scise au Lis Saint-George, il fut enfermé dans le château de Loches, où il finit ses jours après dix ans de captivité, de solitude absolue, de rigoureux traitements et de douleurs [1].

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 252. — *Chronica Veneta*. T. XXIV, p. 161. — *Uberti Folietæ Genuens Hist*. Lib. XII, p. 675. — *P. Bizarro Sen. Populique Genuens Hist.* Lib. XVI, p. 378. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. VIII, p. 241. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena*. Parte III, Lib. VI, f. 106 v. — Mémoires du chevalier Bayard. Ch. XVI, T. XV des Mémoires pour servir à l'hist de France, p. 1. — *Ag. Giustiniani Ann. di Genova*. Lib. V, f. 256. — *Arnoldi Ferroni*. Lib. III, p. 41.

CHAPITRE V.

Conquête de la Romagne et invasion de la Toscane par César Borgia. — Alliance de Louis XII avec Ferdinand-le-Catholique contre don Frédéric d'Aragon. — Ils se partagent le royaume de Naples.

1499-1500.

L'église avait pour chef, à la fin du xv[e] siècle, l'homme le plus immoral de la chrétienté, un homme qu'aucune pudeur ne contenait dans ses débauches, qu'aucune bonne foi ne liait dans ses traités, qu'aucun sentiment de justice n'arrêtait dans sa politique, qu'aucune compassion ne modérait dans ses vengeances. Ce prêtre, qui prétendait encore être le défenseur de la foi et le vengeur des hérésies, n'avait pas plus de respect pour la religion, dont il était le premier pontife, que pour les choses humaines. Il scandalisait les fidèles par des décisions contraires aux lois reconnues de son église autant que par sa conduite. Les divorces des princes, les vœux des prélats, les trésors destinés par les chrétiens à la guerre sacrée, tout était à ses yeux subordonné à la politique, tout était sacrifié au moindre avantage temporel ou de lui-même, ou de son fils.

Mais si quelque chose peut justifier ou expliquer du moins

cette profonde immoralité du souverain de Rome, c'est la déplorable corruption du pays soumis à son gouvernement. L'État de l'Église était peut-être alors, de tous les pays de la terre, le plus mal administré : chaque jour tant d'exemples de brigandage, de perfidie et de férocité, se renouvelaient, l'habitude de les voir répéter avait tellement diminué l'horreur qu'ils sont faits pour inspirer, que la morale publique avait perdu une de ses plus grandes garanties, dans l'étonnement et l'effroi que devrait toujours causer la violation de ses règles fondamentales.

La partie du territoire de l'Église qui est plus rapprochée de Rome avait passé presqu'en entier sous la domination de deux puissantes familles, Orsini et Colonna. Les Orsini étendaient surtout leur domination sur le patrimoine de saint Pierre, à l'occident du Tibre ; les Colonna, sur la Sabine et la Campagne de Rome, à l'orient et au midi du même fleuve. Les premiers étaient considérés comme chefs des Guelfes, les seconds des Gibelins ; et ces noms de factions, qui ne désignaient plus des opinions opposées, mais seulement le souvenir d'anciennes haines, donnaient cependant plus d'acharnement à toutes les querelles qui ensanglantaient Rome et son territoire. Toute la noblesse se rangeait encore sous ces deux étendards : les Savelli et les Conti suivaient d'ordinaire le parti gibelin ; les Vitelli, celui des Guelfes.

Ces familles avaient fondé leur puissance sur la profession des armes et l'amour des soldats, tandis que les gouvernements avaient imprudemment abandonné la défense de l'état à des mercenaires. Tous les Orsini et tous les Colonna, tous les Savelli, tous les Conti, tous les Santa-Croce, tous les nobles feudataires romains enfin étaient condottiéri : chacun d'eux avait sous ses ordres une compagnie de gendarmes plus ou moins nombreuse, qui lui était absolument dévouée; chacun traitait séparément avec les rois, les républiques ou les papes, pour

se mettre à leur service; chacun, pendant les intervalles de repos que lui laissaient les guerres étrangères, se retirait dans un de ses châteaux, le fortifiait avec soin, et s'efforçait d'aguerrir ses vassaux pour trouver parmi eux des recrues. Ainsi, plus une famille comptait de jeunes chefs, plus elle se sentait puissante.

Les guerres fréquentes et acharnées des Colonna avec les Orsini avaient absolument chassé les agriculteurs de la campagne. Tous les habitants vivaient dans des châteaux-forts; ils ne pouvaient trouver de sûreté pour leurs récoltes, leur bétail, leurs personnes mêmes qu'en s'y enfermant. Tout ce qu'ils auraient laissé dans une maison isolée serait devenu la proie des soldats; ils ne pouvaient même espérer de profit d'aucune des cultures qui occupent longtemps la terre. Dans les cruelles dévastations auxquelles ils étaient si fréquemment exposés, leurs vignes auraient été arrachées et leurs oliviers brûlés: aussi ne demandaient-ils plus à leurs possessions que les produits uniformes et annuels du pâturage et des moissons. Ainsi s'étendait la désolation des campagnes romaines: la terre sans habitants, sans arbres, sans ornements, sans clôtures, ne différait du désert que par un labeur fugitif, qui, au bout d'une année, ne laissait déjà plus de traces. Cependant le village fortifié, dont les habitants vivifiaient encore par un travail annuel la campagne environnante, ne pouvait être ruiné par la guerre sans que le district entier cessât d'être cultivé. Souvent, après qu'un village avait été brûlé et ses habitants massacrés, leurs héritiers se trouvaient encore en état d'en relever les murailles et de s'y mettre en défense; mais si l'argent ou la force leur manquait pour le faire, si leurs brèches demeuraient ouvertes, et s'ils n'étaient point en état de résister à un coup de main, ils ne pouvaient plus se flatter de jouir eux-mêmes des fruits de leurs sueurs: toutes leurs récoltes leur étaient enlevées; ils périssaient de misère, ou bien ils aban-

donnaient des propriétés devenues onéreuses, et ils allaient porter leur travail dans un pays où il pût assurer leur subsistance. Aussitôt le mauvais air du désert prenait possession des champs abandonnés; et si, dans un temps plus tranquille, leurs anciens habitants essayaient d'y revenir, ils succombaient aux fièvres maremmanes. Aussi longtemps, il est vrai, que les gentilshommes habitèrent ces châteaux-forts au milieu de leurs vassaux, ils se firent une affaire essentielle de réparer les désastres de la guerre; et tant qu'il leur restait à eux-mêmes quelque fortune, ils relevèrent les fortifications abattues. Ils retinrent ainsi dans leurs fiefs quelque industrie, quelque population et quelque richesse. Mais lorsque dans un temps plus tranquille ils vinrent se fixer dans la capitale, les derniers effets des guerres funestes de leurs ancêtres se firent sentir à leur postérité, et les restes de la population disparurent des campagnes de Rome.

Alexandre VI n'était pas demeuré neutre entre les Colonna et les Orsini; il s'était brouillé avec les premiers dès les commencements de son pontificat; il les avait trouvés dans le parti de la France, lorsque lui-même soutenait celui des rois aragonais de Naples. Les Colonna, il est vrai, passèrent dès l'année suivante sous les étendards de Ferdinand II, et se réconcilièrent ainsi pour un temps avec le pape, qui en profita pour attaquer les Orsini; mais à son tour le pape changea bientôt de parti, et, en s'alliant à la France, il recommença à persécuter les Colonna. Il armait sans cesse l'une de ces familles contre l'autre, et quelqu'une des deux qui fût humiliée ou ruinée, il croyait y trouver un égal avantage. César Borgia, duc de Valentinois, son fils, prenait un autre moyen pour les rabaisser encore; il s'était fait lui-même condottiére; il avait attiré à lui tous les gentilshommes qui servaient auparavant ces deux maisons; il leur avait donné une paye, des soldats, des châteaux, et il avait ainsi substitué l'attachement pour sa

seule personne à l'ancien esprit de faction qui favorisait les Colonna ou les Orsini [1].

Si l'autorité du pontife était à peine reconnue dans la Campagne même de Rome, et s'il était obligé de faire la guerre jusque dans les rues de sa capitale, tantôt aux Colonna, tantôt aux Orsini; les provinces les plus éloignées avaient secoué plus complétement encore son joug. Quelques villes conservaient toujours les formes d'une administration républicaine; Ancône, Assise, Spoléto, Terni, Narni, avaient échappé au joug des tyrans domestiques, ou l'avaient secoué; mais leurs propres factions et les guerres constantes de leurs voisins les avaient retenues dans un état de faiblesse et d'obscurité. Les autres villes avaient passé sous le joug de vicaires pontificaux, qui, moyennant la promesse d'un cens annuel qu'ils ne payaient jamais, avaient obtenu une complète indépendance. La Marche était presqu'en entier partagée entre les deux maisons de Varano et de Fogliano; la première s'était élevée à la souveraineté de Camérino. Jules de Varano régnait alors dans cette petite principauté: Jean de Fogliano, qui fut peu après inhumainement massacré par son neveu Oliverotto, régnait dans celle de Fermo [2]. Sinigallia avait été donnée en fief, en 1471, par Sixte IV, à son neveu Jean de La Rovère, avec le titre de préfet de Rome; et ce prince était en même temps gendre et héritier présomptif du duc d'Urbin. La province montueuse située entre les Marches et la Toscane était gouvernée par Guid' Ubaldo, illustre et dernier héritier de l'antique maison de Montéfeltro; elle comprenait le duché d'Urbin, dont il portait le titre, le comté de Montéfeltro et la seigneurie d'Agobbio. L'Italie n'avait pas d'habitants plus belliqueux, ni de cour plus lettrée et plus polie. Le duché d'Urbin confinait au couchant avec les deux souverainetés que s'étaient

[1] *Macchiavelli il Prencipe*. Cap. VII, p. 254. — [2] *Ibid.* Cap. VIII, p. 264.

formées, dans la vallée du Tibre, Jean-Paul Baglioni à Pérouse, et Vitellozzo Vitelli à Città di Castello. Tous deux suivaient la carrière des armes; et Vitelli avait donné de l'importance à son très petit état, par les rares talents militaires qu'il avait déployés, ainsi que ses quatre frères, et par l'excellente discipline à laquelle il avait soumis ses vassaux.

Du côté de la Romagne, on trouvait successivement Pésaro, petite principauté, détachée en 1445 de celle des Malatesti, par François Sforza, en faveur de la seconde branche de sa famille. Son souverain était alors Jean Sforza, qui, en 1497, avait été divorcé d'avec Lucrèce Borgia, fille du pape. La principauté de Rimini, qui venait ensuite, était bien déchue de la puissance où l'avaient élevée Pandolfe III et son frère Charles, au quatorzième siècle. Pandolfe IV la gouvernait alors, dès l'année 1482. Ce prince, fils naturel de Robert Malatesti et gendre de Jean Bentivoglio, ne s'était encore fait connaître que par ses débauches et ses cruautés. Cependant il était sous la protection de la république de Venise, qui, pour étendre plus sûrement son influence sur tous les bords de l'Adriatique, offrait une solde à tous les princes de cette province. Ceux qui voulaient l'accepter n'étaient point obligés à conduire eux-mêmes les compagnies de gendarmes qu'ils devaient entretenir, elles servaient seulement de prétexte à une pension honorable. Au couchant de Rimini, Césène se trouvait alors sous le domaine immédiat de l'église, qui en avait dépouillé une des branches de la maison Malatesti [1]. Mais Forli, ancienne seigneurie des Ordelaffi, avait passé en 1480 à Jérôme Riario, neveu de Sixte IV, qui, dès l'année 1473, avait aussi été investi par son oncle de la seigneurie d'Imola. Ces deux principautés, séparées l'une d'avec l'autre par celle de Faenza, étaient soumises dès l'an 1488 au jeune

[1] *Guicciardini.* L. IV, p. 245.

Octavien Riario, sous la tutelle de sa mère, la courageuse Catherine Sforza, fille naturelle de Galéaz, duc de Milan. Celle-ci avait épousé en secondes noces Jean de Médicis, de la branche cadette de cette maison, dont elle eut un fils, devenu célèbre dans les guerres d'Italie. Son mari était mort en 1498; mais Catherine n'en était pas restée moins fidèlement attachée à la république florentine, qui, en gage de sa protection, payait une solde au jeune Octavien Riario. Entre les principautés de Forli et d'Imola se trouvait enclavée celle de Faenza, qui, par le val de Lamone, s'étendait jusqu'aux frontières de Toscane. Les Vénitiens avaient mis une grande importance à s'ouvrir ce passage pour attaquer la république florentine : ils s'étaient fait attribuer la tutelle du jeune Astorre III de Manfrédi, qui n'était encore âgé que de seize ans. Ils avaient apaisé des guerres civiles entre lui et son frère naturel Octavien, et ils étaient maîtres presque absolus de Faenza et du val de Lamone[1]. Les mêmes Vénitiens s'étaient emparés de Ravenne et de Cervia, qu'ils avaient enlevées, la première à la maison Pollenta, la seconde à une branche cadette de la maison Malatesti. Jean Bentivoglio régnait depuis 1462, avec un pouvoir absolu, sur la riche et puissante ville de Bologne. Le duc Hercule d'Este était enfin le plus éloigné et le plus indépendant des feudataires de l'église. Il tenait d'elle le Ferrarais, qui depuis plusieurs siècles était dans sa famille; il l'unissait aux fiefs impériaux de Modène et de Reggio, et il songeait à peine que sa cause pût être commune avec celle des autres vicaires pontificaux.

Les nombreuses cours de tant de petits seigneurs donnaient à la Romagne une apparence d'élégance et de richesse : chaque capitale était ornée d'églises et de palais bâtis avec goût, chacune avait sa bibliothèque; chaque cour cherchait à

[1] *Andrea Navagiero, Storia Venéziana.* p. 1208. — *Petri Bembi Hist. Veneta.* Lib. III, p. 51.

se parer aussi du luxe de l'esprit : quelques poëtes, quelques savants, quelques philologues, se trouvaient toujours parmi les complaisants pensionnés de chaque prince ; et la rivalité de tous ces petits états contribuait sans doute au progrès des lettres, encore qu'elle dégradât le plus souvent le caractère des lettrés. Mais la toute-puissance engendre des vices dispendieux ; tous les flatteurs du plus petit souverain mettent la magnificence au nombre de ses vertus ; lui-même ne sait guère mieux gouverner ses désirs que s'il était souverain d'un grand empire : aussi chacun des princes de Romagne trouvait toujours ses revenus inférieurs aux besoins de sa défense, de sa vanité et de ses plaisirs. Il épiait sans cesse l'occasion d'arracher à ses sujets quelque partie de leur fortune. Comme les impôts étaient loin de lui suffire, il y joignait le produit des amendes et des confiscations. « L'un de leurs moyens déshonnêtes d'amasser de l'argent, dit Macchiavel, était de faire « des lois portant prohibition de quelque action : puis ils « étaient les premiers à donner occasion de les enfreindre, et « ils se gardaient de punir les délinquants, jusqu'à ce qu'un « très grand nombre de citoyens fussent tombés dans la même « faute. Alors ils les attaquaient tous ensemble, non par « zèle pour l'observation des lois, mais pour recouvrer les « amendes. Ainsi les peuples s'appauvrissaient sans se cor« riger ; et lorsqu'ils étaient réduits à la misère, ils cher« chaient à se revancher de ce qu'ils avaient perdu, sur ceux « qui ne pouvaient se défendre [1]. »

Il y a des crimes qui semblent appartenir en propre aux familles qui, séparées de toutes les autres, dégagées de tous les liens sociaux, n'ont point appris à sentir comme le commun des hommes, et ne se croient point soumises à la même morale. En effet, les maisons souveraines en Romagne avaient

[1] *Macchiavelli de' Discorsi sopra Tito-Livio.* Lib. III, cap. 29, p. 145.

donné au peuple de fréquents exemples d'assassinat entre parents, d'empoisonnement, et de tous les genres de trahison. Les familles nobles croyaient de même faire preuve de l'indépendance dont elles jouissaient, par la cruauté de leurs vengeances ; et jusque dans les villages, les chefs de parti nourrissaient des inimitiés héréditaires, qu'ils satisfaisaient par d'atroces cruautés. De nombreuses bandes de sicaires étaient sans cesse employées pour attaquer ou pour se défendre : les ennemis n'étaient point satisfaits tant qu'il restait un seul individu, n'importe de quel sexe ou de quel âge, dans la maison qu'ils voulaient détruire. Lorsqu'Arcimboldo, archevêque de Milan, fut nommé cardinal de Sainte-Praxède et légat de Pérouse et de l'Ombrie, il trouva dans cette province un gentilhomme qui avait brisé contre les murs la tête des enfants de son ennemi, et égorgé sa femme qui était grosse ; après quoi, venant à découvrir un enfant du même homme qui était demeuré vivant, il l'avait cloué à la porte de sa maison, en trophée de sa vengeance, comme les chasseurs y clouent quelquefois les aigles et les chats-huants qu'ils ont tués. Bien plus, cette atrocité n'avait point paru à ses compatriotes une chose extraordinaire [1].

De même que la désolation de la Campagne de Rome est encore de nos jours un monument des anciennes guerres des Colonna et des Orsini, le caractère actuel des Romagnols se ressent toujours de l'éducation que leur ont donnée le gouvernement de leurs petits princes, et l'exemple trop rapproché de tant de familles souveraines. Le Dante, dès l'an 1300, les dénonçait à l'Italie comme cruels et perfides ; et leurs voisins portent encore aujourd'hui sur eux le même jugement [2].

Un pareil gouvernement ne pouvait être aimé par le peu-

[1] *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolani.* L. VII, p. 667. — [2] *Inferno.* Canto XXVII, Canto XXXIII, et passim.

ple ; la force l'avait établi, la force le maintenait : si l'on pouvait le renverser aussi par la force, il ne devait pas être difficile d'en établir ensuite un autre qui jetât dans les cœurs de plus profondes racines. Alexandre VI ayant résolu d'agrandir le domaine de son fils aux dépens du patrimoine de l'église, César Borgia jugea avec raison que s'il pouvait se rendre maître des petits états de Romagne, les peuples lui pardonneraient tous les crimes, toutes les cruautés, toutes les trahisons qui ne frapperaient que leurs anciens maîtres, pourvu que leur état à eux-mêmes devînt plus tranquille, et qu'on leur rendît la justice et la paix [1].

La condition secrète moyennant laquelle Louis XII avait obtenu l'alliance du pape et la bulle pour son divorce avait été une promesse du roi de France de seconder César Borgia dans ses tentatives pour s'emparer de la Romagne. En effet, à peine le duché de Milan avait-il été soumis, la première fois, par les Français, que le duc de Valentinois, qui était venu avec eux de France, obtint qu'on détachât de leur armée trois cents lances payées par le roi, sous les ordres d'Ives d'Allégre, et quatre mille Suisses commandés par le bailli de Dijon, et payés par l'église [2]. Avec ces troupes, Borgia se présenta devant Imola à la fin de novembre 1499. La ville, qui était mal fortifiée, ouvrit immédiatement ses portes par capitulation ; mais la citadelle fit quelque résistance, et pendant les trois derniers jours de novembre, son feu fit beaucoup de mal aux Français. Enfin elle fut aussi forcée à se rendre le 9 décembre [3]. Valentinois se présenta ensuite devant Forli. Catherine Sforza avait eu soin d'envoyer à Florence son fils et tout ce qu'elle possédait de plus précieux. Elle ne

[1] *Macchiavelli il Prencipe*. Cap. VII, p. 255. — [2] *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 245. — *Jac. Nardi*. L. III, p. 106. — [3] *Diario Ferrarese*. T. XXIV, p. 573. On entendait de Ferrare le feu de la citadelle. — *Fr. Guicciardini*. L. IV, p. 245. — *Jo. Burchardi Diarium Curiæ Romanæ, apud J. Georg. Eccardum, script. medii ævi*. L. II, p. 2109. — *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 259.

jugea point la garnison sous ses ordres suffisante pour tenir la ville : aussi elle abandonna son enceinte, et s'enferma dans la citadelle, qu'elle défendit avec un courage digne de celui par lequel elle avait sauvé cette même citadelle, en 1488, des mains des assassins de son mari. Cependant l'artillerie française fit une large brèche à la muraille, qui, en s'écroulant, entraîna le terre-plein qu'elle soutenait, et combla en partie le fossé. Catherine et ses soldats, abandonnant le reste de la citadelle, voulurent en défendre la tour maîtresse ; mais les Français, montés à l'assaut, y pénétrèrent avec les fuyards : ils massacrèrent la plus grande partie de la garnison ; ils firent Catherine prisonnière, et ils l'envoyèrent à Rome. Le pape la retint quelque temps enfermée au château Saint-Ange ; mais Ives d'Allégre, honteux du mal qu'il avait fait à une femme célèbre, intercéda si vivement pour elle qu'elle fut mise en liberté [1].

1500. — A cette époque, les conquêtes de César Borgia furent interrompues par les révolutions de Milan. Ives d'Allégre fut rappelé en Lombardie par Trivulzio, au moment où Valentinois songeait à attaquer Pésaro [2]. La révolution de Milan causa même quelque refroidissement entre le pape et le roi, parce qu'Alexandre ne voulut donner aucune assistance aux Français. Mais George d'Amboise, cardinal de Rouen, et favori de Louis, mettait trop d'importance à demeurer lié avec la cour de Rome, pour qu'il ne fût pas facile à Alexandre de se réconcilier avec la France. Le prix de cette réconciliation fut la mission de légat *a latere* en France, que le pape accorda au cardinal pour dix-huit mois : en même temps il s'engagea à seconder le roi de toutes ses forces, lorsque ce-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 246. — *Diario Ferrarese.* p. 375-377. — *J. Burchardi Diarium curiæ Rom.* p. 2111. — *Jacopo Nardi.* L. III, p. 106. — *Pietro Bembo, Hist. Ven.* L. V, p. 98. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 246. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 109. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 99.

lui-ci tenterait la conquête du royaume de Naples ; et en retour, Louis renvoya d'Allègre en Romagne avec trois cents lances et deux mille fantassins ; d'autre part il fit signifier à toutes les puissances d'Italie qu'il regarderait comme une injure faite à lui-même toute opposition apportée aux conquêtes de César Borgia [1].

Les menaces de Louis XII servaient César Borgia plus puissamment encore que l'auraient pu faire ses armées. La seconde victoire des Français dans le Milanais avait imprimé une terreur universelle ; leurs alliés tremblaient comme leurs ennemis. Jean Bentivoglio, qui avait eu bien de la peine à se faire pardonner, moyennant une contribution de quarante mille ducats, les secours qu'il avait fournis à Louis-le-Maure [2], s'abstint de donner aucune aide à Astore III de Manfrédi, quoique celui-ci fût fils de sa fille. Le duc de Ferrare et les Florentins montrèrent la même crainte d'offenser la France, et refusèrent également tout secours ; les Vénitiens enfin, qui s'étaient engagés à protéger les états de Manfrédi et de Malatesti, en contractant avec eux un traité d'alliance et de *condotta*, firent signifier à Astorre III, seigneur de Faenza, et à Pandolfe IV, seigneur de Rimini, qu'ils leur retiraient leur protection, et qu'ils renonçaient à leur alliance. En même temps ils firent inscrire le duc de Valentinois dans leur livre d'or, l'admettant ainsi au nombre des gentilshommes souverains de leur république [3].

César Borgia ayant joint aux troupes françaises sept cents hommes d'armes à lui, et six mille fantassins, entra en Romagne. A son approche, les seigneurs de Rimini et de Pésaro s'enfuirent, et lui abandonnèrent sans résistance leurs capitales et leurs deux états : le jeune Astorre de Manfrédi, au contraire,

[1] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 258. — *Fr. Belcarii Comm.* L. VIII, p. 244. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 255. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 259. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 258. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 109. — *Diario Ferrarese.* p. 382.

se prépara à se défendre dans Faenza, quoiqu'il n'eût d'autre appui que le zèle et l'affection de ses concitoyens. Toutefois une moitié de son petit état n'avait point suivi les déterminations de la capitale : le val de Lamone, ainsi que la forteresse de Bersighella, qui en faisait la clef, avaient été livrés à Valentinois par Dionigi Naldo, l'homme le plus considéré de cette vallée, qui était depuis longtemps au service de César Borgia. Ce dernier vint ensuite tracer son camp devant Faenza, entre les rivières de Lamone et de Marzano ; et il ouvrit ses batteries le 20 novembre, du côté qui regarde Forli, et qui est nommé le bourg, quoiqu'il soit renfermé dans l'enceinte de la ville. Le cinquième jour il livra un assaut, qui fut vaillamment repoussé. Les Faventins, encouragés par ce succès, attaquèrent les assaillants par des sorties fréquentes et presque toujours heureuses. Ils avaient brûlé toutes les maisons autour de leurs murs, et coupé tous les arbres à une assez grande distance de leur ville : comme un hiver rigoureux commençait déjà à se faire sentir, et que les troupes assiégeantes se trouvaient ensevelies dans de profondes neiges, le duc de Valentinois se vit obligé, le dixième jour, à lever son camp pour se retirer et prendre ses quartiers d'hiver. Cependant il jura qu'au printemps suivant il se vengerait de la résistance inattendue qu'un enfant lui opposait[1]

Au commencement de janvier 1501, Borgia tenta de surprendre Faenza par escalade, mais il fut encore repoussé : il revint à la charge dès l'entrée du printemps ; il s'empara de divers châteaux-forts qui dépendaient de cette petite principauté, et le 12 avril il fit ouvrir ses batteries contre la ville, du côté de la forteresse ; le 18 il fit donner un premier assaut qui fut repoussé : le 21, Vitellozzo, Paul

[1] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 259. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 115. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 261. — *Diario Ferrarese.* p. 390. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. VIII, p. 244.

et Giulio Orsini en donnèrent un second; ils traversèrent la muraille, mais au-delà ils furent arrêtés de front par un fossé, tandis que l'artillerie de la place les frappait par les flancs. Après avoir éprouvé une perte considérable, ils furent encore obligés de se retirer. Cependant les Faventins avaient, de leur côté, perdu beaucoup de monde dans ces divers combats; aucun allié ne leur offrait des secours, et les fortifications de leur ville étaient ruinées. Ils offraient de capituler, sous condition que leur jeune seigneur, Astorre de Manfrédi, aurait la liberté de se retirer où il voudrait, en conservant ses rentes patrimoniales. L'accord fut signé; et la ville de Faenza fut ouverte au duc de Valentinois le 22 avril 1501. Le duc accueillit avec une apparence bienveillante le jeune Manfrédi, qui n'avait pas encore dix-huit ans; il déclara qu'il voulait le retenir à sa cour, et le former lui-même au métier des armes. Sous ce prétexte, au bout de peu de jours, il l'envoya à Rome : là, le jeune prince de Faenza, après avoir été victime des débauches ou du pape ou de son fils, fut étranglé aussi bien que son frère naturel, et leurs corps furent jetés de nuit dans le Tibre [1].

La conquête de la Romagne était achevée par la soumission de Faenza; mais il fallait encore qu'un acte qu'on pût appeler légitime servît d'origine au pouvoir nouveau du duc de Valentinois. Le pape ne pouvait point aliéner les domaines de l'église sans le consentement de ses cardinaux. Alexandre VI, par une promotion nouvelle, s'assura la majorité dans le consistoire. Douze cardinaux nouveaux achetèrent leurs chapeaux à prix d'argent. Leurs trésors remplirent les coffres du pontife, et leurs suffrages furent engagés d'avance [2]. Le sacré

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 262. — *Burchardi Diar. cur. Roman.* p. 2128. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 118. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 263. — *Diario Ferrarese.* p. 394, 395. — *Paolo Giovio Vita di Leon X.* Lib. I, p. 72. — *Annal. eccles.* 1501, § 15, p. 507. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 259.

consistoire consentit à l'aliénation de la Romagne ; elle fut érigée en duché en faveur de César Borgia, qui, après en avoir reçu l'investiture, joignit ce nouveau titre à celui du duché de Valentinois[1].

César Borgia n'avait épargné aucune trahison pour se rendre maître de la Romagne, et il continuait à dresser des embûches aux petits princes qu'il avait dépouillés, pour les faire périr, assuré qu'aussi longtemps que les familles des anciens souverains subsisteraient dans l'émigration, elles chercheraient à exciter des soulèvements contre lui, et rendraient son trône chancelant. Mais en même temps il voulait racheter, aux yeux de ses peuples, ces actes de cruauté par une administration qui leur apprît à connaître la justice et la sécurité. La province était infestée par un si grand nombre de malfaiteurs, elle était en proie à une si cruelle anarchie, qu'il jugea convenable d'employer d'abord la plus extrême sévérité pour y réprimer tant de crimes. Il lui donna pour gouverneur messire Ramiro d'Orco, homme prompt, inexorable, sévère par caractère plus encore que par principes, et qui semblait prendre plaisir à ordonner des supplices. César Borgia lui abandonna un pouvoir sans limites. Ce juge suprême répandit la terreur dans toutes les villes par des exécutions sanglantes ; il poursuivit les malfaiteurs dans toutes leurs retraites ; il en fit périr un grand nombre, il força les autres à s'enfuir de la province, et il y rétablit une régularité dans la police, et une sûreté sur les grandes routes et dans les campagnes, dont on avait perdu le souvenir. Néanmoins le duc de Valentinois ne voulut pas qu'on attribuât à lui-même ce qu'il y avait eu de cruel dans l'administration de son lieutenant : l'ordre était rétabli, la cruauté n'était plus nécessaire, et les habitants de Césène furent glacés d'horreur et d'étonnement en trouvant

[1] *Franc. Guicciardini.* L. V, p. 262. — *Orlando Malavolti.* P. III, Lib. VI, f. 107 v.

un matin sur leur place publique un échafaud dressé, sur lequel l'homme devant lequel ils avaient tremblé avait été partagé en deux. Le billot, la hache sanglante et les deux moitiés du cadavre, demeurèrent exposés à tous les yeux, sans autre explication[1].

La conquête de la Romagne, loin de satisfaire l'ambition de César Borgia, ne servit qu'à l'exciter à de plus hautes entreprises. Le Bolonais, la Toscane, les Marches et le duché d'Urbin, allumaient tour à tour sa cupidité, et lui paraissaient autant de récompenses promises à des travaux ultérieurs. La Toscane comptait de nouveau quatre républiques, Florence, Pise, Sienne et Lucques, et une petite principauté, celle de Piombino. Mais jamais cette région n'avait été plus affaiblie par des guerres imprudentes, et n'avait paru moins en état de résister à une invasion étrangère. L'une de ces républiques, celle de Sienne, semblait même avoir entièrement renoncé à la liberté, qui avait fait sa gloire. Elle s'était donné un maître, qui avait besoin de toute son adresse et de toute sa puissance pour se tenir en défense contre ses propres concitoyens, et par conséquent elle ne pouvait plus tourner au dehors une force qui se consumait dans le sein de l'état.

Dès l'année 1495, les Siennais, redoutant la vengeance des Florentins, auxquels ils avaient enlevé Montépulciano, avaient introduit dans leur ville un corps permanent de troupes de ligne, auquel ils avaient donné pour chefs leurs concitoyens Lucio Bellanti et Pandolfo Pétrucci. Ils avaient en même temps revêtu ces deux capitaines d'un pouvoir judiciaire illimité, pour punir des conspirations dont ils se croyaient menacés. Les fonctions de ces deux juges militaires ne devaient durer que quelques mois[2]; mais Pandolfo Pétrucci était trop

[1] Cette exécution eut lieu le 23 décembre 1502. *Macchiavelli Legazione* 1. Lettera 19, p. 63. — Idem, *il Prencipe*. Cap. VII, p. 255. — [2] *Orlando Malavolti Storia di Siena*. Part. III, Lib. VI, f. 102 v.

ambitieux pour abandonner un pouvoir dont il avait été une fois revêtu, et trop habile pour se le laisser ravir. Les soldats qu'il commandait lui étaient uniquement dévoués; il fit accuser son collègue Lucio Bellanti de secrètes intrigues avec les Florentins, et il le contraignit ainsi à s'enfuir. Son beau-père Nicolas Borghèse, chef d'une faction opposée à la sienne, cherchait encore à limiter son autorité; Pandolfo Pétrucci le fit tailler en pièces sur la place publique, le 19 juillet 1500[1]. Ce fut, il est vrai, la seule occasion où il répandit du sang; il effraya ses autres adversaires, et les engagea à embrasser un exil volontaire. Il déguisa son autorité sous celle de l'ordre des Neuf auquel il appartenait, et qu'il feignait de servir. Il ne prit jamais de titre, il ne s'éloigna jamais des habitudes d'un simple citoyen; il ne chercha jamais, par son mariage ou ceux de ses enfants, à entrer dans des familles de princes, et il ne s'allia qu'avec ses concitoyens jusqu'alors ses égaux. Il ne déposa jamais le simple costume, le manteau noir que tous les Siennais portaient également. Il ne dépassa jamais dans ses repas la retenue d'un citoyen modeste et économe; il ne bâtit qu'une simple maison privée pour sa commodité, sans prétendre à la somptueuse élégance des palais; enfin, pendant tout le cours de sa vie, il chercha à dissimuler et à faire oublier son absolu pouvoir[2].

Le duc de Valentinois regardait cependant la nouvelle principauté de Pandolfo Pétrucci et la petite seigneurie de Jacques IV d'Appiano à Piombino comme les deux parties de la Toscane sur lesquelles ses attaques pourraient avoir le plus de succès, et celles par lesquelles il devait commencer à exécuter ses projets de conquête; en même temps les autres états de la province lui inspiraient fort peu de crainte. La république de Florence, qui, dans les temps précédents, avait toujours été

[1] *Orlando Malavolti Storia di Siena*, Part. III, Lib. VI, f. 105. — [2] *Paolo Giovio, Elogi d'Uomini illustri*. Lib. V, p. 299.

gardienne de l'indépendance de l'Italie, se trouvait tellement épuisée par la guerre de Pise, par l'esprit de révolte de ses sujets, et par les désordres de son administration intérieure, qu'elle avait tout à craindre du voisin ambitieux, qui attaquait successivement, et soumettait tous les états d'alentour avant de se mesurer avec elle.

Pendant le temps que César Borgia accomplissait avec des troupes françaises la conquête de la Romagne, les Florentins avaient cherché à soumettre Pise aussi avec des troupes françaises; mais ils n'avaient éprouvé que des revers. Louis XII, après la conquête de Milan, et tandis qu'il se préparait à celle de Naples, avait cherché à occuper ses soldats en Italie, et à les y maintenir aux dépens de ses alliés; pour cela il avait prêté l'oreille aux négociations contradictoires des Florentins et des Pisans. Les premiers demandaient au roi l'accomplissement des traités si souvent renouvelés avec Charles VIII, et la restitution de Pise et de ses forteresses : les seconds demandaient au roi de garantir une indépendance que la France leur avait donnée, et, de concert avec les Siennais, les Génois et les Lucquois, ils lui offraient cent mille ducats pour prix de la liberté de Pise, de Montépulciano et de Piétra-Santa ; ils promettaient de plus un tribut annuel de cinquante mille ducats, si le roi forçait les Florentins à rendre à Pise le port de Livourne, qui avait autrefois appartenu à cette république. Jean-Jacques Trivulzio et Jean-Louis de Fieschi soutenaient avec chaleur les intérêts des Pisans; mais le cardinal d'Amboise préféra dans cette occasion l'honneur et la parole du roi à l'appât de l'argent qui lui était offert. Par tous ses traités la France avait garanti la restitution de Pise aux Florentins ; et ceux-ci paraissaient avoir acquis de nouveaux droits à la reconnaissance du roi, par le zèle avec lequel ils avaient fourni des subsides en argent pour recouvrer le duché de Milan, après l'invasion de Louis-le-Maure. Georges d'Amboise con-

clut donc avec eux un nouveau traité par lequel il leur promettait de les aider à recouvrer Pise et Piétra-Santa, et il s'engageait à leur envoyer pour cet objet, dès le 1er mai de l'an 1500, six cents lances et cinq mille Suisses, avec l'artillerie et les munitions nécessaires. Pendant leur expédition, les gendarmes devaient continuer à être à la solde du roi; mais les Suisses devaient recevoir leur paye de la république florentine[1].

Le roi avait désigné Ives d'Allégre, un de ses meilleurs officiers, pour commander cette armée; mais les Florentins, qui avaient eu à plusieurs reprises à se plaindre des généraux français, n'en avaient trouvé qu'un seul dont la loyauté leur inspirât une entière confiance : c'était Hugues de Beaumont, qui, chargé dans la précédente guerre du commandement de Livourne, leur avait livré cette place au terme convenu, sans chercher à se faire payer pour l'accomplissement de ses devoirs, et sans songer, comme ses collègues, à vendre aux ennemis de son maître l'entrée de sa forteresse. Ils demandèrent avec instance à Louis XII Beaumont, pour commander leur armée, et ils l'obtinrent de lui, encore que le roi trouvât ce gentilhomme trop peu élevé en dignité pour contenir dans le respect et l'obéissance une armée aussi considérable[2].

Cependant Hugues de Beaumont se mit en marche; mais avant qu'il fût parvenu aux frontières de Toscane, les Florentins eurent de nouvelles occasions de se plaindre du peu de bonne foi des Français. Dès le 1er mai, les gens de pied étaient à la solde de la république, et l'on avait calculé que le prêt lui coûterait vingt-quatre mille ducats par mois, ce qui revient à 1 fr. 92 cent. de la monnaie actuelle par jour, pour chaque

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 254. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 259. — *Jacopo Nardi Ist.* Lib. IV. p. 110. — *Istorie di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 150. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 254. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 110. — *Scipione Ammirato* Lib. XXVII, p. 259.

fantassin suisse. Cependant tout le premier mois fut employé à mettre à contribution les petits seigneurs de Carpi, de Correggio et de Mirandole, qui s'étaient déclarés pour Louis Sforza. Après avoir tiré vingt mille ducats de ces petits princes lombards, et quarante mille de Jean Bentivoglio [1], l'armée française entra enfin en Toscane par Pontrémoli ; mais ses premières hostilités furent dirigées contre le marquis Albéric Malaspina, allié de la république, que les Français dépouillèrent de la seigneurie de Massa, pour en gratifier son frère Gabriel. C'est là que les commissaires florentins, Gian Battista Ridolfi, et Luca d'Antonio Albizzi, trouvèrent l'armée de Hugues de Beaumont et la passèrent en revue. Deux mille Suisses de plus que ceux qu'on avait demandés avaient suivi les drapeaux, et il fallut commencer par leur payer deux mois de solde avant d'en avoir tiré aucun service. L'armée s'avança cependant, et se fit ouvrir les portes de Piétra-Santa ; mais au lieu de remettre cette forteresse aux Florentins, conformément au traité, elle la garda en dépôt, jusqu'à ce que le roi pût décider, après la soumission de Pise, entre les droits de ceux qui y prétendaient [2].

Enfin l'armée arriva devant Pise ; et le 29 juin elle ouvrit la tranchée, entre la porte à la Spiaggia, et la porte de Calci : pendant la nuit on mit les pièces en batterie, et le lendemain, lorsqu'il restait encore trois heures de jour, quarante brasses de mur se trouvèrent abattues. Les Français et les Suisses coururent immédiatement à l'assaut, sans attendre davantage, et sans faire reconnaître la brèche. Mais aussitôt qu'ils eurent passé la muraille, ils furent arrêtés par un large fossé dont ils ne soupçonnaient pas l'existence, et qu'ils ne purent franchir. Après quelques efforts pour le traverser, durant lesquels ils perdirent beaucoup de monde, la nuit les força de

[1] *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 233. — [2] *Ibid.* p. 235. — *Jacopo Nardi*. Lib. IV, p. 111. — *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 259.

se retirer dans leur camp; et dès lors, il ne fut plus possible d'obtenir d'eux aucune attaque vigoureuse [1].

Ce n'était point le courage qui manquait aux troupes françaises, mais bien la volonté de nuire aux Pisans. Ceux-ci n'avaient pas vu plus tôt approcher l'armée destinée à les combattre qu'ils avaient trouvé moyen de réveiller en elle, par leur affection, par leur confiance, et en même temps par leur bravoure, l'ancienne partialité déjà si prononcée au temps de Charles VIII. L'armée française était encore dans le territoire de Lucques, lorsque deux ambassadeurs pisans s'étaient présentés à Beaumont, pour lui déclarer qu'ils mettaient leur ville sous la protection du roi de France. D'autres étaient allés en même temps porter une déclaration semblable à Philippe de Rabenstein, gouverneur de Gènes, pour le roi; et ce capitaine l'avait imprudemment acceptée au nom de Louis XII. Lorsque Beaumont eut envoyé un héraut d'armes sommer les Pisans de lui ouvrir leurs portes, ceux-ci répondirent qu'ils n'avaient point de plus vif désir que d'obéir au roi de France, et de recevoir son armée dans leurs murs; qu'il n'y mettaient qu'une seule condition, c'est que le roi ne les soumettrait jamais aux Florentins [2].

De son côté, Hugues de Beaumont avait député deux gentilshommes aux Pisans, Jean d'Arbouville, et Hector de Montenart, pour les inviter à se soumettre volontairement à leurs anciens maîtres. Ces chevaliers, conduits en cérémonie à l'hôtel-de-ville, y trouvèrent le portrait de Charles VIII exposé à la vénération du peuple, avec le titre de libérateur de Pise. On les supplia de ne point détruire l'ouvrage de ce roi protecteur de la liberté pisane; d'inviter plutôt leur chef à recevoir sous la domination française les affranchis de Charles, à leur promettre du moins un asile en France; car les

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 255. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 112. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 260. — [2] *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 256.

Pisans étaient prêts à abandonner leurs maisons et leur patrie, plutôt que de retomber sous la domination florentine. Cinq cents jeunes filles vêtues de blanc vinrent ensuite les entourer, embrassant leurs genoux, les arrosant de larmes, et les sommant de se montrer, selon leur serment de chevalerie, les défenseurs des dames et des demoiselles, contre la brutale insolence de leurs ennemis. « Si vous ne pouvez, leur dit l'une d'elles, nous accorder le secours de vos épées, vous ne nous refuserez pas du moins celui de vos prières ; » et aussitôt elles les entraînèrent devant une image de la sainte Vierge, où elles se mirent à chanter *tant piteusement, et de voix si très lamentables*, qu'il n'y eut personne à qui elles n'arrachassent des larmes [1].

Beaumont avait réussi à conduire ses troupes à un premier assaut ; le sentiment du devoir et l'attachement à la discipline militaire l'avaient emporté sur les affections du cœur. Mais, après avoir échoué dans cette première attaque, les Français cherchèrent avidement des prétextes pour n'en point tenter d'autres. Les Pisans ne refusaient jamais, ni de nuit ni de jour, l'entrée de leurs portes aux soldats français qui s'y présentaient. Il les accueillaient toujours avec la même hospitalité et la même bienveillance, ils les comblaient de présents, et leur montraient même les batteries masquées, afin que leurs amis, dans le camp opposé, ne s'y exposassent pas. Les Français n'étaient pas moins zélés dans les bons offices qu'ils rendaient aux Pisans ; ils laissaient entrer les renforts qui leur arrivaient des autres villes de Toscane ; ils laissèrent passer, entre autres, Tarlatino de Città di Castello, lieutenant de Vitellozzo, qui s'illustra dans cette guerre, par le talent et la constance avec lesquels il dirigea dès lors la défense des Pisans. D'autre part, les Français pillaient les convois de vivres qu'on en-

[1] Garnier, Histoire de France, règne de Louis XII. T. XI, p. 130.

voyait à leur propre camp, pour avoir ensuite occasion de se plaindre des Florentins qui les laissaient manquer de subsistances. Leur animosité contre ceux-ci éclatait tous les jours davantage. Beaumont, ne pouvant rétablir la discipline dans son camp, annonça enfin à Lucas des Albizzi, commissaire demeuré auprès de lui, qu'il allait lever le siége ; et comme Albizzi s'y opposait avec vivacité, pour l'honneur même du roi de France et de ses armes, les Suisses le firent prisonnier, déclarant qu'ils voulaient le garder pour gage de quelques soldes qui étaient dues à leurs compatriotes, dès le temps de la guerre de Livourne. Il fallut se soumettre à cette nouvelle violence ; Lucas des Albizzi fut racheté au prix de treize cents ducats ; et l'armée qui avait fait une si honteuse campagne reprit, le 18 juillet, le chemin de Lombardie[1].

La retraite de l'armée française mit les Florentins au désespoir. Comptant sur sa puissante assistance, et ne pouvant faire une double dépense en même temps, ils avaient licencié leurs propres soldats ; en sorte qu'ils se trouvaient presque absolument désarmés : aussi les Pisans n'eurent-ils point de peine à leur reprendre Librafratta et le bastion de la Ventura. De plus, Louis XII, selon l'usage des puissants qui se trouvent associés à de plus faibles qu'eux, rejetait sur les Florentins toute la faute des mauvais succès, causés par l'indiscipline de ses propres troupes. Son indignation était extrême contre la république, qu'il accusait d'avoir mal pourvu son camp de vivres, d'avoir mal secondé ses généraux, et surtout de s'être obstinée à choisir Beaumont, de préférence à Ives d'Allégre. Il fallut songer à se justifier auprès de celui de qui on avait lieu de se plaindre ; et en même temps, il fallut adoucir les refus, que crut devoir faire la république, de conduire, l'année

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 256. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 260. — *Jacopo Nardi Ist.* L. IV, p. 112. — *Istorie di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 151.

suivante, une nouvelle armée française devant Pise, pour attaquer cette ville avec plus d'avantage[1].

Après cette campagne malheureuse, Florence resta sans forces, et entourée d'ennemis : les villes rivales de Gênes, de Lucques et de Sienne, se réjouissaient de son humiliation, et assistaient ouvertement les Pisans. Dans le territoire florentin même, le mécontentement et la disposition à la révolte s'accroissaient avec les malheurs de la métropole. A Pistoia les deux anciennes factions des Cancellièri et des Panciatichi recommencèrent une guerre civile, dont on avait cru tout souvenir perdu, pendant un siècle entier d'un gouvernement plus ferme. 1501. — Au commencement de l'année 1501, tous les Panciatichi furent chassés de la ville : le 25 février on les condamna comme rebelles ; on brûla leurs maisons, et on abandonna leurs biens aux soldats. Les Cancellièri les poursuivirent ensuite dans la campagne jusqu'à Saint-Michel, et les assiégèrent dans l'église de ce nom : mais ils y furent surpris par les partisans des Panciatichi, qui se rassemblèrent en grand nombre pour délivrer leurs chefs ; et les assiégeants y perdirent plus de deux cents des leurs[2]. La république florentine, qui n'avait presque plus de soldats sous ses ordres, et dont le trésor était épuisé par les demandes continuelles du roi de France, ne pouvait ni tenir la campagne contre Pise, ni contenir les Pistoiais, ni punir les chefs de ces séditions nouvelles.

Le plus triste avenir semblait menacer la liberté de la Toscane ; une jalousie invincible aveuglait tous les voisins de Florence, et les faisait conspirer à sa ruine : une fermentation universelle faisait craindre de nouvelles révoltes parmi ses

[1] *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 257. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 113. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 261. — [2] *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 258. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 262. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 117. — *Istor. di Gio. Cambi*. T. XXI, p. 162. — *Michel Angelo Salvi delle Istorie di Pistoia*. T. III, Lib. XVIII, p. 15-28.

sujets; l'instabilité d'un gouvernement qui se renouvelait tous les deux mois, et qui ne conservait nulle part la tradition de son ancienne politique, inspirait une égale défiance aux étrangers et aux citoyens. Venise avait adopté la protection de la famille usurpatrice, qui voulait remonter sur le trône; les ducs de Milan et les rois de Naples ne tenaient plus alternativement la balance de l'Italie; et le roi de France, qui avait succédé à l'un, et qui allait renverser l'autre, ne protégeait plus la république. Le pape, le plus proche voisin de celle-ci, était en même temps son ennemi le plus dangereux; car, sacrifiant tout sentiment de devoir, tout soin de l'indépendance de l'église, aussi bien que toute bonne foi et toute pudeur, à l'agrandissement de son fils, il combinait les perfidies et les faux serments avec les armes spirituelles et temporelles, pour soumettre la Toscane à César Borgia.

La république, en désarmant, comme sa pauvreté la forçait à le faire, semblait témoigner à ses voisins ses dispositions pacifiques : cependant elle fournit précisément ainsi à César Borgia le prétexte qu'il attendait pour commencer les hostilités. Celui-ci, après avoir pris Faenza le 22 avril 1501, se disposait à attaquer Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, lorsque le condottière Ranuccio de Marciano, licencié par les Florentins, passa au service de ce seigneur avec sa compagnie : le pape et son fils se récrièrent aussitôt sur ce que la république envoyait des secours à leurs ennemis, et cherchait seulement à les déguiser par une ruse grossière [1].

César Borgia s'était avancé vers la frontière du Bolonais jusqu'à Castel San-Piéro, sur la route d'Imola. Il y reçut un ordre de Louis XII de ne point passer outre, parce que Bentivoglio s'était mis sous la protection spéciale de la France [2]. Il s'abstint en effet de l'attaquer; mais il profita du moins

[1] *Jacopo Nardi Ist.* Lib. IV, p. 117. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 268. — *Raynaldi, Ann. eccles.* 1501, § 16, p. 507.

de l'effroi qu'il lui causait, pour lui dicter de nouvelles conditions. Il obtint de lui la cession de Castel Bolognèse, entre Imola et Faenza; la promesse d'un tribut de neuf mille ducats, et celle de cent hommes d'armes et deux mille fantassins, que Borgia comptait employer contre Florence. Pour prix de cette alliance, le perfide Borgia révéla à Bentivoglio les intelligences qu'il avait formées avec les Marescotti, famille puissante, riche, et assurée d'une nombreuse clientèle, qui jusqu'alors avait paru toute dévouée au prince. Bentivoglio chargea son fils Hermès d'assassiner Agamemnon Marescotti, chef de cette famille. Il fit massacrer ensuite trente-quatre de ses frères, fils, filles ou neveux, et deux cents de leurs parents ou amis. Jusqu'à ce que cette boucherie fût achevée, les portes de Bologne demeurèrent fermées. Bentivoglio contraignit tous les fils des familles les plus nobles à y prendre part, pour les rendre à leur tour l'objet du ressentiment du parti contre lequel il voulait sévir, et pour les attacher à lui par la crainte des représailles [1].

Le duc de Valentinois n'avait jamais compté s'arrêter longtemps pour soumettre Bologne. Florence était l'objet de ses préparatifs : il avait appelé à son armée Vitellozzo Vitelli, seigneur de Città di Castello, qui brûlait du désir de venger la mort de son frère, et les Orsini, parents et alliés des Médicis. Dès le mois de janvier, il avait fait passer à Pise des renforts commandés par Renier de la Sassetta, et par Pierre Gambacorti [2]. Après avoir achevé la conquête de la Romagne, il envoya de nouveaux détachements à Pise, sous les ordres d'Oliverotto de Fermo, le favori et l'un des plus habiles lieutenants de Vitelli [3]. Il y avait eu des conférences avec Julien de Médicis, qui s'était avancé jusqu'à Bologne; il espérait,

[1] *Diario Ferrarese*. T. XXIV. *Rer. Ital.* p. 395. — *Gio. Cambi*. T. XXI, p. 156. — *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 263. — *Jac. Nardi*. L. IV, p. 118. — *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 268. — [2] *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 116. — [3] *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 263.

par son moyen, armer contre leur patrie tous les partisans de la famille exilée. Il savait bien que, quelque débris de la souveraineté de la Toscane qu'il offrît aux Médicis, ceux-ci seraient toujours prêts à l'accepter aux plus honteuses conditions; et en effet, Julien de Médicis, après être demeuré d'accord avec César Borgia, partit en poste pour la France, afin d'engager Louis XII à refuser tout secours aux Florentins [1].

Cependant toutes les opérations de Valentinois devaient demeurer subordonnées aux plus vastes projets que Louis XII avait formés contre Naples. L'armée destinée à cette expédition commençait à marcher. Sa plus forte colonne, conduite par d'Aubigny, devait traverser la Romagne, et y recueillir les troupes françaises qui, sous les ordres d'Ives d'Allégre, avaient jusqu'alors secondé Valentinois; une autre colonne, conduite par le bailli d'Occan, devait suivre le chemin de la Lunigiane, traverser Pise, et se réunir, dans l'état de Piombino, avec César Borgia, qui s'était engagé à suivre les généraux français à la conquête du royaume de Naples. C'était dans sa marche pour se rendre à cette destination qu'il comptait accomplir les révolutions dont il menaçait la Toscane.

César Borgia entra en Toscane par le Bolonais, avec sept cents hommes d'armes et cinq mille fantassins, annonçant à la république florentine qu'il voulait traverser son territoire en ami pour se rendre à Rome, et qu'il ne demandait autre chose que d'avoir des vivres pour de l'argent. Mais lorsqu'il eut passé les défilés des montagnes, et qu'il fut arrivé à Barbérino, il changea de langage. Il déclara alors qu'il ne pouvait se montrer l'ami de la république qu'autant qu'il verrait celle-ci soumise à un gouvernement sur lequel il pût compter; que le rappel des Médicis pouvait seul répondre à ses

[1] *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 118.

yeux de la stabilité de l'administration ; qu'il demandait donc le rétablissement de Pierre de Médicis dans toute l'autorité qu'il avait autrefois exercée ; et celui-ci attendait à Loiano, sur la frontière bolonaise, ce qu'opéreraient pour lui ces menaces. Borgia demandait encore que six citoyens désignés par Vitellozzo fussent remis entre ses mains, pour porter la peine de l'injuste sentence prononcée contre Paul Vitelli ; que la seigneurie s'engageât à ne donner aucun secours au seigneur de Piombino ; enfin qu'elle le prît lui-même à sa solde, avec une *condotta* proportionnée à sa haute dignité[1].

Les Florentins avaient alors à la tête de leur république une seigneurie qui n'inspirait ni respect ni confiance ; on soupçonnait plusieurs de ses membres d'être secrètement d'accord ou avec Médicis, ou avec le duc de Valentinois pour supprimer le conseil et retirer la souveraineté des mains du peuple. Aucun homme de talent, aucun homme d'un grand nom n'avait pris une influence décisive sur les résolutions du gouvernement ; et comme les circonstances étaient réellement difficiles, aucun n'osait prendre des mesures hardies pour s'en tirer. La seigneurie mit sur pied, il est vrai, une partie de la milice des campagnes qu'elle cantonna à la Loggia de' Pazzi, à Fiésole et à Bello-Sguardo pour défendre Florence ; mais elle interdit toute hostilité : elle menaça d'une punition sévère les paysans qui opposeraient quelque résistance aux soldats de Borgia, et elle permit au dernier de traverser à petites journées le territoire florentin en pillant et en dévastant tout devant lui, encore qu'il prétendît toujours être l'ami et le confédéré de la république.

Parmi les capitaines de César Borgia, il y en avait deux qui ne semblaient pas faits pour inspirer de la défiance aux Florentins : Raphaël de Pazzi et Marco Salviati étaient issus

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 264. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 120. — *Comment. di Fil. de' Nerli.* L. V, p. 88.

de deux familles illustrées par la conjuration de 1478, et l'on devait peu s'attendre à ce qu'ils fissent cause commune avec les Médicis. Toutefois la vanité blessée des grandes familles se réconcilie plutôt avec toute espèce de tyrannie qu'avec le gouvernement populaire. Les deux fils de ceux qui avaient conjuré pour la liberté conjurèrent pour le pouvoir absolu; ils convinrent avec leurs amis de Florence que les partisans des Médicis s'empareraient du palais, tandis qu'eux-mêmes, avec les soldats des Vitelli, se présenteraient devant les portes [1]. Cette conspiration était sur le point d'éclater, lorsque César Borgia, réfléchissant qu'il n'avait plus que peu de jours à passer en Toscane, et qu'il ne tirerait point d'une révolution, au moment où il se mettait en marche pour Naples, tout le parti qu'il aurait pu espérer dans une autre conjoncture, préféra d'ajourner ses projets et de profiter de la crainte qu'il avait inspirée aux chefs de la république pour extorquer d'eux une grosse somme d'argent. Il se fit assurer pendant trois ans une solde de trente-six mille ducats par année, et il promit de tenir trois cents hommes d'armes prêts à secourir la république dans tous ses besoins. Il obligea la seigneurie à renoncer à la protection du seigneur de Piombino, mais il n'insista plus sur les changements qu'il avait demandés à la constitution, ou sur la satisfaction à donner à Vitellozzo [2].

Ce ne fut que le 4 juillet 1501 que César Borgia entra enfin sur le territoire de Piombino. Le seigneur de ce petit état, Jacques IV d'Appiano, avait par avance dévasté son propre pays, brûlé les fourrages, coupé les arbres et les vignes, et détruit le petit nombre de fontaines qui donnaient des eaux salubres. Il s'était ensuite enfermé dans le château de Piombino

[1] *Vita di Leone X, di Paulo Giovio, tradotta da mess. Lodovico Domenichi.* Firenze, 1551, in-12. L. I, p. 74. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 264. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 122. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 263. — *Istor. di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 161.

avec ses vassaux les plus dévoués et quelques Corses qu'il avait à sa solde. En peu de jours, Suvéréto, Scarlino, l'île d'Elbe et celle de Pianosa se soumirent au duc de Valentinois; mais le château de Piombino demandait un siége régulier; il avait déjà résisté plusieurs jours lorsque Borgia se vit obligé de s'en éloigner le 28 juillet pour suivre l'armée française [1]. Cependant il chargea ses lieutenants Vitellozzo Vitelli et Jean-Paul Baglioni de continuer les opérations du siége. Jacques d'Appiano, qui se voyait près de succomber et qui redoutait de tomber entre les mains cruelles de Valentinois, passa le 17 août à Livourne et ensite à Gênes, espérant engager les Génois à acheter son petit fief, et le mettre ainsi sous la protection de la France; mais la garnison qu'il n'animait plus par sa présence se rendit le 3 septembre, et Borgia commença ainsi à établir sa puissance sur la Toscane [2].

L'accomplissement des projets ambitieux de César Borgia était suspendu par la marche de l'armée française au travers de l'Italie, et la politique de tous les états de cette contrée était subordonnée à celle de la cour de France. Celle-ci ne regardait plus déjà la conquête du Milanais que comme un acheminement à celle du royaume de Naples; l'entreprise imprudente de Charles VIII semblait devenue, pour son successeur, d'une exécution facile et sûre. Les troupes françaises, après avoir passé les Alpes, trouvaient en Lombardie des greniers abondants, des places fortes qui leur étaient ouvertes, et qui assuraient leur route jusqu'au centre de l'Italie. La république de Venise, qui avait traversé les projets de Charles VIII, était alliée de Louis XII; d'ailleurs elle était alors même engagée dans une guerre dangereuse avec l'empire turc, et l'on ne de-

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 265.—*Jacopo Nardi.* L. IV, p. 123.—*Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 264. — *Orl. Malavolti Stor. di Siena.* P. III, L. VI, f. 107 v. — [2] *Barth. Senaregæ de rebus Genuens.* p. 574.—*Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 264. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 126. — *Burchardi Diarium Curiæ Rom,* p. 2133. —*Orl. Malavolti.* P. III, Lib. VI, f. 108 v. — *Agost. Giustiniani Annal,* L. VI, f. 257.

vait pas craindre qu'elle provoquât des hostilités sur sa frontière opposée. La Toscane, divisée et affaiblie, attendait les ordres de la France; les princes limitrophes des Vénitiens n'étaient pas moins obéissants. Le pape, ne prenant conseil que de l'ambition de son fils, était devenu lui-même un serviteur dévoué du roi. Don Frédéric, que l'affection des peuples avait remis sur le trône de Naples, n'avait ni trésor ni armée; son royaume dévasté, ses fortifications renversées, ses arsenaux épuisés ne lui laissaient presque aucun moyen de résistance, et ses sujets ruinés par une guerre cruelle ne pouvaient payer les impôts nécessaires pour rétablir tout ce qui avait été détruit.

Mais si Louis XII regardait comme facile la conquête du royaume de Naples, il ne se sentait point si assuré de le conserver : il craignait les rois d'Espagne, qui, des ports de la Catalogne et de la Sicile, pouvaient avec une extrême facilité faire passer des renforts au roi de Naples, en même temps qu'ils pouvaient tenter une diversion du côté des Pyrénées; il craignait Maximilien, qui, publiant dans chaque diète son ressentiment, pouvait enfin armer contre lui l'Allemagne; il craignait les Suisses, qui, rendus plus inquiets et plus intraitables depuis qu'ils avaient trahi Louis Sforza, semblaient vouloir effacer, par quelque entreprise brillante, la honte dont ils s'étaient couverts, et qui, se fortifiant à Bellinzona, menaçaient toute la Lombardie. Enfin Louis XII craignait de perdre ses propres troupes par les chaleurs de ce climat méridional, dont elles avaient auparavant senti la funeste influence.

Don Frédéric de son côté connaissait bien toute sa faiblesse; il n'avait épargné ni les sollicitations, ni les démarches les plus respectueuses, pour obtenir la paix. Il avait offert de se reconnaître pour feudataire du roi de France, de lui payer un tribut, de lui livrer ses places les plus fortes, et d'y recevoir

garnison française. Il s'était montré prêt à céder au roi tous les avantages d'une conquête, sans exposer les soldats français aux chances de la guerre, et le pays contesté à ses ravages [1]. Par une étrange infatuation Louis XII rejeta toutes ses offres; et il préféra traiter à des conditions bien moins avantageuses, avec un homme qui devait lui inspirer bien plus de défiance, et qui, ne pouvant le seconder par une perfidie, aurait dû le faire rougir d'une semblable association.

Louis XII renoua donc avec Ferdinand-le-Catholique des négociations que celui-ci avait déjà entamées sous le règne de Charles VIII, mais qu'il avait ensuite rompues en démentant ses agents, lorsqu'il avait cru n'avoir plus rien à craindre de ce monarque. Ferdinand prétendait qu'Alfonse Ier n'avait point eu le droit de disposer du royaume de Naples, sa conquête, en faveur de son fils naturel; il se portait lui-même pour héritier de ce monarque : mais il offrait à Louis XII de diviser un royaume auquel la maison de France prétendait comme héritière de celle d'Anjou, et la maison d'Aragon comme héritière de celle de Duraz, au lieu d'en appeler de nouveau à la force des armes, sur des droits contestés qui avaient ensanglanté si longtemps l'Italie. Il répondait à Louis XII du succès de leur entreprise, puisque Frédéric ouvrirait lui-même ses places fortes aux troupes espagnoles qu'il introduirait pour les défendre, et qui n'y entreraient que pour les livrer. Un traité d'alliance fut signé à Grenade, le 11 novembre 1500, entre Louis XII et Ferdinand et Isabelle; mais il fut enseveli dans le secret le plus profond. Les deux monarques convinrent d'attaquer en même temps le royaume de Naples, et de le partager entre eux, de telle sorte que Louis demeurât maître de Naples, de la terre de Labour et des Abruzzes, avec les titres de roi de Jérusalem et de Naples, et

[1] *Summonte dell' Istoria di Napoli.* Lib. VI, cap. IV, p. 534.

que le roi Ferdinand demeurât maître de la Pouille et de la Calabre, avec le titre de duc de ces deux provinces. Les deux rois ne s'obligeaient point à s'assister réciproquement pour conquérir chacun leur partage, mais seulement à ne pas se nuire. Ils devaient ensuite recevoir tous deux l'investiture du pape, et relever immédiatement de lui [1].

Dans le temps même où Ferdinand signait ce traité, il s'était mis en mesure de l'exécuter, sans éveiller les soupçons ni de don Frédéric, ni d'aucun prince de l'Europe, mais au contraire en affectant, selon sa politique ordinaire, d'être uniquement occupé de l'avantage de l'église et de la défense de la chrétienté. Il s'était montré vivement touché des conquêtes que les Turcs avaient faites sur les Vénitiens, dans le Péloponnèse et l'Adriatique ; et il avait envoyé au secours des derniers son meilleur général, Gonsalve de Cordoue, avec une flotte de près de soixante vaisseaux armés à Malaga, qui portaient douze cents chevaux et huit mille fantassins d'élite. Cette armée, qui, comme nous le verrons ailleurs, seconda vaillamment les Vénitiens, passa ensuite l'hiver en Sicile, pour être prête à exécuter les desseins secrets de Ferdinand-le-Catholique [2].

Louis XII faisait plus ouvertement ses préparatifs de guerre, pour exécuter un traité aussi imprudent que honteux ; par lequel il introduisait dans cette Italie dont il était maître, un rival qui pourrait un jour l'en chasser. D'Aubigny commandait son armée, qui était forte de mille lances, quatre mille Suisses, et six mille Gascons et aventuriers. En même temps Philippe de Rabenstein, frère du duc de Clèves et gouverneur de Gènes, conduisait dans le royaume de Naples seize vaisseaux

[1] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 260. — Histoire de Louis XII, par Jean de Saint-Gelais, p. 162. *Paris*, 1622, 4o. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. IX, p. 248. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. I, p. 193. — *Summonte Ist. di Napoli.* L. VI, cap. IV, T. III, p. 535. — *Arnoldi Ferroni.* L. III, p. 43. — [2] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. I, p. 191, 192.

bretons et provençaux, trois caraques génoises, et six mille cinq cents hommes de débarquement [1].

De son côté, don Frédéric, qui avait pris les Colonna à sa solde, avait sous ses ordres sept cents hommes d'armes, six cents chevau-légers, et six mille fantassins : cependant il mettait surtout sa confiance dans Gonsalve de Cordoue, qu'il savait en Sicile, à la tête d'une armée composée d'excellentes troupes, et qui lui était annoncé par son cousin Ferdinand, comme étant prêt à le défendre. Frédéric pressait Gonsalve de venir se réunir à lui à Gaëte, et il lui faisait ouvrir toutes les places de guerre de la Calabre, dans lesquelles ce général prétendait qu'il avait besoin de mettre des garnisons, pour assurer les positions de son armée. En même temps Frédéric sollicitait l'empereur des Turcs de défendre un royaume qu'il pouvait considérer comme le boulevard avancé de son empire. Il envoyait à Tarente, la plus forte ville de ses états, Ferdinand, son fils aîné, qui était encore enfant ; et il alla camper à San-Germano, où il avait donné rendez-vous aux troupes que lui amenaient les Colonna, et à celles de Gonsalve de Cordoue [2].

Mais, le 6 juin 1501, l'armée française étant déjà entrée en deux colonnes dans l'État de l'Église, les ambassadeurs français et espagnols se présentèrent ensemble au pape et au sacré collége, pour leur notifier le traité de partage du royaume de Naples, signé six mois auparavant par leurs souverains. Ils déclarèrent en même temps que leurs maîtres n'avaient d'autre vue, en se mettant en possession du royaume de Naples, que de se donner plus de moyens pour attaquer en commun l'empire ottoman. Ils demandèrent au pape de seconder une aussi pieuse intention, en accordant à leurs souverains l'investiture des provinces qui étaient échues en partage à l'un et à l'autre. Alexandre VI ne pouvait qu'applaudir à un arrangement qui

[1] *Fr. Guicciardini*, L. V, p. 265. — [2] *Ibid.*

devait l'établir arbitre entre ses deux puissants feudataires. Il ne publia cependant la sentence qui privait Frédéric du trône de Naples que lorsqu'il ne lui resta plus aucun doute sur le succès de la guerre. Elle avait été prononcée, dès le 25 juin, dans un consistoire secret [1].

Ferdinand était le plus proche parent de don Frédéric, il était son plus intime allié ; il lui avait inspiré une confiance sans mesure ; il venait tout récemment de solliciter et d'obtenir le surnom de Catholique, et il occupait sans cesse la chrétienté de son zèle hypocrite pour l'avancement de la foi et la défense de l'église : aussi son insigne trahison excita-t-elle presque autant l'indignation des étrangers que de don Frédéric lui-même. Gonsalve de Cordoue, voulant tromper jusqu'au bout ce malheureux prince, lui écrivit encore pour démentir ce que l'ambassadeur espagnol avait publié à Rome, et pour déclarer qu'il était toujours prêt à défendre avec son armée le neveu et le plus cher allié de son maître. Ces protestations lui servirent à calmer les provinces qu'il voulait traverser, et à les lui faire occuper plus facilement : ce ne fut qu'après que l'armée française fut parvenue aux frontières du royaume que Gonsalve, avouant sa honteuse commission, envoya six galères à Naples pour ramener les deux vieilles reines, l'une sœur et l'autre nièce de son roi [2].

Les moyens de résistance que Frédéric avait préparés n'étaient plus suffisants pour repousser cette double agression. Les Colonna, ses seuls alliés, étaient de leur côté attaqués par Alexandre VI ; et ils avaient pris le parti d'abandonner tous leurs châteaux, à la réserve d'Amélia, et de Rocca di Papa, où ils avaient mis garnison [3]. La rébellion avait déjà éclaté à

[1] *Raynaldus, Annal. eccles.* T. XIX, 1501, § 50 à 72, p. 519-527. — *Burchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2129-2131. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 266. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. IX, p. 249. — *Scipione Ammirato.* T. XXVII, p. 264. — [2] *Fr. Guicciardini;* Lib. V, p. 267. — [3] *Ibid.* — *Burchardi Diarium Curiæ Rom.* p. 2129.

San-Germano et dans les lieux voisins; non que Frédéric n'y fût aimé plus que les Français, mais ses sujets se refusaient à s'engager avec lui dans une guerre qui ne leur laissait aucune espérance. Frédéric, encore incertain sur le parti qu'il devait prendre, et ne pouvant tenir la campagne, enferma ses troupes dans ses meilleures places, pour se donner le temps de juger sa propre situation. Fabrice Colonna, auquel fut associé le comte Ranuccio de Marciano, récemment entré au service de Naples, fut chargé de la défense de Capoue, avec trois cents hommes d'armes, quelques chevau-légers, et trois mille fantassins : don Frédéric occupa Averse, avec une autre partie de son armée; et Prosper Colonna entreprit la défense de Naples[1].

Cependant d'Aubigny, en s'avançant, avait livré aux flammes Marino, Cavi et d'autres châteaux des Colonna, pour punir ceux-ci de ce qu'ils avaient fait tuer à Rome quelques barons napolitains, partisans de la France. Giulio Colonna, qui devait défendre Montéfortino, abandonna cette place d'une manière peu honorable, et l'armée française se trouva maîtresse de toute la frontière jusqu'au Vulturne. Ce fleuve n'aurait pas été facile à passer devant Capoue ; mais d'Aubigny, se rapprochant des montagnes, le traversa près de sa source, et occupa Averse, d'où Frédéric fut obligé de se retirer : il soumit encore Nola et tout le pays jusqu'à Naples. Il revint ensuite vers Capoue, et investit cette ville des deux côtés de la rivière à la fois. La garnison repoussa avec vaillance le premier assaut que donnèrent les Français ; mais elle éprouva de son côté une perte considérable : elle avait vu le danger de près, et elle craignait de succomber dans une seconde attaque, en sorte que le 24 juillet 1501 elle offrit de capituler. Le comte de Caiazzo fut admis sur le bastion à une conférence

[1] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 266.

avec Fabrice Colonna, pour traiter des conditions auxquelles la place serait livrée. La garnison, qui depuis huit jours était appelée à des veilles continuelles, crut pouvoir se relâcher de sa vigilance, au moment où l'on était presque d'accord, et tandis qu'on parlementait, les Français pénétrèrent dans l'enceinte de la ville. On assure qu'un des bourgeois leur en ouvrit l'entrée, mais qu'il fut immédiatement tué par les vainqueurs. Capoue, surprise tandis qu'elle croyait se rendre, fut traitée avec toute la cruauté qui signalait alors les guerres des ultramontains en Italie : sept mille habitants furent massacrés dans les rues[1], toutes les propriétés furent pillées, toutes les femmes abandonnées à la brutalité des soldats; mais l'horreur qu'ils inspiraient était si grande qu'un très grand nombre de dames se précipitèrent dans des puits pour se soustraire par la mort au déshonneur. Les églises et les couvents ne furent point épargnés, et tant que les malheureux Capouans eurent quelque chose à perdre, les généraux français, qui vis-à-vis de ces nouveaux sujets prétendaient représenter le souverain légitime, n'étendirent point sur eux leur protection. Enfin le pillage avait cessé, le soldat s'était calmé, et la discipline était rétablie, lorsqu'on découvrit qu'une tour de la ville avait servi de refuge à un grand nombre de femmes. César Borgia les fit toutes conduire devant lui, et après les avoir examinées avec soin, il fit choix des quarante plus belles, qu'il envoya dans son palais à Rome pour y former son sérail[2].

Fabrice Colonna, don Hugues de Cardone, et plusieurs autres capitaines distingués, demeurèrent au nombre des prisonniers. Le comte Rinuccio de Marciano, blessé d'une flèche d'arbalète, était aussi tombé entre les mains des

[1] *Burchardi Diar. Curiæ Romanæ.* p. 2132. — *Fr. Belcarii Comment.* Lib. IX, p. 250. — *Summonte Stor. di Napoli.* L. VI, cap. IV, p. 535. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 268, — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 124. — *Orlando Malavolti Stor. di Siena.* P. III, Lib. VI, f. 108.

soldats du duc de Valentinois ; mais il mourut dès le second jour, et l'on crut que Vitellozzo Vitelli avait fait empoisonner ses blessures, se souvenant que la rivalité de ce capitaine avec son frère Paul Vitelli avait été une des causes du supplice de ce dernier [1].

La prise de Capoue porta le dernier coup à la fortune déjà si chancelante de Frédéric. Il abandonna sa capitale qu'il ne pouvait plus défendre ; il s'enferma dans le château neuf, et il permit aux villes de Naples et de Gaëte d'ouvrir, sans coup férir, leurs portes aux Français. La première se racheta du pillage par une contribution de soixante mille ducats. Le 25 août, six jours après l'entrée des Français dans Naples, don Frédéric leur remit lui-même le château neuf. Il convint avec d'Aubigny de le mettre paisiblement en possession de tout ce qu'il possédait encore dans la partie du royaume qui était échue en partage aux Français, et il ne se réserva que l'île d'Ischia, qui devait pendant six mois être à l'abri de toute hostilité. Il stipula en même temps une amnistie pour tous ceux qui s'étaient déclarés contre la France depuis la conquête de Charles VIII, et il réserva aux cardinaux Colonna et d'Aragon la jouissance de leurs rentes ecclésiastiques dans le royaume [2].

Jamais on n'avait vu plus d'illustres victimes des révolutions politiques que n'en rassemblait alors l'île d'Ischia. Dans son château se trouvait Béatrix d'Aragon, sœur de don Frédéric, d'abord mariée au grand Mathias Corvinus, roi de Hongrie, puis fiancée à Uladislas, roi de Bohême. Elle avait par son crédit fait obtenir à ce dernier la couronne de Hongrie ; mais en retour il l'avait répudiée, et il avait épousé une autre femme. On y voyait encore Isabelle, duchesse de Milan, femme de Louis-le-Maure et fille d'Alfonse de Naples ; l'un et l'autre

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 269. — [2] *Ibid.* — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. IV, p. 125. — *Burchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2132.

avaient perdu leurs états, son père était mort dans l'exil, son mari et son fils étaient prisonniers. Enfin, Frédéric lui-même se trouvait dans cette forteresse, avec sa femme et quatre enfants en bas âge. Il ne demeura pas longtemps, il est vrai, dans cette retraite, où il aurait fait plus sagement d'attendre les chances d'une nouvelle fortune. Son indignation contre son cousin Ferdinand d'Aragon était si violente qu'il aima mieux encore se jeter entre les mains d'un ennemi qui l'avait toujours combattu à force ouverte. Il suivit le conseil de Philippe de Rabenstein, qui était arrivé devant Ischia avec sa flotte; il obtint de lui un sauf-conduit pour se rendre en France avec cinq galères légères, tandis qu'il envoya la meilleure partie de ses gendarmes à Tarente, qui se défendait toujours au nom de son fils aîné. Il confia le commandement d'Ischia au marquis del Guasto et à la comtesse de Francavilla. Il laissa aussi dans cette île Fabrice et Prosper Colonna, dont le premier avait été obligé de payer sa rançon aux Français après la prise de Capoue. Louis XII, touché de la confiance de don Frédéric, lui accorda en effet le duché d'Anjou et trente mille ducats de rente en compensation du royaume qu'il avait perdu; mais il y mit pour condition que cet hôte illustre ne sortirait jamais de France; et quoiqu'il ne fût point son prisonnier, et qu'il fût venu sur la foi d'un sauf-conduit, Louis XII le mit sous la garde du marquis de Rothelin, qui, avec trois cents hommes, fut chargé de veiller à sa sûreté ou plutôt à son obéissance [1].

La conquête de l'autre moitié du royaume de Naples, par Gonsalve de Cordoue, ne fut pas tout à fait si rapide : il l'avait commencée plus tard et avec moins de forces ; il trouvait

[1] *Summonte Ist. di Napoli.* Lib. VI, cap. IV, p. 537. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 269. — Jean de Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, p. 163. — *Barth. Senaregæ de reb. Genuens.* p. 573. — *Istor. di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 166. — *Raynaldi Ann. eccles.* 1501, § 74, p. 166. — *Arnoldi Ferroni.* L. III, p. 43.

aussi plus de résistance dans les habitants. Ceux-ci regrettaient le partage de leur patrie; et puisqu'elle devait cesser d'avoir un roi pour elle seule, ils auraient préféré du moins passer sous la domination de la France. Cependant, comme leur souverain les avait abandonnés, et qu'aucun autre prince ne se présentait pour les défendre, ils se soumirent successivement, à mesure que les Espagnols vinrent les sommer de le faire. Les seules villes de Manfrédonia et de Tarente soutinrent un siége: celui de Manfrédonia fut court; mais celui de Tarente fut fort long, encore que Gonsalve de Cordoue le dirigeât lui-même. La ville, située dans une île, unie par deux ponts au continent, et pourvue abondamment de vivres, était assez forte pour défier longtemps les efforts des assiégeants; et Jean de Guévara, comte de Potenza, gouverneur du jeune Ferdinand, qui y commandait, se reposant sur la force de la place, évitait les sorties, les escarmouches, et tous les petits combats qui auraient pu épuiser sa garnison. Enfin Gonsalve de Cordoue, ayant transporté une vingtaine de bateaux armés, dans le bassin de dix-huit milles de circuit, que les Tarentins nomment la mer intérieure; le comte de Potenza, qui de ce côté ne craignait aucune attaque, et n'avait élevé aucune fortification, se montra disposé à capituler, d'autant plus que Gonsalve lui fit offrir les conditions les plus honorables et les plus avantageuses. Le général du roi Catholique jura sur l'hostie, de la manière la plus solennelle, qu'il accorderait au jeune Ferdinand, duc de Calabre, la liberté de se retirer où bon lui semblerait. La ville fut livrée à cette condition, et le jeune prince se hâta, selon l'ordre qu'il en avait reçu de son père, de prendre le chemin de Bitonte, pour se rendre dans la partie du royaume qu'occupaient les Français. Mais à peine fut-il arrivé dans cette ville qu'il y fut arrêté par ordre de Gonsalve, ramené à Tarente, puis embarqué et envoyé prisonnier en Espagne, malgré ses réclamations et celles de son

gouverneur, qui se reprochait amèrement de l'avoir précipité dans le piége. Gonsalve de Cordoue était un homme religieux jusqu'à la superstition et au fanatisme ; il se rendait néanmoins coupable, par politique, du plus insigne parjure : mais ayant renoncé à éclairer sa propre conscience, il s'en remettait à son directeur, et il trouva des théologiens qui lui dirent et qui publièrent pour lui, que le serment qu'il avait fait, il l'avait prêté pour son maître, non pour lui-même ; en sorte qu'il n'était point personnellement lié ; et que son maître ne l'était pas davantage, puisque Gonsalve s'était engagé pour lui à son insu [1].

Ainsi tomba, pour ne plus se relever, cette branche de la maison d'Aragon qui avait régné à Naples avec tant de lustre pendant soixante-cinq ans, et qui avait eu une si grande influence sur les progrès des lettres italiennes. Frédéric, par sa retraite trop précipitée, s'ôta les moyens de profiter des chances avantageuses que ne pouvait manquer de lui présenter la discorde entre les monarques rivaux qui s'étaient partagé son royaume. Il mourut en Anjou, le 9 septembre 1504. Son fils don Ferdinand, duc de Calabre, mourut en Espagne, seulement en 1550, après avoir été marié deux fois, mais toujours, d'après la politique espagnole, avec des femmes dont la stérilité avait été reconnue. Alfonse, le second fils, qui avait suivi son père en France, mourut à Grenoble en 1515, non sans soupçon de poison ; le troisième, César, mourut à Ferrare, à l'âge de dix-huit ans. Parmi les filles du roi Frédéric, la seule Charlotte, mariée au comte de Laval, a laissé une postérité [2].

[1] Paul Jove, qui rapporte ce sophisme, paraît le regarder lui-même comme un argument auquel il n'y a rien à répliquer. *Vita magni Consalvi*. L. I, p. 195-199. — *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 270. — *Fr. Belcarii Comm.* Lib. IX, p. 251. — [2] *Summonte Ist. di Napoli*. Lib VI, cap. IV, p. 537. — *Muratori Annali d'Italia*. Ann. 1501, T. X, p. 7. — Nicolas, comte de Laval, gouverneur et amiral de Bretagne, qui épousa Charlotte, ne laissa qu'une fille, Anne de Laval, mariée à François de la Trémouille : c'est par elle que la maison de la Trémouille a revendiqué des droits sur le royaume de Naples.

CHAPITRE VI.

Guerre dans le royaume de Naples entre Louis XII et Ferdinand-le-Catholique; révolte d'Arezzo; conquêtes de César Borgia; massacre de Sinigallia; bataille de Cérignoles; les Français chassés du royaume de Naples.

1501-1503.

1501. — Les ultramontains, qui au commencement du XVIe siècle faisaient la guerre en Italie, ne dissimulaient point les sentiments de défiance, de mépris ou de haine qu'ils entretenaient pour la nation qu'ils venaient combattre. Ces sentiments se montrent à découvert dans les écrits des contemporains; et comme les événements subséquents les ont plus d'une fois justifiés, ils ont contribué à établir dans toute l'Europe un préjugé défavorable contre la nation qui finit par succomber. Cependant, à cette époque, du moins, l'aversion des ultramontains pour les Italiens n'était autre chose que la haine commune à tous les barbares contre les nations plus civilisées. Ils sentaient la supériorité d'esprit, de jugement, de connaissances de leurs ennemis; mais ils se révoltaient contre elle. Ils représentaient ces avantages comme nécessairement liés à la dissimulation et à la perfidie; ils prenaient pour eux-mêmes

la palme de la valeur ouverte et celle de la franchise, et ils abandonnaient avec mépris aux Italiens celle de la finesse et de la souplesse. Chaque nation, en se comparant à eux, s'attribuait des qualités incompatibles avec ces artifices mesquins, partage d'un peuple trop civilisé; elles parlaient tour à tour de la bonne foi teutonnique, de la rude franchise helvétique, de l'honneur français, de la loyauté castillane. Cependant chacune de ces nations sembla prendre à tâche de donner dans le cours de peu de mois, en Italie même, des preuves d'une mauvaise foi que les plus diffamés parmi les politiques italiens n'avaient jamais égalée.

Maximilien d'Autriche, qui avait la prétention d'être plus encore chevalier que roi, n'avait pas jusqu'alors pris une part importante aux affaires d'Italie; ce fut plus tard, et dans ses démêlés avec Venise, qu'il montra surtout son mépris pour ses engagements. Cependant son inconséquence avait déjà rendu son alliance fatale à tous ceux à qui il l'avait vendue : elle avait trompé les Pisans, elle avait causé la ruine de Louis Sforza, elle venait encore de contribuer à celle de Frédéric d'Aragon. Ce roi de Naples avait prêté à Maximilien quarante mille florins, sous condition que celui-ci ne ferait aucun accord avec la France sans l'y comprendre. Mais Maximilien, que sa prodigalité insensée mettait dans la dépendance de tous les événements, et qui, pendant tout son règne, ne fit autre chose que donner des paroles pour de l'argent, et les fausser pour une nouvelle somme, consentit, moyennant un subside que lui paya la France, à faire avec celle-ci une trêve de plusieurs mois, sans y comprendre don Frédéric : il donna ainsi à Louis XII le temps d'attaquer le roi de Naples et de le précipiter du trône [1].

La trahison des Suisses à Novare, dont Louis Sforza fut victime, laissait à cette nation peu de sujet de vanter sa loyauté;

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 260.

d'autant plus que cette transaction fut précédée et suivie par plusieurs autres, moins éclatantes pour l'importance des événements, mais non moins contraires à la fidélité et à l'honneur militaires.

La conduite du gouvernement français avait été presque toujours entachée par une égale mauvaise foi ; il avait fait commerce de ses alliances avec les Pisans, les Florentins, le duc de Valentinois : il avait abandonné à leurs ennemis, pour une somme d'argent, ceux à qui il avait le plus solennellement promis sa protection ; et sa constante alliance avec César Borgia l'avait fait participer à tous les crimes de cet homme perfide. L'Espagne cependant surpassait toutes les autres puissances, par l'impudence de sa mauvaise foi. Ferdinand-le-Catholique semblait se faire honneur de ne donner des paroles que pour les fausser, de jouer avec les serments, comme les enfants avec des osselets, de multiplier les tromperies par-delà même ce que demandait la réussite de ses projets. Les deux Espagnols, Alexandre VI et César Borgia son fils, fondèrent en quelque sorte par leur exemple la terrible école machiavélique : le héros même de l'Espagne, Gonsalve de Cordoue, n'évita point à plusieurs reprises le reproche de perfidie.

Mais aucune transaction du siècle ne portait l'empreinte d'une violation plus perfide de tous les droits, de tous les pouvoirs, que le traité de Grenade pour le partage de la monarchie de Naples. Aucune ne dévoilait, dans ceux qui le signèrent, un plus profond mépris pour les obligations morales et pour celles de l'honneur. Il fallait être aveuglé par la cupidité pour espérer que l'une ou l'autre partie exécuterait de bonne foi un accord fondé sur la subversion de toute foi et de tout principe. Une pareille convention ne pouvait enfanter que la guerre et non la paix, et, en effet, à peine la conquête du royaume de Naples était-elle achevée par les deux princes qui s'étaient ac-

cordés pour une trahison, qu'ils commencèrent à s'en disputer les provinces.

Le traité de partage de Grenade avait été fondé sur l'ancienne division du royaume de Naples en quatre provinces, dont deux avaient été allouées à chaque puissance. La Campanie comprenait ce que nous nommons aujourd'hui la terre de Labour et les deux principautés; l'Abruzze comprenait les deux Abruzzes modernes et le comté de Molise. C'étaient les provinces garanties à la France. La Pouille comprenait la Capitanate, la terre de Bari et celle d'Otrante; la Calabre comprenait la Basilicate et les deux Calabres modernes. Cependant cette ancienne division des provinces avait été changée par le roi Alfonse I[er]. Les provinces de la Capitanate et de la Basilicate, détachées, l'une de la Pouille, l'autre de la Calabre, n'étaient point désignées clairement par le traité de Grenade comme devant demeurer au roi d'Espagne. Quelques places de la première avaient été occupées sans réclamation au nom du comte de Ligny, à qui elles avaient été accordées par Charles VIII; d'ailleurs la Capitanate semblait ne pouvoir être séparée de l'Abruzze; le produit presque entier de ces deux provinces consistait dans les troupeaux voyageurs, qui broutaient en été les pâturages des hautes montagnes de l'Abruzze, et en hiver ceux des plaines brûlées de la Pouille[1].

Les hostilités commencèrent à Atripalda, dans la Basilicate; les Français s'y étaient établis, les Espagnols les y surprirent et les en chassèrent. Cependant ni les uns ni les autres n'étaient encore prêts pour une nouvelle guerre. Louis d'Armagnac, duc de Nemours, vice-roi de Naples, au nom de Louis XII, consentit à s'aboucher avec Gonzalve de Cordoue dans l'église

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. I, p. 199. — *Alfonso dè Ulloa Vita de' imp. Carlo V.* L. I, f. 18. *Venezia*, 1574, in-4o. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 274. — *Fr. Belcarii Comm.* Lib. IX, p. 253.

de Saint-Antoine, entre Attella et Melfi, pour régler les points sur lesquels ils étaient en différend. Ils convinrent que jusqu'à la décision de leurs deux monarques, en éclaircissement du traité, les villes contestées seraient gouvernées en commun par les deux vice-rois, que les drapeaux des deux nations y seraient arborés, et que la gabelle sur le passage des troupeaux, qui produisait cent mille ducats par année, et qui formait le revenu le plus net du royaume, mais qui aurait été perdue en entier pour les Français s'ils avaient renoncé à la Capitanate, serait partagée entre eux et les Espagnols par égales parts [1].

Cet arrangement favorable aux Français n'avait été accepté par Gonsalve que parce qu'il se sentait le plus faible. Il donna le temps d'écrire aux deux cours. Les deux rois confessèrent qu'ils ne connaissaient pas le pays, qu'ils n'avaient point prévu la difficulté qui se présentait; mais tous deux sentant bien que le maintien de la paix était impossible, au lieu de recommander à leur lieutenant de terminer le différend par un arrangement équitable, l'invitèrent à tirer le plus de parti qu'il pourrait des circonstances, et à expliquer à son avantage tout ce qui serait demeuré obscur. Tous deux voulaient la guerre, mais les Français furent les premiers prêts. 1502. — Aussi Nemours fit-il déclarer le 17 juin 1502 à Gonsalve que si celui-ci ne lui restituait pas la Capitanate, les Français se feraient justice à eux-mêmes par les armes; aussitôt après il attaqua Atripalda, il s'en empara de nouveau, et il commença en même temps les hostilités sur toute la ligne. Gonsalve, apprenant que les princes de Salerne et de Bisignano s'étaient déclarés pour les Français, et que tout le pays était en fermentation, s'échappa de nuit d'Atella, et se retira successivement sur Andria, Bitonto et Barlette; distribuant tout ce qu'il

[1] *Pauli Jovii de Vita magni Consalvi.* L. II, p. 201. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 18. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 275.

avait de troupes dans les places fortes, et abandonnant les campagnes aux incursions des Français [1].

Gonsalve de Cordoue avait fait choix de Barlette pour y rassembler son armée, y attendre les secours d'Espagne, et donner aux Français le temps de s'épuiser par une guerre de postes. Cette ville, bâtie par l'empereur Héraclius, au sud-est de l'embouchure du fleuve Ofanto, avait été souvent la résidence des plus anciens rois de Naples; son port était médiocre, il n'était point abrité contre tous les vents, et ses vieilles murailles n'étaient point terrassées. Mais Gonsalve y rassemblait ses plus braves soldats et les barons qui s'étaient déclarés pour l'Espagne. L'ancien parti aragonais lui était demeuré fidèle; il n'avait point partagé dans toute sa vivacité le ressentiment de Frédéric, et tandis que ce roi avait préféré de se livrer à la France plutôt que de se confier à son cousin, presque tous ceux qui l'avaient suivi dans son exil, et particulièrement Prosper et Fabrice Colonna, étaient alors auprès de Gonsalve. L'ancien parti d'Anjou, au contraire, s'était partout déclaré pour les Français, et il était plus puissant justement dans les provinces qui avaient été cédées à l'Espagne.

Dans le conseil de guerre que le duc de Nemours consulta sur son plan de campagne, André Mathieu d'Aquaviva, duc d'Adria, le plus distingué des barons angevins et dans les lettres et dans les armes, proposa d'assiéger Bari, la ville la plus florissante et le meilleur des ports que les Espagnols occupassent sur l'Adriatique. Il assurait que sa conquête entraînerait celle de Giovénazzo et de Bitonto et la révolte de toute la province. Mais Isabelle d'Aragon, fille d'Alfonse II, et veuve de Jean Galéaz Sforza, commandait à Bari, qui lui avait été donné pour apanage; et les généraux français ressentaient quelque répugnance à s'attaquer à une femme dont

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 276. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. II, p. 202. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V.* L. I, f. 18.

ils avaient détrôné le père et le mari, dont ils retenaient le fils prisonnier; à une femme qu'ils avaient rendue si malheureuse, et dont ils respectaient le caractère. Ives d'Allégre et La Palice déclarèrent qu'ils croyaient plus conforme au caractère des chevaliers français, et en même temps aux règles de l'art militaire, d'attaquer Gonsalve lui-même dans la ville où il s'était enfermé, de lui refuser le temps d'en augmenter les fortifications, et de profiter de l'impétuosité française pour mettre fin à la guerre sur la brèche même de Barlette[1].

Le duc de Nemours, qui n'avait ni des talents ni un caractère distingué, se décida, comme font le plus souvent les hommes médiocres, pour un parti moyen entre ceux qui lui étaient proposés; et, par une trompeuse prudence, il renonça aux avantages de l'un et de l'autre. En attaquant Bari, il craignit de laisser Gonsalve en liberté; en assiégeant Barlette, il craignit d'avoir à lutter avec les talents d'un grand général et la vigueur d'une nombreuse armée. Il se décida à former seulement le blocus de cette dernière ville. Louis d'Ars, Châtillon de Formant, et Chandieu ou Chandenier, commandant des Suisses, se rangèrent à son avis. D'Aubigny fut détaché avec un tiers de l'armée française pour envahir la Calabre. Il s'était fait aimer et respecter dans cette province pendant la précédente guerre par la justice et la douceur de son gouvernement; et en effet, aussitôt qu'il y fut rentré, les princes de Salerne et de Bisignano, de la maison de San-Sévérino, et le comte de Miléto se rangèrent sous ses drapeaux; toutes les villes, et même Cosenza, capitale de la province, ouvrirent leurs portes aux Français, et les accueillirent comme des libérateurs; les garnisons et les magistrats espagnols se re-

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. II, p. 203. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V.* Lib. II, f. 18.

tirèrent en Sicile, et d'Aubigny étendit sa domination jusqu'au détroit de Messine [1].

Pendant ce temps, le duc de Nemours prenait des positions autour de Barlette ; il s'emparait de tous les châteaux du voisinage, il cherchait à couper à Gonsalve les vivres et les communications avec le reste du royaume ; il ne conduisait ses troupes qu'à des escarmouches qui ne pouvaient rien décider, et il répétait la faute dans laquelle plus d'un général français est tombé, celle de laisser languir le soldat, de lui faire contracter de l'ennui et de l'impatience, et de dissiper ainsi sans fruit cette ardeur et cette impétuosité nationales qui lui auraient assuré la victoire.

Tandis que les deux généraux évitaient les batailles rangées et les actions meurtrières, l'un par prudence, et l'autre par impéritie, les deux armées, dont toute la cavalerie était composée d'une courageuse noblesse, changeaient la guerre en tournois et en défis pour des combats en champ clos. Les gendarmes français, en reconnaissant la bravoure de l'infanterie espagnole, méprisaient la cavalerie, qu'ils regardaient comme formée à l'école des Maures, et plus propre à caracoler qu'à combattre. Les Espagnols leur répondaient qu'à armes égales et en nombre égal, ils ne craignaient pas les Français. Un combat de onze chevaliers contre onze fut résolu. Du côté des Français on remarquait, parmi les champions, Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche, et François d'Urfé, seigneur d'Orose ; du côté des Espagnols, Diégo de Véra et Diégo Garcia de Parédès. Les Vénitiens, qui commandaient à Trani, et qui observaient une exacte neutralité entre les deux armées, accordèrent le champ clos, et nommèrent les juges du combat. Il devait se terminer au coucher du soleil, et ceux qui seraient renversés de leurs chevaux ou chas-

[1] *Pauli Jovii de Vita magni Consalvi*, Lib. II, p. 204. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V*, Lib. I, f. 19.

sés de la lice ne devaient plus y prendre aucune part. Dès le premier choc, sept Français furent renversés ou leurs chevaux tués; mais les quatre restants, savoir, Bayard, Orose, Torcy, lieutenant de La Palice, et Montdragon, s'enfermant comme dans un rempart derrière les chevaux de leurs compagnons, qui étaient couchés sur le champ de bataille, s'y défendirent avec tant de valeur et tant de constance qu'après six heures d'efforts inutiles, le soleil s'étant couché, les juges du combat séparèrent les combattants, et déclarèrent la gloire égale entre eux [1].

Les deux nations avaient arrêté un cartel pour les prisonniers, et elles se faisaient un point d'honneur de les traiter humainement. Don Alonzo de Sotomayor, qui avait été prisonnier du chevalier Bayard, se plaignit d'avoir été détenu par lui avec trop de sévérité. Bayard assurait qu'il ne l'avait resserré qu'après que Sotomayor eut tenté de s'évader malgré sa parole donnée. Les deux chevaliers vidèrent leur querelle dans un combat en champ clos où Sotomayor fut tué; et les Espagnols eux-mêmes applaudirent à la victoire du guerrier qu'ils respectaient; ils la considérèrent comme un jugement de Dieu contre leur compatriote [2].

Ces combats en champ clos, ces égards chevaleresques entre les guerriers des deux armées ne s'étendaient qu'aux gentilshommes; les fantassins roturiers n'en étaient pas traités avec moins de cruauté, les paysans n'en étaient pas dépouillés avec moins de barbarie. Cependant Gonsalve ajoutait chaque jour de nouvelles fortifications à Barlette; et Nemours, qui avait négligé de l'attaquer de vive force au premier moment, n'aurait plus pu désormais le faire avec aucune chance de succès. Il se contenta de soumettre les places envi-

[1] *Pauli Jovii Vita Consalvi*. L. II, p. 205. — Mémoires du chevalier Bayard. T. XV, ch. XXIII, p. 86. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 19. — [2] *Pauli Jovii Vita Consalvi*. Lib. II, p. 206.—*Arnoldi Ferroni*. Lib. III, p. 45.—Mém. de Bayard, Chap. XIX-XXII, p. 15 et seq. — *Alf. Ulloa*. L. I, f. 19.

romnantes, Cérignoles, l'ancien château de Géryon, qui avait résisté à Annibal, et où Zarate et d'Acunha commandaient aux Espagnols, et Canosa, dont Piétro Navarro avait entrepris la défense. L'un et l'autre siége fut soutenu avec bravoure : mais Gonsalve, reconnaissant que ces garnisons devaient enfin succomber, et ne voulant point s'exposer à perdre d'aussi bons officiers et d'aussi braves soldats, leur donna ordre d'évacuer ces deux villes, et de se retirer à Barlette[1].

Il y avait déjà plusieurs mois que Gonzalve contenait son armée dans les murs d'une ville pauvre, et qui lui offrait peu de ressources. La cour d'Espagne, avec sa lenteur ordinaire, n'avait encore rien fait pour le secourir. Il n'avait plus d'argent, plus d'habits, presque plus de vivres et plus d'armes pour ses soldats ; mais il avait su leur inspirer une telle affection, il avait si bien connu le caractère espagnol, et il avait mis si habilement à profit l'orgueil, la constance et la sobriété nationales, qu'au milieu de tant de privations, ses soldats ne donnèrent aucun signe d'impatience, d'indiscipline ou de découragement. Enfin un vaisseau de Sicile apporta à Gonsalve les blés dont il avait le plus pressant besoin ; un autre lui apporta de Venise des armes, des habits, des souliers, dont sa troupe était absolument dépourvue : il acheta tous ces objets sur le crédit d'Isabelle d'Aragon et des plus riches marchands de Bari ; et tandis qu'il était absolument sans argent, il persuada à ses guerriers qu'un coffre qu'il leur montrait était encore plein d'or, et qu'il le réservait pour leur payer leur solde le lendemain de la bataille[2].

La campagne tout entière de 1502 se consuma de cette manière. Cependant le duc de Nemours, avant de distribuer ses troupes dans leurs quartiers d'hiver, les ramena au pied des

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 207. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V.* L. I, f. 20. — [2] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 209. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V.* L. I, f. 20. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 295.

murs de Barlette, et invita Gonsalve par un héraut d'armes à venir se mesurer avec lui en rase campagne. Gonsalve le remercia de son offre, mais il lui fit dire qu'il aurait plus d'obligation encore à Nemours s'il obtenait de lui d'attendre sa propre convenance, d'autant plus que ce n'était pas son usage de prendre conseil de son ennemi sur le moment où il était opportun de se battre ou de ne se battre pas. Nemours, satisfait d'avoir terminé la campagne par cette bravade, se retira vers Canosa, et ne conservant aucune crainte d'un ennemi qui refusait le combat, il marcha dès lors avec peu d'ordre, laissant ses bataillons s'écarter à une grande distance l'un de l'autre. Tout à coup Diégo de Mendoza, qui l'avait suivi avec Prosper Colonna, tomba sur l'arrière-garde, l'enveloppa avec sa gendarmerie italienne, et lui fit un grand nombre de prisonniers [1].

Parmi ceux-ci se trouvait Charles Hennuyer de la Mothe, officier français distingué qui, avec ses compagnons d'infortune, fut invité le lendemain à un festin chez Mendoza, dont il était prisonnier. Le capitaine espagnol, en rendant justice à la valeur française, attribua tout le succès du combat de la veille à l'intrépidité et à la précision des manœuvres de la cavalerie italienne commandée par Prosper Colonna. Les Français voulaient bien partager avec les Espagnols la palme de la valeur; mais être comparés aux Italiens leur paraissait un affront intolérable. La Mothe se récria sur ce que les Italiens, tant de fois vaincus, ne pouvaient avec aucune sorte d'armes, dans aucune sorte de combats, être égalés aux Français. Il ne se refusa point à répéter le lendemain, et de sang-froid, ces paroles injurieuses devant Prosper Colonna, qui l'avait interpellé pour le faire, et qui en réponse lui donna un démenti. L'honneur des deux nations parut intéressé à cette querelle

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 218. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 20 v.

privée; les deux généraux consentirent à en appeler solennellement à la décision des armes. Treize Italiens et treize Français, armés de toutes pièces, durent se rencontrer en champ clos pour combattre à outrance. Le champ fut choisi à égale distance entre Barletta, Quadrata et Adria; on lui donna un huitième de mille en carré, et il fut marqué simplement avec un sillon de charrue; cependant il fut convenu que, quiconque serait poussé hors de cette enceinte serait reconnu pour vaincu, et ne pourrait plus prendre part à la bataille. Les deux généraux en chef, qui avaient consenti à une trève, s'étaient avancés avec les deux armées rangées en bataille pour la garde du champ clos. Les champions avaient été choisis avec soin, mais surtout du côté italien, l'honneur national y paraissant plus particulièrement intéressé. Aux termes du défi de la Mothe, chaque parti devait s'armer à sa volonté, et comme il croirait devoir le faire pour son avantage, en sorte que les armes n'étaient point égales. Les Italiens avaient des lances plus longues d'un pied, et ils avaient de plus planté sur le champ de bataille deux épieux en réserve pour l'usage des cavaliers qui se trouveraient démontés. Les vaincus devaient demeurer prisonniers des vainqueurs, à moins qu'ils ne se rachetassent chacun au prix de cent écus d'or. 1583.— Ce combat, auquel les Italiens attachèrent plus d'importance qu'à aucune bataille rangée, fut livré le 13 février 1503. Leurs champions avaient été choisis parmi les gendarmes de Prosper Colonna; mais celui-ci avait eu soin d'en prendre quelqu'un dans chacune des régions de l'Italie. Les vœux des généraux, de l'armée, du peuple, les accompagnèrent; et l'on ne doit pas s'étonner qu'une nation opprimée, bien plus divisée que vaincue, et qui répandait tout son sang pour les étrangers, sans trouver l'occasion de le verser pour sa propre indépendance, ait embrassé avec ardeur une chance de sauver son honneur, lorsque tout le reste était perdu, ou qu'elle ait accueilli avec

des transports de joie et d'enthousiasme les champions qui le défendirent. Ces champions furent victorieux. Au lieu de donner carrière à leurs chevaux, comme leurs adversaires, ils les attendirent de pied ferme, et les trompant ainsi sur l'espace qu'ils devaient parcourir, ils les mirent en désordre. Quelques chevaux français s'emportèrent, passèrent le sillon, et leurs cavaliers furent exclus du combat. D'autres cavaliers furent renversés par les lances plus longues des Italiens, sans pouvoir les atteindre à leur tour. Deux cavaliers italiens, démontés au premier choc, saisirent les épieux mis en réserve, et abattirent plusieurs chevaux français. Un seul Français fut tué : ses camarades, renversés les uns après les autres, se rendirent successivement aux Italiens, qui les faisaient prisonniers, et après une lutte obstinée, ils se reconnurent pour vaincus, et furent emmenés en triomphe à Barlette ; aucun d'eux n'avait apporté les cent écus convenus pour sa rançon, parce qu'aucun n'avait cru à la possibilité de sa défaite [1].

1501. — Tandis que les généraux français conservaient leur supériorité dans le royaume de Naples, plus par l'avantage du nombre que par celui des talents, leurs frères d'armes n'étaient pas sans inquiétude dans le duché de Milan. Les fils de Louis-le-Maure s'étaient réfugiés auprès de Maximilien, roi des Romains. Ce prince avait épousé leur cousine, il était lié par l'amitié aussi bien que par des traités avec leur père ; il avait de tout temps ressenti contre la France une jalousie qui n'attendait que l'occasion pour éclater. Il n'avait point reconnu les prétentions de la maison d'Orléans, il refusait à Louis XII l'investiture du duché de Milan, et par ce refus, suivant le droit féodal, il invalidait sa conquête. Le ministère

[1] Tous les historiens italiens ont parlé de ce combat avec une complaisance marquée et de longs détails. *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 296-298. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. L. II, p. 211-214. — *Ejusd. Vita di Pompeo Colonna*. p. 354. — *Summonte Istor. di Napoli*. L. VI, cap. IV, p. 542-552. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 21. — *Arnoldi Ferroni*. L. III, p. 47.

français n'avait jamais pu obtenir de Maximilien que des trèves de quelques mois ; il les avait toutes achetées à prix d'argent. Il craignait à toute heure que l'empereur n'envahît la Lombardie et ne mît le royaume de Naples en danger. Le cardinal d'Amboise, premier ministre de Louis XII, était déterminé à ne rien épargner pour conserver la paix avec Maximilien ; il se rendit à Trente, pour avoir avec lui une conférence. Louis XII n'avait pas de fils ; Amboise offrit la fille de ce roi, madame Claude de France, en mariage au petit-fils de Maximilien, Charles, fils de Philippe et de Jeanne de Castille, qui venait à peine de naître. Ces deux époux enfants devaient avoir pour apanage le duché de Milan, dont Maximilien donnerait l'investiture. Philippe, souverain des Pays-Bas, avait été éclairé par l'intérêt de ses industrieux sujets ; il désirait conserver la paix avec la France, et il se chargeait avec zèle du rôle de médiateur entre Maximilien son père, et Louis XII son redoutable voisin. La négociation, entamée longtemps avant la conférence de Trente, semblait donc en bon train : le cardinal d'Amboise y avait joint le projet de réformer l'église dans son chef et dans ses membres, et il croyait par là s'ouvrir une voie au souverain pontificat : aussi se rendit-il facile sur toutes les conditions accessoires, et promit-il entre autres la mise en liberté de Louis Sforza, du cardinal Ascagne et de tous les prisonniers milanais. Mais la question principale n'était pas facile à régler. Louis XII pouvait encore avoir un fils, et il ne voulait pas le déshériter par avance en faveur de sa fille. Jamais l'empereur ne voulut consentir à la réserve que Louis voulait faire de ce droit contingent ; et la conférence fut rompue, sans autre résultat que d'avoir prolongé la trève de quelques mois [1].

1502. — Cependant Maximilien, qui se croyait appelé à

[1] *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 271.

faire revivre tous les droits des maisons de Saxe ou de Hohenstauffen sur l'Italie, y envoya deux ambassadeurs, le marquis Hermès Sforza et le prévôt de Brixen, pour revendiquer les prérogatives de ses prédécesseurs. Ils firent leur entrée à Florence le 21 février 1502. Ils exposèrent à la seigneurie que leur maître se préparait à venir prendre la couronne impériale à Rome pour aller ensuite combattre les Turcs : il demandait à leur république, comme membre de l'empire, et en conséquence de ses antiques obligations, de payer cent mille florins pour les frais de l'expédition, moitié comptant, et moitié au passage du monarque ; et à ce prix il se déclarait prêt à mettre en oubli la prédilection que les Florentins avaient toujours montrée pour la maison de France [1].

Les Florentins désiraient fort peu traiter avec Maximilien, surtout à des conditions si onéreuses ; mais le bruit seul de cette négociation leur fut avantageux. Louis XII, depuis la malheureuse expédition de M. de Beaumont, ne leur avait point pardonné les torts qu'il avait eus lui-même : il leur avait retiré sa protection, et les avait abandonnés aux intrigues du duc de Valentinois. Il craignit enfin que les Florentins délaissés ne cherchassent dans Maximilien un nouveau protecteur ; il consentit, le 16 avril, à signer avec eux un traité par lequel, moyennant un subside annuel de quarante mille florins, il garantissait pendant trois ans leurs possessions actuelles, les laissant à leurs propres efforts pour recouvrer celles qu'ils avaient précédemment perdues [2].

La protection de la France, quoiqu'elle n'obligeât celle-ci à aucun effort, était pour la république une puissante sauvegarde, et la garantissait des attaques ouvertes de César Borgia, qui, entourant déjà sa frontière, et tenant sous les armes une

[1] *Fr. Guicciardini.* L. V. p. 273. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 127.—*Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 265.—[2] *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 266.—*Jacopo Nardi.* L. IV, p. 128. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 270.

redoutable gendarmerie, menaçait à toute heure son existence même. Borgia, maître de la Romagne, arbitre suprême de tout l'État de l'Église, venait encore de fortifier sa maison par une puissante alliance. Le 4 septembre 1501, il avait fait épouser sa sœur Lucrèce à Alfonse, fils aîné du duc de Ferrare; et, le 5 janvier 1502, Lucrèce était partie de Rome pour sa nouvelle cour [1].

Le duc de Ferrare avait vu César Borgia attaquer successivement tous les vicaires pontificaux; il l'avait vu secondé par la France, ménagé par les Vénitiens et ne trouvant d'obstacle nulle part. Il ne savait point si son tour à lui-même n'allait pas bientôt venir; et il se mit avec empressement à l'abri des attaques d'un voisin si puissant en même temps et si perfide, par une alliance que l'illustre maison d'Este devait, il est vrai, trouver bien honteuse. Lucrèce Borgia, toute jeune qu'elle était, avait déjà été mariée trois fois. Son père, avant d'être parvenu au pontificat, l'avait donnée à un gentilhomme napolitain, lorsqu'elle n'était point encore nubile. Mais, après avoir été fait pape, il prononça son divorce, pour la marier à Jean Sforza, seigneur de Pésaro. Bientôt les Borgia trouvèrent que l'alliance d'un si petit prince n'était plus assez brillante pour eux; et le pape prononça, en 1497, un second divorce, pour marier sa fille, l'année suivante, à Alfonse d'Aragon, duc de Biséglia, prince de Salerne, et fils naturel d'Alfonse II de Naples [2]. Sur ces entrefaites, le royaume de Naples fut conquis par les Français: le prince de Biséglia, qui n'avait que dix-sept ans au moment de son mariage, au lieu d'être le neveu d'un grand roi, ne fut plus que celui d'un proscrit. Les Borgia n'avaient jamais prétendu être fidèles à ceux que la fortune abandonnait. Le 25 juillet 1501, le troi-

[1] *Diario Ferrarese*. T. XXIV, p. 397-405. — *Petri Bembi Hist. Venetæ*. L. VI, p. 128. — *Burchardi Diar. Curiæ Rom*. p. 2133 et 2136. — [2] *Burchardi Diar. Curiæ Romanæ*. p. 2696.

sième époux de Lucrèce fut assassiné sur l'escalier de la basilique de Saint-Pierre. Toutes poursuites furent interdites contre ses meurtriers, et comme il ne mourait pas assez tôt de ses blessures, il fut étranglé dans son lit le 18 août[1]. Les désordres de la vie privée de Lucrèce passaient encore le scandale de ses mariages et de ses divorces : le public l'accusait d'avoir été la maîtresse de son père et de ses frères ; on l'avait vue présider au repas honteux de courtisanes et aux fêtes scandaleuses par lesquelles Alexandre souillait le Vatican : au lieu de tournois elle y instituait des luttes de libertinage ; elle jugeait par ses yeux des combats, et elle distribuait des prix aux vainqueurs[2].

Lucrèce porta cent mille ducats de dot à son époux, la cession de quelques fiefs ecclésiastiques en Romagne, et la protection du pape pour la maison d'Este, qui valait plus que tous ces avantages. En retour, l'alliance du duc de Ferrare couvrait le nouveau duché de Romagne sur la frontière par laquelle il était le plus vulnérable, et elle laissait à César Borgia la possibilité de tourner toutes ses forces et toute son attention vers la Toscane et l'Ombrie. Il partit de Rome le 13 juin 1502, pour se rapprocher de ces provinces[3].

Dès le 1er mai de l'année précédente, le pape avait prononcé en consistoire une sentence contre Jules César de Varano, seigneur de Camérino, par laquelle, en punition du meurtre de son frère Rodolphe et de l'asile qu'il avait accordé aux exilés et aux rebelles de l'État de l'Église, Varano était privé de son fief, et la petite principauté de Camérino était réunie à la chambre apostolique[4]. Le duc de Valentinois, arrivé sur les frontières de Pérouse, annonça qu'il voulait mettre cette sentence à exécution. Il envoya le duc de Gravina Orsini, et

[1] *Buchardi Diar.* p. 2122, 2123. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 126. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1501, § 21, p. 511. — [2] *Burchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2134. — [3] *Ibid.* p. 2138. — [4] *Raynaldi Annal. eccles.* 1501, § 17, p. 508.

Olivérotto de Fermo ses lieutenants, ravager la marche de Camérino. En même temps il demanda à Guid'Ubaldo de Montéfeltro, duc d'Urbin, de lui prêter ce qu'il avait d'hommes d'armes et d'artillerie. Guid'Ubaldo, qui n'avait aucun différend avec le pontife, et aucun motif de défiance, s'empressa d'obéir, pour ne pas se compromettre avec un si redoutable voisin. Mais Borgia s'étant fait livrer tous les moyens de défense du duc, conduisit à l'improviste ses troupes dans le duché d'Urbin, et s'empara le même jour de Cagli, une des quatre villes de cet état. Guid'Ubaldo, épouvanté, s'enfuit sans faire aucune résistance; il se retira à Ravenne, en habit de paysan, et de là il passa à Mantoue: son petit-fils François-Marie de la Rovère, préfet de Rome et seigneur de Sinigallia, s'enfuit en même temps, et César Borgia ne trouva aucun obstacle à réduire en sa puissance tout le duché d'Urbin, à la réserve des forteresses de San-Lé et de Maiolo [1].

C'est ici une des occasions assez rares où l'existence de la république de San-Marino est remarquée par les historiens. Deux villages vers le sommet de la montagne du Titan composent tout ce petit état, qui s'était conservé libre jusqu'alors, mais sous la protection du duc d'Urbin. Les habitants, effrayés de la ruine de leur protecteur, offrirent aux Vénitiens de se donner à eux s'ils voulaient les défendre contre César Borgia; mais les Vénitiens n'osèrent pas les accepter. Borgia, d'autre part, leur demanda seulement de recevoir un podestat de ses mains; les citoyens de San-Marino y consentirent; ils profitèrent ensuite des premières révolutions de la Romagne pour se mettre en liberté [2].

Pendant que Valentinois conquérait le duché d'Urbin et

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 278. — *Burchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2138. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VI, p. 130. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 132. — *Ist. di Giov. Cambi.* p. 179. — [2] *Petri Bembi Hist. Veneta.* Lib. VI, p. 130. — *Mecchiore Delfico Memorie Storiche di San-Marino.* Cap. VI, p. 175.

surveillait les révolutions qui éclataient en Toscane, son lieutenant Vitellozzo Vitelli, seigneur de Città di Castello, avait lié une conspiration avec quelques citoyens d'Arezzo, pour se faire livrer cette ville. Guillaume des Pazzi, qui était commissaire de la république florentine, la découvrit et fit arrêter deux des plus coupables ; mais le parti des rebelles était plus nombreux qu'il ne l'avait supposé ; toute la ville prit les armes pour les délivrer ; le commissaire lui-même fut à son retour fait prisonnier avec tous ses officiers ; les Arétins proclamèrent ce même jour, 4 juin 1502, le rétablissement de leur ancienne république, et ils entreprirent le siége de leur citadelle [1].

Cosimo des Pazzi, évêque d'Arezzo, et fils du commissaire, s'était enfermé dans cette forteresse ; il fit demander en hâte des secours à Florence, mais ceux des rebelles étaient plus rapprochés : Vitellozzo Vitelli entra presque aussitôt dans Arezzo avec les gendarmes de Città di Castello. Jean-Paul Baglioni, seigneur de Pérouse le suivit de près, conduisant avec lui Fabio, fils de Paul Orsini, et les deux Médicis, Pierre et son frère le cardinal, toujours prêts à s'engager avec tous les ennemis de leur patrie. Pandolfe Pétrucci leur envoya de Sienne de l'argent et de l'artillerie, et le 18 juin, la citadelle d'Arezzo, qui n'avait pu être secourue, se rendit à eux [2].

Tous les capitaines qui avaient concouru à la révolte d'Arezzo, Vitellozzo, les Orsini, Baglioni et Pétrucci, étaient à la solde du duc de Valentinois ; et si celui-ci n'avait pas eu de part au complot, du moins il semblait se tenir prêt pour en recueillir les fruits : mais comme il était sur le point d'entrer en Toscane, il reçut communication du traité de protection, signé le 16 avril, entre le roi de France et la république, et

[1] *Jacopo Nardi, Istor. Fior.* L. IV, p. 129. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 177. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 267. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 275. — *Burchardi Diar.* p. 2128. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 130. — *Orlando Malavolti Stor. di Siena.* P. III, L. VI, f. 108 v.

une prohibition formelle de Louis XII de molester les Florentins. Il se crut obligé d'obéir, du moins en apparence, et il se contenta de faire passer secrètement à Vitellozzo tous les gendarmes dont il pouvait disposer [1]. En même temps, il tourna ses forces du côté de Camérino ; il entra dans cette ville par surprise ; il se rendit maître de la personne de Jules César de Varano et de deux de ses fils, et il les fit aussitôt étrangler [2].

Vitellozzo cependant avait sous ses ordres huit cents hommes d'armes et trois mille fantassins ; il prenait le titre de général de l'armée de l'église, et il poursuivait la guerre contre Florence. Comme toutes les moissons étaient sur pied, les paysans, de peur de les exposer à être brûlées, n'osaient faire aucune résistance : aussi Vitellozzo ne trouva-t-il point de difficulté à se rendre maître de Monté San-Sovino, de Castiglione Arétino, de Cortone, et de toutes les places fortes du Val de Chiana [3]. S'il avait poussé immédiatement dans le Casentin, il serait parvenu jusqu'aux murs de Florence : aucune armée n'était prête pour lui résister ; les fantassins rassemblés à Quarata, au moment de la révolte d'Arezzo, avaient été frappés d'effroi par la reddition des châteaux du Val de Chiana, et ils s'étaient tous dissipés. Mais Vitellozzo se souciait fort peu de rétablir les Médicis à Florence, tandis qu'il pouvait espérer de garder toute conquête qu'il ferait dans le voisinage de son petit état de Città di Castello. Au lieu donc d'avancer, il planta ses batteries d'abord devant Anghiari, et ensuite devant Borgo San-Sepolcro, et il se rendit maître de ces deux places. Les Florentins d'autre part avaient recouru

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 277.—*Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. IV, p. 132.—*Orlando Malavolti*, *Stor. di Siena*. P. III, L. VI, f. 109. — *Paulo Giovio Vita di Leone X*. L. I, p. 79. — *Fr. Belcarii Comment*. L. IX, p. 254. — [2] *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 279.— *Burchardi Diarium*. p. 2141. — *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 268. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 134. — [3] *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. IV, p. 131. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 178. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 267.

dès le commencement de cette guerre à Chaumont d'Amboise, gouverneur du Milanais, pour lui demander les secours auxquels Louis XII était obligé. Déjà deux cents lances françaises, commandées par le capitaine Imbault, étaient arrivées à Florence; deux cents autres approchaient. Vitellozzo, qui venait de faire sommer le château de Poppi, averti de leur approche, se retira immédiatement, et s'enferma dans Arezzo[1].

Vitellozzo ne s'était point engagé dans cette entreprise sans l'agrément du duc de Valentinois; mais dès que celui-ci avait vu qu'elle excitait réellement la colère du roi de France, que les plaintes élevées par l'Italie entière contre lui avaient ébranlé Louis XII à son arrivée à Asti, et l'avaient enfin déterminé à mettre des bornes à l'ambition de son protégé; que ce roi avait envoyé à Parme Louis de La Trémouille, avec deux cents lances et un gros train d'artillerie, qu'il y faisait marcher trois mille Suisses, et qu'il s'apprêtait à forcer au repos les capitaines trop turbulents de l'État de l'Église, le duc de Valentinois se hâta de désavouer son lieutenant : il le menaça même de l'attaquer de son côté à force ouverte; et Vitellozzo, qui savait bien qu'il n'avait à attendre de son patron ni pitié ni bonne foi, qui venait de voir par l'exemple du duc d'Urbin et du seigneur de Camérino, jusqu'où pouvaient aller sa cruauté et sa perfidie, tremblait d'être sacrifié par lui. Pour sortir avec quelque honneur de son expédition, il se hâta de traiter avec le capitaine Imbault; il lui remit, le 1er août, Arezzo et tout ce qu'il avait conquis en Toscane, se soumettant au jugement du roi de France sur le sort de la province[2].

La colère de Louis XII contre César Borgia semblait an-

[1] *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 279.—*Jacopo Nardi*. L. IV, p. 131. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 267. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*. Lib. I, p. 80. — *Fr. Belcarii*. Lib. IX, p. 255. — [2] *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 280. — *Macchiavelli de' Discorsi sopra Tito-Livio*. Lib. I, cap. 38, p. 167. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior*. L. IV, p. 135. — *Istor. di Giov. Cambi*. L. XXI, p. 180. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 268.

noncer une révolution rapide dans l'État de l'Église; tous les ennemis de cet homme cruel et perfide, toutes les victimes échappées à ses précédentes trahisons, tous ceux qui craignaient d'y succomber bientôt, s'étaient réunis à Asti auprès du roi de France, pour le solliciter de délivrer, et du père et du fils, l'église ainsi que l'humanité. Mais de leur côté, Alexandre et César Borgia ne restaient point inactifs. Ils envoyaient auprès de Louis et du cardinal d'Amboise leurs négociateurs les plus habiles. Ils savaient que ce cardinal aspirait au souverain pontificat, que pour s'y élever il avait besoin de faire entrer de nouvelles créatures à lui dans le sacré collége; et Alexandre VI lui promit en effet de faire une promotion toute de son choix : il lui confirma pour dix-huit mois le titre de légat *a latere* en France, et il flatta sa vanité en lui faisant jouer le rôle de protecteur de l'église. Le cardinal d'Amboise, gagné par les Borgia, représenta alors à Louis XII qu'il ne pouvait placer aucune confiance dans ses négociations avec Maximilien; que les prétentions de quatre cantons sur Bellinzona pouvaient amener une brouillerie avec tout le corps helvétique; que la guerre de Naples avec les rois d'Espagne pouvait devenir inquiétante; que les Vénitiens, toujours occupés de la guerre des Turcs, voyaient les progrès de la France avec jalousie; que le pape et son fils étaient enfin les seules puissances de l'Italie qui eussent une armée, un trésor, et une position digne d'être achetée. Aussitôt que César Borgia sut que Louis XII s'était laissé apaiser par ces considérations politiques, il partit en poste de Rome, le 3 août 1502, et il se rendit à Milan auprès du roi[1]. Louis XII l'y reçut avec des honneurs et des témoignages d'affection désespérants pour ceux qui avaient imploré justice contre lui. L'alliance entre la France et la maison Borgia fut confirmée; les troupes françai-

[1] *Burchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2142. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 136. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. IX, p. 256.

ses envoyées en Toscane furent rappelées; la république de Sienne et Pandolfe Pétrucci, en payant quarante mille ducats, furent reçus de nouveau sous la protection de la France; deux mille Suisses et deux mille Gascons reçurent ordre de passer dans le royaume de Naples, pour y joindre le duc de Nemours; et Louis XII, content d'avoir réglé ainsi les affaires d'Italie, en repartit au mois de septembre, pour retourner en France[1].

Les conditions de la nouvelle alliance de Valentinois avec le roi ne furent connues qu'après le départ de celui-ci; mais elles excitèrent une indignation universelle. Louis XII, s'associant aux perfidies du fils du pape, lui prêtait trois cents lances françaises pour les continuer. Il n'avait point réclamé en faveur du prince de Piombino et du duc d'Urbin, tous deux ses alliés, et qui tous deux avaient fourni leurs petits contingents à ses armées. Il était de même l'allié de Jean Bentivoglio, et il avait reçu en argent le prix de la protection qu'il lui avait promise : cependant il le sacrifiait à son tour à Valentinois. Les trois cents lances qu'il prêtait à celui-ci devaient être employées contre Bologne, Pérouse et Città di Castello, pour en chasser Bentivoglio, Jean-Paul Baglioni, et Vitellozzo Vitelli[2].

On ne savait point si la république florentine avait été également abandonnée par le roi à la cupidité de César Borgia; mais le traité qui l'unissait à Louis XII, et qu'elle avait regardé jusqu'alors comme faisant sa sûreté, n'était pas plus précis ou plus sacré que ceux du prince de Piombino, du duc d'Urbin, de Jean Bentivoglio, qu'on voyait Louis fouler aux pieds. D'ailleurs on savait qu'Alexandre VI et son fils s'étaient accusés de pusillanimité pour n'avoir pas poussé plus vivement leurs avantages contre les Florentins; ils se tenaient pour as-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. V; p. 282. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 138. — *Agost. Giustiniani.* L. VI, p. 25?. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 283.

surés, par la connaissance qu'ils avaient acquise de la cour de France, que cette cour pardonnerait toujours les choses faites, et que s'ils avaient attendu de traiter avec elle, après s'être rendus maîtres de Florence, ils n'auraient pas eu plus de peine à faire leur paix qu'ils n'en avaient eu en ménageant cette ville [1].

Les Florentins avaient été remis en possession au mois d'août de toutes les villes et les châteaux que Vitellozzo leur avait enlevés; mais ils n'avaient dû cette restitution qu'à une protection étrangère, tandis que leurs revers donnaient la mesure de leur faiblesse. Épuisés depuis huit ans par la guerre de Pise, cette plaie intérieure rongeait sans cesse leurs finances, en même temps qu'ils souffraient, avec tout le reste de l'Italie, de l'invasion des étrangers et de toutes les calamités publiques. Le roi, ayant témoigné qu'il les verrait avec déplaisir prendre à leur solde le marquis de Mantoue, qu'il regardait comme son ennemi, ils n'avaient engagé ni ce capitaine, ni aucun autre, par égard pour cette insinuation, et ils restaient presque désarmés [2].

A ces dangers extérieurs se joignaient pour les Florentins ceux qui venaient de l'instabilité de leur propre gouvernement. Depuis qu'il n'y avait plus de balie, plus d'élections faites à la main, plus de faction en dehors de l'administration qui gouvernât secrètement les magistrats, depuis que ceux-ci étaient choisis tous les deux mois par les suffrages du grand conseil, l'on sentait beaucoup plus vivement l'inconvénient de n'avoir dans l'état aucune autorité stable. La politique extérieure avait entièrement changé de nature : elle était concentrée dans le cabinet d'un petit nombre de princes absolus; elle demandait du secret, de la finesse, une connaissance personnelle des hommes et des ministres; elle exigeait l'emploi,

[1] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 284. — *Macchiavelli, della natura de' Francesi.* T. III Opera, p. 195. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 284.

non de bons citoyens, mais de diplomates. Les puissances étrangères ne cessaient de reprocher aux Florentins ce renouvellement continuel de leur administration, qui ne permettait point de les initier dans les mystères de la politique. Le duc de Valentinois et le roi de France, dans leurs négociations avec la seigneurie, avaient plusieurs fois objecté que, lui confier leurs secrets, c'était les rendre publics : les partisans des Médicis n'avaient pas d'autre prétexte à faire valoir, pour recommander le rétablissement de la tyrannie. Les amis de la liberté sentirent de leur côté que dans une crise aussi fâcheuse, ils devaient donner quelque chose de plus stable à leur gouvernement. Alamanno Salviati, l'un des prieurs, proposa à la seigneurie de mettre à la tête de la république un gonfalonier à vie, comme l'était le doge de Venise; de loger ce gonfalonier au palais, avec un traitement de cent ducats par mois; de lui donner le droit d'intervenir à tous les conseils et à tous les tribunaux, et le partage de l'initiative avec le *proposto* journalier de la seigneurie; mais de déclarer, en même temps, que ces hautes fonctions ne le mettraient point à l'abri d'un jugement capital, s'il était rendu contre lui par le tribunal suprême des huit de balie. Cette proposition, approuvée d'abord par la seigneurie et les colléges, reçut, le 19 août 1502, la sanction du grand conseil [1].

Au moment où cette loi fut portée, les vœux du peuple n'étaient encore arrêtés sur aucun individu; mais le grand conseil, où se réunirent plus de deux mille citoyens, consulté par un scrutin secret, présenta trois candidats pour cette haute dignité, le juge Antonio Malegonnelle, Giovacchino Guascone et Piéro Sodérini. Le dernier, dans un second tour de scrutin, réunit seul la pluralité absolue, et fut proclamé le 22 septembre, quoiqu'il ne dût entrer en fonctions

[1] *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 181. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. V, p. 138. — *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 269.

que le 1er novembre. C'était un homme d'un âge mûr, d'une fortune indépendante, d'une famille illustre, d'une réputation intacte. Il n'avait point d'enfants, en sorte qu'on n'avait pas lieu de craindre qu'une ambition de famille ralentît ses efforts pour le bien de tous [1]. Peu de temps auparavant, on avait aussi réformé l'ordre judiciaire à Florence. Une loi du 15 avril 1502 avait supprimé les offices de podestat et de capitaine de justice, et fondé la rote florentine; on l'avait composée de cinq juges, dont quatre devaient être d'accord pour porter une sentence. On avait conservé cependant le titre de podestat pour le donner au président de ce tribunal. Chacun de ses membres exerçait cette fonction à tour de rôle pendant six mois; cette rotation a fait donner aux tribunaux, en Italie, le nom de *ruota*, roue [2].

Après avoir affermi, par ses réformes intérieures, la stabilité de leur gouvernement, les Florentins se mirent en mesure de se défendre: ils obtinrent de Louis XII cent cinquante lances françaises dont ils payèrent la solde; et en même temps ils envoyèrent Jean-Victor Sodérini en ambassade à Rome, et Nicolas Macchiavel, l'historien, à Imola, auprès du duc de Valentinois, pour savoir jusqu'à quel point ils pouvaient compter sur la durée de la paix [3].

Les vicaires pontificaux et les condottiéri, contre lesquels le duc de Valentinois avait déclaré qu'ils voulait conduire son armée et les troupes que la France lui avait prêtées, étaient tous ennemis secrets ou déclarés de la république florentine: tous, d'autre part, au commencement de cette année, étaient encore à la solde de Borgia, et longtemps ils avaient servi d'instruments à sa politique. Les Florentins pouvaient donc craindre, ou que leur discorde apparente ne fût qu'une ruse

[1] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 281. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 183.—*Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 269. — [2] *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 172. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVIII, p. 270. — [3] *Jacopo Nardi. Ist. Fior.* L. IV, p. 180.

destinée à tromper leurs voisins, ou que leur réconciliation ne s'opérât aux dépens de la république. Mais ces capitaines connaissaient mieux eux-mêmes le danger qu'ils couraient. Borgia avait déclaré qu'il voulait ramener Bologne, Pérouse et Città di Castello à l'obéissance de l'église ; c'était annoncer qu'il voulait s'emparer de ces villes, et faire périr les familles de leurs seigneurs, comme il avait fait périr celles de Varano et de Manfrédi. Les Orsini, unis intimement aux Vitelli, comprenaient que leur tour ne tarderait pas à venir. Pandolfe Pétrucci se sentait enlacé de tous les côtés par les conquêtes de Valentinois, qui, maître de la Romagne, de l'Ombrie et du Patrimoine, fortifiait encore Piombino. Ces capitaines de Borgia avaient les mêmes droits que Vitellozzo à sa reconnaissance; mais ils ne pouvaient plus douter que la reconnaissance fût sans influence sur son âme. Les Vitelli, Orsini et Pétrucci, qui voyaient l'orage prêt à fondre sur eux, se réunirent donc secrètement à la Magione, dans l'état de Pérouse, pour se mettre de concert en état de défense. La plupart d'entre eux étaient encore à la solde de César Borgia ; mais ils avaient eu soin de faire retirer en lieu sûr leur gendarmerie ; et par le compte qu'ils en firent, ils virent qu'ils étaient en état de réunir immédiatement sept cents hommes d'armes, quatre cents arbalétriers à cheval, et neuf mille fantassins. Ils occupaient d'ailleurs tout le pays situé entre la Romagne et Rome; et ils espéraient pouvoir couper toute communication entre César Borgia et son père [1].

On voyait, à la diète de la Magione, le cardinal Orsini, qui avait bravé la défense du pape pour se rendre à Milan auprès de Louis XII, et qui n'osait plus retourner à Rome ; Paul Orsini, son frère, qui était maître d'une grande partie du Patrimoine de Saint-Pierre ; Vitellozzo Vitelli, seigneur de

[1] *Fr. Guicciardini*, L. V, p. 284.

Città di Castello; Jean-Paul Baglioni, seigneur de Pérouse; Hermès Bentivoglio, qui représentait son père, Jean, seigneur de Bologne; Antonio de Vénafro, ministre et confident de Pandolfe Pétrucci, seigneur de Sienne; enfin Olivérotto, qui, par une perfidie exécrable, venait de se rendre maître de la seigneurie de Fermo et de sa Marche[1]. Demeuré orphelin dès sa plus tendre enfance, il avait été élevé par Jean de Fogliani, son oncle maternel, et traité avec toute la tendresse qu'aurait pu avoir un père pour un enfant chéri. Fogliani, voulant le faire entrer dans la carrière militaire, l'avait placé auprès de Vitelli, où Olivérotto se distingua. Après la mort de Paul, il fut compté entre les plus habiles et les plus entreprenants des lieutenants de Vitellozzo; enfin l'expédition de Borgia contre Camérino le ramena sur les frontières de sa patrie . il écrivit alors à Fogliani qu'il désirait revoir la maison paternelle et s'y montrer avec les honneurs qu'il avait acquis à la guerre, en se faisant accompagner par cent de ses cavaliers. Fogliani obtint pour lui la permission de les introduire dans la ville; il lui ménagea l'accueil le plus flatteur; il le logea chez lui avec toute sa troupe; et peu de jours après il donna, pour lui faire honneur, un repas à toute la magistrature de Fermo. Au milieu de ce repas, Olivérotto fit entrer les soldats qui l'avaient suivi, fit massacrer Fogliani et tous ses convives, fit assiéger la seigneurie qui était demeurée au palais, et la força à le reconnaître pour prince de Fermo et de son territoire[2].

Les ennemis de César Borgia n'étaient ainsi ni moins perfides ni moins souillés de crimes que lui: aussi ne pouvaient-ils prendre confiance les uns dans les autres, ou en inspirer à leurs voisins. Ils cherchèrent vainement à faire intervenir les Florentins dans leur association; ceux-ci refusèrent d'avoir rien de commun avec eux[3]. Les Vénitiens, soit pour le même

[1] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 286. — [2] *Macchiavelli, il Prencipe.* Cap. VIII, p. 264. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 290. — [3] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 130.

motif, soit à cause de l'embarras et de l'inquiétude que leur causait toujours leur guerre avec les Turcs, refusèrent également d'entrer dans leur ligue ; mais ils écrivirent à Louis XII pour le détourner de seconder plus longtemps les entreprises du duc de Valentinois. Ils lui représentèrent combien il faisait de tort à sa réputation et au nom de très chrétien qu'il portait, en favorisant un monstre dont aucune pudeur, aucun sentiment humain ne modérait l'ambition ; un tyran qui n'épargnait ni les femmes, ni les enfants, ni ses propres frères ; qui faisait périr les captifs à qui il avait promis la vie sauve sous la foi du serment ; qui poursuivait par le poignard ou le poison ceux qui cherchaient à se dérober à sa puissance, et qui avait donné au monde des exemples de férocité jusqu'alors inconnus. Louis XII répondit aux remontrances des Vénitiens comme font les puissants dont l'orgueil est blessé de ce qu'on les trouve en faute : il déclara que personne ne pouvait empêcher le pontife de disposer, selon son bon plaisir, des terres de l'église ; que personne ne pouvait trouver mauvais que lui-même secondât le pape dans une entreprise aussi légitime, et que si les Vénitiens tentaient d'y mettre quelque obstacle, il les traiterait en ennemis. Non content d'avoir répondu ainsi, il envoya copie de sa lettre au duc de Valentinois, qui la fit voir à Macchiavel[1].

Les confédérés de la Magione invitèrent aussi le duc d'Urbin, alors réfugié à Venise, à prendre part à leur ligue. Celui-ci, qui, ayant tout perdu, ne courait plus de risque, se joignit à eux avec empressement. Il aborda à Sinigallia : des intelligences le rendirent maître de la forteresse de San-Léo, et tous les peuples du duché d'Urbin, qui le chérissaient, prenant aussitôt les armes en sa faveur, il recouvra la possession

[1] *Macchiavelli, Legazione al duca Valentino, lettera I*, p. 2, édiz. di Firenze, 1767, in-8°. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 235. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. IX, p. 258.

de son état aussi rapidement qu'il l'avait perdue[1]. Ainsi éclata, au commencement d'octobre, la révolte des capitaines de César Borgia contre lui : il n'y était nullement préparé ; plusieurs d'entre eux faisaient encore partie de son armée, et il avait compté s'assurer des soldats de tous les autres avant d'attaquer Bentivoglio, le seul qu'il eût encore ouvertement menacé. Au moment où il apprit la révolte du duché d'Urbin, il était à Imola avec peu de troupes, et Bentivoglio, qui avait quelques compagnies à Castel San-Piéro, leur fit battre le pays jusqu'à Doccia, à peu de distance d'Imola. Valentinois écrivit en hâte à don Hugues de Cordoue et à don Michel, deux de ses capitaines qui étaient dans le duché d'Urbin, d'éviter tout combat, de se replier devant l'ennemi, et de lui ramener à Rimini cent hommes d'armes, deux cents chevau-légers et cinq cents fantassins qu'ils commandaient. Mais ces deux lieutenants n'exécutèrent point ses ordres ; ils furent tentés, par une occasion qui se présenta à eux, de s'emparer de La Pergola et de Fossombrone ; ils rentrèrent dans le duché d'Urbin, et se laissèrent surprendre près de Cagli par Paul Orsini et le duc de Gravina, son cousin, qui avaient six cents fantassins de Vitellozzo avec eux. Les troupes de Borgia furent battues ; son lieutenant fut tué, et don Michel se réfugia à Fano, d'où il se retira à Pésaro[2].

Le duc de Valentinois courait un grand danger à Imola. Il y rassemblait des soldats aussi rapidement qu'il pouvait : mais ceux que lui avait promis le roi de France ne lui étaient point encore arrivés ; et les Italiens qu'il engageait n'avaient pas moins de raison de se défier de lui que ceux qui portaient alors les armes contre lui. Une attaque un peu brusque des confédérés l'aurait probablement mis en déroute ; mais ceux-ci redoutaient par-dessus toute chose de s'attirer l'indignation

[1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 140. — *Burchardi Diarium Curiæ Roman.* p. 2142. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib V, p. 287.

du roi de France : ils lui avaient fait déclarer que, loin de vouloir combattre ses soldats, ils étaient prêts à exécuter ponctuellement ses ordres. Ils avaient même réfusé d'admettre les Colonna dans leur ligue, uniquement parce que ceux-ci étaient ennemis déclarés de la France. Ces vains ménagements donnèrent le temps à César Borgia et à son père de négocier, soit pour se réconcilier avec les chefs ennemis, soit pour les diviser entre eux. Alexandre VI cherchait surtout à regagner la confiance du cardinal Orsini, par l'entremise de son frère Giulio Orsini, qui était resté à Rome[1].

César Borgia avait un talent sans égal pour les négociations, et une facilité très remarquable pour gagner les hommes qui l'approchaient. Ce tyran, si faux et si perfide, savait surtout emprunter le langage de la franchise et de la confiance. On retrouve parfois dans les lettres que Macchiavel écrivait à la seigneurie, pendant sa légation auprès de lui, l'empreinte de ce ton de bonhomie qu'il portait dans ses négociations. Souvent le secrétaire florentin rapporte les propres mots de la conversation qu'il vient d'avoir. « Quand tu es « venu pour la première fois auprès de moi, lui disait Borgia, « le 23 octobre, je ne t'ai point parlé si clairement (de mon « entière satisfaction de la conduite de la république, et de « mon empressement à la servir), parce que je me trou« vais alors dans une assez mauvaise position; Urbin venait « de se révolter, je ne savais sur quel appui ce duc pouvait « compter; chez moi tout était en désordre, et rien ne pou« vait paraître stable avec ces états nouveaux : aussi je ne « voulais pas que tes seigneurs se figurassent que la grande « peur que j'avais me faisait abonder en promesses. A pré« sent que j'ai moins de craintes, je te promets davantage; et « quand je ne craindrai plus du tout, les faits au besoin sui-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 286.

« vront les promesses. » Macchiavel, après avoir rapporté dans sa lettre du même jour cette conversation dans tous ses détails, ajoute : « Vos seigneuries voient de quelles paroles se « sert ce seigneur, encore que je n'en écrive pas la moitié ; « elles considéreront d'autre part la personne qui parle, et « elles en jugeront selon leur prudence accoutumée[1]. »

L'immobilité de Borgia, qui depuis le commencement de la guerre passa dix semaines à Imola, sans avancer ni reculer, persuada aux confédérés qu'il sentait sa faiblesse, et qu'il achèterait à grand prix sa réconciliation ; ils entrèrent donc avec joie en négociation avec lui, d'autant plus que pendant le même temps ils poursuivaient leurs avantages. Le peuple de Camérino s'était révolté, et il avait rappelé de son exil à l'Aquila, Jean-Marie de Varano, fils du dernier seigneur. Vitellozzo avait pris la forteresse de Fossombrone, puis les citadelles d'Urbino, Cagli et Agobbio ; en sorte que dans le duché d'Urbin, Sant' Agata seule restait entre les mains des officiers de Borgia. Fano et toute sa province avaient aussi été conquis par les confédérés. Cependant Valentinois appelait à sa solde de toutes parts des *lances brisées* : on appelait ainsi de petits gentilshommes qui n'avaient sous leurs ordres que cinq ou six cavaliers, et qui se mettaient séparément à la solde de celui qui les engageait. Comme ils n'arrivaient point par compagnies, et qu'ils n'étaient point conduits par un capitaine de réputation, ils ne paraissaient point former une armée[2].

Valentinois voulait engager Paul Orsini à venir en personne traiter à Imola avec lui ; pour l'y attirer il consentit à envoyer aux confédérés le cardinal Borgia en otage. Paul Orsini, en retour, arriva en effet à Imola le 25 octobre[3]. Valentinois lui fit un accueil amical ; il convint qu'il ne devait accuser que sa propre imprudence, si des capitaines qui

[1] *Macchiavelli Legazioni*. Leg. I, Lett. I, p. 5 et 6.—[2] *Ibid.* Lettre IV, p. 16 et passim. — [3] *Ibid.* Lett. II, p. 8. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 141.

l'avaient servi jusqu'à ce jour avec tant de fidélité s'étaient tout à coup aliénés de lui. C'était sa faute, disait-il, de n'avoir pas agi avec eux, de manière à les tenir en garde contre des soupçons si mal fondés. Mais puisque cette brouillerie n'avait aucune cause réelle, il espérait que, loin de laisser entre eux des germes d'inimitié, elle établirait au contraire une union perpétuelle et indissoluble; car, d'une part, ses capitaines, voyant que le roi de France le secourait de toute sa puissance, reconnaîtraient qu'ils ne pouvaient l'accabler; et d'autre part, lui-même avait ouvert les yeux par cette expérience, et il confessait ingénument que c'était à leurs conseils et à leur valeur qu'il devait attribuer toute sa félicité et toute sa réputation[1].

Les protestations de César Borgia étaient accueillies avec d'autant plus de confiance par Paul Orsini que celui-ci était persuadé qu'un pape ne pouvait se maintenir lorsqu'il avait en même temps contre lui les deux familles des Orsini et Colonna. Telle fut son infatuation que, croyant ne courir aucun danger de la part du duc, lorsque celui-ci ne témoignait aucun ressentiment, il signa avec lui, le 28 octobre, une convention en vertu de laquelle toutes les injures reçues de part et d'autre devaient être oubliées. La solde que les condottiéri confédérés avaient eue autrefois dans les armées du duc devait leur être conservée; ils s'engageaient à l'aider de toutes leurs forces à recouvrer les états d'Urbin et de Camérino, sans s'obliger cependant à venir en personne dans ses armées ou à se mettre en son pouvoir. Enfin, les différends du pape avec Jean Bentivoglio, sur la souveraineté de Bologne, devaient être soumis à l'arbitrage du cardinal Orsini, du duc de Valentinois et de Pandolfe Pétrucci[2].

Mais cette convention, qui fut communiquée à Macchiavel

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 287. — [2] Macchiavel envoie dans sa lettre du 10 novembre le texte de cette convention à la seigneurie. Leg. I, Lett. VIII, p. 30. — *Jacopo Nardi Ist.* Lib. IV, p. 141.

par un secrétaire du duc, avec un sourire ironique, avait besoin, pour recevoir son effet, d'être ratifiée par le pape et par chacun des confédérés. Il ne fut pas difficile de traîner en longueur cette formalité, et d'augmenter ainsi la défiance de Jean Bentivoglio, qui voyait avec beaucoup de peine ses intérêts demeurer en suspens, tandis que ceux de tous les autres étaient réglés. Valentinois en profita pour conclure avec lui, par l'entremise de son fils, le protonotaire, un traité de paix particulier, qui fut signé à Imola le 2 décembre. Bentivoglio s'engagea à se détacher absolument des Vitelli et des Orsini; il promit de servir à ses frais le duc dans ses guerres, avec cent hommes d'armes et cent arbalétriers à cheval; et à ce prix sa souveraineté sur Bologne fut reconnue par l'Église : de plus, il devait payer à César Borgia, à titre de condotta, pour cent lances, douze mille ducats par année. Son fils Annibal devait épouser la sœur de l'évêque d'Enna, nièce du duc de Valentinois. Enfin le roi de France, qui voyait avec peine l'incorporation de Bologne à l'État de l'Église, devait, ainsi que le duc de Ferrare et les Florentins, être garant de ce traité[2].

Cependant la ratification du traité des Orsini étant arrivée, et le traité de Bentivoglio étant signé, le duc d'Urbin comprit que, quelque attachement que lui montrassent ses sujets, il ne pouvait défendre sa principauté. Il se hâta donc de démolir toutes ses forteresses pour n'avoir pas besoin de les assiéger dans des temps plus heureux, et il se retira à Città di Castello. Valentinois fit publier un pardon universel pour les peuples soulevés du duché d'Urbin, et ils rentrèrent sous son obéissance le 8 décembre[3].

[1] *Macchiavelli*. Legaz. I, Lett. IV, p. 20. — [2] *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 288. — *Macchiavelli*. Legaz. I, Lett. XIV, p. 48. — [3] *Macchiavelli*. Legaz. I, Lett. XVI, p. 51. — *Jac. Nardi*, L. IV, p. 142. — *Petri Bembi Hist. Ven*. Lib. VI, p. 131. — *Jo. Burchardi Diar. Cur. Roman*. p. 2143.

L'état de Camerino suivit l'exemple de celui d'Urbin; et le seigneur se réfugia de nouveau dans le royaume de Naples. Vitellozzo retira ses troupes de Fano, et la guerre paraissait finie. Ce fut le moment que Valentinois choisit pour se mettre en mouvement avec son armée. Il partit d'Imola le 10 décembre[1].

La marche de Borgia, avec une si puissante armée, qui semblait lui être devenue inutile, répandit l'inquiétude et l'effroi autour de lui. Les Vénitiens veillaient à la garde de leurs terres de Romagne, avec autant de défiance que si l'ennemi avait été campé sous leurs murs; les Florentins craignaient que la réconciliation de tant de capitaines, qu'ils redoutaient tous également, ne se fût faite à leur dépens; surtout les condottieri nouvellement rentrés en grâce avec le duc commençaient à croire qu'ils pourraient bien être victimes de sa duplicité[2]. Mais tout à coup, le 22 décembre, les quatre cent cinquante lances françaises qui accompagnaient le duc le quittèrent à Césène et reprirent la route de Bologne sans qu'on pût comprendre si une brouillerie subite avec la France les y avait déterminées, ou si elles étaient rappelées dans le duché de Milan par quelque besoin imprévu[3]. Borgia toutefois, abandonné par la moitié de ses forces, et délaissé, du moins en apparence, par l'allié qui avait inspiré tant de terreur, continua sa marche avec un appareil bien moins menaçant. Il lui restait deux mille cinq cents fantassins ultramontains et autant d'Italiens. Oliverotto de Fermo fut le premier des confédérés de la Magione qui osât se rendre auprès de lui. Ils mirent ensemble en délibération s'ils attaqueraient la Toscane ou Sinigallia, et César Borgia se décida pour Sinigallia. Cette petite principauté était gouvernée par une fille de Frédéric, précédent duc d'Urbin, qu'on nommait la préfetesse. Le pape

[1] *Macchiavelli.* Legaz. I, Lett. XVII, p. 54. — *Jac. Nardi.* Lib. IV, p. 142. — [2] *Macchiavelli.* Legaz. I, Lett. XVII et XVIII, p. 54 et 55. — [3] *Ibid.* Lett. XIX, p. [illegible].

Sixte IV l'avait fait épouser à son neveu, Jean de La Rovère, qu'il avait nommé préfet de Rome. Demeurée veuve, elle avait envoyé François-Marie de La Rovère, son fils, en France, pour l'y mettre en sûreté contre les embûches de Valentinois; il était héritier présomptif du duché d'Urbin, car le duc régnant, Guid' Ubaldo, son oncle, n'avait point d'enfants. La préfetesse était restée dans Sinigallia, sous la protection des confédérés de la Magione; elle comprit qu'elle ne pouvait se défendre sans eux, et elle se retira par mer à Venise; mais ceux à qui elle avait confié le commandement de sa citadelle déclarèrent ne vouloir la rendre qu'au duc de Valentinois lui-même, en sorte qu'Olivérotto et les Orsini l'invitèrent à s'approcher pour en prendre possession [1].

Borgia, qui avait déjà renvoyé les troupes françaises, pour dissiper les soupçons des capitaines confédérés, compta davantage encore sur leur confiance, quand il se vit appelé par eux. Il les fit avertir de distribuer leurs soldats dans les villages du territoire de Sinigallia, pour laisser aux siens des logements dans la ville même; et le 31 décembre il partit de Fano, pour arriver le même jour à cette ville, n'ayant avec lui pas moins de deux mille chevaux et dix mille fantassins. Vitellozzo Vitelli, Paul Orsini, et François Orsini, duc de Gravina, s'avancèrent sans armes pour rencontrer le duc de Valentinois et lui faire honneur. Avant d'arriver à lui ils eurent à traverser toute sa cavalerie, qui était rangée en haie des deux côtés du chemin. Le duc les salua avec bienveillance, puis les consigna à deux gentilshommes, chargés de leur servir de cortége, et de ne pas les quitter qu'ils ne fussent arrivés au palais. Olivérotto manquait encore; il tenait en parade sa compagnie, qui seule était demeurée à Sinigallia, pour ho-

[1] *Macchiavelli, del modo tenuto dal duca Valentino*, etc. T. III, p. 148.—*Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 289. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 142. — *Joann. Burchardi Diarium Curiæ Roman.* p. 2147.

norer l'entrée de Valentinois; un des confidents de celui-ci vint avertir Olivérotto que s'il ne faisait pas rentrer ses soldats dans leurs quartiers, on ne pourrait empêcher les troupes arrivantes d'occuper ces logements. Olivérotto renvoya alors ses gendarmes, et s'avança près du duc qui le reçut avec la même distinction que les trois autres, mais qui, sous le même prétexte de lui faire honneur, le fit garder à vue comme eux. Tous ensemble descendirent de cheval au logis qui avait été préparé pour le duc; les quatre capitaines n'y furent pas plus tôt entrés qu'ils furent arrêtés. Aussitôt Valentinois remonta à cheval, et conduisant ses gendarmes à l'attaque des quartiers d'Olivérotto, il fit dévaliser ses soldats. Il donna ordre d'attaquer en même temps ceux des Orsini et de Vitelli qui étaient logés à cinq ou six milles de distance; mais ceux-ci furent avertis à temps de ce qui se passait, et se retirèrent en bon ordre. Le même soir, Borgia fit étrangler Vitellozo et Olivérotto; il attendit jusqu'au 18 janvier pour faire subir le même sort à Paul Orsini et au duc de Gravina, parce qu'il voulait savoir auparavant si son père avait exécuté les mesures concertées contre les autres membres de la maison d'Orsini [1].

1503. — La perfidie avec laquelle César Borgia venait de traiter les chefs de bandes rassemblés à Sinigallia n'indisposait point les peuples contre lui. Ces capitaines étaient pour

[1] *Macchiavelli.* Legaz. I, Lettre XXI, du 1er janvier 1503, p. 67. — Idem. *del modo tenuto dal duca Valentino,* etc. T. III, p. 153. — *Jacopo Nardi.* Lib. IV, p. 143. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 290. — *Burchardi Diar. Curiæ Roman.* p. 2148. — *Istor. di Giov. Cambi.* p, 184. — *Fr. Belcarii.* Lib. IX, p. 260.

M. Roscoë avance comme *très probable* que Macchiavel fut un des auteurs du complot exécuté à Sinigallia (*Vie et Pontificat de Léon X.* T. I, ch. VI, p. 356 de la trad. note 1.) Ce soupçon, élevé si légèrement contre un homme qui, jusqu'ici, n'a été accusé d'aucun crime, n'aurait pas même pu se présenter à l'esprit de l'auteur, s'il avait lu les lettres du secrétaire florentin à la seigneurie pendant cette première légation. Le progrès naïf de ses doutes, de ses craintes, de ses conjectures, à mesure que les événements avancent, les difficultés qu'il trouve à parler à Valentinois, parce qu'il était un homme *trop peu important*, ses demandes réitérées pour qu'on envoyât à sa place un ambassadeur, chaque ligne enfin de ces vingt-neuf lettres détruisent victorieusement un

la plupart aimés de leurs soldats et détestés de leurs sujets; la peur seule pouvait contenir ces derniers dans l'obéissance envers un pouvoir purement militaire, et qui n'était accompagné d'aucune justice et d'aucune modération, et César Borgia était trop habile pour n'avoir pas rendu son joug sur ses nouveaux sujets plus léger que celui des condottiéri. Il voulut profiter sans retard de l'effroi de ses ennemis, assuré que les peuples se déclareraient pour lui, et dès le 1er janvier 1503, il partit par Corinaldino, Sasso-Ferraro et Gualdo pour s'approcher d'Agobbio, et menacer de là en même temps Pérouse et Città di Castello [1]. Dès le 4 du mois, il reçut des ambassadeurs de Città di Castello qui lui annonçaient que l'évêque de cette ville et tous les Vitelli s'étaient enfuis, et que le reste des habitants s'empressaient de l'assurer de leur obéissance. Giulio Vitelli, demeuré chef de sa famille, après que ses quatre aînés, tous distingués dans les armes, avaient successivement péri d'une mort violente, était parti pour Venise avec le duc d'Urbin, tandis qu'il avait envoyé ses neveux à Pitigliano [2]. Jean-Paul Baglioni, à la nouvelle du massacre de Sinigallia, s'était aussi enfui de Pérouse; les citoyens de cette ville envoyèrent alors à Florence pour demander à cette république de les aider à maintenir leur liberté, mais les Florentins répondirent qu'en toute occasion ils avaient si peu pu compter sur l'amitié et les bons offices de Pérouse, qu'ils ne voulaient pas pour sau-

soupçon aussi injurieux. Le plus grand argument de M. Roscoë, c'est que Macchiavel, dans sa relation séparée de cet événement, n'accompagne son récit d'aucunes réflexions : il me semble qu'elles n'étaient pas nécessaires, et que les faits parlent assez d'eux-mêmes. Il peut être vrai que Macchiavel n'avait ni estime ni compassion pour ces ennemis de son pays; et, en effet, ils étaient fort peu estimables. Quant au duc de Valentinois, il admirait son habileté, et il voyait en lui un grand prince. Mais, à cette époque, les noms de *prince*, d'*usurpateur*, de *tyran*, étaient tous synonymes; Macchiavel ne fait jamais aucune différence entre eux, et il ne croyait pas possible d'y associer aucune vertu morale, autre que de la grandeur de courage, du caractère et de l'habileté. — [1] *Macchiavelli*. Legaz. I, Lett. XXI, XXII, p. 72.—*Jacopo Nardi*. L. IV, p. 145. — [2] *Macchiavelli*. Legaz. I, Lett. XXV, p. 76. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* Lib. V, p. 145.

ver de tels voisins courir risque de se brouiller avec un pape aussi puissant. Les Pérugins envoyèrent alors au duc de Valentinois des ambassadeurs qui se présentèrent à lui le 5 janvier, pour lui déclarer que les troupes des Orsini, des Vitelli et des Baglioni ayant évacué leur ville pour se retirer à Sienne, ils avaient proclamé César Borgia comme leur souverain. Cependant Borgia, soit que tel fût l'ordre de son père, ou qu'il lui convînt de cacher ses vues ultérieures, ne reçut l'hommage de Pérouse et de Castello que comme gonfalonier de l'Église, et non point en son propre nom. Il déclara qu'il s'était proposé de chasser les tyrans de tout l'héritage des pontifes romains, et d'y éteindre les factions, mais qu'il ne voulait point étendre sa domination au-delà de son duché de Romagne, et qu'il jugeait en conséquence que le pape, quel qu'il fût, qui parviendrait à la chaire de Saint-Pierre après Alexandre VI, lui aurait de l'obligation pour avoir détruit tous les ennemis du pouvoir pontifical. Il n'entra même point dans ces deux villes soumises; il ne ramena point les exilés à Pérouse, mais il se mit aussitôt en mesure de forcer Pandolfe Pétrucci à sortir de de Sienne. Il regardait cet homme, distingué pour son habileté, comme l'âme du parti. Il le voyait enfermé dans une ville très forte, bien pourvu d'argent et entouré d'une armée nombreuse qui lui était fort dévouée. Il demanda en conséquence à Machiavel d'engager sa république à se joindre à lui pour expulser ce dernier ennemi que les Florentins devaient redouter autant qu'il faisait lui-même. Il voulait que ceux-ci fissent marcher des troupes sur leurs frontières, tandis qu'il avancerait avec les siennes, et dans le même temps, Alexandre VI entamait une négociation avec Pandolfe Pétrucci pour le tromper, s'il était possible, et trouver l'occasion de se saisir de lui [1].

[1] *Macchiavelli.* Legaz. I, Lett. XXVII, du 10 janvier, p. 82 — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 29. — *Orl. Malavolti, Stor. di Siena.* P. III, L. VI, f. 109 v.

Les Siennois n'étaient point disposés à courir tous les dangers d'un siége dans le seul but de sauver Pandolfe Pétrucci ; mais ils se défiaient du pape et de son fils, et ils étaient bien résolus de se défendre à outrance si, sous prétexte de chasser un tyran, César Borgia voulait entrer dans leur ville, ou faisait quelque tentative pour s'emparer de la souveraineté. Pandolfe Pétrucci profita de cette disposition pour négocier, et ne céder à l'orage qu'avec mesure. Il consentit à sortir de Sienne pourvu que le duc de Valentinois, qui s'était avancé jusqu'à Pienza, sortît en même temps du territoire de la république. Cette convention fut exécutée le 28 janvier; Pandolfe Pétrucci se retira à Lucques avec Jean-Paul Baglioni et le reste des troupes des Vitelli ; mais ses partisans continuèrent à exercer à Sienne toute l'autorité, tandis que Valentinois ramena son armée vers Rome pour mettre à profit les massacres de Sinigallia, et achever d'abaisser les Orsini [1].

Le pape s'était empressé de seconder les crimes de son fils ; averti par lui de ce qui venait de se passer à Sinigallia, il fit inviter le cardinal Orsini à se rendre au Vatican pour une conférence. Le cardinal avait eu l'imprudence de revenir à Rome, il n'avait aucune défiance, aucun soupçon de l'arrestation de ses deux parents ; il se rendit aussitôt au palais, et en y entrant, il fut arrêté. Alexandre VI fit saisir en même temps dans leurs maisons Rinaldo Orsini, archevêque de Florence, le protonotaire Orsini, l'abbé d'Alviano, frère de Barthélemy, et Jacob de Santa-Croce. Ces prisonniers, effrayés des menaces du pape, consentirent à lui livrer toutes leurs forteresses, et à ce prix ils furent remis en liberté, à la réserve du cardinal ; Alexandre voulait forcer celui-ci à lui consigner tous ses biens. Il avait fait occuper sa maison à Monte-Giordano, et fait apporter tous ses meubles et ses effets au palais

[1] *Macchiavelli, ultima lettera della prima Legazione*, nº 29, p. 93. — *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 146. — *Orl. Malavolti, Stor. di Siena*. P. III, Lib. VI, f. 110.

pontifical. En examinant les livres de compte du cardinal, il trouva que celui-ci avait une créance de deux mille ducats contre quelqu'un dont le nom était demeuré en blanc; il vit aussi qu'il avait acheté pour le prix de deux mille ducats une perle qui ne se retrouvait pas. En conséquence, le 1er février il fit refuser l'entrée de la prison du cardinal à ceux qui lui apportaient de la nourriture de la part de sa mère, et il déclara que ce malheureux prélat ne mangerait point jusqu'à ce que ces deux effets fussent retrouvés. La mère du cardinal paya aussitôt les deux mille ducats de sa cassette, et sa maîtresse, revêtant des habits d'homme, vint elle-même présenter au pontife la perle qu'elle avait reçue de ce prélat; Alexandre permit alors qu'on rendît au cardinal la nourriture qui lui était destinée, mais auparavant il lui fit donner un breuvage empoisonné qui le fit périr le 22 février[1].

Mais tous les Orsini n'étaient point tombés entre les mains du pape ou de son fils; leur famille était d'autant plus nombreuse que tous les plus jeunes fils se mariaient, parce que, suivant le métier des armes, ils trouvaient une carrière ouverte devant eux. Giulio Orsini, avec plusieurs de ses parents, se fortifiait, à Pitigliano; Fabio, fils de Paul Orsini, étranglé à Sinigallia, et Organtino Orsini rassemblaient leur cavalerie à Cervétri. Mutio Colonna était revenu du royaume de Naples, et était entré dans Polombara qu'il avait enlevé au pape. Les Savelli s'étaient réconciliés avec les Orsini, en sorte que toute la haute noblesse de Rome faisait cause commune contre les Borgia. Gian Giordano Orsini était alors au service du roi de France dans le royaume de Naples; Nicolas, comte de Pitigliano, au service des Vénitiens; et ces deux capitaines intéressaient à leur défense les maîtres puissants pour lesquels ils

[1] *Burchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2149. — *Raphael Volaterranus, apud Raynaldum*, Ann. 1503, § 8, p. 540. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 291. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 146.

[illegible]. En examinant les livres de compte du cardinal, il trouva que celui-ci avait une créance de deux mille ducats [illegible] dont la somme était demeurée en blanc; il sut aussi qu'il avait acheté pour le prix de deux mille ducats une perle qu'on ne retrouvait pas. En conséquence, le 1er février il fit défendre l'entrée de la prison du cardinal à ceux qui lui apportaient de la nourriture de la part de sa mère, et il annonça que ce malheureux prélat ne mangerait point jusqu'à ce que ces deux objets fussent retrouvés. La mère du cardinal paya aussitôt les deux mille ducats de sa cassette, et sa maîtresse, revêtue des habits d'homme, vint elle-même présenter au pontife la perle qu'elle avait reçue de ce prélat; Alexandre permit alors qu'on rendit au cardinal la nourriture qui lui était destinée, mais auparavant il lui fit donner un breuvage empoisonné qui le fit périr le 22 février[1].

Mais tous les Orsini n'étaient point tombés entre les mains du pape ou de son fils; leur famille était d'autant plus nombreuse que tous les plus jeunes fils se mariaient, parce que, suivant le métier des armes, ils trouvaient une carrière ouverte devant eux. Giulio Orsini, avec plusieurs de ses parents, se fortifiait à Pitigliano; Fabio, fils de Paul Orsini, demeurait à Sinigallia, et Organtino Orsini rassemblait leur cavalerie à Cervetri. Mutio Colonna était revenu du royaume de Naples, et était entré dans Palombara qu'il avait enlevé au pape. Les Savelli s'étaient réconciliés avec les Orsini, en sorte que toute la haute noblesse de Rome faisait cause commune contre les Borgia. Gian Giordano Orsini était alors au service du roi de France dans le royaume de Naples; Nicolas, comte de Pitigliano, au service des Vénitiens; et ces deux capitaines intéressaient à leur défense les maîtres puissants pour lesquels ils

[1] [illegible] Curiae Rom., p. [illegible]. — Raphael Volaterranus, [illegible]. — Fr. Guicciardini. L. V, p. [illegible]. — [illegible] L. V, p. [illegible].



ALEXANDRE VI (BORGIA).

faisaient la guerre. Borgia voulut se hâter de les accabler avant qu'ils pussent obtenir d'assistance, persuadé qu'il lui serait plus facile de se justifier lorsqu'il n'y aurait plus moyen de sauver ceux qu'il voulait détruire. Mais quoiqu'il réussît à se rendre maître de Polombara et de Céri, les autres forteresses des Orsini lui opposèrent une assez longue résistance pour donner le temps au roi de France et aux Vénitiens de déclarer hautement qu'ils prenaient Gian Giordano Orsini et le comte de Pitigliano sous leur protection [1].

Les menaces du roi déterminèrent César Borgia à lever le siége de Bracciano, mais non sans se plaindre hautement de la France, tandis qu'Alexandre VI faisait condamner par les tribunaux ecclésiastiques tous les Orsini comme rebelles. Louis XII, qui vit que les Borgia commençaient à ne plus respecter son autorité, et qui en même temps ressentait déjà de l'inquiétude au sujet des affaires de Naples, résolut d'arrêter l'accroissement rapide de la puissance du duc de Valentinois, prévoyant que, dès qu'il sentirait son indépendance, il mettrait son amitié à un trop haut prix. Il lui parut surtout important de mettre la Toscane à l'abri de nouvelles entreprises, et pour cela de former une alliance entre les villes de Florence, Sienne, Lucques et Bologne : il chargea Francesco Cardulo de Narni, protonotaire apostolique, de la négocier. Celui-ci se présenta, le 14 mars, à la bâlie de Sienne, et offrit aux partisans de Pandolfe Pétrucci de ramener dans leur ville ce chef de parti avec le consentement des Florentins : la restitution de Montépulciano fut promise aux derniers en dédommagement; l'alliance fut signée, et Pandolfe rentra à Sienne le 29 mars 1503, sans que la révolution qui l'avait chassé, ou celle qui le rétablissait, eussent été accompagnées d'aucun désordre [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 293. — [2] *Jacopo Nardi Ist.* L. IV, p. 149. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 294.—*Fr. Belcarii Comment.* T. IX, p. 262.—*Orl. Malavolti.* P. III, T. VI, f. 111.

Mais Pandolfe ne fut pas plus tôt rentré à Sienne qu'il demanda des délais avant de restituer Montépulciano. Il prétendit que les Siennais étaient tellement attachés à cette possession qu'ils n'achèteraient point à ce prix l'alliance des Florentins : ceux-ci, de leur côté, malgré les instances du ministre français, ne voulaient entrer dans la ligue qu'à cette condition ; et l'on ne pouvait obtenir la ratification du traité, sans lequel la Toscane paraissait demeurer à la merci du duc de Valentinois [1].

D'ailleurs les affaires de Pise, qui, depuis près de dix ans, avaient sans cesse rallumé des guerres prêtes à s'éteindre, excitaient de nouveau la défiance et l'animosité des peuples toscans. Les Florentins avaient mis à la tête de leurs armées le bailli d'Ocean, capitaine français, qui, avec l'agrément du roi, leur avait amené cinquante lances : ils avaient compté que les drapeaux français seraient pour eux une sauve-garde contre les entreprises du pape et de son fils, dont aucun traité ne les mettait à l'abri. Ils avaient envoyé leur armée dans l'état de Pise pour dévaster les moissons, jugeant que cette ville serait réduite par la famine, si elle perdait plusieurs années de suite ses récoltes : déjà l'année précédente ils avaient fauché, avant leur maturité, tous les blés des Pisans. Cette fois ils détruisirent ceux du val d'Arno ; mais ils ne pénétrèrent pas dans le val de Serchio, qui était mieux défendu [2].

Cependant le bailli d'Ocean, après avoir ravagé le pays, conduisit son armée devant Vico-Pisano, que défendaient cent fantassins suisses à la solde de Pise. Le bailli les menaça de les faire pendre, s'ils portaient les armes contre un roi allié de leur nation : en même temps, les Florentins leur offrirent de l'argent, et les Suisses, intimidés ou corrompus, rendirent, le 16 juin,

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 302. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 309. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 151, 152. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 175 et 187. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 271.

la place qu'ils devaient défendre. Leur trahison ouvrit aux Florentins l'abord de la forteresse bien plus importante de la Verrucola, qui, attaquée du côté de Vico-Pisano, d'où jusqu'alors on n'avait jamais pu la menacer, se rendit le 18 juin. Elle dominait la plaine de Pise; et de ses murs on la découvrait si bien tout entière que rien ne pouvait entrer ou sortir des portes de la ville sans être aperçu de la Verrucola. Autant cette position avait été avantageuse aux Pisans pour déjouer les attaques de leurs ennemis, autant elle pouvait leur devenir fatale depuis que les Florentins s'en étaient emparés [1].

Cet échec réveilla l'intérêt des Siennais et des Lucquois en faveur de leurs voisins. Tous deux oublièrent la ligue toscane, encore que Pandolfo Pétrucci dût aux Florentins son rétablissement tout récent dans sa patrie; tous deux envoyèrent des secours aux Pisans : ceux-ci, de leur côté, firent offrir au duc de Valentinois de se donner à lui. Aucune acquisition n'était plus ardemment désirée par ce prince; il la regardait comme lui assurant presque la conquête de toute la Toscane. Mais tant que le roi de France avait été tout puissant en Italie, Valentinois, pour ne pas s'exposer à son ressentiment, n'avait point osé accepter des offres si séduisantes. Depuis quelque temps la fortune semblait abandonner les armes françaises; et Valentinois, qui n'était jamais le dernier à s'éloigner de ceux que le bonheur délaissait, prenait avec les généraux de Louis XII un ton plus audacieux : il traitait secrètement avec Gonsalve de Cordoue et avec l'Espagne; il temporisait avec les Pisans, il s'armait, il mettait son alliance à un prix toujours plus haut; et il attendait néanmoins, pour prendre une décision définitive, une dernière épreuve des forces des deux rois, qui semblait ne pouvoir tarder [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 310. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 152, 153. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVIII, p. 271. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 193. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 311.

Ferdinand-le-Catholique avait laissé, pendant toute la première année de la guerre, son général Gonsalve de Cordoue, dépourvu de tout secours. Ce ne fut que depuis le commencement de la campagne de 1503 que quelques-uns des renforts qu'il avait préparés pour lui, vinrent le joindre. Avant même leur arrivée, Gonsalve de Cordoue reçut à Barlette un premier soulagement, qu'il ne dut qu'à l'imprudence et à l'avarice des généraux français. Ives d'Allégre s'était emparé de la ville de Foggia, et il y avait trouvé d'immenses magasins de grains, produit des récoltes de cette fertile province. Au lieu de consentir à les vendre à crédit aux Napolitains, qui en avaient un besoin urgent, ou de les tenir en réserve pour l'usage de son armée, la pénurie le détermina à les vendre à des marchands vénitiens, qui les transportèrent ensuite à Barlette[1]. Bientôt après, l'amiral espagnol Liscano remporta, devant la pointe de la terre d'Otrante, ou l'ancien promontoire Japyge, une victoire sur M. de Préjan, qui commandait la flotte française : celle-ci aurait été absolument détruite, si elle n'avait trouvé un refuge dans le port d'Otrante, qui appartenait aux Vénitiens, et qui était également respecté par les deux nations belligérantes. Après cette victoire, la mer demeura libre pour les vaisseaux espagnols et siciliens; et ils transportèrent de l'argent à Barlette. Les Français, loin de pouvoir les en empêcher, n'étaient pas même instruits de leurs manœuvres[2].

Néanmoins l'armée française continuait à faire des conquêtes dans l'intérieur des terres. D'une part, Nemours avait réduit à son obéissance toutes les villes de la Pouille, qui formaient un cercle autour de Barlette : savoir, Canosa, Altamura, Cérignoles, Quadrata, Robio, Foggia et Siponto; de

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. II, p. 214. — *Alf. de Ulloa*, *Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 23 v. — [2] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. II, p. 214. — *Alf. de Ulloa*, *Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 24.

l'autre, il avait pénétré jusqu'à l'extrémité de la terre d'Otrante, et il avait forcé Lecce, San-Piéro, Nardo, Rodéia, Oria et Motula à se soumettre à lui. Il n'avait point pu, il est vrai, se rendre maître de Gallipoli ni de Tarente, mais il avait contraint le comte de Conversano à passer à son parti; et il avait laissé garnison à Castellanéta, pour réprimer les incursions des troupes espagnoles, que Piétro Navarra commandait à Tarente[1].

Nemours était déjà de retour devant Barlette, lorsqu'il apprit que les habitants de Castellanéta, rebutés par l'insolence des soldats français logés dans leur ville, avaient ouvert leurs portes aux Espagnols de Tarente, et leur avaient livré leurs hôtes qui avaient été faits prisonniers. Dans sa colère, il ne voulut point écouter les représentations d'Aquaviva, qui lui annonçait que Gonsalve ne tarderait pas à se mettre en mouvement. Il partit pour Castellanéta avec son armée; et, s'acharnant à sa vengeance, il ne voulut point recevoir les habitants à composition, aux termes qu'ils offraient. Mais Gonsalve de Cordoue, profitant de son absence, sortit de nuit de Barlette avec toutes ses troupes, et laissa même cette ville tellement dégarnie que, pour s'assurer de sa fidélité, il se crut obligé d'emmener ses magistrats en otage: puis il vint surprendre Robio, où commandait La Palice. Dès les premières décharges, son artillerie ouvrit plusieurs brèches aux murs : ses soldats montèrent vaillamment à l'assaut; et quoique les Français se défendissent pendant sept heures avec une égale bravoure, La Palice blessé fut fait prisonnier, et la ville de Rubio fut prise et pillée. Gonsalve n'essaya point de la conserver; il emmena en hâte son butin à Barlette, et il était rentré dans son fort avant que Nemours, qui, sur la nouvelle de cette expédition, avait abandonné l'attaque

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 215. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 24.

de Castellanéta, fut de retour à Rubio avec son armée[1].

Pendant ce temps, Hugues de Cardone avait rassemblé en Sicile trois mille fantassins et trois cents chevaux, qu'il transporta à Reggio. Il rencontra d'abord Jacob de San-Sévérino, comte de Milétο, qu'il battit; il dégagea Diégo Ramirez, assiégé dans la forteresse de Terra-Nova; il pilla et brûla cette ville, mit en fuite le prince de Rossano, et fit prisonnier M. d'Humbercourt. Ce fut dans ce dernier combat que Antonio de Leyva, qui était tout récemment arrivé d'Espagne, et qui servait encore comme simple soldat, fit ses premières armes en Italie. Il devait ensuite passer par tous les grades de la milice, avant de commander en chef les armées, et d'être compté parmi les premiers généraux de Charles-Quint[2].

Au moment du débarquement de Cardone, d'Aubigny était occupé dans une autre partie de la Calabre; mais il accourut pour s'opposer aux progrès du capitaine espagnol. Les princes de Salerne et de Bisignano, de la maison San-Sévérino, se joignirent à d'Aubigny à Cosenza, avec un grand nombre de barons angevins. Don Hugues de Cardone, averti de leur marche, eut d'abord l'intention de se retirer vers les montagnes; mais il fut retenu par l'arrivée de don Emmanuel de Bénavidès, qui lui amenait quatre cents chevaux et quatre bataillons d'infanterie de la Sicile : d'ailleurs, ses espions lui avaient donné lieu de croire qu'il fallait encore deux jours à d'Aubigny pour arriver à lui, lorsqu'il le vit déboucher dans la plaine au midi de Terra-Nova. Les cavaliers siciliens et espagnols ne purent soutenir l'impétuosité des gendarmes de d'Aubigny, et surtout de ses Écossais; l'infanterie fut également maltraitée par les Suisses et les Gascons; l'armée de Hugues

[1] Pauli Jovii de Vita magni Consalvi. Lib. II, p. 216. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 24 v. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 296. — *Arn. Ferroni*, Lib. III, p. 48. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 294. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. IX, p. 263. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 14.

de Cardone fut dissipée, et lui-même se sauva à pied dans les montagnes, après avoir coupé les jarrets de son cheval. M. de Grignan, lieutenant de d'Aubigny, qui avait le plus de part à cette victoire, fut tué dans la poursuite[1].

La bataille de Terra-Nova n'avait point suffi pour affermir la domination des Français sur les Calabres, d'autant plus que dans le même temps la flotte nouvelle que Ferdinand avait armée à Carthagène était arrivée en Sicile, et ensuite à Reggio. Elle portait six cents chevaux, commandés par Alfonse Carvajal, et cinq mille fantassins de Galice, de Biscaye et des Asturies, sous les ordres de Ferdinand d'Andradès. Le roi d'Espagne avait donné le commandement général de cette expédition à Porto Carréro, de la maison Boccanégra, de Gênes, qu'il avait choisi, parce que lui et Gonsalve avaient épousé deux sœurs; en sorte qu'on devait s'attendre à ce qu'ils agissent avec une plus parfaite intelligence. Mais il se passa un assez longtemps avant que cette nouvelle armée fût en état de combattre, d'abord parce que la flotte fut retardée par des vents contraires dans sa traversée, ensuite parce que Porto Carréro, à son arrivée à Reggio, fut atteint d'une maladie grave dont il mourut, après avoir nommé d'Andradès pour lui succéder[2].

Des nouvelles inquiétantes sur les affaires de Naples circulaient déjà dans le reste de l'Italie, lorsque les trois petits cantons suisses qui s'étaient emparés de Bellinzona, impatientés de ce que la France leur disputait la possession de cette ville, attaquèrent avec impétuosité Locarno, sur le lac Majeur, et la Murata. Après plusieurs assauts, ils s'emparèrent de cette dernière, qui était une longue muraille destinée à ar-

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 218. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*. Lib I, f. 25. — *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 295. — *Arnoldi Ferroni*. L. III, p. 49. —
[2] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 219. — *Af. de Ulloa*, *Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 26. — *Fr. Guicciardini*. Liv. V, p. 295.

rêter leurs incursions : mais ils ne purent se rendre maîtres du château de Locarno, et ils se trouvèrent bientôt bloqués par les Français, et exposés à de cruelles privations. Cependant Louis XII, qui sentait combien il était important pour lui d'éviter une guerre dans le Milanais, tandis qu'il avait des affaires aussi sérieuses dans le royaume de Naples, et qui surtout avait besoin de recruter ses armées avec de l'infanterie suisse, pour l'opposer à celle des Allemands et des Espagnols, donna ordre à ses commissaires de satisfaire les Suisses à tout prix. Un nouveau traité de paix entre la France et la ligue helvétique fut signé le 11 avril 1503, au camp devant Locarno; et Louis XII céda aux trois petits cantons le comté de Bellinzona en toute souveraineté [1].

Dans le temps même que la guerre entre la France et l'Espagne prenait dans le royaume de Naples une nouvelle activité, l'archiduc Philippe d'Autriche, fils de Maximilien, et gendre de Ferdinand et d'Isabelle, traversait la France pour se rendre dans sa souveraineté des Pays-Bas. Peu de mois auparavant il l'avait traversée une première fois, pour accompagner sa femme à la cour d'Espagne; il en était reparti brusquement le 22 décembre 1502, laissant Ferdinand jaloux de lui, Isabelle mécontente de son manque d'égard pour sa fille, et Jeanne, dont la seconde grossesse était avancée, dans un état de désespoir qui troubla sa raison. Philippe, à son entrée en France, y fut accueilli avec le respect qu'on lui avait prodigué dès son premier passage. Il désirait la paix pour l'avantage de ses états des Pays-Bas; il la désirait encore pour augmenter son crédit à la cour de Castille, et il entreprit avec empressement de s'en faire le médiateur. Deux ambassadeurs des rois d'Aragon et de Castille l'accompagnaient; ils intervinrent aux conférences que Philippe eut

[1] *Léonard*, T. IV. — Histoire de la Diplomatie française. T. I, p. 457. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 299. — *Fr. Belcarii.* L. IX, p. 264. — *Jacopo Nardi.* Lib. IV, p. 149.

avec Louis XII, et le 5 avril ils signèrent avec eux, à Lyon, un traité de paix entre les deux monarchies. Tous les droits de la France au royaume de Naples devaient être donnés pour dot à madame Claude de France, fille de Louis XII, que Charles, fils de Philippe, qui fut depuis Charles-Quint, devait épouser. Les deux époux enfants devaient être déclarés roi et reine de Naples; mais jusqu'à la consommation de ce mariage, le traité de partage de Grenade devait recevoir son exécution [1].

Cette convention paraissait mettre fin à la guerre à des conditions équitables, mais dont tout l'avantage était pour l'Espagne, puisque l'objet en contestation était cédé en entier à l'héritier de cette monarchie : aussi Philippe avait-il montré beaucoup d'empressement pour conclure; et comme les pouvoirs qu'il avait produits étaient illimités, Louis XII ne douta pas que le traité de Lyon ne fût ratifié; il ne songea plus à faire passer des secours à ses lieutenants en Italie, auxquels il se contenta de recommander d'éviter tout engagement, jusqu'à ce que l'échange des ratifications mît un terme définitif aux hostilités. Mais Gonsalve de Cordoue, après avoir été si longtemps confiné dans un angle du royaume de Naples, commençait à entrevoir la possibilité de reconquérir ce royaume tout entier. Il ne voulait pas devoir à un traité ce qu'il pouvait obtenir à force ouverte; et ses maîtres, dès qu'ils connurent mieux la situation des affaires, eurent la même ambition, et refusèrent leur ratification au traité de Lyon.

Ferdinand d'Andradès avait pris le commandement de l'armée de Calabre; il avait réuni aux troupes amenées par Porto Carréro le reste de celles de Hugues de Cardone; et

[1] *Petri Martyris Anglerii epistola.* 255.—Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, p. 170.—*Raynaldi Annal. eccles.* 1503, § 3, p 539. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 299. — *Jaçopo Nardi.* Lib. IV, p. 150. — *Orl. Malavolti, Stor. di Siena.* P. III, L. VI, f. 111 v. — *Istor. di Giov. Cambi.* p. 192. — *Fr. Belcarii.* L. IX, p. 265.

après leur avoir payé leurs soldes arriérées, il les conduisit au travers de la Calabre jusque près de Séminara. C'était dans ce même lieu que sept ans auparavant Ferdinand II et Gonsalve avaient été battus par d'Aubigny; et Terra-Nova, où le même d'Aubigny avait remporté une victoire plus récente sur les Espagnols, n'était qu'à peu de distance : aussi le général français s'avançait-il avec confiance, ne doutant point que par une troisième victoire il ne délivrât la Calabre de ses ennemis. Encore que ses forces fussent un peu inférieures à celles d'Andradès, il le fit défier au combat. Les deux armées se rencontrèrent le 21 avril, au passage de Fiume Secco, entre Gioia et Séminara. Emmanuel Bénavidès, qui commandait l'avant-garde espagnole, s'arrêta sur une des rives du fleuve pour parlementer avec d'Aubigny, qui était sur l'autre rive. Pendant que ce dernier était distrait par cette conférence, Carvajal, qui commandait l'arrière-garde espagnole, passa le fleuve un mille et demi plus haut, et vint tomber sur les derrières de l'armée française, en même temps qu'elle était attaquée de front. Un moment de confusion et de désordre la perdit; la gendarmerie rompue fut forcée à s'enfuir, et d'Aubigny avec elle : Honoré et Alfonse de San-Séverino, qui commandaient le second et le troisième corps d'armée composés de Calabrois, ne firent pas une longue résistance : tous deux furent faits prisonniers, et en une demi-heure de temps presque toute l'infanterie française fut passée au fil de l'épée. D'Aubigny s'était enfui à Gioia, où il retrouva le capitaine de son infanterie Malherbe : ils poursuivirent ensemble leur course; mais arrivés à la forteresse d'Angitula, ils furent obligés de s'y enfermer, parce que les Espagnols étaient à leurs trousses : ceux-ci ne voulaient pas laisser échapper de leurs mains le général français qu'ils redoutaient le plus; et à peine était-il entré dans Angitula qu'ils l'y assiégèrent [1].

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*, L. II, p. 230. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.*

A peu près dans le temps où d'Andradès dissipait l'armée de d'Aubigny à Séminara, Gonsalve de Cordoue vit arriver à Barlette un corps de deux mille Allemands que lui amenait Octavien Colonna, et qui après être sorti des montagnes de la Carniole, s'était embarqué à Trieste. Il y avait sept mois que Gonsalve était enfermé dans Barlette; et il avait réussi, par la force de son caractère et son talent pour manier les esprits, à y soutenir la constance de ses soldats, au milieu de toutes les privations. Toutes les villes de son voisinage étaient au pouvoir des Français, à la réserve de celle d'Andria : mais aussitôt qu'il eut reçu les troupes allemandes qu'il avait si longtemps attendues, il résolut d'entrer en campagne, et il fit passer à Piétro Navarra et à don Luis de Erréra l'ordre de lui amener de Tarente le plus de soldats qu'ils pourraient. Nemours, de son côté, averti des mouvements qu'on remarquait dans Barlette, voulut aussi réunir ses meilleurs officiers. Il écrivit à André Mathieu d'Aquaviva, qui était à Conversano, de se rendre à Altamura, pour y rencontrer Louis d'Ars, et revenir avec lui. Ces deux officiers eurent quelque correspondance ensemble, pour concerter leur marche : une des lettres de Louis d'Ars tomba entre les mains de Piétro Navarra, et celui-ci, connaissant par elle la marche d'Aquaviva, lui dressa une embuscade à son passage. Aquaviva, surpris par une attaque inattendue, fut grièvement blessé et fait prisonnier, son frère Jean fut tué, et toute sa cavalerie prise ou dissipée[1].

L'arrivée à Barlette de Navarra et d'Erréra, qui conduisaient prisonnier le plus sage et le plus respecté des barons angevins et des capitaines de l'armée ennemie, parut de bon

L. I, f. 26. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 301. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 150. — *Zurita, Annalès de Aragon.* T. V, Lib. V, c. 15. — *Ann. eccl. Raynaldi*, 1503, § 5, p. 539. — *Fr. Belcarii.* L. IX, p. 266. — *Arn. Ferroni.* Lib. III, p. 51. — [1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. II, p. 221. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 26 v. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 301. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* Lib. IX, p. 266.

augure à Gonsalve et à ses soldats. Ils ne voulurent pas tarder davantage à rompre le blocus dans lequel ils avaient été si longtemps enfermés. Le 28 avril, l'armée espagnole sortit de Barlette, passa l'Ofanto, et se dirigeant vers l'ouest, arriva le même jour devant Cérignoles. La chaleur était déjà extrême dans les plaines de la Pouille, le soldat ne trouvait point d'eau dans ces campagnes brûlantes, et il y souffrit cruellement de la soif, encore que Gonsalve, au passage de l'Ofanto, eût fait remplir des outres, qu'il faisait porter à la suite de l'armée. Pour soulager les fantassins accablés par la chaleur, il ordonna encore à chaque cavalier de prendre un piéton en croupe, et lui-même donna l'exemple aux autres, en faisant monter derrière lui sur son cheval un enseigne allemand. Cérignoles, qui n'est guère éloignée que de dix milles de Barlette, est un château bâti sur le haut d'une colline, dont toute la pente était plantée de vignes. Le bas de ces vignes est séparé de la plaine par un fossé. Prosper et Fabrice Colonna, qui avaient pris les devants, tracèrent le camp espagnol derrière ce fossé; ils l'élargirent, et avec la terre qu'ils en tirèrent, ils élevèrent sur son bord intérieur un petit parapet. Gonsalve dirigea lui-mêmes ces travaux, et y fit placer immédiatement ses canons en batterie[1].

Nemours, parti de Canosa, était arrivé devant Cérignoles presque en même temps que Gonzalve; dans le conseil de guerre qu'il consulta, Châtillon et Louis d'Ars insistèrent pour qu'on différât la bataille jusqu'au lendemain, afin d'étudier la position de l'ennemi, et de donner aux soldats le temps de se reposer. Chandieu, au contraire, qui commandait les Suisses, et Ives d'Allégre, voulaient que l'on profitât de l'ardeur française pour attaquer à l'heure même. L'altercation entre ces capitaines se prolongea et fit perdre un temps

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 221. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 27.

précieux. Dans sa vivacité, d'Allégre donna à entendre que la lenteur du général lui faisait soupçonner ou son courage ou son habileté. Nemours, blessé dans son honneur, eut la faiblesse de se déterminer, contre sa propre opinion, à combattre, pour se laver de ce reproche. Mais il prit ce parti si tard, qu'au moment où la bataille fut engagée, il ne lui restait plus qu'une demi-heure de jour. Dans l'armée française on comptait cinq cents lances, quinze cents chevau-légers et quatre mille fantassins [1]. L'armée espagnole était formée de dix-huit cents chevaux pesamment armés, cinq cents chevau-légers, deux mille fantassins espagnols, et deux mille Allemands [2]. Nemours mena ses troupes à l'ennemi dans l'ordre oblique, en refusant sa gauche. Il était avec Louis d'Ars à la tête de l'aile droite, qui devait engager le combat; Chandieu avec les Suisses, au centre, un peu en arrière; Allégre avec le reste de la cavalerie, à la gauche et plus en arrière encore [3].

Gonzalve, qui avait divisé son armée en six bataillons, avait envoyé en avant toute sa cavalerie légère, sous les ordres de Fabrice Colonna, et de Diégo de Mendoza, pour retarder l'ennemi. Les pieds des chevaux élevèrent, dans les champs brûlés de la Pouille, une si épaisse poussière, qu'elle déroba entièrement aux Français la connaissance des positions espagnoles. Les fenouils, qui sont dans ces campagnes d'une grandeur démesurée, cachaient absolument le fossé et le rempart qui fermaient le camp. L'artillerie, par sa fumée, achevait de voiler les objets. Une des premières décharges mit le feu au magasin à poudre des Espagnols. Gonsalve, loin d'en paraître effrayé, s'écria : « C'est un heureux présage; nous « n'avions plus besoin de poudre, car la victoire est à nous. »

[1] *Sabellicus Enneadum XI. L. II, apud Rayn., Ann. eccl.* 1503, § 5, p. 540. — [2] *Barthol. Senaregæ de reb. Genuens.* T. XXIV. *Rer. Ital.* p. 578. — [3] *Pauli Jovii Vita Consalvi.* L. III, p. 222. — *Alf. de Ulloa, Carlo V.* L. I, f. 27 v.

Nemours cependant, qui marchait sur les Allemands, et sur la cavalerie de leur gauche, fut tout à coup arrêté par le fossé, dont il ne soupçonnait pas l'existence; et comme il cherchait un passage, en se détournant sur le côté, il fut atteint d'une balle et tomba mort à la tête de ses troupes. Dans ce moment, Chandieu arrivait sur le bord du même fossé avec les Suisses. Mais les Allemands qui occupaient l'autre bord, les repoussaient avec leurs hallebardes, tandis que les arquebusiers espagnols les prenaient en flanc; ils furent mis en désordre, et perdirent beaucoup de monde. Chandieu, qui se faisait distinguer au milieu d'eux par les plumes blanches dont son casque était orné, et qui combattait à pied à leur tête, fut tué dans le fossé qu'il s'efforçait de franchir. Louis d'Ars et Ives d'Allégre, voyant la déroute de leurs compagnons, prirent la fuite. Châtillon, qui fuyait aussi, fut ramené prisonnier par la cavalerie espagnole. En une demi-heure, l'armée française avait été dissipée, et avait perdu de trois à quatre mille hommes. Tous ses bagages et tous ses vivres tombèrent entre les mains de l'ennemi [1].

Gonzalve fit surtout preuve de ses talents par le parti qu'il sut tirer de sa victoire. L'obscurité de la nuit qui avait commencé au moment où la déroute de ses ennemis venait à peine de se décider, avait mis à couvert les fuyards : mais Louis d'Ars et Ives d'Allégre n'avaient point pris la même route; le premier s'était dirigé sur Vénosa, et le second vers le duché de Bénévent. Gonzalve les fit poursuivre rapidement pour les empêcher de se réunir. Garcias de Parédès se mit sur les traces de Louis d'Ars, don Pédro de Paz sur celles

[1] *Pauli Jovii de Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 223. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 28. — *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 302. — Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, p. 171. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 15. — Mémoires de Louis de la Trémouille. T. XIV, chap. XI, p. 166. — *Summonte, Istor. di Napoli* L. VI, cap. IV, p. 552. — *Paolo Giovio, Vita del card. Pompeo Colonna*. p. 355. — *Fr. Belcarii Comm.* L. IX, p 267. — *Arnoldi Ferrare*. L. III, p. 52.

d'Allégre : ce dernier s'était associé dans sa fuite à Trajan Caraccioli, comte de Melfi ; mais avec quelque rapidité qu'ils cherchassent à s'échapper, la nouvelle de leur désastre les précédait toujours : aussi toutes les villes, tous les châteaux se fermaient à leur approche ; et à peine pouvaient-ils obtenir, à force de prières et d'argent, qu'on leur tendît du haut des murs, avec des cordes, quelques vivres dans des corbeilles. Ives d'Allégre, s'étant arrêté un seul jour à Atripalda, prit la route de Naples ; mais en approchant de cette ville, il apprit bientôt qu'elle s'était soulevée, et que la garnison qu'il y avait laissée s'était enfermée dans les châteaux avec les trésoriers du roi, les magistrats français et les partisans les plus déclarés de la France. Il tourna alors vers Capoue et Suessa ; et sans s'arrêter dans l'une ou dans l'autre de ces villes, il poursuivit jusqu'à Gaëte, et il rassembla les débris de l'armée française entre cette forteresse et Tragitto [1].

Les Espagnols vainqueurs s'avançaient dans tous les sens sur les traces des fuyards, et occupaient toutes les provinces du royaume. Fabrice Colonna marchait sur l'Aquila, et soumettait les Abruzzes ; Prosper Colonna se faisait ouvrir les portes de Capoue et de Suessa, et se rendait maître de la *Campagna Felice*, chassant les Français au-delà du Garigliano. Toutes les villes de la Pouille et de la Capitanate, instruites les premières de la victoire, avaient aussi les premières fait leur soumission au vainqueur. Les Calabres avaient embrassé le même parti dès la nouvelle de la bataille de Séminara. D'Aubigny se défendait encore dans le fort d'Angitula ; mais quand il fut instruit à n'en pouvoir douter du désastre de ses compagnons d'armes, il capitula, se dévouant seul à demeurer prisonnier de guerre, tandis que

[1] *Pauli Jovii Vita Consalvi.* Lib. II, p. 224. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 28 v. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 304.

tous les soldats qui servaient sous ses ordres eurent la liberté de retourner en France[1].

Gonsalve de Cordoue reçut à Acerra des députés napolitains qui venaient lui porter les clefs de la ville, et lui demander la confirmation de ses priviléges; il la promit au nom de son maître. Il fit, le 14 mai, son entrée solennelle dans la capitale du royaume. Le lendemain il reçut au nom du roi Ferdinand le serment des six *seggi* ou tribus qui représentaient la noblesse et le peuple de Naples. Les deux châteaux dans lesquels les Français s'étaient retirés, et qu'on était accoutumé à voir opposer la plus longue résistance aux armées qui les assiégeaient, succombèrent en peu de jours aux attaques de Piétro de Navarra qui, le premier, avait introduit à la guerre l'art de faire jouer des mines avec la poudre, et qui, par ces explosions inattendues, avait inspiré aux soldats ennemis une terreur que leurs chefs n'avaient pu vaincre. Lorsque, le 11 juin, le jeu des mines de Navarra renversa une moitié des murailles du Château Neuf sur leurs défenseurs, et ouvrit aux Espagnols une effroyable brèche par laquelle ils montèrent à l'assaut, Gonsalve de Cordoue abandonna à ses soldats tout le pillage des riches magasins qui y avaient été rassemblés, et des trésors qu'on avait cru y mettre en sûreté. Cependant à peine ce pillage était-il achevé, que beaucoup de soldats accoururent auprès de Gonzalve pour se plaindre qu'ils n'y avaient eu aucune part. « Pour vous dédommager, allez « piller mon propre palais », leur dit gaîment le général; et en effet, celui où il avait été logé, et qui appartenait au prince de Salerne, fut immédiatement pillé par les Espagnols[2].

Le château de l'Œuf, bâti sur un roc isolé, au pied du pro-

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. L. II, p. 224. — *Raynaldi, Annal. eccles.* 1503, § 6, p. 540. — [2] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 225. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*. L. I, f. 29. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 150. — *Fr. Guicciardini*. L. VI, p. 307. — *Fr. Belcarii*, Lib. IX, p. 269.

montoire de Sant-Elmo, et au milieu des flots, fut pris vingt-un jours après le Château Neuf, et par les mêmes moyens. L'explosion renversa une partie du rocher sur la chapelle, où dans ce moment même le commandant du fort avait assemblé un conseil de guerre; presque tous ceux qui y assistaient furent écrasés par les débris de la montagne. Le royaume entier se trouva ainsi soumis aux Espagnols, à la réserve de Gaëte, où s'étaient réunis les restes de l'armée française; de Santa-Sévérina, où le prince de Rossano était assiégé, et de Vénosa, où Louis d'Ars s'illustra par une longue et valeureuse résistance [1].

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 228. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 30 v. — *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 308. — *Summonte Istorie di Napoli.* B. VI c. IV, p. 553.

CHAPITRE VII.

Guerre des Vénitiens avec les Turcs. — Mort d'Alexandre VI. — Élection de Pie III et de Jules II. — Revers de Valentinois; défaite des Français au Garigliano. — Trève entre la France et l'Espagne.

1499-1504.

Les deux plus importantes révolutions que pût éprouver l'Italie, l'expulsion de la dynastie des Sforza et celle de la branche bâtarde d'Aragon, la conquête du Milanais par les Français, et celle du royaume de Naples par les Espagnols, s'étaient accomplies sans que le plus puissant et le plus sage des états italiens, sans que la république de Venise pût prendre part à l'une ou à l'autre. Venise, il est vrai, s'était engagée dans une alliance nominale avec Louis XII contre la maison Sforza, mais sans s'associer activement à la guerre. Elle n'était point intervenue dans le traité de partage du royaume de Naples à Grenade; elle n'avait point défendu la maison d'Aragon, ou contribué à la précipiter du trône; elle était demeurée étrangère à la guerre qui avait éclaté presque immédiatement entre les spoliateurs. Dès le temps de la première retraite des Français, après l'expédition de Charles VIII, la république possédait plusieurs places fortes de la Pouille, sur

les bords de l'Adriatique; mais des murs de Trani, de Monopoli, de Brindisi et d'Otrante, les commandants vénitiens observaient les combats des Français avec les Espagnols sans y prendre part, et ils s'imposaient à leur égard une exacte neutralité. Sans doute ils n'avaient pas vu sans une vive inquiétude les ultramontains acquérir ces deux régions les plus riches et les plus populeuses de l'Italie; mais les prétentions de Maximilien sur leurs provinces, et ses menaces continuelles, les avaient forcés à consentir à la spoliation de Louis Sforza, et même à y concourir, dans l'espoir que les Français, leurs nouveaux voisins, les défendraient au besoin contre les Allemands. La guerre dangereuse dans laquelle ils furent engagés à cette époque avec l'empire turc, les força également à s'abstenir de se mêler des affaires de Naples, et à laisser détrôner dans ce royaume un monarque italien pour lui substituer un vice-roi espagnol; tant il est vrai que l'Italie ne succomba aux attaques des ultramontains, que parce que tous se réunirent contre elle seule; les Turcs, bien qu'ennemis des Espagnols, et les Allemands, bien qu'ennemis des Français, contribuèrent aux conquêtes de leurs adversaires, parce qu'ils épuisèrent, par des attaques sans cesse renouvelées, cette nation italienne qui se trouvait appelée seule à tenir tête à tous.

La guerre des Turcs avec Venise avait commencé en même temps que celle de Louis XII avec la maison Sforza. Elle occupa donc la république pendant tout l'espace de temps dont l'histoire est comprise dans les trois derniers chapitres; et elle empêcha tout aussi longtemps le plus puissant des états italiens de mettre aucun obstacle à l'ambition des Français, à celle des Espagnols et à celle du pape Alexandre VI et de son fils. Bajazeth II, le neuvième des sultans ottomans, n'était ni si inquiet, ni si cruel que son père Mahomet II, ou que son fils Sélim. Son goût pour les études, pour la philosophie et pour le repos le fit même passer, comparativement avec les

illustres guerriers de sa race, pour un prince fainéant. Cependant, Bajazeth II avait fait la guerre avec gloire contre Caït-Bey, soudan des Mamelucks d'Égypte, et contre les Croates et les Valaques. Il avait, aussi bien que tous ses prédécesseurs, étendu les frontières de l'empire ottoman, et la terreur qu'avait causée cette constante succession de conquêtes ne s'était point dissipée sous son règne. La république de Venise, qui confinait avec lui par une longue frontière, et qui gardait seule, contre lui l'Italie et tout l'Occident, ne s'engageait point sans effroi dans une guerre avec le grand-seigneur; et lorsqu'elle avait un tel ennemi à combattre, elle écartait toute autre rivalité, elle implorait les secours, elle cherchait à se concilier la bienveillance de tous les princes chrétiens. Au lieu de songer encore à tenir égale la balance entre eux, son premier objet était au contraire de les réunir tous pour la commune défense.

1499. — Des motifs divers sont assignés par les divers historiens à la guerre qui éclata à la fin du quinzième siècle entre Bajazeth II et la république de Venise. Peut-être contribuèrent-ils tous à l'allumer, ou comme cause, ou comme prétexte. Bajazeth, au sein de la paix, cherchait à affaiblir ses voisins, en encourageant le brigandage sur leurs frontières. La Dalmatie vénitienne était sans cesse infestée par des bandes armées de voleurs, qui sortaient de l'Albanie; ils n'attaquaient pas seulement les marchands et les voyageurs, ils pillaient les châteaux, ils brûlaient les villages, ils emmenaient les habitants en esclavage, ou les forçaient à se racheter par de riches rançons. De tous les ports de l'empire turc sortaient en même temps des pirates qui pillaient les côtes et interrompaient le commerce. Lorsque les commandants vénitiens portaient leurs plaintes à Bajazeth, le sultan, loin de prendre la défense de ces malfaiteurs, déclarait qu'il apprendrait avec plaisir leur punition, et qu'il exhortait ses voisins à les traiter avec la der-

nière sévérité. Cependant les provinces vers lesquelles il avait l'intention de tourner ensuite ses armes étaient ainsi ruinées d'avance; leur population les abandonnait, et il devenait enfin impossible de les défendre [1].

En même temps le sultan était toujours prêt à accueillir les traîtres qui offraient de lui livrer quelqu'une des places frontières de ses voisins. Un complot de cette nature fut formé à Corfou, et Bajazeth prépara un puissant armement pour s'emparer de cette île importante; heureusement, le capitaine de la flotte vénitienne qui revenait de Candie, soit qu'il fût secrètement informé du nom des traîtres, soit que le hasard seul le servît, fit embarquer, en passant à Corfou, tous ceux qui avaient traité avec les Ottomans, et renouvela la garnison de l'île. Bajazeth ne voulut point laisser soupçonner qu'on l'avait deviné; il conduisit, dans la Bulgarie et la Valachie, l'armée qu'il avait rassemblée; il envoya en même temps ses lieutenants ravager les monts de Chimère, dont les habitants conservaient toujours leur indépendance, et il fit la conquête du petit état de George Czernowitsch, près de Cattaro. Mais soupçonnant que ses projets sur Corfou avaient été découverts par le bayle de Venise, il déclara qu'il ne voulait plus souffrir d'espions chez lui, et il chassa ce bayle de Constantinople avec tous les autres ambassadeurs ou résidents des princes chrétiens [2].

Vers le même temps Nicolas de Pésaro, amiral de la flotte vénitienne, rencontra une galère turque qui refusa d'amener les voiles, selon le cérémonial usité. Pésaro la coula à fond. Le sénat, il est vrai, inquiet de cet acte de sévérité et du renvoi de son bayle, envoya à Constantinople André Zancani,

[1] *Theodoro Spandugino Cantacuseno dell' origine de' Turchi. Presso Fr. Sansovino* Lib. II, p. 210 v. *Venetia*, in-4°, 1568. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 9 v. — [2] *Andr. Cambini Fiorentino dell' origine de' Turchi. Presso Sansovino.* L. II, f. 175, — *Theod. Spandugino.* Ibid. f. 208.

pour régler tous ses différends avec la Porte, et obtenir du sultan un nouveau traité. Les négociations ne semblaient pas éprouver de difficultés. Bajazeth ne manifesta point de colère ; il signa le traité qui lui fut présenté par l'ambassadeur. Mais ce traité était rédigé en latin ; et le sultan se réservait de protester contre tout ce qui pouvait être exprimé dans cette langue des infidèles qu'il n'entendait pas. Ludovic Sforza, qui était encore sur le trône, et qui espérait se sauver par une puissante diversion, lui avait dans ce temps même envoyé d'habiles négociateurs, et le pressait d'attaquer la république de Venise [1]. Bajazeth II en prit l'engagement, et le couvrit toutefois du plus profond secret. On lui voyait faire des armements prodigieux ; mais on ne savait point contre quelle province d'Europe ou d'Asie ils étaient destinés. Plusieurs croyaient qu'il voulait attaquer l'île de Rhodes, demeure des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Lorsque ses préparatifs furent achevés, l'irruption de deux mille chevaux turcs dans le territoire de Zara fut le prélude des hostilités : en même temps tous les marchands vénitiens établis à Constantinople furent jetés dans les fers, et leurs propriétés furent confisquées. Parmi eux se trouvaient Andréa Gritti, qui devait sortir de sa prison pour terminer cette guerre, et pour monter ensuite sur le trône ducal [2].

La flotte ottomane, dont Bajazeth avait donné le commandement au sangiak de Gallipoli, et que les historiens vénitiens prétendent avoir été forte de deux cent soixante-dix voiles, s'avança à la recherche des chrétiens vers les côtes de la Morée, dans les parages de la Sapienza et de Modon. De son côté, le sénat de Venise donna le commandement d'une

[1] *Petri Bembi Hist. Venetæ.* L. IV, p. 92. — *Vettor Sandi, Storia civile Veneta,* L. IX, c. VII, T. IV, p. 203. — *Annal. eccles. Raynaldi.* 1499, § 5, p. 480. — [2] *Petri Bembi Hist. Venetæ.* L. V, p. 91. — *Vettor. Sandi, Stor. civile.* Lib. IX, c. VII, T. IV, p. 204. — *Theod. Spandugino. Presso Sansovino.* L. II, f. 208 v.

flotte de cent quarante voiles, avec laquelle il comptait défendre ses possessions du Levant, à Antonio Grimani, gentilhomme qu'on avait vu jouir jusqu'à l'âge de soixante-quatre ans, auquel il était parvenu, d'une félicité non interrompue. Sa famille, quoique noble, était très pauvre; mais il était arrivé en peu de temps à une immense richesse. On lui connaissait pour cent mille ducats de créances ou d'argent comptant, outre ses biens de terre, qui étaient considérables. Il avait exercé le commerce avec un bonheur si rare, que tous les autres commerçants prenaient son exemple pour règle de leurs spéculations, qu'ils achetaient quand ils le voyaient acheter, et qu'ils vendaient quand ils le voyaient vendre. Il était entré au sénat; et dès lors il avait occupé les premiers emplois de la république : il s'en était montré digne par son éloquence, sa prudence et son courage. Il avait marié ses filles dans les premières maisons de Venise; il avait obtenu d'Alexandre VI, au prix de trente mille ducats, le chapeau de cardinal pour son fils aîné, et ensuite, du sénat, le patriarchat d'Aquilée. Ses autres fils tenaient aussi de la république des emplois honorables. Lui-même était revêtu de la dignité de procurateur de Saint-Marc, la première de l'état après celle de doge. Il avait commandé avec gloire les flottes de la république dans la guerre de Charles VIII, et conquis Monopoli : son retour de cette expédition avait été un triomphe. Cependant il avait refusé avec une sorte d'effroi le commandement contre les Turcs qu'on lui déférait : il semblait prévoir que sa longue prospérité allait l'abandonner; mais quand on l'avait forcé à se charger de cette responsabilité, il avait envoyé au trésor public, en don patriotique, vingt mille ducats pour contribuer à l'armement de la flotte qu'il allait commander[1].

La flotte vénitienne rencontra au mois d'août, près de

[1] *Chronicon Venetum.* T. XXIV. *Rer. ital.* p. 125, 126 et suiv.

Modon, la flotte des Turcs. La première avait près de moitié moins de voiles que la seconde : entre ses cent quarante vaisseaux, il n'y avait même que quarante-six galères ; tous les autres bâtiments étaient peu propres aux manœuvres militaires. D'autre part, du côté des Turcs, on voyait, il est vrai, un nombre prodigieux de vaisseaux, mais ils étaient mal armés, mal gouvernés ; et leurs équipages ignorants, et arrachés tout récemment à la charrue, n'étaient soumis à aucune discipline : aussi les musulmans craignaient la bataille autant que les chrétiens la désiraient, dans la ferme confiance d'obtenir la victoire.

Les deux flottes manœuvrèrent plusieurs jours en présence l'une de l'autre ; mais toutes les fois que Grimani paraissait se disposer à l'attaque, les Turcs se retiraient dans Porto-Longo. Dans la flotte de ceux-ci se trouvait un vaisseau d'une grandeur prodigieuse, du port de quatre mille tonneaux, et qui paraissait s'élever au milieu des autres comme une citadelle. Il était commandé par Barach Raiz. Le 12 août 1499, ce vaisseau se trouva devant Chiarenta, un peu séparé des autres ; et il fut aussitôt investi par les deux galères d'André Lorédano et de l'Albanais Darmier, qui s'attachèrent à lui par des crampons, et dont les équipages montèrent à l'abordage. Le combat fut acharné, et il ne fut point troublé par tout le reste des deux flottes, soit qu'un calme plat les retînt à distance, comme l'ont dit quelques-uns, soit que Grimani, jaloux d'André Lorédano, comme le crut le plus grand nombre, fût charmé de le voir périr. Plus de mille soldats défendaient le vaisseau turc, et la bataille était encore indécise, lorsque le feu prit à l'un des trois bâtiments, et se communiqua aux deux autres, qui ne pouvaient se séparer. Tous trois furent consumés au milieu des flots. Quand Lorédano vit le sien perdu sans ressources, quelqu'un lui proposa de se jeter à la mer ; il saisit en réponse le drapeau de Saint-Marc,

qui flottait sur le pont : *C'est sous ce drapeau*, dit-il, *que je suis né, que j'ai vécu, et que je veux mourir* ; et, en disant ces mots, il entra dans les flammes. Des chaloupes turques entouraient les combattants et recueillaient ceux des leurs qui se jetaient à la mer ; mais les Vénitiens, abandonnés par leurs compatriotes, périrent presque tous [1].

Pendant tout ce combat, le reste des deux flottes s'était canonné à distance ; mais l'incendie des vaisseaux de Lorédano et de Darmier jeta le découragement dans le cœur des Vénitiens : au lieu de désirer la bataille comme ils avaient fait jusqu'alors, ils commencèrent à la craindre ; et Grimani, cédant le premier la place, se retira à Pradano, sur la côte du Péloponnèse. Là il fut averti qu'une flotte française de vingt-deux galères, que Louis XII avait fait armer à Gênes, pour secourir les chevaliers de Rhodes, et qu'il avait ensuite offerte au sénat, lorsqu'il avait su que Rhodes n'était pas menacée, était à l'ancre à Zanthe. Grimani alla aussitôt la joindre, et revint avec elle chercher les musulmans. Cependant lorsqu'il les eût rencontrés, la même irrésolution ou la même pusillanimité qu'on lui avait précédemment reprochée, l'empêcha de les attaquer. Les deux flottes se contentèrent de s'envoyer de loin plusieurs bordées de canon ; et les Français, impatientés de cette manière timide de combattre, prirent congé de l'amiral vénitien, et se retirèrent [2].

Dans le même temps les Turcs avaient formé le siége de Lépante : Grimani n'osa point secourir cette ville, qui se rendit, lorsqu'elle vit la flotte vénitienne s'éloigner [3]. Grimani, pour recouvrer sa réputation, fit de son côté une tenta-

[1] *Chronicon Venetum*. T. XXIV. *Rer. Ital.* p. 104. — *Sabellicus Ennead. X*. L. IX, *apud Raynald*. 1499, § 9, p. 480. — *Theod. Spandugino*. f. 208 v. *Presso Sansovino*. L. II. *Imperio de' Turchi*. — [2] *Petri Bembi Hist. Venetæ*. L. V, p. 93. — *Chron. Venetum*. T. XXIV, p. 103, 110. — *Andrea Cambini, presso Sansovino*. L. II, f. 176 v. — [3] *Raynaldus, Annal. eccles*. 1499, § 9 et 10, p. 480. — *Theod. Spandugino, presso Sansovino*, L. II, f. 209.

tive sur Céphalonie ; mais elle n'eut point de succès. Alors il ramena sa flotte à Corfou ; et il y trouva Melchior Trévisani, que le conseil des Dix lui avait donné pour successeur, et qui avait l'ordre de l'envoyer lui-même à Venise, chargé de fers, pour rendre compte de sa conduite. La belle flotte qu'il commandait, avait paru aux Vénitiens suffisante pour détruire celle des Turcs, et conquérir ensuite le Péloponnèse et l'Eubée : plus ils avaient conçu de hautes espérances, plus ils étaient disposés à expliquer un mauvais succès par une trahison ou une lâcheté. Peut-être cependant ne tenaient-ils point assez compte des progrès faits par les Turcs dans l'art de la guerre maritime ; et Grimani, en approchant de la flotte si supérieure en nombre des ennemis, avait-il reconnu que ce n'était plus une cohue désordonnée, comme on le supposait à Venise. Le peu de succès des amiraux qui succédèrent à Grimani, et le triomphe qui était réservé à celui-ci, lorsque dans son extrême vieillesse, à l'âge de quatre-vingt sept ans, il fut élu doge de cette même république qui l'avait condamné, sont des indices de son innocence. Mais, à son arrivée à Venise, la prévention contre lui était trop forte pour qu'il pût y résister. En vain, son fils, le cardinal Grimani, accourut-il de Rome pour le recevoir, et dans ses habits pontificaux se chargea-t-il des fers de son père, soit lorsque celui-ci traversait le port, soit lorsqu'il fut traduit devant le grand conseil ; la sévérité de cette assemblée n'en fut point adoucie. Elle avait évoqué à elle le jugement, craignant que le prévenu n'exerçât une influence illicite sur le conseil des Dix, par ses richesses et le crédit de sa famille. Grimani fut condamné à la relégation dans les îles de Cherso et d'Ozèro, au golfe du Quarnèro. Au bout de quelque temps il s'échappa de ce lieu d'exil, et il se réfugia à Rome, auprès du cardinal son fils [1].

Les troupes de terre ne firent pas leur devoir mieux que

[1] *Petri Bembi Hist. Venetæ.* L. V, p. 98. — *Vettor Sandi.* Lib. IX, c. VII, T. III, p. 1071

celles de mer. Zancagno avait été chargé de rassembler les milices des frontières de la Carniole, de mettre en défense les bords de l'Isonzo, et d'établir son camp à Gradiska. Mais Scander Bassa, sangiak de Bosnie, ayant amené sur l'Isonzo sept mille chevaux, en envoya, le 29 septembre, deux mille au-delà du fleuve. Zancagno ne leur opposa aucune résistance, et ne permit point à ses soldats de sortir de Gradiska. Les paysans, qui se croyaient en sûreté derrière l'armée de la république, furent frappés de terreur lorsqu'ils virent paraître ces troupes barbares : les bords de la Piave et du Tagliamento furent abandonnés, quoique susceptibles de défense. Des troupeaux de fuyards, s'échappant de tout le Friuli, de Trévise, et même de Padoue, s'enfermèrent à Venise ; et la campagne fut délaissée jusqu'au bord des Lagunes. Les Turcs, après y avoir enlevé de nombreux captifs, dont ils massacrèrent une partie avant de repasser le Tagliamento, rentrèrent dans leurs foyers, sans avoir trouvé l'occasion de combattre [1].

1500. — Au commencement de l'année 1500, les Vénitiens, découragés par le mauvais succès de la dernière campagne, et désireux de pouvoir diriger toute leur attention sur les affaires de l'Italie, dont les révolutions devenaient tous les jours plus importantes, envoyèrent à Constantinople une ambassade pour se plaindre de ce que le grand-seigneur les avait attaqués sans provocation, et pour redemander leurs marchands faits prisonniers dans toute l'étendue de l'empire turc, et la restitution de Lépante ; mais Bajazeth répondit qu'il n'accorderait la paix à la république, qu'autant que celle-ci lui céderait Modon, Coron et Napoli de Malvoisie, et qu'elle s'engagerait à lui payer un tribut annuel de douze mille ducats [2].

— *Chron. Venetum.* T. XXIV. *Rer. Ital.* p. 124. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1499, § 10 et 11, p. 481. — *Paolo Giovio, Vita di Antonio Grimani. Ritrati.* L. V, p. 290. — [1] *Petr. Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 97. — *Chron. Venetum.* T. XXIV, p. 116. — *Vetter-Sandi,* Lib. IX, c. VII., T. IV, p. 205, 206. — *Annal. eccles. Raynaldi.* 1499, § 7 et 8, p. 480. — *Theod. Spandugino* Lib. II, f. 208. — [2] *Petri Bembi Hist. Ven.* lib. V, p. 100. —

Pendant l'hiver, la flotte turque s'était partagée entre les deux golfes d'Ambracie et de Lépante. Melchior Trévisani, qui avait pris le commandement de la flotte vénitienne, voulait empêcher les Turcs de se réunir ; et il occupait dans cette espérance les parages de Corfou et de Céphalonie ; mais les ennemis se dérobèrent à sa vigilance : ils firent leur jonction devant le promontoire de Luciade, et se trouvant alors supérieurs en forces, ils firent reculer les Vénitiens. Daüth Pacha entrait dans le Péloponnèse, avec une armée formidable, en même temps que la flotte turque attaquait, du côté de la mer, les villes dont Bajazeth avait demandé la cession. Les Turcs furent repoussés devant Napoli de Malvoisie, et devant Zonchio, l'ancienne Pylos de Nestor; mais ils s'emparèrent du faubourg de Modon, et ils commencèrent aussitôt le siége de cette ville importante [1].

Jérôme Contarini remplaça, dans le commandement de la flotte vénitienne, Melchior Trévisani, qui était mort de maladie devant Céphalonie. Ce nouvel amiral voulut porter du secours à Modon ; mais ayant rencontré la flotte turque près de Pylos, il la combatit avec désavantage; il perdit quelques galères, et fut obligé de se réfugier à Zante [2]. Cependant comme il ne pouvait se résoudre à abandonner les assiégés, il se présenta de nouveau, le 9 août, devant Modon, non point avec l'intention de livrer un combat, mais pour distraire l'attention des ennemis, tandis que cinq galères, les plus promptes à la course de toute sa flotte, pénétreraient dans le port, avec les renforts et les munitions qu'il destinait aux assiégés. Son projet parut réussir ; quatre des cinq galères arrivèrent au travers de toute la flotte turque, jusqu'à l'estacade qui fermait le port. Tous les habitants de Modon accoururent au-

Chron. Ven. T. XXIV, p. 148. — *Vettor Sandi, Storia civile Venez.* L. IX, c. VII, T. IV, p. 207. — [1] *Petri Bembi Hist. Venetæ.* Lib. V, p. 102. — *Chronic. Venetum.* T. XXIV. *Rer. Ital.* p. 142. — [2] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 103.

devant d'elles, pour les décharger plus rapidement; la garde même quitta les murs où elle était placée, pour descendre sur le rivage. Les Turcs, s'en étant aperçus donnèrent un assaut dans ce même moment, et pénétrèrent dans la ville. En vain les habitants essayèrent de résister; il était déjà trop tard, les musulmans étaient au milieu des rues. Les Grecs ni les Vénitiens, bien que privés d'espérance, n'essayèrent point de fuir; ils n'abandonnèrent point le combat; ils furent presque tous tués sur la place, tandis que le feu, allumé aux premières maisons par les assaillants, gagnait rapidement toute la ville: l'incendie fut universel comme le massacre; Modon tomba au pouvoir des Ottomans; mais il n'y restait déjà plus ni édifices ni habitants [1].

La terreur que cette catastrophe causa dans toute la Morée, décida les habitants de Pylos et de Coron à se rendre sans combat. Le général turc attaqua ensuite Napoli de Malvoisie: il fit conduire devant les murs de cette ville Paul Contarini, qu'il avait fait prisonnier à Modon, et qu'il menaça du supplice le plus cruel, s'il ne persuadait pas aux assiégés de se rendre. Contarini essaya de leur parler; mais, au milieu de son discours, tandis que ses gardes distraits faisaient moins d'attention à lui, il piqua son cheval, s'échappa de leurs mains, franchit d'un saut le premier fossé des fortifications, et parvint dans la ville sans avoir été atteint par les traits ou les balles qu'on faisait pleuvoir sur lui. Il contribua vaillamment ensuite à la défense de Napoli, où il s'était réfugié [2].

Le conseil des Dix avait chargé Bénédetto de Pésaro de venir prendre le commandement de la flotte vénitienne. Ce nouveau capitaine la trouva découragée, affaiblie et dispersée

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 103. — *Raynaldi Ann. eccles.* 1500, § 11 et 12, p. 490. *ex Sabellico Ennead.* X. L. IX. — *Andrea Cambini origine de' Turchi.* f. 176, *et Theod. Spandugino*, f. 209, *in Sansovino.* L. II. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 7 v. — [2] *Petri Bembi Hist. Venetæ.* L. V, p. 104. — *Theod. Spandugino in Sansovino*, L. II, f. 209. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 8.

par une tempête qu'elle venait d'éprouver. Il la réunit à Corfou et à Zanthe; il y rétablit la discipline par la punition sévère des officiers qui avaient mal fait leur devoir, et il la conduisit ensuite à la recherche de celle des Turcs : mais c'était justement l'époque où ceux-ci, satisfaits de leurs succès précédents, se retiraient à Constantinople. Pésaro, demeuré maître de la mer, prit Ægine, pilla Mitylène et Ténédos, enleva plusieurs vaisseaux traîneurs de la flotte turque, et livra au supplice tous leurs équipages, les attachant à des gibets, sur les deux rivages d'Europe et d'Asie, pour que tous les vaisseaux qui traversaient les Dardanelles connussent les cruautés qu'il croyait justifier en les nommant des représailles. Avant de quitter ces parages, il réduisit l'île de Samothrace sous la domination de sa république [1].

La flotte que Ferdinand et Isabelle avaient armée à Malaga, sous les ordres de Gonsalve de Cordoue, et qu'ils destinaient à la conquête du royaume de Naples, bien qu'ils voulussent cacher quelque temps encore leurs projets, était, sur ces entrefaites, arrivée à Messine; de là elle se rendit à Zanthe, où Gonsalve avait donné rendez-vous à Bénédetto de Pésaro. Les deux généraux convinrent ensemble d'attaquer l'île de Céphalonie; et profitant d'un vent favorable, ils forcèrent leur entrée dans les deux ports de cette île. Ils débarquèrent leur armée, et ils entreprirent le siége de la capitale. L'épirote Gisdar la défendait, et il soutint leurs attaques avec beaucoup de bravoure et d'obstination. Les Espagnols souffrirent cruellement de la faim et des maladies; mais ils donnèrent pendant ce siége une première preuve de cette constance et de cette confiance dans leur chef, qui devaient, deux ans plus tard, à Barlette, les faire triompher de leurs ennemis. Enfin Piétro Navarra fit une large brèche aux murs

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 105. — *Sabellicus Ennead.* X. L. IX, *apud Raynald.* 1500, § 17, p. 492. — *Theod. Spandugino.* f. 209.

de Céphalonie par une mine chargée ; la ville fut prise d'assaut le 1er novembre de l'an 1500, et la garnison fut passée au fil de l'épée. Zonchio ou Pylos fut aussi recouvrée par surprise. Pésaro songeait encore à attaquer Modon, lorsqu'il apprit que les Turcs y avaient envoyé de nombreux renforts. Gonsalve de Cordoue déclara alors qu'il était contraint de ramener sa flotte dans les ports de Sicile : néanmoins, en reconnaissance de ses services, la seigneurie le fit inscrire au livre d'or, parmi les nobles vénitiens[1].

1501. — Pésaro, continua, pendant l'hiver, ses entreprises contre les Turcs. Il enleva ou détruisit plusieurs de leurs vaisseaux, en construction à la Prévezza, dans le golfe d'Ambracie[2]. Il tenta aussi de brûler une autre partie de leur flotte, dans le fleuve de Loüs ; mais il fut repoussé avec perte[3]. Enfin il accepta la soumission d'Alessio, qui se rendit à la république. D'autre part, les villes de Zonchio et de Durazzo furent reprises encore une fois par les Turcs. Chacun de ces succès ou de ces revers était signalé par d'atroces cruautés, autant de la part des chrétiens que de celle des musulmans. Les infortunés habitants étaient rendus responsables du sort de la guerre. Encore qu'on n'eût pas su les défendre, on leur demandait compte, en les reprenant, du malheur qu'on nommait leur révolte ; et quant aux soldats prisonniers, ils périssaient presque tous dans les supplices[4].

Les Vénitiens, menacés de perdre toutes leurs possessions d'outre-mer, avaient demandé des secours à tous les princes de la chrétienté ; tous regardaient encore la guerre contre les infidèles comme un devoir, tous reconnaissaient la nécessité de secourir la république de Venise dans la lutte inégale où

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. L. I, p. 191, 192. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*. L. I, f. 8. — [2] *Petri Bembi Hist. Ven*. L. V, p. 108. — [3] *Ibid*. p. 110. — [4] *Ibid*. p. 114. — *Vettor Sandi*. Lib. IX, c. VII, T. IV, p. 213. — *Raynaldi Annal. eccles*. 1501, § 77, p. 528. — *Theod. Spandugino*. f. 210.

elle était engagée ; cependant ils paraissaient plutôt vouloir mettre leur honneur à couvert par un service momentané, que fournir à leurs alliés une assistance réelle. Alexandre VI fit armer vingt vaisseaux, dont il donna le commandement à Jacob de Pésaro, évêque de Paphos, et il les envoya joindre la flotte de la république : il la secourut plus efficacement encore en lui abandonnant tout le produit des indulgences vendues dans l'état vénitien, ce qui monta à 80,000 ducats [1]. Ravenstein, gouverneur de Gênes, pour la France, amena à Zanthe une flotte française destinée à seconder celle de la république : mais elle n'avait été payée que pour trois mois ; et deux et demi de ces mois s'étaient déjà écoulés avant qu'elle fût parvenue dans les mers de Grèce. Elle se retira donc sans avoir été d'aucun service. Une flotte portugaise fit aussi une courte apparition au même rendez-vous, mais son commandant refusa de prendre part à aucun siége. Il déclara qu'il n'avait d'autre ordre que celui de se ranger dans la ligne de bataille des Vénitiens ; et il se retira quand il vit que pour cette année les musulmans ne paraissaient pas disposés à livrer de combat [2].

Avant la fin de l'année, Philippe de Ravenstein ramena la flotte française au secours des Vénitiens ; il attaqua de concert avec eux l'île de Mitylène, mais l'indiscipline de ses soldats lui fit abandonner son entreprise lorsque le succès en était déjà presque assuré [3]. Tous ces auxiliaires éphémères avaient peut-être contribué à empêcher la Porte d'exposer sa flotte hors du détroit des Dardanelles pendant cette année ; mais ils n'avaient procuré aucun avantage durable aux Vénitiens. Il n'en fut pas de même de l'attaque d'Uladislas, roi de Hon-

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 111. — *Raynaldi Ann. eccles.* 1500, § 22, p. 494. — [2] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VI, p. 121. — *Theod. Spandugino.* f. 210. — [3] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VI, p. 122. — *Raynaldi Ann. eccles.* 1501, § 31, p. 530. — *Pauli Jovii Epitome Histor.* L. VIII, p. 156.

grie et de Bohême, sur les frontières des Turcs; les incursions des Hongrois attirèrent les armes de Bajazeth II vers le Danube. Les Polonais, de leur côté, commençaient à se mettre en mouvement; leur roi Jean Albert avait promis à la république de Venise de faire une diversion en sa faveur. La mort de ce roi empêcha, il est vrai, la guerre de Pologne, mais le bruit seul de ses préparatifs avait été avantageux aux Vénitiens[1].

1502. — L'année suivante, un nouvel auxiliaire plus inespéré que les précédents vint encore soulager la république; ce fut Ismaël Sophi qui arma la Perse contre Bajazeth II, envahit la partie de l'Arménie soumise aux Turcs, et attira en Asie les armées du sultan[2]. Pésaro, qui avait reçu quelques secours des chevaliers de Rhodes, du roi de France et d'Alexandre VI, en profita pour attaquer l'île de Leucade ou Sainte-Maure dont il fit la conquête[3]. Ce fut à peu près son seul exploit cette année. Les Turcs, distraits par deux puissantes diversions en Europe et en Asie, ne dirigeaient plus leurs efforts contre la république. Celle-ci, d'autre part, encore effrayée des dangers qu'elle avait courus, et craignant chaque année de voir recommencer l'invasion du Friuli et achever la conquête du Péloponnèse, évitait de provoquer davantage la colère du sultan. Elle reçut vers la fin de cette année, d'Achmet, un des pachas de Bajazeth II, quelques ouvertures de paix qu'elle communiqua au roi de Hongrie; et comme celui-ci ne voulut pas y accéder, elle ne refusa point de traiter seule. Andréa Gritti, un des marchands que les Turcs avaient arrêtés au commencement de la guerre, et qui était alors dans les prisons de Constantinople, conduisit les négociations au nom de sa patrie; la fortune ayant destiné cet homme, qui n'était

[1] *Annal. eccles. Raynald.* 1501, § 84, p. 530. — [2] *Ibid.* 1502, § 17, p. 536. — *Barth. Senaregæ de rebus Genuens.* T. XXIV, p. 577. — [3] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VI, p. 129 — *Raynald. Annal. eccles.* 1502, § 21, p. 537.

pas moins distingué par la noblesse et par la beauté de sa figure et par la force de son corps, que par ses talents militaires et politiques, à conclure, du sein de la captivité, deux des traités les plus importants qu'ait signés sa république. 1503 — Gritti, qui plus tard se signala dans la guerre de la ligue de Cambray, et qui réconcilia ensuite sa patrie à la France, et qui enfin monta sur le trône ducal et y siégea quinze ans ; Gritti signa le traité de paix qui, au commencement de l'année 1503, réconcilia la république de Venise et l'empire turc, et qui fut observé jusqu'en 1537. Les Vénitiens restituèrent Sainte-Maure ou Leucade aux Turcs ; ils abandonnèrent leurs droits sur Lépante, Modon et Coron qu'ils avaient perdus dans le cours de la guerre, et ils obtinrent seulement en retour la restitution des propriétés privées qui avaient été confisquées par le sultan au commencement des hostilités[1].

Ce traité qu'Andréa Gritti ne rapporta à Venise qu'au mois de novembre 1503 fut reçu avec joie par la république, encore qu'il sanctionnât la perte de quelques-unes des meilleures forteresses qu'elle possédât dans le Levant. Mais pendant toute la durée de la guerre, les Vénitiens s'étaient trouvés vis-à-vis des princes chrétiens leurs voisins, dans un état constant d'humiliation et d'inquiétude. Ils avaient été obligés tantôt de donner les mains aux projets ambitieux de Louis XII, tantôt de supporter l'arrogance de ses lieutenants, tantôt de fermer les yeux sur les intrigues du duc de Valentinois. Ils n'avaient pu ni donner du poids à leurs recommandations, ni faire respecter leurs intérêts, et l'état de crise dans lequel avait été l'Italie,

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VI, p. 132. — *Vettor Sandi Storia civile Veneta.* L. IX, c. VII, T. IV, p. 214. — *Annal. eccles. Raynald.* 1503, § 2, p. 539 — *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 383. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. X, p. 281. — *Theod. Spandugini Cantacuzeni. Presso Sansovino.* Lib. II. *Imperio Turco.* f. 211. — *Paulo Giovio ritratti d'Uomini illustri.* Lib. VI, p. 368.

pendant les années précédentes, ne semblait point prêt à se terminer. La guerre de Naples avait allumé l'ambition de tous les ultramontains, et les souverains de la France, de l'Espagne et de l'Allemagne annonçaient, plus ouvertement que jamais, leurs prétentions sur les provinces de la Péninsule.

Le roi de France ne pouvait se résigner à la perte du royaume que la mauvaise foi des rois catholiques lui avait enlevé en si peu de temps. Il reprochait à l'archiduc Philippe de lui avoir lié les mains par une trompeuse négociation de paix. Celui-ci qui avait traité loyalement, et qui avait été muni de pouvoirs illimités par son beau-père, se plaignait de ce que son honneur était cruellement compromis. Ferdinand et Isabelle avaient d'abord cherché des prétextes pour retarder la ratification du traité conclu par leur gendre, mais depuis qu'ils connaissaient les avantages décisifs remportés par Gonsalve de Cordoue, ils refusaient absolument leur signature, et ils accusaient Philippe d'avoir outrepassé ses pouvoirs. Cependant ils proposaient des négociations nouvelles pour tromper encore Louis XII [1]. Ce monarque, reconnaissant enfin qu'avec des princes sans foi la force seule pouvait donner quelque valeur aux traités, résolut d'attaquer l'Espagne en même temps par Bayonne et Fontarabie, et par le comté de Roussillon ; de faire ravager les côtes de Catalogne et de Valence par une flotte française, enfin de faire marcher dans le royaume de Naples une armée suffisante pour y recouvrer la supériorité [2].

Le commandement de cette armée fut donné à Louis de La Trémouille ; sous lui devait servir François de Gonzague, marquis de Mantoue, le même qui avait arrêté les Français à Fornovo, et qui avait commandé l'armée vénitienne envoyée contre eux dans la Pouille. Le bailli de Bissy avait été chargé

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 306. — [2] *Ibid.* p. 312. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 153. — *Fr. Belcarii Comment.* L. IX, p. 271.

de lever et de conduire les Suisses. Les Florentins, les Siennais, les princes de Ferrare, de Mantoue et de Bologne avaient promis des contingents; l'armée de La Trémouille devait être forte de dix-huit cents lances et de dix-huit mille fantassins; une flotte puissante devait la seconder, et l'on n'avait point encore vu la France faire d'appareil plus formidable [1]. Cependant La Trémouille, avant de s'engager dans le royaume de Naples, voulait être sûr de la conduite que tiendraient le pape et son fils. Aux craintes déjà si légitimes qu'excitait leur caractère, se joignait depuis quelque temps la défiance que devaient causer leurs négociations contradictoires; les prétentions offensantes du pape qui voulait poursuivre et dépouiller de ses fiefs Gian Giordano Orsini, quoiqu'il fût sous la protection expresse du roi [2]; la permission qu'il avait accordée aux Espagnols de recruter dans Rome même, et les intrigues bien connues de Valentinois avec Gonsalve de Cordoue. Valentinois qui avait cinq cents hommes d'armes sous ses ordres offrait de les joindre à l'armée française, pourvu que Louis XII lui sacrifiât non seulement Gian Giordano Orsini, mais l'état de Sienne; et les Français étaient sur le point de souscrire à ce honteux traité, lorsque Borgia en proposa un moins ignominieux, mais plus dangereux. Il leur offrit le passage par l'État de l'Église, en demeurant lui-même neutre et armé. Il était facile de reconnaître que son intention était de se décider d'après les circonstances pour accabler les vaincus, ou bien qu'en dépit de ses promesses, pendant que les Français seraient dans le royaume de Naples, il attaquerait la Toscane laissée par eux dégarnie de troupes [3]. Mais au milieu de ces projets et de ces espérances, le pape Alexandre VI fut frappé le 18 août d'une mort presque subite, le duc César

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 313. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 153. — Mémoires de la Trémouille. T. XIV, ch. XI, p. 167. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 229. — [2] *Jacopo Nardi Ist. Fior.* Lib. IV, p. 151-151. — [3] *Ibid.* p. 155.

Borgia, son fils, et le cardinal de Cornéto, furent en même temps rapportés à Rome presque moribonds d'une vigne où ils devaient souper avec lui, et le corps d'Alexandre VI, bientôt couvert d'une gangrène noire et effrayante, donna lieu à tout le public de supposer que lui, son fils et son convive étaient victimes d'un poison qu'il avait lui-même préparé pour un autre [1].

La vie entière d'Alexandre Borgia avait été signalée par tant de crimes, il avait si bien mérité la haine de Rome, de l'Italie et de la chrétienté, qu'il ne faut point s'étonner si sa mort fut attribuée aux forfaits mêmes auxquels il avait accoutumé sa cour, et si l'on fut empressé de trouver dans le renversement si rapide de sa famille, et dans la juste punition de sa scélératesse, une conséquence des moyens odieux qu'il mettait en usage pour augmenter sa fortune. On avait vu, pendant tout son pontificat, Alexandre VI retirer un double avantage pécuniaire des promotions au sacré collége que la constitution de l'église lui donnait le droit de faire. En onze promotions, il avait créé quarante-trois cardinaux [2]; presque aucune de ces nominations n'avait été gratuite, la plupart lui rapportaient au moins dix mille florins, celle de Francesco Sodérini, frère du gonfalonier de Florence, lui en avait rapporté vingt mille, celle de Doménico Grimani, fils du procurateur de Saint-Marc, trente mille, d'autres avaient peut-être été payées à un plus haut prix. Mais c'était peu pour le pape de vendre cette première des dignités ecclésiastiques. Les cardinaux employés par lui dans l'administration s'enrichissaient rapidement; le pape fut accusé d'en avoir fait périr un grand nombre pour s'emparer de leurs héritages, et pour disposer de leurs bénéfices qui retournaient au saint-siége. C'étaient là, disait-on, les criminelles ressources par lesquelles le pape suf-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 314. — *Raphael Volaterranus.* Lib. XXII. *apud Raynald. Annal. eccles.* 1503, § 10, p. 540. — [2] *Onofrio Panvino Vita di Alessandro VI.* p. 479.

fisait aux dépenses prodigieuses que demandaient et l'entretien des armées du duc de Valentinois, et le luxe de la cour pontificale, et les prodigalités de Lucrèce Borgia, et l'établissement des autres fils et neveux d'Alexandre. L'on raconta, et l'on crut dans toute l'Italie que le pape avait invité le cardinal Adrien de Cornéto à un repas, dans sa vigne du Belvédère, près du Vatican, qu'il avait l'intention de l'y empoisonner comme il avait empoisonné auparavant les cardinaux de Saint-Ange, de Capoue et de Modène, autrefois ses ministres les plus zélés, ensuite les victimes de sa cupidité; que le duc de Valentinois avait envoyé des bouteilles de vin préparé par lui à l'échanson du pape, sans le mettre dans sa confidence, et en lui recommandant seulement de ne point donner ce vin sans un ordre exprès; que pendant l'absence momentanée de cet échanson, son remplaçant donna par erreur une de ces bouteilles au pape, à César Borgia et au cardinal de Cornéto. Ce dernier dit ensuite lui-même à Paul Jove qu'au moment où il eut pris ce breuvage, il sentit dans ses entrailles un feu ardent, qu'il perdit la lumière du jour, et bientôt l'usage de tous ses sens, et qu'après une longue maladie, son rétablissement fut précédé par l'excoriation de toute sa peau [1].

Les écrivains contemporains les mieux informés et les plus détaillés s'accordent sur les circonstances de cet événement. Cependant un journal de la cour de Rome et les lettres de l'ambassadeur de la maison d'Este semblent prouver que la maladie du pape dura huit jours, qu'on la qualifia de fièvre pernicieuse, et qu'on la traita comme telle [2]. Après tout, nous ne savons point avec précision la date du repas à la vigne du Belvédère; il est possible qu'il ait eu lieu le 10 août; que la

[1] *Paulo Giovio Vita di Leone X*. Lib. II, p. 82. — *Vita del cardinale Pompeo Colonna*. p. 358. — *Ejusd. Vita magni Consalvi*. L. II, p. 229. — *Fr. Guicciardini*. Lib. VI, p. 314. — *Alf. de Ulloa*, *Vita di Carlo V*. L. I, p. 31. — [2] *Muratori*, *Annali d'Italia*. T. X, p. 15. — *Raynaldi Ann. eccles*. 1503, § 11, p. 541.

maladie causée par un poison qui, au lieu d'être pris par un seul convive, se trouvait réparti entre trois, ait duré huit jours, et que, pendant sa durée, on ne se soit point empressé de la nommer par son véritable nom, et d'accuser ainsi le pape et son fils, qui étaient encore tout puissants [1].

Alexandre VI, dont le nom seul rappelle tant de crimes et tant d'infamies, fut appelé, pendant son pontificat, à prononcer au nom de l'église romaine plusieurs décisions qui lui servent de loi encore aujourd'hui. Aussi les écrivains ecclésiastiques prennent-ils à tâche de prouver que, quels qu'aient pu être ses vices, il ne s'écarta jamais un instant de la pureté de la foi [2]. Alexandre VI fut un des instituteurs de l'ordre des Minimes de Saint-François-de-Paule, qu'il confirma par sa bulle du 1er mai 1501, et de celui des sœurs de la Sainte-Vierge, fondé par Jeanne de Valois, femme divorcée de Louis XII [3]. C'est encore à lui que l'église romaine doit une institution qui, plus qu'aucune autre peut-être, a contribué à conserver son pouvoir contre les attaques de la philosophie et les progrès de l'esprit, celle de la censure ecclésiastique des livres. Alexandre VI, par son bref du 1er juin 1501, ordonna aux imprimeurs, sous peine d'excommunication, de n'imprimer plus aucun livre sans l'aveu des archevêques ou de leurs vicaires ou officiaux, et il ordonna à ceux-ci de faire saisir et brûler tout livre qui contiendrait des doctrines hérétiques contraires à la foi catholique, impies et mal sonnantes [4].

Le duc de Valentinois disait à Macchiavel qu'il croyait avoir pensé à tout ce qui pourrait arriver au moment de la mort de son père, et qu'il avait trouvé remède à tout, mais qu'il n'a-

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VI, p. 133. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 157. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 272. — *Istor. di Gio. Cambi.* p. 194. — *Orlando Malavolti, Stor. di Siena.* P. III, Lib. VI, f. 112. — *Fr. Belcarii.* L. IX, p. 272. — *Onofrio Panvino Vita di Alessandro VI.* p. 478. — *Barthol. Senaregæ de rebus Genuens.* T. XXIV. *Rer. Ital.* p. 578. — [2] *Raynaldi Annal. eccles.* 1501, § 22, p. 511. — [3] *Ibid.* § 24, p. 511. — [4] *Ibid.* § 36, p. 514.

vait jamais songé que lors de cet événement il pourrait se trouver lui-même mortellement malade [1]. Il avait compté que l'élection du nouveau pontife dépendrait en grande partie de lui; les cardinaux nommés par son père, et surtout les dix-huit Espagnols qu'il avait fait entrer au sacré collége, devant rester, à ce qu'il croyait, sous sa dépendance. Il avait réduit sous sa clientèle presque toute la petite noblesse des états romains; il avait tellement écrasé la haute noblesse, qu'il croyait n'avoir plus rien à redouter d'elle. Toutes les forteresses, dans Rome et dans son territoire, étaient occupées par ses soldats, et l'armée avec laquelle il avait fait la guerre aux Orsini était cantonnée autour des murs de la capitale. Mais d'autre part, il se trouvait frappé justement au moment où, hésitant entre les deux cours de France et d'Espagne, il ne pouvait compter ni sur l'une ni sur l'autre, et il se sentait pressé en même temps par leurs deux armées; cependant, quelque accablé qu'il fût par le maladie, il ne s'abandonna point lui-même. Tandis que le peuple courait à Saint-Pierre avec une joie indicible pour se repaître de la vue du corps d'Alexandre VI, et exprimer l'horreur qu'il ressentait pour lui, César Borgia se maintint dans le palais du Vatican. Il entra en traité avec les Colonna que son père avait dépouillés de leurs fiefs : il leur rendit Ghinazzano, Capo d'Anzo, Fracasti, Rocca di Papa et Nettuno, où Alexandre VI avait élevé des fortifications redoutables, et à ce prix, il s'assura de leur neutralité [2].

Le duc de Valentinois n'avait point assez de troupes pour pouvoir interdire l'entrée de Rome à ses ennemis, et contenir en même temps le peuple qui le détestait. Prosper Colonna était revenu dans sa patrie, à la tête de tout son parti. Fabio

[1] *Macchiavelli del Prencipe*. Cap. VII, p. 259. — [2] *Fr. Guicciardini*. L. VI, p. 515. — *Paolo Giovio Vita del cardinale Pompeo Colonna*. p. 360. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 197. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. IX, p. 273. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. L. II, p. 229.

Orsini, de son côté, avait repris possession des palais de sa famille à Monté-Giordano : il avait livré au pillage les maisons et les boutiques des courtisans et des marchands espagnols, si favorisés sous le règne du dernier pape ; et il demandait à grands cris la tête de Borgia lui-même, en expiation du sang de son père et de ses parents que ce tyran avait versé. Les troupes de Valentinois étaient toutes logées dans le Borgo et dans les environs du Vatican ; en sorte que les cardinaux, pour ne point se mettre entre leurs mains, se réunirent à l'église de Sainte-Marie *sopra Minerva;* ils ne se pressèrent pas néanmoins de commencer les obsèques du pape, qui doivent durer neuf jours, et se terminer avant le conclave [1].

Hors des portes de Rome, et dans les états auparavant occupés par Valentinois, les convulsions politiques étaient plus violentes encore. Jean-Paul Baglioni s'était associé à Barthélemi d'Alviano, capitaine de la maison Orsini, au service des Vénitiens. Avec son aide, il était rentré à Pérouse ; il avait chassé de Viterbe la faction des Gatti, et de Todi celle de Chiaravalle : il avait tué ou pillé tous les citoyens enrôlés dans ces deux partis, qui étaient tombés entre ses mains. Fabio Orsini et les Savelli poursuivaient dans le Patrimoine de Saint-Pierre tous ceux qui s'étaient rangés du parti de Valentinois. Le premier ayant tué un membre de la famille Borgia, prit de son sang pour s'en laver les mains et la bouche [2]. Tous les barons romains avaient recouvré les châteaux que le pape leur avait enlevés ; les Vitelli étaient rentrés dans Città di Castello, Jacques d'Appiano à Piombino, le duc d'Urbin, et les seigneurs de Pésaro, de Camérino et de Sinigallia, dans les états qu'ils avaient perdus [3]. La Romagne seule ne

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 316. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1503, § 12, p. 541. — *Petri Bembi Histor. Venetæ.* L. VI, p. 133. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, p. 31 v. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 156. — [2] *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 32. — [3] *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 156.

fit aucun mouvement, et demeura dévouée au duc de Valentinois. Ses autres conquêtes étaient plus récentes; dans celle-ci il avait déjà eu le temps de faire goûter les avantages de son gouvernement. Cet homme, si cruel et si faux dans sa politique, savait fort bien ce qui pouvait procurer la félicité de ses sujets; la justice était exercée scrupuleusement entre eux, et la sûreté publique était garantie d'une manière inviolable. Toutes les factions avaient été comprimées, toutes les voleries des magistrats et des princes avaient cessé; une protection éclairée avait été accordée à tous les hommes distingués; les militaires avaient trouvé de l'avancement dans les armées ou dans le commandement des châteaux du duc; les hommes de lettres avaient été richement pourvus de bénéfices ecclésiastiques : l'état prospérait enfin, et aucun Romagnol ne pouvait envisager sans crainte le retour des anciens petits seigneurs [1].

Louis de la Trémouille, qui devait commander l'armée française, avait été retenu à Parme par une maladie, qui ne lui permit plus de prendre part à cette expédition. Le marquis de Mantoue en avait pris le commandement comme lieutenant du roi : cependant l'autorité était demeurée presque en entier entre les mains du bailli d'Occan et de Sandricourt, parce que les Français dédaignaient d'obéir à un prince étranger. Cette armée était entrée en Toscane par le chemin de Pontrémoli; mais elle avait été retardée par la lenteur des Suisses, qui s'engageaient mal volontiers dans les expéditions désastreuses du royaume de Naples. Enfin elle traversa l'état de Sienne, et elle arriva entre Népi et l'Isola, au moment où les cardinaux étaient prêts à entrer au conclave. Le premier ministre de la France et le favori du roi, le cardinal George d'Amboise, arrivait en même temps en hâte avec les cardi-

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 316. — *Macchiavelli il Prencipe.* Cap. VII, p. 259.

naux d'Aragon et Ascagne Sforza, auxquels il avait rendu la liberté, sur l'assurance que leurs suffrages seraient réglés par le sien. Appuyé de toute la protection de son maître, de la disposition de ses trésors, de celle d'une puissante armée, parvenue jusque sous les murs de Rome, il se croyait presque assuré du souverain pontificat; et il subordonna à ses prétentions personnelles les négociations du cabinet et les opérations de l'armée française. Il rechercha surtout le duc de Valentinois, qui se disait maître de toutes les voix des cardinaux espagnols : pour l'attacher à son parti, il ne craignit pas de mécontenter les Orsini, jusqu'alors dévoués à la France. Borgia, de son côté, sentit que l'armée de France était plus près de lui que celle d'Espagne, et pouvait lui faire et plus de bien et plus de mal : il rompit donc les négociations entamées avec Gonsalve de Cordoue, par l'entremise des Colonna, et le 1er septembre, il signa avec les ambassadeurs français un nouveau traité, par lequel il s'engageait à servir Louis XII avec toutes ses forces, dans la guerre de Naples, tandis qu'en retour le monarque lui garantissait les états qu'il avait encore, et lui promettait son aide pour recouvrer ceux qu'il avait perdus [1]. Gonsalve de Cordoue, à la nouvelle de ce traité, donna ordre à tous les capitaines espagnols, qui servaient dans l'armée de Borgia, de le quitter pour se ranger sous les drapeaux de l'Espagne, s'ils ne voulaient se rendre coupables de haute trahison. Cette ordonnance enleva au duc de Valentinois Hugues de Moncade, Jérôme Oloric, Pédro de Castro, Diégo de Chignones, et d'autres encore de ses plus habiles officiers [2].

La cession des suffrages des cardinaux dépendants de la maison Borgia, n'avait pas fait une condition explicite du

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. VI, p. 317. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* L. IV, p. 157. — [2] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. L. II, p. 230. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*. L. I, f. 32.

traité de Valentinois : cependant c'était le principal motif qui avait engagé le cardinal d'Amboise à le signer. Mais ces cardinaux, de la voix desquels on croyait disposer, songeaient beaucoup plus à leurs avantages futurs qu'à leur reconnaissance pour des bienfaits passés. Ils désirèrent avant tout assurer leur liberté et celle de leur élection : pour cela, ils ne consentirent à s'enfermer au conclave qu'après que le cardinal d'Amboise eut pris l'engagement de ne point laisser dépasser Népi à l'armée française, et que César Borgia fut parti de Rome avec deux cents hommes d'armes et trois cents chevau-légers, pour se rendre à cette armée [1].

Les cardinaux n'étaient point encore assez avancés dans leurs négociations entre eux pour procéder à une élection définitive. George d'Amboise n'exerçait point sur le conclave le crédit sur lequel il avait compté; mais il espérait, avec plus de temps gagner de nouveaux partisans; ses adversaires ne doutaient pas, au contraire, qu'il ne perdît quelques voix, dès que l'armée française se serait éloignée : les uns et les autres reconnaissaient d'autre part combien, pour leur liberté, et pour l'indépendance de l'église, il serait dangereux de prolonger le conclave, au milieu de tant de mouvements militaires. Tous s'accordèrent donc à choisir pour pape un cardinal dont les forces épuisées, et la maladie bien connue, faisaient prévoir la fin prochaine. Ce fut François Piccolomini, neveu du pape Pie II, par lequel il avait été fait archevêque de Sienne, et ensuite cardinal. Ce doyen des cardinaux, qui jouissait d'une haute réputation de vertu, réunit les suffrages de trente-sept de ses frères, sur trente-huit qui se trouvaient au conclave. Il fut proclamé le 22 septembre, et couronné le 8 octobre, sous le nom de Pie III [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 318. — [2] *Onofrio Panvino Vita di Pio III*, 219 *Pontefice.* p. 481. — *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 318. — *Raynaldi Ann. eccles.* 1503, § 13, p. 541. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VI, p. 134. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* L. IV, p. 158. — *Belcarii.* L. IX, p. 274. — *Arn. Ferroni.* L. III, p. 54.

Après cette élection, l'armée française, qui n'avait plus de motif de s'arrêter, passa le Tibre, et continua sa route vers le royaume de Naples : le duc de Valentinois, qui était toujours malade, et qui s'était fait porter en litière à Népi, se fit rapporter de même à Rome, où il se fortifia dans le Borgo, avec deux cent cinquante hommes d'armes, autant de chevau-légers, et huit cents fantassins. Les Orsini, qui soupiraient après le moment où ils pourraient se venger de lui, étaient de leur côté entrés dans la ville avec leurs troupes, et s'y fortifiaient dans un autre quartier. Ils y avaient appelé Jean-Paul Baglioni et Barthélemi d'Alviano; et chaque jour ils livraient des combats aux gens de Valentinois. Voyant la guerre sur le point de se renouveler, ils négociaient pour s'engager comme condottiéri à la solde de l'une ou de l'autre des puissances. Leur inclination les portait vers la France, et elle était encore augmentée par leur rivalité avec les Colonna, qui s'étaient attachés à l'Espagne. Mais le cardinal d'Amboise les avait vivement offensés par la faveur qu'il avait montrée à Valentinois : il avait ensuite marchandé leurs services, comme s'il ne tenait aucun compte de leur assistance ou s'il croyait que, pour se défendre contre les Colonna, les Orsini seraient toujours forcés de se ranger sous les drapeaux français, même sans solde. Barthélemi d'Alviano, qui avait quitté le service vénitien pour venir à Rome se réunir à sa famille, fut blessé de ce manque d'égards; et il traita avec Gonsalve de Cordoue, au nom de tous les Orsini, promettant de mener au service d'Espagne cinq cents hommes d'armes, moyennant soixante mille ducats par année. Mais il exigea en retour que Gonsalve s'engageât à rétablir après la guerre finie les Médicis à Florence[1].

L'ambassadeur de Venise à Rome avait travaillé à cette ré-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 319. — *Paolo Giovio, Vita di Leon X.* L. II, p. 84. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. II, p. 230.

conciliation des Orsini avec les Espagnols; et il avait avancé aux derniers l'argent nécessaire pour faire le premier paiement : il les aida encore à réconcilier les Orsini avec les Colonna, qui servaient dans la même armée. Valentinois, effrayé de cette coalition qu'il crut dirigée contre lui, voulut alors sortir de Rome. Gian Giordano Orsini n'avait point fait cause commune avec ses parents ; et il avait promis au cardinal de Rouen qu'il conduirait Borgia en sûreté jusqu'à l'armée française. Borgia se mit en mouvement pour aller le trouver à Bracciano ; mais pendant ce temps Fabio Orsini et Jean-Paul Baglioni avaient attaqué la porte du Torrione, et l'avaient brûlée : ils avaient par là pénétré dans le quartier de Valentinois, et ils chargeaient ses soldats avec des forces très supérieures. Lorsque César Borgia vit sa cavalerie commencer à fuir, il se réfugia avec le prince de Squillace son frère, et quelques cardinaux espagnols, dans le palais du Vatican, d'où, avec le consentement du pape, il passa au château Saint-Ange. Le commandant de ce château était une créature d'Alexandre VI; il promit non seulement de protéger Borgia contre ses ennemis, mais encore de le laisser se retirer toutes les fois qu'il le voudrait. Cependant l'armée du duc, poursuivie par les Orsini et par Baglioni, se dissipa entièrement; et les rêves brillants de l'ambition de Borgia s'évanouirent avec elle [1].

Pie III ne trompa pas l'attente des cardinaux qui avaient compté sur un pontificat fort court; après vingt-six jours de règne seulement, il mourut le 18 octobre, âgé de soixante-quatre ans et cinq mois. Dès le temps de son élection, il avait une plaie à la jambe qui pouvait devenir dangereuse : toutefois on soupçonna qu'elle avait été empoisonnée par les soins de Pandolfe Pétrucci, tyran de Sienne, parce que ce dernier craignait de trouver en lui les ressentiments d'un gentilhomme

[1] *Fr. Guicciardini*, Lib. VI, p. 320. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1503, § 15, p. 542.

siennois, ennemi par conséquent de l'ordre des Neuf, avec l'appui duquel régnait Pandolfe [1].

Pendant le court règne de Pie III, les cardinaux avaient mieux pris leurs mesures : les diverses factions avaient reconnu leurs forces, et celles qui ne pouvaient espérer de triompher avaient réussi du moins à vendre à un plus haut prix leur acquiescement. George d'Amboise, le premier, avait été forcé de reconnaître qu'il n'arriverait point à la tiare, et il dirigea en conséquence les suffrages dont il disposait, en faveur de celui des cardinaux qui, dès le temps de l'expédition de Charles VIII en Italie, s'était engagé avec le plus de violence dans les intérêts de la France : c'était le cardinal de Saint-Pierre *ad Vincula*, Julien de La Rovère, neveu de Sixte IV. Pour se venger d'Alexandre VI, son ennemi personnel, Julien avait attiré les armes des Français en Italie; et exilé de Rome par Alexandre, il avait presque toujours vécu à la cour de France. Il possédait d'immenses richesses et de nombreux bénéfices ecclésiastiques dont il pouvait disposer en faveur de ses partisans.

Alexandre VI, qui le détestait, avait contribué à lui faire une réputation de sincérité, en déclarant à plusieurs reprises qu'il ne lui connaissait que cette seule vertu, au milieu de vices sans nombre, et Julien mit à profit, pour mieux tromper, la confiance universelle qu'inspirait sa franchise. Chacun croyait si implicitement à sa parole et à ses promesses que de nombreux amis mirent entre ses mains toute leur fortune et tous leurs bénéfices ecclésiastiques, pour qu'il pût s'en servir à s'acheter des partisans. Le cardinal Ascagne Sforza, jugeant mieux que ne faisait George d'Amboise l'esprit inquiet et ambitieux de La Rovère, comprit que ce prétendu partisan de la

[1] *Onofrio Panvino, Vite de' Pontefici*. p. 482. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena*. P. III, L. VII, f. 112 v. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 32 v. — Raynaldus ne parle point du soupçon de poison. *Ann. eccles.* 1503, § 16-19, p. 542.

France était l'homme du sacré collége le plus disposé à arracher le duché de Milan aux Français et à le rendre à sa famille. Enfin Valentinois, réduit à une condition si dangereuse, qu'il ne pouvait plus suivre les règles de sa politique ordinaire, prêta l'oreille à des promesses qu'il était accoutumé à mépriser : il crut ou voulut croire que des bienfaits récents pourraient faire oublier d'antiques injures ; il signa, le 29 octobre, avec La Rovère, un compromis qui fut confirmé par serment, et par lequel il assurait à ce dernier les suffrages de tous les cardinaux espagnols, tandis que La Rovère lui promettait en retour de le nommer gonfalonier de l'église, de le maintenir dans tous ses états, et de faire épouser à François-Marie de La Rovère, son neveu, la fille de César Borgia. Par ces divers traités et par toutes ces intrigues, l'élection de Saint-Pierre *ad Vincula* était si bien concertée d'avance que le jour même, 31 octobre, où les cardinaux entrèrent au conclave, sans qu'on eût eu le temps de les y enfermer, ils proclamèrent Julien de La Rovère, qui prit le nom de Jules II[1].

Il avait fallu de grands revers pour déterminer Valentinois à donner les voix dont il disposait à son plus ancien ennemi. Mais en effet, depuis la défaite de sa petite armée autour du Vatican, sa puissance s'était presque anéantie. Les villes de Romagne qui avaient attendu son retour, voyant la chute de sa fortune, avaient voulu se faire un mérite auprès de leurs anciens maîtres, en se livrant d'elles-mêmes entre leurs mains. Césène était retournée à l'obéissance immédiate de l'église : à Imola le commandant de la citadelle avait été massacré, et la ville était partagée entre les partisans des Riari et ceux de l'église. Forli avait ouvert ses portes à Antoine Ordélaffi,

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 321. — *Joannis Burchardi Diarium curiæ Rom.* p. 2159. — *Barthol. Senaregæ de rebus Genuens.* T. XXIV, p. 578. — *Jacopo Nardi. Ist. Fior.* L. IV, p. 158. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 272. — *Fr. Belcarii Comment.* L. IX, p. 275.

héritier de la famille qui avait régné dans ce petit état avant que Jérôme Riario s'en fût emparé. Jean Sforza était rentré à Pésaro, Pandolfe Malatesti à Rimini, d'où il fut bientôt chassé par Dionigi Naldo, soldat de César Borgia. Faenza attendit le retour de Valentinois plus longtemps qu'aucune des villes de Romagne; mais perdant enfin l'espérance de le voir recouvrer sa puissance, elle se donna à François, fils naturel de Galéotto de Manfrédi, seul héritier d'une famille dont tous les descendants légitimes avaient été massacrés par Borgia. Les citadelles de toutes ces villes ne participèrent point à toutes ces révolutions : elles demeurèrent fidèlement gardées par leurs capitaines, au nom du duc de Valentinois [1].

Mais le sort des villes de Romagne paraissait désormais devoir bien moins dépendre des vœux du peuple, des ressources du duc de Valentinois, ou même des intrigues du pape, que des armes de la puissante république, qui avait toujours considéré cette province comme soumise plus particulièrement à son influence; elle donnait depuis longtemps des pensions à ses petits princes, et y avait déjà acquis quelques cités. Au printemps de cette même année, Venise avait signé son traité de paix avec les Turcs; Andréa Gritti, qui l'avait négocié, n'était pas encore de retour de Constantinople, et déjà la république faisait sentir à ses voisins que ses forces n'étaient plus engourdies par la terreur des Ottomans, que ses conseils n'étaient plus uniquement occupés des progrès constants des infidèles, et qu'elle était de nouveau en état de se faire respecter et de se faire craindre. Jacob Vénieri, qui commandait à Ravenne, y rassemblait des forces considérables; il se procurait des intelligences dans Césène, et il tenta enfin de surprendre cette ville, mais il en fut repoussé. Bientôt après, Dionigi Naldo, n'espérant plus voir revenir le duc de Valen-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 322. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVIII, p. 272. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* Lib. IV, p. 157.

tinois, et ne voulant pas se soumettre aux Manfrédi, contre lesquels il s'était précédemment révolté, livra aux Vénitiens les forteresses du val de Lamone, et engagea le commandant de la citadelle de Faenza à la leur vendre à prix d'argent. Ces deux marchés n'entraînèrent point la soumission de la capitale : ses habitants, irrités de ce que le commandant de la citadelle ou les paysans du val de Lamone prétendaient disposer de leur sort, se défendirent avec obstination, et ils firent demander des secours en même temps à Jules II et aux Florentins[1].

Toutes les autres petites principautés de Romagne étaient attaquées simultanément par les Vénitiens. Forlimpopoli et plusieurs châteaux leur ouvrirent leurs portes. Fano, qu'ils voulaient surprendre, se défendit : Rimini leur fut abandonné volontairement par Pandolfe Malatesti, qui leur demanda seulement en échange la seigneurie de Cittadella, dans l'état de Padoue, et le rang de gentilhomme vénitien[2].

Jules II, qui venait à peine de s'asseoir sur la chaire de Saint Pierre, ne connaissait pas bien encore quelles étaient ses forces, et ne voulait pas se presser de les déployer. Cependant il ne pouvait voir sans chagrin les Vénitiens s'emparer des villes qui relevaient de l'église. Les vicaires qui les possédaient auparavant, et le duc de Valentinois lui-même, étaient par leur faiblesse et leurs besoins journaliers, ramenés à la dépendance du saint-siége; mais la république de Venise, toujours puissante et toujours également redoutable, ne restituait jamais ce qu'elle avait une fois saisi. Jules II, qui n'osait point encore se brouiller avec elle, essaya ce que la persuasion pourrait faire. Il envoya l'évêque de Tivoli à Venise, avec commission d'y porter ses plaintes de l'affront que le sé-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 322. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. II, p. 134. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 323. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. VI, p. 135. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 32 v.

nait lui faisait, dès le commencement de son pontificat, en attaquant une ville de l'église, tandis que Jules avait cru pouvoir compter sur l'amitié de la république, et qu'il l'avait méritée par son attachement à ses intérêts quand il était encore cardinal [1].

Les Vénitiens étaient alors séduits par cette même ambition qui leur avait fait accepter la protection de Pise, le partage du duché de Milan et les ports du royaume de Naples : ils s'efforçaient de s'étendre en Toscane, en Lombardie et sur le golfe Adriatique ; ils ne songeaient pas que chacune de leurs conquêtes leur suscitait un nouvel ennemi ; et ils ne s'arrêtaient point par la crainte d'ajouter encore le souverain pontife à leur nombre. Ils répondirent par des protestations vagues d'amitié, et des offres de payer pour Faenza le même tribut qu'avaient payé les vicaires précédents ; représentant en même temps que, depuis plusieurs siècles, cette ville n'était plus sous le pouvoir immédiat de l'église, et promettant d'être des vassaux tous aussi fidèles que l'avaient été les Manfrédi ou le duc de Valentinois. Tandis qu'ils tenaient ce langage modéré en apparence, leurs troupes faisaient des progrès rapides dans le siége de Faenza : elles s'étaient logées à l'église de l'Observatoire, et elles commençaient à battre en brèche les murs mêmes de la ville. Les Florentins, qui avaient d'abord envoyé un petit secours de deux cents hommes à Faenza, lorsqu'ils virent que le pape ne les secondait pas, ne voulurent point s'engager seuls dans une guerre si dangereuse ; et les bourgeois assiégés, n'espérant plus de pouvoir se défendre, capitulèrent le 19 décembre, sous condition que les Vénitiens assureraient au jeune François de Manfrédi une pension annuelle de trois cents ducats [2].

[1] *Macchiavelli Legazione seconda (à Roma)*. Opere 1813. T. VI, p. 400. — Leg. Lettera XIII, p. 133. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VI, p. 136. — [2] *Fr. Guicciardini*. L. VI, p. 324, qui donne par erreur le nom d'Astorre au jeune Manfrédi. — *Jacopo Nardi*,

Les Vénitiens avaient alors acquis en Romagne, outre les deux principautés de Faenza et de Rimini, Monte-Fiore, Sant-Arcangelo, Vérucchio, Porto Césénatico, et six autres châteaux. Il ne leur aurait pas été difficile d'occuper encore Imola et Forli ; mais ils s'arrêtèrent pour ne pas donner trop d'irritation au pontife. Le duc de Valentinois ne possédait plus que les citadelles de Forli, Césène, Forlimpopoli et Bertinoro. Il offrit au pape de les lui remettre en dépôt pour qu'elles ne tombassent pas entre les mains des Vénitiens ; mais celui-ci, dit Guicciardini, en qui l'antique sincérité n'était pas encore corrompue par l'habitude du pouvoir, les refusa, pour ne pas s'exposer ensuite à la tentation de manquer de foi [1].

Jules II avait accueilli Valentinois avec honneur et toutes

Ist. Fior. Lib. IV, p. 157. — *Macchiavelli*. Legazione II, Lett. VII, VIII, IX, X et seq. p. 117; Opera. T. VI, p. 389 et seq. — *Petri Bembi Hist. Ven*. L. VI, p. 136.

La maison Manfrédi n'ayant plus, dès cette époque, recouvré sa souveraineté sur Faenza, nous croyons convenable d'insérer ici une table chronologique du règne de ces petits princes.

1334. RICHARD MANFRÉDI, proclamé par le peuple, seigneur de Faenza et d'Imola.

1350. JEAN, RENIER, fils de Richard, se défendent contre Clément VI jusqu'en 1358, qu'ils sont chassés de leur seigneurie.

1377. ASTORRE Ier de Manfrédi rentre le 25 juillet, par un aqueduc, dans Faenza. Soutenu par les Florentins, il est reconnu comme vicaire de Faenza et d'Imola.

Il est forcé de vendre ces villes à Balthazar Cossa ; celui-ci lui fait trancher la tête le 28 novembre.

1410. JEAN GALÉAZ Manfrédi, fils d'Astorre Ier, rentre à Faenza le 18 juin ; mort 1416.

1416. GUID' ANTONIO Manfrédi, fils du précédent, seigneur de Faenza et d'Imola ; mort le 18 juin 1448.

1448. ASTORRE II, TADDÉO, fils de Guid' Antonio Manfrédi : seigneur de Faenza ; mort le 2 mai 1468. seigneur d'Imola, vend cette ville à Jérôme Riario ; 1473.

1468. GALÉOTTO, fils d'Astorre II, seigneur de Faenza, tué par sa femme le 31 mai 1488.

1488. ASTORRE III, fils de Galéotto, prisonnier de César Borgia le 22 avril 1501 ; étranglé à Rome le 9 juillet 1501.

1503. FRANÇOIS de Manfrédi, fils naturel de Galéotto, proclamé seigneur de Faenza par les habitants, au mois d'octobre 1503 ; se rend aux Vénitiens le 19 novembre 1503.

[1] *Fr. Guicçiardini*. Lib. VI, p. 324.

les apparences d'une réconciliation sincère ; il lui avait donné, le 3 novembre, un logement au Vatican, où le duc était entouré d'une quarantaine de ses officiers, et il lui promettait que, dans le premier consistoire, il le déclarerait gonfalonier de l'église[1]. César Borgia, accoutumé à la prospérité, n'avait point trouvé dans son esprit les forces nécessaires pour juger les circonstances de sa nouvelle fortune. Cet homme, qui n'avait jamais maintenu sa parole à personne, se reposait avec une foi entière sur les promesses de son plus ancien ennemi. Il attendait avec confiance le gonfalon de l'église, que Jules II s'était engagé à lui donner. Il renvoyait jusqu'après cette nomination son départ pour la Romagne. Alors il comptait rassembler quelques hommes d'armes qui l'attendaient, traverser la Toscane, ou peut-être se rendre par mer à Gênes, et ensuite en Lombardie ; puis, avec l'aide de ses partisans, secourir les châtelains qui lui avaient gardé fidèlement ses forteresses. Lorsque Macchiavel, qui était alors en légation à Rome, alla le 5 novembre lui faire part de l'entreprise des Vénitiens sur Faenza, Borgia s'emporta contre les Florentins, qui auraient pu, avec cent hommes d'armes seulement, sauver toutes ses possessions, s'ils l'avaient voulu. Il jura qu'il ne dépenserait pas l'argent qui lui restait entre les mains des banquiers de Gênes, et qui montait à plus de deux cent mille florins, pour défendre vainement une possession qu'il allait perdre ; qu'il remettrait bien plutôt lui-même ses forteresses entre les mains des Vénitiens, pour avoir le plaisir de les voir ensuite attaquer et ruiner Florence. Peu de mois auparavant, ces menaces auraient encore fait une impression profonde ; mais il n'était plus temps pour Borgia de parler ainsi, et le cardinal d'Amboise lui-même, qui le protégeait toujours, et qui le regardait comme un allié utile de la France, s'écria,

[1] *Burchardus, Diarium curiæ Romanæ.* p. 2159.

quand Macchiavel lui rapporta ces paroles : « Dieu n'a jamais « encore laissé aucun péché impuni, et il ne pardonnera pas « davantage ceux de cet homme[1]. »

Le pape ne voulait point encore manquer de parole à Valentinois : cependant il était impatient de se débarrasser de lui ; et bien qu'il cherchât à profiter des restes de son crédit pour défendre la Romagne contre les Vénitiens, il se réjouissait de voir tous ses anciens amis l'abandonner. Il l'avait encouragé, aussi bien que le cardinal d'Amboise, à demander un sauf-conduit aux Florentins, pour envoyer sa petite armée sur les frontières de la Romagne[2] : mais il ne parut point fâché que ce sauf-conduit fût refusé ; il chercha seulement à entretenir le duc dans des espérances trompeuses d'un arrangement avec les Florentins, pour l'engager à partir[3].

Enfin Valentinois se mit en route le 10 novembre, vers le milieu de la nuit, avec l'intention de s'embarquer à Ostie, et de se faire transporter avec quatre ou cinq cents hommes à la Spézia. Il y avait donné rendez-vous à sept cents chevaux, qu'il y envoyait par la route de Toscane[4]. C'était justement le moment où Faenza, pressée par les Vénitiens, était sur le point de capituler. Jules II, alarmé sur leurs progrès, se persuada que le seul moyen de les arrêter était de se faire céder les forteresses que Valentinois possédait encore en Romagne. Le duc, en partant, avait laissé la cour de Rome au pouvoir de ses ennemis, qui tous encourageaient Jules II à lui manquer de foi, et applaudissaient par avance à la punition d'un homme perfide que le pape détestait. Celui-ci ne résista pas à leurs insinuations. Il fit partir pour Ostie le cardinal de Volterra, frère du gonfalonier Pierre Sodérini, pour demander à Valentinois la remise de toutes ses forteresses. Des vents con-

[1] *Macchiavelli*. Legaz. II, Lett. IV, du 6 novembre, p. 116. Opera, Lettr. IX, T. VI, p. 390. — [2] *Ibid.* T. VI, p. 397, 10 novembre. — [3] *Ibid.* p. 418. Lett. du 18 novembre. — [4] *Ibid.* p. 424. Lett. du 19 novembre.

traîtres avaient retardé l'embarquement du duc, et Volterra le trouva encore à Ostie le 22 novembre : mais Borgia, au moment même où il se mettait en chemin, pour tenter de reconquérir la Romagne, ne pouvait se résoudre à abandonner son titre à cette souveraineté, ni les forteresses qu'il possédait encore. Il refusa. Jules II, trop orgueilleux et trop irascible pour supporter un refus, fit arrêter aussitôt Valentinois, qui demeura prisonnier devant Ostie, sur une galère française [1]. On répandit bientôt le bruit que le pape l'avait fait jeter dans le Tibre. Tout le monde applaudit par avance à cette perfidie, et témoigna ensuite du regret en apprenant qu'elle ne s'était point exécutée [2]. Dans le même temps, la petite armée de Valentinois, que conduisait don Michel de Coréglia, était arrivée sur les frontières de Pérouse et de Florence : elle y fut attaquée par la troupe de Jean-Paul Baglioni, et dévalisée. Don Michel demeura prisonnier des Florentins, qui le livrèrent au pape sur l'instante prière de celui-ci ; et Jules II témoigna sa satisfaction de ce que les dernières ressources de l'homme à qui il avait vainement promis qu'il lui pardonnerait étaient enfin détruites [3].

Quelque haine cependant que Jules II conservât au fond de son cœur pour Valentinois, il n'oublia jamais entièrement qu'il lui devait la tiare, et qu'il lui avait promis de la reconnaissance. Il le fit reconduire au palais du Vatican ; et tout en insistant toujours pour obtenir qu'il donnât l'ordre à ses châtelains de lui remettre leurs forteresses, il lui témoigna des égards auxquels on ne s'était point attendu. Il réussit ainsi, au moins en apparence, à obtenir ce qu'il demandait. Le 2 décembre, Valentinois signa l'ordre qu'on exigeait de

[1] *Macchiavelli Legazione a Roma.* 23 et 24 novembre. T. VI, p. 440. — [2] *Idem* Lettre du 26 novembre. T. VI, p. 448. — *Fr. Belcarii.* Lib. IX, p. 276.—[3] *Macchiavelli Legazione à Roma.* Lettre du 1er décembre. p. 462. — *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 325. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 158.

lui; et Pierre d'Oviédo, un de ses lieutenants, qui en était porteur, partit pour la Romagne, afin de le faire exécuter. Dès lors Borgia jouit de plus de liberté, et le pape lui promit qu'il le laisserait partir pour la France, aussitôt qu'il aurait la nouvelle de l'entrée des troupes pontificales dans les citadelles de Romagne [1].

Dans le même temps, presque aux portes de Rome, une lutte plus importante décidait du sort de l'Italie, et en quelque sorte de celui de l'Europe. Les deux puissantes armées des Français et de Gonsalve de Cordoue étaient en présence sur les bords du Garigliano; on attendait à toute heure une bataille générale, que des pluies continuelles faisaient différer de jour en jour : la fortune demeurait en suspens; et dans cet état d'anxiété, ni le pape, ni les Florentins n'osaient prendre une décision. Sur les autres frontières, la guerre entre les deux monarques n'avait produit aucun grand événement. L'armée française, qui s'avançait par la Gascogne, s'était bientôt dissipée, faute d'argent, et par l'imprudence de celui qui la commandait; la flotte, après avoir parcouru sans fruit les rivages de Catalogne, s'était enfermée dans le port de Marseille : l'armée de Roussillon s'était arrêtée au siége de Salses, au pied des Pyrénées, et, après avoir perdu quarante jours devant cette forteresse, qui s'était défendue avec la plus grande bravoure, elle s'était retirée à l'approche de l'armée d'Espagne, que le roi commandait en personne. Cependant Frédéric, roi titulaire de Naples, auquel Louis XII et Ferdinand promettaient chacun de leur côté de le rétablir sur le trône, avait négocié entre eux une trêve de cinq mois, dans laquelle l'Italie n'était pas comprise : il écoutait avidement leurs paroles, et il ne s'apercevait pas que l'un et l'autre roi cherchait à effacer la honte de sa trahison précé-

[1] *Macchiavelli Legazione alla corte di Roma.* Lett. du 2 décembre, p. 468.

dente, sans renoncer aux fruits qu'il en avait recueillis[1].

Mais l'armée française que le cardinal d'Amboise avait si longtemps retenue près de Rome, pour exercer plus d'influence sur le sacré collége, avait ensuite continué sa route vers Naples, sous les ordres du marquis de Mantoue. Cette armée était fort supérieure en nombre à celle que Gonsalve pouvait lui opposer, et elle avait été abondamment pourvue d'argent et de vivres, par la prévoyance du roi : seulement l'infanterie suisse, qui en faisait une partie essentielle, n'avait point été choisie avec autant de soin que dans les précédentes expéditions, et elle était fort inférieure à celle qui avait servi dans les autres armées. La gendarmerie française, depuis que La Trémouille en avait abandonné le commandement, ne voulait plus reconnaître aucune règle de discipline : son orgueil se révoltait de ce que le roi l'avait soumise à un général italien ; et le marquis de Saluces, le bailli d'Occan et Sandricourt, ses lieutenants-généraux, étaient aussi mal d'accord entre eux qu'avec leur chef[2].

Durant l'activité des marches ou des combats, à peine l'indiscipline française se laisse remarquer ; c'est dans les guerres de poste, et toutes les fois que les opérations traînent en longueur, qu'elle devient surtout pernicieuse : aussi la lenteur de la marche de l'armée française au travers de l'Italie, et son long séjour auprès de Rome, avaient-ils eu la plus fatale influence sur les dispositions des combattants. Ce fut cependant lorsqu'on vit commencer les pluies de l'automne, qui, cette année, furent bien plus longues et bien plus obstinées que de coutume, qu'on put s'apercevoir combien l'ambition personnelle du cardinal d'Amboise, et ses manœuvres

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 326. — *Macchiavelli Legaz. à Roma.* T. VI, p. 447. Lett. du 24 novembre. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 328. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 157. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 231. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 33.

pour monter sur le trône pontifical, avaient été préjudiciables à la France. La campagne avait commencé sous d'assez heureux auspices. Le marquis de Saluces, après avoir défendu vaillamment Gaëte avec les restes de l'armée qui, au printemps, avait été battue à Cérignoles, avait recouvré le duché de Trajetto et le comté de Fondi, jusqu'aux rives du Garigliano, et il était ensuite venu joindre l'armée du marquis de Mantoue entre Pontécorvo et Cepperano.

Gonsalve de Cordoue avait établi son quartier-général à San-Germano, avec l'intention de défendre ce passage, protégé par les deux forteresses de Rocca-Secca et de Monte-Casino. Un capitaine espagnol, nommé Vitalba, s'était enfermé dans Rocca-Secca; il repoussa avec bravoure deux assauts livrés par l'armée française; sa résistance retint pendant sept jours les Français dans le voisinage de Pontécorvo; le pays était ruiné, et ne suffisait point à les pourvoir de vivres; des pluies continuelles inondaient leurs quartiers : après avoir beaucoup souffert de la faim et de l'humidité, ils renoncèrent au siége de Rocca-Secca, et à forcer le passage de San-Germano, et tournant sur leur droite, au sud-ouest des montagnes de Fondi, ils essayèrent d'entrer dans le royaume, par la route qui suit le bord de la mer. Ils s'avancèrent ainsi jusqu'à la tour qui est située au passage du Garigliano, au lieu même où l'on croit qu'était bâtie autrefois la ville de Minturnes. La rive du fleuve, plus élevée de leur côté que sur le bord opposé, les favorisait pour y jeter un pont; et pendant qu'ils travaillaient à le construire, ils se trouvaient au milieu d'un pays ami : les villes de Gaëte, Itri, Fondi et Trajetto étaient entre leurs mains, et leur flotte, maîtresse de la mer, pouvait leur amener des vivres jusqu'à l'embouchure du fleuve. Gonsalve de Cordoue, il est vrai, sans se laisser décourager par ces circonstances défavorables, vint immédiatement occuper l'autre bord du Garigliano, et disputer le ter-

rain aux travailleurs français; mais ceux-ci, couverts par leurs batteries, achevèrent leur pont le 4 novembre en dépit de lui[1].

Après avoir établi leur pont, les Français traversèrent le Carigliano sans rencontrer de grands obstacles, et ils s'emparèrent de quelque artillerie laissée par les Espagnols sur la rive opposée. Mais Gonsalve de Cordoue s'était retiré à un mille en arrière seulement; et coupant la plaine basse à la gauche du fleuve, par un fossé profond, que les eaux avaient aussitôt rempli, il avait élevé sur ce fossé des fortifications beaucoup meilleures que celles qu'il avait été obligé de quitter sur les bords de la rivière. Les Français, ne pouvant pénétrer plus loin, laissèrent seulement une garde avancée sur la gauche de Carigliano, et retournèrent à leurs quartiers accoutumés. Don Pédro de Paz, le plus aventureux chevalier de l'armée espagnole, encore que sa taille petite et contrefaite ne semblât pas annoncer de la vigueur, essaya de surprendre le baron de Sandricourt, qui commandait la garde avancée; c'est sans doute à cette attaque qu'il faut rapporter l'exploit un peu romanesque que le *loyal serviteur* raconte de Bayard son maître, lorsqu'il assure que celui-ci tint seul tête à deux cents chevaux espagnols, et défendit contre eux le pont de Garigliano[2]. Quoi qu'il en soit, dans cette escarmouche qui fut très sanglante, Fabio, fils de Paul Orsini, jeune capitaine qui marchait déjà dignement sur les traces de son père, fut tué: les Français demeurèrent maîtres du pont; mais ils sentirent la nécessité de s'y couvrir de fortifications, pour se mettre à l'abri d'une attaque semblable[3].

Le pays qui s'étend au sud-est du Garigliano est maréca-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 327. — *Macchiavelli Legaz. à Roma.* Lett. du 10 novembre, p. 394. — *Sabellicus Ennead. XI, apud Raynald. Ann.* 1503, § 15, T. XX, p. 4. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. II, p. 233. — *Alfonso de Ulloa.* L. II, f. 34. — [2] Mémoires du chevalier Bayard T. XV, ch. XXV, p. 45. — [3] *Guicciardini.* L. VI, p. 327.

geux et presque désert; les soldats de Gonsalve étaient réduits à y demeurer à découvert, logés dans la fange, tandis que des pluies continuelles inondaient le pays. L'autre rive était beaucoup plus couverte d'habitations; et le quartier des Français était bien meilleur : mais en revanche leurs corps semblaient moins propres à supporter l'intempérie du climat, et leurs esprits étaient plus impatients. Tandis que Gonsalve retenait toutes ses troupes, avec une constance inébranlable, dans un mille de rayon autour de la tête du pont des Français, ceux-ci, qui avaient réparti leur armée jusqu'à Fondi et Itri, à huit ou dix milles de distance, ne supportaient qu'avec peine la pluie, les privations et les mauvais gîtes[1].

Peut-être un général plus déterminé, et mieux obéi que le marquis de Mantoue, aurait-il attaqué les Espagnols, pour sortir de cette situation critique; peut-être aurait-il essayé de changer le théâtre de la guerre, et de sortir des marécages, que les pluies rendaient impraticables. Cependant sa supériorité était tout entière dans la gendarmerie française, et dans l'artillerie, tandis que son infanterie était fort inférieure à celle des Espagnols : ses gendarmes n'auraient pu manœuvrer dans la plaine inondée qui était au-delà du Garigliano; et ses attelages n'auraient point suffi pour tirer de la fange son artillerie : d'autre part, si le temps venait à se remettre, cette même plaine lui offrait le champ de bataille le plus favorable pour manœuvrer contre les Espagnols, et il avait éprouvé à Pontécorvo, peu de jours auparavant, les inconvénients de la guerre dans les montagnes. Plus les pluies avaient duré longtemps, plus le marquis de Mantoue se flattait chaque jour de les voir finir. Ses quartiers étaient meilleurs, ses troupes étaient

[1] *Fr. Gucciardini.* Lib. VI, p. 327. — *Macchiavelli Legazione alla corte di Roma.* Lett. du 10 novembre et jours suiv., p. 400 *et seq.* — *Fr. Belcarii Comment.* L. X, p. 278. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 234. — *Alfonso de Ulloa.* L. I, f. 34 v.

mieux nourries, et il avait de l'argent en abondance, tandis que Gonsalve en était tout à fait dépourvu : il croyait donc pouvoir attendre avec moins de souffrance que les Espagnols, et il semblait démontré que celui qui supporterait plus longtemps les inconvénients de cette situation serait assuré de la victoire[1].

Mais les Français, tourmentés par l'humidité dont ils ne pouvaient se mettre à couvert, par le dépérissement de leurs chevaux, par les maladies, et plus que tout par l'ennui, s'en prenaient à leurs généraux de toutes les intempéries du climat. Sandricourt accusait le marquis de Mantoue de timidité et de lenteur; et, dans un cercle nombreux, il s'était écrié, qu'il était bien étrange que le roi n'eût pas trouvé dans toute la noblesse française un chef qui pût la conduire, au lieu de la soumettre à un de ces italiens, qu'il désigna par l'épithète injurieuse que les soldats donnaient habituellement à toute la nation. Ce propos, si blessant pour Gonzague, fut applaudi par tous les Français. Le marquis de Mantoue ne pouvait plus obtenir d'eux aucune obéissance ni aucune régularité dans le service : les commissaires des vivres, se croyant tout permis sous un chef aussi peu respecté, volaient le soldat avec impudence, et le laissaient exposé à tous les besoins. Le marquis de Mantoue, n'espérant plus rien d'une armée où il ne pouvait se faire craindre, se sentant blessé dans son honneur, et ne voulant pas prendre sur lui la responsabilité des événements funestes qu'il prévoyait, saisit le prétexte d'une petite fièvre quarte dont il était atteint, pour abandonner, le 1er décembre, le commandement de l'armée, et se retirer dans ses états[2].

Les pluies, les neiges, les temps désastreux continuaient

[1] *Macchiavelli Legazione alla corte di Roma.* Lett. XIII à XXVIII, p. 398 à 470. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 235. — [2] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 235. — *Macchiavelli Legazione alla corte di Roma.* Lett. du 2 décembre, p. 470. — *Belcarius, Comment. Rer. Gall.*, Lib. X, p. 278. — *Arnoldi Ferroni.* Lib. III, p. 55.

toujours, avec une constance qu'on n'aurait pas cru devoir attendre du climat de la Campanie heureuse. L'armée française s'affaiblissait par la maladie et la désertion ; plusieurs chevaliers, plusieurs soldats impatients de tant de souffrances et de tant d'oisiveté, s'éloignaient du camp avec ou sans congé : les voleries des commissaires des vivres redoublaient les privations de ceux qui restaient. Gonsalve de Cordoue, quoique sa position parût plus désastreuse encore, avait réussi à la faire oublier à ses soldats par la confiance qu'il leur avait inspirée : d'ailleurs, il avait reçu les renforts que Barthélemi d'Alviano avec tous les Orsini lui avaient amenés, tandis que Jean-Paul Baglioni, qui, à la même époque, s'était engagé à la solde des Français, ne leur avait jamais conduit sa compagnie. Gonsalve comptait dans son armée neuf cents hommes d'armes, mille chevau-légers et neuf mille fantassins espagnols. Avec ces forces, il résolut enfin d'aller chercher la bataille, au lieu de l'attendre plus longtemps ; et après être resté cinquante jours à la même place, en présence de l'ennemi, il chargea Barthélemi d'Alviano de jeter pendant la nuit un pont de bateaux à Sugio, quatre milles au-dessus du camp français.

Le pont des Espagnols fut établi sans résistance dans la nuit du 27 décembre ; et Barthélemi d'Alviano occupa le village de Sugio. La nouvelle en fut cependant aussitôt portée au quartier général français : Ives d'Allégré essaya vainement, par une attaque impétueuse, de repousser d'Alviano sur l'autre bord, tandis que la cavalerie française, répandue dans tout le pays environnant, se rassemblait en tumulte autour du marquis de Saluces. Bientôt celui-ci reconnut que Gonsalve, avec son corps de bataille, avait aussi passé la rivière sur le pont de d'Alviano, et qu'une arrière garde, laissée en face des Français, attaquait leur tête de pont. Jugeant impossible de maintenir sa position ou de défendre plus longtemps le passage avec le peu de monde qu'il avait rassemblé,

Il abandonna avant le jour la tour du Garigliano pour se replier sur Gaëte, après avoir rompu son pont ; laissant dans son camp neuf pièces de grosse artillerie, la plus grande partie de ses munitions ; et un nombre prodigieux de malades et de blessés[1].

Gonsalve, averti de la retraite des Français, détacha à leur poursuite Prosper Colonna, pour retarder leur marche. Les Français cheminaient en bon ordre ; faisant marcher d'abord l'artillerie, puis l'infanterie, et enfin la cavalerie, qui était presque constamment engagée pour tenir tête à l'ennemi. Ils suivaient ainsi le rivage de la mer, et faisaient ferme à tous les ponts, à tous les passages difficiles, pour donner à l'armée le temps de défiler. Mais l'arrière-garde de Gonsalve, laissée à la tour du Garigliano, ayant atteint les barques que les Français avaient abandonnées à la dérive, après avoir coupé leur pont de bateaux, rétablit rapidement ce pont. Elle passa aussitôt le fleuve, prenant le chemin direct vers Molo di Gaëta ; elle se trouva bientôt sur le flanc, et même en avant des Français. L'armée de ces derniers, arrivée au pont qui est à peu de distance de Molo, s'arrêta de nouveau, pour donner à l'artillerie, qui commençait à causer du désordre sur le chemin, le temps de défiler. Le combat y fut obstiné : mais les Français, voyant des corps espagnols qui débordaient sur leurs flancs, abandonnèrent leur position avec quelque désordre ; et lorsqu'ils furent arrivés à l'embranchement des deux chemins, dont l'un va à Itri et l'autre à Gaëte, ils prirent ouvertement la fuite. Leur artillerie et tous leurs bagages tombèrent aux mains des vainqueurs : un grand nombre d'entre eux furent tués ; un plus grand nombre de ceux qui s'étaient répandus dans la campagne, ou qui, logés à quel-

[1] *Fr. Guicciardini*. L. VI, p. 330. — *Sabellicus Ennead.* XI. L. II. *apud Raynald. Ann. Eccles.* 1503, § 16, T. XX, p. 4. — *Belcarius*, *Rer. Gall. Comment.*, L. X, p. 279. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*, L. III, p. 238.

que distance de l'armée, n'avaient pu la rejoindre, furent pillés par les paysans et faits prisonniers : le reste se sauva dans Gaëte, et fut poursuivi jusqu'au pied de ses murailles[1].

Pierre de Médicis, qui suivait le camp français, s'était embarqué sur le Garigliano avec quatre pièces d'artillerie, qu'il avait espéré conduire à Gaëte ; mais une foule de fuyards se jetant sur sa barque, elle sombra, et Médicis fut noyé avec tous ceux qu'elle portait[2].

Gonsalve de Cordoue prit cette nuit ses quartiers à Castellone et à Molo, et le lendemain, s'approchant de Gaëte, il s'empara sans difficulté du bourg et de la montagne d'Orlando, que les Français, trop troublés par leur défaite, n'avaient point mis en état de défense. Ils avaient dans la ville beaucoup plus de monde qu'il ne leur en fallait pour soutenir un long siége, et comme la mer leur était ouverte, ils ne pouvaient craindre de manquer de vivres. 1504. — Mais leur constance était épuisée ; ils n'avaient plus d'autre pensée que celle de retourner au plus tôt en France ; ils demandèrent immédiatement à capituler : ils stipulèrent que d'Aubigny et tous leurs autres prisonniers seraient remis en liberté sans rançon, et pourraient se retirer en France avec tous leurs effets ; et le 1er de janvier 1504, ils remirent la forteresse de Gaëte à Gonsalve. Leur capitulation avait été faite avec si peu de précision, ou l'homme avec lequel ils traitaient avait si peu de bonne foi, que les Espagnols ne voulurent point comprendre les barons napolitains parmi les prisonniers dont la liberté avait été stipulée, et André Mathieu Aquaviva, avec Alfonse et Honoré de San-Sévérino, furent jetés au fond d'une tour,

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 330. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. IX, p. 239. — *Fr. Belcarii Comm.* L. X, p. 279. — Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, f. 173. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 35. — *Arn. Ferroni.* L. III, p. 56. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 331. — *Barth. Senaregæ de reb. Genuens.* T. XXIV, p. 579. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 159. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVIII, p. 273. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 199. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. III, p. 240.

au château neuf de Naples. Au reste les Français auxquels Gonsalve rendit la liberté ne furent guère plus heureux. La plus grande partie de ceux qui partirent de Gaëte moururent sur les chemins, de froid, de misère, et des maladies qu'ils avaient contractées pendant cinquante jours de bivouac dans la fange. Quelques-uns parvinrent jusqu'en France, comme le marquis de Saluces, Sandricourt et le bailli de Bissy; mais la mort les y attendait à leur arrivée. De toute cette florissante armée que la Trémouille avait conduite en Italie, et qui paraissait suffisante pour achever en peu de mois la conquête du royaume de Naples, il ne resta presque aucun homme en état de servir encore sa patrie, bien qu'il n'y en eût qu'un fort petit nombre qui eût péri par le fer de l'ennemi[1].

La déroute du Garigliano couvrit la France de deuil; elle plongea Louis XII dans la plus profonde douleur : elle décida du sort du royaume de Naples, et elle fit craindre que le reste de l'Italie ne tombât en peu de jours aux mains des Espagnols. Les Français n'avaient plus de forces en Lombardie; leurs soldats étaient dégoûtés des guerres d'Italie, ils refusaient de passer les monts; et les Florentins, seuls alliés du roi, n'étaient pas en état de résister à tous ses ennemis. Cependant, contre l'attente universelle, cette déroute fut suivie d'un repos général. Gonsalve de Cordoue, que les rois catholiques avaient laissé sans argent, devait à ses troupes plus d'une année de soldes arriérées : il ne pouvait, sans les payer, essayer de les conduire dans la haute Italie, et il fut réduit, pour les satisfaire, à les loger à discrétion dans les provinces du royaume de Naples, où leur volerie et leurs outrages achevèrent de ruiner les malheureux paysans.

Louis d'Ars, capitaine français, se maintenait seul dans le

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 332. — *Barth. Senaregæ de rebus Genuens.* p. 579. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. III, p. 240. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. X, p. 280. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 36. — *Arn. Ferroni.* L. III, p. 56.

royaume de Naples ; depuis la déroute de Cérignoles, il occupait toujours Vénosa, Troia et San-Sévérino. Gonsalve de Cordoue réduisit ses opérations à le chasser de ces places, et Louis d'Ars, après les avoir défendues avec vaillance, dédaigna de faire aucune capitulation, et s'ouvrit son chemin la lance sur la cuisse, pour ramener sa gendarmerie en France[1].

Jules II, alléguant pour prétexte les embarras de sa situation, en montant sur le trône s'était maintenu neutre entre la France et l'Espagne, encore que tous ses vœux fussent pour les Français ; en sorte que la déroute du Garigliano ne le compromit point personnellement avec le vainqueur. Sa conduite envers les Français ne changea point non plus en raison des revers qu'ils venaient d'éprouver, et il donna avec générosité des secours à tous les malheureux qui traversaient ses états. Toute sa politique se bornait à défendre la Romagne contre les Vénitiens, et encore qu'il ne pût employer pour cet objet l'appui de la France, il n'en persistait pas moins à presser Valentinois de lui remettre ses forteresses. Pierre d'Oviédo avait été envoyé avec un ordre de Borgia pour les consigner au pape ; mais lorsqu'il était entré dans la citadelle de Césène, Diégo de Chignones, qui y commandait, l'avait fait pendre, déclarant qu'il regardait comme un traître, celui qui se chargeait d'exécuter des ordres si préjudiciables à son maître, lorsqu'il savait qu'on les lui avait arrachés de force et tandis qu'il était en prison[2].

Cet acte de rigueur fut d'abord avantageux à César Borgia, qui peut-être l'avait ordonné secrètement. Jules II, voyant que la contrainte était inutile, consentit à consigner ce prince,

[1] Mémoires du chev. Bayard. Ch. XXV, p. 53, et notes, p. 437. — *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 338. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. III, p. 241. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. X, p. 282. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 159. — [2] *Burchardi Diarium Curiæ Rom.* p. 2159. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. III, f. 246. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 37.

qu'il retenait prisonnier dans la forteresse d'Ostie, à Bernardin Carvajal, cardinal espagnol. Ce dernier s'obligea à le remettre en liberté, dès que les châteaux de Césène, de Bertinoro et Forli seraient livrés au pontife, et souscrivit de plus un engagement de quinze mille ducats, en garantie de sa promesse. César Borgia donna alors à ses lieutenants des ordres sans restriction, et avec la ferme volonté qu'ils fussent exécutés. Cependant il languissait de sortir des mains du pape ; et il fit demander secrètement à Gonsalve de Cordoue un asile que celui-ci lui promit, en lui envoyant un sauf-conduit. Sur ces entrefaites, le cardinal Carvajal fut averti que les forteresses de Romagne avaient été livrées aux gens du pape ; et sans attendre les ordres de Jules II, dont il se défiait avec quelque raison, il remit le 19 avril 1504 le duc de Valentinois en liberté[1].

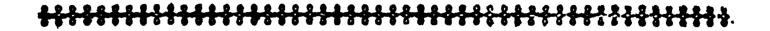
César Borgia, déchu de tant de brillantes espérances, et ne conservant plus de toute sa fortune passée que l'argent qu'il avait déposé chez les banquiers de Gênes, se tenait encore heureux d'avoir recouvré la liberté de sa personne : il s'embarqua à Nettuno sur une felouque, qui le transporta à Mondragone, d'où il se rendit par terre à Naples. Gonsalve de Cordoue l'y accueillit avec toutes les marques d'affection et de respect qu'il aurait pu prodiguer aux plus grands personnages. Il commença aussitôt à délibérer avec lui sur les affaires d'Italie, et surtout sur le projet de Valentinois de se jeter dans Pise. Il lui promit pour cela ses galères, et lui laissa solder des gens de guerre dans le royaume. Néanmoins il avait écrit à Ferdinand-le-Catholique, pour savoir comment il devait se conduire avec Borgia ; et, dès qu'il eut reçu ses ordres, il le fit arrêter, le 26 ou 27 mai, au sortir même d'une conférence,

[1] *Burchardi Diarium Curiæ Rom.* p. 2160. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. X, p. 288 ; — *Epistola Papæ ad Regem et Reginam Hispan.*, 11 maii. — *Raynald. Ann.* 1504, § 12, p. 10. — *Alfonso de Ulloa. Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 37.

où il lui avait témoigné la confiance la plus entière et l'affection la plus vive, et où il l'avait embrassé à plusieurs reprises. Il le fit transporter sur une galère, où il ne lui donna qu'un seul page pour le servir ; et il le fit aussitôt partir pour l'Espagne. Cet homme, coupable de tant de trahisons non moins noires, y fut jeté à son arrivée dans la forteresse de Médina del Campo, que Ferdinand-le-Catholique, qu'il n'avait jamais offensé, destinait à lui servir de tombeau [1].

Un peu avant la dernière chute de ce prince, qui avait si longtemps troublé l'Italie par son ambition et ses crimes, on apprit que les négociations entre les rois de France et d'Espagne, qui s'étaient toujours continuées, même au temps où la guerre paraissait le plus animée, venaient de se terminer par une trève, signée le 31 mars 1504, dans laquelle l'Italie était comprise, aussi bien que le reste de leurs états. Elle devait durer trois ans ; et chacun des contractants avait trois mois pour nommer ses confédérés et les y faire comprendre. Les forteresses seules, que Louis d'Ars tenait encore pour les Français dans le royaume de Naples, n'y furent pas incluses ; mais ce capitaine, n'ayant plus l'espérance de les défendre, ne tarda pas à les évacuer. Le reste de l'Italie se reposa avec crainte, ne pouvant croire que la trève, signée à l'abbaye de Notre-Dame de la Méjorade, mît fin à des inimitiés aussi violentes, et ne reconnaissant point dans le partage des états qu'avait établi la force une balance de pouvoir qui pût maintenir longtemps la tranquillité [2].

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. VI, p. 339. — *Burchardi Diar. Curiæ Roma. die 29 maii*, p. 2160. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*. L. II, p. 83.—*Pauli Jovi Vita magni Consalvi*. L. III, p. 247. — *Raynald. Ann. eccles*. 1504, § 13, T. XX, p. 11. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*. L. I, f. 37 v. — [2] *Fr. Guicciardini*. Lib. VI, p. 341. — *N. Macchiavelli Legaz. seconda alla corte di Francia*. Lett. I et seq , p. 501 et seq. — *Jacopo Nardi, Stor. Fior*. L. IV, p. 160. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall*. L. X, p. 283. On voit, par une lettre de Nicolas Valori à la seigneurie, que la ratification de la trève était arrivée à la cour de France, à Lyon, dès le 11 février ; cependant Léonard, T. II, la rapporte au 31 mars. *Legazione di Nicolo Macchiavelli alla corte di Francia*. Lett. IX et X, p. 533.



CHAPITRE VIII.

Repos et servitude de l'Italie; petites guerres en Romagne et en Toscane; Jules II soumet à l'église les villes de Pérouse et de Bologne.

1504-1506.

1504. — La trève signée entre les rois de France et d'Espagne, au mois de février 1504, avait rendu le repos à l'Italie, car ces deux puissants monarques pouvaient dès lors décider du sort de cette contrée sans la consulter, et les petits états italiens, soumis désormais à la politique ultramontaine, attendaient la permission de leurs alliés pour prendre ou pour poser les armes. Quelque humiliante, quelque triste et précaire que fût cette paix, elle fut reçue avec joie par les peuples : leur épuisement et la lassitude de leurs souverains la rendaient nécessaire. Il leur fallait du temps pour rassembler de nouvelles forces, qu'ils useraient dans de nouveaux combats : il fallait du temps aussi pour qu'on pût oublier les maux funestes de la guerre, et qu'on osât recourir à ce remède terrible, mais passager, de maux permanents. Les premiers mois de paix rendent aux forces vitales d'une nation leur action longtemps suspendue; l'agriculture, les manufactures, le commerce re-

naissent d'eux-mêmes ; le pouvoir retourne des commandants militaires aux magistrats et aux tribunaux civils, dont le joug paraît plus léger : si l'on éprouve encore quelques vexations, on les regarde comme les conséquences de l'état dont on vient de sortir, et non de celui dans lequel on entre ; le retour des habitudes longtemps suspendues rappelle à chaque homme son enfance, sa jeunesse ou des temps plus heureux. On croit entrer dans une ère nouvelle de prospérités ; et l'imagination dépassant les bornes mêmes du possible, le peuple demande à la paix la restitution de tout ce que lui a ôté la guerre ; il veut qu'elle réalise tous ses rêves, et tous ses souvenirs non moins fantastiques que ses rêves. Cependant les mois s'écoulent et l'âge avancé ne retrouve point les jouissances de la jeunesse ; les fortunes dissipées par la guerre ne renaissent point en un clin d'œil, les impôts qu'elle a fait augmenter ne sont point supprimés, tandis que les abus de la paix reparaissent bien plus rapidement que les institutions utiles. Les puissants laissent entrevoir leurs projets d'usurpation ; les intrigants s'élèvent à la faveur et à l'importance ; la force qui devrait être protectrice devient hostile pour la société ; et le peuple, sentant enfin les chaînes dont on le charge, désire de nouveau les rompre par la guerre, quelque terrible et quelque douloureuse qu'elle soit.

Aucun des états de l'Italie n'avait obtenu par la trêve, on ne pouvait espérer par la paix qu'on négociait encore, ce qui sans doute avait été le but des désirs de tous avant le commencement des hostilités, un gouvernement conforme aux intérêts du peuple. Le royaume de Naples, déchu de son indépendance, était soumis à une nation étrangère et gouverné par un vice-roi : le duché de Milan avait de même perdu son indépendance et ses anciens souverains. Les Espagnols n'étaient pas plus aimés dans les régions du midi de l'Italie que les Français dans celles du nord. Les uns comme les autres offensaient

la nation qui leur était soumise par leurs mœurs étrangères et par l'insolence de leurs mépris. Les mécontents, qui, en 1494, avaient désiré avec ardeur une révolution, et avaient secondé les armes qui devaient l'opérer, n'avaient obtenu nulle part une réforme qui les dédommageât de toutes leurs souffrances. Cependant leurs forces étaient épuisées comme leurs espérances déçues, et ils se soumettaient à une tyrannie pire que celle qu'ils avaient voulu renverser, pour acheter à ce prix quelque intervalle de repos.

La république de Venise n'avait pris presque aucune part à la guerre qui, pendant dix ans, avait ravagé toute l'Italie; elle avait échappé à ses calamités, et la prospérité de son territoire excitait l'envie des peuples voisins qui avaient vu piller leurs villes et ravager leurs campagnes. Pendant ces dix ans, elle avait acquis le Crémonais dans le duché de Milan, trois ou quatre forteresses en Pouille, et deux petits états en Romagne; d'autre part, elle avait perdu en Morée et en Dalmatie des possessions d'une valeur à peu près équivalente. Au milieu de révolutions aussi importantes que celles qui avaient rempli ces dix années, de si petites conquêtes ne semblaient pas avoir assez de valeur pour exciter vivement la jalousie des autres états; mais les Vénitiens étaient seuls heureux au milieu d'une nation souffrante, et les autres Italiens ne pouvaient leur pardonner de n'avoir pas partagé les revers communs. Le pape ne songeait qu'à exciter contre eux les ultramontains, dont il aurait dû plutôt chercher à délivrer l'Italie; les Florentins, qui avaient eu à se plaindre des Vénitiens, désiraient leur ruine, et Macchiavel, l'habile Macchiavel, en mission à la cour de France, soufflait le feu de la vengeance, et se réjouissait de voir Maximilien, Louis XII et Ferdinand projeter déjà le partage des états de la seule république qui pût maintenir l'Italie dans son indépendance [1].

[1] *Seconda Legazione Nicolò Macchiavelli alla corte di Francia passim e Spect. Lett.*

Jules II s'était proposé de ramener pendant son pontificat, sous la directe du saint-siége, tous les fiefs qui relevaient de l'église; il attachait son honneur à la réussite de ce projet, et l'impatience et l'irascibilité de son caractère lui faisaient regarder comme une offense impardonnable l'opposition que les Vénitiens y avaient apportée. Toutefois, comme il n'avait point eu le temps d'amasser un trésor, de rassembler des troupes ou de se fortifier par des alliances, il n'employait encore, pour soumettre la Romagne, que la crainte qu'inspirait l'impétuosité qu'on lui connaissait. Les forteresses de Césène et de Bertinoro lui avaient été remises par les lieutenants de César Borgia, pendant que celui-ci était encore à Ostie; celle de Forli ne lui fut livrée qu'après le retour des messagers que le châtelain avait envoyés auprès de Borgia à Naples. Comme ils rapportèrent que ce duc avait été envoyé prisonnier en Espagne, le châtelain vendit pour quinze mille ducats une citadelle qu'il n'avait plus aucune raison de défendre [1]. Raphaël Riario de Savonne, cardinal du titre de Saint-George, engagea les habitants d'Imola à livrer leur ville au pape, espérant que celui-ci en rendrait la souveraineté à Octavien Riario, que César Borgia en avait dépouillé. Mais quoiqu'Octavien fût parent de Jules II, le pape ne voulut point l'enrichir aux dépens de l'église. Il fut moins scrupuleux à l'égard d'un autre de ses parents, François-Marie de La Rovère, fils de son frère. Non seulement il le rétablit dans les seigneuries de Mondovi et de Sinigallia, et dans l'office héréditaire de préfet de Rome, il engagea encore Guid' Ubaldo de Montéfeltro, qui n'avait point d'enfants, à l'adopter, parce qu'il était fils de sa sœur, et à l'appeler à la succession du duché d'Urbin. Jules II confirma cette adoption par sa bulle du 10 mai 1504, dans

di Nicolo Valori di Lione, 11 *febbraio*. T. VI, p. 534. — [1] *Fr. Guicciardini*. Lib. VI, p. 341. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. VII, p. 140. — *Raynaldi Ann. eccles.* 1504, § 9, 10, 11, T. XX, p. 10.

laquelle il fixa le cens annuel du duché d'Urbin, en faveur de la chambre apostolique, à mille trois cent quarante florins; c'était celui que les comtes de Montéfeltro avaient payé annuellement [1].

Vers le même temps, Antoine des Ordélaffi mourut à Forli; Louis, son frère naturel, qui lui succéda, se sentant trop faible pour se soutenir dans sa petite principauté, voulut la vendre aux Vénitiens; la république n'osa point s'exposer à la colère du pontife, et refusa de faire cette acquisition. Louis fut alors obligé de s'enfuir, et Forli ouvrit ses portes aux troupes pontificales [2].

Jean Sforza, seigneur de Pésaro, épousa vers la fin de la même année la fille de Mathieu Tiépolo, un des plus puissants citoyens de Venise, espérant s'assurer ainsi la protection de la république, tandis que le crédit du cardinal Ascagne Sforza,

[1] *Raynaldi Annal eccles.* 1504, § 36 et 37, T. XX, p. 17. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 341. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. X, p. 284. — Louis, qui s'enfuit à Venise, y étant mort sans enfants, la maison des Ordélaffi finit en lui. Voici une table chronologique de la succession de ces princes :

MAINARDO DE SUSINANE, premier seigneur de Forli.

1276. SINIBALDO, fils de Mainardo, tué dans son lit par le peuple.

1310. SCARPETTA, PINO et BARTHÉLEMI des Ordélaffi, mis en prison par Robert, roi de Naples.

1317. CECCO des Ordélaffi, capitaine perpétuel du peuple de Forli; mort en 1331.

1331. FRANÇOIS des Ordélaffi, frère de Cecco, seigneur de Forli, Forlimpopoli et Césène. Sa femme, Marzia de Susinane, est forcée de rendre Césène au pape, le 21 juin 1357; François, à son tour, livre Forli le 4 juillet 1359. Il fait la guerre en partisan, et meurt à Venise en 1374.

1375. SINIBALDO, fils de François, rentre à Forli avec la faveur des Florentins. Il est reconnu pour vicaire du saint-siége en 1379. Trahi par ses neveux, il est jeté en prison le 13 décembre 1385.

1385. { CECCO II, / PINO, } neveux et successseurs de Sinibaldo. { mort le 19 juillet 1401. / mort le 8 septembre 1405.

1405. ANTOINE, fils en bas âge de Cecco II, réduit à l'état de citoyen de la république de Forli; exilé par le légat B. Cossa; arrêté en août 1411, par son cousin George; rappelé à la seigneurie en juillet 1425 : mort le 4 août 1448.

1410. GEORGE Ordélaffi, seigneur de Forlimpopoli; 1411, seigneur de Forli; fait arrêter son cousin Antoine en 1411; est reconnu par le saint-siége le 25 décembre 1419 : meurt le 25 janvier 1422.

son parent, empêchait Jules II de songer encore à l'attaquer [1]. Celui-ci réclamait toujours des Vénitiens la restitution des petites principautés qu'ils avaient acquises en Romagne ; il les faisait menacer tour à tour par le roi de France et par l'empereur Maximilien : il inspirait à ces princes son propre ressentiment, et il jetait déjà avec eux les fondemens de la ligue qu'on vit bientôt se former contre la république. Les Vénitiens essayèrent d'apaiser le pape en lui offrant de rendre tout ce qu'ils avaient conquis en Romagne, à la réserve de Faenza et de son territoire, pourvu que le saint-siége les reconnût comme ses vicaires dans cette petite principauté, et reçut d'eux le même tribut qu'avaient payé les Manfredi ; mais Jules II répondit avec emportement qu'il ne voulait pas leur laisser seulement une tour de tout ce qu'ils avaient usurpé, et qu'il espérait bien leur reprendre encore Ravenne et Cervia, qu'ils ne possédaient pas à plus juste titre que tout le reste, quoiqu'ils les eussent gardées plus longtemps [2]. Jusqu'alors il

1422. THÉOBALD, fils de George, âgé de neuf ans, sous la tutelle de Lucrèce des Alidosi, sa mère, est chassé par sa tante Catherine, qui rétablit Antoine : il meurt en juillet 1425.

1448. { CECCO III, PINO II, } fils d'Antoine et ses successeurs dans la seigneurie de Forli : { meurt le 2 avril 1466. mort en 1480.

1480. SINIBALD II, fils naturel de Pino II, est reconnu pour seigneur, malgré l'opposition des fils légitimes de Cecco III ; il est chassé la même année par Jérôme Riario.

1480. JÉRÔME RIARIO, neveu de Sixte IV, achète, en 1473, la seigneurie d'Imola, s'empare, en 1480, de celle de Forli : il est tué le 15 avril 1488.

1488. OCTAVIEN RIARIO, fils du précédent, sous la tutelle de sa mère Catherine Sforza ; dépouillé par César Borgia, d'Imola en décembre 1499, et de Forli en janvier 1500.

1503. ANTOINE des Ordélaffi, fils de Cecco III, rentre à Forli pendant que Borgia est prisonnier : il meurt en 1504.

1504. LOUIS, son frère naturel, veut donner Forli aux Vénitiens, en est chassé par Jules II ; il rentre, et en est chassé de nouveau l'année suivante : il meurt à Venise.

Sansovino, dans ses *Famiglie illustri d'Italia*, a donné, f. 17, une table généalogique des Ordélaffi, mais fort inexacte. Il n'a pas donné celle des Riario, qui ne recouvrèrent pas mieux que les Ordélaffi la souveraineté de Forli.

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VII, p. 141. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 347.

avait refusé d'admettre leurs ambassadeurs ; il consentit enfin à les recevoir au commencement de l'année suivante ; mais les Vénitiens, pour obtenir cette faveur qui ne fut accompagnée d'aucune promesse, lui rendirent une dizaine de châteaux qu'ils possédaient dans les territoires de Césène, d'Imola et de Forli, après quoi les deux parties restèrent en paix pendant quelques années sans que les droits respectifs fussent mieux reconnus [1].

La Toscane n'avait point été pacifiée par la trève entre les rois de France et d'Espagne ; et les démêlés de ses républiques avaient été considérés comme indépendants des grandes querelles qui avaient troublé jusqu'alors l'Italie. Depuis que les Pisans avaient secoué le joug des Florentins, ils n'avaient cessé de combattre pour défendre leur liberté. Florence avait éprouvé plusieurs révolutions violentes ; elle s'était vue exposée plus d'une fois aux dangers les plus redoutables, et elle avait pu craindre pour son indépendance, sans avoir jamais pensé à faire la paix avec ceux qu'elle considérait comme des sujets rebelles, ou avoir jamais voulu reconnaître en eux un peuple libre. Pise, d'autre part, doublement épuisée par quatre-vingt-sept ans de servitude, et par dix ans d'une guerre ruineuse et meurtrière ; Pise, qui avait perdu son commerce, sa richesse et la plus grande partie de sa population, et qui voyait ses champs dévastés chaque année, se soumettait à tous les genres de privations, offrait de se donner à tous les princes étrangers tour à tour, plutôt que de retourner sous le joug détesté des Florentins. Pendant les grandes expéditions des Français et des Espagnols, cette guerre de Pise n'était jamais suspendue, elle se poursuivait seulement avec un peu plus de lenteur : mais dès que le bruit des armes s'arrêtait dans le reste de l'Italie, on la retrouvait

[1] *Fr. Guicciardini*. L. VI, p. 348. — *Petri Bembi Hist. Ven*. L. VII, p. 141. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior*. L. IV, p. 169. — *Raynaldi Ann. eccles*. 1505, § 1, T. XX, p. 20.

toujours au même point, et toujours elle menaçait de rallumer l'incendie général qu'on avait eu peine à éteindre.

Le roi de France avait nommé les Florentins parmi ses alliés, dans son traité de trève avec le roi d'Espagne; celui-ci n'avait pas nommé les Pisans : on savait pourtant que Gonsalve de Cordoue les favorisait, et qu'il comptait se servir d'eux pour établir la domination de son maître en Toscane. Les Florentins, déterminés à renouveler avec vigueur leurs attaques, envoyèrent un ambassadeur à Gonsalve, pour s'assurer de sa neutralité [1]. En même temps ils prirent à leur solde Jean-Paul Baglioni, Marc-Antoine Colonna, les Savelli et quelques autres; et donnant le commandement de leur petite armée à Hercule Bentivoglio, ils entrèrent en campagne le 25 mai [2]. Leurs forces n'étaient point suffisantes pour faire le siége de Pise; et comme de leur côté les Pisans n'osaient point tenir la campagne, il n'y eut entre eux aucune affaire générale : mais Bentivoglio étendit ses dévastations dans tout le territoire, et jusque sous les murs de la ville, et il força le château de Librafatta à se rendre à discrétion [3].

Antonio Giacomini Tébalducci, commissaire des Florentins auprès de leur armée, irrité des secours que les Lucquois n'avaient cessé de donner aux Pisans, fit aussi deux incursions sur leur territoire, d'où il ramena beaucoup de bétail et de prisonniers. Les malheureux paysans de Pise, après la perte de leurs moissons, avaient essayé de semer du blé de Turquie et du millet sur leurs jachères : l'armée florentine rentra dans l'état pisan au mois d'août, pour détruire aussi cette espérance de l'arrière-saison. En même temps les Florentins prirent à leur solde don Dimas de Réquesens, partisan du roi Frédéric de Naples, qui l'avait suivi en France,

[1] *Scipione Ammirato*. Lib. XXVIII, p. 273. — [2] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 161. — *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 273. — *Fr. Guicciardini*. L. VI, p. 341. — [3] *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 162. — *Scipione Ammirato*. L. XXXVIII, p. 274;

et qui, ayant sauvé trois galères de sa fortune passée, se mettait avec elles au service de qui voulait l'employer. Réquesens, pendant tout l'été, donna la chasse aux petits vaisseaux des Pisans qui arrivaient par l'embouchure de l'Arno; mais, le 5 novembre, il fut surpris dans le golfe de Rapallo, par un coup de vent violent, qui le fit périr avec ses trois galères [1].

Des ingénieurs florentins proposèrent à la seigneurie de détourner le cours de l'Arno, cinq milles au-dessus de Pise, de manière à priver cette ville des eaux qui faisaient sa salubrité, et à laisser ses murailles entr'ouvertes à l'endroit où elles recevaient le fleuve. Les niveaux étaient pris, et les ingénieurs assuraient que tout l'ouvrage ne demanderait que trente-cinq à quarante mille journées d'ouvriers. Ils commencèrent en effet à élever une digue à la Fagiana, qui devait couper l'ancien lit du fleuve, tandis qu'ils ouvraient deux canaux de vingt et de trente bras de largeur, et de sept bras de profondeur, pour conduire les eaux à la mer [2]. Mais la puissance et l'impétuosité des rivières dépassent presque toujours les calculs des ingénieurs : on avait employé quatre-vingt mille journées d'ouvriers, et l'ouvrage n'était pas à moitié fait, lorsqu'une de ces pluies violentes qui gonflent tout à coup les fleuves d'Italie, emporta la digue, combla les travaux et força de tout abandonner. Cependant les eaux qu'on avait déjà détournées de leur lit s'étaient répandues dans la plaine de Pise; elles avaient changé des champs auparavant fertiles en marécages, et elles augmentèrent l'insalubrité de l'air [3].

Les Pisans, qui voyaient tous les jours diminuer leurs ressources, offrirent aux Génois de se donner à eux, pour se

[1] *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 275. — *Jacopo Nardi Ist.* L. IV, p. 165. — *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 342. — [2] Le bras de Florence, *braccio*, est d'environ 22 pouces. — [3] *Jacopo Nardi Ist.* L. IV, p. 164. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVIII, p. 274. — *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 342. — *Jacopo Arrosti, Chroniche di Pisa in Archivio Pisano*, f. 224.

mettre ainsi en même temps sous la protection du roi de France. Louis XII communiqua ces ouvertures à Nicolas Valori et à Macchiavel, qui étaient en mission auprès de lui; il annonçait aux Florentins que s'il acquérait la seigneurie de Pise, le moment viendrait aussi où il les en remettrait en possession. Mais les Florentins cherchèrent à le détourner de cette négociation; et lui-même, par réflexion, ordonna aux Génois de la rompre, craignant que s'il leur rendait les habitudes d'une république, il ne redoublât en eux le désir de recouvrer leur liberté[1].

La trêve stipulée entre Louis XII et les rois d'Espagne, avait eu pour objet de faciliter entre eux une pacification. En effet, les deux cours n'avaient pas cessé dès lors de négocier; et Ferdinand-le-Catholique, honteux du rôle qu'il avait joué en dépouillant son parent du royaume de Naples, ou plutôt du jugement que l'Europe entière avait porté de cette perfidie, se montrait disposé dans ces négociations à rétablir ce même Frédéric sur le trône. Il avait même réussi à persuader à ce prince que c'était de bonne foi qu'il songeait à lui rendre un bien qu'il lui avait ôté. Louis XII, qui n'espérait plus recouvrer le royaume de Naples, aurait consenti volontiers à cet arrangement : seulement il voulait assurer une complète amnistie aux barons napolitains qui avaient suivi son parti. Mais, en même temps, il s'était engagé dans une autre négociation avec Maximilien et son fils l'archiduc Philippe, souverain de la Flandre. Il s'agissait avec ceux-ci de faire revivre le traité de Lyon, d'accomplir le mariage de Charles, fils de l'archiduc, avec madame Claude de France, et de donner pour dot à cette princesse les droits que son père prétendait sur Naples. Louis XII crut reconnaître que les lenteurs

[1] *Legazione di Macchiavelli alla corte di Francia.* Lett. de Nicolas Valori, du 2 février, p. 521 et suiv. *passim.* — *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 343. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 275. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 169. — *Agost. Giustiniani.* L. VI, f. [illegible].

apportées par Ferdinand et Isabelle à la signature de leur traité, provenaient de leur intention secrète de traverser celui de leur gendre Philippe, dont ils étaient jaloux, et que, dès que cette négociation serait abandonnée, ils rompraient aussi la leur. Aussi, dans une audience publique, congédia-t-il les ambassadeurs d'Espagne, en leur reprochant avec amertume la mauvaise foi de leurs maîtres. Ensuite il signa à Blois, le 22 septembre 1504, trois traités séparés avec Maximilien et avec Philippe, qui prit dès lors, par anticipation, le titre de roi de Castille : par le premier, Maximilien accordait à Louis l'investiture du duché de Milan, pour lui et ses hoirs mâles ; et à leur défaut, pour Claude sa fille, sous la réserve d'un paiement de cent vingt mille florins, moitié comptant, moitié dans six mois, et de la présentation annuelle, le jour de Noël, d'une paire d'éperons d'or, à titre d'hommage. Par le second, Claude de France était promise à Charles d'Autriche, et si Charles mourait avant le mariage, à son frère Ferdinand, avec le duché de Milan pour dot. Par le troisième, la France et le roi des Romains s'alliaient contre Venise, avec l'engagement d'attaquer en commun cette république, et de partager ses états de terre-ferme. Quatre mois étaient accordés au roi d'Espagne pour accéder à ces traités [1].

Frédéric d'Aragon, qui jusqu'alors s'était flatté de remonter sur le trône de ses pères, par la concorde des deux rois, mourut à Tours le 9 de septembre 1504, peu de jours avant la signature de ces traités [2] ; et le 26 novembre de la même année, Isabelle de Castille, qui, par son mariage avec Ferdinand, avait réuni les deux couronnes d'Espagne, et porté si haut la puissance de cette nouvelle monarchie, mourut aussi, après une longue et douloureuse maladie. Sa fille unique, Jeanne, et son gendre, l'archiduc Philippe, auraient dû à sa mort suc-

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 344. — *Fr. Belcarii Comm.* L. X, p. 285. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 165. — Flassan, Hist. de la Diplomatie française. T. I, p. 457. — [2] *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 275. — *Ist. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 205.

céder immédiatement à la couronne de Castille : mais Isabelle avait adopté la défiance que son mari avait conçue contre son gendre ; et la conservant jusqu'à sa mort, elle avait nommé, par son testament, Ferdinand d'Aragon gouverneur du royaume de Castille, et elle avait voulu que son gendre Philippe lui fût subordonné [1].

1505. — Enfin, le 25 janvier de l'année suivante, ou 1505, l'Italie à son tour perdit un prince qui, au milieu des révolutions violentes qui l'avaient déchirée, avait conservé la réputation d'un négociateur habile, et d'un bon administrateur. Hercule d'Este, dès le 20 août 1471, régnait à Ferrare, Modène et Reggio ; il mourut dans un âge avancé, laissant trois fils légitimes : Alfonse, époux de Lucrèce Borgia, lui succéda ; envoyé par son père dans les différentes cours de l'Europe pour apprendre à les connaître, il était alors en Angleterre : Ferdinand, son frère, était demeuré à Ferrare ; et Hyppolyte avait été nommé cardinal en 1493 par Alexandre VI. Hercule laissait aussi un fils naturel, nommé Jules. Engagé malgré lui dans les guerres de Sixte IV, il avait vu à cette époque ses duchés ravagés par de puissants ennemis ; mais dès lors il avait trouvé moyen de les conserver en paix, même en un temps où aucune autre partie de l'Italie n'avait évité les malheurs de la guerre. Ses relations avec Louis-le-Maure, dont il était beau-père, avec les Vénitiens, qui conservaient contre lui beaucoup d'animosité, avec les Français, devenus ses voisins par leurs conquêtes, ne lui firent jamais revêtir d'autre rôle que celui de médiateur et de pacificateur. Sa cour devint le refuge des gens de lettres ; et Ferrare, ornée par lui d'édifices somptueux, fut presque entièrement rebâtie pendant son règne [2].

[1] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. III, p. 248. — *Fr. Guicciardini*. L. VI, p. 345. — *Fr. Belcarii Comm*. L. X, p. 286. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior*. L. IV, p. 167 — *Raynaldi, Ann. eccles*. 1504, § 40, T. XX, p. 18. — [2] *Muratori Annali d'Italia*. Ann. 1505, T. X, p. 29. — *Tiraboschi, Storia della Letter*. T. VI, L. I, cap. II, § 11, p. 30. — *Jacopo Nardi, Ist. Flor*. L. VI, p. 168. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVIII, p. 276. — *Istoria di*

Si le roi Ferdinand d'Aragon avait recherché la paix avec la France dans le temps où son union avec Isabelle lui donnait la disposition de toutes les forces d'Espagne, il avait plus de raison encore de la désirer depuis la mort de cette reine, afin de mettre en sûreté le royaume de Naples, sa conquête, et de pouvoir sans distraction s'occuper de conserver sur la Castille une autorité qu'il commençait déjà à voir contester. Louis XII, de son côté, voyait avec inquiétude que Maximilien n'avait point encore ratifié les traités de Blois, et il craignait que la versatilité habituelle de ce monarque ne renversât de nouveau toutes les bases sur lesquelles il avait cru assurer la paix. Enfin, Maximilien et Philippe se rendirent à Hagueneau qu'ils venaient d'enlever au comte palatin, avec lequel ils étaient en guerre; le cardinal d'Amboise alla les y joindre, et obtint d'eux, le 4 avril, la ratification des traités de Blois; le surlendemain, il rendit, au nom de Louis XII, foi et hommage pour le Milanais à Maximilien; il obtint l'investiture de ce duché, et il paya les premiers soixante mille florins promis au roi des Romains. Le second paiement devait avoir lieu lorsque ce monarque entrerait en Italie pour commencer la guerre contre Venise; mais Maximilien déclara bientôt qu'il ne serait point prêt à le faire de cette année.[1].

Louis XII, qui n'avait aucun juste motif de haine contre Venise, et aucune autre raison d'attaquer cette république, si ce n'est l'opinion assez accréditée parmi les rois qu'un pays qui n'est soumis à aucun monarque est à la discrétion du premier occupant, pouvait ajourner sans inconvénient ses projets ambitieux. Il ne voulait point commencer la guerre sans le concours de Maximilien, et il ne voyait pas sans jalousie la grandeur croissante de ce monarque et de son fils; aussi re-

Giov. Cambi. T. XXI, p. 206.—*Vita di Alfonso d'Este di Paolo Giovio. Ad init.*—[1] Raxis de Flassan, Histoire de la Diplomatie française. T. I, p. 285 et 458. — *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 346. — *Fr. Belcarii Rer. Gall. Comment.* L. X, p. 287.

noua-t-il avec empressement les négociations auxquelles Ferdinand-le-Catholique l'invitait, et le 12 octobre, il signa avec lui, à Blois, un nouveau traité de paix et d'alliance. Perdant l'espérance de recouvrer jamais le royaume de Naples, il cédait pour dot à la fille de sa sœur, Germaine de Foix, que Ferdinand devait épouser, les droits que le traité de Grenade lui avait attribués en l'an 1500 sur une partie du royaume de Naples. Il ne se réservait d'y rentrer qu'au cas où Ferdinand mourrait sans enfants avant sa nouvelle épouse, et il renonçait au titre de roi de Naples et de Jérusalem. Ferdinand, de son côté, s'obligeait à rembourser, en dix ans, sept cent mille florins au roi de France pour frais de la guerre ; à reconnaître trois cent mille florins de dot à Germaine de Foix, à aider Gaston de Foix, son frère, dans la conquête du royaume de Navarre auquel il prétendait, et à accorder une amnistie générale à tous les barons napolitains qui avaient suivi le parti français. Il fut encore stipulé dans ce traité qu'Isabelle de Baux, veuve de Frédéric, roi de Naples, serait renvoyée de France, et qu'elle s'établirait auprès de son fils en Espagne ; mais Isabelle ne put consentir à se mettre entre les mains d'un monarque qu'elle avait appris à connaître par une suite de trahisons : obligée de quitter la France, elle préféra se retirer à Ferrare où d'anciennes alliances de famille lui donnaient des droits à la compassion et à l'assistance du prince régnant [1].

De nouveaux traités ayant donc consolidé la paix entre les potentats étrangers qui disposaient du sort de l'Italie, il ne restait plus dans cette contrée d'autre guerre que celle des Florentins et des Pisans qu'on voyait toujours renaître d'année en année. Les premiers semblaient ne pouvoir désirer de circonstances plus favorables pour triompher enfin de leurs adversaires ; mais depuis dix ans ils n'avaient guère manqué

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 356. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. X, p. 291. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 185. — *Petri Bembi Rer. Ven. Hist.* L. VII, p. 142.

d'éprouver quelque déroute toutes les fois que leurs ennemis paraissaient dépourvus de tout secours. Lucas Savelli, leur général, après avoir ravagé la plaine de Pise avec quatre cents chevaux et cinq cents fantassins, voulut ravitailler Librafratta. Il venait de Cascina, et il avait déjà passé le pont Cappellèse sur l'Osori; il suivait avec beaucoup de bêtes de somme chargées le chemin étroit entre cette rivière et la montagne de Pise, lorsque le 25 mars il fut attaqué si brusquement par Tarlatino, général des Pisans que, quoique celui-ci n'eût avec lui que quinze hommes d'armes, quarante chevau-légers et soixante fantassins, toute la colonne de Savelli fut mise en déroute. Les bagages dont elle était entremêlée l'empêchant de se défendre, elle prit honteusement la fuite, et elle abandonna cent vingt chevaux de guerre, cent bêtes de somme chargées, et un nombre de prisonniers supérieur à celui des vainqueurs [1].

Cette escarmouche enfla le courage des Pisans, et inspira aux Florentins une égale défiance de leurs soldats et de leurs généraux; cependant elle ne suffisait point pour décider du sort de la campagne. Les Florentins n'en voulurent pas moins détruire les moissons dans la plaine de Pise, comme ils avaient fait l'année précédente; ils firent toucher la solde qui lui était due, à Jean-Paul Baglioni, qui avait un engagement avec eux, et ils le prièrent de venir rejoindre leur armée. Mais Baglioni déclara ne pouvoir cette année s'éloigner de Pérouse, où il prétendit avoir à craindre des ennemis secrets. Macchiavel, envoyé auprès de lui le 8 avril, pour démêler ses motifs, jugea qu'il s'était entendu avec les Orsini, Pandolfe Pétrucci et les Lucquois, tous ennemis de Florence, pour priver subitement cette république d'une partie considérable de sa cava-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 348. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 169. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 277. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* Lib. X, p. 287. — *Jacopo Arrosti, Chroniche di Pisa, in Archivio Pisano.* f. 225 v.

lerie, et la mettre ainsi dans l'impossibilité de détruire cette année les moissons des Pisans [1].

En effet les Orsini, toujours alliés des Médicis, n'avaient point abandonné le projet de ramener cette famille par la force des armes à Florence, et de la rétablir dans son ancienne domination. Pandolfe Pétrucci, sans être allié des Médicis, désirait leur voir recouvrer leur autorité, pour que la république de Sienne, qu'il gouvernait despotiquement, n'eût pas à ses portes l'exemple de la liberté. Le même motif déterminait Jean-Paul Baglioni, usurpateur des droits de la république de Pérouse, à suivre la même politique. Tous deux d'ailleurs étaient secrètement soutenus et encouragés par Gonsalve de Cordoue. Ce général épiait le moment où il pourrait chasser les Français d'Italie, et il travaillait à affaiblir les Florentins qu'il regardait avec raison comme leurs plus fidèles partisans. Il avait cru trouver l'occasion opportune de tenter une révolution à Milan, en faisant usage du nom du cardinal Ascagne Sforza, toujours cher aux peuples de Lombardie. Louis XII, gravement malade d'une pleurésie, avait été regardé par ses médecins comme sans espoir ; le bruit même de sa mort s'était répandu en Italie : tout semblait y annoncer des convulsions universelles ; et les Espagnols n'attendaient plus que la confirmation de la nouvelle de la mort du roi pour rompre la trêve, et proclamer Ascagne duc de Milan. Mais, contre l'attente de tous, on apprit bientôt la guérison de Louis XII, et la mort presque subite, le 28 mai, du cardinal Ascagne, à Rome, où il avait été attaqué de la peste [2].

Les projets des Espagnols sur la Lombardie étant ainsi renversés, une partie des troupes qui avaient été destinées à les

[1] *Legazione di Macchiavelli a Gian Paolo Baglioni.* T. VII, p. 1-12. — *Jacopo Nardi. Ist. Fior.* L. IV, p. 170. — *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 350. — *Scip. Ammirato.* L. XXVIII, p. 277. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 350. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 172. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. X, p. 288.

exécuter, commencèrent à menacer la Toscane. Barthélemi d'Alviano, qui les avaient rassemblées dans l'état de Rome, feignait d'être en différend avec Gonsalve de Cordoue; et il avait profité de sa brouillerie apparente pour servir la rancune des Orsini, qui se disaient toujours chefs du parti guelfe, contre les Colonna et tous ceux à qui ils donnaient le nom de gibelins. A Orviéto, à Riéti, à Città di Castello, des massacres avaient été exécutés sous la protection de sa petite armée; elle était forte de trois cents hommes d'armes et de cinq cents fantassins aventuriers. Mais elle entrait dans un pays où tous les petits princes faisaient le métier de condottiéri, et étaient associés pour la même cause; en sorte qu'elle pouvait en peu de jours être grossie de tous les soldats de ceux qu'elle avait servis dans leur ressentiment [1].

Barthélemi d'Alviano, qui conduisait cette armée d'aventuriers, sans déployer les drapeaux d'aucun souverain, ne dissimulait point son intention d'attaquer Florence pour y rétablir les Médicis. Il comptait prendre les Florentins au dépourvu, les trouvant abandonnés par Jean-Paul Baglioni, trompés par le marquis de Mantoue, qui les avait longtemps tenus dans l'espérance qu'il se mettrait à leur solde, et inquiets des mouvements de Gonsalve de Cordoue, qui venait de mettre garnison espagnole dans Piombino [2]. Pandolfe Pétrucci, le seigneur de Sienne, avait voulu profiter de leur embarras; et il avait offert à Macchiavel, envoyé auprès de lui, de dissiper l'armée d'Alviano, pourvu que la république renonçât en sa faveur aux droits qu'elle avait sur Monté-pulciano [3]. Mais les Florentins ne voulurent pas accorder tant de confiance à un tyran, leur ennemi secret. Ils préférèrent profiter de la bienveillance de Prosper Colonna, qui était

[1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 167. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 276.— [2] *Jacopo Nardi.* Lib. IV, p. 174. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 275.— [3] *Legazione seconda di N. Macchiavelli a Siena, dal 16 al 24 luglio.* 1505, T. VII, opera p. 16-47.

alors au service d'Espagne ; et, qui, par inimitié pour les Orsini, désirait faire échouer l'entreprise de d'Alviano : ils renoncèrent à ravager les moissons des Pisans ; ils firent même assurer verbalement Gonsalve de Cordoue, qu'ils ne comptaient point attaquer Pise cette année ; et en retour ils obtinrent du vice-roi espagnol la promesse qu'il ne donnerait point de secours à Barthélemi d'Alviano [1].

Ce dernier s'avançait toujours ; et après avoir faire croire tour à tour aux Florentins qu'il les attaquerait par le littoral, puis par le val de Chiana, il entra le 1er juillet 1505, dans la Maremme de Volterra, au lieu nommé *le Marchie*, près de Campiglia, avec l'intention de se diriger sur Pise [2]. Mais d'Alviano, dont la bravoure allait jusqu'à la témérité, se trouvait associé avec des hommes cauteleux, dont la finesse et les ménagements allaient souvent jusqu'à la perfidie. Pandolfe Pétrucci lui avait envoyé de l'argent pour solder des fantassins, en même temps qu'il traitait avec les Florentins pour agir contre lui. Jean-Paul Baglioni lui avait promis de venir le joindre avec sa compagnie d'hommes d'armes. Chiappino Vitelli devait lui conduire les troupes de Città di Castello ; et les Espagnols débarqués à Piombino devaient être mis sous ses ordres. C'était sur ces assurances que d'Alviano s'était avancé seul jusqu'au voisinage de Campiglia ; là il reçut des ordres de Gonsalve d'abandonner son entreprise ; les Pisans lui firent dire que, d'après l'intimation du même Gonsalve, ils ne pouvaient le recevoir dans leur ville ; les troupes de Pétrucci et de Baglioni, rassemblées à Grosséto, refusèrent de se joindre à lui, jusqu'à ce que les premiers succès eussent montré ce qu'elles pouvaient attendre de son entreprise. L'irrésolution ou la dissimulation de ses alliés lui firent ainsi perdre plusieurs semaines dans les Maremmes, tandis qu'elles

[1] *Jacopo Nardi*. Lib. IV, p. 175. — *Fr. Guicciardini*. L. VI, p. 351. — [2] *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 279.

donnèrent à la république florentine le temps de rassembler cinq cent cinquante hommes d'armes et trois cents chevau-légers. Le commandement de ces forces fut donné à Hercule Bentivoglio et au commissaire Antonio Giacomini Tébalducci, le seul des Florentins qui entendît l'art de la guerre [1].

L'armée de la république était déjà supérieure en forces à celle d'Alviano : mais le gouvernement, selon sa timide politique, avait donné ordre à ses capitaines de ne point attaquer, de ne point même se mettre dans une position où ils courussent le risque d'être attaqués. Cependant l'impétuosité d'Alviano leur offrit l'occasion de combattre que les magistrats leur refusaient. Ce général sentait augmenter chaque jour les difficultés de sa situation dans un pays malsain et dépeuplé. Il résolut de s'ouvrir le passage pour arriver jusqu'à Pise. Bentivoglio s'était établi sur les hauteurs, à demi-mille de Campiglia ; d'Alviano devait passer le long du rivage, entre ces hauteurs et la mer. La campagne était couverte de bois qui donnaient aux Florentins la facilité de dérober leurs mouvements aux ennemis, sur un terrain dont ils connaissaient jusqu'aux moindressinuosités. Lorsque d'Alviano se fut avancé, le matin du 17 août, jusqu'à la tour de San-Vincenzo au bord de la mer, au-dessous de Castagnéto, il y fut attaqué en même temps, en tête et en queue ; et malgré la plus vigoureuse résistance et des efforts couronnés momentanément par le succès, il fut mis enfin dans une complète déroute. Il se sauva, lui dixième, dans l'état de Sienne ; Chiappino Vitelli, avec à peu près autant de cavaliers, parvint à gagner Pise : le reste fut tué ou fait prisonnier. Mille chevaux de guerre, et un nombre plus considérable encore de chevaux d'équipage, tombèrent aux mains du vainqueur,

[1] *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 178. — *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 358. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 279. — *Diario del Buonaccorsi.* f. 107 et 115.

avec un butin immense, que cette armée avait rassemblé par le pillage, dans le pays qu'elle avait parcouru [1].

Les généraux florentins, qui venaient de remporter cette victoire, écrivirent aussitôt au gouvernement pour lui demander la permission de la mettre à profit, en attaquant Pise. Ils représentaient que cette ville était frappée de terreur, que les Siennais et les Lucquois, qui l'avaient précédemment défendue, étaient découragés, enfin que Pandolfe Pétrucci offrait de concourir à cette expédition, pour faire sa paix avec la république. D'autres voulaient, au contraire, que l'armée victorieuse, qui se trouvait déjà sur les frontières de Sienne, en profitât pour se venger de Pétrucci lui-même, pour le chasser, s'il était possible, de la seigneurie, et pour s'emparer tout au moins de quelque château de l'état siennais, qu'on donnerait ensuite en échange contre Montépulciano. Ils s'opposaient à l'attaque de Pise, d'après l'espèce de convention faite avec Gonsalve de Cordoue par l'entremise de Prosper Colonna; ils y voyaient le danger d'attirer les troupes espagnoles en Toscane, et celui non moins grand d'exposer l'armée aux maladies qu'engendraient toujours les pluies et l'air malsain de la plaine pisane. Pierre Sodérini, le gonfalonier perpétuel, appuyait fortement le premier des deux projets; et, profitant de l'enthousiasme qu'avait excité la victoire, il porta au grand conseil la proposition de voter cent mille florins pour la guerre. Cette assemblée du peuple ayant donné sa sanction dès le 19 août, au vote de crédit qu'on lui proposait, l'attaque de Pise fut décidée [2].

L'armée victorieuse vint prendre ses quartiers à San-Casciano, à cinq milles de Pise, pendant qu'on lui faisait passer de l'artillerie de siége. L'intention des Dix de la guerre avait

[1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 181. — *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 353. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 280. — *Fr. Belcarii Rer. Gall. Comment.* L. X, p. 289. — [2] *Jacopo Nardi Ist.* L. IV, p. 182. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVIII, p. 281.

été d'abord de lui faire faire une incursion sur l'état de Lucques, pour punir les Lucquois d'avoir envoyé sans relâche des secours à Pise, et d'avoir cherché à nuire aux Florentins [1]. Les généraux craignirent toutefois qu'il n'en résultât quelque perte de temps; et comme il leur était arrivé onze canons de siége et six mille fantassins de nouvelle levée, ils vinrent dresser leurs batteries vers Saint-François, près de la porte de Calci, au même endroit où les Français, à la dernière attaque, avaient dressé les leurs. Le feu commença le 7 septembre à onze heures du matin. Le lendemain, vers trois heures après midi, une brèche de soixante-dix pieds de largeur était déjà ouverte, et les généraux florentins disposèrent leurs troupes pour l'assaut. Mais tandis que les milices pisanes se rangèrent bravement sur la brèche, celles des Florentins, composées de paysans qui n'avaient jamais vu le feu, ne montrèrent qu'irrésolution et que lâcheté. Trois colonels essayèrent chacun à leur tour de faire descendre leurs soldats dans le fossé; il leur fut impossible de les y déterminer. Chacun d'eux conduisait mille fantassins. Il en restait encore sept mille dans le camp : on ne voulut point les mettre à l'épreuve, pour ne pas perdre la réputation de l'armée entière; et l'on résolut plutôt de faire une nouvelle brèche, pour que la grandeur de l'ouverture faite aux murailles ne laissât aucune ressource à leurs défenseurs, ni aucun prétexte à la lâcheté des assaillants [2].

En effet, le feu ayant continué pendant les trois jours suivants, cent trente-six bras de mur, ou environ deux cent cinquante pieds, furent abattus par l'artillerie, à peu de distance de la précédente brèche. Le 13 au matin les généraux florentins voulurent donner l'assaut; mais telle était la lâcheté de

[1] *Spedizione di Macchiavelli al campo contro Pisa. Lettera de' X a Antonio Giacomini*, 19 augusti 1505. T. VII, Macchiav. opere, p. 48. — [2] *Jacopo Nardi*. Lib. IV, p. 183. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVIII, p. 281.

l'infanterie sur laquelle on devait compter pour une attaque de ce genre, que le colonel qui avait été désigné par le sort pour monter à l'assaut, refusa de le faire, sans que les prières, ou les menaces d'Hercule Bentivoglio et d'Antonio Giacomini pussent réveiller en lui le sentiment de l'honneur. Les neuf autres furent sollicités à leur tour de prendre sa place; et tous refusèrent également. Leurs soldats déclarèrent plus hautement encore qu'ils ne monteraient pas à la brèche; et quelques-uns se laissèrent tuer par leurs officiers, plutôt que de marcher en avant. L'armée, couverte d'une honte ineffaçable, rentra dans ses logements sans avoir tenté une attaque. Pendant ce temps, on fut averti que les trois cents Espagnols de la garnison de Piombino venaient d'entrer à Pise : les généraux florentins, craignant d'en voir arriver davantage, sentirent la nécessité de lever le siége. Ils retirèrent leur artillerie le 14 septembre à midi, et transportèrent leur camp à Ripoli, à onze milles de Pise, d'où ensuite l'infanterie fut licenciée, et la cavalerie renvoyée dans ses quartiers d'hiver [1]. Les Pisans, reprenant courage, poussèrent, au milieu d'octobre, leurs déprédations jusque dans la Lunigiane, tandis que quinze cents soldats espagnols entrèrent à Pise. Néanmoins, comme ils n'y étaient nullement nécessaires pour la défense de la place, ils se rembarquèrent au bout de peu de jours, et continuèrent leur route pour passer de Naples en Espagne [2].

Outre la guerre de Pise, l'histoire propre de l'Italie ne présente cette année qu'un seul événement; il fut d'une nature tragique, et la cour de Ferrare en fut le théâtre. Le cardinal Hippolyte d'Este, frère d'Alfonse, le duc régnant, était amoureux d'une femme, sa parente, qui, dans le même temps, recevait la cour de son frère naturel, don Jules d'Este.

[1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 184. — *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 355. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 282. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. X, p. 289. — [2] *F. Guicciardini.* L. VI, p. 356. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 184.

Hippolyte, reprochant à cette dame la préférence qu'elle accordait à son rival, celle-ci s'en excusa, dans le langage des amants, par la puissance qu'exerçaient sur elle les beaux yeux de don Jules. Le cardinal furieux, averti que son frère était à la chasse, alla le surprendre à la campagne, le fit descendre de cheval, et lui fit arracher, par ses écuyers, les yeux qui avaient excité une si féroce jalousie. Mais, quoique le cardinal demeurât témoin de cette atrocité, il paraît qu'elle fut exécutée d'une manière incomplète, et que don Jules ne perdit pas absolument la vue [1].

Ce crime n'attira sur son auteur ni punition, ni même aucune démonstration publique du mécontentement du prince. Alfonse se livrait tour à tour à ses plaisirs, ou à son goût pour la mécanique. Il passait une grande partie de sa journée dans un atelier de tourneur, où il exécutait avec assez d'adresse des travaux en bois ; puis quelquefois, avec un goût plus digne d'un prince, il s'occupait de la fonte de canons de bronze. Il vivait dans une familiarité intime avec des bouffons, des hommes de plaisir, et il y admettait aussi des poëtes ; mais il paraissait donner peu de soins au gouvernement, et ses sujets le jugeaient peu digne du trône. Son second frère Ferdinand, tourmenté d'une ambition démesurée, était attentif à ces défauts ; et un ardent désir de vengeance poursuivait le malheureux don Jules. Tous deux cherchèrent des associés pour renverser le gouvernement. Le comte Albertino Boschetti, de Modène, et Gérardo Ruberti, citoyen de Ferrare, se joignirent à eux, sur la promesse d'obtenir les premiers emplois dans un nouveau ministère. Ils cherchaient ensemble les moyens de se défaire du prince. Don Jules voulait assaillir Alfonse et Hippolyte par le fer et le poison ; Ferdinand, qui n'avait pas les mêmes ressentiments, n'en vou-

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 357. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. X, p. 295.

lait qu'à la couronne. D'ailleurs il était difficile d'attaquer les deux frères à la fois; on ne les voyait ensemble que dans les grandes cérémonies, et alors ils étaient entourés d'une garde nombreuse. Ils ne mangeaient jamais à la même table. Alfonse, avec sa joyeuse compagnie, prenait ses repas de bonne heure; Hippolyte, avec la pompe et la délicatesse d'un homme d'église, prolongeait les siens jusqu'après minuit.

Les conjurés, attendant toujours une occasion favorable, n'avaient encore fait aucune tentative; et cependant le chanteur Giani, qui était de leur complot, avait été admis auprès du prince avec une telle familiarité, qu'il l'avait lié de ses mains, dans les jeux qu'ils faisaient ensemble. 1506. — Mais Hippolyte, plus défiant, et ne perdant point le souvenir de sa cruauté passée, veillait toujours sur don Jules; enfin au mois de juillet 1506, il surprit le secret du complot. Don Jules eut le temps de s'enfuir à Mantoue : ce fut en vain; il fut livré à Alfonse par le marquis Jean François II de Gonzague; le chanteur Giani, qui avait aussi pris la fuite, fut livré de même par le pape. La torture infligée aux prévenus, donna de nouveaux renseignements sur le complot dont on les accusait. Boschetti, Ruberti et Giani furent mis à mort; Ferdinand et Jules, qui avaient été condamnés au même supplice, reçurent leur grâce comme ils étaient déjà sur l'échafaud; on commua leur peine en une prison perpétuelle : Ferdinand y mourut en 1540; Jules fut remis en liberté en 1559, après cinquante-trois ans de captivité [1].

La maison d'Este était alors la principale protectrice des hommes de lettres : la plupart des savants, des historiens et des poëtes cherchaient à plaire à Alfonse; et ces événements cruels furent déguisés dans leurs récits, ou presque absolument supprimés. Giovio évite de jeter aucun blâme sur le

[1] *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este.* p. 17. — *Muratori Ann. d'Italia.* Ann. 1506, p. 31. — *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 269. — *Fr. Belcarii Comment.* L. X, p. 295.

cardinal Hippolyte, qui, par sa barbarie, avait causé l'égarement de ses frères. Jean-Baptiste Giraldi, dans ses commentaires sur l'histoire de Ferrare, dissimule les événements; l'Arioste, en introduisant les deux malheureux frères parmi les ombres présentées à Bradamante, ne veut voir en eux qu'une preuve de plus de la clémence d'Alfonse[1]. Nous sommes arrivés à un temps, où les encouragements mêmes donnés aux lettres appelèrent les princes à s'occuper beaucoup plus de l'histoire, et les historiens à être beaucoup plus courtisans: leur véracité en souffrit, et les récits qui nous restent méritent moins de confiance.

L'Italie perdant la direction de ses propres affaires, se trouvait toujours plus dépendante de la politique des étrangers; et depuis que le roi d'Espagne était en même temps roi de Naples, que le roi de France était en même temps duc de Milan, les négociations qui avaient lieu au-delà des monts, décidaient le plus souvent du sort d'une nation qui ne se gouvernait plus elle-même. Aussi à cette époque tous les yeux, en Italie, étaient-ils tournés vers l'Espagne, où, l'archiduc Philippe, devenu roi de Castille par la mort d'Isabelle, s'était rendu par mer avec sa femme, son second fils Ferdinand, et une armée assez nombreuse. Il n'avait point voulu se conformer au testament d'Isabelle qui, reconnaissant la faiblesse d'esprit de sa fille Jeanne, l'avait soumise à la tutelle de son père, de préférence à celle de son mari. Il avait sommé Ferdinand de lui rendre l'administration de son royaume de Castille; et voyant celui-ci tellement empressé à lui nuire, que dans ce but il voulait déshériter sa propre fille, et que ce motif avait surtout déterminé son mariage avec Germaine de Foix, Philippe donna ordre à ses ambassadeurs de signer avec Ferdinand, à Salamanque, le 24 novembre 1505, un

[1] *Orlando Furioso.* Canto III. str. 60-62.

traité qui n'avait d'autre but que de l'endormir dans la sécurité; puis il partit au mois de janvier des ports de Flandre [1].

Une tempête avait jeté Philippe sur les côtes d'Angleterre; et Henri VII, pour complaire au vieux Ferdinand, avait retenu ce jeune prince trois mois dans son île, avant de lui permettre de se rembarquer. Enfin il arriva en Biscaye; et il y fut reçu avec un égal enthousiasme par la noblesse et le peuple, qui n'aimaient point Ferdinand. Celui-ci, abandonné par ses courtisans eux-mêmes, et ne se sentant point en mesure de résister à son gendre, consentit, le 27 juin 1506, à signer avec lui un nouveau traité par lequel il renonçait à l'administration de la Castille: se réservant seulement pendant sa vie la moitié des revenus des conquêtes d'Amérique, la grande maîtrise des trois ordres de Saint-Jacques de Compostelle, d'Alcantara et de Calatrava, vinq-cinq mille ducats de rente, et la possession exclusive du royaume de Naples. A ces conditions il quitta la Castille, et promit de n'y jamais rentrer [2].

Ferdinand, humilié d'avoir été trompé par un politique bien plus jeune et bien moins habile que lui, et d'avoir été abandonné par ses courtisans et ses sujets, préférait ne point voir le triomphe de son gendre en Espagne. Il s'embarqua donc à Barcelonne, le 4 septembre, avec l'intention de se montrer à ses nouveaux sujets du royaume de Naples, et de régler l'administration de sa conquête. Sa jalousie envers Gonsalve de Cordoue, contribuait aussi à l'attirer en Italie. Gonsalve tout puissant à Naples, chéri de ses soldats, et seul connu des Italiens, pouvait ou réserver ce royaume pour le

[1] *Robertson's History of the reign of Charles the fifth.* B. I, T. II, p. 12, editio in-8°. London, 1792. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 360. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 187. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. X, p. 291. — *Robertson's History of Charles the fifth.* B. I, p. 16.

roi de Castille, dont il était né sujet, ou vouloir s'en emparer pour lui-même. Déjà rappelé par Ferdinand, il s'était dispensé d'obéir sous différents prétextes ; et la présence du monarque semblait seule pouvoir suspendre l'autorité de son orgueilleux vice-roi[1].

Les plus puissants souverains de l'Europe paraissaient vouloir visiter tous en même temps l'Italie. Maximilien, qui ne portait que le titre d'empereur élu, parce qu'il n'avait pas reçu du pape la couronne impériale, témoignait une grande impatience de venir la prendre à Rome, pour pouvoir engager ensuite les électeurs à nommer son fils roi des Romains. Déjà il avait envoyé des ambassadeurs en Italie, pour annoncer sa prochaine arrivée, et demander aux terres d'empire la prestation d'usage, pour le couronnement des empereurs. Il en avait envoyé d'autres à Louis XII, pour le requérir de faire marcher les cinq cents lances que le roi avait promises pour cette occasion, demander la restitution des émigrés milanais dans leurs biens, et le paiement anticipé des soixante mille ducats que la France devait encore. Louis XII ne fit de difficulté que sur cette anticipation : il répondit avec les expressions de l'amitié la plus sincère, en témoignant un vif désir de conserver la bonne harmonie entre les deux états. Cependant il ne pouvait voir sans une extrême défiance la grandeur croissante de la maison d'Autriche : il redoutait la nomination d'un roi des Romains, par les raisons mêmes qui la faisaient désirer à Maximilien ; et pour empêcher le voyage de celui-ci en Italie, il agissait sous main auprès des Suisses et des Vénitiens, et il donnait des secours secrets au duc de Gueldres, alors en guerre avec Philippe[2].

Déjà Louis XII s'était dégagé de la clause principale du

[1] *Fr. Guicciardini*. L. VII, p. 361. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 189. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. L. III, p. 248. — *Alfonso de Ulloa*. Lib. I, f. 52 v. — [2] *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 361. — *Fr. Belcarii*. L. X, p. 291.

traité de Blois, celle qui regardait le mariage de sa fille avec Charles d'Autriche. Il se fit adresser des remontrances contre l'union de cette princesse avec un étranger, par tous les états et toutes les cours souveraines de son royaume ; paraissant ensuite céder à la violence qu'il se faisait faire, il la fiança au duc d'Angoulême, son héritier présomptif[1]. D'autre part, Maximilien informé de la maladie d'Uladislas, roi de Pologne et de Hongrie, et aspirant à la couronne de ce dernier royaume, qui lui avait été garantie par une convention avec tous les magnats hongrois, ne voulut point se trouver éloigné de ses états, si Uladislas venait à mourir, et il renvoya à une autre année l'exécution de ses projets sur l'Italie[2].

A cette époque, Jules II, dont on avait si souvent remarqué les vastes projets, l'impétuosité et la turbulence, tandis qu'il n'était que cardinal, n'avait encore rien fait depuis qu'il était parvenu au pontificat, qui justifiât l'attente universelle. On lui avait souvent entendu dire qu'il voulait purger l'État de l'Église de tous les tyrans qui se l'étaient partagé ; qu'il voulait retirer des mains des Vénitiens jusqu'à la dernière des tours qu'ils possédaient en Romagne ; et ni les tyrans de l'État de l'Église, ni les Vénitiens n'étaient encore inquiétés par lui. Mais Jules voulait assurer la réussite de ses projets, avant d'en commencer l'exécution. Il s'occupait à amasser de l'argent avec une économie qu'on n'avait point jusqu'alors remarquée dans son caractère ; en même temps, il voulait combiner les efforts de tous les potentats de l'Europe contre Venise, avant de se brouiller ouvertement avec cette république. Il avait trouvé d'abord beaucoup de disposition dans Louis XII, dans Maximilien et dans Ferdinand, au traité de partage qu'il leur avait proposé, et déjà l'un des traités de Blois avait jeté les fondements de l'alliance qui se négocia

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 362. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 188. — *Fr. Belcari* Lib. X, p. 292. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. VII, p. 362. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 188.

ensuite à Cambrai. Mais Louis XII, éclairé sur ses vrais intérêts par la jalousie que lui causait Maximilien, sentait alors combien il était imprudent d'anéantir la seule puissance qui fermât à la maison d'Autriche l'entrée de l'Italie : il s'était rapproché des Vénitiens, et c'était par eux qu'il espérait empêcher Maximilien d'aller prendre à Rome la couronne de l'empire. Il se contentait donc de donner de bonnes paroles à Jules II : il était libéral en promesses, dans la confiance que le moment de les exécuter ne viendrait jamais, et en retour pour la nomination des deux cardinaux d'Aix et de Bayeux, qu'il avait obtenue du pape, il prenait avec lui des engagements contraires à des traités avec d'autres puissances, et à ses propres projets[1].

Jules II sentit la nécessité de renoncer pour le moment à son attaque contre Venise; mais comme il ne voulait pas languir plus longtemps dans l'inaction, il prit, au milieu de l'été, la résolution de ramener sous la directe du saint-siége ses deux villes les plus puissantes, Pérouse et Bologne, qui depuis longtemps obéissaient à des princes indépendants. Au lieu d'assurer la réussite de cette entreprise par des négociations qui auraient pu traîner en longueur, il trancha les difficultés par le ton d'autorité avec lequel il parla, et par l'impétuosité qui était dans son caractère. Pour réussir dans ses projets contre Bologne il avait besoin des secours de la France et de la neutralité des Vénitiens ; il envoya sommer Louis XII de lui faire passer des troupes, et les Vénitiens de rester tranquilles. Ni le roi, ni la république, pris au dépourvu, ne voulurent se brouiller avec un pontife dont ils craignaient les emportements. Ils se conformèrent à sa volonté par faiblesse et contre leur propre persuasion[2].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 359. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. X, p. 293. — *Seconda Legazione di N. Macchiavelli alla corte di Roma* Lett. I, T. VII, opere, p. 69 — [2] *Macchiavelli, de' Discorsi sopra Tito Livio.* L. III, c. 44 p. 190.

Louis XII avait pris solennellement sous sa protection Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, et il avait le même intérêt à le maintenir dans sa souveraineté qu'avaient eu tous les ducs de Milan ses prédécesseurs. D'ailleurs le moment lui paraissait particulièrement dangereux pour permettre des mouvements d'aucune espèce en Italie, car il avait appris que Maximilien avait fait une nouvelle convention avec le roi de Hongrie, pour confirmer la précédente, et que, se trouvant de nouveau libre de passer en Italie, il avait fait offrir indirectement son alliance aux Vénitiens, en leur proposant d'attaquer en commun la France, et de partager entre eux le duché de Milan[1]. Il est vrai que le cardinal d'Aix avait rapporté au pape une commission signée de la main même du roi, et communiquée à l'ambassadeur florentin, par laquelle Louis exhortait Jules à attaquer Bentivoglio, et lui promettait pour cela de puissants secours[2]. Mais ce n'était là qu'une de ces finesses avec lesquelles les chefs du gouvernement ont si souvent compromis l'honneur et la bonne foi de la nation française. Louis XII, pour dissuader le pape de ce qu'il craignait, lui conseillait ce qu'il ne le croyait nullement disposé à faire ; et quand il apprit que Jules II, déterminé à attaquer Bologne, s'était vanté en plein consistoire d'être assuré des secours de la France, des Florentins, et des autres puissances de l'Italie, il répliqua avec une amère ironie, que sans doute ce jour-là le saint-père avait mieux dîné que de coutume, faisant allusion à l'ivrognerie dont Jules II était assez généralement accusé[3].

Toutefois Jules II était parti de Rome le 27 août 1506, accompagné par vingt-quatre cardinaux, et marchant à la tête de quatre cents hommes d'armes[4]. Il prit lentement le

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 364. — *Fr. Belcarii.* L. X, p. 293. — [2] *Macchiavelli, Legazione seconda alla corte di Roma.* Lett. I, p. 69, 70, T. VII. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 365. — [4] *Macchiavelli Legazione alla corte di Roma.* Lett. III, de Viterbe,

chemin de Pérouse, pour donner le temps aux Français de se conformer à sa sommation. Jean-Paul Baglioni vivait alors publiquement dans une relation incestueuse avec sa sœur, dont il avait eu des enfants : il s'était assuré du pouvoir souverain à Pérouse, en faisant massacrer plusieurs de ses cousins et de ses neveux. Il avait confisqué les biens de ceux qui s'étaient enfuis pour se dérober à sa tyrannie; et la plupart de ces proscrits se trouvaient à la suite de l'armée du pape. La manière dont il avait trompé les Français, en prenant leur argent avant la bataille du Carigliano, pour entrer à leur service, et manquant ensuite à ses engagements, avait excité le ressentiment de Louis XII : les Florentins, de leur côté, avaient été trompés par lui l'année précédente, et voyaient sa ruine avec plaisir. Mais Baglioni, qui avait sous ses ordres cent hommes d'armes et cent cinquante chevau-légers, et qui était maître de la ville la plus forte des États de l'Église, et de celle dont les habitants étaient les plus belliqueux, pouvait résister quelque temps par ses propres forces [1].

Cependant il aima mieux recourir à la protection des amis puissants qu'il avait dans le sacré collége et à la cour du pape. Le duc d'Urbin et tous ceux qui tenaient eux-mêmes quelque fief de l'église, voyaient avec beaucoup d'inquiétude et de chagrin le pape entreprendre de dépouiller les plus puissants de leur ordre; ils cherchaient à calmer l'irritation de Jules II, en même temps qu'ils encourageaient Jean-Paul Baglioni à l'apaiser par une soumission apparente, qui lui servirait à gagner du temps. Ils se rendirent enfin envers lui garants de sa sûreté; et Baglioni, à leur persuasion, vint, le 8 septembre, trouver le pape à Orviète, et se remettre entre ses mains [2]. Jules II, touché de cette confiance, lui promit

13 avril, p. 76.—*Jacopo Nardi*. Lib. IV, p. 189.—[1] *Macchiavelli Legazione*. Lett. VIII, p. 84. — [2] *Ibid*. Lett. des 6 et 9 septembre, p. 87,88. — *Jacopo Nardi*. Lib. IV, p. 189.

qu'il pourrait continuer à vivre à Pérouse, et y jouir de tous ses biens. Il le prit de plus à sa solde avec tous ses hommes d'armes, pour son expédition de Bologne; mais il exigea que la garde des portes et des forteresses de Pérouse lui fût remise, afin de pouvoir réformer le gouvernement de cette ville, et lui rendre ses anciennes libertés [1].

Aussitôt après avoir signé cette convention, Jean-Paul Baglioni repartit pour Pérouse, afin de s'y préparer à recevoir le pape, qui voyageait plus lentement et visitait les châteaux du bord du lac. En effet Jules II, dont le caractère ardent ne connaissait point de danger, entra le 13 septembre à Pérouse avec toute sa cour, sans s'être fait livrer les portes de la ville : il se confia ainsi à la discrétion d'un homme qu'il avait offensé, et à la bonne foi duquel ni lui ni personne ne croyait en Italie. Baglioni ne se saisit point, il est vrai, des otages qui s'étaient imprudemment remis entre ses mains; mais ce fut plutôt par manque de hardiesse ou de présence d'esprit, que par un scrupule qu'il ne connaissait pas [2]. La ville, après son départ et celui du pape, qui prenait lentement le chemin de la Romagne, demeura quelque temps encore sous l'influence des partisans de Baglioni; enfin les citoyens, longtemps opprimés, commencèrent à reprendre la confiance dans les lois : la magistrature des Dix de balie que le tyran avait instituée, et par laquelle il maintenait son autorité, fut solennellement abolie, et Pérouse recommença à jouir, sous la protection de l'église, des priviléges d'une ville libre [3].

Jules II mettait plus de zèle encore à opérer la même réforme dans Bologne. Jean Bentivoglio ne s'était assuré du pouvoir absolu qu'en écrasant toutes les familles puissantes,

[1] *Macchiavelli Legaz.* Lett. X, p. 88. — [2] *Macchiavelli, de' Discorsi* L. I, c. 27, p. 125. — Idem, *Legazione alla corte di Roma.* Lett. del 13 settemb. di Perugia, p. 95. — *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 366. — [3] *Macchiavelli Legaz.* Lett. XXVII, Cesena, 4 ottobre, p. 122.

qui jusqu'alors avaient conservé du crédit dans sa patrie. Il avait quatre fils dont l'insolence était devenue insupportable à leurs concitoyens, et dont le luxe et les dépenses aggravaient la misère publique. Il ne cherchait plus à se concilier les cœurs par la clémence et la douceur, mais au contraire à les contenir par les armes, et à les effrayer par les supplices [1]. Il se croyait affermi sur le trône par les alliances qu'il avait conclues avec tous ses voisins; mais lui-même leur avait enseigné à les sacrifier sans scrupule à un avantage immédiat. Les Florentins, malgré leur traité avec lui, avaient envoyé Macchiavel au pape, dès sa sortie de Rome, pour lui promettre de joindre leur gendarmerie à son armée. Le marquis de Mantoue, après avoir obtenu l'agrément de la France, avait aussi rangé ses troupes sous les enseignes pontificales; les Vénitiens avaient offert à Jules II de chasser eux-mêmes Bentivoglio de Bologne, pourvu qu'à ce prix Jules leur confirmât la possession de Faenza et de Rimini. La seule chose qui pût paraître douteuse était la coopération de la France, parce que si le roi l'avait promise au pape, d'autre part il avait solennellement promis à Bentivoglio de le défendre; et il lui en avait répété l'assurance depuis que Jules II était en marche avec son armée [2].

Mais l'impétuosité de Jules II effrayait ceux qui avaient à traiter avec lui. Le cardinal d'Amboise représenta au roi qu'en ne lui cédant pas dans cette occasion, il s'en ferait un ennemi acharné : Louis se dégagea de la protection qu'il avait promise à Bentivoglio, par un indigne subterfuge; il déclara qu'il s'était obligé à le défendre dans la possession de ses états, mais non pas dans celle des États de l'Église, et il donna ordre à M. de Chaumont, gouverneur du Milanais, de mar-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 363. — *Fr. Belcarii.* L. X, p. 292. — [2] *Macchiavelli. seconda Legazione alla corte di Roma.* Lett. I à XX, fine al 25 settemb. p. 64-109.

cher contre Bologne avec six cents lances, trois mille fantassins suisses, et vingt-quatre pièces d'artillerie[1].

Jules II, averti de l'approche des Français, entra en Romagne par le duché d'Urbin, rétablissant la paix dans les villes qu'il traversait, les ramenant à l'obéissance de l'église, et évitant cependant de mettre les pieds sur le territoire de Rimini ou de Faenza, pour ne pas sanctionner, même par un regard, l'occupation de ces principautés par les Vénitiens[2]. A son arrivée à Forli, six ambassadeurs bolonais lui présentèrent les conditions auxquelles Bentivoglio était prêt à se soumettre : il voulait entre autres que le pape ne pût entrer dans Bologne qu'avec sa garde de deux cent cinquante ou trois cents Suisses, et qu'il s'engageât à n'y pas demeurer au delà d'un temps déterminé. Mais ce n'était pas ainsi qu'il fallait traiter avec ce vieillard orgueilleux et irascible : au lieu de répondre à ces propositions, Jules II publia à Césène, le 10 octobre, une bulle contre Jean Bentivoglio et ses partisans, dans laquelle il les déclarait rebelles à la sainte église ; il abandonnait leurs biens au pillage, et leurs personnes à l'esclavage de qui les saisirait ; il accordait indulgence plénière à qui les combattrait ou les tuerait ; et aussitôt après il ordonna au député particulier de Bentivoglio de sortir au plus vite de tous les États de l'Église, le menaçant du dernier supplice, si jamais il retombait entre ses mains[3].

Le pape, arrivé à Imola le 20 octobre, s'y trouva à la tête d'une armée assez considérable, dont il donna le commandement au marquis de Mantoue. Indépendamment des quatre cents hommes d'armes avec lesquels il était parti de Rome, Jean-Paul Baglioni lui en conduisait cent cinquante; Marc

[1] *Macchiavelli Legaz.* L. XXVI, Césène, 3 octob. p. 119 et passim. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 366. — *Macchiavelli Legaz.* Lett. XXXV, XXXVI, XXXVII, du 16 au 21 octob. p. 135. — [3] *Macchiavelli Legaz.* Lett. XXXI, ex Forli, 10 octob. p. 128. — *Bulla apud Raynaldum, Ann. eccles.* 1506, § 25, 27, p. 41.

Antonio Colonna, condottière des Florentins, en avait amené cent; le duc de Ferrare, cent; le marquis de Mantoue, deux cents chevau-légers ; et il avait en outre cent Stradiotes venus du royaume de Naples, et plusieurs milliers de fantassins, levés dans le duché d'Urbin, la Toscane et la Romagne. D'autre part, le jour même où le marquis de Mantoue attaquait San-Piéro, premier château des Bolonais du côté d'Imola, M. de Chaumont, avec six cents lances françaises et trois mille Suisses, entrait à Castel-Franco, premier château des Bolonais du côté de Modène. Ainsi le pape avait réussi à faire attaquer celui de ses feudataires dont l'indépendance gênait le plus ses projets ambitieux, par ceux même qui auraient eu le plus d'intérêt à le défendre[1].

Dans tous ses discours, dans toutes ses déclarations, Jean Bentivoglio avait jusqu'alors affecté un grand courage, et une ferme résolution de repousser la force par la force. Il avait en effet armé ses milices et fortifié sa capitale : mais il ne pouvait se résoudre à dépenser, pour se défendre, l'argent qu'il regardait comme sa dernière ressource, s'il perdait sa souveraineté. Il n'avait donc point fait des levées suffisantes ; d'ailleurs il communiquait sa défiance à ses sujets, en la laissant connaître, et il se faisait des ennemis de tous ceux à qui il demandait des sacrifices qu'il hésitait à faire lui-même. Cependant, comme ses voisins qui voulaient le sauver, ne cessaient de le flatter qu'ils employeraient pour lui leur crédit, et comme M. de Chaumont l'assurait qu'il ne l'attaquerait point, Bentivoglio faisait encore bonne contenance. Mais, le 25 octobre, Chaumont lui fit signifier, qu'il eût avant deux jours à se soumettre à tous les ordres du pape s'il ne voulait pas perdre la protection de la France, et être immédiatement attaqué par lui. En même temps, pourvu qu'il obéît sans dé-

[1] *Macchiavelli Legaz.* Lett. XXXVIII, ex Imola, 22 octob. p. 140. — *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 367. — *Fr. Belcarii.* L. X, p. 294. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 283.

lui, Chaumont lui garantissait la jouissance de tous ses biens patrimoniaux, et la liberté de vivre à Bologne en simple particulier avec ses enfants [1].

A la réception de cette sommation, Bentivoglio perdit toute espérance ; il oublia ses protestations de constance inébranlable, et les sarcasmes avec lesquels il avait accueilli Pierre de Médicis, lorsque celui-ci abandonna sans combat la ville où il régnait. Ce prince, déjà âgé de soixante-dix ans, se rendit le 2 novembre au camp français, avec sa femme Genièvre Sforza, et tous ses enfants, pour implorer de M. de Chaumont de meilleures conditions. Celui-ci fut assez peu généreux pour se faire payer douze mille ducats par le prince fugitif, afin de soutenir ses intérêts. Il convint ensuite avec le pape que Bentivoglio conserverait à Bologne la jouissance des immeubles dont il prouverait l'acquisition légitime, qu'il en retirerait librement son argent et ses meubles, et qu'il pourrait vivre en sûreté avec sa famille dans le duché de Milan [2].

Les Bolonais, au départ des Bentivoglio, envoyèrent de nouveaux ambassadeurs au pape, pour lui demander seulement l'absolution des censures ecclésiastiques, et la garantie que l'armée française n'entrerait point dans leur ville. Jules II n'avait nullement l'intention d'y recevoir ces alliés dangereux ; il craignait doublement et l'indiscipline des soldats, et l'ambition du gouvernement, qui pourrait vouloir conserver quelques droits dans sa conquête. Déjà l'armée de Chaumont s'était avancée jusqu'au pied des murs, entre les portes de Saragosse et de San-Félice ; et elle demandait à grands cris le pillage de cette ville si riche et si commerçante. Elle était

[1] *Legazione di Macchiavelli*. Lett. XL, ex Imola, 26 oct. p. 145. — *Fr. Guicciardini*. L. VII, p. 367. — *Fr. Belcarii*. L. X, p. 294. — [2] *Fr. Guicciardini*. Lib. VII, p. 367. — *Diarium Parisii de Grassis apud Raynald*. 1506, § 29, p 42. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior*. L. IV, p. 190.

rangée le long du canal qui amène les eaux du Réno à Bologne ; le pape permit aux Bolonais de fermer l'écluse de fer qui traverse ce canal au pied de leurs murs, et de le faire ainsi refluer sur la campagne où les Français s'étaient établis. Ceux-ci, chassés par l'inondation, se retirèrent en tumulte au pont du Réno, laissant dans la boue une partie de leur artillerie et de leurs équipages. Le pape congédia ensuite M. de Chaumont, en lui faisant un présent de huit mille ducats, et lui en donnant dix mille à distribuer à son armée. Il y joignit la promesse d'accorder un chapeau de cardinal à son frère, l'évêque d'Alby. Puis, le 11 novembre, jour de saint Martin, il fit en grande pompe son entrée à Bologne ; il conserva à la ville ses priviléges et son administration républicaine, mais en changeant sa constitution ; seize magistrats avaient jusqu'alors gouverné Bologne ; il en exclut trois de la seigneurie, savoir, Jean Bentivoglio, et deux de ses plus zélés partisans ; il fit entrer les treize autres dans un nouveau sénat, qu'il composa de quarante membres, et auquel il confia toute l'autorité. Dès lors, et jusqu'à ces derniers temps, l'oligarchie des quarante de Bologne a administré cette province avec plusieurs prérogatives qui rappelaient sa liberté et son ancienne indépendance. Leur situation en opposition avec la cour de Rome, faisait d'eux, en dépit de l'esprit étroit d'une aristocratie héréditaire, les vrais représentants du peuple, et les défenseurs constants de ses priviléges. Aussi réussirent-ils à faire fleurir dans leur ville les arts et le commerce bannis du reste des États de l'Église : mais dès cette époque Bologne cessa de compter en Italie comme un état indépendant ; et elle ne secoua plus qu'une seule fois, et pour un court intervalle de temps, le joug que lui avait imposé Jules II[1].

Aucun autre mouvement militaire ne troubla l'Italie pen-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 388. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 191. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 214. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. VII, p. 144.

dant cette année ; les Florentins épuisés par la guerre de Pise, l'étaient encore au printemps de l'année 1505, par l'extrême cherté des blés. Ils y avaient pourvu avec leur générosité ordinaire, sans renvoyer même les pauvres étrangers qui accouraient en foule dans leur ville, pour avoir part aux charités publiques [1] ; mais ils ne tentèrent point dans cette campagne d'expédition contre Pise, et ils ne ravagèrent point le territoire de cette ville. Ils avaient aussi renouvelé pour trois ans, au mois d'avril 1506, leur trêve avec Pandolfe Pétrucci et les Siennais, renonçant pour aussi longtemps à faire valoir leurs droits sur Montépulciano, et s'engageant même à ne point accepter cette bourgade, si elle offrait de se donner à eux. Ils avaient préféré faire cet accord avec un voisin dont ils se défiaient, mais qu'ils ne redoutaient pas, au danger d'appeler en Toscane un allié qui s'y serait conduit en maître ; et ils avaient refusé les offres du roi de France, qui leur proposait d'envoyer contre Pandolfe Pétrucci cinq cents lances et deux mille Suisses, à entretenir à frais communs [2].

Le repos dont jouissait l'Italie redoublait l'attention qu'elle accordait aux démarches de Ferdinand-le-Catholique, devenu l'un de ses plus puissants souverains. Ce monarque s'était embarqué à Barcelonne le 4 septembre ; et il était venu mouiller avec une flotte de cinquante voiles, d'abord en Provence, et ensuite à Gênes où il fut reçu avec de grands honneurs : retenu peu après par les vents devant Portofino, dans la rivière du Levant, il y reçut la nouvelle inattendue de la mort de son gendre Philippe Ier, survenue à Burgos, le 25 septembre 1506, après une courte maladie. Ce prince, qui avait paru si empressé de régner, et qui avait en quelque sorte forcé son beau-père à s'exiler, pour occuper son trône, n'en avait pas joui

[1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 173. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 276. — *Giov. Cambi.* T. XXI, p. 209. — [2] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 186. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 282.

plus de trois mois. Les uns attribuaient sa mort à un exercice immodéré ; d'autres à l'intempérance à laquelle il s'était accoutumé en Flandre, et qui était devenue plus dangereuse dans un climat si différent du sien. Plusieurs enfin, qui savaient avec quel regret Ferdinand lui avait cédé la Castille, soupçonnaient un empoisonnement [1]. Ferdinand cependant, au lieu de retourner sur ses pas, pour se ressaisir en hâte des rênes d'un gouvernement qu'il avait abandonnées avec tant de répugnance, continua son voyage vers Naples. Il arriva le 18 octobre à Gaëte ; mais il s'arrêta dans cette ville ou à Portici jusqu'au 1er novembre, jour qu'il avait fixé pour faire son entrée à Naples. Gonsalve de Cordoue, qu'on savait avoir excité si vivement sa jalousie, et qu'on avait averti de ne point se mettre entre ses mains, n'hésita pas à monter sur sa galère, et à se confier entièrement à lui [2]. Ferdinand, reçu avec enthousiasme par les Napolitains, et accueilli avec les fêtes les plus brillantes, fit partager tous ces honneurs au grand capitaine qui lui avait gagné ce royaume. Il voulut que Gonsalve seul lui présentât toute la noblesse de Naples, et tous ceux qui méritaient ses faveurs ; il l'entoura de distinctions et de gloire ; il lui confirma la possession du duché de San-Angélo, de ses biens dans le royaume de Naples, qui rapportaient vingt mille ducats de rente, et il y joignit l'office de grand-connétable du royaume : mais il était bien décidé à ne pas le laisser à Naples après lui ; et il lui faisait espérer la grande maîtrise de l'ordre de Saint-Jacques de Compostelle, pour le dédommager des honneurs et de la puissance auxquels Gonsalve de Cordoue devait renoncer en quittant l'Italie pour l'Espagne [3]. L'Europe,

[1] *Macchiavelli Legazione a Roma.* Lett. XXIX, ex Cesena, 6 octobris, T. VII, p. 125. — *Jo. Mariana, Ist. de las Espanas.* T. II, p. 225. — *Pauli Jovii Epitome Hist.* L. IX, p. 156. — Ejusd. *Vita magni Consalvi.* L. III, p. 251. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 53. — [2] Guicciardini assure que Gonsalve alla au devant de Ferdinand jusqu'à Gênes. Giovio, dans la Vie de Gonsalve, indique qu'il l'attendait au cap de Misène. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 368. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. III, p. 251.

qui connaissait la foi de Ferdinand-le-Catholique, ne vit pas sans un sentiment de deuil le grand homme qui avait si longtemps captivé son attention, repartir au bout de cinq mois avec son maître, pour rentrer dans l'obscurité.

— *Belcarii Comm.* L. X, p. 294. — *Macchiavelli Legaz.* Lett. XXIII, ex Urbino, 28 sept. p. 113. — *Summonte Ist. di Napoli.* L. VI, c. V, T. IV, p. 4. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 190. — *Ist. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 213. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VII, p. 143.

CHAPITRE IX.

Soulèvement de Gênes, et sa punition par Louis XII ; entrevue de ce monarque avec Ferdinand-le-Catholique ; Maximilien menace la France ; il attaque les Vénitiens, puis fait la paix avec eux : détresse de Pise, et sa soumission aux Florentins.

1506-1509.

1506. — Il n'y avait eu dans l'histoire d'Italie, peut-être point de période pendant laquelle Gênes eût moins attiré l'attention des autres peuples, et eût moins éprouvé de convulsions intestines que celle que nous venons de parcourir. La république, il est vrai, n'était plus libre ; elle n'avait plus une volonté à elle ; elle ne se décidait plus par ses propres délibérations sur le parti qu'elle embrasserait. Gênes, que la violence de ses révolutions avait jetée sous la domination des Sforza, avait ensuite passé sous l'autorité du roi de France, comme si elle eût fait partie du duché de Milan. C'était cependant par une capitulation volontaire, qu'elle avait accordé au souverain de Lombardie à peu près les mêmes prérogatives qu'exerçait auparavant son propre doge. Cette capitulation

subsistait toujours entre elle et la France; et quoique la liberté ne fût plus entière, quoique toute énergie publique eût diminué dans la même proportion que les droits des citoyens, quoique cette cité n'eût plus de flottes qui dominassent la Méditerranée, plus d'armées qui disputassent l'empire de l'Italie, plus de trésors qui pût soudoyer les puissances étrangères, plus de commerce enfin qui pût rivaliser avec celui de Venise, ou seulement de Florence, cependant son administration était encore républicaine, la constitution était demeurée à peu près sur ses antiques bases, et la sûreté des personnes et des propriétés était passablement garantie.

Les factions qui, peu d'années auparavant, avaient acquis à Gênes une puissance si redoutable, se sentaient contenues par la crainte qu'inspirait le monarque; elles ne répandaient plus de sang, elles ne se disputaient plus l'autorité les armes à la main. La loi avait partagé les magistratures par égales parts entre les nobles et les plébéiens, et les uns et les autres s'étaient longtemps contentés de ce partage. Mais depuis qu'un gouverneur français tenait à Gênes la place du doge, ce gouverneur, toujours orgueilleux de sa propre naissance, avait montré une préférence marquée à la noblesse du pays qu'il administrait. Il ne recevait qu'elle dans sa société, il lui accordait l'avantage dans toutes les contestations, et lors même qu'il faisait exécuter entre elle et le peuple la lettre des capitulations, il s'étonnait que des *gens de rien* eussent osé dicter des lois à des *gens de qualité*.

La noblesse génoise, profitant de la faveur du gouverneur, avait pris avec les classes inférieures un ton d'insolence qu'elle ne s'était jamais permis aussi longtemps que le doge, selon les anciennes lois de l'état, avait été tiré exclusivement de l'ordre plébéien. En même temps, sacrifiant toute autre considération à ses jouissances personnelles, elle avait complétement abandonné le soin de l'indépendance

de la patrie, et dans toute contestation, elle embrassait toujours l'intérêt du maître étranger qui dominait sur la république [1].

L'opposition entre l'intérêt public des citoyens et l'intérêt de courtisan qui animait les nobles se manifesta lorsque les Pisans, en 1504, voulurent se donner aux Génois, et sollicitèrent avec les plus vives instances, comme une faveur, ce que dans un autre temps les Génois auraient regardé comme le plus brillant avantage pour leur patrie. Tout le parti populaire témoigna son empressement pour accepter cette proposition, la noblesse, au contraire, connaissant les intentions de la cour, s'y opposa avec une extrême obstination . Celui parmi elle qui mit le plus de zèle à déjouer le vœu commun de ses concitoyens fut Jean-Louis de Fieschi, le plus riche, à cette époque, de tous les membres de la noblesse, et celui qui pouvait compter sur les clients les plus nombreux, car d'un côté il possédait dans la rivière du Levant des fiefs considérables; de l'autre, il tenait des bontés du roi des gouvernements importants dans la rivière du Ponent. Jean-Louis de Fieschi s'opposait à l'acquisition de Pise parce qu'il voulait tenir la république de Gênes dans un état de faiblesse, pour y fonder avec moins d'obstacle le crédit de sa famille, parce qu'il voulait plaire à Louis XII, jaloux de tout accroissement de puissance des Génois; enfin, parce qu'il ménageait les Florentins; et l'opinion publique à Gênes l'accusa même d'avoir été gagné par eux à prix d'argent [3]. Mais le discours par lequel il chercha à faire prévaloir son opinion indique l'affaiblissement étrange de la république; sa population, dit-il, n'était plus composée, au lieu de matelots et de soldats, que de tisserands et de manufacturiers, en sorte qu'elle trouvait avec peine de quoi armer deux ou trois galères pour la garde du port, tandis qu'elle n'avait point de trésor

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. VII, p. 370. — [2] *Petri Bizarri S. P. que Genuens. Hist.* L. XVII, p. 412. — [3] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* Lib. XII, p. 681.

et ne voulait ou ne pouvait point supporter d'imposition extraordinaire [1].

L'irritation du peuple contre la noblesse alla toujours croissant depuis cette contestation sur l'acquisition de Pise. Les plébéiens l'accusèrent dès lors d'avoir sacrifié l'honneur de la patrie aux avantages personnels qu'elle attendait de la cour. D'ailleurs à cette époque le nom de noblesse était restreint à Gênes aux seuls descendants des quatre puissantes familles qui avaient pendant un siècle exercé la souveraineté dans cette république, tandis que les descendants de ceux qui, avant le XIIIe siècle, avaient partagé l'administration avec les Doria et les Spinola, les Fieschi et les Grimaldi, ou de ceux qui s'étaient élevés depuis l'an 1339, étaient également confondus sous le nom de peuple. Ce dernier ordre égalait celui des nobles en richesses et en talents, et ne se croyait pas même inférieur en naissance. Les uns comme les autres se vouaient au commerce qui inspire des sentiments d'égalité, et lorsque les nobles commencèrent à s'armer de poignards sur le manche desquels ils avaient fait écrire *châtie-vilain (castiga-vilano)*, les plébéiens qui se sentaient en même temps menacés et outragés par tant d'insolence, jurèrent de se venger d'un mépris si peu mérité [2].

Chaque jour quelque gentilhomme insultait quelque citoyen de l'ordre du peuple ; mais celui-ci ne pouvait espérer de redressement, parce que la moitié de tous les tribunaux et de tous les conseils était composée de nobles déterminés à soustraire leurs consorts à toute punition, et parce que le gouverneur royal était toujours prêt à les seconder. Aussi, après chaque outrage, après chaque acte de violence, le peuple se réunissait-il toujours pour demander que puisque les familles

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* Lib. XII, p. 682. — [2] Jean d'Anton, Histoire de Louis XII. Ann. 1506, p. 47. — Observations sur les Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 329. — *Uberti Folietæ*. L. XII, p. 687. — *Ag. Giustiniani, Ann. di Gen.* L. VI, f. 258.

de l'ordre populaire, illustres, riches, et dès longtemps en possession du gouvernement, étaient deux fois plus nombreuses que celles des nobles, elles obtinssent aussi les deux tiers des emplois publics. Cette demande, présentée à plusieurs reprises, était repoussée avec indignation par les nobles, et éludée par le gouverneur. Mais celui-ci commençait à devenir inquiet de la fermentation universelle; pour la calmer, il se fit la règle de punir également de l'exil l'offenseur et l'offensé toutes les fois qu'un noble faisait injure à un homme du peuple, afin de les soustraire tous deux aux yeux des factieux qu'ils pouvaient aigrir.

Cette conduite retarda quelque temps une explosion qui paraissait inévitable; elle ne put toutefois l'empêcher. Une querelle survenue dans un marché, pour l'occasion la plus futile, entre Visconti Doria, gentilhomme d'ailleurs universellement estimé, mais orgueilleux et irascible comme ses pareils, et un homme du peuple [1], fut immédiatement suivie d'une prise d'armes. Paul Baptiste Giustiniani et Emmanuel Canali, tous deux de l'ordre du peuple, quoique de familles illustres, se mirent à la tête du soulèvement. Visconti Doria fut tué, un autre Doria et quelques nobles encore furent blessés, et Roccabertino, lieutenant du roi, ne réussit à apaiser le tumulte qu'en promettant que désormais l'ordre du peuple aurait deux parts

[1] « Là feut un nommé Guillon, de ceux du peuple, dit Jean d'Anton, historien français contemporain, lequel marchandoit à quelqu'un qui là estoit, des potirons, que « les aulcuns appellent champignons, et iceux voulut emporter; ce que vouloit aussi le « vicomte Doria, gentilhomme, et meit la main au pannier où estoient lesdits potirons. « Celui Guillon, qui encore ne les avoit payés, les voulut emporter, disant que premier « les avoit marchandés, et qu'il les auroit; et voyant cela, ledit gentilhomme donne un « grand coup de poing au travers du visage dudit Guillon, en disant: — Emporte cela, « villain, et j'emporterai les potirons. — Et de fait tira une dague qu'il avait, et voulut « frapper ledit Guillon, qui tantost quitta le gaige, et comme oultragé d'avoir été battu, « tout plein d'ire et de courroux commence à crier : *Pople! pople!* sur les gentilshommes, dont tout à coup se meut le peuple..... Si qu'en moins d'une heure, plus de dix « mille villains furent armés par les rues. » Jean d'Anton, Hist. de Louis XII, p. 47. — Observ. sur les Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 330. — *Ag. Giustiniani*, Lib. VI, f. 259.

dans les élections, et la noblesse la troisième. La proposition en fut portée le lendemain au conseil souverain, et y reçut force de loi [1].

Mais tandis que la victoire était due à un soulèvement de tout le peuple, les familles illustres de l'ordre populaire paraissaient avoir voulu s'en réserver les fruits à elles seules : bientôt elles ne furent plus maîtresses des classes inférieures qu'elles avaient mises en mouvement. Trois jours après qu'on eut porté la loi qui changeait le partage des honneurs publics, la population, soulevée de nouveau, vint attaquer les maisons des nobles, et les livrer au pillage. Les chefs de l'ordre populaire opposèrent autant de résistance qu'ils purent à ce tumulte anarchique : les nobles s'enfuirent, et implorèrent contre leur patrie l'assistance des étrangers [2].

Les nobles génois fugitifs se donnèrent rendez-vous à Asti, et s'y rassemblèrent auprès de Philippe de Ravestein, que Louis XII avait nommé gouverneur de Gênes, pour que le haut rang de ce seigneur, et le souvenir de l'autorité qu'il avait déjà exercée dans cette ville, pliassent plus facilement tous les citoyens à l'obéissance. Mais tandis que Jean-Louis de Fieschi, et tous les gentilshommes fugitifs, s'étaient rangés autour de Ravestein, des ambassadeurs de la république arrivèrent auprès de lui, pour justifier la conduite de leurs concitoyens, et assurer le gouverneur de leur soumission. Ravestein fit son entrée à Gênes le 15 août, entouré de troupes, et précédé par les magistrats à pied. Il cherchait à inspirer de la terreur ; il excita plutôt de la défiance et du ressentiment. L'aristocratie bourgeoise, qui avait commencé la révolution, craignait de se compromettre vis-à-vis de lui, et re-

[1] *Uberti Folietæ.* L. XII, p. 690. — *P. Bizarro Hist. Gen.* L. XVIII, p. 414. — *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 344. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. X, p. 296. — *Ag. Giustiniani Ann.* Lib. VI, f. 260. — [2] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. XII, p. 691. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* lib. III, p. 190.

doutait d'autre part la rivalité des classes inférieures : mais celles-ci, par leur vigueur, firent comprendre à Ravestein le danger de provoquer une ville puissante, que le moindre abus d'autorité pourrait pousser à la révolte. Le gouverneur obligea Jean-Louis de Fieschi à sortir de Gênes ; il permit la création des magistrats d'après le décret qui faisait un nouveau partage des honneurs publics, et il ne s'opposa point à ce que le peuple créât en même temps huit tribuns destinés à être ses protecteurs [1].

La même cause qui se plaidait devant Ravestein, se plaidait aussi devant Louis XII, à qui la république avait envoyé le jurisconsulte Nicolas Odérici, comme ambassadeur, pour défendre les prétentions du peuple. L'accusation cependant par laquelle les nobles avaient le plus cherché à irriter le roi, fut justement celle qui lui fit sentir le besoin de la modération. Ils avaient représenté leurs adversaires comme délibérant déjà s'ils ne soumettraient point la république à tout autre prince étranger.

A cette époque, Philippe Ier, roi de Castille, vivait encore ; et Louis XII, qui le voyait marcher rapidement à cette puissance qu'atteignit ensuite Charles-Quint, avait conçu de lui une extrême défiance. Pour ne pas lui donner une occasion de prendre pied à Gênes, Louis consentit à sanctionner lui-même le décret qui avait réduit les nobles au tiers des honneurs publics : mais il y mit pour condition, que tous les fiefs de Jean-Louis de Fieschi dans la rivière du Levant lui seraient rendus. Pendant la durée des troubles, le parti populaire les avait attaqués, et les avait conquis pour la plupart. Michel Bizio, jurisconsulte et émigré napolitain, fut chargé d'apporter ce décret, et de le mettre à exécution [2].

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Hist. L. XII, p. 692. — Petri Bizarri S. P. que Genuens. Hist. Lib. XVIII, p. 415. — Fr. Guicciardini. Lib. VII, p. 371. — Ag. Giustiniani. Lib. VI. f. 260 v. —* [2] *Uberti Folietæ Genuens. Hist. L. XII, p. 693. — P. Bizarro Hist. Genuens.*

Les hommes marquants du parti populaire étaient contents, et n'en demandaient pas davantage : le peuple, et les tribuns qu'il s'était choisis, ne l'étaient point encore; ils s'écriaient qu'en rappelant à Gênes un gentilhomme orgueilleux, vindicatif, et qui avait abjuré sa patrie pour se vendre à la cour, qu'en lui rendant des fiefs qui mettaient sous ses ordres des milliers de vassaux, et les meilleures forteresses de la Ligurie, on ne pouvait trouver aucune garantie dans les lois qu'il avait si souvent violées. Ils voulaient bien admettre de nouveau dans leurs murs Jean-Louis de Fieschi, mais sous condition que ses fiefs fussent gouvernés par les lois communes, et soumis aux magistrats de la république. On a souvent reproché à tous les réformateurs de ne pas savoir s'arrêter dans leurs réformes : le reproche est fondé en effet; en voulant aller toujours plus avant, ils compromettent ce qu'ils ont déjà acquis, et ils arrivent souvent à perdre un avantage certain, pour avoir voulu en obtenir un autre dont on aurait pu se passer sans regrets. Mais il ne faut point oublier quel est l'état de la législation, quel est l'ordre public, dans les pays où ces réformes s'entreprennent : de toutes parts on ne voit qu'abus, qu'usurpations et que souffrances. Les réformateurs ont presque toujours les plus justes motifs pour détruire ce qu'ils attaquent, encore qu'ils eussent fait preuve de plus de prudence et de modération, s'ils avaient su conserver une partie de l'édifice, et en profiter, pendant qu'ils renouvelaient l'autre. On les juge ensuite avec sévérité sur les institutions par lesquelles ils remplacent ce qu'ils abolissent : mais elles n'ont pour elles ni l'appui de l'expérience, qui supplée au raisonnement, ni la sanction du préjugé, qui dispense de la connaissance. La force d'énergie conserve encore longtemps le mouvement acquis d'une mauvaise machine; cette même

L. XVIII, p. 416. — *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 372. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. X, p. 296.

force arrête longtemps aussi le mouvement qu'on veut donner à une machine bien supérieure, mais qui n'a point encore joué.

Il était sans doute fort dangereux pour la république de laisser entre les mains de Jean-Louis de Fieschi, ennemi déclaré de l'ordre populaire, la moitié des lieux forts dans les deux rivières, et ceux particulièrement d'où la ville tirait sa nourriture; en sorte que ce citoyen pouvait sous l'ombre de la paix, tenir sa patrie comme assiégée. Cependant les hommes prudents auraient voulu qu'on se soumît à cet inconvénient, plutôt que de s'exposer au danger bien plus grave de rejeter l'arrangement proposé par le roi : le peuple, au contraire, loin de vouloir rendre à son ennemi des fiefs auxquels il n'avait d'autre titre que celui d'une ancienne usurpation, résolut de recouvrer un autre fief également enlevé à la république par une autre famille noble, celui de Monaco, dont Lucien Grimaldi s'était emparé, et dont il avait fait, sous la protection d'un château extrêmement fort, un refuge pour les pirates armés contre le commerce de Gênes. Les tribuns du peuple firent venir de Pise Tarlatino, qui avait défendu cette ville avec tant de bravoure, et qui s'y sentait inutile cette année, parce que les Florentins avaient suspendu leurs attaques. Les tribuns mirent sous ses ordres deux mille hommes, avec deux galères et quelques petits vaisseaux; et ils le chargèrent, à la fin de septembre, de l'attaque de Monaco [1].

Ravestein, irrité de ce manque d'égards, quitta, le 25 octobre, une ville ou l'autorité royale n'était plus respectée. D'ailleurs, la jalousie de M. de Chaumont, neveu du cardinal d'Amboise et gouverneur de Milan, et celle du lieutenant du roi Roccabertino, qui avait commandé en son absence, ren-

[1] *Uberti Folietæ*. L. XII, p. 694. — *P. Bizarro*. L. XVIII, p. 416. — *Fr. Guicciardini*. L. VII, p. 373. — *Jacopo Arrosti, Chroniche di Pisa in archivio Pisano*. f. 228 v. — *Aq. Giustiniani*. L. VI, p. 261.

daient sa situation difficile et désagréable. De nouveaux émigrés de la noblesse avaient recouru à la protection de Louis XII; et celui-ci, délivré par la mort de Philippe Ier, roi de Castille, des craintes qu'il avait conçues pour l'Italie, résolut de rétablir à force ouverte son autorité dans Gênes, d'y conduire lui-même son armée, pour ne pas s'exposer aux échecs que le partage de l'autorité avait causés précédemment à ses lieutenants, et de profiter de cette expédition pour avoir ensuite, avec le pape, à Bologne, sur les affaires de Venise, une conférence que Jules II sollicitait depuis longtemps[1].

1507. — Tandis que Louis XII rassemblait ses troupes pour son expédition d'Italie, il donna ordre au commandant du Castelletto de Gênes, et à M. de Chaumont, de traiter les Génois en ennemis. Le premier, homme cruel et avide, saisit avec empressement l'occasion qui s'offrait à lui de faire du mal. Une fête avait attiré à l'église de Saint-François, attenante au Castelletto, une congrégation nombreuse : le commandant, sans avoir dénoncé auparavant le commencement des hostilités, s'empara des portes de cette église; et, après en avoir fait sortir les gentilshommes et les femmes, il jeta dans des cachots tous les citoyens qui s'y trouvaient, et ne leur rendit ensuite leur liberté que moyennant une rançon de dix mille florins. Immédiatement après, il commença à bombarder et la ville et le port; il coula à fond plusieurs vaisseaux, et détruisit plusieurs maisons, où l'on était loin de se tenir en garde contre une violence semblable. En même temps Roccabertino quitta une ville qu'il regardait comme rebelle, quoique l'étendard royal continuât longtemps encore à flotter sur le prétoire. M. de Chaumont interdit tout commerce aux Génois avec la Lombardie, et leur refusa les blés qu'ils étaient

[1] P. Bizarro Genuens. Hist., L. XVIII, p. 415. — Uberti Folietæ. L. XII, p. 696. — Fr. Belcarii Comm. L. X, p. 296. — Ag. Giustiniani. L. VI, f. 262.

dans l'usage d'en tirer, et Ives d'Allégre s'achemina vers Monaco, pour forcer Tarlatino à en lever le siége[1].

Charles Dominique de Carretto, cardinal de Finale pressait cependant les Génois, ses compatriotes, de se pacifier avec le roi, pour ne pas le provoquer à diriger toutes ses forces contre eux, dans un temps où ils se voyaient sans alliés ; il leur offrait sa médiation, et il répondait de conserver encore à la ville et au parti populaire tous les avantages que leur assuraient les traités. Mais les Génois ne se croyaient point si délaissés qu'ils l'étaient réellement. Ils avaient recouru à l'assistance du pape, qui, né à Savone, était leur compatriote, et qui, par sa famille, tenait au parti populaire. Jules II avait en effet écrit au roi avec beaucoup de chaleur en faveur de sa patrie ; et, comme ses sollicitations étaient demeurées sans effet, il avait quitté Bologne avec dépit, le 22 février, pour retourner à Rome, rendant ainsi impossible la conférence que le roi s'était proposé d'avoir avec lui en Italie, et témoignant même d'autant plus d'empressement à partir, que le cardinal d'Amboise employait plus d'instances pour le faire rester[2].

Les Génois avaient aussi été écoutés favorablement par l'empereur Maximilien, dont ils avaient imploré la protection. Ce monarque, toujours empressé de tout entreprendre, toujours incapable de suivre aucun de ses projets, compromettant sans cesse la dignité impériale par son ardeur à faire revivre des droits de l'empire dès longtemps tombés en désuétude, et par la faiblesse et l'inconséquence avec lesquelles il les abandonnait ensuite, écrivit à Louis XII avec chaleur, pour lui recommander les Génois ; il lui rappela qu'ils rele-

[1] *P. Bizarro*. L. XVIII, p. 417. — *Uberti Folietæ*. L. XII, p. 698. — *Fr. Guicciardini*. Lib. VII, p. 374. — *Ag. Giustiniani*. Lib. VI, p. 262 v. — [2] *Uberti Folietæ* L. XII. p. 697. — *P. Bizarro*. L. XVIII, p. 417. — *Fr. Guicciardini*. L. VII, p. 374. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 192. — *Parisius a Grassis in Itinere Julii II, apud Raynaldum, Annal. eccles.* 1507, § 4. T. XX, p. 48.

vaient de la chambre impériale, et il offrit cependant sa médiation pour rétablir la paix. Cette lettre excita vivement la jalousie de Louis XII ; il la considéra comme une preuve de la défection de Gênes, qui secouait déjà son autorité, pour se ranger sous celle de l'empereur. Cependant il avait acquis une assez longue expérience du caractère de Maximilien, pour se croire assuré qu'aucun effet ne suivrait ses paroles, et la lettre qu'il reçut de lui ne servit qu'à presser son expédition [1].

Les vaines espérances dont Maximilien avait entretenu les Génois, les déterminèrent enfin à secouer absolument le joug de l'autorité française qu'ils avaient reconnue jusqu'alors. Ils nommèrent un doge, ce qui était en même temps proclamer leur indépendance ; et comme les familles illustres de l'ordre populaire se tenaient à l'écart, soit par crainte du ressentiment du roi, soit par jalousie des classes inférieures qui s'étaient mises en mouvement, ils conférèrent, le 15 mars, cette haute dignité à Paul de Novi, directeur d'un atelier pour la teinture de la soie, homme sans distinction de naissance, et probablement sans fortune, mais qui joignait à beaucoup de force de caractère et d'intégrité, une aptitude aux affaires et un courage dignes de circonstances plus heureuses [2].

Les premiers actes de son administration semblaient promettre des succès. Trois mille fantassins et un escadron de cavalerie, commandés par Jérôme, fils de Jean-Louis de Fieschi, et par son cousin Emmanuel, s'avançaient vers Rapallo et Recco, pour recouvrer la possession de ces deux villes du domaine des Fieschi ; Paul de Novi les fit attaquer dans leur route, et les mit en fuite. Orlandino de Fieschi, qui cherchait à pénétrer dans les mêmes fiefs par un autre chemin, fut aussi repoussé et mis en déroute. Le Castellaccio, vieille

[1] *Uberti Folietæ Hist.* L. XII, p. 699. — *Petri Bizarri Genuens. Hist.* L. XVIII, p. 418. — [2] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. XII, p. 699. — *P. Bizarro Hist. Genuens.* L. XVIII p. 417. — *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 375. — *Ag. Giustiniani.* L. VI, f. 263.

forteresse, dans la partie la plus élevée des murs, où les Français n'avaient qu'une très petite garnison, fut forcé à se rendre : un fort nouveau fut élevé sur le promontoire de la Lanterne, pour couper le chemin aux assaillants, et le siége du Castelletto fut commencé, tandis qu'on eut soin d'enlever tous les vivres et tous les fourrages de la vallée de la Polsévéra, pour que l'armée française ne pût pas s'y maintenir[1].

Mais aucune combinaison militaire ne peut avoir un résultat assuré, lorsque l'exécution en est confiée à des milices nouvellement levées. L'enthousiasme soutient momentanément leur courage, puis tout à coup il fait place à des terreurs paniques, que rien n'aurait dû faire prévoir. L'imagination qui, dans le soldat, est en partie subjuguée par la discipline, demeure toujours le plus puissant mobile de la multitude. Louis XII, qui avait rassemblé son armée à Asti, s'avançait, vers le milieu d'avril, par Borgo de' Fornari et Serravalle. Comme le pays où il voulait porter la guerre n'était pas propre à la cavalerie, il n'avait avec lui que huit cents cavaliers pesamment armés, et quinze cents chevau-légers; mais il les faisait suivre par six mille Suisses et six mille fantassins français. Paul de Novi avait eu soin de les arrêter aux premières gorges des montagnes; il avait fait occuper le défilé le plus important par six cents fantassins génois : un nombre supérieur aurait été inutile dans ce passage étroit, et la moindre résistance semblait suffisante pour y arrêter l'ennemi. Toutefois, le 26 avril, les Génois, à la vue de la nombreuse armée française qui allait les attaquer, furent frappés de terreur : ils prirent tout à coup honteusement la fuite, sans même avoir tenté de combat; ils abandonnèrent sans résistance tout le passage des montagnes aux Français et ils rentrèrent dans Gênes, où ils furent suivis par toute la multitude des habitants de la Polsévéra, qui cherchait

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. XII, p. 700. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. X, p. 297.

à se mettre à l'abri du pillage avec ses meubles et ses troupeaux[1].

Une égale terreur saisit les habitants de Gênes, à l'arrivée de cette troupe fugitive. L'armée du roi avait déjà pénétré dans la vallée de la Polsévéra; les redoutables montagnes, vraies fortifications de Gênes, étaient forcées, et l'enceinte de ses murailles n'inspirait plus de confiance aux habitants. Chacun s'attendait déjà au pillage, et ne s'occupait plus qu'à cacher ce qu'il avait de plus précieux : souvent se défiant de sa mauvaise fortune, l'habitant croyait la maison d'un autre plus assurée que la sienne, et il confiait ses richesses à son voisin, non moins tremblant que lui. Cependant les bourgeois faisaient sur leurs toits des provisions de pierres, de dards, et de projectiles, comme si c'était leurs maisons qu'il s'agissait de défendre, et non les murs de leur cité. Ces murs étaient abandonnés, et Paul de Novi se voyait réduit à faire barricader les rues, après avoir logé les fugitifs de la Polsévéra dans les maisons des nobles absents, et à préparer la résistance dans la ville même, puisqu'il ne pouvait engager ses concitoyens à défendre vaillament son enceinte[2].

Néanmoins quelque ordre fut rétabli dans Gênes, avant que les Français pussent arriver jusque devant ses portes. Tarlatino, qui avait été rappelé du siége de Monaco, n'avait pu rentrer dans la ville : un corps ennemi lui coupait le passage par terre, et des vents contraires lui fermaient la voie de la mer; mais son lieutenant, Jacob Corso, fut chargé de défendre le promontoire qui couvre le port : huit mille hommes de milice sortirent avec lui, de la ville, le 27 avril, et occupèrent la hauteur de Belvédère, au-dessous du château. Les

[1] *Uberti Folietæ*. Lib. XII, p. 701. — *P. Bizarri S. P. que Genuens. Hist.* L. XVIII, p. 418. — *Fr. Guicciardini*. L. VII, p. 376. — *Fr. Belcarii Comment.* L. X, p. 298. — *Ag. Giustiniani*. L. VI. f. 263. — [2] *Uberti Folietæ*. Lib. XII, p. 701. — *Ag. Giustiniani*. L. VI, f. 263 v.

Français, qui étaient en bataille à Rivarolo, les attaquèrent, et furent repoussés avec assez de perte, jusqu'au moment où Chaumont, ayant pu faire approcher deux pièces de canon, prit de flanc les Génois, et les força à se retirer. Comme ils regagnaient la montagne derrière eux, la garnison qui devait défendre le nouveau fort de la Lanterne et son promontoire, craignit de se trouver coupée, et s'enfuit lâchement, sans attendre l'ennemi. La troupe qui venait de combattre, ne pouvant plus rentrer dans la ville par le Belvédère et la Lanterne, fut obligée de regagner à vau de route les hauteurs, par des chemins escarpés où elle perdit beaucoup de monde[1].

Les Génois, consternés par ce second échec, envoyèrent au roi Stéfano Giustiniani et Battista Rapallo, pour offrir de capituler. Le cardinal d'Amboise leur déclara que Louis était résolu à ne les recevoir qu'à discrétion; que cependant il voulait bien promettre qu'il respecterait les propriétés privées. Pendant qu'on négociait, une troupe nombreuse qui voyait avec douleur la honte que cette capitulation préparait à sa patrie, descendit par les hauteurs de Castellaccio, vers Belvédère, pour tâcher de reprendre cette redoute; mais, après un combat de trois heures, soutenu avec beaucoup de valeur, elle fut obligée de renoncer à son entreprise. Après cette tentative, les magistrats envoyèrent de nouveaux députés à Louis, chargés d'accepter toutes les conditions qu'il voudrait imposer; tandis que le doge, Paul de Novi, et tous ceux qui avaient pris aux troubles une part trop active pour espérer d'être pardonnés, se retirèrent à Pise[2].

Le roi voulait dompter les Génois, et leur inspirer une crainte durable; mais il ne voulait pas les ruiner. Lorsque les

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. XII, p. 701. — *Petri Bizarri Genuens. Hist.* L. XVIII, p 419. — *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 377. — *Fr. Belcarii Comm.* L. X, p. 298. — Mémoires du chev. Bayard. T. XV, ch. XXVII, p. 60. — *Agost. Giustiniani.* L. VI, f. 263 v. — [2] *Ubert Folietæ Genuens. Hist.* L. XII, p. 702. — *P. Bizarri S, P. que Genuens. Hist.* L. X III, p. 420. — *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 377.

portes lui furent livrées, il en confia la garde aux hommes d'armes français, et il ne voulut point que les Suisses, qu'il n'aurait pu empêcher de piller, entrassent dans la ville. Lui-même il fixa son entrée au 29 avril[1]; et il la fit à cheval, armé de toutes pièces, l'épée nue à la main. Les magistrats, qui étaient sortis au-devant de lui, le reçurent à genoux, le suppliant de pardonner à leur ville une rébellion qui n'était point dirigée contre lui. Leurs prières, et celles des femmes et des enfants, qui venaient lui demander grâce, en portant des branches d'olivier à la main parurent toucher Louis XII : il déclara aux Génois qu'il leur pardonnait; mais c'était du pardon des rois : des échafauds furent dressés dans plusieurs parties de la ville, et un nombre considérable de citoyens y furent pendus, après une instruction sommaire; un faux ami, à qui Paul de Novi s'était confié à Pise pour aller à Rome, le vendit aux Français : ce doge révéré fut ramené à Gênes pour être livré au supplice; sa tête fut fixée au bout d'une pique, sur la tour du prétoire, et ses membres, partagés en quatre, furent exposés sur les portes de la ville. La masse des citoyens fut condamnée à une contribution militaire de trois cent mille florins, que le roi réduisit ensuite à deux cent mille. Une forteresse inexpugnable fut élevée à la Lanterne, de manière à commander en même temps l'entrée du port et la ville; enfin tous les priviléges de Gênes, et son traité avec les rois de France, furent brûlés publiquement. Le roi rendit cependant à la commune un gouvernement municipal, mais comme une concession faite sous son bon plaisir, et non comme un droit; et il y rétablit les nobles dans la moitié des honneurs publics. Cette sentence fut célébrée par tous les courti-

[1] *Petri Bizarri*. L. XVIII, p. 420. — *Fr. Belcarius Comm*. L. X, p. 290. — *Fr. Guicciardini*. L. VII, p. 378, — Mais Jacob Nardi, qui suit toujours le Journal de Buonaccorsi, retarde tous ces événements de trois semaines, et fixe l'entrée du roi au 17 mai. *Ist. Fior*. T. IV, p. 193. — *Ag. Giustiniani*. Lib. VI, f. 264, dit le 28 avril.

sans, comme un monument de la clémence du roi ; et elle est consignée dans tous les historiens comme une preuve de son admirable bonté[1].

Louis XII se trouvait seul en Italie à la tête d'une armée formidable, tandis que tous les autres potentats étaient désarmés ; mais il savait combien sa présence excitait leur jalousie, et surtout celle de Maximilien et des princes d'Allemagne ; pour calmer leur crainte, il se hâta de licencier ses troupes, et le 14 mai il se rendit à Milan, où il attendit d'apprendre que Ferdinand-le-Catholique, auquel il avait donné rendez-vous à Savone, se fût embarqué à Naples.

L'arrivée de Ferdinand dans le royaume de Naples y avait éveillé les plus vives espérances ; on n'avait point douté qu'en rétablissant la paix dans les provinces, il ne mît un terme aux désordres et aux extorsions intolérables sous lesquelles elles gémissaient. Mais Ferdinand était pauvre, et de plus il était avare : il s'était engagé à rendre aux barons angevins les possessions qui avaient été confisquées par lui et par ses prédécesseurs. Comme depuis elles avaient été données ou rendues à d'autres gentilshommes du parti aragonais, que Ferdinand n'osait pas dépouiller, il était obligé de les racheter : or, il ne les payait qu'à moitié ; il ne les rendait qu'incomplétement, et pour le faire il était encore obligé de redoubler toutes les impositions, et d'accabler le peuple par des extorsions inouïes ; en sorte qu'il mécontentait également les deux classes de gentilshommes et tous les contribuables[2].

Ferdinand n'avait pas mieux gagné l'affection de Jules II, son unique voisin, que celle de ses propres sujets. Il lui avait

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 379. — *P. Bizarro.* L. XVIII, p. 422. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 194. — *Fr. Belcarii.* L. X, p. 300. — *Paulo Giovio Vita di Alfonso d'Este,* p. 19. — *Muratori Annali d'Italia.* 1507. T. X, p. 35. — *Agost. Giustiniani.* L. VI, f. 264. — *Arnoldi Ferroni.* L. IV, p. 66. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 384. — *Jo. Marianæ de rebus Hispaniæ.* L. XXIX, c. 4, p. 262. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 195. — *Fr. Belcarii Comment.* L. X, p. 302.

demandé une investiture pleine et entière de tout le royaume, en son propre nom, quoique, d'après son traité avec la France, l'Abruzze et la Campanie, qui avaient été cédées à Louis XII par le traité de Grenade, dussent être considérées comme formant la dot de Germaine de Foix, sa femme. De plus Ferdinand demandait que le cens annuel que le royaume devait à l'église fût réduit pour lui, comme il l'avait été pour ses derniers prédécesseurs : Jules, au contraire, insistait sur le paiement entier du tribut, tel qu'il était réglé par les premières investitures. Ces points en contestation n'avaient pas encore pu être décidés, lorsque Ferdinand résolut de quitter le royaume de Naples, et de s'en retourner à Barcelonne. Il mit à la voile, le 4 juin, de sa capitale ; et il ne voulut point relâcher à Ostie, encore qu'il sût que le pape l'y attendait, pour avoir avec lui une entrevue[1].

Ferdinand était pressé de revenir en Espagne, par la nécessité de pourvoir au gouvernement du royaume de Castille. Sa fille Jeanne, depuis la mort de Philippe, son mari, était absorbée par sa douleur ; elle ne semblait rien comprendre que ce qui se rapportait à l'époux qu'elle avait perdu ; sur aucun autre sujet on ne pouvait obtenir d'elle une réponse. Quoique sa conduite parût souvent extraordinaire et que sa douleur semblât excessive, on n'avait point encore reconnu que sa raison était dérangée. Un tel soupçon se présente bien tard à des courtisans ; et il est longtemps repoussé malgré l'évidence. Cependant la reine ne voulait donner aucun ordre, elle ne voulait signer aucun décret ; et l'attachement inébranlable des Castillans à leurs formes légales jetait le royaume dans une anarchie absolue. La noblesse de chaque ville était divisée par des factions qui commençaient à

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 384. — *Jo. Marianæ de rebus Hispaniæ.* L. XXIX, cap. VIII, p. 269. — *Fr. Belcarii Comment.* Lib. X, p. 302.

se faire justice à elles-mêmes les armes à la main : la nation n'était point encore accoutumée à l'horreur des procédures de l'inquisition établie par Isabelle ; et Cordoue s'était soulevée pour secouer le joug des inquisiteurs [1]. Ferdinand était rappelé par tous les partis dans un royaume d'où il avait été expulsé si peu de mois auparavant : sa main seule paraissait pouvoir mettre un terme à l'anarchie.

Ferdinand ne devait plus retrouver en Espagne l'aventurier célèbre qu'il y avait fait conduire prisonnier. La liberté de César Borgia, duc de Valentinois, avait été refusée par Ferdinand au roi de Navarre, dont il avait épousé la sœur, au duc de Ferrare, qui avait épousé la sienne, et qui offrait d'être sa caution, aux cardinaux espagnols qui devaient leur élection à Alexandre VI [2]. Mais Borgia avait enfin réussi à s'échapper, au moyen d'une échelle de corde, de la forteresse de Médina del Campo, où il était enfermé. Il s'était réfugié auprès de son beau-frère, Jean d'Albret, roi de Navarre. Celui-ci, qui faisait alors la guerre au comte de Lérin, crut ne pouvoir confier à un meilleur guerrier le commandement de son armée. Cependant César Borgia fut attiré, le 10 mars, par un parti de cavalerie qui s'enfuit à son approche, dans une embuscade qui lui était préparée près de Viane. Un coup de lance le renversa de son cheval ; il continua encore à se défendre vaillamment à pied, jusqu'à ce qu'il fût accablé par le nombre et massacré. Cet homme, que tant de forfaits ont illustré, n'était pas aussi sans vertus ; vaillant, éloquent, adroit, prodigue de ses bienfaits, sans jamais déranger ses finances ; zélé pour la conservation de la justice dans ses états ; assez éclairé pour leur avoir donné une administration qui les fit prospérer en peu de temps, il sut se rendre cher à

1 *Jo. Marianae de rebus Hisp.* Lib. XXIX, cap. III et V, p. 261-264. — *Ibid.* L. XXVIII, c. XII, p. 240.

ses sujets comme à ses soldats, tandis qu'il était l'horreur et l'effroi des princes ses voisins, et des peuples qui ne lui étaient pas soumis [1].

Ferdinand arriva à Savone le 28 juin ; et il y trouva Louis XII, qui l'y avait attendu : les deux souverains passèrent quatre jours dans des conférences secrètes et très intimes. Louis XII avait été le premier rendre visite à Ferdinand sur sa galère : à son tour il le reçut ensuite chez lui à Savone ; et l'Italie ne pouvait concevoir que ces deux monarques, si longtemps ennemis et si peu délicats sur leur parole, se fiassent alternativement l'un à l'autre. Gonsalve de Cordoue accompagnait le roi catholique ; Ferdinand n'avait pas voulu le laisser après lui à Naples ; et Louis XII, rempli d'admiration pour le général qui lui avait fait tant de mal, voulut que, seul entre les hommes privés, il fût admis à la table où mangeaient les deux rois et la reine. Toute la cour de France témoigna le même respect pour Gonsalve ; mais ce fut le dernier jour de triomphe de ce grand capitaine : tant d'honneurs ne servirent qu'à augmenter la défiance de Ferdinand, qui, lui refusant la grande-maîtrise de Compostelle, cherchant à diminuer sa fortune, à rabaisser sa famille, à perdre son crédit auprès de ses amis, le retint à Loxa, à dix milles de Grenade, dans une sorte d'exil, jusqu'au 2 décembre 1515, que Gonsalve mourut d'une fièvre double-quarte, dans la soixante-troisième année de son âge [2].

Les résolutions arrêtées par les deux rois dans leur conférence de Savone, et qu'on apprit ensuite avoir eu principalement pour objet les affaires de Venise et celles de Pise,

[1] *Jo. Marianæ de reb. Hispan.* L. XXIX, c. VI, p. 266. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 199. — [2] *Pauli Jovii Vita magni Consalvi Cordubensis.* Lib. III, p. 152; *usque ad finem*, p. 268. — *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 385. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXIX, c. IX; p. 270. — *P. Bizarri Genuens.* L. XVIII, p. 425. — *Jac. Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 198. — *Fr. Beloarii Comment. Rer. Gall.* Lib. X, p. 303.

demeurèrent quelque temps encore enveloppées d'un profond secret; tandis que l'entrée de Louis XII en Italie avec une puissante armée, que la soumission de Gênes, que le séjour à Milan du roi de France, et sa conférence à Savone avec Ferdinand, étonnaient tous les peuples et alarmaient toutes les cours. Le licenciement de l'armée française, et le retour de Louis au-delà des monts, ne calmèrent ces craintes qu'après leur avoir laissé le temps de produire des effets importants. Tant d'états étaient alors dans une situation incertaine; tant de mécontentements et de jalousies secrètes divisaient les gouvernements, qu'aucun d'eux ne voyait sans une extrême terreur un monarque étranger commander en Italie une armée suffisante pour régler seule la destinée de tout le pays.

Jules II surtout, quoiqu'il eût souvent sollicité Louis XII de se joindre à lui contre les Vénitiens, accueillait à présent contre lui les soupçons les plus injurieux. L'emportement et la défiance se succédaient avec une étrange rapidité dans l'âme de ce pape; et son caractère bouillant et impétueux décelait plus de faiblesse que de vraie magnanimité. Annibal Bentivoglio avait tenté de rentrer à Bologne avec six cents fantassins rassemblés dans le Milanais : le pape ne se contenta pas de prendre occasion de cette tentative pour faire raser par le peuple ameuté le palais des Bentivoglio à Bologne, monument de la plus belle architecture [1]; il demanda encore que tous les Bentivoglio lui fussent livrés, ou tout au moins qu'ils fussent chassés de l'état de Milan. Pour forcer le roi à se soumettre à cette indigne condition, il refusa le chapeau de cardinal à l'évêque d'Albi, frère de Chaumont, auquel il l'avait promis; et, en même temps, il adressa un bref à l'empereur, dans lequel il lui annonçait que le roi de France n'avait eu d'autre but, en entrant en Italie avec une si puissante armée,

[1] *Jacopo Nardi*, Lib. IV, p. 191. — *Pauli Jovii Epitome Hist.* L. IX, p. 186.

que d'élever au saint-siége son favori le cardinal George d'Amboise, après avoir envahi les États de l'Église; que cette ambition de Louis XII et de son favori ne pouvait plus se dissimuler au monde; que le roi avait déjà cherché à dominer le conclave, par la terreur de ses armes, dans les deux élections précédentes, et que son arrière-pensée, de se faire ensuite décerner la couronne de l'empire, par le pape qu'il aurait créé, et qui serait absolument à sa dévotion, ne pouvait pas davantage se révoquer en doute[1].

Maximilien, qui vers cette époque avait fait un voyage en Flandre, pour demander aux états de ces provinces l'administration de l'héritage de son petit-fils et la tutelle de sa personne, n'ayant pu l'obtenir, revint à Constance, où il avait convoqué une diète de l'empire. Il exposa dans cette assemblée, avec beaucoup de chaleur et d'éloquence, les plaintes du pape et les projets des Français : Maximilien était très brave; il avait de l'élégance dans les manières, et une affectation de chevalerie qui séduisait sa cour, et qui l'y faisait passer pour un grand homme, encore que ses prodigalités et son inconséquence eussent depuis longtemps fait connaître le peu de fond qu'on pouvait faire sur lui. Il parla aux Allemands de leur gloire militaire, dont les Français voulaient leur enlever la récompense, en usurpant la couronne impériale; des dangers qu'ils avaient bravés, des sacrifices auxquels ils s'étaient joyeusement résignés, pour sauver l'honneur de la nation; de la longue discorde du corps germanique, seule cause de sa faiblesse; il parla enfin de la puissance réelle des Allemands avec laquelle ils pourraient dicter des lois à la France et reconquérir l'Italie, s'ils voulaient seulement la déployer. Depuis longtemps aucune diète de l'empire n'avait été plus nombreuse, aucune ne manifesta plus d'enthousiasme; cha-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 380. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. X, p. 300.

cun paraissait également empressé à prendre les déterminations les plus vigoureuses. Maximilien avait demandé qu'on mît sous ses ordres une armée, non seulement pour prendre la couronne impériale en Italie, mais encore pour recouvrer le Milanais, dont l'investiture en faveur du roi de France était annulée, depuis qu'il s'était refusé au mariage de Claude de France avec Charles, qui en était la condition. La diète de l'empire accueillit avec empressement cette proposition, et parut déterminée à mettre sous les ordres de son chef plus de forces qu'aucun de ses prédécesseurs n'en eût jamais commandé.

Cependant les princes allemands ne tardèrent pas à être avertis que Louis XII avait licencié son armée après la réduction de Gênes, en sorte qu'il ne pouvait avoir des projets plus vastes que ceux qu'il avait annoncés. D'ailleurs, des agents secrets du roi de France s'étaient adressés à chacun d'eux séparément, et en protestant que leur maître n'avait aucune intention ni contre l'église, ni contre l'empire, ils avaient réveillé l'antique défiance que les princes ressentaient de l'empereur ; ils l'avaient représenté comme cherchant, sous de vains prétextes, à disposer de toutes leurs forces, pour les asservir ensuite ; et ils avaient secondé ces insinuations par l'argent qu'ils avaient répandu parmi ces princes et leurs avides ministres. La diète, voulant régler les secours qu'elle avait promis ' demanda que l'expédition d'Italie se fît en son nom, que les généraux fussent nommés par elle, que les conquêtes appartinssent à tout le corps germanique [1]. Maximilien refusa ces conditions ; et il augmenta ainsi la défiance des Allemands. Il déclara qu'il préférait ne recevoir que de moindres secours, et demeurer seul chef de l'entreprise : en conséquence, la diète lui accorda une armée de huit mille che-

[1] *Fr. Guicciardini*. L. VII, p. 380. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior*. L. IV, p. 129. — *Fr. Belcarii Comment*. L. X, p. 304.

vaux et de vingt-deux mille fantassins, payée pour six mois, à dater du milieu d'octobre, et de plus un subside de 120,000 florins pour l'artillerie et les dépenses extraordinaires; et elle se sépara, le 20 août, sans avoir pourvu, mieux qu'aucune des précédentes, à l'exécution d'aussi magnifiques promesses[1].

Maximilien, qui croyait que tout l'art de régner consistait à ne laisser jamais personne pénétrer ses secrets, assigna trois lieux éloignés, pour le rassemblement de trois armées de l'empire, afin qu'il fût impossible de prévoir de quel côté il porterait ses coups. L'une devait se réunir à Trente, pour menacer le Véronais; l'autre à Besançon, pour menacer la Bourgogne; la troisième dans la Carniole, pour menacer le Friuli[2]. Il ne permettait point aux ministres étrangers de s'arrêter auprès de lui : il les tenait relégués, en quelque sorte, dans quelque petite ville, à Bolzano, à Trente, à Morano, loin de la cour et de l'armée; et par là il leur rendait impossible de pénétrer ses desseins ou d'apprécier ses forces[3].

Avant de se montrer en ennemi à l'Italie, Maximilien négociait avec la république de Venise. Il lui avait envoyé trois ambassadeurs, non seulement pour lui demander le passage au travers de ses états, mais encore pour lui proposer une alliance, dont le résultat aurait été le partage du Milanais. Afin de faire renoncer les Vénitiens à une fidélité envers Louis XII que ce monarque ne méritait pas, il leur avait communiqué le traité de Blois, qui avait pour but le partage de tous les états de la république, et il leur représentait que Louis en pressait encore l'exécution. D'autre part, Louis XII avait appris que que Maximilien recherchait une alliance avec les Suisses, et qu'il avait un fort parti parmi eux. Cette alliance aurait privé le roi de France

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 386. — *Fr. Belcarii.* L. X, p. 384. — [2] *Macchiavelli Legazione all Imperator. Lett. di Bolzano*, 17 janv. 1508. T. VII, p. 161. — [3] *Lettere di Macchiavelli et Fr. Vettori nella Legazione all Imperator.* T. VII, passim.

de la seule bonne infanterie qui servît encore dans ses armées : aussi cherchait-il à se réconcilier pleinement avec les Vénitiens, en dissipant tous leurs soupçons, et leur faisait-il les offres les plus avantageuses pour les engager à défendre l'Italie de concert avec lui. Pourvu que la république refusât le passage aux Allemands, il lui promettait de s'engager à perpétuité à la garantie de ses états de terre ferme [1].

Les Vénitiens sentaient tout le danger de leur position ; ils n'avaient aucune confiance dans les promesses de Maximilien ou dans celles de Louis XII ; ils craignaient à toute heure de voir ces deux rivaux se réunir contre eux ; mais si, pour empêcher cette coalition, ils embrassaient la cause de l'un ou de l'autre, ils ne craignaient guère moins de se trouver ensuite abandonnés par celui dont ils auraient épousé les intérêts, et de devoir soutenir seuls tout l'effort d'une guerre à laquelle ils n'auraient cependant qu'un intérêt secondaire. Après de longues délibérations, ils résolurent enfin de demeurer attachés au parti de la France et à l'alliance par laquelle ils garantissaient à Louis XII l'état de Milan, en retour d'une garantie semblable que la France avait promise pour leurs provinces de terre ferme. Ils signifièrent en conséquence à Maximilien que, d'après leurs traités, ils ne pouvaient consentir au passage de son armée par leur territoire ; que lors même que l'empereur attaquerait le Milanais par une autre frontière, ils se verraient obligés de fournir à la France un certain nombre de troupes pour sa défense ; qu'ils rempliraient scrupuleusement leur obligation, mais qu'ils ne la dépasseraient en rien, puisqu'en voulant accomplir leurs devoirs envers leur allié le roi de France, ils désiraient aussi conserver la bonne harmonie et le bon voisinage avec l'empire et l'empereur. Enfin, ils déclarèrent à Maximilien que s'il voulait entrer pacifiquement en

[1] *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 387. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. X, p. 305.

Italie pour recevoir à Rome la couronne d'or, il serait reçu dans tous leurs états avec tous les honneurs qu'ils étaient empressés de rendre au chef de l'empire [1].

Quelque soin qu'eussent pris les Vénitiens de ménager Maximilien dans cette réponse, elle le blessa d'autant plus vivement qu'il avait plus compté sur eux. Jamais cet empereur ne fondait sur ses propres ressources le succès de ses entreprises; il attendait toujours des autres des secours qu'il s'étonnait de n'en point recevoir, tandis que lui-même ne faisait rien pour eux. Il avait commencé des négociations avec les cantons pour lever douze mille Suisses, et la diète helvétique, écoutant peu les réclamations de la France, ne s'était point montrée éloignée de lui fournir des soldats; mais l'argent promis par la diète germanique de Constance n'aurait point suffi pour faire de pareilles levées; d'ailleurs Maximilien l'avait déjà dépensé presqu'en entier pour des transports dispendieux d'artillerie. Il avait encore compté sur les subsides des états d'Italie, mais il leur avait adressé des demandes si exorbitantes qu'il les avait réduits à tout refuser. L'évêque de Brixen n'avait pas demandé moins de cinq cent mille ducats aux Florentins [2]. Ce fut le motif qui engagea ceux-ci, pendant que leur terreur durait encore, à envoyer Macchiavel joindre leur ambassadeur François Vettori à Inspruck pour se racheter au meilleur prix possible. Mais l'empereur n'ayant voulu entendre à aucun terme raisonnable, ils cherchèrent de leur côté des délais pour éviter de conclure, jusqu'à ce qu'ils vissent quel serait le résultat de tant de menaces et de préparatifs annoncés avec tant d'emphase à toute l'Europe [3].

Maximilien faisait aussi demander des sommes non moins exorbitantes à tous les autres états d'Italie comme prestation

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 397-398. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. X, p. 305. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VII, p. 145. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. VII, p. 398. — [3] *Nicolo Macchiavelli Legazione.* T. VII, p. 186-238.

dues à l'occasion de son couronnement; de plus, il réclamait d'Alfonse, duc de Ferrare et de Modène, la restitution de la dot d'Anne Sforza, première femme de ce duc dont il prétendait que l'impératrice Blanche Sforza avait dû hériter. Déjà Maximilien croyait pouvoir disposer des sommes immenses qu'il répétait comme s'il les avait reçues. Cependant, de tout cet argent, il ne toucha que six mille ducats, dont les Siennois se reconnurent débiteurs envers la chambre impériale [1].

Le mois d'octobre était arrivé sur ces entrefaites, et les troupes décrétées par la diète germanique auraient dû commencer à se rassembler; mais à peine en voyait-on comparaître quelques bataillons, tandis que Maximilien se transportait avec rapidité des frontières de Bourgogne à celles d'Italie, et que, faisant marcher les contingents qui lui arrivaient dans toutes les directions, et n'entretenant l'Europe que du mouvement de ses troupes, il laissait incertain s'il attaquerait la France, l'état de Milan ou les Vénitiens [2].

Louis XII ne négligea point de se mettre en mesure pour résister à cette attaque. Il obtint du roi catholique la permission de solder deux mille cinq cents fantassins espagnols; il envoya des secours au duc de Gueldre pour occuper l'empereur en Allemagne; il ôta le château d'Arona sur le lac Majeur à la famille Boromei dont il se défiait, et il y mit garnison; il envoya Jean-Jacques Trivulzio aux Vénitiens avec quatre cents lances françaises et quatre mille fantassins, et il augmenta considérablement le nombre de ses troupes dans l'état de Milan. Les Vénitiens, de leur côté, avaient rappelé à leur solde le comte de Pitigliano et Barthélemy d'Alviano; le premier commandait quatre cents hommes d'armes du côté de Vérone et de Rovérédo; le second, huit cents, du côté de Friuli. Ces troupes n'empêchèrent pas une incursion rapide de Jean-Bap-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. [illegible]. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall. Lib.* X, p. [illegible]. — *Lettere de Franc. Vettori*, 21 *janv.* 1507, p. [illegible]. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. [illegible].

tiste Giustiniani et de Frégoniso, émigrés de Gênes qui, avec mille fantassins allemands, s'étaient flattés de traverser l'état vénitien et ensuite celui de Parme pour entrer dans la Ligurie, mais qui furent arrêtés par les Français au pied des montagnes de Parme. Ils retournèrent sur leurs pas, et les Vénitiens leur permirent de se retirer dans leur patrie; ils leur firent seulement déposer leurs armes en rentrant sur le territoire de la république, et ils les leur rendirent à la frontière opposée [1].

1508. — Cette courte expédition n'avait point été considérée comme un commencement d'hostilités; les Vénitiens, qui n'étaient pas personnellement attaqués, au lieu de l'attribuer à Maximilien, n'avaient voulu y voir que la conséquence de quelque intrigue de Jules II. Ils savaient que ce pontife permettait dans le même temps un rassemblement d'émigrés génois à Bologne; qu'il accusait les Bentivoglio d'avoir voulu le faire empoisonner par un prêtre, et qu'il avait envoyé le cardinal de Sainte-Croix à Maximilien pour l'exciter contre les Français [2]. Mais Jean Bentivoglio, qui causait à Jules II une si constante défiance, mourut à Milan au mois de février 1508, à l'âge de soixante-dix ans. Il avait joui quarante ans dans sa principauté d'une prospérité non interrompue, qu'il devait plus à la fortune qu'à ses talents ou à ses vertus, et il ne put point supporter les revers qui vinrent ensuite. Peu après sa mort, Annibal l'aîné, et Henri, le plus jeune de ses fils, surprirent la porte de San-Mammolo à Bologne, avec l'aide des Pépoli et de quelques autres gentilshommes; mais ils en furent bientôt chassés par le peuple, qui préférait la domination de l'église à celle de ses anciens seigneurs; et le roi de France, irrité de cette attaque intempestive des Bentivoglio, les fit

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 400. — *Fr. Belcarii.* L. X, p. 306. — *Petri Bembi Hist. Venetæ.* L. VII, p. 146. — *Lettera di Franc. Vettori. Bolzano*, 17 janv. 1507. *In Macchiav.* Leg. VII, p. 168. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 400.

sortir de Lombardie, et donna ordre à M. de Chaumont de défendre Bologne contre quiconque voudrait troubler l'église dans la possession de cette ville. Le pape, satisfait de la protection que lui offrait Louis XII, fit taire ses ressentiments contre les Français, et ne prit aucune part à la guerre qui allait commencer [1].

Maximilien était arrivé à Trente au commencement de l'année pour se mettre à la tête de l'expédition si longtemps annoncée. Le 3 février, il se rendit en procession à l'église, précédé par les hérauts d'armes de l'empire, et portant l'épée nue à la main. Son chancelier, Mathieu Langen, évêque de Gurck, monta sur un tribunal élevé pour annoncer au peuple que Maximilien entrait en Italie à la tête de son armée, et qu'il allait à Rome prendre la couronne impériale. En effet, l'empereur élu partit de Trente l'année suivante avec quinze cents chevaux et quatre mille fantassins tyroliens, en même temps que le marquis de Brandebourg, avec cinq cents chevaux et deux mille fantassins, s'avançait par une autre route sur Rovérédo. Mais le marquis de Brandebourg, n'ayant pu entrer dans Rovérédo, retourna immédiatement sur ses pas, et Maximilien, après avoir ravagé le territoire des sept communes, où des montagnards presque indépendants vivaient sous la protection de Venise, s'éloigna tout à coup des frontières le quatrième jour, et retourna à Bolzano sans qu'on pût expliquer la bizarrerie de ce mouvement rétrograde [2].

Du côté du Friuli, quatre cents chevaux et cinq mille fantassins autrichiens entrèrent dans le territoire de Cadoro, dont les habitants étaient tout dévoués aux Vénitiens. Pendant que les Allemands y faisaient le siége de quelques châ-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 401. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 307. — *Sansovino Famiglie illustri d'Italia.* f. 187. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. VII, p. 401. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 307. — *Lettere di Franc. Vettori, de Trente, 8 février 1508. In Macchiavelli Legazione.* T. VII, p. 183.

teaux, Maximilien vint les joindre avec six mille fantassins : il parcourut environ quarante milles de pays dans l'intérieur des frontières vénitiennes, et il commit de grands ravages ; mais tout à coup il retourna subitement à Inspruck, à la fin de février, pour y mettre en gage toutes ses pierreries ; car l'argent qu'il avait destiné à lui suffire pour toute la campagne était déjà épuisé. Lorsqu'il arriva dans cette ville, il y apprit que les Suisses, ne recevant point d'argent de lui, avaient accordé au roi de France la permission de faire des levées dans leur pays ; et déjà, en effet, cinq mille Suisses à la solde de Louis XII, et trois mille à la solde des Vénitiens, étaient entrés en Italie. Maximilien, irrité, courut à Ulm, pour s'adresser à la ligue des villes impériales de Souabe, et l'engager à attaquer les Suisses : en même temps, il sollicitait les électeurs de lui continuer, pour six mois encore, le service des troupes d'empire ; car les six premiers mois qui lui avaient été accordés étaient presque écoulés[1].

Sur ces entrefaites, les Allemands qu'il avait laissés à Trente étaient rentrés dans la vallée de Cadoro, au nombre de neuf mille hommes environ, et ils y avaient pris plusieurs forteresses ; mais ils s'y laissèrent ensuite enfermer par d'Alviano, qui, les prévenant avec sa rapidité ordinaire, occupa les passages par lesquels ils avaient compté se retirer, et fit garder tous les défilés des montagnes par des paysans dévoués aux Vénitiens.

Les Allemands, formant un bataillon carré, au centre duquel ils mirent leurs femmes et leurs bagages, essayèrent, le 2 mars, de s'ouvrir un passage ; le combat fut acharné, et son issue désastreuse. Plus de mille d'entre eux demeurèrent sur le champ de bataille, et le reste fut fait prisonnier. Après cette victoire, d'Alviano attaqua la forteresse de Cadoro, et la

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 402. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. XI, p. [illegible]. — *Lettera di Fr. Vettori, del di 8 febbraio di Trento,* p. 184.

repris; Charles Malatesti, l'un des seigneurs de Rimini, dépouillés par le pape, fut tué dans ce combat[1].

L'armée autrichienne s'étant ainsi dissipée, et l'empereur s'étant éloigné, pour chercher de nouveaux secours, Barthélemi d'Alviano entra à son tour dans les états de Maximilien, avec l'intention de le dépouiller de tout ce qu'il possédait sur le golfe de Venise. En effet, en peu de jours il prit Gorizia, qu'il fortifia, pour la faire servir en Italie de barrière contre les Turcs; Trieste, à laquelle il imposa une pesante contribution, pour punir cette ville de la contrebande par laquelle elle s'était enrichie; Pordenone, que la république lui accorda en fief, pour récompense; et enfin Fiume, sur les frontières de l'Esclavonie[2].

Les Allemands, qui ne mettaient aucun ensemble dans leurs opérations, tentèrent pendant ce temps une attaque du côté de Trente et du lac de Garda; et ils eurent quelques succès à Calliano. Mais deux mille Grisons, qui se trouvaient dans leur armée, s'en étant retirés, parce qu'ils étaient mal payés, le reste fut également obligé de s'éloigner. Les deux armées, vénitienne et autrichienne, séparées par la muraille qui coupe la vallée de l'Adige, entre Piétra et Calliano, se contentèrent pendant quelque temps de s'observer, en se livrant seulement de légères escarmouches : ensuite l'une se retira à Rovérédo, et l'autre à Trente; et la dernière acheva de se dissiper. Jamais Maximilien n'avait pu rassembler en même temps dans son armée plus de quatre mille hommes de troupes de l'empire; quand un contingent arrivait pour commencer son service, l'autre avait déjà achevé ses six mois, et se retirait. La diète, convoquée à Ulm, avait été ajournée; Maximilien, au

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 403. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 308. — *Petri Bembi.* L. VII, p. 148. — *Lettera di Fr. Vettori*, *d'Inspruck, 22 mars. Presso Macchiavelli Legazioni.* T. VII, p. 208. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. VII, p. 404. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 308. — *Petri Bembi.* L. VII, p. 150-152. — *Lett. di Fr. Vettori, di Trento,* 30 *mail.* p. 224.

lieu de revenir à son armée, avait passé à Cologne ; pendant quelques semaines, on ne sut pas même où il était, et dans son dépit, en effet, il se serait volontiers caché à tous les yeux. Si les Français, qui avaient joint à Rovérédo l'armée vénitienne, avaient voulu attaquer Trente, ils auraient pu facilement pousser loin leurs conquêtes ; mais Trivulzio déclara qu'il avait reçu du roi l'ordre de défendre les passages d'Italie, et non d'attaquer l'Allemagne[1].

Enfin le prêtre Lucas Renaldi, nommé communément Pré Luca, l'homme de confiance de Maximilien, vint à Venise, pour faire quelques ouvertures de pacification. Il offrit aux Vénitiens une trève de trois mois, que ceux-ci refusèrent hautement, lorsqu'ils surent que l'empereur ne voulait pas y comprendre la France. La situation des affaires de Maximilien était trop mauvaise pour qu'il pût insister sur cette prétention ; il consentit à une trève de trois ans pour l'Italie. A son tour Louis XII s'y refusa, parce qu'il voulait y faire comprendre le duc de Gueldre. Le sénat de Venise n'avait aucune alliance avec ce duc : il regardait sa querelle comme absolument étrangère à la politique d'Italie, et à une guerre qui s'était faite uniquement sur les frontières italiennes. Après avoir pressé les ambassadeurs de France d'accepter la trève telle qu'elle était offerte, il l'accepta enfin lui-même simplement, et sans attendre même la réponse de Louis XII, auquel on avait envoyé un courrier. Cette trève fut publiée le 7 juin dans les deux camps ; elle devait être commune à tous les alliés, qui, d'une ou d'autre part, seraient nommés dans les trois mois, et ne comprendre que l'Italie. Maximilien nomma immédiatement le pape, les rois d'Espagne, d'Angleterre, de Hongrie, et tous les états de l'empire ; les Vénitiens nommè-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 404. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. XI, p. 300. — *Lett. di Fr. Vettori, di Trento, des 16 avril et 30 mai. Macchiavelli. Legaz.* VII, p. 218-232.

rent les rois de France et d'Espagne, et tous les états italiens en alliance avec eux. Toutes les conquêtes faites pendant la guerre devaient être conservées par ceux qui les avaient acquises ; et l'une et l'autre puissance se réservait le droit d'élever dans l'enceinte de ses frontières toutes les fortifications qu'elle jugerait convenables [1].

Une guerre, qui avait paru menacer l'Italie entière d'une nouvelle invasion des ultramontains, était ainsi terminée en peu de mois : mais elle laissait après elle beaucoup de germes de mécontentement. Maximilien était profondément humilié d'avoir annoncé de si grandes choses, d'en avoir opéré de si petites, et d'avoir en deux mois perdu tous les ports de mer qu'il possédait sur le golfe Adriatique, ports si précieux pour le commerce de ses états. Les Vénitiens avaient fait l'épreuve de la jalousie des Français ; et ils étaient irrités de l'abandon de Trivulzio, qui n'avait pas voulu les aider à poursuivre leurs conquêtes. Louis XII enfin affectait d'être vivement blessé de ce que les Vénitiens avaient signé la trêve contre son avis, et sans attendre même sa dernière réponse.

Cependant personne n'avait moins que Louis XII occasion de se plaindre. Non seulement les Vénitiens avaient usé de leurs droits en consultant leur intérêt plutôt que le sien, et en refusant de continuer une guerre sans but, pour faire une diversion en faveur du duc de Gueldre, qui leur était étranger : ils étaient assez au fait de la conduite perfide du roi de France, pour ne pas se croire obligés à beaucoup d'égards pour ses recommandations.

Louis XII était lié par plusieurs traités avec les Vénitiens, lorsqu'il avait conclu avec Maximilien le traité de Blois, par

[1] *Fr. Guicciardini*. L. VII, p. 405. — *Fr. Belcarii*. L. XI, p. 309. — *Petri Bembi*. L. VII, p. 153. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 200. — *Lett. de Fr. Vettori, Trento*, 8 *juin* 1508, *et de Macchiavelli, Bologne*, 14 *juin*. p. 237-257.

lequel l'empereur et lui arrêtaient le partage des états de cette république ; il n'avait aucun sujet légitime de plainte contre elle. De nouveau, il s'était lié à elle par des négociations plus intimes, dans le temps même où l'année précédente il avait eu avec Ferdinand-le-Catholique les conférences de Savone ; et il avait cherché à intéresser au même partage ce second potentat. Au milieu des négociations les plus amicales, dans le sein des alliances les plus intimes, Louis XII ne cessait d'aiguiser le glaive dont il frappa la république au moment de la ligue de Cambrai. Aucun autre motif ne saurait être donné à cette conduite perfide, si ce n'est que les gouvernements absolus regardent les républiques comme en dehors du droit des gens, et cherchent sans cesse une occasion de les détruire.

En effet, dans le même temps, la conduite de Louis XII envers la seconde, en puissance, des républiques d'Italie, n'était guère moins fausse ou moins injuste. Malgré son alliance avec les Florentins, malgré le zèle que cet état avait toujours montré pour le parti français, il retardait la conquête de Pise, que les Florentins étaient sur le point d'effectuer ; il traversait toutes leurs opérations militaires, et il mettait enfin ouvertement à prix son consentement à la réduction d'une ville qu'il regardait lui-même comme révoltée, et qu'il s'était engagé plusieurs fois à faire rentrer dans l'obéissance.

1507. — C'était dès la conférence de l'année précédente avec le roi Ferdinand que Louis XII avait commencé à faire de la soumission de Pise un objet de spéculation financière. Les Pisans, affaiblis par une aussi longue guerre, ne pouvaient plus recevoir de secours de Gênes, depuis l'échec éprouvé par cette ville, et ils n'en recevaient que très peu et en cachette, de Lucques et de Sienne. Ils sentaient approcher leur dernière heure : les paysans réfugiés dans la ville, et qui faisaient alors plus de la moitié de sa population, commençaient à lan-

guir après le moment où ils pourraient retourner à leurs champs; et leur obstination n'était plus la même. Pise serait probablement tombée, dès l'année 1507, au pouvoir des Florentins, si les deux puissants monarques qui dictaient alors alternativement des lois à l'Italie, n'avaient voulu se faire payer un événement qui ne devait pas dépendre d'eux. Le roi d'Aragon déclara aux ambassadeurs florentins qui lui furent envoyés pour le complimenter que Louis XII s'en était remis à lui des affaires de Pise, et qu'il prendrait cette ville sous sa protection, et n'en permettrait point la conquête, si la république ne promettait pas aux deux rois une compensation honnête pour leur consentement. Louis XII confirma ce discours; et ils convinrent enfin de demander chacun cinquante mille ducats. A ce prix, ils promettaient d'envoyer dans Pise une garnison que les Pisans auraient reçue sans défiance; et au bout de huit mois elle aurait ouvert la ville aux Florentins. Cette proposition ne fut pas acceptée; mais elle empêcha les Florentins de faire ravager au printemps le territoire de Pise [1].

Après le départ des deux rois, les Florentins recommencèrent leurs expéditions dans la plaine pisane; ce fut même le premier exploit de la milice qu'ils avaient enrégimentée, sur la proposition de Macchiavel, selon les principes qu'il a exposés dans son traité de l'Art de la guerre. La loi qu'il avait rédigée lui-même sur l'*Ordonnance Florentine* fut approuvée au grand conseil le 6 décembre 1506. Un corps de dix mille paysans fut choisi dans tout le territoire de la république, revêtu pour la première fois de l'uniforme florentin, l'habit blanc, les hauts-de-chausses mi-partie blancs et rouges : il fut armé comme les troupes suisses et allemandes, et exercé comme

[1] *Jacopo Nardi*, *Ist. Flor.* L. IV, p. 195. — *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 283. — *Jacopo Arrosti*, *Chroniche di Pisa*, *in Archivio Pisano*. t. 230. — *Fr. Guicciardini*. L. VII, p. 388.

elles tous les jours de fête. Cette milice, qu'on nomma l'Ordonnance, coûta beaucoup moins à la république que n'avaient fait les troupes étrangères, et montra beaucoup plus de discipline et de confiance en ses officiers [1].

Aussitôt que Louis XII fut délivré de l'inquiétude que l'attaque de Maximilien lui avait causée, il envoya aux Florentins Michel Rizio, pour leur reprocher leurs négociations avec cet empereur. Ils avaient montré, disait-il, de l'empressement à payer un tribut à la chambre impériale, lorsque leur argent devait être employé contre le roi de France ou ses alliés. Ils avaient envoyé dans ce but leurs députés jusqu'en Allemagne; et, en même temps, par leur imprudente attaque contre Pise, ils avaient couru risque d'allumer une guerre dans le centre de l'Italie, et de faire ainsi une diversion dangereuse aux armes du roi [2].

Les Florentins comprirent ce que voulaient dire un pareil message et ces plaintes qui n'avaient aucun fondement. Pise était aux abois; le parti des campagnards, qui désirait la paix, devenait tous les jours plus nombreux; les nobles et les citadins, qui avaient défendu l'indépendance de leur patrie avec une constance inébranlable, éclaircis désormais par le fer ennemi, ruinés, vieillis, découragés, n'opposaient plus la même résistance. Le moment approchait où Pise devait d'elle-même se rendre aux Florentins; mais Louis XII voulait profiter de la détresse de cette ville, pour leur vendre sa soumission; et il leur cherchait une querelle sans fondement, pour mettre ensuite à un plus haut prix sa condescendance. La seigneurie répondit cependant que, dans son traité avec le roi de France, elle avait réservé expressément les droits de l'empire; que Louis XII avait lui-même si bien reconnu ces droits, qu'il ne s'était nullement engagé à protéger Florence

[1] *Macchiavelli*, *Opere*. T. IV, p. 331-356. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 200. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVIII, p. 284. — [2] *Fr. Guicciardini*. L. VII, p. 407.

contre Maximilien ; qu'il avait donc été nécessaire de chercher à régler la prestation légitime due par la république à l'empereur, lorsqu'il recevait la couronne impériale ; que néanmoins leurs ambassadeurs avaient évité de rien conclure avec Maximilien ; qu'ils ne lui avaient point donné d'argent, et que, sur toute chose, ils n'auraient jamais signé avec lui une convention qui pût être préjudiciable à la France ; que, quant à leur expédition contre Pise, elle pouvait d'autant moins alarmer leurs voisins qu'elle s'était faite sans artillerie, et s'était bornée au ravage des récoltes ; que dans leur traité avec la France, en 1502, ils s'étaient expressément réservé le droit de poursuivre la guerre contre Pise, et qu'ils avaient d'ailleurs peine à comprendre pourquoi le roi voudrait plus particulièrement s'intéresser à cette ville, depuis qu'elle avait fourni aux Génois des secours contre lui, tandis qu'il se détacherait des Florentins, qui lui avaient toujours été fidèles[1].

Ces reproches furent bientôt suivis de propositions, ainsi que les Florentins s'y étaient attendus. Michel Rizio leur offrit de les mettre en possession de Pise, moyennant un prix convenu : mais Ferdinand-le-Catholique persistait à vouloir intervenir dans ce marché, et y trouver son profit. Il envoya dans ce but un ambassadeur en Toscane, qui passa d'abord à Pise, pour exhorter les Pisans à se défendre, et leur faire espérer les secours de son roi. Cet ambassadeur se rendit ensuite à Florence, et commença à traiter avec la seigneurie, concurremment avec l'ambassadeur français. Ainsi cette longue guerre, que les armes des Toscans suffisaient pour terminer, devenait l'objet de négociations entre la France et l'Espagne. Bientôt ces négociations, au lieu de se continuer en Toscane, se portèrent à Paris ; et les peuples d'Italie eurent une nouvelle occasion de s'apercevoir que leur destinée ne dépendait plus

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. VII, p. 407. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 201. — *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 265. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* Lib. XII, p. 310.

d'eux, puisque leurs propres querelles, soutenues avec leurs seules armes, et par leurs seules ressources, devaient être décidées par les étrangers[1].

Cependant, comme la détresse des Pisans augmentait, les rois de France et d'Espagne, dans la crainte de perdre l'objet de leur trafic, jetèrent plus ouvertement le masque. Les Florentins avaient pris à leur solde, le 25 août, Bardella, corsaire de Porto Vénéré, qui, moyennant six cents florins par mois, s'engageait à fermer l'embouchure de l'Arno, avec trois petits vaisseaux[2]. Ceux-ci firent si bien leur devoir que Chaumont, gouverneur du Milanais, écrivit en France d'y porter remède, autrement Pise tomberait d'elle-même entre les mains des Florentins. Le roi lui donna aussitôt l'ordre d'y faire passer Jean-Jacques Trivulzio avec trois cents lances, afin d'être sûr que la ville ne se rendît pas avant que la France se fût fait payer son consentement[3]. Les Florentins, confondus de ce que Louis XII, sans égard à la teneur expresse des traités, envoyait des secours contre eux, ses alliés, à ceux mêmes qui s'étaient tout récemment montrés ses ennemis aussi bien que les leurs, se résignèrent enfin à racheter leurs propres conquêtes des mains de ceux qui s'arrogeaient le droit de les vendre. Ils offrirent cent mille ducats à partager entre les deux cours, pourvu que l'une et l'autre s'engageât à ne point traverser leur entreprise. Louis XII ne voulut pas vendre son consentement, à moins de cent mille ducats pour sa seule part, et toutefois il insistait aussi pour que Ferdinand eût de son côté une somme d'argent. Enfin les Florentins promirent cent mille ducats au roi très chrétien et cinquante mille au roi catholique et pour que le dernier ne fût pas jaloux de la différence

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VII, p. 408. — [2] *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 201. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 285. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 417. — *Jac. Nardi.* L. IV, p. 202. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. XI, p. 314. — *Jacopo Arrosti, Chroniche di Pisa, in Archivio.* f. 232.

qu'on mettait entre eux, ils firent de cette différence l'objet d'un traité secret, par lequel ils se reconnurent débiteurs envers la France sous un faux prétexte de ces seconds cinquante mille ducats. 1509. — Cette convention fut signée le 13 mars 1509, et comme dans ce moment même toutes les grandes puissances d'Italie étaient occupées par des intérêts bien plus graves, à l'occasion de la ligue de Cambrai, elles laissèrent aux Florentins la liberté de suivre leur guerre contre Pise[1].

Dès le mois de novembre 1508, Bardella avait été rappelé du service florentin par un ordre exprès de la seigneurie de Gênes. Louis XII avait fait donner cet ordre pour procurer un court répit aux Pisans, jusqu'à ce que sa négociation fût terminée; mais, dès qu'il eut vendu son consentement, Bardella rentra au service de la république florentine; et sa faible escadre suffit pour fermer l'embouchure de l'Arno. Les Lucquois, de leur côté, n'avaient cessé de donner aux Pisans des secours d'armes, et surtout de vivres. Le commissaire de la république à l'armée florentine reçut de la seigneurie l'ordre d'en tirer vengeance. Il entra sur le territoire lucquois, et y porta partout le ravage; cette expédition coûta à la république de Lucques plus de dix mille florins[2]; elle lui fit sentir sa faiblesse, ainsi que le danger de provoquer plus longtemps le ressentiment de ses puissants voisins; et elle la détermina à rechercher enfin de bonne foi l'alliance de Florence. Le traité entre les deux républiques fut signé le 11 janvier 1509. Les Lucquois prirent l'engagement d'interdire aux Pisans toute communication avec leur territoire, et de veiller eux-mêmes à ce que leurs paysans, qui avaient beaucoup de partialité pour Pise, ne portassent aucun secours à cette ville. Si cette guerre devait se prolonger, le traité entre Florence

1 *Fr. Guicciardini.* L. XIII, p. 417. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IX, p. 203. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 286. — *Giov. Cambi, Ist. Fior.* T. XXI, p. 223. —
2 *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 203. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 285.

et Lucques ne devait avoir de vigueur que pour trois ans; mais si Pise était prise dans l'année, l'alliance entre les Florentins et les Lucquois devait être censée renouvelée pour douze années[1].

Au mois de février, les Génois essayèrent encore d'envoyer à Pise un convoi de grains suffisant pour nourrir la population de cette ville malheureuse jusqu'à la prochaine récolte; un grand vaisseau, quatre galions, quinze brigantins et trente barques vinrent se présenter à l'embouchure de l'Arno : mais cette petite flottille la trouva fermée aussi bien que les bouches du Serchio et du Fiume-Morto. Trois camps retranchés avaient été établis par les Florentins à San-Piéro in Grado, à Bocca di Serchio et à Mezzana; un pont sur l'Arno, et des palissades dans les autres rivières, avec des bastions garnis d'artillerie, coupaient absolument le passage. Le corsaire Bardella donnait la chasse aux petits bateaux qui tentaient de s'approcher du rivage : trois des brigantins génois chargés de blé furent pris; les autres s'en retournèrent à Lérici, bien convaincus qu'on ne pouvait plus rien tenter pour secourir les Pisans[2].

Les magistrats de Pise, et ceux qui n'avaient jamais été ébranlés dans la détermination de défendre jusqu'à la mort l'indépendance de leur patrie, ne savaient plus comment résister aux clameurs du peuple, et surtout des paysans, qui périssaient de faim, et qui demandaient à traiter. Ils se virent obligés, pour les satisfaire, de s'adresser, au mois de mars, au seigneur de Piombino, et de solliciter sa médiation. Jacques d'Appiano, seigneur de Piombino, invita, en effet, les Florentins à lui envoyer des négociateurs; et Macchiavel, qui

[1] *Jacopo Nardi*. Lib. IV, p. 305. — *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 286. — *Giov. Cambi*. T. XXI, p. 222. — *Fr. Guicciardini*. L. VIII, p. 417. — [2] *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior*. L. IV, p. 304. — *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 287. — *Fr. Guicciardini*. L. VIII, p. 417. — *Nicolo Macchiavelli*, *Commissione al campo contra Pisa*. T. VII, p. 240.

était déjà en mission auprès de l'armée, se rendit à Piombino, le 14 mars, pour y rencontrer les députés pisans; mais il put bientôt s'apercevoir que ceux-ci ne voulaient que gagner du temps, et qu'ils n'avaient aucune intention de conclure. Ils avaient demandé des sûretés pour le maintien de l'amnistie absolue que leur promettait Florence; et, quand Macchiavel les pressa de s'expliquer, ils déclarèrent qu'ils n'en connaissaient point d'autres, que de garder eux-mêmes leur ville, en abandonnant aux Florentins tout ce qui était en dehors des murs. A cette demande, la conférence fut rompue, et Macchiavel retourna au camp pour presser les attaques [1].

L'on manquait complétement à Pise, de vin, d'huile, de vinaigre et de sel; le blé s'y vendait deux écus d'or le boisseau, ou environ soixante francs le quintal. Il ne restait plus de cuir pour faire des souliers, et les soldats aussi bien que les citoyens étaient sans chaussure [2]. L'heure de Pise était enfin venue. Après une guerre soutenue pendant quatorze ans et sept mois, avec un courage admirable, avec une constance, avec une résignation qu'aucun autre peuple n'a peut-être égalées, il fallut céder à la nécessité. Les détails de cette longue lutte ne nous ont été transmis que par les ennemis des Pisans; aucune chronique contemporaine de cette ville n'a été écrite ou ne s'est conservée; aucun historien ne nous a laissé un tableau des efforts intérieurs, des délibérations des conseils, des sacrifices des citoyens. A peine nous a-t-on conservé le nom de trois ou quatre Pisans, à une époque où tant d'hommes méritèrent par leur dévouement, par leur bravoure, par leur éloquence, par l'habileté de leurs négociations, une illustration éternelle: et cependant, au travers des préventions ennemies de ceux qui nous ont transmis seuls

[1] *Commissione data al Macchiavelli*, 10 *marzo*, e *lettera sua dà Piombino*, 15 *marzo*. T. VII, p. 246-249. — *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 288. — *Giov. Cambi*. T. XXI, p. 229. — [2] *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 286. — *Giov. Cambi*. p. 225.

la mémoire de ces événements, où démêle une grandeur, un héroïsme, dont aucune autre ville d'Italie n'avait présenté d'exemples.

Tarlatino, qui avait commandé la garnison de Pise avec tant de bravoure, ayant fait demander, le 20 mai, des sauf-conduits au camp florentin, quatre députés des Pisans se rendirent auprès des trois commissaires de la république, et les requirent de leur donner des passe-ports pour douze ambassadeurs, que leur patrie se déterminait enfin à envoyer à Florence, afin de traiter de sa capitulation. Ces députés ne laissèrent point de doutes sur la sincérité de leurs intentions; et les trois commissaires, Antoine Filicaia, Alamanno Salviati et Nicolas Capponi, qui par leur activité infatigable avaient réduit Pise à cette extrême détresse, furent aussi les premiers à montrer aux Pisans que cette ardeur pour le succès pouvait s'accorder avec l'humanité et avec la générosité les plus nobles. Les négociations, conduites tour à tour dans le camp et à Florence, durèrent dix-huit jours, pendant lesquels les Pisans, sous mille prétextes, visitaient le camp florentin, afin d'obtenir des aliments de l'hospitalité des soldats, et de les rapporter à leurs familles [1].

Enfin le traité signé à Florence, le 4 juin, et ratifié à Pise par tout le peuple, le 7 juin, fut mis à exécution dès le lendemain. L'armée florentine entra dans Pise le 8 juin 1509, et rendit l'abondance aux assiégés exténués. Non seulement toutes les offenses furent pardonnées, et tous les biens-fonds furent rendus aux Pisans, la seigneurie fit même rendre à chaque citoyen les rentes, les fruits et le prix des fermes de l'année qui avaient été perçus sur le territoire pisan. L'historien Jacob Nardi, qui fut lui-même chargé de régler ces comptes,

[1] *Lettere de' commissari generali del di 20 maggio 1509, al 6 giugno. In Macchiavelli, Legazioni*, T. VII, p. 257-258.

assuré que la seigneurie florentine le fit avec tant de libéralité qu'elle semblait bien plutôt recevoir que donner la loi [1]. A tous autres égards la capitulation fut également libérale; elle confirma tous les anciens priviléges; toutes les magistratures indépendantes de la communauté de Pise; elle rendit aux Pisans les franchises de commerce et de manufactures dont ils avaient été privés; elle leur ouvrit un appel pour les causes criminelles, par-devant les mêmes tribunaux qui jugeaient les Florentins, et elle allégea autant qu'une capitulation pouvait le faire la douleur que devait leur causer la perte de l'indépendance [2].

Mais ni l'orgueil des Pisans ni leur patriotisme ne pouvaient se résigner à l'esclavage. Tous ceux qui par leur nom jouissaient dans l'étranger de quelque considération, qui par leur fortune pouvaient conserver quelque indépendance; ou qui par leurs talents militaires et leur bravoure pouvaient acquérir la richesse qui leur manquait encore, quittèrent une patrie dévouée à la servitude. Les Torti, les Alliati, et un grand nombre d'autres réfugiés passèrent à Palerme, où l'on retrouvera dès lors presque tous les noms de la noblesse pisane; les Buzzacarini, branche de la maison Sismondi, passèrent à Lucques avec plusieurs de leurs concitoyens; d'autres cherchèrent un asile en Sardaigne; enfin, un plus grand nombre encore alla joindre l'armée française qui venait d'envahir le territoire vénitien. Déjà Riniéri de la Sassetta et Pierre Gambacorti avaient rassemblé cent cinquante fantassins pisans en Lombardie [3]. Une foule d'autres, et parmi eux une branche des Sismondi se rangèrent sous les mêmes drapeaux. Renouant

[1] *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 207-208. — *Scip. Ammirato*. L. XXVIII, p. 288. — *Giov. Cambi*. T. XXI, p. 231. — *Fr. Belcarii*. L. XI, p. 323. — *Jac. Arrosti*, *Chron.* f. 233. — *Fr. Guicciardini*. L. VIII, p. 437. — [2] *Capitolazione per la resa della città di Pisa, sotto al dominio della Rep. Fiorentina. Presso Flaminio del Borgo, Raccolta di diplomi Pisani*, in-4°, 1765, p. 406-428. — [3] *Lettera di N. Capponi et Alam. Salviati, ex castris apud Mezzanam, die 1 junii 1509. Macchiavelli*. T. VII, p. 276.

avec les capitaines français les liens d'hospitalité qu'ils avaient cherché avec tant de soin à établir dès le passage de Charles VIII, et qui avaient à plusieurs reprises déjoué les négociations du cabinet et sauvé Pise par les armées mêmes qui l'assiégeaient, ils se firent une patrie du camp français ; ils remplacèrent la liberté civile par l'indépendance des armées ; ils trouvèrent dans la gloire quelque consolation de leur exil, et sans avoir un domicile assuré, ils continuèrent à se sentir chez eux dans toute l'Italie jusqu'à l'époque où les armées françaises en furent chassées, et où ces familles proscrites vinrent chercher dans les provinces méridionales de France une image du beau climat de la Toscane auquel elles avaient renoncé [1].

[1] C'est un monument très remarquable de l'horreur qu'inspirait aux Pisans ce joug étranger, et de l'émigration qui suivit son établissement, que le registre ouvert en 1566, d'après les ordres du grand-duc Cosme Ier, pour y inscrire tous les individus restés à Pise, qui pourraient prouver que leurs ancêtres participaient, avant 1494, aux honneurs et aux magistratures de la ville. Il comprend tous les mâles de chaque famille, même les prêtres, qui ne pouvaient cependant ni laisser de descendants, ni exercer de magistratures ; il s'étend jusqu'aux professions les plus basses, et néanmoins il ne renferme que sept cent vingt-sept noms ; tant l'émigration, dans le cours d'un demi-siècle, avait réduit la population d'une ville capable de tenir tête à toute la Toscane, ville dont la longue et valeureuse résistance avait occupé toute l'Europe. Il est imprimé dans les *Diplomi Pisani di Flaminio del Borgo*, in-4°, 1765, p. 433.

CHAPITRE X.

Ligue de Cambrai; bataille de Vaila ou d'Aignadel, conquête de tout l'état de terre-ferme des Vénitiens.

1508-1509.

1508. — La ligue conclue à Cambrai entre les grandes puissances de l'Europe, pour attaquer et dépouiller les Vénitiens, fut, depuis les croisades, la première entreprise suivie de concert dans un but commun par tous les états civilisés. Pour la première fois, les maîtres des nations convinrent de partager entre eux un état indépendant: pour la première fois, ils firent revivre, à l'aide d'une érudition pédantesque, des prétentions surannées; pour la première fois enfin, ils réclamèrent les droits imprescriptibles de leur légitimité. Les croisades avaient montré un accord européen fondé sur le zèle religieux et l'enthousiasme; on vit, dans la ligue de Cambrai, un nouvel accord européen; mais il n'avait d'autre principe que l'intérêt personnel et momentané des forts qui dépouillaient le faible, d'autre sanction que les prétentions longtemps abandonnées de ceux qui regardent leurs titres comme impérissables. C'est cependant à cet événement qu'on peut assigner

l'origine du droit public qui, depuis trois siècles et jusqu'à nos jours, a gouverné l'Europe. Il commença par la plus criante injustice, et la science diplomatique qu'on vit naître en quelque sorte avec le XVIe siècle servit dès lors le plus souvent à donner des prétextes à la rapacité et à la mauvaise foi.

Ce n'est point là l'idée qu'on aime à se former du droit public ou international; la société humaine aurait besoin d'une autre garantie; elle aurait besoin d'une législation qui régît les nations dans leurs rapports entre elles, comme le droit civil régit les citoyens dans leurs rapports comme membres d'un même peuple. Nos désirs nous persuadent aisément que ce que nous souhaitons a existé. Toutes les fois que nous éprouvons de grands abus de pouvoir, nous comparons avec envie le temps présent où triomphe l'injustice, à ce passé que nous peint l'imagination, où l'on n'avait recours à la guerre que pour mettre à exécution des droits déjà établis par les traités, et où la conquête elle-même ne donnait point de prétention à la possession si elle n'était sanctionnée par des titres légitimes. Mais nous chercherions vainement dans l'histoire cette époque où la justice remplaçait la force, et où la puissance des traités ou des droits imprescriptibles enchaînait la violence elle-même.

Trois bases absolument différentes sont données au droit public; leurs principes sont directement contradictoires, et jusqu'à ce que le choix entre ces principes ait été fixé de concert par toutes les nations, chaque souverain trouvera toujours moyen d'accommoder sa cause à l'un ou à l'autre système, et il sera toujours aussi impossible qu'il l'a été jusqu'ici de s'entendre sur aucun fait ou sur aucune conséquence. Ces trois bases sont la légitimité imprescriptible, le droit des traités et les convenances nationales. Pour la première fois, à l'occasion de la ligue de Cambrai, ces trois principes furent mis en opposition. L'empereur et le roi de France annoncèrent qu'ils

prenaient les armes pour recouvrer leurs droits imprescriptibles, l'un sur les terres d'empire de la Vénétie, l'autre sur le duché de Milan. Les Vénitiens, en se défendant, invoquèrent le droit public des traités qui leur garantissaient toutes leurs possessions de terre-ferme. Le pape, après avoir recouvré lui-même ce qu'il prétendait être ses droits imprescriptibles, ne fit plus valoir, dans la seconde année de la guerre, que les convenances nationales, l'indépendance de l'Italie d'où il voulait chasser les barbares, la souveraineté d'un peuple sur son propre territoire, et l'avantage d'une nation qui ne peut être enchaînée ni par le contrat primitif et peut-être fabuleux de ses ancêtres avec leurs souverains, ni par les traités que la force lui a imposés.

Chacun de ces systèmes de politique est en lui-même défectueux, et dans son application il est soumis à de grandes difficultés; mais combien ne le deviennent-ils pas davantage lorsqu'on les confond l'un avec l'autre; lorsque, après avoir réclamé pour soi-même des droits imprescriptibles, on veut limiter ceux des autres par les traités, ou les expliquer par l'intérêt des peuples! Cependant aucune puissance ne s'en est jamais tenue à l'une ou à l'autre de ces bases ruineuses, et n'a avoué toutes les conséquences qui découlaient du premier principe: aussi la science du droit public n'a-t-elle été presque jamais qu'une vaine étude de sophismes; avec son aide, on a éveillé les passions des peuples pour leur faire seconder l'ambition de leurs gouvernements, et l'on a déguisé aux yeux des premiers l'injustice des droits réclamés par les seconds.

Louis XII, lorsqu'il avait voulu enlever le duché de Milan à Ludovic Sforza, avait lui-même sollicité l'assistance des Vénitiens, et, pour les en récompenser, il leur avait par avance assigné en partage Crémone et la Ghiara d'Adda, qui leur étaient enfin demeurés lorsque les Français s'étaient emparés du Milanais. Cependant Louis XII, reconnu désormais comme

héritier légitime de Valentine Visconti, regrettait des provinces qu'il prétendait inaliénables, et croyait conserver des droits imprescriptibles sur les possessions que lui-même avait cédées. Bien plus, les Visconti, dont il avait recueilli l'héritage, avaient eux-mêmes, dans leurs guerres avec les Vénitiens, perdu Brescia et Bergame, qu'auparavant ils regardaient comme faisant partie du duché de Milan; et encore que ces villes, avec leurs provinces, fussent incorporées à la république de Venise dès l'année 1426, et que les Visconti eux-mêmes ne les eussent pas possédées si longtemps que les Vénitiens, Louis XII les regardait aussi comme prises dans son héritage inaliénable; il prétendait conserver sur elles des droits qu'aucun laps de temps, qu'aucun traité, qu'aucun service rendu ne pouvaient détruire.

De son côté, Maximilien se regardait comme le successeur légitime, non seulement des plus puissants monarques germaniques, mais encore des empereurs romains; il se croyait autorisé à faire valoir tous les droits qu'avaient exercés Frédéric Barberousse et Othon-le-Grand, ou même Trajan et Auguste. La république de Venise lui paraissait élevée sur les débris de l'empire, et il se croyait appelé à la dépouiller de tout ce qu'elle avait anciennement usurpé. Trévise, Padoue, Vérone et Vicence étaient toujours à ses yeux des terres d'empire; et cette opinion, appuyée du crédit des antiquaires, était alors généralement reçue : aucun historien du temps ne contesta les droits de Maximilien. Ces droits, cependant, n'étaient fondés que sur une antique conquête. A peine les monarques allemands avaient-ils pu maintenir cinquante ans une domination douteuse et souvent troublée; ensuite, pendant trois siècles, des républiques et les princes de Carrare et de la Scala avaient défendu par les armes leur souveraineté; enfin, la république de Venise leur avait succédé depuis un siècle; mais, dans ce système, les puissants ne peuvent

jamais perdre leurs droits, et les faibles ne peuvent jamais en acquérir.

Il est difficile toutefois de se faire illusion sur l'absurdité de ce système de légitimité imprescriptible, qu'aucun traité, aucune convention entre les intéressés, aucune autorité humaine ne peut changer. Arrêtant tout mouvement dans les choses de ce monde, repoussant tout progrès, toute innovation, il renvoie les hommes à un état primitif, et par là même inconnu, à un état qui ayant précédé le développement des sociétés et leurs intérêts nouveaux, ne saurait être maintenu sans rendre stationnaires la civilisation, la population, les lumières, aussi bien que l'ordre politique. Les droits que Maximilien et Louis XII prétendaient faire valoir contre les Vénitiens avaient été prescrits par une possession tranquille qui, pour quelques provinces, remontait à deux et trois siècles. Mais si aucune durée de possession, ni aucuns traités ne pouvaient fonder les droits des Vénitiens, les antiques souverains que Maximilien et Louis XII représentaient n'avaient pas pu acquérir des droits plus respectables par les mêmes moyens. Il faudrait prouver que la légitimité n'a jamais eu de commencement pour qu'on pût conclure qu'elle ne doit jamais avoir de fin, autrement les mêmes causes qui avaient donné naissance aux droits des empereurs et des rois de France pouvaient donner naissance aussi aux droits de leurs successeurs. Il faut reconnaître encore que le principe de la légitimité où n'existe pour personne, ou existe également pour tous les souverains. L'expropriation du plus petit prince ne blesse pas moins ce principe que celle du plus grand monarque. Venise, qui se présentait comme le plus ancien état de la chrétienté, comme la seule fille légitime de la république romaine, pouvait plaider des droits antérieurs à ceux de tous les souverains. Les familles des princes de Padoue et de Vérone auxquelles elle avait succédé n'étaient pas moins légitimes que celles des rois de France et

d'Allemagne. Tous devaient être rétablis dans leurs anciens droits où aucun ne pouvait y prétendre.

Le système du droit des traités est sans doute beaucoup moins absurde que celui de la légitimité. Les nations n'ayant point de juge au-dessus d'elles, point d'autorité qui décide entre elles que la force, leurs conventions réciproques peuvent seules terminer leurs différends. Elles doivent avoir elles-mêmes la faculté de s'engager, de se désister de leurs droits, ou personne ne l'aurait pour elles, et les guerres seraient éternelles. La violence qu'on leur a faite ne saurait annuler leurs engagements, sans annuler en même temps tous les traités possibles, car tout traité est l'ouvrage de la force ou de la menace; tout traité a été fait pour terminer la guerre ou pour l'éviter; tout traité est une concession que le plus faible fait au plus fort en sacrifiant une partie de ses droits pour sauver le reste; tout traité est une concession de ce reste que le plus fort fait au plus faible en raison de ses moyens de résistance.

Mais si le droit des traités n'est qu'une conséquence du droit du plus fort, il est difficile qu'il demeure longtemps obligatoire après que la balance des forces aura changé. Une nouvelle lutte, dont le résultat sera différent, donnera lieu à un nouveau traité tout aussi légitime que le précédent; ainsi, toute idée du juste et de l'injuste serait détruite, toute modération du vainqueur serait impolitique, puisque toutes les forces qu'il laisserait à son ennemi par un traité pourraient bientôt être tournées contre lui.

La troisième base du droit public ou l'intérêt des peuples, est la seule qui puisse soutenir un examen approfondi, et qui puisse en même temps admettre de certaines parties des deux autres systèmes. L'intérêt des peuples exige la conservation de leur repos; et, pour garantir ce repos, il admet la légitimité, non comme un droit, mais comme une présomption de la vo-

lonté nationale. Il admet encore la prescription, non comme un droit, mais comme une présomption de la satisfaction mutuelle des parties. Il admet les traités comme un moyen unique de désarmer les haines populaires, et de sauver le vaincu de la rage du vainqueur. Il admet encore la violation de ces mêmes traités comme remède unique et nécessaire lorsque des conditions cruelles ou déshonorantes ont été imposées par l'abus de la force. Cette violation peut même alors devenir juste, car ni le gouvernement qui a stipulé n'avait le droit de lier la nation à une chose honteuse ou ruineuse, ni la génération actuelle n'avait le droit, pour son propre avantage, de lier sa postérité. L'intérêt national, qui laisse une espérance aux vaincus auxquels on impose un traité déshonorant, enseigne aux vainqueurs, pour leur propre avantage, à ne pas abuser de la victoire.

Ce fut au nom de cet intérêt national que Jules II prétendit, dans la suite de cette guerre, qu'aucune ligne de cette légitimité, aucune succession non plus qu'aucun traité, n'avaient pu transférer une partie de la souveraineté de l'Italie aux barbares; que toute convention était nulle lorsqu'elle dérogeait si essentiellement à l'intérêt et à l'honneur des peuples; que toute ligne de légitimité devait être regardée comme interrompue lorsqu'elle donnait pour chefs aux nations des rois qui avaient intérêt, non plus à leur grandeur, mais à leur abaissement et à leur ruine. Cependant les gouvernements qui ont embrassé ce système en ont toujours redouté les applications contre eux-mêmes, et ils sont tombés dans des contradictions inexprimables pour qu'on ne pût pas leur demander compte à leur tour de l'intérêt et de l'honneur de leurs propres peuples.

Au reste, de quelques arguments fallacieux que les potentats colorassent leurs prétentions, la cupidité, la jalousie et la crainte des comparaisons humiliantes étaient les vrais motifs

qui leur mettaient les armes à la main. Les grandes puissances ne pouvaient voir sans envie la richesse, la prudence et les succès constants de la république de Venise. Avec moins de trois millions de sujets, sur une étendue de territoire bien moindre que la dixième partie de la France, de l'Espagne ou de l'Allemagne, Venise s'était rangée au niveau des plus grands empires; elle avait soutenu tour à tour les attaques des Musulmans, des Français, des Espagnols et des Allemands sans donner de signes de faiblesse; le plus riche commerce animait la capitale, de nombreuses manufactures florissaient dans toutes les villes sujettes, les campagnes prospéraient par une agriculture industrieuse, des travaux immenses avaient été achevés pour la distribution des eaux sur un sol qui se couvrait de riches récoltes, et les paysans étaient heureux. Les sujets des monarques voisins, en comparant leur misère avec tant de force, d'opulence et de sécurité, pouvaient être tentés de se demander à quoi tenait cette différence, et se répondre à eux-mêmes qu'on ne voyait à Venise ni le luxe insensé d'une cour voluptueuse, ni les voleries des ministres et de leurs subalternes, ni la pétulante ignorance et les intrigues ruineuses des jeunes favoris. Venise, sans prétendre à donner des leçons, sans approcher de la perfection, était une satire vivante des autres gouvernements; et ceux-ci, par instinct, sans même se rendre compte de leurs motifs, désiraient depuis longtemps de la détruire.

Dès l'année 1504, Louis XII, Maximilien et Jules II, avaient projeté le partage des états de Venise, et ils en avaient arrêté les bases dans le traité de Blois du 22 septembre; mais la versatilité de Maximilien, la défiance de Jules II, la jalousie de Ferdinand, avaient à cette époque sauvé la république de la conjuration formée contre elle. Le violent ressentiment qu'éprouva Maximilien, après les échecs qu'il avait essuyés, au commencement de l'année 1508, le détermina à renouer

les mêmes négociations, et à rechercher l'alliance des Français qu'il détestait, pour tirer vengeance, avec leur aide, de la république qui l'avait humilié[1].

La trève de trois ans que le roi des Romains venait de conclure avec la république de Venise et ses alliés ne comprenait pas le duc de Gueldre, alors en guerre avec lui et son petit-fils. Ce duc était protégé par la France, qui, sous prétexte de faire sa paix particulière, ouvrit des conférences à Cambrai, entre le cardinal d'Amboise, ministre et confident de Louis XII, et Marguerite d'Autriche, fille de l'empereur Maximilien et veuve du duc de Savoie. Le cardinal et la princesse possédaient tous deux la confiance illimitée de leurs commettants. La dernière joignait toute la force d'esprit d'un homme à toute la dextérité d'une femme : le premier avait conservé du ressentiment contre Venise, dès le temps des deux conclaves où il s'était trouvé à Rome ; et il n'avait point voulu écouter, dans le conseil du roi, Étienne Poucher, évêque de Sens, qui représentait combien la conservation de Venise était essentielle à la défense du Milanais ; combien la France s'était mal trouvée d'avoir, peu d'années auparavant, appelé un potentat étranger au partage du royaume de Naples, et combien il y avait lieu de croire que le partage projeté de la Lombardie la précipiterait de même tout entière sous le joug de la maison d'Autriche[2].

Le cardinal d'Amboise et Marguerite d'Autriche s'étant réunis à Cambrai, sous prétexte d'y traiter les affaires de Gueldre, n'admirent point à leurs conférences les ambassadeurs de Ferdinand-le-Catholique, encore que Louis XII eût communiqué à ce monarque ses projets sur Venise, dans l'entrevue de Savone, et lui eût offert, pour prix de sa coopération, les villes maritimes de la Pouille, que les Vénitiens

[1] *Fr. Belcarii Comment. Rerum Gall.* L. XI, p. 311. — [2] *Ibid.* p. 310. — *Arn. Ferroni.* L. IV, p. 67.

avaient gardées pour gage de l'argent qu'ils avaient prêté à la maison d'Aragon : ils n'y admirent point non plus le nonce du pape, quoique Jules II, pour recouvrer ses villes de Romagne, eût, le premier, fait naître l'idée de cette association. Le cardinal et la princesse délibérèrent seuls et sans assistants ; leurs négociations furent mêlées d'altercations si vives, que Marguerite écrivait, *nous nous sommes, M. le légat et moi, cuidés prendre au poil ;* mais elles furent bientôt terminées par deux traités signés le 10 décembre 1508. Par le premier, les différends du duc de Gueldre avec l'archiduc Charles furent conciliés, aussi bien que ceux sur la mouvance des fiefs des Pays-Bas, relevant de la couronne de France ; et Maximilien, en conséquence, s'engagea à donner à Louis XII une nouvelle investiture du duché de Milan[1]. Par le second, la ligue de l'Europe contre Venise fut stipulée, les deux plénipotentiaires se faisant fort d'obtenir la ratification des autres souverains, encore que le nonce du pape, consulté, refusât la sienne, parce qu'il n'était pas muni d'instructions formelles.

Ce second traité, qui seul est désigné par le nom de ligue de Cambrai, portait que l'empereur et le roi de France ayant résolu, à la sollicitation de Jules II, de s'allier pour faire la guerre aux Turcs, ils étaient convenus auparavant « de faire « cesser les pertes, les injures, les rapines, les dommages que « les Vénitiens ont causés, non seulement au saint-siége apos- « tolique, mais au saint-empire romain, à la maison d'Autri- « che, aux ducs de Milan, aux rois de Naples, et à plusieurs « autres princes, en occupant et usurpant tyranniquement « leurs biens, leurs possessions, leurs villes et leurs châteaux, « comme s'ils avaient conspiré pour le malheur de tous. » Pour toutes ses causes, ajoutent les monarques, « nous avons

[1] De Flassan, Hist. de la Diplomatie française. T. I, L. II, p. 286. — Léonard, Corps diplomatique. T. II.

« trouvé non seulement salutaire, utile et honorable, mais « même nécessaire, d'appeler chacun à une juste vengeance, « pour éteindre comme un incendie commun, la cupidité in- « satiable des Vénitiens et leur soif de domination[1]. »

Après ce préambule, le traité porte que les confédérés agiront de concert pour forcer les Vénitiens à rendre au saint-siége Ravenne, Cervia, Faenza, Rimini, Imola et Césène. Les plénipotentiaires avaient négocié avec tant d'inattention ou d'ignorance, qu'ils n'avaient point remarqué qu'Imola et Césène avaient depuis longtemps été rendues au pape. Le traité ajoute que les Vénitiens rendraient à l'empire, Padoue, Vicence et Vérone, et à la maison d'Autriche, Rovérédo, Trévise et le Friuli : que les Vénitiens seraient forcés de rendre au roi de France, Brescia, Bergame, Crème, Crémone, la Ghiara d'Adda, et toutes les dépendances du duché de Milan : au roi d'Espagne et de Naples, Trani, Brindisi, Otrante, Gallipoli, Mola et Polignano, avec toutes les villes qu'ils avaient reçues en gage de Ferdinand II ; au roi de Hongrie, s'il entrait dans cette alliance, toutes les villes de Dalmatie et d'Esclavonie, qui avaient une fois appartenu à sa couronne ; au duc de Savoie, le royaume de Chypre ; aux maisons d'Este et de Gonzague, les possessions que la république avait conquises sur leurs ancêtres : et quant aux puissances qui n'avaient rien à prétendre dans les dépouilles de Venise, comme l'Angleterre, elles pourraient aussi être admises à cette alliance, si elles le demandaient avant l'expiration de trois mois[2].

Quant aux moyens d'exécution, il était convenu par ce

[1] Manifeste de Maximilien, en date du 5 janvier 1509, qui sert de préambule au traité de Cambrai. *Ann. eccles. Raynald.* Ann. 1509, § 2, 3, 4, T. XX, p. 64. — [2] *Fr Guicciardini.* Lib. VIII, p. 412. — *Jacopo Nardi.* Lib. IV, p. 204. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 311. — Hist. de la Diplomatie française. T. I, L. II, p. 288. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 53.

traité, que le roi de France attaquerait en personne les Vénitiens, le premier jour d'avril; qu'en même temps le pape fulminerait contre eux toutes les censures ecclésiastiques, et qu'il requerrait l'assistance de l'empereur comme avoué de l'église. Cette réquisition devait délier Maximilien des engagements qu'il avait contractés peu de mois auparavant, et lui fournir un motif pour attaquer les Vénitiens, ce qu'il promettait de faire en personne, dans les quarante jours qui suivraient l'attaque du roi de France. En même temps, Ferdinand et les autres alliés devaient chacun de leur côté s'emparer des provinces qui leur avaient été abandonnées en partage. Chacun des confédérés devait agir pour son propre compte, et poursuivre ses conquêtes sans être tenu de seconder ses associés.

Les coalisés ne se contentaient pas de se promettre le partage d'un état avec lequel ils étaient liés par des engagements solennels; pour accomplir avec plus de certitude cet acte d'iniquité, il fallait surprendre les Vénitiens, et leur dérober la connaissance du traité qui venait d'être signé. L'accord conclu en même temps avec le duc de Gueldre, avait masqué le but des conférences : les plénipotentiaires se hâtèrent de quitter Cambrai pour attirer moins longtemps l'attention de l'Europe; et l'ambassadeur vénitien ayant eu quelque soupçon de l'orage qui le menaçait, Louis XII lui protesta qu'il ne s'était rien conclu à Cambrai de désavantageux pour sa république, et que jamais il ne donnerait les mains à ce qui pourrait nuire à d'aussi anciens alliés [1].

Louis XII avait ratifié sans hésitation le traité de Cambrai. Albert Pio, seigneur de Carpi, et l'évêque de Paris, envoyés à Maximilien, obtinrent aussi immédiatement sa ratification : celle de Ferdinand-le-Catholique ne se fit pas attendre plus

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 412. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 312. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 54.

longtemps, quoiqu'il redoutât la puissance des étrangers en Italie, et qu'il ne se défiât pas moins de Maximilien que des Français; mais comme il ne se sentait pas assez fort pour défendre les Vénitiens, il préféra commencer par s'agrandir à leurs dépens [1].

La haine que Jules II avait conçue contre les Vénitiens, venait encore d'être augmentée par deux offenses nouvelles: d'une part, ils avaient accordé aux Bentivoglio un asile dans leurs états, après leur expulsion du Milanais; de l'autre, le sénat avait refusé d'admettre à l'évêché de Vicence un neveu du pape, auquel Jules avait destiné cet évêché en le créant cardinal de Saint-Pierre *ad Vincula* [2]. Cependant Jules II hésita plus qu'aucun des confédérés à donner sa ratification au traité de Cambrai. Il sentait que cette ligue augmenterait la puissance des ultramontains en Italie, tandis que l'objet qu'il désirait le plus ardemment, était de purger cette contrée de ceux qu'il appelait les barbares. Sa défiance des Français était encore accrue par sa haine contre le cardinal d'Amboise, qu'il regardait comme prétendant à lui succéder, et dont il craignait les trames contre sa vie même. Il venait d'éprouver, dans le tumulte de Gênes, combien les Français avaient peu de déférence pour lui; et il ne pouvait sans crainte augmenter encore leur prépondérance. Maximilien n'était pas moins redoutable pour le saint-siége, d'après les prétentions que l'empire avait toujours nourries sur toute l'Italie; et comme son héritier était en même temps celui de Ferdinand, on pouvait déjà craindre de voir le petit-fils de l'un et de l'autre réunir des monarchies alors rivales. S'il joignait le royaume de Naples et la Marche véronaise à tant d'autres états déjà si vastes, le saint-siége, resserré de toutes parts, ne pouvait plus espérer d'indépendance; et tous les efforts qu'avait fait Jules II pour

[1] *Jo. Marianæ de rebus Hispaniæ*, Lib. XXIX, cap. XV, p. 280. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 410.

réunir les provinces détachées de l'église, demeuraient sans utilité.

1509. — L'Épirote Constantin Cominatès se trouvait alors à Rome, envoyé par Maximilien, auprès duquel il jouissait d'une grande faveur. C'était le même homme qui, pendant un temps, avait été tuteur des jeunes marquis de Montferrat, et qui, chassé ensuite de cette principauté par les Français, avait conçu contre eux une haine profonde. Après avoir eu des conférences avec Jules II, il fut chargé par lui de voir secrètement Jean Badoéro, envoyé de la république à Rome. Il alla le trouver de nuit, il lui communiqua le traité de Cambrai, dont la connaissance avait jusqu'alors été dérobée aux Vénitiens; et en même temps il lui déclara que si le sénat voulait restituer au pape Faenza et Rimini, celui-ci se détacherait de la ligue; que le sénat brouillerait de même Maximilien avec la France, s'il voulait seconder les projets de cet empereur sur le Milanais. Ces ouvertures furent aussitôt communiquées au conseil des Dix qui, vers le même temps, avait reçu de Milan quelque connaissance du traité [1].

Le conseil des Dix, avant de s'engager avec le pape, voulut tenter si en effet l'empereur pourrait être détaché de l'alliance de France. Il lui envoya Jean Pierre Stella, secrétaire du sénat, avec les propositions les plus avantageuses. Mais celui-ci ne sut point s'envelopper d'un secret assez profond; l'ambassadeur français, informé de son arrivée, empêcha qu'il ne fût admis : un autre négociateur fut également écarté; une proposition conciliatrice que Jules II fit lui-même à George Pisani, second ambassadeur de la république à Rome, fut dédaignée par cet homme morose, et d'un esprit contrariant, qui ne la communiqua pas même à ses chefs [2]. Enfin la seigneurie, après avoir délibéré sur

[1] *Petri Bembi Hist. Venetæ.* L. VII, p. 158. — [2] *Ibid.*

les moyens de détacher le pape de la ligue formée contre elle, trouva, d'après le conseil de Dominique Trévisani, que céder à l'église sans combats ce qu'elle pourrait à peine obtenir par les armes, c'était acheter bien cher la neutralité d'un aussi faible ennemi, et donner, dès le commencement de la guerre, une preuve trop dangereuse de pusillanimité. Le pape, qui avait tardé jusqu'au dernier jour à donner sa ratification au traité, y accéda enfin, mais sous la condition expresse qu'il n'agirait à découvert contre les Vénitiens, qu'après que les Français auraient commencé les hostilités[1].

Leur attaque, il est vrai, ne devait plus être longtemps différée; Louis XII s'était rendu à Lyon pour hâter la marche de ses troupes vers l'Italie; le cardinal d'Amboise qui cherchait avidement un prétexte pour rompre l'antique alliance, avait fait, en présence de tout le conseil, des reproches sanglants à l'ambassadeur vénitien, de ce que ses maîtres faisaient fortifier l'abbaye de Cerréto dans l'état de Crême, contre la teneur d'un traité conclu par la république avec François Sforza, le 29 avril 1454[2]. Louis XII en même temps se faisait donner, pour cette guerre, des vaisseaux par les Génois, de l'argent par les Florentins, de l'argent et des soldats par les Milanais, qui regrettaient les provinces de leur état cédées par la France à la république de Venise. A la fin de janvier, la cour de France jeta enfin le masque : elle rappela de Venise son ambassadeur; elle renvoya celui des Vénitiens, aussi bien que le secrétaire de la république qui résidait à Milan, et elle publia son manifeste. Ferdinand-le-Catholique, au contraire, fidèle à sa politique astucieuse, fit déclarer à la république, qu'il était entré dans la ligue signée à Cambrai contre les Turcs, mais nullement dans celle contre

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 414. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 312. — [2] *Fr Guicciardini.* Lib. VIII, p. 418. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 314.

Venise; qu'il ignorait les motifs de Louis XII pour attaquer la seigneurie, et qu'il offrait à celle-ci tous les bons offices qu'elle avait droit d'attendre de sa bienveillance et de sa richesse [1].

Déjà les hostilités avaient commencé sur les bords de l'Adda, entre quelques troupes légères françaises et vénitiennes, lorsque le héraut d'armes de France fut introduit dans le sénat, et dénonça la guerre à Léonard Lorédano, doge de Venise, et à tous les citoyens de cette ville; les qualifiant d'hommes infidèles, qui retenaient injustement les villes du souverain pontife et des rois, après s'en être emparés par violence. Lorédano répondit que la république n'avait manqué de foi à personne, et que si elle n'avait pas observé trop scrupuleusement ses engagements envers la France elle-même, Louis XII n'aurait pas en Italie un lieu à lui où il pût mettre le pied. Après ces protestations solennelles de part et d'autre, on ne songea plus qu'à la guerre [2].

Les Vénitiens, quoique abandonnés sans alliés aux attaques de l'Europe presque entière, ne désespéraient point de leur sort. Pourvu qu'il ne succombassent pas à la première agression, ils ne doutaient pas que la ligue formée contre eux ne vînt à se dissoudre au bout de peu de mois : les alliés étaient mis en mouvement par des intérêts trop discordants, et le caractère du pape et de Maximilien promettait trop peu de constance, pour qu'on dût s'attendre à les voir persister longtemps dans une entreprise si contraire à toute saine politique. Les Vénitiens songèrent donc à se mettre en défense; leurs richesses, qui étaient encore intactes, et la prospérité de leur commerce, que les progrès des Portugais dans les Indes n'avaient pas encore eu le temps d'ébranler, mettaient à leur disposition tous les condottiéri, et leur permettaient

[1] *Petri Bembi Hist. Venetæ*, L. VII, p. 159. — [2] *Ibid*, p. 162. — *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 421.

de rassembler sous leurs drapeaux la plus brillante armée qui eût encore combattu dans les guerres d'Italie. Cependant, ces richesses, qui faisaient toute leur force, furent coup sur coup entamées par des accidents fortuits, comme si le ciel lui-même s'était joint à la ligue des nombreux ennemis de la république. Le magasin à poudre de l'arsenal de Venise sauta avec une effroyable détonation, tandis que le conseil était assemblé; et cet incendie couvrit la ville entière de cendres et de brandons enflammés. La forteresse de Brescia fut frappée d'un coup de tonnerre, qui entr'ouvrit ses murailles; une barque, qui portait à Ravenne dix mille ducats, pour la solde des troupes, périt en mer. Les archives enfin de la république, qui contenaient tous ses papiers les plus précieux, furent consumées par le feu : et ces malheurs répétés n'étaient point encore aussi désastreux en eux-mêmes que par la fâcheuse influence qu'ils exerçaient sur le courage du peuple; car celui-ci les considérait comme autant de funestes présages[1].

Les Vénitiens avaient engagé à leur solde plusieurs condottiéri, nés dans les États de l'Église, entre autres Giulio et Renzo Orsini, seigneurs de Céri, dont ils portaient le nom, et Troïlo Savelli. Ces capitaines devaient leur amener cinq cents hommes d'armes et trois mille fantassins; et ils avaient déjà reçu à compte quinze mille ducats. Mais le pape leur ordonna, sous les peines ecclésiastiques et temporelles les plus sévères, de rompre le marché, et de garder en même temps l'argent. Les condottiéri obéirent à cette sommation de leur seigneur suzerain[2]. Malgré leur absence, cependant, les Vénitiens se trouvèrent avoir, près de Pontévico sur l'Oglio, deux mille cent lances fournies, ce qui supposait à chacune

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 419. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. XI, p. 315. —

[2] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 419. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VIII, p. 165.

quatre ou même six chevaux; quinze cents chevau-légers italiens, dix-huit cents Stradiotes, dix-huit mille fantassins soldés, et douze mille hommes de leurs propres milices [1]. Nicolas Orsini, comte de Pitigliano, avait le titre de capitaine-général de cette armée, et Barthélemi d'Alviano, de la même famille, celui de gouverneur. Deux provéditeurs, George Cornaro et André Gritti, étaient attachés à l'armée au nom de la seigneurie; tous deux s'étaient acquis une grande réputation dans les négociations et dans les armes. L'un avait été l'année précédente opposé à Maximilien, dans le Friuli, l'autre à Rovérédo; et cette campagne les avait couverts de gloire [2].

Le roi de France était sur le point d'attaquer la république, tandis que les autres confédérés étaient décidés à ne se mettre en mouvement qu'après avoir jugé par les succès de Louis du sort de la guerre. C'était donc à résister aux Français que les Vénitiens destinaient toutes leurs forces; et, dans ce but, ils les avaient rassemblées sur l'Oglio. Là deux plans de guerre absolument opposés furent présentés par les deux chefs de l'armée. D'Alviano, qui s'était toujours distingué par la hardiesse de ses desseins, et par la promptitude de leur exécution, voulait porter la guerre dans le pays ennemi avant que Louis XII eût le temps de rassembler toutes ses forces; il comptait profiter du mécontentement que le gouvernement français avait excité dans toute l'Italie, pour mettre en révolution le duché de Milan, s'approprier les ressources d'hommes et d'argent de la Lombardie, au lieu d'en laisser la disposition à l'ennemi, et attaquer les différents corps français, à mesure qu'ils déboucheraient des Alpes, avant qu'ils pussent se mettre en ligne. Pitigliano, au contraire, général prudent et qui ne donnait rien au hasard,

[1] *Muratori Annali d'Italia*, T. X, p. 41, d'après une chronique manuscrite.— *Fr. Guicciardini*. L. VIII, p. 425. — *Petri Bembi*. L. VII, p. 167. — *Fr. Belcarii*. L. XI, p. 317. — [2] *Fr. Guicciardini*. L. VIII, p. 416.

mais que d'Alviano accusait d'ajouter la timidité d'un âge avancé à celle de son propre caractère, voulait qu'on n'essayât point de défendre les terres de la Ghiara d'Adda, qui n'avaient pas une grande importance ; qu'on laissât les Français épuiser par des siéges leur première impétuosité ; et que l'armée occupât le camp retranché des Orci, dont François Carmagnola et Jacob Piccinino avaient reconnu l'importance dans de précédentes guerres ; elle y serait défendue par l'Oglio et par le Sério, menaçant les troupes qui voudraient assiéger Crémone ou Crême, Bergame ou Brescia, les infestant par de la cavalerie légère, et se rapprochant même d'elles pour leur couper les vivres, mais sans abandonner jamais les lieux forts [1].

L'un et l'autre de ces plans de campagne pouvait présenter de grands avantages ; mais comme il arrive presque toujours, lorsque les opérations militaires sont soumises aux décisions des conseils civils, les deux partis extrêmes, qui pouvaient être bons tous deux, furent rejetés, pour en prendre un moyen, qui était nécessairement mauvais. Ceux qui opinent sur des matières qui leur sont étrangères, croient, a dit M. Necker, *mettre leur avis en lieu de sûreté*, lorsqu'ils se tiennent à distance égale des avis extrêmes de deux hommes de l'art ; et ce calcul d'amour-propre a été fatal à beaucoup d'états. Le sénat rejeta le conseil d'Alviano, comme trop audacieux, et celui de Pitigliano, comme trop timide ; mais il ordonna aux généraux de conduire l'armée sur l'Adda, pour défendre la Ghiara d'Adda, en leur prescrivant en même temps d'éviter le combat, à moins qu'une nécessité urgente ne les y forçât, ou qu'une occasion très favorable ne se présentât à eux [2].

C'était avec plus d'empressement pour combattre que le roi

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 416. — *Petri Bembi.* L. VII, p. 165. — *Fr. Belcarii.* Lib. XI, p. 315. — [2] *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 420.

de France s'approchait : il voulait arriver le plus tôt possible à une bataille ; et encore que ses troupes ne fussent pas toutes en ligne, il s'empressa de commencer les hostilités, pour que le terme de quarante jours, au bout duquel le pape et l'empereur devaient le seconder, commençât à courir contre eux. Par ses ordres, M. de Chaumont passa l'Adda, près de Cassano, le 15 avril 1509, avec trois mille chevaux, six mille fantassins et quelque artillerie ; et il se dirigea sur Tréviglio, à trois milles plus loin. L'armée vénitienne n'avait point encore quitté Pontévico ; mais Justinien Morosini, provéditeur des Stradiotes, se trouvait à Tréviglio avec Vitelli de Città di Castello, et Vincenzio Naldi, qui commandait la bonne infanterie des Brisighella, levée en Romagne, au château qui porte ce nom [1]. Ces chefs, croyant n'avoir affaire qu'à un petit corps de cavalerie légère, envoyèrent deux cents fantassins et quelques Stradiotes pour le repousser. Ceux-ci furent bientôt ramenés jusqu'aux portes de Tréviglio ; et les Français, les poursuivant avec ardeur, plantèrent aussitôt quelques pièces d'artillerie en batterie contre les murs. L'effroi succéda immédiatement à une confiance imprudente ; et les habitants de Tréviglio forcèrent la garnison à se rendre. Le provéditeur Giustiniani, Vitelli et Naldi furent faits prisonniers, avec environ cent chevau-légers et mille fantassins. Deux cents Stradiotes seulement se mirent à couvert par la fuite. Le même jour, les Français attaquèrent encore les frontières vénitiennes sur quatre points différents, depuis les monts de Brianza jusqu'au voisinage de Plaisance : mais après avoir donné ainsi commencement à la guerre, tous ces corps se retirèrent ; et Chaumont lui-même revint à Milan, pour y attendre le roi [2].

[1] Mémoires du chev. Bayard. Ch. XXIX, p. 70. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 421. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. VI, p. 205. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. XI, p. 316.

A peine la nouvelle de ces premières hostilités fut-elle portée à Rome, que le pape publia le 27 avril, contre le doge, les prégadi, le conseil-général et les citoyens de Venise, la bulle d'excommunication qu'il avait tenue en réserve. Il y reprochait à la république d'avoir usurpé toutes les terres qu'elle possédait en Romagne ; il déclarait que, dès le temps de l'achat de Cervia, en 1468, elle se trouvait comprise par cette acquisition dans les excommunications annuelles de la bulle *in cæna domini*. De plus, la république avait dans ses états troublé la juridiction ecclésiastique, en interdisant, en punissant même les appels au saint-siége ; en soumettant les personnes ecclésiastiques à un fore séculier, en s'attribuant, contre les saints canons, la collation des bénéfices. Au mépris des excommunications prononcées contre les Bentivoglio, elle avait accordé dans ses états un refuge à ces ennemis du saint-siége ; elle leur avait même permis d'habiter les villes les plus voisines des frontières, pour favoriser leurs intrigues à Bologne. D'après toutes ces causes, ajoutait Jules II, le saint-siége aurait pu sans délai traiter les Vénitiens comme des infidèles, comme des païens, comme un membre gangréné de l'église, qu'il faut se hâter de détruire avant qu'il corrompe le reste. Cependant le pontife, dans son extrême indulgence, voulait bien encore leur dénoncer les peines dans lesquelles ils étaient tombés, et leur accorder un terme final de vingt-quatre jours, pour se repentir, pour restituer à l'église tout ce qu'ils possédaient de son territoire, pourvu qu'ils lui remissent aussi tous les fruits qu'ils y avaient perçus pendant toutes les années de leur usurpation[1].

Si toutefois les Vénitiens différaient au-delà de ce terme à se repentir et à en donner des preuves, le pape, par la même

[1] *Raynaldi Annal. eccles.* 1509, § 6-9, T. XX, p. 65. Mais il ne rapporte textuellement que cette première partie de la bulle, et il supprime les menaces par lesquelles elle se termine.

bulle, soumettait aux interdits, non seulement Venise, mais toutes les terres de sa domination, et toutes celles qui donneraient asile à aucun Vénitien. Il déclarait les citoyens de Venise, criminels de lèse-majesté divine, ennemis perpétuels du nom chrétien ; et il permettait à chacun de leur courir sus, de s'emparer de leurs biens et de leurs personnes, et de les vendre comme esclaves ; tant l'église romaine a peu mérité l'éloge qui lui est souvent accordé, d'avoir aboli l'esclavage[1].

Sur ces entrefaites, l'armée vénitienne étant rassemblée, marcha de Pontévico à Fontanella, bourgade à six mille de distance de Lodi, d'où elle était à portée de secourir Crémone, Crême, Caravaggio et Bergame. Ses généraux y furent informés que M. de Chaumont avait repassé l'Adda ; et ils crurent en conséquence l'occasion favorable pour reprendre Tréviglio. D'Alviano seul s'opposa à cette résolution, remontrant qu'il ne fallait s'approcher de l'ennemi qu'autant qu'on voulait attaquer, et que c'était suivre à la fois deux projets contradictoires, que de marcher à lui, et de vouloir pourtant se tenir sur la défensive. Mais ses objections n'ayant point été écoutées, l'armée vénitienne occupa d'abord la Rivolta, sur les bords de l'Adda, et attaqua ensuite Tréviglio, où M. de Chaumont avait laissé cinquante lances et mille fantassins, sous les ordres des capitaines Imbault et Fontrailles. L'artillerie ayant bientôt fait brèche du côté de Cassano, la garnison capitula ; les officiers demeurèrent prisonniers, et les soldats se retirèrent sans armes. Toutefois les Français ne stipulèrent point d'amnistie pour les habitants, qui, par leur soulèvement, avaient fait rendre la place ; et les généraux vénitiens, pour punir cette insubordination, abandonnèrent Tréviglio au pillage[2].

[1] *Fr. Gucciardini.* L. VIII, p. 422. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VII, p. 165. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 316. — [2] *Petri Bembi Hist. Venetæ.* L. VII, p. 166. — *Fr. Belcarii Comment.* L. XI, p. 317. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. XXIX, T. XV, p. 70.

Mais le jour même où Tréviglio avait capitulé, le 8 mai, Louis XII arriva sur le bord opposé de l'Adda ; et le lendemain, il jeta trois ponts sur cette rivière, au-dessous de Cassano, sans que les Vénitiens, qui en étaient éloignés de quelques milles, et qui étaient toujours occupés du pillage de Tréviglio, missent aucune opposition à leur construction. La rive de Cassano est plus élevée que celle qui lui est opposée, et la défense de la rivière aurait toujours été difficile ; cependant les Français n'avaient pas pu s'attendre à ce qu'elle ne fût pas même tentée; et lorsque Jean-Jacques Trivulzio vit Louis XII avec toute son armée sur la rive gauche de l'Adda, il lui dit : « Sire, c'est aujourd'hui que vous avez vaincu les Vénitiens[1]. » D'Alviano, sans être informé du passage des Français, sentait la nécessité de conduire son armée sur les bords du fleuve; et ne pouvant arracher autrement ses soldats au pillage, il fit mettre le feu à Tréviglio, pour les en chasser. Mais malgré cette exécution cruelle, il arriva trop tard; et les deux armées n'étant plus séparées par aucun obstacle, les Vénitiens rentrèrent dans leur camp, autour de Tréviglio, qui était situé dans une position très avantageuse, et les Français établirent le leur à un mille de distance.

Louis XII ayant reconnu la position des Vénitiens, et jugeant trop dangereux de les y attaquer, après être resté un jour en présence, tourna le lendemain au midi, et descendit le fleuve vers Rivolta, dont il s'empara. Après y avoir passé un jour, il brûla ce village, et continua, le jour suivant, sa route pour se rendre à Pandino ou à Vaila, et séparer ainsi l'armée vénitienne des magasins qu'elle avait à Crême et à Crémone. Pendant que le roi suivait le chemin tortueux des bords de l'Adda, les Vénitiens pouvaient, en suivant la corde de l'arc que décrivait Louis XII, arriver par un chemin plus

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 424. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 205.

court à une seconde position plus rapprochée de Crême, et aussi bonne que celle qu'ils occupaient. Pitigliano, pour faire ce trajet, ne voulait partir que le lendemain : Alviano insista pour qu'on se mit aussitôt en route, et qu'on devançât l'ennemi. En effet l'ordre de partir fut donné ; les hautes broussailles dont le pays est couvert, dérobaient entièrement l'armée vénitienne, qui suivait le chemin à droite, à la vue des Français, qui suivaient le chemin à gauche ; et sa ligne étant plus directe, elle se trouva bientôt avoir gagné les devânts. Mais dans cette endroit justement, les deux chemins se rapprochaient ; et d'Alviano qui commandait l'arrière-garde, eut connaissance de Charles d'Amboise et de Jean-Jacques Trivulzio, qui commandaient l'avant-garde française, et qui se trouvaient très près de lui[1].

L'on comptait dans l'armée de Louis XII, deux mille lances, mille Suisses et douze mille fantassins gascons ou italiens, avec un beau parc d'artillerie[2]. L'avant-garde d'Amboise était composée de cinq cents lances et des Suisses ; à l'arrière-garde d'Alviano on comptait huit cents hommes d'armes, et la fleur de l'infanterie italienne. Le combat entre ces deux divisions n'était point inégal : mais la marche des autres corps éloignait toujours plus Pitigliano d'Alviano, tandis qu'elle rapprochait Louis XII de Charles d'Amboise. D'Alviano ne pouvant éviter la bataille, envoya dire en hâte à son collègue, qu'il était engagé, et le pressa en même temps d'arrêter sa colonne, et de marcher à son secours. Pitigliano dès le commencement de la campagne avait eu à lutter contre l'impétuosité d'Alviano ; il l'avait toujours vu chercher des dangers qu'il croyait de son devoir d'éviter. Il crut que dans cette occasion ce capitaine voulait le forcer malgré lui à com-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 425. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VII, p. 168. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* L. XI, p. 318. — [2] Mémoires du chev. Bayard. Ch. XXIX, T. XV, p. 69.

battre; et il lui fit dire de continuer sa retraite en bon ordre, puisque la volonté du sénat était d'éviter une bataille [1].

D'Alviano cependant s'était disposé pour le combat. Il avait placé ses fantassins avec six pièces d'artillerie sur une digue destinée à contenir un torrent, qui dans ce moment était à sec, et il avait attaqué avec vigueur la cavalerie française dans un terrain embarrassé par des vignes, où elle ne pouvait faire ses évolutions avec liberté. D'Alviano profita de cet avantage, la repoussa, et la poursuivit jusque dans un lieu plus ouvert. En même temps le roi arrivait avec le corps de bataille; et l'arrière-garde d'Alviano, qui avait déjà remporté un succès glorieux, se trouvait avoir affaire avec toute l'armée. La bravoure du général s'était communiquée aux soldats, et l'avantage qu'ils avaient déjà obtenu soutenait leur ardeur, en sorte qu'ils continuèrent le combat durant trois heures avec la plus grande vaillance. Une forte pluie survenue pendant la bataille, rendait le terrain glissant pour les fantassins; l'espérance de voir arriver Pitigliano, sur le secours duquel on avait compté, s'évanouissait; mais l'infanterie italienne des Brisighella, qu'on distinguait à ses casaques mi-partie blanches et rouges, se rendit digne de sa nouvelle réputation : encore qu'elle fût forcée à se replier jusque dans une plaine ouverte, et qu'elle s'y trouvât exposée aux attaques de la cavalerie, elle ne rompit jamais ses rangs. Entourés, pressés, accablés, ces fantassins romagnols se firent presque tous tuer, après avoir vendu chèrement leur vie. Ils avaient reçu de Naldo de Brisighella dans le Val de Lamone, leur nom et leur organisation; et toute l'infanterie soldée des Vénitiens avait ensuite adopté leurs couleurs et leur ordonnance. Cette infanterie laissa six mille morts sur le champ de bataille; c'était à peu près le double de ce qu'avaient perdu les Français : la gendarmerie

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. VIII, p. 425. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 318.

vénitienne ne souffrit pas beaucoup; mais Barthélemi d'Alviano, blessé au visage, fut fait prisonnier, et conduit au pavillon du roi. Vingt pièces d'artillerie tombèrent entre les mains des Français; le reste de l'armée vénitienne continua sa retraite sans être poursuivi [1].

Cette bataille diversement nommée de Vaila ou d'Aignadel dans la Ghiara d'Adda, fut livrée le 14 mai 1509. Avec elle commença un nouveau système de guerre, signalé par plus de férocité dans les combats, et des déroutes plus meurtrières. Depuis quinze ans les ultramontains avaient porté leurs armes en Italie; cependant on n'avait point vu encore un champ de bataille couvert de tant de morts; on n'avait point vu non plus l'infanterie prendre une part aussi importante à l'action. Mais plus les guerres se prolongent, plus elles deviennent nationales; plus les souffrances des vaincus deviennent intolérables, et plus chacun sent qu'il vaut mieux se défendre à outrance, que de se laisser opprimer sans combat. Le moment arrive enfin où les peuples engagent dans la lutte la totalité de leurs forces, et où la victoire ne semble plus pouvoir être obtenue que par l'extermination des vaincus: plus les agresseurs ont augmenté leur nombre et leurs moyens d'attaque, plus leur consommation est ruineuse, et leur joug insupportable. La résistance s'accroît avec l'oppression. Après des batailles meurtrières la même férocité est portée dans le siége des villes, et dans le traitement des pays conquis. A dater de cette première bataille, chaque année fut marquée par plus de fureur, et par une plus grande effusion de sang, jusqu'au moment où un épuisement universel força enfin les nations et leurs chefs à faire la paix, parce que la génération

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 425. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VII, p. 170. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IX, p. 206. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 318. — *J. Marianæ de rebus Hisp.* L. XXIX, c. XIX, p. 287. — *P. Bizarri Hist. Genuens.* L. XVIII, p. 426. — Mémoires du chevalier Bayard. T. XV, ch. XXIX, p. 71. — *Arn. Ferroni.* T. IV, p. 68.

propre aux armes était presque absolument détruite, et qu'on ne pouvait point recruter les armées avec des vieillards et des enfants.

Louis XII poursuivit sa victoire avec une rapidité qui fit plus d'honneur encore à son talent militaire que les dispositions qu'il avait faites pour le combat. Dès le lendemain, il se présenta devant Caravaggio qui ouvrit aussitôt ses portes, et la forteresse attaquée avec de l'artillerie capitula le jour d'après. Le 17, la ville de Bergame lui envoya ses clefs, et il la fit occuper par cinquante lances et mille fantassins; la citadelle tint à peine deux ou trois jours. A chaque capitulation, Louis XII exigeait toujours que les gentilshommes vénitiens qui se trouvaient dans les villes demeurassent ses prisonniers. Il voulait les forcer à payer des rançons assez grosses pour ruiner leurs familles et les mettre dans l'impossibilité de soulager, par leurs fortunes privées, les finances de la république. Cependant il s'approchait de Brescia pour suivre l'armée vénitienne qui s'était retirée vers cette ville, et qui était déjà fort diminuée par la désertion. Les deux provéditeurs, George Cornaro et André Gritti, avaient supplié vainement les Bressans de les admettre dans leurs murs; le comte Jean-François de Gambara, chef de la faction gibeline, au moment où il avait été instruit de la déroute de Vaila, s'était emparé des portes avec ses partisans; il en avait refusé l'entrée aux troupes vénitiennes, et le 24 mai il les livra aux Français. Pitigliano ne se trouvant plus en sûreté auprès d'une ville révoltée, se retira à Peschiéra avec les restes de son armée [1].

Les calamités se succédaient pour les Vénitiens avec une rapidité si effrayante, que ni le sénat, dont on avait souvent vanté la constance et la fermeté, ni le peuple, dont on attendait du patriotisme, ne trouvaient en eux-mêmes assez de force

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 427. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VIII, p. 173. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 207. — *Fr. Belcarii Comment.* L. XI, p. 319.

pour y résister. Des efforts prodigieux avaient été faits avant l'ouverture de la campagne pour rassembler de l'argent; la république, dans ce but, avait eu recours à des expédients contraires à tous ses usages; elle avait emprunté de toutes mains, elle avait obtenu des dons patriotiques de tous les nobles et de toutes les villes sujettes; elle avait retranché à tous les fonctionnaires publics la moitié de leur traitement [1], et déjà tous ces trésors étaient dissipés; l'armée qu'on avait rassemblée à si grands frais était détruite ou dispersée. Il ne s'agissait pas seulement de la rétablir, il fallait encore s'occuper de la flotte, puisque les Français en armaient une à Gênes qui ne tarderait pas à infester les rivages de l'Adriatique. Le sénat ordonna en effet l'équipement de cinquante galères sous les ordres d'Ange Trévisani, et en même temps il envoya, dans toutes ses possessions maritimes, l'ordre de transporter à Venise tout le blé dont on pourrait disposer, afin de mettre la capitale tout au moins en état de soutenir un long siége [2].

Immédiatement après la soumission de Brescia, Crême avait ouvert ses portes au roi, à l'instigation de Soncino Benzoni, descendant des anciens tyrans de cette ville. Crémone avait aussi capitulé, de même que la forteresse de Pizzighettone. La citadelle de Crémone continuait seule à se défendre, parce que Louis XII avait exigé que tous les gentilshommes vénitiens qui s'y trouvaient demeurassent ses prisonniers, et que Zacharie Contarini, dont on connaissait les immenses richesses, s'y était renfermé avec plusieurs autres seigneurs que les Français voulaient ruiner par des rançons exorbitantes. Le comte de Pitigliano avait de nouveau abandonné Peschiéra pour se replier sur Vérone; mais il avait laissé à la garde de cette forteresse André de Riva et son fils, gentilshommes vénitiens, avec quatre cents fantassins; il se flattait que ceux-ci, profi-

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VII, p. 162. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. VIII, p. 418. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. VIII, p. 175. — *Fr. Belcarii.* Lib. XI, p. 320.

tant de la force de la place et des avantages de sa situation, arrêteraient assez longtemps les Français pour lui donner à lui-même le temps de réorganiser son armée.

L'événement ne répondit point aux espérances de Pitigliano: à peine l'artillerie avait-elle fait une brèche étroite dans les murailles de Peschiéra, que les Suisses et les Gascons s'y précipitèrent, et emportèrent la place d'assaut; la garnison fut toute passée au fil de l'épée, et Louis XII fit pendre le commandant André de Riva avec son fils, sans autre motif que d'inspirer de la terreur à ceux qui tentaient de se défendre. De même il avait fait pendre, peu de jours auparavant, les braves gens qui défendaient Caravaggio. Les hommes faibles sont presque toujours cruels, et les rois qui suivent les armées sans être généraux, y sont encore plus disposés que d'autres, parce qu'ils regardent toute résistance à leur volonté comme une offense personnelle qui les dispense des lois de la guerre[1].

Quinze jours s'étaient à peine écoulés depuis la victoire de Vaila, et Louis XII avait déjà conquis toute la partie du territoire vénitien que le traité de Cambrai lui assignait en partage; la seule citadelle de Crémone qui résistait encore ne tint pas plus de quinze jours. Les provinces dont il s'était emparé augmentaient de deux cent mille ducats les revenus royaux du duché de Milan. Les autres alliés, qui avaient osé à peine laisser éclater leur inimitié tant que Venise conservait toute sa puissance, attaquèrent de toutes parts les frontières vénitiennes dès qu'ils furent informés de la déroute de Vaila. Le pape avait donné le commandement de son armée à son neveu François-Marie de La Rovère, qui avait succédé l'année précédente, dans le duché d'Urbin, à Guid' Ubaldo de Montéfel-

[1] Mémoires du chev. Bayard. Ch. XXX, T. XV, p. 73. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 49. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 319. — *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 429. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 207.

tro, son père adoptif. Cette armée était forte de quatre cents hommes d'armes, quatre cents chevau-légers et huit mille fantassins, et peu après elle fut encore renforcée par trois mille Suisses qu'avait soldés le pontife. Après avoir ravagé le territoire de Cervia, elle prit Solarolo, entre Faenza et Imola, et vint attaquer Brisighella, chef-lieu de la province belliqueuse du Val de Lamone. Jean-Paul Manfrone était chargé de défendre cette forteresse avec huit cents fantassins et quelques chevaux. Il avait tenté une sortie sans connaître bien la force des assaillants; mais il fut repoussé si vigoureusement, que les ennemis entrèrent dans l'enceinte pêle-mêle avec les fuyards. Leur férocité ne le céda point à celle des ultramontains, et tous les malheureux habitants de Brisighella furent passés au fil de l'épée [1].

L'armé pontificale se rapprocha ensuite de Ravenne, mais elle fut arrêtée dix jours par le château de Russi, entre cette ville et Faenza. Giovanni Gréco, commandant des Stradiotes vénitiens, fut fait prisonnier par Jean Vitelli; Russi se rendit, et quoique les généraux pontificaux manquassent de talent ou d'accord, les troupes vénitiennes en Romagne étaient en si petit nombre, le découragement et la terreur étaient si grands, que Faenza, Rimini, Ravenne et Cervia capitulèrent et promirent d'ouvrir leurs portes si elles n'étaient pas secourues avant un temps limité [2].

Alfonse d'Este, duc de Ferrare, était aussi entré dans la ligue de Cambrai; et le 19 avril il avait été nommé par le pape gonfalonier de l'église romaine. Cependant il avait attendu la déroute de Vaila pour commencer les hostilités. Alors il congédia le vidôme qui rendait à Ferrare justice aux Vénitiens; il rappela son ambassadeur, et il envoya, le 19 mai,

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 427. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VII, p. 164. — *Fr. Belcarii Comm.* L. XI, p. 320. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 429. — *Petri Bembi.* L. VIII, p. 167. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 207. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 320.

trente-deux pièces de canon au camp de l'église, qui attaquait la citadelle de Ravenne. Le 30 du même mois il entra en campagne, et il s'empara sans résistance du Polésin-de-Rovigo, d'Este, Montagnana et Monselice, ancien patrimoine de sa maison [1].

Le marquis de Mantoue ne fut pas moins empressé à profiter de la déroute de ses anciens voisins : il s'empara d'Asola et de Lunato, que Philippe-Marie Visconti avait conquis sur son bisaïeul, et qui avaient ensuite passé à la république. Peschiéra aurait dû aussi lui tomber en partage; mais cette ville convenait trop au roi de France, pour que le marquis osât la lui refuser. Il se contenta de la promesse d'une compensation qu'on lui donnerait ailleurs [2].

L'ambassadeur d'Espagne, qui était resté à Venise jusqu'après la déroute de Vaila, et qui n'avait cessé de protester de l'amitié de son maître, prit aussi ce moment pour demander son audience de congé. Ferdinand avait envoyé à Naples deux mille fantassins espagnols, qui, joints à trois mille fantassins napolitains, s'étaient approchés de Trani, à la fin de mai, pour en faire le siége. Une flotte française était venue joindre la flotte sicilienne, et s'était présentée devant le port de la même ville; toutefois, à la persuasion de Fabrice Colonna, le vice-roi de Naples avait procédé avec beaucoup de lenteur à cette expédition. Les Vénitiens, qui songeaient déjà à détacher Ferdinand de la ligue formée contre eux, prirent cette occasion pour lui offrir la restitution de tout ce qu'ils possédaient dans le royaume de Naples; et ils rappelèrent tous leurs commandants, et leur ordonnèrent, en évacuant leurs villes, de les consigner aux Espagnols [3].

[1] *Muratori Annali d'Italia.* T. X, p. 47. — *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 430. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 320. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. VIII, p. 434. — [3] *Jo. Marianæ de rebus Hispaniæ.* L. XXIX, c. XIX, p. 287. — *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 433. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VIII, p. 175.

Pendant ce temps, l'armée de Maximilien ne se montrait encore nulle part; mais ses vassaux et les gouverneurs de ses provinces limitrophes profitaient de la terreur où tout l'état de Venise était plongé, pour attaquer la république de plusieurs côtés à la fois. En Istrie, Christophe Frangipani s'empara de Pisino et de Duino; le duc de Brunswick entra dans le Friuli avec deux mille hommes, et y prit Feltre et Bellune. En même temps Trieste, Fiume et les autres villes conquises au commencement de l'année précédente, relevèrent les drapeaux de la maison d'Autriche; le comte de Lodrone soumit quelques châteaux dans le voisinage du lac de Garda; l'évêque de Trente enfin s'empara de Riva-di-Trento et d'Agresto [1]. La république entière semblait tomber en dissolution; et dans l'intérieur même des murs de Venise, le sénat ne se regardait point comme assuré, soit de cette multitude infinie d'étrangers que le commerce y avait attirés, soit de ces plébéiens que la constitution avait exclus de toute part au gouvernement, et qui réclamaient contre une usurpation que la prospérité, symptôme extérieur de la sagesse des conseils, ne légitimait plus [2].

La désertion avait réduit à un état déplorable l'armée vénitienne. Abandonnant toute la terre ferme, s'écartant de toutes les villes qui successivement avaient refusé de la recevoir, elle s'était réfugiée à Mestre sur le bord de la Lagune, et elle n'y conservait plus ni discipline, ni obéissance à ses supérieurs. Le sénat n'épargna ni son activité ni ses trésors pour former une nouvelle armée : il envoya offrir à Prosper Colonna, qui se trouvait alors sur les frontières du royaume de Naples, le commandement de toutes ses troupes, et un traitement annuel de soixante mille ducats, pourvu que Colonna amenât sans retard à la république douze cents chevaux [3].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 430. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 321. — [2] *Fr. Guicciardini* L. VIII, p. 430. — [3] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VIII, p. 175.

Les garnisons retirées des villes de Romagne et de l'Adriatique, les troupes légères engagées en Grèce et en Illyrie, auraient suffi pour réparer les pertes de l'armée : mais la conséquence la plus funeste d'une déroute n'est pas la mort de quelques milliers d'hommes, c'est la destruction de la confiance et de la fidélité du soldat.

Dans ce désastre universel, les Vénitiens ne songèrent pas même à fléchir le roi de France : la mauvaise foi avec laquelle il avait dissimulé son ressentiment, la perfidie de ses complots contre eux au temps même où ils combattaient pour lui, l'acharnement qu'il mettait à poursuivre ses succès, et sa cruauté envers les prisonniers et les vaincus, inspiraient pour lui un invincible éloignement. Il n'y avait aucun autre ennemi avec lequel les Vénitiens ne désirassent se réconcilier plutôt qu'avec lui, il n'y en avait aucun à qui ils ne préférassent céder les places de guerre qu'ils n'espéraient plus défendre. Déjà ils avaient remis à Ferdinand toutes les villes de Pouille auxquelles ce monarque prétendait : ils essayèrent de satisfaire par les mêmes moyens l'ambition du pape et de l'empereur, pour les détacher ainsi de la France. Ils avaient à plusieurs reprises tenté d'envoyer des députés en Allemagne ; mais l'évêque de Trente leur avait refusé l'entrée du pays, parce qu'ils étaient excommuniés. Enfin Antonio Giustiniani, élu ambassadeur auprès de Maximilien, put parvenir à sa cour : il lui demanda grâce avec une humilité, avec un abaissement de la république, qui devaient inspirer le mépris plutôt que la pitié, si la pédanterie même de sa harangue latine, qui nous a été conservée, n'avait pas averti que, selon l'usage des rhéteurs, Giustiniani exagérait les sentiments qu'il était chargé d'exprimer, et ne savait leur donner aucune mesure [1].

[1] Guicciardini annonce expressément qu'il a traduit cette harangue mot pour mot du texte latin ; et ce texte a été publié ensuite en 1613, par Goldast, *Politica imperialis*, p. 977. Cependant les Vénitiens ont prétendu qu'elle était l'ouvrage de Guicciardini. Ils

Mais l'instruction dont cet orateur était chargé était plus explicite encore que sa harangue. Il déclara à l'empereur que la république était prête à lui remettre tous ses états de terre ferme, qu'elle avait retiré ses garnisons de toutes les terres de l'empire, qu'elle les consignerait aux officiers de Maximilien dès que ceux-ci se présenteraient pour les recevoir. Tant de soumission et d'humilité demeurèrent sans effet; le roi des Romains ne voulut entendre à aucun traité sans la participation du roi de France.

En même temps, le sénat avait aussi envoyé en Romagne un secrétaire d'état, avec ordre de consigner au pape la citadelle de Ravenne, et tout ce qui restait encore dans cette province sous les ordres de Venise, ne se réservant que l'artillerie des places de guerre, et la liberté de tous les prisonniers faits par l'armée pontificale. Les cardinaux vénitiens supplièrent ensuite le pape d'accorder l'absolution à leur patrie, en raison de ce que, conformément à son monitoire, elle lui avait obéi avant l'expiration des vingt-quatre jours qu'il lui avait assignés. Mais le pape déclara que cette obéissance, au lieu d'être complète, avait été conditionnelle; que de plus la république n'avait point rendu les fruits perçus pendant son usurpation, et qu'ainsi il ne pouvait l'absoudre [1]. Cependant le pontife soupçonneux commençait à être effrayé de la prépondérance que les ultramontains acquéraient en Italie: son orgueil était flatté de la soumission d'une république que tous ses prédécesseurs avaient redoutée; et lorsqu'on lui annonça qu'une ambassade composée de six membres les plus distingués du sénat s'offrait à venir à Rome lui demander grâce, il ne résista pas davantage, et en dépit des remontrances de Louis

s'en sont plaints avec amertume; et cette controverse littéraire et politique a été soutenue des deux parts avec bien plus d'aigreur qu'elle n'a d'importance réelle. *Voyez* Histoire de la Ligue de Cambrai. L. I, p. 138-160. — *Guicciardini*. L. VIII, p. 431. —

[1] *Fr. Guicciardini*. L. VIII, p. 433. — *Fr. Belcarii*. L. XI, p. 321.

et de Maximilien, il promit qu'à l'arrivée de ces ambassadeurs, il leverait l'excommunication et l'interdit [1].

Pendant ce temps, les villes vénitiennes de terre ferme n'étaient plus défendues par aucune garnison ; et comme elles voyaient sur leurs frontières l'armée formidable des Français, elles se disposaient à lui ouvrir leur portes. Dès que les Véronais apprirent la prise de Peschiéra, ils envoyèrent des députés à Louis XII pour lui remettre les clefs de leur ville ; mais le roi de France les refusa, et les renvoya aux ambassadeurs de Maximilien, qui étaient auprès de lui. Le roi n'avait point intention de pousser plus loin ses conquêtes ; ses finances étaient déjà probablement épuisées, et il était impatient de licencier son armée et de retourner en France. La citadelle de Crémone venait de se rendre à lui ; la guerre pour ce qui le regardait était terminée : il n'avait plus rien à prétendre, et les Vénitiens ne paraissaient nullement en état de résister à ceux qui voulaient achever le partage de leurs provinces.

Avant de quitter l'Italie, Louis XII désirait cependant voir Maximilien. Le cardinal d'Amboise alla le trouver, le 13 juin, à Trente, et convint avec lui que les deux monarque auraient une entrevue à Garda, sur les confins des deux territoires qu'ils venaient d'acquérir. Louis XII partit pour s'y trouver au jour fixé ; Maximilien de son côté s'avança jusqu'à Riva-di-Garda ; mais, soit qu'il se trouvât trop mal accompagné pour sa sûreté ou pour sa dignité, soit qu'il eût quelque autre raison dont il faisait mystère, comme de tous les motifs de sa conduite, il repartit de Riva après y être resté seulement deux heures, déclarant qu'il était rappelé par les nouvelles qu'il recevait du Friuli. Il envoya au roi le nouvel évêque de Gurck, Mathieu Langen, son secrétaire, pour le prier de

[1] *Fr. Guicciardini*. L. VIII, p. 434. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VIII, p. 178-181. — *Fr. Belcarii*. L. XI, p. 322. — *Ann. eccles. Raynald.* 1509, § 14, p. 68.

l'attendre à Crémone. Louis XII, de son côté, blessé sans doute de se manque d'égards, et sachant combien peu de foi on pouvait accorder aux promesses de Maximilien, repartit pour Milan, et peu de jours après retourna en France[1].

Maximilien s'était conduit dans cette guerre comme dans toutes les précédentes. Après le traité de Cambrai, il avait séjourné quelque temps en Flandre pour obtenir des subsides de ses peuples; mais il ne les avait pas plus tôt reçus, qu'il les avait tous dissipés. Le pape désirait presser l'expédition de l'empereur pour que l'armée des Français ne se trouvât pas seule en Italie, et ne se sentît pas maîtresse de tout le pays; il avait dans ce but accordé cent mille ducats à Maximilien, à prendre sur le fonds de réserve de la croisade, qui avait été levé en Allemagne, mais qui ne pouvait être employé à des usages profanes sans l'autorité pontificale. Peu après, il lui avait encore envoyé Constantin Cominatès, avec cinquante mille ducats; Louis XII lui avait payé cent mille ducats pour la seconde investiture du duché de Milan, qu'il venait de recevoir; les états héréditaires de l'Autriche et ceux de l'empire lui avaient accordé des subsides. Mais tant de fonds amassés pour la guerre étaient déjà dépensés, sans qu'il eût réussi à assembler nulle part une armée impériale[2].

Maximilien annonçait que sa reconciliation avec Louis XII, était sans réserve. A son passage à Spire, il avait brûlé un livre où l'on avait enregistré toutes les injures que l'empire avait reçues des Français; et il avait déclaré qu'il ne voulait plus en conserver aucune mémoire. Il avait écrit de Trente à Louis XII, pour le remercier de lui avoir fait recouvrer toutes les terres que les Vénitiens avaient usurpées sur lui et ses an-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 436. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 322. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. XXX, p. 75. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 50. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 436. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 322.

cètres. Il était convenu, le 13 juin, avec le cardinal d'Amboise, que le roi lui prêterait cinq cents lances françaises pour terminer la guerre[1], et cependant rien ne s'effectuait encore : il ne se trouvait pas même à portée d'accepter les capitulations des villes de l'état vénitien, qui demandaient à se rendre.

Enfin, l'évêque de Trente se présenta en Lombardie, avec un petit corps de troupes allemandes; et ce fut lui qui reçut la soumission de Vérone et de Vicence. Le 4 juin, Léonard Trissino, émigré vicentin, se présenta aussi devant Padoue, avec trois cents fantassins allemands seulement et un héraut d'armes de l'empereur. Les portes de la ville lui furent aussitôt ouvertes.

Trévise avait à son tour envoyé des députés pour se soumettre à Maximilien; mais lorsque le peuple de cette ville vit le même Trissino se présenter devant les portes, sans forces, sans armes, sans aucune décoration qui pût servir de garantie de la protection impériale, il ne dissimula point son regret d'échanger la domination d'un sénat italien contre celle des Allemands. Un cordonnier, nommé Marc Caligaro, reproduisit aux yeux de la populace le drapeau de la république, et amassa ses concitoyens au cri de *vive saint Marc!* Les nobles, qui pour sauver leurs biens s'étaient empressés de se rendre, virent leurs palais livrés au pillage. Léonard Trissino et sa petite escorte allemande furent chassés : sept cents fantassins italiens furent appelés du camp de Mestre, et introduits dans la ville; et ce premier événement heureux, après tant de désastres, releva le courage des Vénitiens, comme s'il présageait un meilleur avenir. La ville qui la première, dans les états de terre ferme, s'attachait au sort de la république, lorsque le sénat regardait le continent entier comme perdu, fut accueillie de nouveau avec un transport de

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 436.

reconnaissance. La seigneurie accorda aux habitants de Trévise une exemption d'impôts pour quinze années. Les rôles des contribuables furent brûlés sur la place publique; et le camp vénitien, qui jusqu'alors n'avait cessé de reculer, se porta de nouveau en avant, pour prendre une forte position entre Marghéra et Mestre[1].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 435. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 322. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VIII. p. 180. — *Muratori Annali d'Italia.* T. X, p. 46.

CHAPITRE XI.

Les Vénitiens reprennent et défendent Padoue ; leur guerre dans le Ferrarais, et leur déroute à la Polisella. Jules II les relève de la sentence d'excommunication. Campagne du prince d'Anhalt dans l'état de Venise, et ses cruautés.

1509-1510.

Dans la détresse où s'était trouvé le sénat vénitien après la déroute de Vaila, il avait pris le parti d'abandonner toutes ses possessions de terre ferme, d'ouvrir toutes ses portes aux ennemis, de rappeler toutes ses garnisons, de délier tous ses sujets de leur serment de fidélité, de renoncer enfin en un instant à ce qui avait été pendant des siècles l'objet de sa politique, et de se réduire lui-même plus bas que n'aurait pu le faire, après de longs combats, l'obstination de sa mauvaise fortune. Une résolution aussi extraordinaire a tour à tour été considérée comme la preuve d'une étrange pusillanimité dans ce sénat illustre, ou comme celle d'une profonde politique. Ceux qui lui virent regagner ensuite si péniblement, au prix de tant d'argent et de tant de sang, ce qu'il avait abandonné dans une heure, se sentirent disposés à l'accuser d'une faiblesse honteuse. Ceux au contraire qui remarquèrent que par

cet abandon, qui mettait le comble à sa mauvaise fortune, la république y avait aussi mis un terme, et que dès lors elle n'avait pas cessé d'être secondée par les circonstances, se sont plu à croire que le sénat avait prévu ces circonstances, et qu'il avait calculé d'avance tout ce qu'il pouvait y avoir d'avantageux dans l'acte éclatant par lequel il se soumettait au sort. La seigneurie, intéressée à persuader au peuple que dans aucun temps elle ne s'était départie de cette prudence sur laquelle elle fondait son meilleur droit à l'empire, s'est vantée d'avoir conjuré l'orage par son habileté; et tous les historiens vénitiens lui ont attribué à cette occasion même le mérite de la plus profonde prévoyance.

Il faut convenir cependant que toutes les circonstances de cet événement portent l'empreinte d'une très grande et très juste terreur. Toutes les ressources manquaient à la fois : l'armée était absolument désorganisée, et les sacrifices inouïs par lesquels on y amenait des recrues ne compensaient pas les pertes journalières qu'elle faisait par la désertion. Le général comte de Pitigliano, de même que son collègue, Barthélemi d'Alviano, alors prisonnier, étaient tous deux vassaux de Ferdinand-le-Catholique. Avant la bataille, ils n'avaient point obéi à ses sommations de quitter le service de ses ennemis [1]. Mais l'on pouvait craindre qu'ils ne fussent accessibles à des négociations nouvelles, lorsque toute espérance raisonnable de succès dans la résistance leur serait ôtée. Les villes, ébranlées par la crainte du pillage et de la férocité des ultramontains, ne montraient nulle part la résolution de soutenir un siége pour demeurer fidèles à la république. A l'approche d'une révolution, leurs anciennes factions se réveillaient, et les Guelfes ou les Gibelins avaient tour à tour l'espérance d'être protégés par le vainqueur. Les gentils-

[1] *Jo. Marianæ de rebus Hispaniæ.* L. XXIX, c. XIX, p. 287.

hommes vénitiens, chargés du commandement des places, voyaient devant eux une captivité inévitable, à laquelle la ruine de leurs familles était attachée par les rançons exorbitantes que le roi de France exigeait d'eux. Tout paraissait perdu, tout paraissait sans espoir; et il est bien probable que l'abattement seul détermina le plus grand nombre des sénateurs à plier devant un orage qu'ils jugeaient irrésistible.

Mais si, au contraire, les plus habiles politiques, parmi les *pregadi*, avaient calculé les conséquences de leur soumission, le résultat ne trompa point leur attente. Plus d'un état a été bouleversé par l'erreur funeste des peuples qui ont espéré que leur sort serait amélioré par l'invasion des étrangers. La fatigue des maux présents, l'illusion sur un nouvel avenir, ont souvent engagé les villes à ouvrir leurs portes à de prétendus libérateurs. Il est bon que le peuple sache que l'ennemi est toujours l'ennemi. Si ce peuple a des vertus, il corrigera lui-même les vices de son gouvernement; s'il n'en a point, qu'il les souffre en patience, car ce n'est pas l'ennemi qui lui apportera une réforme. Dès que celui-ci sera entré dans les villes, dès qu'il aura pris possession des provinces, il ne tarda pas à montrer combien son joug est plus rude et plus honteux que celui des compatriotes. Alors les traîtres qui l'avaient appelé, et qui se paraient auparavant d'un amour hypocrite pour le peuple, perdent tout leur crédit auprès de leurs partisans, et ne sont plus qu'un objet d'horreur et de mépris pour leurs concitoyens. De tous les avantages que le sénat de Venise avait pu se promettre de l'abandon rapide de toutes ses places, ce fut celui qu'il recueillit le plus tôt. Il ne s'était pas passé six semaines depuis que les troupes françaises et allemandes étaient entrées dans les villes vénitiennes, et déjà les chefs de parti qui les avaient livrées n'osaient plus soutenir les regards de leurs compatriotes.

Cependant, si les Vénitiens avaient voulu continuer une

inutile résistance, le crime d'avoir appelé les ennemis, qui n'était attribué qu'à quelques individus, aurait été celui de tous les habitants. De Bergame jusqu'à Padoue toutes les villes se seraient rendues coupables de révolte, pour éviter les horreurs d'un siége; toutes se seraient ensuite trouvées engagées par leur rébellion, et elles auraient mis de l'obstination à défendre leurs nouveaux possesseurs, pour éviter la vengeance de leurs anciens maîtres. Le sénat, en les déliant de leur serment de fidélité, leur permit à toutes de céder sans remords aux circonstances, et d'envisager l'avenir sans crainte. Il se déchargea lui-même de tout l'odieux de la guerre; il ne leur avait encore demandé aucun sacrifice douloureux : il cherchait encore à les sauver, au moment même où il se séparait d'elles; et il laissait sur le compte des ennemis toutes les vexations inséparables des siéges et des occupations hostiles.

Au dehors cette politique avait un égal succès, soit avec les ennemis, soit avec les puissances neutres. La coalition de tous contre un seul, toutes les fois qu'elle est offensive, est toujours imprudente et impolitique. Le moment vient où chaque puissance éprouve à son tour le danger d'avoir renversé la balance des états. Chacune d'ailleurs, en commençant à exécuter ses projets, voit naître des difficultés et des obstacles qu'elle n'avait point prévus d'avance; et le partage des dépouilles du faible devient la première source de division entre les forts. Tant que Venise retenait une partie des provinces que le traité de Cambrai devait lui enlever, toute discussion sur les nouveaux arrangements était ajournée; et la ligue, n'étant occupée que de vaincre, ne pouvait encore se diviser. Mais les armées vénitiennes, en évacuant toute la terre ferme, mirent les alliés à même d'exécuter immédiatement le traité de Cambrai, et permirent l'entier développement de toutes les jalousies et de toutes les craintes aux-

quelles il devait donner naissance. Le sénat cependant avait le bonheur d'avoir dans les Lagunes une retraite inexpugnable, où le siége du gouvernement, le trésor, l'armée et la flotte pouvaient demeurer en sûreté, et attendre que les vexations des ennemis eussent donné de nouveaux alliés à la bonne cause.

Tandis que Maximilien, qui n'avait rien exécuté, qui n'avait accompli aucune de ses promesses, proposait de poursuivre plus loin encore des succès qui n'étaient pas les siens; de prendre la ville même de Venise, de la partager en quatre juridictions, d'élever dans chacune une citadelle, et d'en remettre la garde à chacune des puissances alliées [1]; Ferdinand-le-Catholique, content d'avoir regagné ses ports de mer, commençait déjà à faire des vœux pour le rétablissement de la puissance vénitienne; Louis XII, qui avait conquis tout ce que le traité de Cambrai lui assignait en partage, et qui ne poussait pas plus loin ses prétentions, avait licencié sa redoutable armée, et s'en retournait en France; Jules II enfin se reprochait d'avoir contribué à écraser la gardienne des portes de l'Italie, et d'avoir introduit les barbares jusqu'au sein de ce beau pays. Les puissances neutres tremblaient de la prépondérance funeste obtenue par les états co-partageants; et celles même que leur faiblesse et leur crainte avaient fait concourir à l'association faisaient des vœux pour la voir bientôt dissoute.

André Foscolo, ambassadeur de la seigneurie à Constantinople, écrivit au sénat que le sultan Bajazeth II lui avait témoigné la douleur avec laquelle il avait appris les désastres de la république, et son regret que les Vénitiens n'eussent pas recouru à lui, quand ils se voyaient menacés par une ligue si puissante; assurant qu'il était prêt à les assister de

[1] *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXIX, c. XIX, p. 288. — *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 431.

ses forces de terre et de mer, comme un bon voisin et un fidèle allié. Cette nouvelle arriva à Venise presque en même temps que les premières lettres des ambassadeurs envoyés à Rome, qui faisaient connaître l'orgueil extrême avec lequel Jules II les avait reçus, et ses prétentions insultantes. Il avait demandé que la république abandonnât à Maximilien tous ses états de terre ferme; qu'elle renonçât à la souveraineté du golfe Adriatique; qu'elle se départît de toutes ses immunités ecclésiastiques, et qu'elle reconnût humblement avoir péché contre le saint-siége. Laurent Lorédano, fils du doge, proposa à la seigneurie de demander immédiatement les secours du sultan contre ce Jules, bien moins pape que bourreau des chrétiens : mais les sénateurs, plus sages, qui connaissaient le caractère de Jules II, jugèrent qu'il fallait accorder quelque chose à sa hauteur et à son emportement, et que, pourvu qu'on ne rompît point les négociations avec lui, on l'amenerait bientôt à embrasser avec chaleur les intérêts de cette même république qu'il semblait encore persécuter[1].

Maximilien était toujours sur les frontières de l'Italie, et il continuait à se transporter rapidement d'un lieu dans un autre, sans que ceux qu'il admettait à sa familiarité la plus intime connussent jamais ses motifs. Par ce profond secret, il croyait mériter la réputation de grand politique, de même que, par son activité continuelle, il prétendait à celle de grand capitaine. Cependant, l'armée qu'il aurait dû rassembler ne se trouvait encore en aucun lieu; et les villes qui s'étaient livrées à lui n'avaient pas même une garnison suffisante pour un temps de paix. Léonard Trissino, avec trois cents fantassins allemands, et Brunoro de Sérégo, avec cinquante cavaliers, occupaient seuls Padoue, quoique cette

[1] *Petri Bembi. Hist. Ven.* L. VIII, p. 185.

ville, la plus rapprochée de Venise, fût aussi la plus exposée. Les gentilshommes de Padoue avaient presque tous embrassé le parti de l'empereur, et ils s'étaient partagé entre eux les palais et les domaines que les Vénitiens possédaient dans leur territoire[1]. En se déclarant pour l'empereur, ils avaient espéré qu'ils obtiendraient des distinctions à sa cour, et qu'avec son appui ils établiraient le régime féodal dans les belles plaines de la Lombardie. Ils étaient impatients de faire rentrer les bourgeois et les paysans de Padoue dans cet état de soumission abjecte où les gentilshommes d'Autriche et de Hongrie tenaient leurs vassaux et leurs serfs. Les Allemands n'avaient commandé que quarante-deux jours à Padoue; et la noblesse de cette ville avait déjà eu le temps de faire sentir à tous ses compatriotes cette arrogance qui croissait d'autant plus que la patrie était plus humiliée : mais plus elle se vendait à l'Autriche, plus la république pouvait compter sur le dévouement de tous les paysans et de presque tous les bourgeois[2].

Le doge Léonard Lorédano ne croyait point cependant que le moment fût encore venu de reprendre l'offensive; mais le sénateur Molino communiqua à la seigneurie le courage de recommencer les combats. L'armée française était licenciée; Jules II et Ferdinand laissaient espérer qu'on pourrait les détacher de la ligue : Molino jugeait ce moment opportun pour entrer en lutte avec Maximilien, et lui reprendre de force ce qu'on lui avait cédé sans résistance. Le provéditeur André Gritti se chargea de surprendre Padoue, où il s'était ménagé des intelligences. La récolte des seconds foins avait commencé, et chaque matin il en entrait un si grand nombre de chariots dans Padoue qu'ils offusquaient la vue des landsknechts chargés de la garde des portes. Le matin du 17 juillet, André Gritti fit avancer, par la porte de Coda-Lunga, un long

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. VIII, p. 186. — [2] *Ibid.* p. 189. — *Fr. Belcarii Rer. Gall. Comment.* L. XI, p. 323.

convoi dé chars de foin; mais entre le cinquième et le sixième char marchaient six hommes d'armes vénitiens, avec six hommes de pied derrière eux. Au moment où ils eurent passé la porte ils tuèrent à bout portant chacun un landsknecht, puis sonnèrent du cor, pour faire arriver les renforts. Gritti, qui suivait à peu de distance, s'était rendu maître de la porte avec quatre cents hommes d'armes, deux mille chevau-légers et trois mille fantassins, avant que les impériaux eussent pu se mettre en défense. Pendant le même temps, Christophe Moro, l'autre provéditeur, avec trois cents fantassins et deux mille paysans, faisait une fausse attaque à Portello, pour détourner l'attention de la garnison [1].

Padoue était déjà alors ce qu'elle est aujourd'hui, une ville immense, mais déserte, dont les quartiers sont séparés par des murs, et forment autant de villes diverses. Dans ses rues sans habitants, la nouvelle même de l'attaque n'avait pas pu se propager, et la ville était prise que la moitié des Padouans ne savaient pas encore qu'ils fussent menacés. Trissino et Sérégo se rangèrent en bataille sur la place avec leur petite troupe allemande, espérant être bientôt joints par les gentilshommes, qui avaient paru si zélés pour leur cause; mais aucun d'eux ne vint à leur secours. Les Allemands furent repoussés avec perte dans la citadelle; et comme elle n'était pas pourvue de vivres, ils ne purent s'y défendre que quelques heures. Il fut impossible de retenir les paysans, et de les empêcher de piller les palais de quatre-vingts gentilshommes, les plus notés pour leur attachement aux alliés, aussi bien que le quartier des Juifs. La foule des paysans du voisinage accourait pour prendre part à ce pillage; dans le même but, de nombreuses barques partaient de Venise, et remontaient la Brenta et le Bacchiglione; l'armée entière de Pitigliano ar-

[1] Mémoires du chev. Bayard. T. XV, ch. XXX, p. 77.

riva enfin elle-même avant la fin de la journée : mais les provéditeurs firent publier l'ordre de cesser tout pillage, sous peine de mort, et dérobèrent ainsi Padoue à la ruine qui la menaçait. Le lendemain, la citadelle se rendit, et ses commandants furent envoyés prisonniers à Venise [1].

Le jour où Padoue fut recouvrée fut consacré par le sénat à une fête solennelle d'actions de grâces : et en effet, c'est de ce jour qu'il put dater la renaissance de la république. Tout le territoire de Padoue suivit avec empressement le sort de sa capitale. La ville de Vicence, qui était sur le point de se soulever aussi, ne fut contenue qu'avec peine par Constantin Cominatès, qui y conduisit en hâte tout ce qu'il put rassembler de troupes impériales. Légnago, avec ses forteresses, ouvrit ses portes aux Vénitiens, et leur donna un point d'appui pour attaquer, à leur choix, ou Vicence ou Vérone. La tour Marchésana, à huit milles de Padoue, qui ouvrait l'entrée du Polésine de Rovigo, ne fut sauvée que par la rapidité avec laquelle le cardinal d'Este la secourut [2].

L'évêque de Trente, qui s'était chargé de défendre Vérone, n'avait dans cette ville que deux cents chevaux et sept cents fantassins : il craignait à toute heure de se la voir enlever, et il appela à son aide le marquis de Mantoue. Celui-ci, s'étant avancé sur la frontière véronaise, jusqu'à l'île de la Scala, bourgade tout ouverte sur les bords du Tartaro, à moitié chemin entre Mantoue et Vérone, entra en négociations avec quelques Stradiotes, qu'il espérait débaucher aux Vénitiens, et qui le trompaient par un traité double. Ils avaient averti Lucio Malvezzi et Zittolo de Pérouse, qui s'étaient rendus

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. VIII, p. 439. — *Petri Bembi.* L. VIII, p 190. — *Anonimo Padovano msto. presso Muratori, Annali d'Italia.* T. X, p. 50. — *Paolo Giovio, Vita d'Alfonso d'Este.* p. 24. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 209. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXIX, c. XX, p. 289. — *Fr. Belcarii Comment.* L. XI, p. 324. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 440. — *Petri Bembi.* L. IX, p. 193.

secrètement à Légnago avec deux cents chevaux et huit cents fantassins, et qui investirent la Scala dans la nuit du 9 août. Les Stradiotes, en approchant, répétaient le cri de guerre du marquis, pour ne pas exciter la défiance de ses gardes: d'ailleurs, tous les paysans étaient pour eux, et il s'en rassembla aussitôt plus de quinze cents pour les seconder. Boissy, lieutenant du marquis, et neveu du cardinal d'Amboise, fut arrêté dans son lit, et fait prisonnier avec tous ses soldats; Gonzague s'échappa en chemise par une fenêtre, et se cacha dans un champ de sorgo ou millet africain; mais des paysans l'y découvrirent, et, méprisant les sommes prodigieuses qu'il leur offrait pour sa rançon, ils le livrèrent à la seigneurie, qui le retint en prison dans la tour du palais public[1].

On avait cru d'abord que ces deux revers, éprouvés coup sur coup par la ligue, arrêteraient Louis XII, qui était encore à Milan, et l'empêcheraient de retourner en France; mais ce monarque, après avoir conquis les provinces autrefois milanaises qu'il avait ambitionnées, commençait à s'apercevoir qu'il avait sacrifié, par un faux calcul, la sûreté du tout à l'acquisition d'une partie. La versatilité de Maximilien lui faisait sentir combien il pouvait compter peu sur un tel allié, et malgré la défiance qui existait alors entre ce monarque et Ferdinand, l'âge avancé du dernier faisait prévoir le moment où le petit-fils de l'un et de l'autre leur succéderait, et réunirait les couronnes de l'Allemagne à celles de l'Espagne : alors cette même maison d'Autriche, dont l'alliance était si peu profitable, deviendrait une ennemie dangereuse; et la possession des provinces vénitiennes, que la France avait mises entre ses mains, compromettrait le duché de Milan.

Louis XII ne savait désirer ni la victoire des Vénitiens trop

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 442. — *Anonimo Padovano mss. presso Muratori, Annali d'Italia.* T. X, p. 51. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IX, p. 196. — *Paolo Giovio, Vita d'Alfonso d'Este.* p. 30. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 210.

justement irrités contre lui, ni celle de Maximilien, qui livrerait l'Italie entière aux mains des Allemands. L'empereur sollicitait des secours considérables en hommes et en argent, et il n'y avait pas de sûreté à les refuser; car, d'après l'inconstance de son caractère, et la disposition où l'on savait toutes les autres puissances, une ligue de Maximilien avec les Vénitiens eux-mêmes, avec l'église et Ferdinand, pour chasser les Français d'Italie, n'était point un événement invraisemblable. Dans cet état de doute et de craintes que de si brillantes victoires n'avaient fait qu'augmenter, Louis XII se détermina à laisser sur les confins du Véronais La Palisse avec cinq cents lances, auxquelles Bayard et deux cents gentilshommes volontaires se joignirent. Il leur donna ordre de secourir l'empereur au besoin; mais en même temps il retourna lui-même en France pour se dérober aux sollicitations de secours plus considérables qui pourraient lui être adressées. Il se flatta que l'empereur et les Vénitiens consumeraient réciproquement leurs forces par une guerre ruineuse pour tous deux, et que Maximilien dans un moment de besoin lui vendrait Vérone, avec laquelle il acquerrait la clef de l'Italie du côté du Tyrol [1].

Avant de quitter la Lombardie, Louis XII avait conclu à Biagrasso un nouveau traité d'alliance avec le cardinal de Pavie, légat de Jules II. Le pape et le roi s'engagèrent réciproquement à la défense des états l'un de l'autre; ils se réservèrent chacun la liberté de traiter avec qui ils voudraient, pourvu que ce ne fût pas au préjudice l'un de l'autre : mais le roi, en son particulier, promit de n'accepter la protection d'aucun feudataire médiat ou immédiat de l'église, annulant expressément toute protection semblable à laquelle il pourrait s'être engagé jusqu'à ce jour. Il s'affranchissait ainsi des

[1] Fr. Guicciardini. L. VIII, p. 441. — Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall. L. XI, p. 324.

traités solennels qu'il avait conclus avec les ducs de Ferrare, alliés héréditaires de la maison de France. Le pape se réserva la nomination aux bénéfices actuellement vacants dans tous les états du roi; mais il accorda à Louis XII la nomination de ceux qui viendraient ensuite à vaquer [1].

Cependant Maximilien semblait enfin ressentir quelque honte de son extrême négligence : la perte de Padoue l'avait blessé dans son amour-propre comme un affront personnel, et ses troupes si longtemps attendues arrivaient sur la frontière. Rodolphe, frère du prince régnant d'Anhalt, entra dans le Friuli avec dix mille hommes. Après avoir vainement attaqué Montefalcone, il s'empara de Cadoro, dont il massacra la garnison, presque dans le temps où les Vénitiens se rendaient maîtres de Val di Séra et de Bellune. D'autre part, le duc de Brunswick échoua devant Udine; puis il entreprit le siége de Cividale, que Jean-Paul Gradénigo, provéditeur du Friuli, défendit vaillamment avec cinq cents fantassins. En Istrie, Christophe Frangipani, général hongrois au service de Maximilien, après avoir battu les Vénitiens près de Verme, s'empara de Castel-Nuovo et de Raspruochio, tandis qu'Ange Trévisani, capitaine des galères de la république, reprenait Fiume et attaquait Trieste. Toutes ces provinces, devenues le siége de la guerre, étaient soumises à la plus effroyable désolation : la même ville, le même château, étaient pris et repris à peu de jours de distance, et chaque fois abandonnés au pillage. Les soldats des deux armées étaient également barbares et également étrangers au pays où ils combattaient; aucune discipline ne modérait leur cupidité dans la victoire. Les Allemands, peu contents de mettre à la torture les villageois qu'ils surprenaient dans leurs demeures, avaient dressé des chiens pour découvrir,

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 440. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 324.

dans les blés les femmes et les enfants qui s'y étaient cachés [1].

Les Vénitiens ne doutaient pas qu'aussitôt que l'armée de l'empereur serait en entier rassemblée, elle n'attaquât Padoue : aussi réunirent-ils tous leurs efforts pour mettre cette ville en état d'opposer la résistance la plus soutenue. Ils y firent entrer le comte de Pitigliano, leur général, avec toute son armée. Bernardino del Montone, Antonio de Pii, Lucio Malvezzi, Giovanni Gréco, étaient à la tête de leur cavalerie, où l'on comptait six cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers et quinze cents Stradiotes. Douze mille fantassins, les meilleurs de l'Italie, étaient commandés par Dionigi Naldo, Zittolo de Pérouse, Lattanzio de Bergame et Soccoccio de Spolète. Dans les longues guerres de l'Italie, tous ces chefs avaient déjà établi leur réputation. Le sénat avait encore envoyé à Padoue dix mille fantassins esclavons, grecs et albanais, tirés des galères de la république, et qui, bien qu'inférieurs aux Italiens qu'on nommait *brisighella,* étaient encore capables de rendre de bons services [2].

Les capitaines vénitiens avaient conduit à Padoue un magnifique train d'artillerie ; ils avaient profité des deux rivières qui traversent la ville, pour y introduire toutes les munitions qui pouvaient devenir nécessaires pendant le siége le plus long. Les paysans de toute la province, redoutant la prochaine arrivée des Allemands, s'étaient empressés d'y transporter les moissons qu'ils venaient de recueillir ; ils s'y étaient ensuite réfugiés eux-mêmes avec leurs familles et leurs troupeaux; et cette immense ville, qui le plus souvent était presque déserte, avait pu accueillir dans son sein une population presque quadruple de celle qu'elle contient ordinairement. Cette population n'avait point été oisive ; de nouvelles fortifications avaient été ajoutées chaque jour à l'enceinte de Padoue. Les

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 443. — [2] *Ibid.* p. 444-451. — *Pietro Bembo.* Lib. IX p. 199. — Mémoires du chevalier Bayard. T. XV, ch. XXXIII, p. 90.

fossés avaient été remplis d'eau, qu'on avait élevée presque au niveau du terrain : des ouvrages avancés couvraient toutes les portes, et des bastions nouveaux partageaient les courtines qu'on avait jugées trop longues. Tous ces ouvrages étaient minés, et les mines chargées, pour qu'on pût les faire sauter si on se voyait forcé de les abandonner. Le mur avait été soutenu dans toute sa longueur par un large terre-plein, derrière lequel on avait creusé un nouveau fossé large de seize bras, sur une profondeur égale, et défendu dans son intérieur par des casemattes. Enfin, derrière le fossé, un nouveau boulevard suivait tous les contours de la ville, et était également garni d'artillerie. Ainsi Padoue était défendue par une triple ligne de fortifications, qui présentaient presque l'image de celles qu'on emploie aujourd'hui[1].

Pour que la constance des assiégés répondît aux préparatifs immenses destinés à soutenir le siége, les Vénitiens résolurent de prouver aux Padouans et à leur armée qu'ils attachaient le salut même de la république à celui de cette ville, et que, s'ils venaient à la perdre, ils ne se réservaient point d'autres espérances. Les lois et les usages de la république éloignaient les gentilshommes vénitiens du service des armées de terre, tandis qu'on les avait encouragés de tout temps à servir sur la flotte. Mais dans une assemblée du sénat, le vénérable doge Léonard Lorédano engagea ses compatriotes à se départir de cet usage antique, et à laisser la jeune noblesse prouver également son zèle partout où son courage pourrait être utile à la patrie. Il déclara que ses deux fils, Louis et Bernard, avec cent fantassins entretenus à leurs frais, iraient s'enfermer dans Padoue. Son exemple fut suivi avec une noble émulation ; cent soixante-seize gentilshommes vénitiens allèrent renforcer la garnison de cette ville, et chacun d'eux conduisit

[1] *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 451. — *Fr. Belcarii Comm.* L. XI, p. 327.

une suite militaire proportionnée à la richesse de sa maison [1].

Maximilien était enfin arrivé à son armée ; il avait établi son quartier général au pont de la Brenta, à trois milles de Padoue, et tandis qu'il y attendait l'artillerie qui devait lui arriver d'Allemagne, il avait attaqué les châteaux des monts Euganéens ; Este et Monsélice furent pris d'assaut ; Montagnana se rendit par capitulation. Maximilien s'empara ensuite de Limèna, où une forteresse défend le partage des eaux de la Brenta, et en fait couler une partie à Padoue, tandis que le reste se rend par Vico d'Arzéré à la mer. Déjà ses sapeurs avaient abattu à moitié la digue qui empêche la rivière de couler toute entière dans son lit naturel : mais il fit interrompre cet ouvrage sans qu'on en pût savoir la raison, et il laissa ainsi aux Padouans la jouissance de leurs eaux. Il avait aussi voulu se rendre maître du partage des eaux du Bacchiglione à Longara ; mais les Stradiotes qui tenaient la campagne, ne permirent jamais à ses ouvriers d'y achever leurs travaux [2].

L'artillerie allemande étant arrivée, Maximilien établit son camp devant la porte de Santa-Croce ; et comme il s'y trouva trop incommodé par le feu des assiégés, il le transporta devant celle de Portello, qui conduit à Venise, entre la Brenta et le Bacchiglione. Ce fut seulement le 15 septembre qu'il y fixa son quartier général, après avoir ravagé tout le pays environnant, mais après avoir donné aussi aux Vénitiens tout le temps d'achever leurs préparatifs pour la défense de la place [3].

Sous les ordres de Maximilien se trouvaient réunis, La Palisse avec sept cents lances françaises, Louis Pic de la Mirandole avec deux cents lances du pape Jules II, le cardinal Hippolyte d'Este avec deux cents lances du duc de Ferrare,

[1] *Fr. Guicciardini*. L. VIII, p. 444.—*Petri Bembi Hist. Ven*. L. X, p. 199.—[2] *Petri Bembi Hist. Ven*. L. IX, p. 197.—[3] *Fr. Guicciardini*. Lib. VIII, p. 449.—*Petri Bembi*. L. IX, p. 198.

le cardinal de Gonzague avec deux cents lances de Mantoue, et six cents hommes d'armes italiens à la solde de l'empereur, sous leurs différents condottiéri. L'infanterie se composait de dix-huit mille fantassins allemands ou landsknechts, six mille Espagnols, six mille aventuriers de différentes nations, et deux mille Ferrarais. Cent six pièces d'artillerie sur roues étaient venues d'Allemagne : six autres bombardes étaient si grosses qu'on n'avait pu les placer sur des affûts ; une fois établies, elles demeuraient immobiles, et ne pouvaient tirer que quatre coups par jour. Un second train d'artillerie était arrivé de Milan, un troisième de Ferrare ; et en tout on comptait dans les lignes de l'empereur, deux cents pièces de canon sur leurs affûts. Jamais, depuis des siècles, des forces aussi considérables n'avaient été employées à l'attaque et à la défense d'une ville. L'armée de Maximilien comptait de quatre-vingts à cent mille hommes; et quoiqu'elle ne fût presque jamais payée, le soldat, qui aimait la bravoure et la prodigalité de l'empereur, qui se savait aimé de lui et qui se dédommageait sur les malheureux habitants, du manque d'argent de son général, ne songeait point à l'abandonner [1].

Jusqu'alors l'empereur n'avait donné aux Italiens que le spectacle de sa versatilité, de son manque de foi et de ses dissipations ; mais au commencement du siége de Padoue, il déploya à leurs yeux cette activité, cette intelligence militaire, et cette bravoure personnelle, qui ont rendu sa mémoire chère aux Allemands. Il avait son logement au couvent de Sainte-Hélène, à un quart de mille des murs ; son camp, qui occupait trois milles d'étendue, était dans presque toute sa longueur exposé au feu de la place ; Maximilien le bravait à

[1] Mémoires du chevalier Bayard, par son loyal serviteur. Ch. XXXII, p. 84. — Mémoires du jeune adventureux maréchal de Fleuranges. T. XVI, p. 57. — *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 450. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IX, p. 198. — *Jacopo Nardi.* L. XI, p. 241.

toute heure. On le voyait toujours au milieu des ouvriers, dirigeant et pressant leurs travaux ; et en effet, par son activité, les batteries furent ouvertes au bout de cinq jours sur toute la ligne[1].

Dès le quatrième jour depuis l'ouverture des batteries de larges brèches furent pratiquées dans les murs. En conséquence, Maximilien mit le lendemain son armée en bataille pour donner l'assaut : mais, pendant la nuit, les Padouans avaient trouvé moyen d'introduire de nouvelles eaux dans leurs fossés ; et l'attaque fut jugée impossible jusqu'à ce qu'elles fussent retirées. Il fallut vingt-quatre heures pour les faire écouler. Au bout de ce terme, Maximilien attaqua le bastion qui couvrait la porte de Coda-Lunga, et fut repoussé. Déterminé à l'emporter ; il fit avancer de ce côté l'artillerie française qui élargit considérablement la brèche ; et au bout de deux jours, il donna un nouvel assaut. Les fantassins allemands et espagnols, s'encourageant par émulation à surpasser leurs rivaux qui combattaient à leurs côtés, pénétrèrent enfin par la brèche, après un combat furieux dans lequel ils perdirent infiniment de monde, et s'établirent sur le bastion ; mais à peine les Vénitiens l'avaient-ils abandonné qu'ils mirent le feu aux mines toutes chargées. Leur explosion fit périr la plupart des vainqueurs, et parmi eux les plus distingués des compagnons d'armes et des soldats formés à l'école de Gonsalve de Cordoue[2]. Dans ce moment, les impériaux consternés furent chargés avec fureur par Zittolo de Pérouse, et chassés de tous les ouvrages qu'ils avaient occupés[3].

Cet échec jeta du découragement dans l'armée, et refroidit l'ardeur de Maximilien. Les assiégés ne se tenaient point enfermés dans la ville : les Stradiotes avaient voulu conserver

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 452. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 211. — [2] *Jo. Marianæ de rebus Hisp.* L. XXIX, c. XX, p. 280. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 453. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IX, p. 201. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 212.

leur logement dans les faubourgs, et ils battaient sans cesse la campagne. Les vivres, il est vrai, ne manquaient point encore aux assiégeants ; malgré toute l'autorité du gouvernement vénitien et le zèle des paysans, il avait été impossible d'en dépouiller absolument cette riche campagne ; et les fourrageurs n'eurent jamais besoin de s'éloigner de plus de six milles de leur quartier pour trouver des munitions de bouche. Mais si le siége s'était prolongé quelque temps encore, les troupes auraient enfin éprouvé les conséquences de leur indiscipline et de la pauvreté de leur chef[1].

Avant que les Vénitiens eussent fermé la brèche par laquelle les Espagnols et les Allemands étaient entrés et où ils avaient tant souffert, Maximilien fit proposer à la Palisse de faire mettre pied à terre à sa gendarmerie pour monter à l'assaut avec les landsknechts.

Mais, d'après le conseil de Bayard, La Palisse répondit que la gendarmerie française était toute composée de gentilshommes, et qu'il ne serait pas convenable de la faire combattre pêle-mêle avec les fantassins allemands, qui étaient roturiers. Si l'empereur, ajouta-il, voulait faire mettre pied à terre à ses princes et à sa noblesse allemande, la noblesse française leur montrerait le chemin de la brèche. Maximilien communiqua cette réponse aux Allemands qu'elle provoquait ; ils répondirent qu'ils ne combattraient qu'en gentilshommes, c'est-à-dire, à cheval. Maximilien impatienté quitta le camp, et s'en éloigna de quarante milles, sur la route d'Allemagne, laissant à ses lieutenants l'ordre de lever le siége[2]. Ceux-ci retirèrent leur artillerie le 3 octobre, seize jours après l'ouverture de la tranchée, et portèrent le quartier général à Limène, sur la route de Trévise : au bout de peu de jours, Maximilien les ramena à Vicence, où il reçut le serment de fi-

[1] Mémoires de Bayard. Ch. XXXIV, p. 94. — [2] *Ibid.* Ch. XXXVII et XXXVIII, p. 116 127. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 58.

délité du peuple, et où il congédia la plus grande partie de son armée [1].

Maximilien avait perdu beaucoup de sa réputation par cette tentative infructueuse; et Chaumont étant venu dans le Véronais pour avoir une conférence avec lui, l'empereur lui représenta que, si le roi de France ne lui donnait pas de puissants secours, il se trouverait à son tour en danger de perdre ses conquêtes ; que les Vénitiens songeaient déjà à attaquer Cittadella et Bassano ; qu'ils ne manqueraient pas de tourner ensuite leurs armes contre Este, Monsélice et Montagnana ; et que le seul moyen de les arrêter était de réunir les Français aux Allemands pour une attaque sur Légnano. Mais le gouvernement français n'avait aucune envie de se charger seul des frais et des dangers d'une guerre dont les avantages ne devaient pas être pour lui; et lorsque Maximilien, après beaucoup d'irrésolution, repartit pour Trente, La Palisse retira ses troupes de l'état de Vérone pour rentrer dans l'enceinte du Milanais [2].

Les armées de cette ligue, auparavant si redoutable, s'étaient retirées de toutes parts. Les Vénitiens au lieu de craindre pour eux-mêmes, menaçaient à leur tour ceux qui avaient envahi leurs provinces ; d'ailleurs, la mésintelligence commençait à s'introduire entre leurs ennemis. Maximilien se plaignait d'avoir été abandonné par ses confédérés, et les accusait de ses mauvais succès. Le roi de France se plaignait du pape, qui se fondant sur ce que l'évêque d'Avignon était mort en cour de Rome avait conféré son évêché, au lieu de le laisser à la nomination du roi ; et le ressentiment de celui-ci alla si loin, qu'il fit saisir tous les revenus des ecclésiastiques romains dans le duché de Milan [3].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 453. — *Petri Bembi.* L. IX, p. 203. — *Paolo Giovio Vita di Alfonso d'Esté.* p. 24. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 328. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 455. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. X, p. 205. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. V

Jules II céda enfin, mais de mauvaise grâce ; hautain, emporté et défiant tout ensemble, il ne conservait pour la cour de France que de la malveillance et du ressentiment ; il comptait sur le respect religieux des peuples et sur les forces de l'église, et il ne recherchait l'appui d'aucun des confédérés ; il s'éloignait de tous en même temps, et s'il prenait encore quelque intérêt à la guerre, c'était en faveur des Vénitiens. Cependant il ne leur avait point jusqu'alors donné l'absolution, il voulait auparavant les faire renoncer à la juridiction de leur vidôme à Ferrare, comme messéante dans un fief de l'église, et au droit exclusif qu'ils s'arrogeaient de naviguer et de commercer sur la mer Adriatique [1].

Les Florentins, que leur jalousie contre Venise avait aveuglés au point de leur faire désirer des succès à la ligue de Cambrai, avaient envoyé des ambassadeurs à Maximilien à son entrée en Italie, pour régler avec lui toutes les prétentions de la chambre impériale sur lesquelles ils n'avaient pu s'entendre un an auparavant. Maximilien, avant de quitter Vérone, y reçut ces ambassadeurs, parmi lesquels se trouvait Pierre Guicciardini, père de l'historien. Les finances de l'empereur étaient épuisées, ses besoins pressants, et il rabattit beaucoup des demandes exorbitantes qu'il avait faites à Macchiavel en 1508. Moyennant quarante mille florins payables en quatre termes, avant la fin de février, il tint les Florentins quittes de tous les cens non payés, et des investitures qu'ils pouvaient lui devoir ; il confirma leurs droits à tous les fiefs impériaux qu'ils possédaient ; il s'engagea enfin à ne les point troubler, et à n'attaquer jamais leur gouvernement [2].

Pendant ce temps, les armées vénitiennes faisaient des

p. 455. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 329. — *Parisii de Grassis Diarium Curiæ Rom.* T. III, p. 485. — *Apud Raynald. Annal. eccles* 1509, § 20, p. 70. — [1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 456. — [2] *Ibid.* p. 454. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 212. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 289. — *Diario del Bonaccorsi.* p. 144. — *Legazione del Macchiavelli a Mantova, commissione del* 10 *novembre* 1509. T. VII, opere, p. 289.

progrès rapides. Le provéditeur André Gritti s'approcha de Vicence, et la vue des drapeaux de Saint-Marc causa aussitôt un soulèvement dans cette ville; elle lui ouvrit ses portes le 26 novembre. Le prince d'Anhalt qui y commandait se retira dans la citadelle avec Fracassa de San-Sévérino, mais dès le quatrième jour, il fut obligé de la rendre par capitulation [1]. Si au lieu de perdre un temps précieux au siége de cette forteresse, Gritti avait immédiatement poussé jusqu'à Vérone, cette ville, où la fermentation était extrême, lui aurait aussi ouvert ses portes. L'évêque de Trente qui y commandait eut le temps d'y faire entrer trois cents lances françaises sous les ordres de d'Aubigny, et un gros corps d'infanterie espagnole et allemande. Cependant toutes ces troupes suffisaient à peine pour contenir les habitants menacés, insultés, pillés tour à tour par les soldats de toutes nations qu'ils logeaient chez eux, et soupirant après la domination paternelle de leurs anciens maîtres. L'armée vénitienne, après une attaque mal combinée sur Vérone, se partagea en deux corps, dont l'un recouvra Bassano, Feltre, Cividale et Castel-Nuovo de Friuli; l'autre reprit Monsélice, Montagnana et le Polésine de Rovigo [2].

Cette division de l'armée était chargée d'exécuter sur la maison d'Este une vengeance qui tenait à cœur à la république. Les Vénitiens ne pouvaient pardonner à leur faible voisin, qui avait si longtemps vécu sous leur protection, d'avoir profité de leurs désastres pour les attaquer, lorsqu'ils étaient déjà accablés par tous leurs autres ennemis, l'insulte des petits, qui abusent du triomphe momentané de leurs alliés, excite de plus profonds ressentiments que les injures plus graves des puissants. Le premier usage que le sénat voulut faire de ses

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 458. — *Petri Bembi.* L. IX, p. 205. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 330. — *Macchiavelli Legazione a Mantova.* Lett. Ire, 17 novembre 1509. T. VII, p. 293. — [2] *F. Guicciardini.* L. VIII, p. 458. — *Petri Bembi.* L. IX, p. 208. — *Macchiavelli Legazione.* Lett. IV, 22 novemb. 1509, ex Verona, p. 298.

forces fut de montrer qu'il n'était pas si déchu, qu'il ne pût se faire respecter par un duc de Ferrare. Ange Trévisani, qui commandait la flotte, venait de brûler Trieste, et, il se proposait d'attaquer Ancône, Fano, ou les villes de Ferdinand en Pouille; mais la seigneurie le rappela, et malgré sa répugnance à s'engager dans le lit d'un fleuve, elle lui ordonna d'aller, de concert avec l'armée, punir le duc Alfonse dans sa capitale même [1].

La flotte vénitienne entra dans le Pô par la Bocca delle Fornaci; elle brûla Corbola, et elle remonta jusqu'à Lago Scuro, incendiant sur les deux rives, dans toute la longueur du pays qu'elle parcourait, les palais, les châteaux et les villages. Lago Scuro est le port de Ferrare sur le Pô; il n'est éloigné que de deux milles de cette ville, et les chevau-légers vénitiens qui étaient venus se ranger sous la protection de la flotte partaient de là pour répandre la désolation dans tout le territoire ferrarais. Le goût d'Alfonse, duc de Ferrare, pour les arts mécaniques, lui avait procuré la plus belle artillerie de l'Europe; il avait fait son amusement et son plus grand luxe de la fonte des canons; il les employa pour sa défense. Ayant dressé ses batteries à Lago Scuro, sur les rives du fleuve, il força la flotte de Trévisani à redescendre jusqu'à Polisella, où elle jeta l'ancre derrière une petite île [2].

Pour mettre ses vaisseaux en sûreté dans cette station, Trévisani éleva deux bastions des deux côtés du fleuve, et les unit par un pont. Alfonse tenta, le 30 décembre, d'enlever ces retranchements, et il fut repoussé avec perte. Dans ce combat, Hercule Cantelmo, émigré de Naples, et fils du duc de Sora, fut fait prisonnier par des Esclavons; comme ils ne pouvaient convenir entre eux sur celui qui avait droit à la ri-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 459. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IX, p. 207. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 460. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. IX, p. 209. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este.* p. 26.

che rançon de ce captif, l'un d'eux abattit sa tête d'un coup de sabre. L'Arioste a invoqué la compassion de tous les âges en faveur de ce jeune homme, l'un des plus distingués de la cour de Ferrare, et l'ami du poëte [1].

Cependant Chaumont ne voulant pas laisser périr le duc de Ferrare, vint à Vérone, et annonça qu'il allait marcher sur Vicence, ce qui força l'armée vénitienne à se séparer de la flotte pour défendre les états de la république; le cardinal d'Este profita de ce que Trévisani n'était plus maître de la campagne tout autour de Polisella pour transporter pendant la nuit un train considérable d'artillerie vis-à-vis de la flotte. Des pluies violentes, en gonflant la rivière, avaient élevé les vaisseaux presque au niveau des digues. Le cardinal d'Este fit ouvrir des embrasures dans ces digues, et y fit placer dans un profond silence des canons en batterie, au-dessus et au-dessous de l'endroit où était la flotte. Le bruit de la rivière, beaucoup plus violent que de coutume, avait dérobé cette manœuvre à Trévisani, et il n'avait point prévu que l'élévation subite du fleuve permettrait de placer l'artillerie à fleur d'eau. Le 22 décembre, au point du jour, il fut éveillé par le feu roulant de ces batteries dont il avait ignoré la construction, et auxquelles, dans une longueur de trois milles, ses vaisseaux ne pouvaient se dérober. Il n'avait point assez de troupes de débarquement pour les attaquer et les enlever de force; il perdit la tête, et au lieu de faire couper la digue du fleuve, ce qui en innondant le Ferrarais aurait fait baisser le niveau des eaux de manière à le dérober au feu ennemi, il s'enfuit sur une petite barque dès le commencement du combat; presque tous les équipages de ses vaisseaux suivirent son exemple, lorsqu'ils virent une galère brûlée et deux autres coulées à fond par l'ennemi; près de deux mille personnes furent tuées

[1] *Ariosto, Orlando furioso.* Canto 36, str. 6-8. — *Petri Bembi.* L. IX, p. 209. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 27.

ou submergées, quinze galères, plusieurs moindres vaisseaux et soixante étendards furent conduits en triomphe à Lago Scuro par le cardinal d'Este. Trévisani aurait dû payer de sa tête son imprudence et sa lâcheté ; mais le nombre des gentilshommes qui avaient prévariqué durant la dernière campagne était si grand, qu'ils faisaient un parti dans l'état ; ils se défendaient tous réciproquement, et Trévisani ne fut puni que par un exil de trois ans [1].

Ainsi, la campagne de 1509 finissait, pour les Vénitiens, par une déroute presque aussi éclatante que celle qu'ils avaient éprouvée à son commencement. Mais la destruction de leur flotte à Polisella fut loin d'avoir des conséquences aussi funestes que celle de leur armée à Vaila. D'aucun côté ils n'étaient menacés par des ennemis en état d'en tirer avantage. Les Français vendaient leur protection à Maximilien ; ils se faisaient céder, sur le Mincio, le château de Valéggio, qui complétait leur ligne de défense. Ils avaient envoyé des renforts à Vérone, et de l'argent pour la solde des troupes allemandes, mais sous condition qu'ils occuperaient les principales forteresses de la ville ; et même avec leur assistance les généraux impériaux n'étaient point en état de tenir la campagne. Bayard, qui était entré avec les Français à Vérone, ne trouvait à occuper son activité que dans les surprises et les stratagèmes par lesquels il combattait Jean-Paul Manfrone, son antagoniste ; et il souillait sa gloire par des cruautés que son loyal serviteur raconte avec ostentation, parce qu'elles n'atteignaient jamais que des soldats roturiers, pour lesquels les gentilshommes ne se croyaient tenus à aucune compassion [2].

Le duc de Ferrare était moins encore en état de poursuivre

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IX, p. 211; L. X, p. 218. — *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 462. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 331. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 213. — *Ariosto, Orlando furioso.* Canto III, stanza 57. — [2] Mémoires de Bayard. Ch. XXXIX et XL, p. 127-148. — *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 463.

ses avantages ; le pape, qui ne perdait aucune occasion de rappeler que ce duc était feudataire de l'église, et qui songeait dès lors à le réconcilier avec les Vénitiens, demanda et obtint d'eux qu'ils n'essayassent point de se venger sur Ferrare, et qu'ils rendissent même à Alfonse la ville de Comacchio, prise et brûlée par eux le 4 décembre. Le duc s'estima trop heureux de pouvoir à ce prix suspendre les hostilités [1].

1510.—Au commencement de l'année suivante, les Vénitiens perdirent le général qui commandait en chef leurs armées, et qui convenait le mieux par son caractère circonspect à la prudence du sénat, encore qu'il eût peut-être contribué, par sa lenteur et sa défiance, à la déroute de Vaila. Nicolas Orsini, comte de Pitigliano, épuisé par les fatigues du siége de Padoue, s'était fait porter à Lonigo, dans l'état de Vicence, où il mourut d'une fièvre lente, à la fin de février, âgé de soixante-huit ans. La seigneurie fit transporter son corps à Venise, et lui fit élever un magnifique tombeau, surmonté d'une statue équestre, dans l'église de San-Giovani et Paulo [2].

Cependant les Vénitiens avaient enfin consenti à tout ce que leur demandait le pape ; ils avaient abandonné leur appel à un concile général ; ils avaient promis de ne plus mettre obstacle, dans leurs états, à la juridiction ecclésiastique ; ils avaient renoncé au droit de nommer un vidôme à Ferrare ; enfin, ils avaient accordé à tous les sujets de l'église la permission de naviguer et de commercer librement sur la mer Adriatique [3]. Ils avaient envoyé à Rome une ambassade, composée de six des citoyens les plus illustres de leur république ; et en retour le pontife leur accorda l'absolution, le 24 février 1510, second dimanche de carême, sans imposer à leurs ambassadeurs d'autre pénitence que de visiter les sept

[1] *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 463. — [2] *Ibid.* — *Petri Bembi.* L. X, p. 216. — [3] Le Traité de paix, *apud Raynald. Annal. eccles.* 1510, § 2-6, p. 78. — *Petri Bembi.* L. IX, p. 213. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 218.

basiliques de Rome : il retrancha même du cérémonial de l'absolution les coups de baguette que le pape et les cardinaux devaient donner aux excommuniés, pendant la lecture du *Miserere;* coups qui, dans quelques circonstances récentes, avaient été changés en une rude flagellation, sur des pénitents dépouillés de leurs habits[1].

Les ambassadeurs de Maximilien et de Louis XII avaient fait tout ce qu'ils avaient pu pour empêcher cette réconciliation des Vénitiens avec l'église; mais Jules II n'était pas aisément détourné de ses volontés : il avait conçu un souverain mépris pour Maximilien, qu'il jugeait incapable d'exécuter aucune des choses qu'il avait préméditées; Louis XII, au contraire, lui inspirait une extrême défiance; il redoutait également son pouvoir, et sa faiblesse qui soumettait le roi à toutes les volontés du cardinal d'Amboise; et il regardait toujours ce dernier comme sur le point de lui disputer le pontificat. Aussi Jules II travaillait-il avec ardeur à détruire la puissante influence que Louis XII venait d'acquérir sur l'Italie ; il cherchait pour cela, en même temps, à lui susciter une guerre avec l'Angleterre, à le brouiller avec les Suisses, et à le détacher du duc de Ferrare.

Henri VII, roi d'Angleterre, était mort le 21 avril 1509, et quoiqu'en mourant il eût recommandé fortement à son fils Henri VIII de maintenir la paix avec la France, celui-ci, qui disposait d'un trésor considérable, et dont l'alliance était sollicitée par toutes les puissances de l'Europe, croyait déjà, dans son orgueil, tenir la balance du continent. Jules II lui envoya la rose d'or, aux fêtes de Pâques de 1510, présent que le saint-siége destine chaque année à celui des souverains sur la protection duquel il compte le plus[2]. Cependant, au moment

[1] Journal de Paris de Grassis, maître des cérémonies du pape; *apud Raynald. Ann. eccles.* 1510, § 7-10, p. 74. — *Fr. Guicciardini.* L. VIII, p. 467. — *Petri Bembi.* L. X, p. 218. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 32. — [2] *Rymer, Fœdera et Conventiones.* T. XIII, p. 275.

même où Jules II faisait ces avances pour l'engager à attaquer la France, Henri VIII signait à Londres, le 23 mars 1510, un nouveau traité de paix avec Louis XII, en se réservant seulement de pouvoir défendre l'église contre lui, si le roi de France venait à l'attaquer [1].

Les négociations de Jules II avec les Suisses eurent plus de succès. Ceux-ci, enorgueillis de toutes les victoires remportées en Italie par Charles VIII et par Louis XII, en réclamaient toute la gloire pour leur infanterie; ils étaient persuadés que les armées françaises ne pourraient combattre sans eux, et ils voulaient se faire payer à un plus haut prix leur alliance. Ils ne consentaient à renouveler les capitulations arrivées à leur terme qu'autant que la France augmenterait la pension annuelle de soixante mille francs qu'elle leur payait, sans compter un grand nombre de traitements particuliers qu'elle faisait aux hommes influents dans chaque canton. Louis XII, irrité de cette demande, déclara qu'il ne soumettrait point la couronne de France à l'insolence d'un rassemblement de paysans et de montagnards. Il signa, avec les Valaisans et les Grisons, une confédération particulière, et il crut pouvoir se passer du secours des cantons. D'autre part, Jules II avait mis dans ses intérêts Mathieu Schiner, qui, en l'an 1500, avait été promu à l'évêché de Sion, et qui s'était toujours montré ennemi acharné de la France. Par son entremise, il traita avec la confédération; il promit à chaque canton une pension de mille florins du Rhin; il les engagea à accepter la protection des états de l'église, et il se fit accorder le privilége de lever en Suisse, et pour le saint-siége, autant de soldats qu'il en aurait besoin [2].

Jules II avait cru s'être assuré du dévouement sans bornes

[1] *Rymer, Fœdera et Conventiones.* T. XIII, p. 270. — *Petri Bembi.* L. X, p. 221. —
[2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 469. — *Josias Symler, Descriptio Vallesiæ et Alpium.* L. II, p. 159. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 215. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 335.

du duc de Ferrare en lui faisant restituer la ville de Comacchio, et en empêchant les Vénitiens de l'attaquer pendant l'hiver. C'était le seul des feudataires de l'église qu'il eût ménagé, et il croyait pouvoir compter sur une obéissance absolue de sa part; mais la colère du pape fut extrême quand il vit le duc de Ferrare s'attacher toujours plus intimement à la France, et subordonner toute sa politique aux volontés de Louis XII. Comme jusqu'alors le pape était en paix avec ce monarque, et observait toujours le traité de Cambrai, il ne pouvait faire un crime à Alfonse d'une alliance qui ne l'obligeait à rien de contraire à ses devoirs envers le saint-siége. Il lui chercha donc d'autres torts; il lui fit défendre de faire du sel à Comacchio, au préjudice des salines pontificales établies à Cervia. Alfonse répondit que pendant que les Vénitiens possédaient Cervia, ils lui avaient imposé par force un traité par lequel ils l'empêchaient de recueillir le sel que la nature formait sur son propre territoire; mais qu'il n'avait aucune obligation semblable envers l'église, et que Comacchio, où il recueillait le sel, n'était pas un fief du saint-siége mais de l'empire romain. De nouveau, Jules II voulait annuler le contrat dotal fait par Alexandre VI pour le mariage de sa fille; il demandait que le cens annuel payé par Ferrare fût reporté de cent florins à quatre mille, et que les divers châteaux de Romagne que Lucrèce Borgia avait apportés en dot à Alfonse fussent restitués à l'église. Le duc répondait que son traité avec Alexandre VI était de même nature que tous ceux que concluait l'église; qu'il avait été sanctionné par les mêmes autorités, et que comme il n'y avait contrevenu en rien, il n'était pas juste que l'autre partie contractante se déliât de ses engagements[1].

Louis XII prenait la défense du duc de Ferrare en vertu du traité par lequel il s'était engagé à le protéger pour le prix de

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 470. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1510, § 13, p. 75.

trente mille ducats. Mais ce traité même était une nouvelle offense aux yeux du pape, puisqu'il était contraire et à la ligue de Cambrai, et à la convention postérieure de Biagrasso. Louis XII, qui craignait de se brouiller tout à fait avec ce fougueux pontife, cherchait en vain des expédients pour conserver son influence sur le duché de Ferrare, qu'il regardait comme important fort à la sûreté du Milanais, et pour satisfaire Jules II en le réconciliant avec Alfonse [1].

Ces négociations étant demeurées sans effet, Louis XII jugea convenable de resserrer son alliance avec Maximilien, et de poursuivre la guerre contre Venise avec des forces assez considérables pour intimider le pape, et mettre fin à toutes ses intrigues. Chaumont entra dans le Polésine de Rovigo avec quinze cents lances et dix mille fantassins de diverses nations; Alfonse le joignit avec deux cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers et deux mille fantassins; de son côté, le prince d'Anhalt sortit de Vérone avec l'armée impériale composée de trois cents lances françaises, deux cents hommes d'armes et trois mille fantassins allemands; et après s'être réuni à Chaumont, ils s'avancèrent ensemble contre Vicence [2].

Les Vénitiens, pour résister à cette invasion, cherchaient avec inquiétude à donner un successeur au comte de Pitigliano. Leurs divers condottiéri, qui s'étaient engagés séparément à leur service, n'étaient point subordonnés les uns aux autres; et leur jalousie était telle, qu'en donnant la préférence à l'un d'entre eux, le sénat craignait de déterminer tous les autres à se retirer. Pour satisfaire leur amour-propre, il fallait que leur généralissime fût prince souverain. Cette difficulté fit penser la seigneurie à donner le commandement de ses troupes à François de Gonzague, duc de Mantoue, qu'elle

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 472. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 338. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 471. — *Petri Bembi.* L. X, p. 228.

retenait prisonnier. Le doge le fit venir et lui communiqua cette proposition inattendue qui fut reçue avec la plus vive reconnaissance. Le doge lui demandait seulement un gage de sa fidelité plus que douteuse ; Gonzague s'empressa de promettre son fils Frédéric en otage, et il écrivit aussitôt à sa femme de le remettre aux Vénitiens. Mais la marquise et son conseil étaient entièrement dévoués à la France, elle ne voulait pas s'exposer au ressentiment des Français et des Allemands qui entouraient de toutes parts l'état de Mantoue; elle refusa de livrer son fils, et François de Gonzague demeura prisonnier[1].

Les Vénitiens cherchèrent alors un général parmi les feudataires de l'église, que le pape leur avait permis de prendre à leur service. Ils avaient engagé deux Vitelli de Città di Castello, neveux de ce Vitellozzo que César Borgia avait fait périr ; ils avaient donné à Laurent Orsini, seigneur de Céri, qui devint célèbre sous le nom de Renzo de Céri, le commandement de toute leur infanterie, et ils se déterminèrent enfin à donner le bâton de gouverneur-général à Jean-Paul Baglioni de Pérouse, qui, dans ses rapports avec la république florentine, avait fait naître beaucoup de doutes sur sa fidélité, et qui cependant se montra digne de la confiance que le sénat de Venise mit en lui [2]. L'armée que lui confiait la république était alors composée de six cents hommes d'armes, quatre mille chevau-légers et Stradiotes, et huit mille fantassins. Ne se trouvant point assez forte pour résister à l'armée combinée des Français et des impériaux, elle recula sans cesse, abandonnant le Vicentin aux ennemis jusqu'au lieu nommé Brentella où elle se fortifia. Elle y était couverte par trois rivières, la Brenta, la Brentella et le Bacchiglione, tandis qu'elle faisait occuper Trévise et Mestre par des garnisons suffisantes [3].

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. X, p. 223. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 469. — *Petri Bembi Hist. Venetæ.* L. X, p. 227. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 473. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 339.

Les malheureux Vicentins restaient abandonnés à toute la férocité de leurs ennemis. Leur ville n'avait pas paru en état de soutenir un siége, et les Vénitens n'avaient pas voulu s'exposer à perdre la garnison qu'il aurait fallu laisser pour les défendre. Les Vicentins envoyèrent une députation au prince d'Anhalt, général de Maximilien, pour lui demander grâce. Le prince, qui était à Vicence au moment où la ville s'était soulevée, répondit que les Vicentins étaient coupables de rébellion contre l'empereur, leur souverain légitime; qu'ils n'avaient d'autre parti à prendre que de remettre à sa merci leurs biens, leur honneur et leur vie, et qu'ils ne devaient point s'attendre à ce qu'il ne demandât une soumission si entière que pour faire briller davantage sa magnanimité, en leur pardonnant; qu'il voulait au contraire les avoir à sa discrétion, pour que Vicence pût à jamais être un exemple au monde du châtiment que mérite la rébellion [1].

Les députés vicentins ne rapportèrent à leurs compatriotes que cette désolante réponse; mais la barbarie insolente des Allemands contribua à tromper leur cupidité. Depuis le commencement de la guerre, les Vicentins avaient sans cesse été occupés à soustraire leurs richesses au pillage. Comme leur ville n'est éloignée de Padoue que de douze milles, ils y avaient de bonne heure mis en sûreté leurs femmes, leurs enfants et leurs biens. Le cours du Bacchiglione avait favorisé le transport de leurs effets. A l'approche des Allemands, ils se retirèrent eux-mêmes avec tout ce qu'ils purent transporter encore; et le prince d'Anhalt, en livrant Vicence au pillage, n'y trouva point de quoi satisfaire l'avidité de ses soldats [2].

Une partie des Vicentins et des habitants des campagnes

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 474. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 339. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 574. Il paraît qu'alors, à la persuasion de Chaumont, il se contenta d'une contribution de 50,000 ducats pour sauver les maisons. *P. Bembo.* L. X, p. 225. — *Giov. Cambi.* p. 238.

voisines avait choisi un autre lieu de refuge. Dans les monts au pied desquels Vicence est bâtie, se trouve un vaste souterrain, nommé la grotte de Masano ou de Longara. Il a été creusé de main d'hommes, pour en tirer les pierres avec lesquelles Vicence et Padoue sont construites. On assure qu'il s'étend à une grande profondeur, formant un labyrinthe dont les compartiments sont séparés par d'étroits passages, et coupés souvent par des eaux.

Ce souterrain n'ayant qu'une étroite ouverture, est facile à défendre; et dans la précédente campagne il avait servi de refuge aux habitants du voisinage. Six mille malheureux s'y étaient retirés avec tous leurs biens; les femmes et les enfants étaient au fond de la grotte, les hommes en gardaient l'entrée. Un capitaine d'aventuriers français, nommé L'Hérisson, découvrit cette retraite, et fit avec sa troupe de vains efforts pour y pénétrer : mais rebuté par son obscurité et ses détours, il résolut plutôt d'étouffer tous ceux qu'elle contenait. Il remplit de fagots la partie qu'il avait occupée, et y mit le feu. Quelques gentilshommes vicentins, qui se trouvaient parmi les réfugiés, supplièrent alors les Français de faire une exception en leur faveur, et de leur laisser racheter par une rançon, eux, leurs femmes et leurs enfants, et tout ce qui était de sang noble. Mais les paysans, leurs compagnons d'infortune, s'écrièrent que tous devaient périr ou se sauver ensemble. Cependant la caverne entière était en flammes, et son ouverture ressemblait à la bouche d'une fournaise. Les aventuriers attendirent que le feu eût achevé ses terribles ravages, avant de visiter le souterrain, et d'en tirer le butin qu'ils achetaient par une si horrible cruauté. Tous avaient péri étouffés, à la réserve d'un seul jeune homme, qui s'était trouvé à portée d'une crevasse, par laquelle il lui arrivait un peu d'air. Aucun des corps n'était endommagé par le feu. Mais leur attitude suffisait pour indiquer les angoisses par

lesquelles ils avaient passé avant de mourir. Plusieurs femmes grosses étaient accouchées dans ces tourments, et leurs enfants étaient morts avec elles. Lorsque les aventuriers rapportèrent au camp leur butin, et racontèrent comment ils l'avaient gagné, ils excitèrent une indignation universelle; le chevalier Bayard se rendit lui-même à la caverne, avec le prévôt de l'armée, et fit pendre en sa présence, et au milieu de cette scène d'horreur, deux des misérables qui avaient allumé le feu. Mais cette punition même ne put effacer, pour les Italiens, le souvenir de tant de cruauté[1].

D'ailleurs la négligence de Maximilien à envoyer à ses troupes leur solde, exposait les villes où elles séjournaient aux plus cruelles vexations : Vérone seule, dit Fleuranges qui y était présent, fut pillée trois fois dans une semaine par les lansknechts qui s'y trouvaient sans argent et sans nourriture[2]. Maximilien leur annonçait toujours sa prochaine arrivée. Mais l'on commençait à n'accorder aucune foi à ses paroles, aucun crédit à ses promesses; et les soldats allemands, rebutés d'une si longue attente, partaient sans congé.

Chaumont, grand-maître de France et gouverneur de Milan, était las de poursuivre seul une guerre dont son maître ne devait point recueillir les fruits. Cependant, avant de s'en retirer aussi, il crut convenable d'assurer ses précédentes conquêtes, en s'emparant de la ville et du port de Légnago, qui, bâtis des deux côtés de l'Adige, donnaient aux Vénitiens une grande facilité pour porter la guerre sur celui des états voisins qu'ils voudraient attaquer.

La garnison de Porto-Légnago avait eu soin d'inonder tout le pays qui l'entourait sur la rive gauche de l'Adige : mais le capitaine Molard entra dans l'eau jusqu'à la poitrine avec ses

¹ Mémoires du chev. Bayard. Ch. XL, p. 152. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 55. — *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 477. — *P. Bembi.* L. X, p. 225. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 340. — *Giov. Cambi, Istor. Fior.* p. 239. — ² Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 63.

aventuriers, qui formaient l'avant-garde de M. de Chaumont; il délogea les fantassins italiens, les mit en fuite, et les poursuivit avec tant de rapidité qu'il arriva pêle-mêle avec eux dans Porto-Légnago. Les fuyards essayèrent de passer l'Adige; ils se noyèrent presque tous dans le trajet. La garnison de la ville, sur la droite de la rivière, ne montra pas plus de résolution. Carlo Marino, provéditeur vénitien, abandonna le premier lâchement son poste, pour se réfugier dans la citadelle, qu'il rendit bientôt par capitulation. Il demeura prisonnier des Français avec tous les gentilshommes vénitiens, tandis que les soldats furent renvoyés sans armes [1].

La joie que pouvait causer à Chaumont l'avantage qu'il venait de remporter à Légnago, fut troublée par la nouvelle qu'il reçut, dans ce lieu même, de la mort de son oncle, le cardinal d'Amboise, à la faveur duquel il devait sa fortune rapide. George d'Amboise, qui avait exercé un empire si absolu sur son maître, et qui depuis l'accession de Louis XII au trône, avait dirigé seul la politique française, était mort à Lyon le 25 mai 1510. Quoique ses talents fussent médiocres, sa perte fut universellement regrettée : il entendait du moins les affaires, et il connaissait les puissances avec lesquelles la France avait à traiter, ainsi que leurs intérêts divers; tandis que Louis XII qui, après la mort de son favori, prétendit gouverner par lui-même, n'avait ni connaissance des hommes et des choses, ni mémoire, ni application. Jaloux désormais de son autorité, il ne permit plus à ses ministres d'agir en son nom sans le consulter, et ceux-ci n'osaient guère lui rappeler ce qui pouvait lui être désagréable; en sorte que la négligence et l'oubli faisaient échouer les projets d'abord les mieux concertés. Florimond Robertet, qui succéda au car-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 479. — *Petri Bembi.* L. X, p. 226. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 340. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 214. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 35. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. XL, p. 149.

dinal dans la direction des finances et des affaires étrangères, exprima lui-même vivement à Macchiavel, alors en légation en France, combien il sentait que la mort de son prédécesseur causerait de dommage aux affaires [1].

C'est au cardinal d'Amboise qu'il faut attribuer le principal mérite de cet ordre dans les finances, et de ces ménagements pour le peuple dans la perception des impôts, qui ont rendu chère la mémoire de Louis XII, malgré la faiblesse de son esprit et les malheurs de son règne. Mais ce ministre, économe et rangé, n'était point désintéressé. Il laissa une succession de onze millions de livres, équivalant à cinquante-cinq millions de la monnaie actuelle; et il l'avait acquise pendant une administration de douze ans, dont il ne rendait aucun compte. Par son testament il faisait pour trois cent mille ducats de legs : Jules II prétendit que ces sommes provenaient des biens de l'église, que le cardinal d'Amboise n'avait pas eu le droit d'en disposer; et il les réclama pour la chambre apostolique. Cette bizarre demande augmenta la mésintelligence entre le saint-siége et la France [2].

Chaumont reçut aussi à Légnano l'ordre de congédier l'infanterie des Grisons et des Valaisans qu'il avait sous ses ordres; de laisser cent lances et mille fantassins dans sa nouvelle conquête, et de ramener le reste de son armée dans le duché de Milan; peu de jours après, il reçut toutefois un contre-ordre que les instances de Maximilien avaient obtenu. Le roi lui enjoignait de continuer à seconder les Allemands pendant le mois de juin; et en effet, avant la fin de ce mois, il se rendit maître de Citadella, de Marostica et de Bassano, puis de la Scala et de Covolo [3]. Mais Louis XII était résolu à

[1] *Macchiavelli, Legazione alla corte di Francia*. Lett. XVI, de Blois, 2 septembre 1510. T. VII, p. 380. — Mémoires de Bayard. Ch. XL, p. 151. — [2] Histoire de la Diplomatie française. T. I, L. II, p. 293. — *Fr. Guicciardini*. L. IX, p. 479. — *Petri Bembi*. L. X p. 226. — [3] *Fr. Guicciardini*. L. IX, p. 479. — *Petri Bembi*. L. X, p. 229.

ne pas tenir sur pied une armée aussi considérable sans avantage pour lui-même ; et en menaçant chaque jour de rappeler Chaumont, il espérait déterminer enfin Maximilien à lui céder Vérone et sa province. L'empereur, au contraire, se croyait toujours à la veille d'exécuter ses projets, et il ne renonçait jamais à ses espérances, encore qu'il fût toujours également incapable de les réaliser. Il demanda un second répit d'un mois ; il promit qu'avant l'année révolue il rembourserait les cinquante mille ducats que l'armée de Chaumont coûterait au roi pendant ce mois ; qu'il rembourserait encore cinquante mille ducats qu'il devait de plus, et que s'il ne pouvait le faire, il laisserait pour gage Vérone et tout son territoire entre les mains du roi de France [1].

Maximilien avait aussi traité avec Ferdinand-le-Catholique pour s'assurer de sa coopération pendant cette campagne sur laquelle il fondait de si grandes espérances ; il lui avait dans ce but abandonné sans partage l'administration de la Castille, héritage du petit-fils de l'un et de l'autre ; et le cardinal d'Amboise avait été le médiateur de ce traité, qui était bien peu conforme aux intérêts de la France. Ferdinand, pour obtenir le désistement de Maximilien à la tutelle de Charles, avait promis tout ce qu'on lui avait demandé, bien résolu à faire naître ensuite des obstacles dans l'exécution. Il s'était réservé le choix d'envoyer à l'armée impériale dans le Véronais, ou des troupes ou de l'argent. Maximilien, dont les finances étaient toujours dérangées, demanda de l'argent de préférence ; ce fut une raison pour Ferdinand d'envoyer les secours en nature ; le duc de Termini se mit en marche avec quatre cents lances espagnoles pour joindre l'armée ; mais il le fit avec tant de lenteur qu'il n'arriva pas au quartier général avant la fin de juin [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 460. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 214. — *Jo. Marianæ de rebus Hisp.* L. XXIX, cap. XXIII, p. 294. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 480.

L'armée combinée commençait à éprouver le manque de vivres; elle s'était conduite avec tant de barbarie et d'indiscipline pendant ces deux campagnes, qu'elle avait absolument épuisé ce pays, l'un des plus riches et des plus fertiles de la terre; elle avait ainsi provoqué le plus implacable ressentiment de la part des paysans, et confirmé leur attachement à la république. Ceux-ci tenaient avec tant d'enthousiasme au gouvernement de leur patrie, que ni promesses, ni menaces, ni le supplice même qui leur était préparé ne pouvaient les déterminer à abjurer Saint-Marc et à crier *vive l'empereur!* L'évêque de Trente en fit pendre plusieurs à Vérone pour les punir de cette noble constance[1]. L'assistance de ces paysans rendait faciles et sûres toutes les expéditions des Stradiotes. Ils enlevaient les convois et les traîneurs, et surprenaient les partis détachés; dans une de ces occasions, Soncino Benzone de Crême tomba entre leurs mains, et quoique ce chef de parti fût alors au service du roi de France, André Gritti le fit pendre immédiatement, parce qu'étant gentilhomme vénitien et chargé d'un commandement à Crême, sa patrie, il avait livré en trahison cette ville aux Français[2].

Le château de Monsélice était une des principales retraites des Stradiotes, dans leurs excursions sur les derrières de l'armée ennemie; il est bâti sur une des cimes les plus élevées des monts Euganéens, qui s'élèvent eux-mêmes au milieu d'une plaine formée et nivelée par les eaux, entre Vicence, Padoue, Rovigo et Légnano. Il était entouré de trois enceintes dont la plus basse aurait demandé deux mille hommes pour la défendre. Les Vénitiens n'en avaient que sept cents à Monsélice, sous les ordres de Martino du Bourg-Saint-Sépulcre. Capen-

— *Petri Bembi.* L. X, p. 229. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXIX, c. XXIII, p. 294. — *Fr. Belcarii.* L. XI, p. 337. — Mémoires de Bayard. T. X, ch. XL, p. 151. — [1] *Macchiavelli, Legazione a Mantova.* Lett. VI, de Vérone, 26 novembre 1509, T. VII, p. 304. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 481.

dant ils sortirent avec audace pour attaquer un corps de lands-knechts. Accablés par le nombre et vivement ramenés, ils succombèrent à la fatigue; ils furent forcés dans la première enceinte et poursuivis avec tant de rapidité qu'ils ne purent s'enfermer dans la seconde, non plus que dans la troisième, encore que ces murs allassent en se resserrant, comme la montagne qui s'élève en pain de sucre. La tour même, bâtie au haut de la colline, ne servit point à les sauver. En vain ils offrirent de se rendre la vie sauve, les Allemands ne voulurent pas les accepter; ils mirent le feu dans le bas de la tour et reçurent sur la pointe de leurs piques les malheureux qui voulurent s'échapper par les créneaux. Avec une égale fureur, ils détruisirent toutes les habitations de cette bourgade, l'une des plus riantes de l'Italie [1].

Maximilien, malgré ses promesses si souvent répétées, n'arrivait point à son armée; après l'échec reçu l'année précédente devant Padoue, il ne se flattait pas de soumettre cette place, mais il pressait Chaumont d'attaquer Trévise qu'il croyait plus facile à réduire. Chaumont lui répondit que cette ville était également défendue par une forte armée; qu'il ne voyait point arriver à la sienne ces troupes allemandes promises depuis si longtemps, et sans lesquelles il ne pouvait rien entreprendre; qu'il avait déjà été obligé de détacher le duc Alfonse d'Este et Châtillon pour défendre l'état de Ferrare sur lequel il commençait à concevoir de l'inquiétude; que tout le pays autour de Trévise était ravagé; que l'armée n'y trouverait point de vivres et y ferait difficilement arriver ses convois, parce que les Stradiotes tenaient la campagne, et qu'ils étaient secondés avec zèle par tous les paysans. Mais, tandis que cette contestation entre Maximilien et Chaumont

[1] Mémoires du chev. Bayard. Ch. XL, p. 157. — *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 481. — *Petri Bembi.* L. X, p. 230. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 342. — *Paolo Giovio Vita di Alfonso d'Este.* p. 36.

durait encore, celui-ci reçut des ordres exprès de son maître de laisser à l'armée impériale Précy, avec quatre cents lances et quinze cents fantassins espagnols qu'il avait à sa solde, et de ramener au plus tôt le reste de l'armée dans le duché de Milan, où des dangers inattendus réclamaient sa présence [1].

[1] *Fr. Guicciardini*. L. IX, p. 482. — *Petri Bembi*. L. X, p. 231. — *Fr. Belcarii*. L. XII, p. 342.

FIN DU TOME HUITIÈME.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DU TOME HUITIÈME.

Ann. Pag.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

FIN DE LA TABLE DU TOME HUITIÈME.





